ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

'Εν 'Αθήναις τῇ 5 'Ιανουαρίου **1956** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | 'Αριθμὸς φύλλου **3**

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 3481.

Περὶ κυρώσεως τῶν Συμβάσεων τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

"Αρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ ἔχουσι πλήρη καὶ νόμιμον ἰσχύν, ἡ ἀπὸ 12ης Αὐγούστου 1949 τελικὴ πρᾶξις τῆς Διπλωματικῆς Διασκέψεως τῆς Γενεύης τοῦ αὐτοῦ ἔτους, αἱ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης υἱοθετηθεῖσαι 11 ἀποφάσεις, ὡς καὶ αἱ ἐξ αὐτῆς προκύψασαι τέσσαρες, μετὰ τῶν παραρτημάτων αὐτῶν, Συμβάσεις, ἤτοι: α') ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, β') ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, γ') ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 καὶ δ') ἡ Σύμβασις περὶ προστασίας τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

'Η ἰσχὺς διὰ τὴν 'Ελλάδα τῶν ἐν λόγῳ πράξεων, αἵτινες ὑπεγράφησαν ἐν ἀγγλικῷ καὶ γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν 'Ελληνικήν, ἀρχεται, συμφώνως πρὸς τὰ οἰκεῖα ἄρθρα 58, 57, 138 καὶ 153 τῶν ἀνωτέρω Συμβάσεων, ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ὑπὸ τῆς 'Ελλάδος ἐν Βέρνῃ κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου κυρώσεως.

'Ο παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' 'Ημῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς 'Εφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

'Εν 'Αθήναις τῇ 30 Δεκεμβρίου 1955

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝ. ΑΝΥΝΗΣ ΥΦΙΣΤΑΜΕΝΟΣ
ΔΗΜ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ

'Εθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

'Εν 'Αθήναις τῇ 31 Δεκεμβρίου 1955

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Κ. ΑΔΑΜΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION DE GENÈVE

du 12 août 1949

Pour lo Protection des victimes de la guerre

TABLE DES MATIERES

Page

Acte final de la Conférence Diplomatique de Genève .....
Signatures .....
Déclarations .....

Résolutions de la Conférence Diplomatique de Genève .....

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 Août 1949 .....
Signatures .....
Annexes .....

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des ferées armées sur mer du 12 Août 1949.
Signatures .....
Annexe .....

Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 Août 1949 ....
Signatures .....
Annexes .....

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 Août 1949 .....
Signatures .....
Annexes .....
Réserves .....

ACTE FINAL
DE LA
CONFERENCE DIPLOMATIQUE
CONVOQUEE POUR LA REVISION
DE LA
CONVENTION DE GENEVE DU 27 JUILLET 1929 POUR L'AMELIORATION DU SORT DES BLESSES ET DES MALADES DANS LES ARMEES EN CAMPAGNE
DE LA
Xme CONVENTION DE LA HAYE DU 18 OCTOBRE 1907,
POUR L'ADAPTATION A LA GUERRE MARITIME DES PRINCIPES DE LA CONVENTION DE GENEVE DU 6 JUILLET 1906
DE LA
CONVENTION CONCLUE A GENEVE LE 27 JUILLET 1929
ET RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE
ET POUR L'ELABORATION
D'UNE
CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES CIVILES EN TEMPS DE GUERRE

La conférence convoquée par le Conseil fédéral suisse en vue de reviser la convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne,
la Xme Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 6 juillet 1906,
la Convention conclue à Genève le 27 juillet 1929 et relative au traitement des prisonniers de guerre,
et d'élaborer une Convention pour la protection des personnes civiles en temps de guerre, a délibéré, à Genève, du 21 avril au 12 août 1949, sur la base des quatre projets de Conventions examinés et approuvés par la XVIIme Conférence internationale de la Croix-Rouge qui s'est tenue à Stockholm.

La Conférence a arrêté les textes des Conventions indiquées ci-après :

I. Convention de Genève pour l'Amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

II. Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer.

III. Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

IV. Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

Ces Conventions, dont le texte a été établi dans les langues française et anglaise, sont annexées au présent Acte. La traduction officielle de ces Conventions dans les langues espagnole et russe sera établie par les soins du Conseil fédéral suisse.

La Conférence a, en outre, adopté II résolutions, qui sont également annexées au présent Acte.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Acte Final.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original et les documents qui l'accompagnent devant être déposés dans les Archives de la Confédération suisse.

Pour l'Afghanistan
M. OSMAN AMIRI N. BAMMATE
MOHAMMED ALI CHERZAD

Pour la République Populaire d'Albanie :
HALIM BUDO

Pour l'Argentine :
B. LLAMBI GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie :
W. R. HODGSON

Pour l'Autriche
Dr. RUD BLUEHDORN

Pour la Belgique :
MAURICE BOURQUIN M. MINEUR
H. ADAM R. DU MOULIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie: 1)
M. KOUTEINIKOV

Pour la République de l'Union de Birmanie :
TUN HLA OUNG

Pour le Brésil
JOAO PINTO DA SILVA

Pour la République Populaire de Bulgarie :
K.B. SVETLOV

Pour le Canada :
EMILE VAILLANCOURT MAX H. WERSHOF

Pour le Chili :
F. CISTERNAS ORTIZ RAMON RODRIGUEZ

Pour la Chine :
WU NAN-JU

Pour la Colombie :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Costa Rica :
M. BOURLA

Pour Cuba :
J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Pour l'Egypte :
A. K. SAFWA M. S. GUENENA

Pour l'Equateur :
ALEX GASTELU

Pour l'Espagne :
LUIS CALDERON LE MARQUIS DE VILLALOBAR

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
LELAND HARRISON RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Ethiopie :
GACHAOU ZELLEKE

Pour la Finlande :
V. AHOKAS

Pour la France :
Dr. PIERRE PUYO G. CAHEN-SALVADOR

Pour la Grèce :
R. AX. AGATHOCLES

Pour le Guatemala :
A.DUPONT-WILLEMIN

Pour la République Populaire :
Hongroise
Dr. G. HARASZTI KARA ANNA

Pour l'Inde.
B.M. RAO Colonel P.N.HAKSAR R.A. NARAYANAN

Pour l'Iran :
ABDOL HOSSEIN MEYKADEH

Pour la République d'Irlande :
MICHAEL RYNNE GEORGE P. HODNETT
WILLIAM M. CASHMAN

Pour Israël :
MAURICE FISCHER ZVI LOKER

1) Voir déclaration p. 4

Pour l'Italie :
GIACINTO AURITI MARIO PERUZZI
ETTORE BAISTROCCHI ADOLFO MARESCA

Pour le Liban :
MIKAOUI

Pour le Liechtenstein :
COMTE F. WILCZEK

Pour le Luxembourg:
J. STURM

Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA T. SANCHEZ-HERNANDEZ
J. OROZCO

Pour la Principauté de Monaco
M. LOZE

Pour le Nicaragua :
LIFSCHITZ

Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN

Pour la Nouvelle-Zélande :
R. QUENTIN-BAXTER

Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH

Pour les Pays-Bas :
J. BOSCH DE ROSENTHAL

Pour le Pérou :
GONZALO PIZARRO

Pour la Pologne :
STANISLAW KALINA

Pour le Portugal :
General LUIZ PINTO LELLO

Pour la République Populaire Roumaine :
E. LUCA Dr. V. DIMITRIU OCTAVIAN FENESAN

Pour le Royaume-Uni de grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
ROBERT CRAIGIE W. H. GARDNER

Pour le Saint-Siège
PAUL BERTOLI CHARLES COMTE

Pour la Suède :
STAFFAN SODERBLOM

Pour la Suisse
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
COLONEL DIV. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

Pour la Syrie :
Omar El DJABRI A. GENNAOUI

Pour la Tchécoslovaquie
Dr. P. WINKLER

Pour la Thaïlande
L.D. BHAKDI

Pour la Turquie :
RANA TARHAN NEDIM ABUT
H. MAYATEPEK

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: (1)
N. BARAN

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques: With the reservations attached thereto2
H. СНАВНН П. МОРОЗОВ

Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO

Pour le Vénézuela :
A. POSSE DE RIVAS :

Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
Consul PLEIC RATKO

DECLARATION DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE FAITE AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE

«La délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélosrussie constate avec regret que la résolution présentée par la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population a été repoussée par la Conférence. Or, l' adoption de cette résolution qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté aurait considérablement augmenté le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.»

DECLARATION DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE FAITE AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE

«La délégation de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine constate avec regret que la résolution présentée par la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population a été repoussée par la Conférence. Or, l'adoption de cette résolution qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté aurait considérablement augmenté le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.»

DECLARATION DE LA DELEGATION DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES FAITE AU MOMENT DE LA SIGNATURE DE L'ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE

«En signant l'Acte final de la Conférence diplomatique la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques fait les réserves suivantes:

1. La délégation soviétique constate avec regret que la résolution présentée par elle, condamnant l'emploi des moyens d'extermination en masse de la population, a été repoussée par la Conférence. Or, l'adoption de cette résolution, qui répond aux intérêts de tous les peuples du monde aimant la liberté, aurait considérablement renforcé le rôle et la portée de cette Conférence et aurait contribué à la protection la plus efficace des victimes de la guerre contre ses conséquences les plus désastreuses.

2. En ce qui concerne l'adoption par la Conférence d'une résolution qui recommande d'examiner la question de la création d'un organisme international devant se substituer à la Puissance protectrice, la délégation soviétique déclare qu'elle ne voit pas la nécessité d'examiner cette question et moins encore de créer un tel organisme, car le problème des Puissances protectrices est suffisamment réglé par les Conventions élaborées à la présente Conférence.»

1. Voir déclaration p. 4
2. Voir déclaration p. 4

Résolutions de la Conférence diplomatique de Genève, 1949

Résolution I

La Conférence recommande que, dans le cas d'un différend sur l'interprétation ou l'application des présentes Conventions qui ne peut pas être résolu d'une autre manière, les Hautes Parties contractantes intéressées s'efforcent de se mettre d' accord pour soumettre le différend à la Cour internationale de Justice.

Résolution 2

Attendu que, dans le cas où un conflit international éclaterait il pourrait éventuellement se produire des circonstances où il n'y ait pas de Puissance protectrice avec le concours et sous le contrôle de laquelle les Conventions pour la protection des victimes de la guerre puissent être appliquées;

attendu que l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, l'article 10 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, et l'article 9 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des perssonnes civiles en temps de guerre, prévoient que les Hautes Parties contractantes pourront en tout temps s'entendre pour confie un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues aux Puissances protectrices par lesdites Conventions,

La Conférence recomande de mettre aussitôt que possible à l'étude l' opportunité de la création d'un organisme international dont les fonctions seraient, lorsqu'une Puissance protectrice fait défaut, de remplir les tâches accomplies par les Puissances protectrices dans le domaine de l'application des Conventions pour la protection des victimes de la guerre.

Résolution 3

Attendu qu'il est difficile de conclure des accords au cours des hostilités;

attendu que l'article 28 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne prévoit qu'au cours des hostilités les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités;

attendu que l'article 31 de cette même Convention prévoit que dès le début des hostilités les Parties au conflit pourront fixer par accords spéciaux le pourcentage du personnel à retenir en fonction du nombre des prisonniers ainsi que sa répartition dans les camps.

la Conférence prie le Comité international de la Croix-Rouge d'établir le texte d'un accord-type concernant les deux questions soulevées dans les deux articles susmentionnés et de soumettre celui-ci à l'approbation des Hautes Parties contractantes.

Résolution 4

Attendu que l'article 33 de la Convention de Genève du 27 juillet 1929 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne, relatif aux pièces d'identité dont le personnel sanitaire doit être porteur, n'a trouvé qu'une application limitée au cours de la seconde guerre mondiale et qu'il en est résulté un grave préjudice pour de nombreux membres de ce personnel.

la Conférence émet le voeu que les Etats et les Soe ciétés nationales de la Croix-Rouge prennent dès l- temps de paix toutes mesures pour que le personnel sanitaire soit dûment muni des insignes et cartes d'identité prévus par l'article 40 de la nouvelle Convention.

Résolution 5

Attendu que de nombreux abus ont été commis dans l'emploi du signe de la croix rouge.

la Conférence émet le voeu que les Etats veillent scrupuleusement à ce que la croix rouge ainsi que les emblèmes de protection prévus à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne ne soient utilisés que dans les limites des Conventions de Genève, afin de sauvegarder leur autorité et de maintenir leur haute signification.

Résolution 6

Attendu que l'étude technique des moyensde transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part n'a pu être abordée par la présente Conférence, parce qu'elle sortait des limites qui avaient été fixées à cette dernière ;

attendu que cette question est pourtant de la plus haute importance pour la sécurité des navires-hôpitaux et pour l'efficacité de leur action.

la Conférence émet le voeu que les Hautes Parties contractantes confient dans un avenir rapproché à une Commission d'Experts le soin d'étudier la mise au point technique des moyens modernes de transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part, ainsi que 'élaboration d'un code international réglementant de laçon précise l'usage de ces moyens; cela dans le but fd'assurer aux navires-hôpitaux le maximum de protection et d'efficacité.

Résolution 7

La Conférence, désireuse d'assurer la plus grande protection possible aux navires-hôpitaux, exprime l'espoir que toutes les Hautes Parties contractantes signataires de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, prendront toutes dispositions utiles pour que, toutes les fois que cela est possible, lesdits navires hôpitaux diffusent à intervallesfréquents et réguliers tous renseignements relatifs àleur position, à leur direction et à leur vitesse.

Résolution 8

La Conférence tient à affirmer, devant tous les peuples : que, ses travaux ayant été inspirés uniquement par des préoccupations humanitaires, elle forme le voeu ardent que jamais les Gouvernements n'aient besoin dans l'avenir d'appliquer les Conventions de Genève pour la protection des victimes de la guerre ;

que son plus vif désir est en effet que grandes et petites Puissances puissent toujours trouver une solution amiable à leurs différends par la voie de la collaboration et de l'entente internationale, afin que la paix règne définitivement sur la terre.

Résolution 9

Attendu que l'article 71 de la Convention de Genève du 12 août relative au traitement des prisonniers de guerre, prévoit que les prisonniers de guerre qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par voie ordinaire, de même que ceux qui sont

séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes dont les taxes seront passées au débit de leur compte auprès de la Puissance détentrice ou payées avec l'argent dont ils disposent, mesure dont les prisonniers bénéficieront également en cas d'urgence;

attendu que pour réduire le coût parfois très élevé de ces télégrammes, il serait nécessaire de prévoir un système de groupement de messages ou de séries de brefs messages types, concernant la santé du prisonnier, celle de sa famille, les renseignements scolaires et prisonnier, celle de sa famille, les renseignements scolaires et financiers, etc., messages qui pourraient être rédigés et chiffrès à l'usage des prisonniers de guerre se trouvant dans les conditions indiquées au premier alinéa.

la Conférence invite le Comité international de la Croix-Rouge à établir une série de messages types répondant à ces exigences, et à les soumettre à l'approbation des Hautes Parties.

Résolution 10

.La Conférence estime estime que les conditions de la reconnaissance d'une Partie à un conflit comme belligérant, par les Puissances demeurant hors de ce conflit, sont régies par le droit international public et ne sont pas modifiées par les Conventions de Genève.

Résolution II

Attendu que les Conventions de Genève imposent au Comité international de la Croix-Rouge l'obligation de se tenir prêt en tout temps et en toutes circonstances à remplir les tâches humanitaires que lui confient ces Conventions,

la Conférence reconnait la nécessité d'assurer au Comité international de la Croix-Rouge un appui financier régulier.

CONVENTION DE GENEVE

Pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, du 12 Août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouverne ments représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de reviser la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne du 27 juillet 1929, sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I.

Dispositions Générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contracatntes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4.

Les Puissances neutres appliqueront par analogie les dispositions de la présente Convention aux blessés et malades ainsi qu'aux membres du personnel sanitaire et religieux, appartenant aux forces armées des Parties au conflit, qui seront reçus ou internés sur leur territoire, de même qu'aux morts recueillis.

Article 5.

Pour les personnes protégées qui sont tombées au pouvoir de la Partie adverse, la présente Convention s'appliquera jusqu'au moment de leur rapatriement définitif.

Article 6.

En dhors des accords expressément prévus par les articles 10, 15, 23, 28, 31, 36, 37 et 52, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraitrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, tell qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, ne pourront en aucun cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle resort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Seules des exigences mili-

taires impérieuses peuvent autoriser, à titre exceptionnel et temporaire, une restriction de leur activité.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des blessés et malades ou des membres du personnel sanitaire et religieux ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Parties au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliés, limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des blessés et malades, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au coflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

CHAPITRE II.

Des blessés et des malades

Article 12.

Les membres des forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant, qui seront blessés ou malades, devront être respectés et protégés en toutes circonstances.

Ils seront traités et soignés avec humanité par la Partie au conflit qui les aura en son pouvoir, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur le sexe, la race, la nationalité, la religion, les opinions politiques ou tout autre critère analogue. Est strictement interdite toute atteinte à leur vie et à leur personne et, entre autres, le fait de les achever ou de les exterminer, de les soumettre à la torture, d'effectuer sur eux des expériences biologiques, de les laisser de façon préméditée sans secours médical, ou sans soins, ou de les exposer à des risques de contagion ou d'infection créés à cet effet.

Seules des raisons d'urgence médicale autoriseront une priorité dans l'ordre des soins.

Les femmes seront traitées avec tous les égards particuliers dus à leur sexe.

La Partie au conflit, obligée d'abandonner des blessés ou des malades à son adversaire, laissera avec eux, pour autant que les exigences militaires le permettront, une partie de son personnel et de son matériel sanitaires pour contribuer à les soigner.

Article 13.

La présente Convention s'appliquera aux blessés et malades appertenant aux catégories suivantes:

1. les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées;

2. les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivantes:

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

c) de porter ouvertement les armes;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que membres civils d'équipages d'aviens militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services chargés du bien-être des militaires, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit, qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du droit international;

6. la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 14.

Compte tenu des dispositions de l'article précédent, les blessés et les malades d'un belligérant, tombés au pouvoir de l'adversaire, seront prisonniers de guerre et les règles du droit des gens concernant les prisonniers de guerre leur seront applicables.

Article 15.

En tout temps et notamment après un engagement, les Parties au conflit prendront sans tarder toutes les mesures possibles pour rechercher et recueillir les blessés et les malades, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins nécessaires, ainsi que pour rechercher les morts et empêcher qu'ils ne soient dépouillés.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, un armistice, une interruption de feu ou des arrangements locaux seront convenus pour permettre l'enlèvement, l'échange et le transport des blessés laissés sur le champ de bataille.

De même, des arrangements locaux pourront être conclus entre les Parties au conflit pour l'évacuation ou l'échange des blessés et malades d'une zone assiégée ou encerclée et pour le passage de personnel sanitaire et religieux et de matériel sanitaire à destination de cette zone.

Article 16.

Les Parties au conflit devront enregistrer, dans le plus bref délai possible, tous les éléments propres à identifier les blessés, les malades et les morts de la partie adverse tombés en leur pouvoir. Ces renseignements devront si possible comprendre ce qui suit:

a) indication de la Puissance dont ils dépendent;

b) affectation ou numéro matricule;

c) nom de famille;

d) le ou les prénoms;

e) date de naissance;

f) tout autre renseignement figurant sur la carte ou la plaque d'identité;

g) date et lieu de la capture ou du décès;

h) renseignements concernant les blessures, la maladie ou la cause du décès.

Dans le plus bref délai possible, les renseignements mentionnés ci-dessus devront être communiqués au bureau de renseignements, visé à l'article 122 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre, qui les transmettra à la Puissance dont dépendent ces personnes, par l'intermédiaire de la Puissance protectrice et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les Parties au conflit établiront et se communiqueront, par la voie indiquée à l'alinéa précédent, les actes de décès ou les listes de décès dûment authentifiées. Elles recueilleront et se transmettront également, par l'intermédiaire du même bureau, la moitié d'une double plaque d'identité, les testaments ou autres documents présentant de l'importance pour la famille des décédés, les sommes d'argent, et, en général tous les objets ayant une veleur intrinsèque ou affective, trouvés sur les morts. Ces objets, ainsi que les objets non identifiés, seront envoyés dans des paquets scellés, accompagnés d'une déclaration donnant tous les détails nécessaires à l'identification du possesseur décédé, ainsi que d'un inventaire complet du paquet.

Article 17.

Les Parties au conflit veilleront à ce que l'inhumation ou l'incinération des morts, faite individuellement dans toute la mesure où les circonstances le permettront, soit précédée d'un examen attentif et si possible médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte. La moitié de la double plaque d'identité ou la plaque elle-même, s'il s'agit d'une plaque simple, restera sur le cadavre.

Les corps ne pourront être incinérés que pour d'impérieuses raisons d'hygiène ou des motifs découlant de la religion des décédés. En cas d'incinération, il en sera fait mention circonstanciée, avec indication des motifs, sur l'acte de décès ou sur la liste authentifiée de décès.

Les Parties au conflit veilleront, en outre, à ce que les morts soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, que leurs tombes soient respectées, rassemblées si possible selon la nationalité des décédés, convenablement entretenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. A cet effet et au début des hostilités, elles organiseront officiellement un Service des tombes, afin de permettre des exhumations éventuelles, d'assurer l'identification des cadavres, quel que soit l'emplacement des tombes, et leur retour éventuel dans leur pays d'origine. Ces dispositions s'appliquent de même aux cendres qui seront conservées par le Service des tombes juqu'à ce que le pays d'origine fasse connaître les dernières dispositions qu'il désire prendre à ce sujet.

Dès que les circonstances le permettront et au plus tard à la fin des hostilités, ces services échangeront, par l'intermédiaire du bureau de renseignements mentionné au deuxième alinéa de l'article 16, des listes indiquant l'emplacement exact et la désignation des tombes, ainsi que les renseignements relatifs aux morts qui y sont enterrés.

Article 18.

L'autorité militaire pourra faire appel au zèle charitable des habitants pour recueillir et soigner bénévolement, sous son contrôle, des blessés et des malades, en accordant aux personnes ayant répondu à cet appel la protection et les facilités nécessaires. Au cas où la Partie adverse viendrait à prendre ou à reprendre le contrôle de la région, elle maintiendra à ces personnes cette protection et ces facilités.

L'autorité militaire doit autoriser les habitants et les sociétés de secours, même dans les régions envahies ou occupées, à recueillir et à soigner spontanément les blessés ou malades à quelque nationalité qu'ils appartiennent. La population civile doit respecter ces blessés et malades et notamment n'exercer contre eux aucun acte de violence.

Nul ne devra jamais être inquiété ou condamné pour le fait d'avoir donné des soins à des blessés ou à des malades.

Les dispositions du présent article ne dispensent pas la Puissance occupante des obligations qui lui incombent, dans le domaine sanitaire et moral, à l'égard des blessés et malades.

CHAPITRE III.

Des formations et des établissements sanitaires.

Article 19.

Les établissements fixes et les formations sanitaires mobiles du Service de santé ne pourront en aucune circonstance être l'objet d'attaques, mais seront en tout temps respectés et protégés par les Parties au conflit. S'ils tombent aux mains de la partie adverse, ils pourront continuer à fonctionner tant que la Puissance captrice n'aura pas elle-même assuré les soins nécessaires aux blessés et malades se trouvant dans ces établissements et formations.

Les autorités compétentes veilleront à ce que les établissements et les formations sanitaires mentionnés ci-dessus soient, dans la mesure du possible, situés de telle façon que des attaques éventuelles contre des objectifs militaires ne puissent mettre ces établissements et formations sanitaires en danger.

Article 20.

Les navires-hôpitaux ayant droit à la protection de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, ne devront pas être attaqués de la terre.

Article 21.

La protection due aux établissements fixes et aux formations sanitaires mobiles du Service de santé ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre, en dehors de leurs devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu' après sommation fixant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable eut qui serait demeurée sans effet.

Article 22.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver une formation ou un établissement sanitaire de la protection assurée par l'article 19:

1. le fait que le personnel de la formation ou de l'établissement est armé et qu'il use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades;

2. le fait qu'à défaut d'infirmiers armés, la formation ou l'établissement est gardé par un piquet ou des sentinelles ou une escorte;

3. le fait que dans la formation ou l'établissement se trouvent des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4. le fait que du personnel et du matériel du service vétérinaire se trouvent dans la formation ou l'établissement, sans en faire partie intégrante;

5. le fait que l'activité humanitaire des formations et établissements sanitaires ou de leur personnel est étendue à des civils blessés ou malades.

Article 23.

Dès le temps de paix, les Hautes Parties conctractantes et, après l'ouverture des hostilités, les Parties au conflit, pourront créer sur leur propre territoire et, s'il en est besoin, sur les territoires occupés, des zones et localités sanitaires organisées de manière à mettre à l'abri des effets de la guerre les blessés et les malades ainsi que le personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Dès le dépût d'un conflit et au cours de celui-ci, les Parties intéressées pourront conclure entre elles des accords pour la reconnaissance des zones et localités sanitaires qu'elles auraient établies. Elles pourront à cet effet mettre en vigueur les dispositions prévues dans le projet d'accord annexé a la présente Convention, en y apportant éventuellement des modifications qu' elles jugeraient nécessaires.

Les Puissances protectrices et le Comité international de la Croix-Rouge sont invités à prêter leurs bons offices pour faciliter l'établissement et la reconnaissance de ces zones et localités sanitaires.

CHAPITRE IV.

Du personnel

Article 24.

Le personnel sanitaire exclusivement affecté à la recherche à l'enlèvement, au transport ou au traitement des blessés et des malades ou à la prévention des maladies, le personnel exclusivement affecté à l'administration des formations et établissements sanitaires ainsi que les aumôniers attachés aux forces armées seront respectés et protégés en toutes circonstances.

Article 25.

Les militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers auxiliaires à la recherche ou à l'enlèvement, au transport ou au traitement des blessés et malades, seront également respectés et protégés s'ils remplissent ces fonctions au moment où ils viennent au contact de l'ennemi ou tombent en son pouvoir.

Article 26.

Sont assimilés au personnel visé à l'article 24, le personnel des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et celui des autres sociétés de secours volontaires, dûment reconnues et autorisées par leur gouvernement, qui sera employé aux mêmes fonctions que celles du personnel visé audit article, sous la réserve que le personnel de ces sociétés sera soumis aux lois et règlements militaires.

Chaque Haute Partie contractante notifiera à l'autre, soit dès le temps de paix, soit à l'ouverture ou au cours des hostilités, en tout cas avant tout emploi effectif, les noms des sociétés qu'elle aura autorisées à prêter leur concours, sous sa responsabilité, au service sanitaire officiel de ses armées.

Article 27.

Une société reconnue d'un pays neutre ne pourra prêter le concours de son personnel et de ses formations sanitaires à une Partie au conflit qu'avec l'assentiment préalable de son propre gouvernement et l'autorisation de la Partie au conflit elle-même. Ce personnel et ces formations seront placés sous le contrôle de cette Partie au conflit.

Le gouvernement neutre notifiera cet assentiment à la partie adverse de l'Etat qui accepte ce concours. La Partie au conflit qui aura accepté ce concours est tenue, avant tout emploi, d'en faire la notification à la partie adverse.

En aucune circonstance ce concours ne devra être considéré comme une ingérence dans le conflit.

Les membres du personnel visé au premier alinéa devront être dûment munis des pièces d'identité prévues à l'article 40 avant de quitter le pays neutre auquel ils appartiennent.

Article 28.

Le personnel désigné aux articles 24 et 26 ne sera retenu, s'il tombe au pouvoir de la partie adverse, que dans la mesure où l'état sanitaire, les besoins spirituels et le nombre de prisonniers de guerre l'exigeront.

Les membres du personnel qui seront ainsi retenus ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront pour le moins de toutes les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Ils continueront à exercer, dans le cadre des lois et règlements militaires de la Puissance détentrice, sous l'autorité de ses services compétents et en accord avec leur conscience professionnelle, leurs fonctions médicales ou spirituelles au profit des prisonniers de guerre appartenant de préférence aux forces armées dont ils relèvent. Ils jouiront en outre, pour l'exercice de leur mission médicale ou spirituelle, des facilités suivantes:

a) Ils seront autorisés à visiter périodiquement les prisonniers de guerre se trouvant dans des détachements de travail ou dans des hôpitaux situés à l'extérieur du camp. L'autorité détentrice mettre à leur disposition, à cet effet, les moyens de transport nécessaires.

b) Dans chaque camp, le médecin militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé sera responsable auprès des autorités militaires du camp pour tout ce qui concerne les activités du personnel sanitaire retenu. A cet effet, les Parties au conflit s'entendront dès le début des hostilités au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire, y compris celui des sociétés visées à l'article 26. Pour toutes les questions relevant de leur mission, ce médecin, ainsi que les aumôniers, auront accès direct auprès des autorités compétentes du camp. Celles-ci leur donneront toutes les facilités nécessaires pour la correspondance ayant trait à ces questions.

c) Bien qu'il soit soumis à la discipline intérieure du camp dans lequel il se trouve, le personnel retenu ne pourra être astreint à aucune travail étranger à sa mission médicale ou religieuse.

Au cours des hostilités, les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités.

Aucune des dispositions qui précèdent ne dispense la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent à l'égard des prisonniers de guerre dans les domaines sanitaire et spirituel.

Article 29.

Le personnel désigné à l'article 25, tombé aux mains de l'ennemi, sera considéré comme prisonnier de guerre, mais il sera employé à des missions sanitaires pour autant que le besoin s'en fasse sentir.

Article 30.

Les membres du personnel dont la rétention ne sera pas indispensable en vertu des dispositions de l' article 28, seront rendus à la Partie au conflit dont ils relèvent dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les nécessités militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, ils ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront pour le moins de toutes les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre. Ils continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la partie adverse et seront de préférence affectés aux soins des blessés et malades de la Partie au conflit dont ils relèvent

A leur départ, ils emporteront les effets, objets personnels, valeurs et instruments qui leur appartiennent en propre.

Article 31.

Le choix du personnel dont le renvoi à la Partie au conflit est prévu aux termes de l'article 30 s'opérera à l'exclusion de toute considération de race, de religion ou d'opinion politique, de préférence selon l'ordre chronologique de leur capture et leur état de santé.

Dès le début des hostilités, les Parties au conflit pourront fixer par accords spéciaux le pourcentage du personnel à retenir en fonction du nombre des prisonniers ainsi que sa répartition dans les camps.

Article 32.

Les personnes désignées dans l'article 27, qui seront tombées au pouvoir de la Partie adverse, ne pourront être retenues.

Sauf accord contraire, elles seront autorisées à regagner leur pays ou à défaut le territoire de la Partie au conflit au service de laquelle elles se trouvaient placées, dès qu'une voie sera ouverte pour leur retour et que les exigences militaires le permettront.

En attendant leur renvoi, elles continueront à remplir leurs fonctions sous la direction de la Partie adverse; elles seront de préférence affectées aux soins des blessés et malades de la Partie au conflit au service de laquelle elles se trouvaient placées.

A leur départ, elles emporteront les effets, objets personnels et valeurs, les instruments, les armes et si possible les moyens de transport qu leur appartiennent.

Les Parties au conflit assureront à ce personnel, pendant qu'il sera en leur pouvoir, le même entretien, le même logement, les mêmes allocations et la même solde qu'au personnel correspondant de leur armée. La nourriture sera en tout cas suffisante en quantité, qualité et variété pour assurer aux intéressés un équilibre normal de santé.

CHAPITRE V.

Des batiments et du matèriel.

Article 33.

Le matériel des formations sanitaires mobiles des forces armées qui seront tombées au pouvoir de la partie adverse, demeurera affecté aux blessés et malades.

Les bâtiments le matériel et les dépôts des établissements sanitaires fixes des forces armées demeureront soumis au droit de la guerre, mais ne pourront être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécessaires aux blessés et aux malades. Toutefois, les commandants des armées en campagne pourront les utiliser, en cas de nécessité militaire urgente, sous réserve d'avoir pris au préalable les mesures nécessaires au bien-être des malade et des blessés qui y sont soignés.

Le matériel et les dépôts visés par le présent article ne devront pas être intentionnellement détruits.

Article 34.

Les biens mobiliers et immobiliers des sociétés de secours admises au bénéfice de la Convention seront considérés comme propriété privée.

Le droit de réquisition reconnu aux belligérants par les lois et usages de la guerre ne s'exercera qu'en cas de nécessité urgente et une fois le sort des blessés et des malades assuré.

CHAPITRE VI.

Des transports sanitaires.

Article 35.

Les transports de blessés et malades ou de matériel sanitaire seront respectés et protégés au même titre que les formations sanitaires mobiles.

Lorsque ces transports ou véhicules tomberont aux mains de la partie adverse, ils seront soumis aux lois de

la guerre, à la condition que la Partie au conflit qui les aura capturés se charge. dans tous les cas, des blessés et des malades qu'ils contiennent.

Le personnel civil et tous les moyens de transport provenant de la requisition seront soumis aux règles générales du droit des gens.

Article 36.

Les aéronefs sanitaires, c'est-à-dire les aéronefs exclusivement utilisés pour l'évacuation des blesés et des malades ainsi que pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas l'objet d'attaques mais seront respectés par les belligérants pendant les vols qu'ils effectueront à des altitudes, à des heures et suivant des itinéraires spécifiquement convenus entre tous les belligérants intéressés.

Ils porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 38, à côté des coleurs nationales, sur leurs faces inférieure, supérieure et latérales. Ils seront dotés de toute autre signalisation ou moyen de reconnaissance fixés par accord entre les belligérants soit au début, soit au cours des hostilités.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les aéronefs sanitaires devront obéir à toute sommation d'atterrir. En cas d'atterrissage ainsi imposé, l'aéronef, avec ses occupants, pourra reprendre son vol après contrôle éventuel.

En cas d'atterrissage fortuit sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés et malades, ainsi que l'équipage de l'aéronef, seront prisonniers de guerre. Le personnel sanitaires sera traité conformément aux articles 24 et suivants.

Article 37.

Les aéronefs sanitaires des Parties au conflit pourront, sous réserve du deuxième alinéa, survoler le territoire des Puissances neutres et y atterrir ou amerrir en cas de nécessité ou pour y faire escale. Ils devront notifier préalablement aux Puissances neutres leur passage sur leur territoire et obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. Ils ne seront à l'abri des attaques que durant leur vol à des altitudes, à des heures et suivant un itinéraire spécifiquement convenu entre les Parties au conflit et les Puissances neutres intéressées.

Toutefois, les Puissances neutres pourront fixer des conditions ou restrictions quant au survol de leur territoire par les aéronefs sanitaires ou à leur atterrissage. Ces conditions ou restrictions éventuelles seront appliquées d'une manière égale à toutes les Parties au conflit.

Les blessés ou malades débarqués, avec le consentement de l'autorité locale sur un territoire neutre par un aéronef sanitaire, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Parties au conflit, être gardés par l'Etat neutre, lorsque le droit international le requiert, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont dépendent les blessés et malades.

CHAPITRE VII

Du signe distinctif

Article 38

Par hommage pour la Suisse, le signe héraldique de la croix rouge sur fond blanc, formé par interversion des couleurs fédérales, est maintenu comme emblème et signe distinctif du Service sanitaire des armées.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà comme signe distinctif à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 39

Sous le contrôle de l'autorité militaire compétente, l'emblème figurera sur les drapeaux, les brassards ainsi que sur tout le matériel se rattachant au Service sanitaire.

Article 40

Le personnel visé à l'article 24, et aux articles 26 et 27, portera, fixé au bras gauche, un brassard résistant à l'humidité et muni du signe distinctif, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Ce personnel, outre la plaque d'identité prévue à l'article 16, sera également porteur d'une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte devra résister à l'humidité et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche. Elle sera rédigée dans la langue nationale, mentionnera au moins les noms et prénoms, la date de naissance, le grade et le numéro matricule de l'intéressé. Elle établira en quelle qualité il a droit à la protection de la présente Convention. La carte sera munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle portera le timbre sec de l'autorité militaire.

La carte d'identité devra être uniforme dans chaque armée et autant que possible du même type dans les armées des Hautes Parties contractantes. Les Parties au conflit pourront s'inspirer du modèle annexé à titre d'exemple à la présente Convention. Ils se communiqueront, au début des hostilités, le modèle qu'ils utilisent, Chaque carte d'identité sera établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un sera conservé par la Puissance d'origine.

En aucun cas, le personnel mentionné ci-dessus ne pourra être privé de ses insignes ni de sa carte d'identité ni du droit de porter son brassard. En cas de perte, il aura le droit d'obtenir des duplicata de la carte et le remplacement des insignes.

Article 41

Le personnel désigné à l'article 25 portera, seulement pendant qu'il remplit des fonctions sanitaires, un brassard blanc portant en son milieu le signe distinctif, mais de dimensions réduites, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Les pièces d'identité militaires dont ce personnel sera porteur spécifieront l'instruction sanitaire reçue par le titulaire, le caractère temporaire de ses fonctions et le droit qu'il a au port du brassard.

Article 42.

Le drapeau distinctif de la Convention ne pourra être arboré que sur les formations et les établissements sanitaires qu'elle ordonne de respecter et seulement avec le consentement de l'autorité militaire.

Dans les formations molibes comme dans les établissements fixes, il pourra être accompagné du drapeau national de la Partie au conflit dont relève la fourmation ou l'établissement.

Toutefois, les formations sanitaires tombées au pouvoir de l'ennemi n'arboreront que le drapeau de la Convention.

Les Parties au conflit prendront, pour autant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces en-

nemies terrestres, aériennes et maritimes, les emblèmes distinctifs signalant les formations et les établissements sanitaires, en vue d'écarter la possibilité de toute action agressive.

Article 43

Les formations sanitaires des pays neutres qui, dans les conditions prévues par l'article 27, auraient été autorisées à prêter leurs services à un belligérant, devront arborer, avec le drapeau de la Convention, le drapeau national de ce belligérant, si celui-ci use de la faculté que lui confère l'article 42.

Sauf ordre contraire de l'autorité militaire compétente, elles pourront en toutes circonstances arborer leur drapeau national, même si elles tombent au pouvoir de la partie adverse.

Article 44

L'emblème de la croix rouge sur fond blanc et les mots «croix rouge» ou «croix de Genève» ne pourront, à l'exception des cas visés dans les alinéas suivants du présent article être employés, soit en temps de paix, soit en temps de guerre que pour désigner ou protéger les formations et les établissements sanitaires, le personnel et le matériel protégés par la présente Convention et par les autres Conventions internationales réglant semblable matière. Il en sera de même en ce qui concerne les emblèmes visés à l'article 38, deuxième alinéa, pour les pays qui les emploient. Les Sociétés nationales de la Coix-Rouge et les autres sociétés visées à l'article 26 n'auront droit à l'usage du signe distinctif conferant la protection de la Convention que dans le cadre des dispositions de cet alinéa.

En outre, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil Rouges) pourront en temps de paix, conformément à la législation nationale, faire usage du nom et de l'emblème de la Croix-Rouge pour leurs autres activités conformes aux principes formulés par les Conférences internationales de la Croix-Rouge. Lorsque ces activités se poursuivront en temps de guerre, les conditions de l'emploi de l'emblème devront être telles qu'il ne puisse être considéré comme visant à conférer la protection de la Convention; l'emblème sera relativement de petites dimensions et il ne pourra être apposé sur un brassard ouune toiture.

Les organismes internationaux de la Croix-Rouge et leur personnel dûment légitimé seront autorisés à se servir en tout temps du signe de la croix rouge sur fond blanc.

A titre exceptionnel, conformément à la législation nationale, et avec l'autorisation expresse de l'une des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (Croissant-Rouge, Lion et Soleil Rouges), il pourra être fait usage de l'emblème de la Convention en temps de paix, pour signaler les véhicules utilisés comme ambulances et pour marquer l'emplacement des postes de secours exclusivement réservés aux soins gratuits à donner à des blessés ou à des malades.

CHAPITRE VIII.

De l'exécution de la Convention

Article 45.

Chaque Partie au conflit, par l'intermédiaire de ses commandants en chef, aura à pourvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 46.

Les mesures de représailles contre les blessés, les malades, le personnel, les bâtiments ou le matériel protégés par la Convention sont interdites.

Articles 47.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population, notamment des forces armées combattantes, du personnel sanitaire et des aumôniers.

Article 48·

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

CHAPITRE IX.

De la répression des abus et des infractions.

Article 49.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 50.

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 51.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 52.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte. selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

Article 53.

L'emploi par des particuliers, sociétés ou maisons de commerce tant publiques que privées, autres que ceux y ayant droit en vertu de la présente Convention, de l'emblème ou de la dénomination de «croix rouge» ou de «croix de Genève», de même que de tout signe ou de toute dénomination en constituant une imitation, sera interdit en tout temps, quel que soit le but de cet emploi et quelle qu'ait pu en être la date antérieure d'adoption.

En raison de l'hommage rendu à la Suisse par l'adoption des couleurs fédérales interverties et de la confusion qui peut naître entre les armoiries de la Suisse et le signe distinctif de la Convention, l'emploi par des particuliers, sociétés ou maisons de commerce, des armoiries de la Confédération suisse, de même que de tout signe en constituant une imitation, soit comme marque de fabrique ou de commerce ou comme élément de ces marques, soit dans un but contraire à la loyauté commerciale, soit dans des conditions susceptibles de blesser le sentiment national suisse, sera interdit en tout temps.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes qui n'étaient pas parties à la Convention de Genève du 27 juillet 1929 pourront accorder aux usagers antérieurs des emblèmes, dénominations ou marques visés au premier alinéa, un délai maximum de trois ans, dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, pour en abandonner l'usage, étant entendu que pendant ce délai, l'usage ne pourra apparaître, en temps de guerre, comme visant à conférer la protection de la Convention.

L'interdiction établie par le premier alinéa de cet article s'applique également, sans effet sur les droits acquis des usagers antérieurs, aux emblèmes et dénominations prévus au deuxième alinéa de l'article 38.

Article 54.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront les mesures nécessaires pour empêcher et réprimer en tout temps les abus visés à l'article 53.

Dispositions finales

Article 55.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 56.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent aux Conventions de Genève de 1864, de 1906 ou de 1929, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Article 57.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 58.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux intruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 59.

La présente Convention remplace les Conventions du 22 août 1864, du 6 juillet 1906 et du 27 juillet 1929 dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 60.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 61.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 62.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 63.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 64.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la prétente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les ar-

chives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu' aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :
M. OSMAN AMIRI
Pour la République Populaire d'Albanie :
Avec la réserve pour l'article 10 ci-jointe1
J. MALO
Pour l'Argentine :
Avec la réserve ci-jointe2
GUILLERMO A. SPERONI
Pour l'Australie
NORMAN R. MICHELL
Subject to ratification3
Pour l'Autriche :
Dr. RUD. BLUEHDORN :
Pour la Belgique :
MAURICE BOURQUIN
Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie4
I, KOUTSENIKOV
Pour la Bolivie :
G. MEDEIROS
Pour le BRESIL :
JOAO PINTO DA SILVA
General Floriano de LIMA BRAYNER
Pour la République Populaire de Bulgarie :
Avec la réserve ci-jointe5
K.B. SVETLOV
Pour le Canada :
MAX H. WERSHOF
Pour Ceylan :
V. COOMARASWAMY
Pour le Chili :
F. CISTERNAS ORTIZ
Pour la Chine :
WU NAN-JU
Pour la Colombie :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS
Pour Cuba :
J. DE LA LUZ LEON
Pour le Danemark :
GEORG COHN Paul IPSEN BAGGE
A.K. SAFWAT Pour l'Egypte :
ALEX. GASTELU Pour l'Equateur :
LUIS CALDERON : Pour l'Espagne :
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
Leland Harrison RAYMUND J. YINGLING
Pour l'Ethiopie :
GACHAOU ZELLEKE
REINHOLD SVENTO Pour la Finlande :
Pour la France :
JACQUINOT G. CAHEN-SALVADOR
Pour la Grèce :
M. PESMAZOGLOU
Pour le Guatemala :
A. DUPONT-WILLEMIN
Pour la République Populaire Hongroise :
Avec les réserves ci-jointes 6
ANNA KARA
D.B. DESAI Pour l'Inde :
A.H. MEYKADEH Pour l'Iran :

Pour la République d'Irlande :
SEAN MACBRIDE
Pour Israël :
Avec la réserve ci-jointe 7
M. KAHANY
Pour l'Italie :
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI

Pour le Liban :
MIKAOUI
Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK
J. STURM Pour le Luxembourg :
Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA W.R. CASTRO
Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE
Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ
Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN
Pour la Nouvelle-Zélande
G.R. LAKING
Pour le Pakistan
S.M, A. FARUKI, M.G. A H. SHAIKH
CONRAD FEHR Pour le Paraguay

Pour les Pays-Bas
J. BOSCH DE ROSENTHAL
GONZALO PIZARRO Pour le Pérou :
Pour la République des Philippines : 8
P. SEBASTIANS
Pour la Pologne :
Avec la réserve ci-jointe 9
JULIAN PRZYBOS
Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 10
G. CALDEIRA COELHO
Pour la République Populaire Roumaine :
Avec la réserve ci-jointe 11
I. DRAGOMIR
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H. GARDNER
Pour le Saint-Siége
PHILIPPE BERNARDINI
R.A. BUSTAMANTE Pour El Salvador :
Pour la Suède
Sous réserve de ratification par S.M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag
STAFFAN SODERBLOM

Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. du Pasquier Ph. ZUTTER H. MEULI
Pour la Syrie :
OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI
Pour la Tchécoslovaquie :
Avec la réserve ci-jointe 12
TAUBER
RANA TARHAN Pour la Turquie :
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: 13
O. BOGOMOLETZ

1. Voir le texte de la réserve à la page 78
2. Voir le texte de la réserve à la page 78
3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.
4. Voir le texte de la réserve à la page 78
5. Voir le texte de la réserve à la page 79
6. Voir le texte des réserves à la page 80
7. Voir le texte de la réserve à la page 81
8. This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».
9. Voir le texte de la réserve à la page 82
10. Voir le texte des réserves à la page 82
11. Voir le texte de la réserve à la page 83
12. Voir le texte de la réserve à la page 84
13. Voir le texte de la réserve à la page 84

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques: 14
M. SLAVIN
Pour l'Uruguay ;
Conseiller Colonel HECTOR J. BLANCO
Pour le Vénézuéla :
A. POSSE DE RIVAS
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
MILAN RISTIC
Avec la réserve ci-jointe 15

ANNEXE I.

Projet d'accord relatif aux zones et localités sanitaires.

Article 1.

Les zones sanitaires seront réservées strictement aux personnes mentionnées à l'article 23 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, ainsi qu'au personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Toutefois, les personnes qui ont leur résidence permanente à l'intérieur de ces zones auront le droit d'y séjourner.

Article 2.

Les personnes se trouvant, à quelque titre que ce soit, dans une zone sanitaire, ne devront se livrer à aucun travail qui aurait un rapport direct avec les opérations militaires ou la production du matériel de guerre ni à l'intérieur ni à l'extérieur de cette zone.

Article 3.

La Puissance qui crée une zone sanitaire prendra toutes mesures appropriées pour en interdire l'accès à toutes les personnes qui n'ont pas le droit de s'y rendre ou de s'y trouver.

Article 4.

Les zones sanitaires répondront aux conditions suivantes:

a) elles ne représenteront qu'une faible partie du territoire contrôlé par la Puissance qui les a créées;

b) elles devront être faiblement peuplées par rapport à leur possibilité d'accueil;

c) elles seront étoignées et dépourvues de tout objectif militaire et de toute installation industrielle ou administrative importante;

d) elles ne seront pas situées dans des régions qui, selon toute probabilité, peuvent avoir une importance pour la conduite de la guerre.

Article 5.

Les zones sanitaires seront soumises aux obligations suivantes:

a) les voies de communication et les moyens de transport qu'elles peuvent comporter ne seront pas utilisés pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire, même en simple transit;

b) elles ne seront militairement défendues en aucune circonstance.

Article 6.

Les zones sanitaires seront désignées par des croix rouges (croissants rouges, lions et soleils rouges) sur fond blanc apposées à la périphérie et sur les bâtiments.

De nuit, elles pourront l'être également par un éclairage approprié.

Article 7.

Dès le temps de paix ou à l'ouverture des hostilités, chaque Puissance communiquera à toutes les Hautes Parties contractantes, la liste des zones sanitaires établies sur le territoire qu'elle contrôle. Elle les informera de toute nouvelle zone créée au cours d'un conflit.

Dès que la partie adverse aura reçu la notification mentionnée ci-dessus, la zone sera régulièrement constituée.

Si, toutefois, la partie adverse estime qu'une des conditions posées par le présent accord n'est manifestement pas remplie, elle pourra refuser de reconnaître la zone en communiquant d'urgence son refus à la partie dont relève la zone, ou subordonner sa reconnaissance à l'institution du contrôle prévu à l'article 8.

Article 8.

Chaque Puissance, qui aura reconnu une ou plusieurs zones sanitaires établies par la partie adverse, aura le droit de demander qu'une ou plusieurs commissions spéciales contrôlent si les zones remplissent les conditions et obligations énoncées dans le présent accrd.

A cet effet, les membres des commissions spéciales auront en tout temps libre accès aux différentes zones et pourront même y résider de façon permanente. Toute facilité leur sera accordée pour qu'ils puissent exercer leur mission de contrôle.

Article 9.

Au cas où les commissions spéciales constateraient des faits qui leur paraîtraient contraires aux stipulations du présent accord elles en avertiraient immédiatement la Puissance dont relève la zone et lui impartiraient un délai de cinq jours au maximum pour y remédier; elles en informeront la Puissance qui a reconnu la zone.

Si, à l'expiration de ce délai, la Puissance dont dépend la zone n'a pas donné suite à l'avertissement qui lui a été adressé, la partie adverse pourra déclarer qu'elle n'est plus liée par le présent accord à l'égard de cette zone.

Article 10.

La Puissance qui aura créé une ou plusieurs zones et localités sanitaires, ainsi que les parties adverses auxquelles leur existence aura été notifiée, nommeront, ou feront désigner par des Puissances neutres, les personnes qui pourront faire partie des commissions spéciales dont il est fait mention aux articles 8 et 9.

Article 11.

Les zones sanitaires ne pourront, en aucune circonstance, être attaquées, mais seront en tout temps protégées et respectées par les Parties au conflit.

Article 12.

En cas d'occupation d'un territoire, les zones sanitaires qui s'y trouvent devront continuer à être respectées et utilisées comme telles.

Cependant, la Puissance occupante pourra en modifier l'affectation après avoir assuré le sort des personnes qui y étaient recueillies.

Article 13.

Le présent accord s'appliquera également aux localités que les Puissances affecteraient au même but que les zones sanitaires.

14. Voir le texte de la réserve à la page 85
15. Voir le texte de la réserve à la page 86

ANNEXE II.

Recto

(Place réservée à l'indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte).

CARTE D'IDENTITE

pour les membres du personnel sanitaire et religieux attaché aux armées.

Nom .....

Prénoms ... .

Date de naissance.....

Grade .....

Numéro matricule .....

Le titulaire de la présente carte est protégé par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades dans les forces armées en campagne, en qualité de

....

Date de l'établissement de la carte — Numéro de la carte

....

Verso

Photographie du porteur — Signature ou empreintes digitales ou les deux

Timbre sec de l'autorité militaire délivrant la carte.

Taille — Yeux — Cheveux

....

Autres éléments éventuels d'identification:

....

....

....

.. ..

....

CONVENTION DE GENEVE

Pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, du 12 août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de reviser la Xe Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906 sont convenus de ce qui suit;

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celles-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

1. Les personnes qui ne participent pas directemen, aux hostilités y compris les membres de forces armeéé qui ont déposé les armes et les personnes qui ont étt mises hors de combat par maladie, blessure, détentions ou pour toute autre cause. seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religi,on ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet. sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus:

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blesés, les malades et les naufragés seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge. pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit

Article 4.

En cas d'opérations de guerre entre les forces de terre et de mer des Parties au conflit, les dispositions de la présente Convention ne seront applicables qu'aux forces embarquées.

Les forces débarquées seront immédiatement soumises aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne.

Article 5.

Les Puissance neutres appliqueront par analogie les dispositions de la présente Convention aux blessés, malades et naufragés, aux membres du personnel sanitaire et religieux, appartenant aux forces armées des Parties au conflit, qui seront reçus ou internés sur leur territoire, de même qu'aux morts recueillis.

Article 6.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 10, 18, 31, 38, 39, 40, 43 et 53, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des blessés, malades et naufragés, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les blessés, malades et naufragés, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les blessés et malades, ainsi que les membres du personnel sanitaire et religieux, ne pourront en aucune cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions. Seules des exigences militaires impérieuses peuvent autoriser, à titre exceptionnel et temporaire, une restriction de leur activité.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des blessés, malades et naufragés, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si, des blessés, malades ou naufragés, ou des membres du personnel sanitaire ou religieux, ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliées, limités dans sa liberté de négociations par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes frotégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'un Partie ou spontanément, proposer aux Parties en conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des blessés, malades et naufragés, ainsi que des membres du personnel sanitaire et religieux, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances protectrices pourront,le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

CHAPITRE II

Des Blessés, des Malades et des Naufragés

Article 12.

Les membres des forces armées et les autres personnes mentionnées à l'article suivant qui se trouveront en mer et qui seront blessés, malades ou naufragés, devront être respectés et protégés en toutes circonstances, étant entendu que le terme de naufrage sera applicable à tout naufrage, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il s'est produit, y compris l'amerrissage forcé ou la chute en mer.

Ils seront traités et soignés avec humanité par la Partie au conflit qui les aura en son pouvoir, sans aucune distiction de caractère défavorable basée sur le sexe, la race, la nationalité, la réligion, les opinions politiques ou tout autre critère analogue. Est strictement interdite toute atteinte à leur vie et à leur personne et, entre autres, le fait de les achever ou de les exterminer, de les soumettre à la torture, d'effectuer sur eux des expériences biologiques, de les laisser de façon préméditée sans secours médical ou sans soins ou de les exposer à des risques de contagion ou d'infection créés à cet effet.

Seules des raisons d'urgence médicale autoriseront une priorité dans l'ordre des soins.

Les femmes seront traitées avec tous les égards particuliers dus à leur sexe.

Article 13.

La présente Convention s'appliquera aux naufragés, blessés et malades en mer appartenant aux catégories suivantes :

1. les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées ;

2. les membres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivantes :

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

c) de porter ouvertement les armes ;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre ;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice ;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que les membres civils d'équipages d'avoins militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services chargés du bien-être des militaires, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent ;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du droit international ;

6. la population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

Article 14.

Tout vaisseau de guerre d'une Partie belligérante pourra réclamer la remise des blessés, des malades ou des naufragés qui sont à bord de navires-hôpitaux militaires, de navires-hôpitaux de sociétés de secours ou de particuliers ainsi que de navires de commerce, yachts et embarcations, quelle que soit leur nationalité, pour autant que l'état de santé des blessés et malades en permette la remise et que le vaisseau de guerre dispose d'installations permettant d'aussurer à ceux-ci un traitement suffisant.

Article 15.

Si des blessés, des malades ou des naufragés sont recueillis à bord d'un vaisseau de guerre neutre ou par un aéronef militaire neutre, il devra être pourvu, lorsque le droit international le requiert, à ce qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part à des opérations de guerre.

Article 16.

Compte tenu des dispositions de l'article 12, les blessés, les malades et les naufragés d'un belligérant, tombés au pouvoir de l'adversaire, seront prisonniers de guerre et les règles du droit des gens concernant les prisonniers de guerre leur seront applicables. Il appartiendra au capteur de décider, suivant les circonstances, s'il convient de les garder, de les diriger sur un port de son pays, sur un port neutre, ou même sur un port de l'adversaire. Dans ce dernier cas, les prisonniers de guerre ainsi rendus à leur pays ne pourront servir pendant la durée de la guerre.

Article 17.

Les blessés, les malades ou les naufragés qui seront débarqués dans un port neutre, du consentement de l'autorité locale, devront, à moins d'un arrangement contraire de la Puissance neutre avec les Puissances belligérantes, être gardés par la Puissance neutre, lorsque le droit international le requiert, de telle manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de guerre.

Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont relèvent les blessés, les malades ou les naufragés.

Article 18.

Après chaque combat, les Parties au conflit prendront sans tarder toutes les mesures possibles pour rechercher et recueillir les naufragés, les blessés et les malades, les protéger contre le pillage et les mauvais traitements et leur assurer les soins nécessaires, ainsi que pour rechercher les morts et empêcher qu'ils ne soient dépouillés.

Toutes les fois que les circonstances le permettront, les Parties au conflit concluront des arrangements locaux pour l'évacuation par mer des blessés et malades d'une zone assiégée ou encerclée et pour le passage de personnel sanitaire et religieux et de matériel sanitaire à destination de cette zone.

Article 19.

Les Parties au conflit devront enregistrer, dans le plus bref délai possible, tous les éléments propres à identifier les naufragés, les blessés, les malades et les morts de la partie adverse tombés en leur pouvoir.

Ces renseignements devront si possible comprendre ce qui suit:

a) indication de la Puissance dont ils dépendent;
b) affectation ou numéro matricule;
c) nom de famille;
d) le ou les prénoms;
e) date de naissance;
f) tout autre renseignement figurant sur la carte ou la plaque d'identité;
g) date et lieu de la capture ou du décès;
h) renseignements concernant les blessures. la maladie ou la cause du décès.

Dans le plus bref délai possible, les renseignements mentionnés ci-dessus devront être communiqués au bureau de renseignements visé à l'article 122de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre, qui les transmettra à la Puissance dont dépendent ces prisonniers,par l'intermédiaire de la Puissance protectrice et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les Parties au conflit établiront et se communiqueront, par la voie indiquée à l'alinéa précédent, les actes de décès ou les listes de décès dûment authentifiés. Elles recueilleront et se transmettront également, par l'intermédiaire du même bureau, la moitié de la double plaque d'identité ou la plaque elle-même, s'il s'agit d'une plaque simple, les testaments ou autres documents présentant de l'importance pour la famille des décédés, les sommes d'argent et, en général, tous les objets ayant une valeur intrinsèque ou affective trouvés sur les morts. Ces objets, ainsi que les objets non identifiés, seront envoyés dans des paquets scellés, accompagnés d'une déclaration donnant tous les détails nécessaires à l'identification du possesseur décédé, ainsi que d'un inventaire complet du paquet.

Article 20.

Les Parties au conflit veilleront à ce que l'immersion des morts, faite individuellement dans toute la mesure où les circonstances le permettront, soit précédée d'un examen attentif et si possible médical des corps, en vue de constater la mort, d'établir l'identité et de pouvoir en rendre compte. S'il est fait ugase d'une double plaque d'identité, la moitié de cette plaque restera sur le cadavre

Si des morts sont débarqués, les dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne leur seront applicables.

Article 21.

Les Parties au conflit pourront faire appel au zèle charitable des commandants de bateaux de commerce, yachts ou embarcations neutres, pour prendre à bord et soigner des blessés, des malades ou des naufragés ainsi que pour recueillir des morts.

Les bateaux de tous genres qui auront répondu à cet appel, ainsi que ceux qui spontanément auront recueilli des blessés, des malades ou des naufragés, jouiront d'une protection spéciale et de facilités pour l'exécution de leur mission d'assistance.

En aucun cas ils ne pourront être capturés pour le fait d'un tel transport; mais, sauf promesses contraires qui leur auraient été faites, ils restent exposés à la capture pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

CHAPITRE III

Des Navires-Hôpitaux

Article 22.

Les navires-hôpitaux militaires, c'est-à-dire les navires construits ou aménagés par les Puissances, spécialement et uniquement en vue de porter secours aux blessés, malades et naufragés, de les traiter et de les transporter, ne pourront en aucune circonstance être attaqués, ni capturés, mais seront en tout temps respectés et protégés, à condition que leurs noms et caracteristiques aient été communiqués aux Parties au conflit, dix jours avant leur emploi.

Les caractéristiques qui doivent figurer dans la notification conprendront le tonnage brut enregistré, la longueur de la poupe à la proue et le nombre de mâts et de cheminées.

Article 23.

Les établissements situés sur la côte et qui ont droits à la protection de la Convention de Grenève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les forces armées en campagne ne dévront être ni attaqués ni bombardés de la mer.

Article 24.

Les navires-hôpitaux utilisés par des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, par des Sociétés de secours officiellement reconnues ou par des particuliers jouiront de la même protection que les navires-hôpitaux militaires et seront exempts de capture, si la Partie au conflit dont ils dépendent leur a donné une commission officielle et pour autant que les dispositions de l'article 22 relatives à la notification auront été

Ces navires devront être porteurs d'un document observées.
de l'autorité conpétente déclarant qu'ils ont été soumis à son contrôle pendant leur armement et à leur départ.

Article 25.

Les navires-hôpitaux utilisés par des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, par des Societés de secours officiellement reconnues ou par des particuliers de pays neutres, jouiront de la même protection que les navires-hôpitaux militaires et seront exempts de capture, à condition qu'ils se soient mis sous la direction de l'une des Parties au conflit, avec l'assentiment préalable de leur propre gouvernement et avec l'autorisation de cette Partie et pour autant que les dispositions de l'article 22 concernant la notification auront été observées.

Article 26.

La protection prévue aux articles 22, 24 et 25 s' appliquera aux navires-hôpitaux de tous tonnages et à leurs canots de sauvetage, en quelque lieu qu'ils opèrent. Toutefois, pour assurer le maximum de confort et de sécurité, les Parties au conflit s'efforceront de n'utiliser, pour le transport des blessés, malades et naufragés, sur de longues distances et en haute mer, que des navires-hôpitaux jaugeant plus de 2.000 tonnes brutes.

Article 27.

Aux mêmes conditions que celles qui sont prévues aux articles 22 et 24, les embarcations utilisées par l' Etat ou par des Société de secours officiellement reconnues pour les opérations de sauvetage côtières seront également respectées et protégées dans la mesure où les nécessités des opérations le permettront.

Il en sera de même, dans la mesure du possible, pour les installations côtières fixes utilisées exclusi

vement par ces embarcations pour leurs missions humanitaires

Article 28.

Dans le cas d'un combat à bord de vaisseaux de guerre, les infirmeries seront respectées et épargnées autant que faire se pourra. Ces infirmeries et leur matériel demeureront soumis aux lois de la guerre, mais ne pourront pas être détournés de leur emploi tant qu'ils seront nécesaires aux blessés et malades. Toutefois, le commandant qui les a en son pouvoir aura la faculté d'en disposer, en cas de nécessités militaires urgentes, en assurant au préalable le sort des blessés et des malades qui y sont traités.

Artice 29.

Tout navire-hôpital se trouvant dans un port qui tombe au pouvoir de l'ennemi sera autorisé à en sortir

Article 30.

Les navires et embarcations mentionnées aux articles, 22, 24, 25 et 27 porteront secours et assistance aux blessés, aux malades et aux naufragés, sans distinction de nationalité.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n' utiliser ces navires et embarcations pour aucun but militaire.

Ces navires et embarcations ne devront gêner en aucune manière les mouvements des combattants.

Pendant et aprés le combat, ils agiront à leurs risques et périls.

Article 31.

Les Parties au conflit auront le droit de contrôle et de visite sur les navires et embarcations visés aux articles 22, 24, 25 et 27. Elles pourront refuser le concours de ces navires et embarcations, leur enjoindre de s'éloigner, leur imposer une direction déterminée, régler l'emploi de leur T. S. F. et de tous autres moyens de communication et même de les retenir pour une durée maximum de sept jours à partir du moment de l'arraisonnement, si la gravité des circonstances l'exigeait.

Elles pourront mettre temporairement à bord un commissaire, dont la tâche exclusive consistera à assurer l'éxécution des ordres donnés en vertu des dispositions de l'alinéa précédent.

Autant que possible, les Parties au conflit inscriront sur le journal de bord des navires-hôpitaux, dans une langue compréhensible pour le commandant du navire-hôpital, les ordres qu'elles leur donneront.

Les Parties au conflit pourront, soit unilatéralement, soit par accord spécial, placer à bord de leurs navires-hôpitaux des observateurs neutres qui constateront la stricte observance des dispositions de la présente Convention.

Article 32.

Les navires et embarcations désignés aux articles 22, 24, 25 et 27 ne sont pas assimilés aux navires de guerre quant à leur séjour dans un port neutre.

Article 33.

Les navires de commerce qui auront été transformés en navires-hôpitaux ne pourront être désaffectés pendant toute la durée des hostilités.

Article 34.

La protection due aux navires-hôpitaux et aux infirmeries de vaisseaux ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre, en dehors de leurs devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu'après sommation fixant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable et qui serait demeurée sans effet.

En particulier, les navires-hôpitaux ne pourront posséder ni utiliser de code secret pour leurs émissions par T. S. F. ou par tout autre moyen de communication.

Article 35.

Ne seront pas considérés comme étant de nature à priver les navires-hôpitaux ou les infirmeries de vaisseaux de la protection qui leur est due:

1. le fait que le personnel de ces navires ou infirmeries est armé et qu'il use de ses armes pour le maintien de l'ordre, pour sa propre défence ou celle de ses blessés et de ses malades;

2. le fait de la présence à bord d'appareils destinés exclusivement à assurer la navigation ou les transmissions;

3. le fait qu'à bord des navires-hôpitaux ou dans les infirmeries de vaisseaux se trouvent des armes portatives et des munitions retirées aux blessés, aux malades et aux naufragés, et n'ayant pas encore été versées au service compétent;

4. le fait que l'activité humanitaire des navires-hôpitaux et infirmeries de vaisseaux ou de leur personnel est étendue à des civils blessés, malades ou naufragés;

5. le fait que des navires-hôpitaux transportent du matériel et du personnel exclusivement destiné à des fonctions sanitaires, en plus de celui qui leur est habituellement nécessaire.

CHAPITRE IV.

Du personnel

Article 36.

Le personnel religieux, médical et hospitalier des navires-hôpitaux et leur équipage seront respectés et protégés; ils ne pourront être capturés pendant le temps où ils sont au service de ces navires, qu'il y ait ou non des blessés et malades à bord.

Article 37.

Le personnel religieux, médical et hospitalier, affecté au service médical ou spirituel des personnes désignées aux articles 12 et 13, qui tombe au pouvoir de l'ennemi, sera respecté et protégé; il pourra continuer à exercer ses fonctions aussi longtemps que ce sera nécessaire pour les soins à donner aux blessés et malades. Il devra ensuite être renvoyé aussitôt que le commandant en chef qui l'a en son pouvoir le jugera possible. Il pourra emporter, en quittant le navire, les objets qui sont sa propriété personnelle.

Si toutefois il se révélait nécessaire de retenir une partie de ce personnel par suite des besoins sanitaires ou spirituels des prisonniers de guerre, toutes mesures seront prises pour le débarquer le plus rapidement possible.

A son débarquement, le personnel retenu sera soumis aux dispositions de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

CHAPITRE V.

Des transports sanitaires

Article 38.

Les navires affrétés à cette fin seront autorisés à transporter du matériel exclusivement destiné au traitement des blessés et des malades des forces armées ou à la prévention des maladies, pourvu que les conditions

de leur voyage soient signalées à la Puissance adverse et agréées par elle. La Puissance adverse conservera le droit de les arraisonner, mais non de les capturer ni de saisir le matériel transporté.

D'accord entre les Parties au conflit, des observateurs neutres pourront être placés à bord de ces navires pour contrôler le matériel transporté. A cette fin, ce matériel devra être aisément accessible.

Article 39.

Les aéronefs sanitaires, c'est-à-dire les aéronefs exclusivement utilisés pour l'évacuation des blessés, des malades et des naufragés, ainsi que pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas l'objet d'ttaques mais seront respectés par les Parties au conflit pendant les vols qu'ils effectueront à des altitudes, à des heures et suivant des itinéraires spécifiquement convenus entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Ils porteront ostensiblement le signe distinctif prévu à l'article 41, à côté des couleurs nationales, sur leurs faces inférieure, supérieure et latérales. Ils seront dotés de toute autre signalisation ou moyen de reconnaissance fixés par accord entre les Parties au conflit soit au début, soit au cours des hostilités.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou occupé par l'ennemi sera interdit.

Les aéronef sanitaires devront obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. En cas d'atterrissage ou d'amerrissage ainsi imposés, l'aéronef, avec ses occupants, pourra reprendre son vol après contrôle éventuel.

En cas d'atterrissage ou d'amerrissage fortuits sur territoire ennemi ou occupé par l'ennemi, les blessés, malades et naufragés, ainsi que l'équipage de l'aéronef seront prisonniers de guerre. Le personnel sanitaire sera traité conformément aux articles 36 et 37.

Article 40.

Les aéronefs sanitaires des Parties au conflit pourront, sous réserve du deuxième alinéa, survoler le territoire des Puissances neutres et y atterrir ou amerrir en cas de nécessité ou pour y faire escale. Ils devront notifier préalablement aux Puissances neutres leur passage sur leur territoire et obéir à toute sommation d'atterrir ou d'amerrir. Ils ne seront à l'abri des attaques que durant leur vol à des altitudes, à des heures, et suivant un itinéraire spécifiquement convenu entre les Parties au conflit et les Puissances neutres intéressées.

Toutefois, les Puissances neutres pourront fixer des conditions ou restrictions quant au survol de leur territoire par les aéronefs sanitaires ou à leur atterrissage. Ces conditions ou restrictions éventuelles seront appliquées d'une manière égale à toutes les Parties au conflit.

Les blessés, malades ou naufragés débarqués, avec le consentement de l'autorité locale, sur un territoire neutre par un aéronef sanitaire, devront, à moins d'un arrangement contraire de l'Etat neutre avec les Parties au conflit, être gardés par l'Etat neutre, lorsque le droit international le requiert, de manière qu'ils ne puissent pas de nouveau prendre part aux opérations de la guerre. Les frais d'hospitalisation et d'internement seront supportés par la Puissance dont dépendent les blessés, malades ou naufragés.

CHAPITRE VI.

Du signe distinctif

Article 41.

Sous le contrôle de l'autorité militaire compétente, l'emblème de la croix rouge sur fond blanc figurera sur les drapeaux, les brassards, ainsi que sur tout le matériel se rattachant au Service sanitaire.

Toutefois, pour les pays qui emploient déjà comme signe distinctif à la place de la croix rouge, le croissant rouge ou le lion et le soleil rouges sur fond blanc, ces emblèmes sont également admis dans le sens de la présente Convention.

Article 42.

Le personnel visé aux articles 36 et 37, portera, fixé au bras gauche, un brassard résistant à l'humidité et muni du signe distinctif, délivré et timbré par l'autorité militaire.

Ce personnel, outre la plaque d'identité prévue à l'article 19, sera également porteur d'une carte d'identité spéciale munie du signe distinctif. Cette carte devra résister à l'humidité et être de dimensions telles qu'elle puisse être mise dans la poche. Elles sera rédigée dans la langue nationale, mentionnera au moins les noms et prénoms, la date de naissance, le grade et le numéro matricule de l'intéressé. Elle établira en quelle qualité il a droit à la protection de la présente Convention. La carte sera munie de la photographie du titulaire et, en outre, soit de sa signature, soit de ses empreintes digitales, soit des deux à la fois. Elle portera le timbre sec de l'autorité militaire.

La carte d'identité devra être uniforme dans chaque armée et autant que possible du même type dans les armées des Hautes Parties contractantes. Les Parties au conflit pourront s'inspirer du modèle annexé à titre d'exemple à la présente Convention. Elles se communiqueront, au début des hostilités, le modèle qu'elles utilisent. Chaque carte d'identité sera établie, si possible, en deux exemplaires au moins, dont l'un sera conservé par la Puissance d'origine.

En aucun cas, le personnel mentionné ci-dessus ne pourra être privé de ses insignes ni de sa carte d'identité, ni du droit de porter son brassard. En cas de perte, il aura le droit d'obtenir des duplicata de la carte et le remplacement des insignes.

Article 43.

Les navires et embarcations désignés aux articles 22, 24, 25 et 27 se distingueront de la manière suivante :

a) toutes leurs surfaces extérieures seront blanches ;

b) une ou plusieurs croix rouge foncé aussi grandes que possible seront peintes de chaque côté de la coque ainsi que sur les surfaces horizontales, de façon à assurer de l'air et de la mer la meilleure visibilité.

Tous les navires-hôpitaux se feront reconnaître en hissant leur pavillon national et en outre, s'ils ressortissent à un Etat neutre, le pavillion de la Partie au conflit sous la direction de laquelle ils de sont placés. Un pavillon blanc à croix rouge devra flotter au grand mât, le plus haut possible.

Les canots de sauvetage des navires-hôpitaux, les canots de sauvetage côtiers et toutes les petites embarcations employées par le Service de Santé seront peints en blanc avec des croix rouge foncé nettement visibles et, d'une manière générale, les modes d'identification stipulés ci-dessus pour les navires-hôpitaux leur seront applicables.

Les navires et embarcations ci-dessus mentionnés, qui veulent s'assurer de nuit et en temps de visibilité réduite la protection à laquelle ils ont droit, devront prendre, avec l'assentiment de la Partie au conflit au pouvoir de laquelle ils se trouvent, les mesures nécessaires pour rendre leur peinture et leurs emblèmes distinctifs suffisamment apparents.

Les navires-hôpitaux qui, en vertu de l'article 31, sont retenus provisoirement par l'ennemi, devront renter le pavillon de la Partie au conflit au service de laquelle ils se trouvent.., ou dont ils ont accepté la direction.

Les canots de sauvetage côtiers, s'ils continent, avec le consentement de la Puissance occupante, à opérer d'une base occupée, pourront être autorisés à continuer à arborer leurs propres couleurs nationales en même temps que le pavillon à croix rouge, lorsqu'ils seront éloignés de leur base, sous réserve de notification préalable à toutes les Parties au conflit intéressées.

Toutes les stipulations de cet article relatives à l' emblème de la croix rouge s'appliquent également aux autres emblèmes mentionnés à l'article 41.

Les Parties au conflit devront, en tout temps, s'efforcer d'aboutir à des accords en vue d'utiliser les méthodes les plus modernes se trouvant à leur disposition, pour faciliter l'identification des navires et embarcations visés dans cet article.

Article 44.

Les signes distinctifs prévus à l'article 43 ne pourront être utilisés, en temps de paix comme en temps de guerre, que pour désigner ou protéger les navires qui y sont mentionnés, sous réserve des cas qui seraient prévus par une autre Convention internationale ou par accord entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Article 45.

Les Hautes Parties contractantes, dont la législation ne serait pas dès à présent suffisante, prendront les mesures nécessaires pour empêcher et réprimer en tout temps tout emploi abusif des signes distinctifs prévus à l'article 43.

CHAPITRE VII.

De l'exécution de la Convention

Article 46.

Chaque Partie au conflit, par l'intermédiaire de ses commandants en chef, aura à pouvoir aux détails d'exécution des articles précédents, ainsi qu'aux cas non prévus, conformément aux principes généraux de la présente Convention.

Article 47.

Les mesures de représailles contre les blessés, les malades, les naufragés, le personnel, les navires ou le matériel protégés par la Convention sont interdites.

Article 48.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population, notamment des forces armées combattantes, du personnel sanitaire et des aumôniers.

Article 49.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

CHAPITRE VIII.

De la répression des abus et des infractions

Article 50.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 51.

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention: l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 52.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 53.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation allé de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

Dispositions finales

Article 54.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 55.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra, jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent à la Xme Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906, ou aux Conventions de Genève, de 1864, de 1906 ou de 1929, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Article 56.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 57.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 58.

La présente Convention remplace la Xme Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève de 1906, dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 59.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 60.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 61.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 62.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue, et en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 63.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :
M. OSMAN AMIRI

Pour la République Populaire d'Albanie :
Avec la réserve pour l'article 10 ci-jointe1
J. MALO

Pour l'Argentine :
Avec la réserve ci-jointe2
GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie :
NORMAN R. MIGHELL
Subject to ratification3

Pour l'Autriche :
WILDMANN

Pour la Belgique :
MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Bielorussie :4
I. KOUITZEIKOV

Pour la Bolivie :
G. MEDEIROS

Pour le Brésil :
General FLORIANO DE LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :
Avec la réserve ci-jointe 5
K.B. SVETLOV

Pour le Canada :
MAX H. WERSHOF

1. Voir le texte de la réserve à la page 78
2. Voir le texte de la réserve à la page 78
3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.
4. Voir le texte de la réserve à la page 78
5. Voir le texte de la réserve à la page 79

Pour Ceylan :
V. COOMARASWAMY
Pour le Chili :
F. CISTERNAS ORTIZ
Pour la Chine
WU NAN-JU
Pour la Colombie :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS
Pour Cuba :
J. DE LA LUZ LEON
Pour le Danemark :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE
Pour l'Egypte :
A.K. SAFWAT
Pour l'Equateur :
ALEX GASTELU
Pour l'Espagne :
LUIS CALDERON
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
RAYMUND J. YINGLING
Pour l'Ethiopie :
GACHAOU ZELLEKE
Pour la Finlande :
REINHOLD SVENTO
Pour la France :
G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT
Pour la Grèce :
M. PESMAZOGLOU
Pour le GUATEMALA
A. DUPONT-WILLEMIN
Pour la République Populaire Hongroise :
Avec les réserves ci-jointes 6
ANNA KARA
Pour l'Inde :
D.B. DESAI
Pour l'Iran :
A.H. MEYKADEH
Pour la République d'Irlande :
SEAN MACBRIDE
Pour Israël :
Avec la réserve ci-jointe 7
M. KAHANY
Pour l'Italie
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI
Pour le Liban :
MIKAOUI
Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK
Pour le Luxembourg :
J. STURM
Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA W.R. CASTRO
Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE
Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ

Pour la Norvège:
ROLF ANDERSEN
Pour la Nouvelle-Zélande
G. R. LAKING
Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
Pour le Paraguay :
CONRAD FEHR
Pour les Pays-Bas
J. BOSCH DE ROSENTHAL
Pour le Pérou :
GONZALO PIZARRO
Pour la République des Philippines:
P. SEBASTIAN 8
Pour la Pologne :
Avec la réserve ci-jointe 9
JULIAN PRZYBOS
Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 10
G. CALDEIRA COELHO
Pour la République Populaire Roumaine :
Avec la réserve ci-jointe 11
I. DRAGOMIR
Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :
ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H. GARDNER
Pour le Saint-Siège
Philippe BERNARDINI
Pour El Salvador :
R.A. BUSTAMANTE
Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par S.M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksfag
STAFFAN SODERBLOM
Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI
Pour la Syrie :
OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI
Pour la Tchécoslovaquie 12
Avec la réserve ci-jointe1
TAUBER
Pour la Turquie :
RANA TARHAN
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: 13
O. BOGOMOLETZ
Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques 14
N. SLAVIN
Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO
Pour le Vénézuela :
A. POSSE DE RIVAS
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
Avec la réserve ci-jointe 15
MILAN RISTIC

6. Voir le texte des réserves à la page 80
7. Voir le texte de la réserve à la page 81
8. This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of Constitution».

9. Voir le texte de la réserve à la page 82
10. Voir le texte des réserves à la page 82
11. Voir le texte de la réserve à la page 83
12. Voir le texte de la reserve à la page 84
13. Voir le texte de la rererve à la page 84
14. Voir le texte de la reserve à la page 85
15. Votr le texte de la reserve à la page 86

ANNEXE II.

Recto

(Place réservée à l'indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte).

CARTE D'IDENTITÉ

pour les membres du personnel sanitaire et religieux attaché aux forces armées sur mer.

Nom .....

Prénoms .....

Date de naissance .....

Grade .....

Numéro matricule .....

Le titulaire de la présente carte est protégé par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer en qualité de

.....

Date de l'établissement de la carte

Numéro de la carte

.....

Verso

Photographie du porteur

Signature ou empreintes digitales ou les deux

Timbre sec de l'autorité militaire délivrant la carte

Taille	Yeux	Cheveux
....	....	....

Autres éléments éventuels d'identification:

.....

.....

.....

.....

.....

CONVENTION DE GENEVE

Relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 Août 1949.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949 en vue de reviser la Convention conclue à Genève le 27 juillet 1929 et relative au traitement des prisonniers de guerre, sont convenus de ce qui suit;

TITRE I.

Dispositions Générales.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances.

Article 2.

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes:

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par la maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus:

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meutre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4.

A. Sont prisonniers de guerre, au sens de la présente Convention, les personnes qui, appartenant à l'une des catégories suivantes, sont tombées au pouvoir de l'ennemi:

1. Les membres des forces armées d'une Partie au conflit, de même que les membres des milices et des corps de volontaires faisant partie de ces forces armées ;

2 les nembres des autres milices et les membres des autres corps de volontaires, y compris ceux des mouvements de résistance organisés, appartenant à une Partie au conflit et agissant en dehors ou à l'intérieur de leur propre territoire, même si ce territoire est occupé, pourvu que ces milices ou corps de volontaires, y compris ces mouvements de résistance organisés, remplissent les conditions suivants :

a) d'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés ;

b) d'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

c) de porter ouvertement les armes ;

d) de se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre ;

3. les membres des forces armées régulières qui se réclament d'un gouvernement ou d'une autorité non reconnus par la Puissance détentrice ;

4. les personnes qui suivent les forces armées sans en faire directement partie, telles que les membres civils d'équipages d'avions militaires, correspondants de guerre, fournisseurs, membres d'unités de travail ou de services charges du bien-être des forces armées, à condition qu'elles en aient reçu l'autorisation des forces armées qu'elles accompagnent, celles-ci étant tenues de leur délivrer à cet effet une carte d'identité semblable au modèle annexé ;

5. les membres des équipages, y compris les commandants, pilotes et apprentis, de la marine marchande et les équipages de l'aviation civile des Parties au conflit qui ne bénéficient pas d'un traitement plus favorable en vertu d'autres dispositions du troit international ;

6. la population d'un teritoire non occupé qui à l approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de se constituer en forces armées régulières, si elle porte ouvertement les armes et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre.

B. Bénéficieront également du traitement réservé par la présente Convention aux prisonniers de guerre :

1. les personnes appartenant ou ayant appartenu aux forces armées du pays occupé si, en raison de cette appartenance, la Puissance occupante, même si elle les a initialement libérées pendant que les hostilités se poursuivent en dehors du territoire qu'elle occupe, estime nécessaire de procéder à leur internement, notamment après une tentative de ces personnes non couronnée de succès pour rejoindre les forces armées auxquelles elles appartiennent et qui sont engagées dans le combat, ou lorsqu'elles n'obtempèrent pas à une sommation qui leur est faite aux fins d'internement ;

2. les personnes appartenant à l'une des catégories énumérées au présent article que des Puissances neutres ou non belligérantes ont reçues sur leur territoire et qu' elles sont tenues d'interner en vertu du droit international, sous réserve de tout traitement plus favolable que ces Puissances jugeraient bon de leur accorder et exception fa te des dispositions des articles 8, 10, 15, 30, cinquième alinéa, 58 à 67 inclus, 92, 126 et, lorsque des relations diplomatiques existent entre les Parties au conflit et la Puissance neutre ou non belligérante interessée, des dispositions qui concernent la Puissance protectrice. Lorsque de telles relations diplomatiques existent, les Parties au conflit dont dépendent ces personnes seront autorisées à exercer à l'égard de celles-ci les fonctions dévolues aux Puissances protectrices par la présente Convention sans préjudice de celles que ces Parties exercent normalement en vertu des usages et des traités diplomatiques et consulaires.

C. Le présent article réserve le statut du personnel médical et réligieux tel qu'il est prévu à l'article 33 de la présente Convention.

Article 5.

La présente Convention s'appliquera aux personnes visées à l'article 4 dès qu'elles seront tombées au pouvoir de l'ennemi et jusqu'à leur libération et leur rapatriement définitifs.

S'il y a doute sur l'appartenance à l'une des catégories énumérées à l'article 4 des personnes qui ont commis un acte de belligérance et qui sont tombées aux mains de l'ennemi, lesdites personnes bénéficieront de la protection de la présente Convention en attendant que leur statut ait été déterminé par un tribunal compétent.

Article 6.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 10, 23, 28, 33, 60, 65, 66, 67, 72, 73, 75, 109, 110, 118, 119, 122 et 132, les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraîtrait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des prisonniers, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les prisonniers de guerre resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également saut mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 7.

Les prisonniers de guerre ne pourront en aucun cas renoncer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 8.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués devront être soumis à l'agrément de la Puissances auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites

de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès duquel ils exercent leurs fonctions.

Article 9.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des prisonniers de guerre et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des prisonniers de guerre ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l'activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'assumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis-à-vis de l'autre Puissance ou de ses alliés,limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Article 11.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l'intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention, les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des prisonniers de guerre éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puissances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Commité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

TITRE II

Protection Générale des Prisonniers de guerre

Article 12.

Les prinsonniers de guerre sont au pouvoir de la Puissance ennemie, mais non des individus ou des corps de troupe qui les ont fait prisonniers. Indépendamment des responsabilités individuelles qui peuvent exister, la Puissance détentrice est responsable du traitement qui leur est appliqué.

Les prisonniers de guerre ne peuvent être transférés par la Puissance détentrice qu'à une Puissance partie à la Convention et lorsque la Puissance détentrice s'est assurée que la Puissance en question est désireuse et à même d'appliquer la Convention. Quand des prisonniers sont ainsi transférés, la responsabilité de l'application de la Convention incombera à la Puisance qui a accepté de les accueillir pendent le temps qu'ils lui seront confiées.

Néanmois, au cas où cette Puissance manquerait à ses obligations d'exécuter les dispositions de la Convention, sur tout point important, la Puissance par laquelle les prisonniers de guerre ont été transférés doit, à la suite d'une notification de la Puissance protectrice, prendre des mesures efficaces pour remédier à la situation, ou demander que lui soient renvoyés les prisonniers de guerre. Il devra satisfait à cette demande.

Article 13.

Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir est interdit et sera 6onsidére comme une grave infraction à la présente Convention. En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt.

Les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

Article 14.

Les prisonniers de guerre ont droit en toutes circonstances au respect de leur personne et de leur honneur.

Les femmes doivent être traitées avec tous les égards dus à leur sexe et bénéficier en tous cas d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux hommes.

Les prisonniers de guerre conservent leur pleine capacité civile telle qu'elle existait au moment où ils ont été faits prisonniers. La Puissance détentrice ne pourra en limiter l'exercice soit sur son territoire, soit en dehors, que dans la mesure où la captivité l'exige.

Article 15.

La Puissance détentrice des prisonniers de guerre sera tenue de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder gratuitement les soins médicaux que nécessite leur état de santé.

Article 16.

Compte tenu des dispositions de la présente Convention relatives au grade ainsi qu'au sexe, et sous réserve de tout traitement privilégié qui serait accordé aux prisonniers de guerre en raison de leur état de santé, de leur âge ou de leurs aptitudes professionnelles, les prisonniers doivent tous être traités de la même manière par la Puissance détentrice, sans aucune distinction de caractère défavorable, de race, de nationalité, de religion, d'opinions politiques ou autre, fondée sur des critères analogues.

TITRE III. CAPTIVITE SECTION I.

Début de la Captivité

Article 17.

Chaque prisonnier de guerre ne sera tenu de déclarer, quand il est interrogé à ce sujet, que ses nom, prénoms et grade, sa date de naissance et son numéro matricule ou, à défaut, une indication équivalente.

Dans le cas où il enfreindrait volontairement cette règle, il risquerait de s'exposer à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de son grade ou statut.

Chaque Partie au conflit sera tenue de fournir à toute personne placée sous sa juridiction, qui est susceptible de devenir prisonnier de guerre, une carte d' identité indiquant ses nom, prénoms et grade, numéro matricule ou indication équivalente, et sa date de naissance. Cette carte d'identité pourra en outre comporter la signature ou les empreintes digitales ou les deux, ainsi que toutes autres indications que les Parties au conflit peuvent être désireuses d'ajouter concernant les personnes appartenant à leurs forces armées, Autant que possible, elle mesurera 6,5 X 10 cm et sera établie en double exemplaire. Le prisonnier de guerre devra présenter cette carte d'identité à toute réquisition, mais elle ne pourra en aucun cas lui être enlevée.

Aucune torture physique ou morale ni aucune contrainte ne pourra être exercée sur les prisonniers de guerre pour obtenir d'eux des renseignements de quelque sorte que ce soit. Les prisonniers qui refuseront de répondre ne pourront être ni menacés, ni insultés, ni exposés à des désagréments ou désavantages de quelque nature que ce soit.

Les prisonniers de guerre qui se trouvent dans l'incapacité, en raison de leur état physique ou mental, de donner leur identité, seront confiés au service de santé. L'identité de ces prisonniers sera établie par tous les moyens possible, sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent.

L'interrogatoire des prisonniers de guerre aura lieu dans une langue qu'ils comprennent.

Article 18.

Tous les effets et objets d'usage personnel sauf les armes, les chevaux, l'équipement militaire et les documents militaires – resteront en la possession des prisonniers de guerre, ainsi que les casques métalliques, les masques contre les gaz et tous les autres articles qui leur ont été remis pour leur protection personnelle. Resteront également en leur possession les effetets et objets servant à leur habillement et à leur alimentation, même si ces effets et objets appartiennent à leur équipement militaire officiel.

A aucun moment les prisonniers de guerre ne devront se trouver sans document d'identité. La Puissance détentrice en fournira un à ceux qui n'en possèdent pas.

Les insignes de grade et de nationalité, les décorations et les objets ayant surtout une valeur personnelle ou sentimentale ne pourront pas être enlevés aux prisonniers de guerre.

Les sommes dont sont porteurs les prisonniers de guerre ne pourront leur être enlevées que sur l'ordre d'un officier et après qu'auront été consignés dans un registre spécial le montant de ces sommes et le signalement de leur possesseur, et après que ce dernier se sera vu délivrer un reçu détaillé portant la mention lisible du nom, du grade et de l'unité de la personne qui aura délivré le reçu en question. Les sommes qui sont dans la monnaie de la Puissance détentrice ou qui, à la demande du prisonnier, sont converties en cette monnaie, seront portées au crédit du compte du prisonnier, conformément à l'article 64.

Une Puissance détentrice ne pourra retirer à des prisonniers de guerre des objets de valeur que pour des raisons de sécurité. Dans ce cas, la procédure appliquée sera la même que pour le retrait des sommes d'argent.

Ces objets, ainsi que les sommes retirées qui seraient dans une autre monnaie que celle de la Puissance détentrice et dont le possesseur n'aurait pas demandé la conversion, devront être gardés par la Puissance détentrice et rendus au prisonnier, sous leur forme initiale, à la fin de sa captivité.

Article 19.

Les prisonniers de guerre seront évacués, dans le plus bref délai possible après avoir été faits prisonniers, vers des camps situés assez loin de la zone de combat pour être hors de danger.

Ne pourront être maintenus, temporairement, dans une zone dangereuse que les prisonniers de guerre qui, en raison de leurs blessures ou de leurs maladies, courraient de plus grands risques à être évacués qu'à rester sur place.

Les prisonniers de guerre ne seront pas inutilement exposés au danger, en attendant leur évacuation d'une zone de combat.

Article 20.

L'évacuation du prisonnier de guerre s'effectuera toujours avec humanité et dans des conditions semblables à celles qui sont faites aux troupes de la Puissance détentrice dans leurs déplacements.

La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre évacués de l'eau potable et de la nourriture en suffisance ainsi que les vêtements et les soins médicaux nécessaires ; elle prendre toutes les précautions utiles pour aussurer leur sécurité pendant l'évacuation et elle établira aussitôt que possible la liste des prisonniers évacués.

Si les prisonniers de guerre doivent passer, durant l'évacuation, par des camps de transit, leur séjour dans ces camps sera aussi bref que possible.

SECTION II

Internement des Prisonniers de Guerre

CHAPITRE

Article 21.

Généralités

La Puissance detentrice pourra soumettre les prisonniers de guerre à l'internement. Elle pourra leur cmposer l'obligation de ne pas s'éloigner au-delà d'une certaine limite du camp où ils sont internés ou, si ce camp sst clôturé, de ne pas en franchir l'enceinte. Sous réserve des dispositions de la présente Convention reatives aux sanctions pénales et disciplinaires, ces prisonniers ne pourront être enfermés ou consignés que si cette mesure s'avère nécessaire à la protection de leur santé ; cette situation ne pourra en tout cas se prolonger au-delà des circonstances qui l'auront rendue nécessaire.

Les prisonniers de guerre pourront être mis partiellement ou totalement en liberté sur parole ou sur engagement, pour autant que les lois de la Puissance dont ils dépendent le leur permettent. Cette mesure sera prise notamment dans le cas où elle peut contribuer à l'amélioration de l'état de santé des prisonniers. Aucun prisonnier ne sera contraint d'accepter sa liberté sur parole ou sur engagement.

Dès l'ouverture des hostilités, chaque Partie au conflit notifiera à la Partie adverse les lois et règlements qui permettent ou interdisent à ses ressortissants d' accepter la liberté sur parole ou sur engagement. Les prisonniers mis en liberté sur parole ou sur engagement conformément aux lois et règlements ainsi notifiés seront obligés, sur leur honneur personnel, de remplir scrupuleusement, tant envers la Puissance dont ils dépendent qu'envers celle qui les a faits prisonniers, les engagements qu'ils auraient contractés. Dans de tels cas la Puissance dont ils dépendent sera tenue de n'exiger ni d'accepter d'eux aucun service contraire à la paroleou à l'engagement donnés.

Article 22.

Les prisonniers de guerre ne pourront être internés que dans des établissements situés sur terre ferme et présentant toutes graranties d'hygiène et de salubrité ; sauf dans des cas spéciaux justifiés par l'intérêt des prisonniers eux-même, ceux-ci ne seront pas internés dans des pénitenciers.

Les prisonniers de guerre internés dans des régions malsaines ou dont le climat leur est pernicieux seront transportés aussitôt que possible sous un climat plus favorable.

La Puissance détentrice groupera les prisonniers de guerre dans les camps ou sections de camps en tenant compte de leur nationalité, de leur langue et de leurs coutumes, sous réserve que ces prisonniers ne soient pas séparés des prisonniers de guerre appartenant aux forces armées dans lesquelles ils servaient au moment ou ils ont été fait prisonniers, à moins qu'ils n'y consentent.

Article 23.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra, à quelque moment que ce soit, être envoyé ou retendu dans une région où il serait exposé au feu de la zone de combat, ni être utilisé pour mettre par sa présence certains points ou certaines régions à l'abrit des opérations militaires.

Les prisonniers de guerre disposeront, au même degré que la population civile locale, d'abris contre les bombardements aériens et autres dangers de guerre ; à l'exception de ceux d'entre eux qui participeraient à la protection de leurs cantonnements contre ces dangers, ils pourront se rendre dans les abris aussi rapidement que possible, dès que l'alerte aura été donnée. Toute autre mesure de protection qui serait prise en faveur de la population leur sera également appliquée.

Les Puissances détentrices se communiqueront réciproquement, par l'entremise des Puissances protectrices, toutes indications utiles sur la situation géographique des camps de prisonniers de guerre.

Chaque fois que les considérations d'ordre militaire le permettront, les camps de prisonniers de guerre seront signalisés de jour au moyen des lettres PG ou PW placées de façon à être vues distinctement du haut des airs : toutefois, les Puissances intéressés pourront convenir d'un autre moyen de signalisation. Seuls les camps de prisonniers de guerre pourront être signalisés de cette manière.

Article 24.

Les camps de trainsit ou de triage à caractère permanent seront aménagés dans des conditions semblables à celles qui sont prévues à la présente section, et les prisonniers de guerre y bénéficieront du même régime que dans les autres camps.

CHAPITRE II

Logement, Alimentation et Habillement des Prisonniers de guerre

Article 25.

Les conditions de longement des prisonniers de guerre seront aussi favorables que celles qui sont réservées aux troupes de la Puissance détentrice cantonnées dans la même région. Ces conditions devront tenir compte des moeurs et coutumes des prisonniers et ne devront, en aucun cas, être préjudiciables à leur santé.

Les stipulations qui précèdent s'appliqueront notamment aux dortoirs des prisonniers de guerre, tant pour la surface totale et le cube d'air minimum que pour l'aménagement et le matétiel de couchage, y compris les couvertures.

Les locaux affectés à l'usage tant individuel que collectif des prisonniers de guerre devront être entièrement à l'abri de l'humidité, sufisamment chauffés et éclairés, notamment entre la tombée de la nuit et l'extinction des faux. Toutes précautions devront être prises contre les dangers d'incendie.

Dans tous les camps où des prisonnières de guerre se trouvent cantonnées en même temps que des prisonniers, des dortoirs séparés leur seront réservés.

Article 26.

La ration quotidienne de base sera suffisante en quantité, qualité et variété pour maintenir les prisonniers en bonne santé, et empêcher une perte de poids ou des troubles de carence. On tiendra compte également du régime auquel sont habitués les prisonniers.

La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre qui travaillent les suppléments de nourriture nécessaires pour l'accomplissement du travail auquel ils sont employés.

De l'eau potable en suffisance sera fournie aux prisonniers de guerre. L'usage du tabac sera autorisé.

Les prisonniers de guerre seront associés dans toute la mesure du possible à la préparation de leur ordinaire ; à cet effet, ils pourront être employés aux cuisines.

Ils recevront en outre les moyens d'accommoder eux-mêmes les suppléments de nourriture dont ils disposeront.

Des locaux convenables seront prévus comme réfectoires et mess.

Toutes mesures disciplinaires collectives portant sur la nourriture sont interdites.

Article 27.

L'habillement, le linge et les chaussures seront fournis en quantité suffisante aux prisonniers de guerre par la Puissance détentrice, qui tiendra compte du climat de la région où se trouvent les prisonniers. Les uniformes des armés ennemis saisis par la Puissance détentrice seront utilisés pour l'habillement des prisonniers de guerre s'ils conviennent au climat du pays.

Le remplacement et les réparations de ces effets seront assurés régulièrement par la Puissance détentrice. En outre, les prisonniers de guerre qui travaillent recevront une tenue appropriée partout où la nature du travail l'exigera.

Article 28.

Dans tous les camps seront installées des cantines où les prisonniers de guerre pourront se procurer des denrées alimentaires, des objets usuels, du savon et du tabac, dont le prix de vente ne devra en aucun cas dépasser le prix du commerce local.

Les bénéfices des cantines seront utilisés au profit des prisonniers de guerre ; un fonds spécial sera créé à cet effet. L'homme de confiance aura le droit de collaborer à l'administration de la cantine et à la gestion de ce fonds.

Lors de la dissolution d'un camp, le solde créditeur du fonds spécial sera remis à une organisation humanitaire inrernationale pour être employé au profit des prisonniers de guerre de la même nationalité que ceux qui ont contribué à constituer ce fonds. En cas de rapatriement général, ces bénéfices seront conservés par la Puissance détentrice, sauf accord contraire conclu entre les Puissances intéressées.

CHAPITRE III

Hygiène et soins médicaux

Article 29.

La Puissance détentrice sera tenue de prendre toutes les mesures d'hygiène nécéssaires pour assurer la propreté et la salubrité des camps et pour prévenir les épidémies.

Les prisonniers de guerre disposeront, jour et nuit, d'installations conformes aux règles de l'hygiène et maintenues en état constant de propreté. Dans les camps où séjournent des prisonnières de guerre, des installations séparées devront leur être réservées.

En outre, et sans préjudice des bains et des douches dont les camps seront pourvus, il sera fourni aux prisonniers de guerre de l'eau et du savon en quantité suffisante pour leurs soins quotidiens de propreté corporelle et pour le blanchissage de leur ligne ; les installations, les facilités et les temps nécéssaires leur seront accordés à cet effet.

Article 30.

Chaque camp possédera une infirmerie adéquate où les prisonniers de guerre recevront les soins dont ils pourront avoir besoin, ainsi qu'un régime alimentaire approprié. Le cas échéant, des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses ou mentales.

Les prisonniers de guerre atteints d'une maladie grave ou dont l'état nécessite un traitement spécial, une intervention chirurgicale ou l'hospitalisation devront être admis dans toute formation militaire ou civile qualifiée pour les traiter, même si leur rapatriement est envisagé dans un proche avenir. Des facilités spéciales seront accordées pour les soins à donner aux invalides, en particulier aux aveugles, et pour leur rééducation, en attendant leur rapatriement.

Les prisonniers de guerre seront traités de préférence par un personnel médical de la Puissance dont ils dépendent et, si possible, de leur nationalité.

Les prisonniers de guerre ne pourront pas être empêchés de se présenter aux autorités médicales pour être examinés. Les autorités détentrices remettront, sur demande, à tout prisonnier traité une déclaration officielle indiquant la nature de ses blessures ou de sa maladie, la durée du traitement et les soins reçus. Un duplicata de cette déclaration sera envoyé à l' Agence centrale des prisonniers de guerre.

Les frais de traitement, y compris ceux de tout appareil nécessaire au maintien des prisonniers de guerre en bon état de santé, notamment des prothèses, dentaires ou autres, et des lunettes, seront à la charge de la Puissance détentrice.

Article 31.

Des inspections médicales des prisonniers de guerre seront faites au moins une fois par mois. Elles comprendront le contrôle et l'enregistrement du poids de chaque prisonnier. Elles auront pour objet, en particulier, le contrôle de l'état général de santé et de nutrition, de l'état de propreté, ainsi que le dépistage des maladies contagieuses, notamment de la tuberculose, du paludisme et des affections vénériennes. A cet effet, les méthodes les plus efficaces disponibles seront employées, par exemple la radiographie périodique en série sur microfilm pour la détection de la tuberculose dès ses débuts.

Article 32.

Les prisonniers de guerre qui, sans avoir été attachés au Service de santé de leurs forces armées,sont médecins, dentistes, infirmiers ou infirmières, pourront être requis par la Puissance détentrice d'exercer leurs fonctions médicales dans l'intérêt des prisonniers de guerre dépendant de la même Puissance qu'eux-mêmes. Dans ce cas, ils continueront à être prisonniers de guerre mais ils devront copendant être traités de la même manière que les membres correspondants du personnel médical retenus par la Puissance détentrice. Ils seront exemptés de tout autre travail qui pourrait leur être imposé aux termes de l'article 49.

CHAPITRE IV.

Personnel médical et religieux retenu pour assister les prisonniers de guerre.

Article 33.

Les membres du personnel sanitaire et religieux retenus au pouvoir de la Puissance détentrice en vue d'assister les prisonniers de guerre, ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. Toutefois, ils bénéficieront au moins de tous les avantages et de la protection de la présente Convention, ainsi que de toutes les facilités nécessaires pour leur permettre d'apporter leurs soins médicaux et leurs secours religieux aux prisonniers de guerre.

Ils continueront à exercer, dans le cadre des lois et règlements militaires de la Puissance détentrice, sous l'autorité de ses services compétents ent en accord avec leur conscience professionnelle, leurs fonctions médi-

cales ou spirituelles au profit des prisonniers de guerre appartenant de préférence aux forces armées dont ils relèvent. Ils jouiront, en outre, pour l'exercice de leur mission médicale ou spirituelle, des facilités suivantes:

a) Ils seront autorisés à visiter périodiquement les prisonniers de guerre se trouvant dans des détachements de travail ou dans des hôpitaux situés à l'extérieur du camp. L'autorité détentrice mettra à leur disposition, à cet effet, les moyens de transport nécessaires.

b) Dans chaque camp, le médecin militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé sera responsable auprès des autorités militaires du camp pour tout ce qui concerne les activités du personnel sanitaire retenu. A cet effet, les Parties au conflit s'entendront dès le début des hostilités au sujet de la correspondance des grades de leur personnel sanitaire, y compris celui des sociétés visés à l'article 26 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949. Pour toutes les questions relevant de leur mission, ce médecin, ainsi d'ailleurs que les aumôniers, auront accès direct auprès des autorités compétentes du camp. Celles-ci leur donneront toutes les facilités nécessaires pour la correspondance ayant trait à ces questions.

c) Bien qu'il soit soumis à la discipline intérieure du camp dans lequel il se trouve, le personnel retenu ne pourra être astreint à aucun travail étranger à sa mission médicale ou religieuse.

Au cours des hostilités, les Parties au conflit s'entendront au sujet d'une relève éventuelle du personnel retenu et en fixeront les modalités.

Aucune des dispositions qui précèdent ne dispense la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent à l'égard des prisonniers de guerre dans les domaines sanitaire et spirituel.

CHAPITRE V.

Religion, activités intellectuelles et physiques.

Article 34.

Toute latitude sera laissée aux prisonniers de guerre pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à condition qu'ils se conforment aux mesures de discipline courantes prescrites par l'autorité militaire.

Des locaux convenables seront réservés aux offices religieux.

Article 35.

Les aumôniers qui tombent aux mains de la Puissance ennemie et qui seront restés ou retenus en vue d'assister les prisonniers de guerre, seront autorisés à leur apporter les secours de leur ministère et à l'exercer librement parmi leurs coreligionnaires en accord avec leur conscience religieuse. Ils seront répartis entre les différents camps et détachements de travail où se trouvent des prisonniers de guerre appartenant aux mêmes forces armées, parlant la même langue ou appartenant à la même religion. Ils bénéficieront des facilités nécessaires, et, en particulier, des moyens de transport prévus à l'article 33, pour visiter les prisonniers de guerre à l'extérieur de leur camp. Ils jouiront de la liberté de correspondance, sous réserve de la censure, pour les actes religieux de leur ministère, avec les autorités ecclésiastiques du pays de détention et les organisations religieuses internationales. Les lettres et cartes qu'ils enverront dans ce but viendront s'ajouter au contingent prévu à l'article 71.

Article 36.

Les prisonniers de guerre qui sont ministres d'un culte sans avoir été aumôniers dans leur propre armée recevront l'autorisation, quelle que soit la dénomination de leur culte, d'exercer pleinement leur ministère parmi leurs coreligionnaires. Ils seront traités à cet effet comme des aumôniers retenus par la Puissance détentrice. Ils ne seront astreints à aucun autre travail.

Article 37.

Lorsque des prisonniers de guerre ne disposent pas du secours d'un aumonier retenu ou d'un prisonnier ministre de leur culte, un ministre appartenant soit à leur confession, soit à une cnnfession similaire ou, à à défaut, un laique qualifié, lorsque cela est possible au point de vue confessionnel, sera désigné àla demande des prisonniers intéressés pour remplir cet office. Cette désignation, soumise à l'approbation de la Puissance détentrice, aura lieu en accord avec la commuté des prisonniers intéressés et, là où celasera necestaire avec l'approbation de l'autorité relii euse locale de la même con fession. La personne ainsi désignée devra se confor- mer à tous les règlements établis par la Puissance détentrice dans l'intérêt de la discripline et de la sécuritémilitaire.

Article 38.

Tout en respectant les préférences individuelles de chaque prisonnier, la Puissance détentrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des prisonniers de guerre ; elle prendra les mesures nécessaires pour en assurer l'exercice, en mettant à leur disposition des locaux adéquats et l'équipement nécessaire.

Les prisonniers de guerre devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques, y compris sports et jeux, et de bénéficier du plein air. Des espaces libres suffisants seront réservés à cet usage dans tous les camps.

CHAPITRE VI

Discipline

Article 39.

Chaque camp de prisonniers de guerre sera placé sous l'autorité directe d'un officier responsable appartenant aux forces armées régulières de la Puissance détentrice. Cet officier possédera le texte de la présente Convention, veillera à ce que ses dispositions soient connues du personnel qui est sous ses ordres et sera responsable de son application, sous le contrôle de son gouvernement.

Les prisonniers de guerre, à l'exception des officiers, devront le salut et les marques extérieures de respect prévus par les eèglements en vigueur dans leur propre armée à tous les officiers de la Puissance détentrice.

Les officiers prisonniers de guerre ne seront tenus de saluer que les officiers de grade supérieur de cette Puissance ; toutefois, ils devront le sulut au commandant du camp quel que soit son grade.

Article 40.

Le port des insignes de grade et de nationalité, ainsi que des décorations, sera autorisé.

Article 41.

Dans chaque camp, le texte de la présente Convention, de ses annexes et le contenu de tous accords spéciaux prévus à l'article 6, seront affichés, dans la langue des prisonniers de guerre, à des emplacements où ils pourront être consultés par tous les prisonnièrs. Ils seront communiqués, sur demande, aux prisonniers qui se trouveraient dans l'impossibilité de prendre connaissance de texte affiché.

Les règlements, ordres, avertissements et publications de toute nature relatifs à la conduite des prisonniers de guerre leur seront communiqués dans une langue qu'ils comprennent ; ils seront affichés dans les conditions prévues ci-dessus, et des exemplaires en seront transmis à l'homme de confiance. Tous les ordres et commandements adressés individuellement à des prisonniers devront également être donnés dans une langue qu'ils comprennent.

Article 42.

L'usage des armes contre les prisonniers de guerre, en particulier contre ceux qui s'évadent ou tentent de s'évader, ne constituera qu'un moyen extrême qui sera toujours précédé de sommations appropriées aux circonstances.

CHAPITRE VII

Grades des Prisonniers de Guerre

Article 43.

Dès l'ouverture des hostilités, les Parties au conflit se communiqueront réciproquement les titres et grades de toutes les personnes mentionnées à l'article 4 de la présente Convention, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre les prisonniers de grade équivalent ; si des titres et grades sont créés postérieurement, ils feront l'objet d'une communication analogue.

La Puissance détentrice reconnaîtra les promotions de grade sont les prisonniers de guerre feraient l'objet et qui lui seront régulièrement notifiées par la Puissance dont ils dépendent.

Article 44.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

En vue d'assurer le service des camps d'officiers, des soldats prisonniers de guerre des mêmes forces armées, et autant que possible parlant la même langue, y seront détachés, en nombre suffisant, en tenant compte du grade des officiers et assimilés ; ils ne pourront être asteints à aucun autre travail.

La gestion de l'ordinaire par les officiers eux-mêmes sera favorisée de toute manière.

Article 45.

Les prisonniers de guerre autres que les officiers et assimilés seront traités avec les égards dus à leur grade et à leur âge.

La gestion de l'ordinaire par les prisonniers eux-mêmes sera favorisée de toute manière.

CHAPITRE VIII

Transfert des prisonniers de guerre après leur arrivée dans un camp

Article 46.

La Puissance détentrice, en décidant le transfert des prisonniers de guerre, devra tenir compte des intérêts des prisonniers eux-mêmes, en vue, notamment, de ne pas accroître les difficultés de leur rapatriement.

Le transfert des prisonniers de guerre s'effectuera toujours avec humanité et dans des conditions qui ne devront pas être moins favorables que celles dont bénéficient les troups de la Puissance détentrice dans leurs déplacements. Il sera toujours tenu compte des conditions climatiques auxquelles les prisonniers de guerre sont accoutumés et les conditions du transfert ne seront en aucun cas préjudiciables à leur santé.

La Puissance détentrice fournira aux prisonniers de guerre, pendant le transfert, de l'eau potable et de la nourriture en suffisance pour les maintenir en bonne santé, ainsi que les vêtements, le logement et les soins médicaux nécessaires. Elles prendra toutes les précautions utiles, notamment en cas de voyage par mer ou par la voie des airs, pour assurer leur sécurité pendant le transfert et elle établira, avant leur départ, la liste complète des prisonniers transférés.

Article 47.

Les prisonniers de guerre malades ou blessés ne seront pas transférés tant que leur guérison pourrait être compromise par le voyage, à moins que leur sécurité ne l'exige impérieusement.

Si le front se rapproche d'un camp, les prisonnièrs de guerre de ce camp ne seront transférés que si leur transfert peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité, ou s'ils courent de plus grands risques à rester sut place qu'à être transférés.

Article 48.

En cas de transfert, les prisonniers de guerre seront avisés officiellement de leur et de leur nouvelle adresse postale ; cet avis leur sera donné assez tôt pour qu'ils puissent préparer leurs bagages et avertir leur famille.

Ils seront autorités à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse ; le poids de ces effets pourra être limité, si les circonstances du transfert l'exigent, à ce que le prisonnier peut raisonnablement porter, mais en aucun cas le poinds autorisé ne dépassera vingt-cinq kilos.

La correspondance et les colis adressés à leur ancien camp leur seront transmis sans délai. Le commandant du camp prendra, d'entente avec l'homme de confiance, les mesures nécessaires pour assurer le transfert des biens collectifs des prisonniers de guerre et des bagages onb les prisonniers ne pourraient emporter avec eux en raison d'une limitation prise en vertu du deuxième alinéa du présent article.

Les frais causés par les transferts seront à la charge de la Puissance détentrice.

SECTION III

Travail des prisonniers de guerre

Article 49.

La Puissance détentrice pourra employer les prisonniers de guerre valides comme travailleurs, en tenant compte de leur âge, de leur sexe, de leur grade ainsi que de leurs aptitudes plysiques, et en vue notamment de les maintenir dans un bon ëtat de santé physique et morale. Ressortissants de la Puissance détentrice. Sous réserve des dispositions de l'article 52, les prisonniers pourront être soumis aux risques normaux encourus par la main-d'oeuvre civile.

Les sous-officiers prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des tea.aux de surveillance. Deux qui n'y seraient pas astreints pourront demaneer un autre travail qui leur convienne et qui leur sera procuré dans la mesure du possible.

Si les officiers on assimilées demandent un travail qui leur convienne, celui-ci leur sera procure dans la mesure du possible. Ils ne pourront en aucun cas être astreints au travai

Article 50.

En dehors des travaux en rapport avec l'administration, l'aménagement ou l'entretien de leur camp, les prisonniers de guerre ne pourront être astreints qu'à des travaux appartenant aux catégories énumérées ci-après :

a) agriculture ;

b) industries productives, extractives, ou manu-

facturières, à l'exception des industries métallurgiques, mécaniques et chimiques, des travaux publics et des travaux du bâtiment de caractère militaire ou à destination militaire ;

c) transports et manutentions, sans caractère ou destination militaire ;

d) activités commerciales ou artistiques ;

e) services domestiques ;

f) services publics sans caractère ou destination militaire.

En cas de violation des prescriptions ci-dessus, les prisonniers de guerre seront autorisés à exercer leur droit de plainte, conformément à l'article 78.

Article 51.

Les prisonniers de guerre devront bénéficier de conditions de travail convenables, particulièrement en ce qui concerne le logement, la nourriture, l'habillement et le metériel ; ces conditions ne devront pas être inférieures à celles qui sont réservées aux nationaux de la Puissance dètentrice employés à des travaux similaires ; il sera également tenu compte des conditions climatiques.

La Puissance détentrice qui utilise le travail des prisonniers de guerre assurera, dans les régions où ces prisonniers travaillent, l'application des lois nationales sur la protection du travail et, plus particulièrement, des règlements sur la sécurité des ouvriers.

Les prisonniers de guerre devront recevoir une formation et être pourvus de moyens de protection appropriés au travail qu'ils doivent accomplir et semblables à ceux prévus pour les ressortissants de la Puissance détentrice. Sous réserve des dispositions de l'article 52, les prisonniers pourront être soumis aux risques normaux encourus par la main-d'oeuvre civile.

En aucun cas, les conditions de travail ne pourront être rendues plus pénibles par des mesures disciplinaires.

Article 52.

A moins qu'il ne soit volontaire, aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé à des travaux de caractère malsain ou dangereux.

Aucun prisonnier de guerre ne sera affecté à un travail pouvant être considéré comme humiliant pour un membre des forces armées de la Puissance détentrice.

L'enlévement des mines ou d'autres engins analogues sera considéré comme un travail dangereux.

Article 53.

La durée du travail journalier des prisonniers de guerre, y compris celle du trajet d'aller et de retour, ne sera pas excessive et ne devra, en aucun cas, dépasser celle qui est admise pour des ouvriers civils de la région, rassortissants de la Puissance détentrice, employés au même travail.

Il sera obligatoirement accordé aux prisonniers de guerre, au milieu du travail quotidien, un repos d' une heure au moins ; ce repos sera le même que celui qui est prévu pour les ouvries de la Puissance détentrice si ce dernier est de plus longue durée. Il leur sera également accordé un repos de vingt-quatre heures consécutives chaque semaine, de préférence le dimanche ou le jour de repos observé dans leur pays d'origine. De plus, tout prisonnier ayant travaillé une année bénéficiera d'un repos de huit jours consécutifs pendant lequel son indemnité de travail lui sera payée.

Si des méthodes de travil telles que le travail aux pièces sont employées, elles ne devront pas rendre excessive la durée du travail.

Article 54.

L'idemnité de travail due aux prisonniers de guerre sera fixée selon les stipulations de l'article 62 de la présente Convention.

Les prisionniers de guerre qui sont victimes d'accidents de travail ou qui contractent une maladie au cours ou à cause de leur travail recevront tous les soins que nécessite leur état. En outre, la Puissance détentrice leur remettra un certificat médical leur permettant de faire valoir leurs droits auprés de la Puissance dont ils dépendant, et elle en fera tenir un double à l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123.

Article 55.

L'aptitude au travail des prisonniers de guerre sera contrôlée périodiquement par des examens médicaux, au moins une fois par mois. Dans ces examens, il devra être tenu particulièrement compte de la nature des travaux auxquels les prisonniers de guerre sont astreints.

Si un prisonnier de guerre s'estime incapable de travailler, il sera autorisé à se présenter devant les autorités médicales de son camp; les médecins pourront recommander que les prisonniers qui, à leur avis, sont inaptes au travail, en soient exemptés.

Article 56.

Le régime des détachements de travail sera semblable à celui des camps de prisonniers de guerre.

Tout détachement de travail continuera à être placé sous le contrôle d'un camp de prisonniers de guerre et à en dépendre administrativement. Les autorités militaires et le commandant de ce camp seront responsables, sous le contrôle de leur gouvernement, de l'observation, dans le détachement de travail, des dispositions de la présente Convention.

Le commandant du camp tiendra à jour une liste des détachements de travail dépendant de son camp et la communiquera aux délégués de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou d'autres organismes venant en aide aux prisonniers de guerre, qui visiteraient le camp.

Article 57.

Le traitement des prisonniers de guerre travaillant pour le compte de particuliers, même si ceux-ci en assurent la garde et la protection sous leur propre responsabilité, sera au moins égal à celui qui est prévu par la présente Convention; la Puissance détentrice, les autorités militaires et le commandant du camp auquel appartiennent ces prisonniers assumeront l'entière responsabilité de l'entretien, des soins, du traitement et du paiement de l'indemnité de travail de ces prisonniers de guerre.

Ces prisonniers de guerre auront le droit de rester en contact avec les hommes de confiance des camps dont ils dépendent.

SECTION IV.

Ressources pécuniaires des prisonniers de guerre.

Article 58.

Dès le début des hostilités et en attendant de s'être mise d'accord à ce sujet avec la Puissance protectrice, la Puissance détentrice pourra fixer la somme maximum en espèces ou sous une forme analogue que les prisonniers de guerre pourront avoir sur eux. Tout excédent légitimement en leur possession, retiré ou retenu, sera, de même que tout dépôt d'argent effectué par eux, porté à leur compte et ne pourra être converti en une autre monnaie sans leur assentiment.

Quand les prisonniers de guerre seront autorisés à faire des achats ou à recevoir des services, contre paiements en espèces à l'extérieur du camp, ces paiements seront effectués par les prisonniers eux-mêmes ou par l'administration du camp, qui portera ces paiements au débit du compte des prisonniers intéressés. La Puissance détentrice édictera les dispositions nécessaires à ce sujet.

Article 59.

Les sommes en monnaie de la Puissance détentrice retirées aux prisonniers de guerre, conformément à l'article 18, au moment où ils sont faits prisonniers, seront portées au crédit du compte de chacun d'eux, conformément aux dispositions de l'article 64 de la présente section.

Seront également portées au crédit de ce compte les sommes en monnaie de la Puissance détentrice qui proviennent de la conversion des sommes en d'autres monnaies, retirées aux prisonniers de guerre à ce même moment.

Article 60.

La Puissance détentrice versera à tous les prisonniers de guerre une avance de solde mensuelle, dont le montant sera fixé par la conversion dans la monnaie de ladite Puissance des sommes suivantes:

Catégorie I: prisonniers de grade inférieur à sergent: huit francs suisses;

Catégorie II. sergents et autres sous-officiers ou prisonniers de grade équivalent: douze francs suisses;

Catégorie III: officiers jusqu'au grade de capitaine ou prisonniers de grade équivalent: cinquante francs suisses;

Catégorie IV: commandants ou majors, lieutenants-colonels, colonels ou prisonniers de grade équivalent: soixante francs suisses;

Catégorie V: officiers généraux ou prisonniers de grade équivalent: soixante-quinze francs suisses.

Toutefois, les Parties au conflit intéressées pourront modifier par accords spéciaux le montant des avances de solde dû aux prisonniers de guerre des différentes catégories énumérées ci-dessus.

En outre, si les montants prévus au premier alinéa ci-dessus étaient trop élevés comparés à la solde payée aux membres des forces armées de la Puissance détentrice ou si pour toute autre raison, ils devaient causer un embarras sérieux à cette Puissance, celle-ci, en attendant la conclusion d'un accord spécial avec la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre en vue de modifier ces montants:

a) continuera de créditer les comptes des prisonniers de guerre des montants indiqués au premier alinéa;

b) pourra temporairement limiter à des sommes qui sont raisonnables les montants, prélevés sur les avances de solde, qu'elle mettra à la disposition des prisonniers de guerre pour leur usage; toutefois, pour les prisonniers de la catégorie I, ces sommes ne seront jamais inférieures à celles que verse la Puissance détentrice aux membres de ses propres forces armées.

Les raisons d'une telle limitation seront communiquées sans délai à la Puissance protectrice.

Article 61.

La Puissance détentrice acceptera les envois d'argent que la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre leur fera parvenir à titre de supplément de solde, à condition que les montants soient les mêmes pour chaque prisonnier de la même catégorie, qu'ils soient versés à tous les prisonniers de cette catégorie dépendant de cette Puissance, et qu'ils soient portés, dès que possible, au crédit des comptes individuels des prisonniers, conformément aux dispositions de l'article 64. Ces suppléments de solde ne dispenseront la Puissance détentrice d'aucune des obligations qui lui incombent aux termes de la présente Convention.

Article 62.

Les prisonniers de guerre recevront, directement des autorités détentrices, une indemnité de travail équitable, dont le taux sera fixé par ces autorités, mais qui ne pourra jamais être inférieure à un quart de franc suisse par journée entière de travail. La Puissance détentrice fera connaître aux prisonniers ainsi qu'à la Puissance dont ils dépendent, par l'entremise de la Puissance protectrice, le taux des indemnités de travail journalières qu'elle aura fixée.

Une indemnité de travail sera également versée par les autorités détentrices aux prisonniers de guerre affectés d'une manière permanente à des fonctions ou à un travail artisanal en rapport avec l'administration, l'aménagement intérieur ou l'entretien des camps, ainsi qu'aux prisonniers requis d'exercer des fonctions spirituelles ou médicales au profit de leurs camarades.

L'indemnité de travail de l'homme de confiance, de ses auxiliaires et, éventuellement, de ses conseillers sera prélevée sur le fonds alimenté par les bénéfices de cantine: le taux en sera fixé par l'homme de confiance et approuvé par le commandant du camp. Si ce fonds n' lexiste pas, les autorités détentrices verseront à ces prisonniers une indemnité de travail équitable.

Article 63.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir les envois d'argent qui leur seront adressés individuellement ou collectivement.

Chaque prisonnier de guerre disposera du solde créditeur de son compte, tel qu'il est prévu à l'article suivant, dans les limites fixées par la Puissance détentrice, qui effectuera les paiements demandés. Sous réserve des restrictions financières ou monétaires qu' elle estime essentielles, les prisonniers de guerre seront autorisés à effectuer des paiements à l'étranger. Dans ce cas, la Puissance détentrice favorisera spécialement les paiements que les prisonniers adressent aux personnes qui sont à leur charge.

En tout état de cause, les prisonniers de guerre pourront, si la Puissance dont ils dépendent y consent, faire exécuter des paiements dans leur propre pays selon la procédure suivante: la Puissance détentrice fera parvenir à ladite Puissance, par l'entremise de la Puissance protectrice, un avis qui comprendra toutes indications utiles sur l'auteur et le bénéficiaire du paiement ainsi que le montant de la somme à payer, exprimé en monnaie de la Puissance détentrice; cet avis sera signé par le prisonnier intéressé et contresigné par le commandant du camp. La Puissance détentrice débitera le compte du prisonnier de ce montant; les sonmmes ainsi débitées seront portées par elle au crédit de la Puissance dont dépendent les prisonniers.

Pour appliquer les prescriptions qui précèdent, la Puissance détentrice pourra utilement consulter le réglement-type figurant dans l'annexe V de la présente Convention.

Article 64.

La Puissance détentrice tiendra pour chaque prison-

nier de guerre un compte qui contiendra au moins les indications suivantes :

1. les montants dus au prisonnier ou reçus par lui à titre d'avance de solde, d'indemnité de travail ou à tout autre titre ; les sommes, en monnaie de la Puissance détentrice, retirées au prisonnier ; les sommes retirées au prisonnier et converties, sur sa demande, en monnaie de ladite Puissance ;

2. les sommes remises au prisionnier en espèces ou sous une forme analogue ; les paiements faits pour son compte et à sa demande ; les sommes transférées selon le troisième alinéa de l'article préeédent.

Article 65.

Toute écriture passée au compte d'un prisonnier de guerre sera contresignée ou paraphée par lui ou par l'homme de confiance agissant en son nom.

Les prisonniers de guerre recevront en tout temps des facilités raisonnables pour consulter leur compte et en recevoir une copie ; le compte pourra être vérifié également par les représentants de la Puissance protectrice lors des visites de camp.

Lors du transfert des prisonniers de guerre d'un camp dans un autre, leur compte personnel les suivra. En cas de transfert d'une Puissance détentrice à une autre, les sommes leur appartenant qui ne sont pas dans la monnaie de la Puissance détentrice les suivront ; une attestation leur sera délivrée pour toutes les autres sommes qui resteraient au crédit de leur compte.

Les Parties au conflit intéressées pourront s'entendre pour se communiquer, par l'entremise de la Puissance protectrice et à des intervallees determinés les relevés des comptes des prisonniers de guerre.

Article 66.

Lorsque la captivité du prisonnier de guerre prendra fin, par libération ou rapatriement, la Puissance détentrice lui délivrera une déclaration signée par un officier compétent et attestant le solde créditeur qui lui est dû à la fin de sa captivité. D'autre part, la Puissance détentrice fera parvenir à la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre, par l'entremise de la Puissance protectrice, des listes donnant toutes les indications sur les prisonniers dont la captivité a pris fin par rapatriement, libération, évasion, décès ou toute autre manière, et attestant notamment les soldes créditeurs de leurs comptes. Chaque feuille de ces listes sera authentifiée par un représentant autorisé de la Puissance détentrice.

Les Puissances intéressées pourront, par accord spécial, modifier tout ou partie des dispositions prévues ci-dessus.

La Puissance dont le prisonnier de guerre dépend sera responsable du soin de règler avec lui le solde créditeur lui restant dû par la Puissance détentrice à la fin de sa captivité.

Article 67.

Les avances de solde versées aux prisonniers de guerre conformément à l'article 60 seront considérées comme faites au nom de la Puissance dont ils dépendent; ces avances de solde, ainsi que tous les paiements exécutés par ladite Puissance en vertu de l'article 63, troisième alinéa, et de l'article 68, feront l'objet d'arrangements entre les Puissances intéressées, à la fin des hostilités.

Article 68.

Toute demande d'indemnité faite par un prisonnier de guerre en raison d'un accident ou d'une autre invalidité résultant du travail sera communiquée à la Puissance dont il dépend par l'entremise de la Puissance protectrice. Conformément aux dispositions de l'article 54, la Puissance détentrice remettra dans tous les cas au prisonnier de guerre une déclaration attestant la nature de la blessure ou de l'invalidité, les circonstances dans lesquelles elle s'est produite et les renseignements relatifs aux soins médicaux ou hospitaliers qui lui ont été donnés. Cette déclaration sera signée par un officier responsable de la Puissance détentrice et les renseignements d'ordre médical seront certifiés conformes par un médecin du Service de santé.

La Puissance détentrice communiquera également à la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre toute demande d'indemnité présentée par un prisonnier au sujet des effets personnels, sommes ou objets de valeur, qui lui ont été retirés aux termes de l'article 18 et qui ne lui ont pas été restitués lors de son rapatriement, de même que toute demande d'indemnité relative à une perte que le prisonnier attribue à la faute de la Puissance détentrice ou d'un de ses agents. En revanche, la Puissance détentrice remplacera à ses frais les effets personnels dont le prisonnier aurait besoin durant sa captivité. Dans tous les cas, la Puissance détentrice remettra au prisonnier une déclaration signée par un officier responsable et donnant toutes les informations utiles sur les raisons pour lesquelles ces effets, sommes ou objets de valeur ne lui ont pas été restitués. Une duplicata de cette déclaration sera adressé à la Puissance dont dépend le prisonnier par l'entremise de l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123.

SECTION V.

Relations des prisonniers de guerre avec l'extérieur.

Article 69.

Dès qu'elle aura en son pouvoir des prisonniers de guerre, la Puissance détentrice portera à leur connaissance ainsi qu'à celle de la Puissance dont ils dépendent par l'entremise de la Puissance protectrice, les mesures prévues pour l'exécution des dispositions de la présente section; elle notifiera de même toute modification apportée à ces mesures.

Article 70.

Chaque prisonnier de guerre sera mis en mesure, dès qu'il aura été fait prisonnier ou, au plus tard, une semaine après son arrivée dans un camp, même s'il s'agit d'un camp de transit,et de même en cas de maladie ou de transfert dans un lazaret ou dans un autre camp, d'adresser directement à sa famille, d'une part, et à l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, d'autre part, une carte établie si possible selon le modèle annexé à la présente Convention, les informant de sa captivité, de son adresse et de son état de santé. Lesdites cartes seront transmises avec toute la rapidité possible et en pourront être retardées d'aucune manière.

Article 71.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à expédier ainsi qu'à recevoir des lettres et des cartes. Si la Puissance détentrice estime nécessaire de limiter cette correspondance, elle devra au moins autoriser l'envoi de deux lettres et quatre cartes par mois, établies autant que possible selon les modèles annexés à la présente Convention (et ceci sans compter les cartes prévues à l'article 70). D'autres limitations ne pourront être imposées que si la Puissance protectrice a tout lieu de les estimer dans l'intérêt des prisonniers eux-mêmes,

vu les difficultés que la Puissance détentrice rencontre dans le recrutement d'un nombre suffisant de traducteurs qualifiés pour effectuer la censure nécessaire. Si la correspondance adressée aux prisonniers doit être restreinte, cette décision ne pourra être prise que par la Puissance dont ils dépendent, éventuellement à la demande de la Puissance détentrice. Ces lettres et cartes devront être acheminées par les moyens les plus rapides dont dispose la Puissance détentrice; elles ne pourront être retardées ni retenues pour des raisons de discipline.

Les prisonniers de guerre qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par la voie ordinaire, de même que ceux qui sont séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes dont les taxes seront passées au débit de leur compte auprès de la Puissance détentrice ou payées avec l'argent dont ils disposent. Les prisonniers bénéficieront également d'une telle mesure en cas d'urgence.

En règle générale, la correspondance des prisonniers sera rédigée dans leur langue maternelle. Les Parties au conflit pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

Les sacs contenant le courrier des prisonniers seront soigneusement scellés, étiquetés de façon à indiquer clairement leur contenu et adressés aux bureaux de poste de destination.

Article 72.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à recevoir par voie postale ou par tout autre moyen des envois individuels ou collectifs contenant notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des médicaments et des articles destines à satisfaire à leurs besoins en matière de religion, d'études ou de loisirs, y compris des livres, des objets de culte, du matériel scientifique, des formules d'examen, des instruments de musique, des accessoires de sport et du matériel permettant aux prisonniers de poursuivre leurs études ou d'exercer une activité artistique.

Ces envois ne pourront en aucune façon libérer la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Les seules restrictions qui pourront être apportées à ces envois seront celles qui seront proposées par la Puissance protectrice, dans l'intérêt des prisonniers de guerre eux-mêmes, ou, en ce qui concerne leurs envois respectifs seulement, en raison de l'encombrement exceptionnel des moyens de transport et de communication, par le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux prisonniers de guerre.

Les modalités relatives à l'expédition des envois individuels ou collectifs feront l'objet, s'il y a lieu, d'accords speciaux entre les Puissances intéressées, qui ne pourront en aucun cas retarder la distribution des envois de secours aux prisonniers de guerre. Les envois de vivres ou de vêtements ne contiendront pas de livres ; les secours médicaux seront, en général, envoyés dans des colis collectifs.

Article 73.

A défaut d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées sur les modalités relatives à la réception ainsi qu'à la distribution des envois de secours collectifs, le règlement concernant les secours collectifs annexé à la présente Convention sera appliqué.

Les accords spéciaux prévus ci-dessus ne pourront en aucun cas restreindre le droit des hommes de confiance de prendre possession des envois de secours collectifs destinés aux prisonniers de guerre, de procéder à leur distribution et d'en disposer dans l'intérêt des prisonniers.

Ces accords ne pourront pas non plus restreindre le droit qu'auront les réprésentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux prisonniers qui serait chargé de transmettre ces envois collectifs, d'en contrôler la distribution à leur destinataires.

Article 74.

Tous les envois de secours destinés aux prisonniers de guerre seront exempts de tous droits d'entrée, de douane et autres.

La correspondance, les envois de secours et les envois autorisés, d'argent adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux, par voie postale, soit directement, soit par l'entremise des Bureaux de renseignements prévus à l'article 122 et de l'Agence centrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, seront exonérés de toutes taxes postales, aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires.

Les frais de transport des envois de secours destinés aux prisonniers de guerre, qui, en raison de leurs poids ou pour tout autre motif, ne peuvent pas leur être transmis par voie postale, seront à la charge de la Puissance détentrice dans tous les territoires placés sous son contrôle. Les autres Puissances parties à la Convention supporteront les fais de trasport dans leurs territoires respectifs.

En l'absence d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, les frais résultant du trasport de ces envois, qui ne seraient pas couverts par les franchises prévues ci-dessus, seront à la charge de l'expéditeur.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les taxes télégraphiques pour les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre ou qui leur sont adressés.

Article 75.

Au cas où les opérations militaires empêcheraient les Puissances intéressées de remplir l'obligation qui leur incombe d'assuser le transport des envois prévus aux articles 70, 71, 72 et 77, les Puissances protectrices intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme agréé par les Parties au conflit, pourront entreprendre d'assurer le transport de ces envois avec les moyens adéquats (wagons, camions, bateaux ou avions, etc.). A cet effet, les Hautes Parties contractantes s'efforceront de leur procurer ces moyens de transport et d'un autoriser la circulation, notamment en accordant les saufconduits nécessaires.

Ces moyens de transports pourrontê tre également utilisés pour acheminer :

a) la correspondance, les listes et les rapports échangés entre l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 123, et les Bureaux nationaux prévus à l' article 122 ;

b) la correspondance et les rapports concernant les prisonniers de guerre que les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux prisonniers échangent soit avec leurs propres délégués, soit avec les Parties au conflit.

Les présentes dispositions ne restreignent en rien le droit de toute Partie au conflit d'organiser, si elle le préfère, d'autres transports et de délivrer des saufconduits aux conditions qui pourront être convenues.

En l'absence d'accords spéciaux, les frais occasionnés par l'emploi de ces moyens de transport seront supportés proportionnellement par les Parties au conflit dont les ressortissants bénéficient de ces services.

Article 76.

La censure de la correspondance adressée aux prisonniers de guerre ou expédiée par eux devra être faite dans le plus bref délai possible. Elle ne pourra être effectuée que par les Etats expéditeur et destinataire, et une seule fois par chacun d'eux.

Le contrôle des envois destinés aux prisonniers de guerre ne devra pas s'effectuer dans des conditions telles qu'il compromette la conservation des dentrées qu'ils contiennent et il se fera, à moins qu'il ne s'agisse d'un écrit ou d'un imprimé, en présence du destinataire ou d'un camarade dûment mandaté par lui. La remise des envois individuels ou collectifs aux prisonniers ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

Toute interdiction de correspondance édictée par les Parties au conflit, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourra être que temporaire et d'une durée aussi brève que possible.

Article 77.

Les Puissance détentrices assureront toutes facilités pour la transmission, par l'entremise de la Puissance protectrice ou de l'Agence centtrale des prisonniers de guerre prévue à l'article 123, des actes, pièces et documents, destinés aux prisonniers de guerre ou qui émanent d'eux, en particulier des procurations ou des testaments.

Dans tous les cas, les Puissances détentrices faciliteront aux prisonniers de guerre l'établissement de ces documents; elles les autoriseront en particulier à consulter un juriste et prendront les mesures nécessaires pour faire attester l'authenticité de leur signature.

SECTION VI.

Rapports des prisonniers de guerre avec les autorités.

CHAPITRE I.

Plaintes des prisonniers de guerre en raison du régime de la captivité.

Article 78.

Les prisonniers de guerre auront le droit de présenter aux autorités militaires au pouvoir desquelles ils se trouvent des requêtes concernant le régime de captivité auquel ils sont soumis.

Ils auront également, sans restriction, le droit de s'adresser soit par l'entremise de l'homme de confiance, soit directement s'ils l'estiment nécessaire, aux représentants des Puissances protectrices, pour leur indiquer les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de la captivité.

Ces requêtes et plaintes ne seront pas limitées ni considérées comme faisant partie du contingent de correspondance mentionné à l'article 71. Elles devront être transmises d'urgence. Elles ne pourront donner lieu à aucune punition, même si elles sont reconnues non fondées.

Les hommes de confiance pourront envoyer aux représentants des Puissances protectrices des raports périodiques sur la situation dans les camps et les besoins des prisonniers de guerre.

CHAPITRE II.

Représentants des prisonniers de guerre.

Article 79.

Dans tous les lieux où se trouvent des prisonniers de guerre, à l'exception de ceux où se trouvent des officiers, les prisonniers éliront librement et au scrutin secret, tous les six mois, et de même en cas de vacance, des hommes de confiance chargés de les représenter auprès des autorités militaires, des Puissances protectrices, du Comité international de la Croix-Rouge et de tout autre organisme qui leur viendrait en aide. Ces hommes de confiance seront rééligibles.

Dans les camps d'officiers et assimilés ou dans les camps mixtes, l'officier prisonnier de guerre le plus ancien dans le grade le plus élevé sera reconnu comme l'homme de confiance. Dans les camps d'officiers, il sera assisté d'un ou de plusieurs conseillers choisis par les officiers; dans les camps mixtes, ses assistants seront choisis parmi les prisonniers de guerre autres que les officiers et élus par eux.

Dans les camps de travail pour prisonniers de guerre, des officiers prisonniers de guerre de même nationalité seront placés afin de remplir les fonctions administratives du camp incombant aux prisonniers de guerre. En outre, ces officiers pourront être élus aux postes d'hommes de confiance conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article. Dans ce cas, les assistants de l'homme de confiance seront choisis parmi les prisonniers de guerre autres que des officiers.

Tout homme de confiance élu devra être agréé par la Puissance détentrice avant de pouvoir entrer en fonction. Si la Puissance détentrice refuse d'agréer un prisonnier de guerre élu par ses compagnons de captivité, elle devra donner à la Puissance protectrice les raisons de son refus.

Dans tous les cas, l'homme de confiance sera de même nationalité, langue et coutumes que les prisonniers de guerre qu'il représente. Ainsi, les prisonniers de guerre répartis dans des sections différentes d'un camp selon leur nationalité, langue ou coutumes, auront, pour chaque section, leur propre homme de confiance, conformément aux dispositions des alinéas précédents.

Article 80.

Les hommes de confiance devront contribuer au bien-être physique, moral et intellectuel des prisonniers de guerre.

En particulier, si les prisonniers décidaient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des hommes de confiance, indépendamment des tâches spéciales qui leur sont confiées par d'autres dispositions de la présente Convention.

Les hommes de confiance ne seront pas responsables, du seul fait de leurs fonctions, des infractions commises par les prisonniers de guerre.

Article 81.

Les hommes de confiance ne seront astreints à aucun autre travail, si l'accomplissement de leur fonction devait en être rendue plus difficile.

Les hommes de confiance pourront désigner parmi les prisonniers les assistants qui leur sont nécessaires. Toutes facilités matérielles leur seront accordées et notamment certaines libertés de mouvement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (visites de détachements de travail, réception des envois de secours,etc)

Les hommes de confiance seront autorisés à visiter les locaux où sont internés les prisonniers de guerre et ceux-ci auront le droit de consulter librement leur homme de confiance.

Toutes facilités seront également accordées aux hommes de confiance pour leur correspondance postale et télégraphique avec les autorités détentrices, avec les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge et leurs délégués, avec les Commissions médicales mixtes, ainsi qu'avec les organismes qui viendraient en aide aux prisonniers de guerre. Les hommes de confiance des détachements de travail jouiront des mêmes facilités pour leur correspondance avec l'homme de confiance du camp principal. Ces correspondances ne seront pas limitées ni considérées comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 71.

Aucun homme de confiance ne pourra être transféré sans que le temps raisonnablement nécessaire lui ait été laissé pour mettre son successeur au courant des affaires en cours.

En cas de destitution, les motifs de cette décision seront communiqués à la Puissance protectrice.

CHAPITRE III.

Sanctions pénales et disciplinaires.

I. Dispositions générales.

Article 82.

Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres généraux en vigueur dans les forces armées de la Puissance détentrice. Celle-ci sera autorisée à prendre des mesures judiciaires ou disciplinaires à l'égard de tout prisonniers de guerre ayant commis une infraction à ces lois, règlements ou ordres généraux. Cependant, aucune poursuite ou sanction contraire aux dispositions du présent chapitre ne seront autorisées.

Si des lois, règlements ou ordres généraux de la Puissance détentrice déclarent punissables des actes commis par un prisonnier de guerre alors que ses actes ne le sont pas quand ils sont commis par un membre des forces armées de la Puissance détentrice, ils ne pourront comporter que des sanctions disciplinaires.

Article 83.

Lorsqu'il s'agrira de savoir si une infraction commise par un prisonnier de guerre doit être punie disciplinai rement ou judiciairement, la Puissance détentrice veillera à ce que les autorités compétentes usent de la plus grande indulgence dans l'appréciation de la question et recourent à des mesures disciplinaires plutôt qu'à des poursuites judiciaires, chaque fois que cela sera possible.

Article 84.

Seuls les tribunaux militaires pourront juger un prisonnier de guerre, à moins que la législation de la Puis sance détentrice n'autorise expressément des tribunaux civils à juger un membre des forces armées de cette Puissance pour la même infraction que celle pour laquelle le prisonnier de guerre est poursuivi.

En aucun cas, un prisonnier de guerre ne sera traduit devant quelque tribunal que ce soit qui n'offrirait pas les garanties essentielles d'indépendance est d'impartialité généralement reconnues et, en particulier, dont la procédure ne lui assurerait pas les droits et moyens de la défense prévus à l'article 105.

Article 85.

Les prisonniers de guerre poursuivis en vertu de la législation de la Puissance détentrice pour des actes qu'ils ont commis avant d'avoir été faits prisonniers resteront, même s'ils sont condamnés, au bénéfice de la présente Convention.

Article 86.

Un prisonnier de guerre ne pourra être puni qu'une seule fois en raison du même fait ou du même chef d'accusation.

Article 87.

Les prisonniers de guerre ne pourront être frappés par les autorités militaires et les tribunaux de la Puissance détentrice d'autres peines que celles qui sont prévues pour les mêmes faits à l'egard des membres des forces armées de cette Puissance.

Pour fixer la peine, les tribunaux ou autorités de la Puissance détentrice prendront en considération, dans la plus large mesure possible, le fait que le prévenu n' étant pas un ressortissant de la Puissance détentrice n'est lié à elle par aucun devoir de fidélité et qu'il se trouve en son pouvoir à la suite de circonstances indépendantes de sa propre volonté. Ils auront la faculté d'atténuer librement la peine prévue pour l'infraction reprochée au prisonnier et ne seront pas tenus, à cet effet, d'appliquer le minimum de cette peine.

Sont interdites toute peine collective pour des actes individuels, toute peine corporelle, toute incarcération dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de torture ou de cruauté.

De plus, aucun prisonnier de guerre ne pourra être privé de son grade par la Puissance détentrice, ni empêché d'en porter les insignes.

Article 88.

A grade équivalent, les officiers, sous-officiers ou soldats prisonniers de guerre, subissant une peine disciplinaire ou judiciaire, ne seront pas soumis à un traitement plus sévère que celui prévu, en ce qui concerne la même peine, pour les membres des forces armées de la Puissance détentrice.

Les prisonnières de guerre ne seront pas condamnées à une peine plus sèvère, ou, pendant qu'elles subissent leur peine, traitées plus sèvérement que les femmes appartenant aux forces armées de la Puissance détentrice punies pour une infraction analogue.

En aucun cas, les prisonnières de guerre ne pourront être condamnées à une peine plus sévère, ou, pendant qu'elles subissent leur peine, traitées plus sévèrement qu'un homme membre des forces armées de la Puissance détentrice, puni pour une infraction analogue.

Les prisonniers de guerre ne pourront, après avoir subi des peines disciplinaires ou judiciaires qui leur auront été infligées, être traités différememnt des autres prisonniers.

II. Sanctions disciplinaires

Article 89.

Les peines disciplinaires applicables aux prisonniers de guerre seront :

1. l'amende jusqu'à concurrence de 50 pour cent de l'avance de solde et de l'indemnité de travail prévues aux articles 60 et 62, et cela, pendant une période qui n'excédera pas trente jours ;

2. la suppression d'avantages accordés en sus du traitement prévu par la preésente Convention ;

3. les corvées n'excédant pas deux heures par jour ;
4. les arrêts.

Toutefois, la peine visée sous chiffre 3 ne pourra pas être appliquée aux officiers.

En aucun cas, les peines disciplinaires ne seront inhumaines, brutales ou dangereuses pour la santé des prisonniers de guerre.

Article 90.

La durée d'une même punition ne dépassera jamais tente jours. En cas de faute disciplinaire les périodes de détention préventive subies avant l'audience ou le prononcé de la peine seront déduites de la peine prononcée.

Le maximum de trente jours prévu ci-dessus ne pourra pas être dépassé, même si un prisonnier de guerre avait à répondre disciplinairement de plusieurs faits au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Il ne s'écoulera pas plus d'un mois entre la décision disciplinaire et son exécution.

Au cas où un prisonnier de guerre serait frappé d' une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera l'exécution de chacune des peines, dés que la durée de l'une d'elles sera de dix jours ou plus.

Article 91.

L'évasion d'un prisonnier de guerre sera considérée comme réussie lorsque :

1. il aura rejoint les forces armées de la Puissance dont il pépend ou celles d'une Puissance alliée ;
2. Il aura quitté le territoire placé sous le pouvoir de la Puissance détentrice ou d'une Puissance alliée à celle-ci.
3. il aura rejoint un navire battant pavillion de la Puissance dont il dépend ou d'une Puissance alliée et qui se trouverait dans les eaux territoriales de la Puissance détentrice, à condition que ce navire ne soit pas placé sous l'autorité de cette dernière.

Les prisonniers de guerre qui, après avoir réussi leur évasion au sens du présent article, seraient de nouveau faits prisonniers, ne seront passibles d'aucune peine pour leur évasion antérieure

Article 92.

Un prisonnier de guerre qui tente de s'évader et qui est repris avant d'avoir réussi son évasion, au sens de l'article 91, ne sera passible pour cet acte, même en cas de récidive, que d'une peine disciplinaire.

Les prisonnier repris sera remis aussitôt que possible aux autorités militaires compétentes.

En dérogation à l'article 88, quatrième alinéa, les prisonniers de guerre punis à la suite d'une évasion non réussie pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, à condition toutefois que ce régime n'affecte pas leur état de santé, qu'il soit subi dans un camp de prisonniers de guerre et qu'il ne comporte la suppression d'aucune des garanties qui leur sont accordées par la présente Convention.

Article 93.

L'évasion, ou la tentative d'évasion, mêmes s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante dans le cas où le prisonnier de guerre serait déféré aux tribunaux pour une infraction commise au cours de l'evasion ou de la tentative d'évasion.

Conformément aux stipulations de l'article 83, les infractions commises par les prisonniers de guerre dans le seul dessein de faciliter leur évasion et qui n' auront comporté aucune violence contre les personnes, qu'il s'agisse d'infractions contre la propriété publique, de vol sans dessein d'enrichissement, de l'établissement et de l'usage de faux papiers, de port d'habits civils, ne donneront lieu qu'à des peines disciplinaires.

Les prisonniers de guerre qui auront coopéré à une évasion ou à une tentative d'évasion ne seront passibles de ce chef que d'une peine disciplinaire.

Article 94.

Si un prisonnier de guerre évadé est repris, notification en sera faite, selon les modalités prévues à l' article 122, à la Puissance dont il dépend, pour autant que son évasion aura été notifiée.

Article 95.

Les prisonniers de guerre prévenus de fautes disciplinaires ne seront pas maintenus en détention préventive dans l'attente de la décision, à moins que la même mesure ne soit applicable aux membres des forces armées de la Puissance détentrice pour des infractions analogues ou que les intêrêts supérieurs du maintien de l'ordre et de la discipline dans le camp ne l'exigent.

Pour tous les prisonniers de guerre, la détention préventive en cas de fautes disciplinaires sera réduite au strict minimum et n'excédera pas quatorze jours.

Les dispositions des articles 97 et 98 du présent chapitre s'appliqueront aux prisonniers de guerre en détention préventive pour fautes disciplinaires.

Article 96.

Les faits constituant une faute contre la discipline feront l'objet d'une enquête immédiate.

Sans préjudice de la compétence des tribunaux et des autorités militaires supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par un officier muni de pouvoirs disciplinaires en sa qualité de commandant de camp, ou par un officier responsable qui le remplace ou à qui il a délégué ses pouvoirs disciplinaires.

En aucun cas, ces pouvoirs ne pourront être délégués à un prisonnier de guerre ni exercés par un prisonnier de guerre.

Avant tout prononcé d'une peine disciplinaire, le prisonnier de guerre inculpé sera informé avec précision des faits qui lui sont reprochés. Il sera mis à même d'expliquer sa conduite et de se défendre. Il sera autorisé à faire entendre des témoins et à recourir, si nécessaire, aux offices d'un interprète qualifié. La décision sera annoncée au prisonnier de guerre et à l'homme de confiance.

Le commandant du camp devra tenir un registre des peines disciplinaires prononcées; ce registre sera tenu à la disposition des représentants de la Puissance protectrice.

Article 97.

Les prisonniers de guerre ne seront en aucun cas transférés dans des établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Tous les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène prévues à l'article 25. Les prisonniers de guerre punis seront mis à même de se tenir en état de propreté, selon les dispositions de l'article 29.

Les officiers et assimilés ne seront pas détenus dans les mêmes locaux que les sous-officiers ou hommes de troupe.

Les prisonnières de guerre subissant une peine disciplinaire seront détenues dans des locaux distincts

de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes.

Article 98.

Les prisonniers de guerre détenus à la suite d'une peine disciplinaire continueront à bénéficier des dispositions de la présente Convention, sauf dans la mesure où leur détention même les rend inapplicables. Toutefois, le bénéfice des articles 78 et 126 ne pourra en aucun cas leur être retiré.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement ne pourront être privés des prérogatives attachées à leur grade.

Les prisonniers de guerre punis disciplinairement auront la faculté de prendre chaque jour de l'exercice et d'être en plein air pendant au moins deux heures.

Ils seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne; ils recevront les soins que nécessite leur état de santé et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du camp ou sur un hôpital.

Ils seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres. En revanche, les colis et les envois d'argent pourront ne leur être délivrés qu' à l'expiration de la peine; ils seront confiés, en attendant, à l'homme de confiance, qui remettra à l'infirmerie les denrées périssables se trouvant dans ces colis.

III. Poursuites judiciaires

Article 99.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être poursuivi ou condamné pour un acte qui n'est pas expressément réprimé par la législation de la Puissance détentrice ou par le droit international qui sont en vigueur au jour où cet acte a été commis.

Aucune pression morale ou physique ne pourra être exercée sur un prisonnier de guerre pour l'amener à se reconnaître coupable du fait dont il est accusé.

Aucun prisonnier de guerre ne pourra être condamné sans avoir eu la possibilité de se défendre et sans avoir été assisté par un défenseur qualifié.

Article 100.

Les prisonniers de guerre et les Puissances protectrices seront informés aussitôt que possible des infractions passibles de la peine de mort en vertu de la législation de la Puissance détentrice.

Par la suite, aucune infraction ne pourra être rendue passible de la peine de mort sans l'accord de la Puissance dont dépendent les prisonniers.

La peine de mort ne pourra être prononcée contre un prisonnier que si l'attention du tribunal, conformément à l'article 87, deuxième alinéa, été spécialement appelée sur le fait que le prévenu, n'étant pas un ressortissant de la Puissance détentrice n'est lié á elle par aucun de voir de fidélité et qu'il se trouve en son pouvoir à la suite de circonstances indépendantes de sa propre volonté.

Article 101.

Si la peine de mort est prononcée contre un prisonnier de guerre, le jugement ne sera pas exécuté avant l'expiration d'un délai d'au moins six mois à partir du moment où la communication détaillée prévue à l'article 107 sera parvenue à la Puissance protectrice à l'adresse indiquée.

Article 102.

Un jugement ne pourra être valablement rendu contre un prisonnier de guerre que s'il a été prononcé par les mêmes tribunaux et suivant la même procédure bu'à l'egard des personnes appartenant aux forces armées dela Puissance détentrice et si, en outre, les dispositions du présent chapitre ont été observées.

Article 103.

Toute instruction judiciaire contre un prisonnier de guerre sera conduite aussi rapidement que le permettront les circonstances et de telle façon que le procès ait lieu le plus tôt possible. Aucun prisonnier de guerre ne sera maintenu en détention préventive, à moins que la même mesure ne soit applicable aux membres des forces armées de la Puissance détentrice pour des infractions analogues, ou que l'intérêt de la sécurité nationale ne l'exige.Cette détention préventive ne durera en aucun cas plus de trois mois.

La durée de la détention préventive d'un prisonnier de guerre sera déduite de celle de la peine privative de liberté à laquelle il aura été condamné ; il en sera d'ailleurs tenu compte au moment de fixer la peine

Durant leur détention préventive, les prisonniers de guerre continueront de bénéficier des dispositions des articles 97 et 98 du présent chapitre.

Article 104.

Dans tous les cas où la Puissance détentrice aura décidé d'entamer des poursuites judiciaires contre un prisonnier de guerre, elle en avisera la Puissance protectrice aussitôt que possible et au moins trois semaines avant l'ouverture des débats. Ce délai de trois semaines ne courra qu'à partir du moment où cet avis sera parvenu à la Puissance protectrice, à l'adresse préalablement indiquée par cette dernière à la Puissance détentrice.

Cet avis contiendra les indications suivantes :

1. les nom et prénoms du prisonnier de guerre, son grade, son numéro matricule, sa date de naissance, et, s'il y a lieu, sa profession ;

2. le lieu d'internement ou de détention ;

3. la spécification du ou des chefs d'accusation, avec la mention des dispositions légales applicables ;

4. l'indication du tribunal qui jugera l'affaire ainsi que celle de la date et du lieu prévus pour l'ouverture des débats.

La même communication sera faite par la Puissance détentrice à l'homme de confiance du prisonnier de guerre.

Si, à l'ouverture des débats, la preuve n'est pas apportée que la Puissance protectrice, le prisonnier de guerre et l'homme de confiance intéressé ont reçu l' avis mentionné ci–dessus au moins trois semaines avant l'ouverture des débats, ceux–ci ne pourront avoir lieu et seront ajournés.

Article 105.

Le prisonnier de guerre aura le droit d'être assisté par un de ses camarades prisonniers, d'être défendu par un avocat qualifié de son choix, de faire citer des témoins et de recourir, s'il estime nécessaire, aux offices d'un interprète compétent. Il sera avisé de ces droits en temps utile, avant les débats, par la Puissance détentrice.

Si le prisonnier de guerre n'a pas choisi de défenseur, la Puissance protectrice lui en procurera un ; elle disposera d'au moins une semaine à cet effet. A la demande de la Puissance protectrice, la Puissance détentrice lui remettra une liste de personnes qualifiées pour assurer la défense. Au cas où ni le prisonnier de guerre ni la Puissance protectrice n'aurait fait choix d'un défenseur, la Puissance détentrice désignera d'office un avocat qualifié pour défendre le prévenu.

Pour préparer la défense du prévenu, le défenseur disposera d'un délai de deux semaines au moins avant

l'ouverture des débats, ainsi que des facilités nécessaires; il pourra notamment rendre librement visite au prévenu et s'entretenir sans témoins avec lui. Il pourra s'entretenir avec tous les témoins à décharge, y compris des prisonniers de guerre. Il bénéficiera de ces facilités jusqu'à l'expiration des délais de recours.

Le prisonnier de guerre prévenu recevra, assez tôt avant l'ouverture des débats, communication, dans une langue qu'il comprenne, de l'acte d'accusation ainsi que des actes qui sont, en général, communiqués au prévenu en vertu des lois en vigueur dans les armées de la Puissance détentrice. La même communication devra être faite dans les mêmes conditions à son défenseur.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister aux débats sauf si ceux-ci devaient, exceptionnellement, avoir lieu à huis-clos dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat dans ce cas la Puissance détentrice en avisera la Puissance protectrice.

Article 106.

Tout prisonnier de guerre aura le droit, dans les mêmes conditions que les membres des forces armées de la Puissance détentrice, de recourir en appel, en cassation ou en revision, contre tout jugement rendu à son endront. Il sera pleinement informé de ses droits de recours ainsi que des délais requis pour les exercer.

Article 107.

Tout jugement rendu à l'égard d'un prisonnier de guerre sera immédiatement porté à la connaissance de la Puissance protectrice, sous forme d'une communication sommaire, indiquant également si le prisonnier a le droit de recourir en appel, en cassation ou en revision. Cette communication sera faite aussi à l'homme de confiance intéressé. Elle sera faite également au prisonnier de guerre et dans une langue qu'il comprenne, si le jugement n'a pas été prononcé en sa présence. De plus, la Puissance détentrice communiquera immédiatement à la Puissance protectrice la décision du prisonnier de guerre d'user ou non de ses droits de recours.

En outre, en cas de condamnation devenue définitive et, s'il s'agit de la peine de mort, en cas de condamnation prononcée en première instance, la Puissance détentrice adressera, aussitôt que possible, à la Puissance protectrice, une communication détaillée contenant:

1. le texte exact du jugement;
2. un rapport résumé de l'instruction et des débats, soulignant en particulier les éléments de l'accusation et de la défense;
3. l'indication, le cas échéant, de l'établissement où sera purgée la peine.

Les communications prévues aux alinéas précédents seront faites à la Puissance protectrice à l'adresse qu'elle aura fait connaître au préalable à la Puissance détentrice.

Article 108.

Les peines prononcées contre les prisonniers de guerre en vertu de jugements régulièrement devenus exécutoires seront purgées dans les mêmes établissements et dans les mêmes conditions que pour les membres des forces armées de la Puissance détentrice. Ces conditions seront dans tous les cas conformesa ux exigences de l'hygiène et de l'humanité.

Une prisonniere de guerre contre laquelle une telle peine aura été prononcée sera placée dans des locaux séparés et sera soumise à la surveillance de femmes.

En tous cas, les prisonniers de guerre condamnés à une peine privative de liberté resteront au bénéfice des dispositions des articles 78 et 126 de la présente Convention. En outre, ils seront autorisés à recevoir et à expédier de la correspondance, à recevoir au moins un colis de secours par mois et à prendre régulièrement de l'exercice en plein air; ils recevront les soins médicaux nécessité par leur état de santé ainsi que l'aide spirituelle qu'ils pourraient désirer. Les punitions qui devraient leur être infligées seront conformes aux dispositions de l'article 87, troisième alinéa.

TITRE IV.

Fin de la Captivité

SECTION I.

Rapatrièment direct et hospitalisation en pays neutre

Article 109.

Les Parties au conflit seront tenues, sous réserve du troisième alinéa du présent article, de renvoyer dans leur pays, sans égard au nombre ni au grade et après les avoir mis en état d'être transportés, les prisonniers de guerre grands malades et grands blessés, conformément au premier alinéa de l'article suivant.

Pendant la durée des hostilités, les Parties au conflit s'efforceront, avec le concours des Puissances neutres intéressées, d'organiser l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers blessés ou malades visés par le deuxième alinéa de l'article suivant ; elles pourront, en outre, conclure des accords en vue du rapatriement direct ou de l'internement en pays neutre desp risonniers valides ayant subi une longue captivité.

Aucun prisonnier de guerre blessé ou malade prévu pour le rapatriement aux termes du premier alinéa du présent article ne pourra être rapatrié contre sa volonté pendant les hostilités.

Article 110.

Seront rapatriés directement :

1. les blessés et les malades incurables, dont l' aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable ;
2. les blessés et les malades qui, d'après les prévisions médicales, ne sont pas susceptibles de guérison dans l'espace d'une année, dont l'état exige un traitement et dont l'aptitude intellectuelle ou physique parait avoir subi une diminution considérable ;
3. les blessés et les malades guéris dont l'aptitude intellectuelle ou physique paraît avoir subi une diminution considérable et permanente.

Pourront être hospitalisés en pays neutre. :

1. les blessés et les malades dont la guérision peut être envisagée dans l'année qui suit la date de la blessure ou le début de la maladie, si un traitement en pays neutre laisse prévoir une guérison plus certaine et plus rapide ;
2. les prisonniers de guerre dont la santé intellectuelle ou physique est, selon les prévisions médicales, menancée sérieusement par le mainten en captivité, mais qu'une hospitalisation en pays neutre pourrait soustraire à cette menance.

Les conditions devront remplir les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre pour être rapatriés seront fixées, de même que leur statut, par accord entre les Puissances intéressées. En général, seront rapatriés les prisonniers de guerre hospitalisés en pays neutre qui appartiennent aux catégories suivantes :

1. ceux dont l'état de santé s'est aggravé de manière à remplir les conditions du rapatriement direct ;

2. ceux dont l'aptitude intellectuelle ou physique demeure, après traitement, considérablement diminuée.

A défaut d'accords spéçiaux passés entre les Parties au conflit intéressées en vue de déterminer les cas d'invalidité ou de maladie entraînant le rapatriement direct ou l'hospitalisation en pays neutre, ces cas seront fixés conformément aux principes contenus dans l'accord-type concernant le rapatriement direct et l'hospitalisation et pays neutre des prisonniers de guerre blessés et malades et dans le règlement concernant les Commissions médicales mixtes annxés à la présente Convention.

Article 111.

La Puissance détentrice, la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre et une Puissance neutre agréée par ces deux Puissances s'efforceront de conclure des accords qui permettront l'internement des prisonniers de guerre sur le territoire de ladite Puissance neutre jusqu'à la cessation des hostilités.

Article 112.

Dès le début du conflit, des Commission médicales mixtes seront désignées en vue d'examiner les prisonniers malades et blessés, et de prendre toutes décisions utiles à leur égard. La désignation, les devoirs et le fonctionnement de ces Commissions seront conformes aux dispositions du règlement annexé â la présente Convention.

Cependant, les prisonniers qui, de l'avis des autorités médicales de la Puissance détentrice, sont manifestement de grands blessés ou de grands malades, pourront être rapatriés sans devoir être examinés par une Commission médicale mixte.

Article 113.

Outre ceux qui auront été désignés par les autorités médicales de la Puissance détentrice, les prisonniers blessés ou malades appartenant aux catégories énumérées ci-après auront la faculté de se présenter à l' examen des Commissions médicales mixtes prévues à l' article précédent :

1. les blesssés et les malades proposés par un médecin compatriote ou ressortissant d'une Puissance partie au conflit alliée à la Puissance dont ils dépendent, exeraçant ses fonctions dans le camp ;

2. les blessés et les malades proposés par leur homme de confliance ;

3. les blessés et les malades qui ont été proposés par la Puissance dont ils dépendent ou par un organisme reconnu par cette Puissance, qui viendrait en aide aux prisonniers.

Les prisonniers de guerre qui n'appartiennent pas à l'une des trois catégories ci-dessus pourront néanmoins se présente à l'examen des Commissions médicales mixtes, mais ne seront examinés qu'après ceux desdites catégories.

Les médecin compatriote des prisonniers de guerre soumis à l'examen de la Commission médicale mixte et leur homme de confiance seront autorisés à assister à cet examen.

Article 114.

Les prisonniers de guerre victimes d'accidents, à l' exception des blessés volontaires, seront mis, en ce qui concerne le rapatriement ou éventuellement l'hospitalisation en pays neutre, au bénéfice des dispositions de la présente Convention.

Article 115.

Aucun prisonnier de guerre frappé d'une peine disciplinaire, qui se trouverait dans les conditions prévues pour le rapatriement ou l'hospitalisation dans un pays neutre, ne pourra être retenu pour la raison qu'il n'a pas subi sa peine.

Les prisonniers de guerre poursuivis ou condamnés judiciairement, qui seraient prévus pour le rapatriement ou l'hospitalisation en pays neutre, pourront bénéficier de ces mesures avant la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine, si la Puissance détentrice y consent.

Les Parties au conflit se communiqueront les noms de ceux qui seront retenus jusqu'à la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine.

Article 116.

Les frais de rapatriement des prisonniers de guerre ou de leur transport dans un pays neutre seront à la charge de la Puissance dont dépendent ces prisonniers à partir de la frontière de la Puissance détentrice.

Article 117.

Aucun rapatrié ne pourra être employé à un service militaire actif.

SECTION II

Libération et rapatriement des prisonniers de guerre à la fin des hostilités

Article 118.

Les prisonniers de guerre seront libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives.

En l'absence de dispositions à cet effet dans une convention passée entre les Parties au conflit pour mettre fin aux hostilités, ou à défaut d'une telle convention, chacune des Puissances détentrices établira elle-même et exécutera sans délai un plan de rapatriement conforme au principe énoncé à l'alinéa précédent.

Dans l'un et l'autre cas, les mesures adoptées seront portées à la connaissance des prisonniers de guerre.

Les frais de rapatriement des prisonniers de guerre seront en tout cas répartis d'une manière équitable entre la Puissance détentrice et la Puissance dont dépendent les prisoniers. A cet effet, les principes suivants seront observés dans cette répartition :

a) lorsque ces deux Puissances sont limitrophes, la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre assumera les frais de leur rapatriement à partir de la frontière de la Puissance détentrice ;

b) lorsque ces deux Puissances ne sont pas limitrophes, la Puissances détentrice assumera les frais de transport des prisonniers de guerre sur son territoire jusqu'à sa frontière ou à son port d'embarquement le plus proche de la Puissance dont ils dépendent. Quant au reste des frais entraînés par le rapatriement, les Parties intéressées se mettront d'accord pour les répartir équitablement entre elles. La conclusion d'un tel accord ne pourra en aucun cas justifier le moindre délai dans le rapatriement des prisonniers de guerre.

Article 119.

Les rapatriements seront effecutés dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par les articles 46 à 48 inclus de la présente Convention pour le transfert des prisonniers de guerre et en tenant compte des dispositions de l'article 118 ainsi que de celles qui suivent.

Lors du rapatriement, les objets de valeur retirés aux prisonniers de guerre, conformément aux dispositions de l'article 18, et les sommes en monnaie étrangère qui n'auraient pas été converties dans la monnaie

de la Puissance détentrice leur seront restitués. Les objets de valeur et les sommes en monnaie étrangère qui, pour quelque raison que – ce soit, n'auraient pas été restitués aux prisonnièrs de guerre lors de leur rapatriement, seront remis au Bureau de renseignements prévu par l'article 122.

Les prisonniers de guerre seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse ; le poids de ces effets pourra être limité, si les circonstances du rapatriement l'exigent, à ce que le prisonnier peut raisonnablement porter ; en tout cas, chaque prisonnier sera autorisé à emporter au moins vingt–cinq kilos.

Les autres effets personnels du prisonnier rapatrié seront gardés par la Puissance détentrice ; celle–ci les lui fera pervenir dès qu'elle aura conclu avec la Puissance dont dépend le prisonnier un accord fixant les modalités de leur transport et le paiement des frais qu'il occasionnera.

Les prisonniers de guerre qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit de droit pénal pourront être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la peine. Il en sera de même de ceux qui sont condamnés pour un crime ou délit de droit pénal.

Les Parties au conflit se communiqueront les noms des prisonniers de guerre qui seront retenus jusqu'à la fin de la procédure ou de l'exécution de la peine.

Les Parties au conflit s'entendront pour instituer des commissions en vue de rechercher les prisonniers dispersés et d'assurer leur rapatriement dans le plus bref délai.

SECTION III

Décés des Prisonniers de guerre

Article 120.

Les testaments des prisonniers de guerre seront établis de manière à satisfaire aux conditions de validité requises par la législation de leur pays d'origine, qui prendra les mesures nécessaires pour porter ces conditions à la connaissance de la Puissance détentrice. A la demande du prisonnier de guerre et en tout cas après sa mort, le testament sera transmis sans délai à la Puissance protectrice et une copie certifiée conforme sera remise à l'Agence centrale de renseignements.

Les certificats de décès, conformes au modèle annexé à la présente Convention, ou des listes, certifiées conformes par un officier responsable, de tous les prisonniers de guerre morts en captivité, seront adressés dans le plus bref délai au Bureau de renseignements des prisonniers de guerre institué conformément à l'article 122. Les renseignements d'identité dont la liste est donnée au troisième alinéa de l'article 17, le lieu et la date du décès, la cause du décès, le lieu et la date de l'inhumation ainsi que tous les renseignements nécessaires pour identifier les tombes devront figurer dans ces certificats ou dans ces listes

L'enterrement ou l'incinération devront être précédés d'un examen médical du corps afin de constater le dècès, de permettre la rédaction d'un rapport et, s'il y a lieu, d'établir l'identité du décédé.

Les autorités détentrices veilleront à ce que les prisonniers de guerre décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient respectées, convenablement entre-tenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. Chaque fois que cela sera possible, les prisonniers de guerre décédés qui dépendaient de la même Puissance seront enterrés au même endroit.

Les prisonniers de guerre décédés seront enterrés individuellement, sauf cas de force majeure qui imposerait une tombe collective. Les corps ne pourront être incinérés que si d'impérieuses raisons d'hygiène ou la religion du décédé l'exigent ou encore s'il en a exprimé le désir. En cas d'incinération, il en sera fait mention avec indication des motifs sur l'acte de décès.

Afin que les tombes puissent toujours être retrouvées, tous les renseignements relatifs aux inhumations et aux tombes devront être enregistrès par un Service des tombes créé par la Puissance détentrice. Les listes des tombes et les renseignementsr eratifs aux prisonniers de guerre inhumés dans les cimetières ou ailleurs seront transmis à la Puissance dont dépendaient ces prisonniers de guerre. Il incombera à la Puissance contrôlant le teirritoire, si elle est partie à la Convention, de prendre soin de ces tombes et d'enregistrer tout transfert ultérieur des corps. Ces dispositions s'appliquent de même aux cendres qui seront conservées par le Service des tombes jusqu'à ce que le pays d'origine fasse connaître les dispositions définitives qu'il désire prendre à ce sujet.

Article 121

Tous décès ou toute blessure grave d'un prisonnier de guerre causés ou suspects d'avoir été çausés par une sentinelle, par un autre prisonnier de guerre ou par toute autre personne, ainsi que tout décès dont la cause est inconnue, seront suivis immédiatement d'une enquête officielle de la Puissance détentrice.

Une communication à ce sujet sera faite immédiatement à la Puissance protectrice. Les dispositions des témoins seront recueillies, notamment celles des prisonniers de guerre; un rapport les contenant sera communiqué à ladite Puissance.

Si l'enquête établit la culpabilité d'une ou de plusieurs personnes, la Puissance détentrice prendra toutes mesures pour la poursuite judiciaire du ou des responsables.

TITRE V·

Bureau de renseignements et sociétés de secours concernant les prisonniers de guerre.

Article 122.

Dès le début d'un conflit et dans tous les cas d'occupation, chacune des Parties au conflit constituera un Bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre se trouvant en son pouvoir; les Puissances neutres ou non belligérantes qui auront reçu sur leur territoire des personnes appartenant à l'une des catégories visées à l'article 4 agiront de même à l'égard de ces personnes. La Puissance intéressée veillera à ce que le Bureau de renseignements dispose des locaux, du matériel et du personnel nécessaires pour qu'il puisse fonctionner de manière efficace. Elle sera libre d'y employer des prisonniers de guerre en respectant les conditions stipulées à la section de la présente Convention concernant le travail des prisonniers de guerre.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Parties au conflit donnera à son Bureau les informations dont il est fait état aux quatrième, cinquième et sixième alinéas du présent article, au sujet de toute personne ennemie appartenant à l'une des catégories visées à l'article 4 et tombées en son pouvoir. Les Puissance neu-

tres ou non belligérantes agiront de même à l'égard des personnes de ces catégories qu'elles auront reçues sur leur territoire.

Le Bureau fera parvenir d'urgence par les moyens les plus rapides ces informations aux Puissances intéressées, par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices, et d'autre part, de l'Agence centrale prévue à l'article 123.

Ces informations devront permettre d'aviser rapidement les familles intéressées. Pour autant qu'elles sont en possession du Bureau de renseignements, ces informations comporteront pour chaque prisonnier de guerre, sous réserve des dispositions de l'article 17, les nom, prénoms, grade, numéro matricule, lieu et date complète de naissance, indication de la Puissance dont il dépend, prénom du père et nom de la mère, nom et adresse de la personne qui doit être informée, ainsi que l'adresse à laquelle la correspondance peut être adressée au prisonnier.

Le Bureau de renseignements recerva des divers services compétents les indications relatives aux mutations, libérations, rapatriements, évasions, hospitalisations, décès, et les transmettra de la mainière prévue au troisième alinéa ci-dessus.

De même, des renseignements sur l'état de santé des prisonniers de guerre malades ou blessés gravement atteints seront transmis régulièrement, et si possible chaque semaine.

Le Bureau de renseignements sera également chargé de répondre à toutes les demandes qui lui seraient adressées concernant les prisonniers de guerre, y compris ceux qui sont morts en captivité; il procédera aux enquêtes nécessaires, afin de ce procurer les renseignements demandés qu'il ne posséderait pas.

Toutes les communications écrites faites par le Bureau seront authentifiées par une signature ou par un sceau.

Le Bureau de renseignements sera, en outre, chargé de recueillir et de transmettre aux Puissances intéressées tous les objets personnels de valeur y compris les sommes en une autre monnaie que celle de la Puissance détentrice et les documents présentant de l'importance pour les proches parents, laissés par les prisonniers de guerre lors de leur rapatriement, libération, évasion ou décès. Ces objets seront envoyés dans des paquets scellés par le Bureau; seront joints à ces paquets des déclarations établissant avec précision l'identité des personnes auxquelles les objets appartenaient, ainsi qu'un inventaire complet du paquet. Les autres effets personnels des prisonniers en question seront renvoyés conformément aux arrangements conclus entre les Parties au conflit intéressées.

Article 123.

Une Agence centrale de renseignements sur les prisonniers de guerre sera créée en pays neutre. LeComité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation d'une telle Agence.

Cette Agence sera chargée de concentrer tous les renseignements intéressant les prisonniers de guerre qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine des prisonniers ou à la Puissance dont ils dépendent. Elle recevra de la part des Parties au conflit toutes facilités pour effectuer ces transmissions.

Les Hautes Parties contractantes, et en particulier celles dont les ressortissants bénéficient des services de l'Agence centrale, sont invitées à forunir à celle-ci l'appui financier dont elle aurait besoin.

Ces dispositions ne devront pas être interprétées comme restreignant l'activité hamanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des sociétés de secours mentionnées à l'article 125.

Article 124.

Les Bureaux nationaux de renseignements et l'Agence centrale de renseignements jouiront de la franchise de port en matière postale, ainsi que de toutes les exemptions prévues à l'article 74 et, dans toute la mesure du possible, de la franchise télégraphique ou, tout au moins, d'importantes réductions de taxes.

Article 125.

Sous réserve des mesures qu'elles estimeraient indispensables pour garantir leur sécurité ou faire face à toute autre nécessité raisonnable, les Puisances détentrices réserveront le meilleur accueil aux organisations religieuses, sociétés de secours ou tout autre organisme qui viendrait en aide aux prisonniers de guerre. Elles leur accorderont toutes facilités nécessaires, ainsi qu'à leurs délégués dûment accrédités, pour visiter les prisonniers, pour leur distribuer des secours, du matériel de toute provenance destiné à des fins religieuses, éducatives, récréatives ou pour les aider à organiser leurs loisirs à l'intérieur des camps. Les sociétés ou organismes précités peuvent soit être constitués sur le territoire de la Puissance détentrice, soit dans un autre pays, soit encore avoir un caractère international.

La Puissance détentrice pourra limiter le nombre des sociétés et organismes dont les délégués seront autorisés à exercer leur activité sur son territoire et sous son contrôle, à condition toutefois qu'une telle limitation n'empêche pas d'apporter une aide efficace et suffisante à tous les prisonniers de guerre.

La situation particuliere du Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine sera en tout temps reconnue et respectée.

Au moment où seront remis à des prisonniers de guerre des secours ou du matériel aux fins ci-dessus indiquées, ou du moins dans un bref délai, des reçus signés par l'homme de confiance de ces prisonniers et se rapportant à chaque envoi seront adressés à la société de secours ou à l'organisme expéditeur. Des reçus concernant ces envois seront remis simultanément par les autorités administratives qui ont la garde des prisonniers.

TITRE VI.

Exécution de la Convention

SECTION I.

Dispositions Générales

Article 126.

Les représentants ou les délégués des Puissances protectrices seront autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent des prisonniers de guerre, notamment dans les lieux d'internement, de détention et de travail; ils auront accès à tous les locaux utilisés par les prisonniers. Ils seront également autorisés à se rendre dans les lieux de départ, de passage ou d'arrivée des prisonniers transférés. Ils pourront s'entretenir sans témoin avec les prisonniers, et en particulier avec leur homme de confiance, par l'entremise d'un interprète si cela est nécessaire.

Toute liberté sera laissée aux représentants et aux délégués des Puissances protectrices quant au choix

des endroits qu'ils désirent visiter; la durée et la fréquence de ces visites ne seront pas limitées. Elles ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire.

La Puissance détentrice et la Puissance dont dépendent les prisonniers de guerre à visiter pourront s'entendre, le cas échéant, pour que des compatriotes de ces prisonniers soient admis à participer aux visites.

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge bénéficieront des mêmes prérogatives. La désignation de ces délégués sera soumise à l'agrément de la Puissance au pouvoir de laquelle se trouvent les prisonniers de guerre à visiter.

Article 127.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorporer l'étude dans les programmes d'instruction militaire et, si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de leurs forces armées et de la population.

Les autorités militaires ou autres qui, en temps de guerre, assumeraient des responsabilités à l'égard des prisonniers de guerre, devront posséder le texte de la Convention et être instruites spécialement de ses dispositions.

Article 128.

Les Hautes Paties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les loi et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l' application.

Article 129.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure légilsative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéqustes à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elles pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la présente Convention.

Article 130.

Les infrcactions graves visées à l'article précédent sont elles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, le fait de contraindre un prisonnier de guerre à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de le priver de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention.

Article 131.

Aucune Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ne exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Aeticle 132.

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

SECTION II

Dispositions finales

Article 113.

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 134.

La présente Convention remplace la Convention du 27 juillet 1929 dans les rapports entre les Hautes Parties contractantes.

Article 135.

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 au de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complétera le chapitre II du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

Article 136.

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949, ainsi que des Puissances non représentées à cette Conférence qui participent à la Convention du 27 juillet 1929.

Article 137.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 138.

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 139.

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 140.

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera les adhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 141.

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des notifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 142.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil fédéral suisse. Celui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération et de rapatriement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 143.

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

En foi de quoi les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le 12 août 1949, en langues français et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse. Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu' aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

Pour l'Afghanistan :
M. OSMAN AMIRI

Pour la République Populaire d'Albanie :
Avec les réserves aux articles 10, 12 et 85 ci-jointes 1.
J. MALO

Pour l'Argentine :
Avec la réserve ci-jointe 2.
GUILLERMO A. SPERONI

Pour l'Australie :
Norman R. MIGHELL
Subject to Ratification 3.

Pour l'Autriche :
Dr. RUD. BLUEHDORN

Pour la Belgique :
MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie: 4
I. KOUTZENIKOV

Pour la Bolivie :
G. MEDEIROS

Pour le Brésil :
General Floriano DE LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :
Avec les réserves ci-jointes 5.
K.B. SVETLOV

Pour le Canada :
MAX H. WERSHOF

Pour Ceylan
V. COOMARASWAMY

Pour le Chili :
F. CISTERNAS ORTIZ

Pour la Chine:
WU NAN-JU

Pour la Colombie :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Pour Cuba :
J. DE LA LUZ LEON

Pour le Danemark :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Pour l'Egypte :
A.K. SAFWAT

Pour l'Equateur :
ALEX GASTELU

Pour l'Espagne :
Avec les réserves ci-jointes 6.
LUIS CALDERON

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
RAYMUND J. YINGLING

Pour l'Ethiopie :
GACHAOU ZELLEKE

Pour la Finlande :
REINHOLD SVENTO

Tour la France :
G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT

Pour la Grèce :
M. PESMAZOGLOU

Pour le Guatemala :
A. DUPONT-WILLEMIN

Pour la République Populaire Hongroise :
Avec les réserves ci-jointes 7.
ANNA KARA

Pour l'Inde :
D.B. DESAI

Pour l'Iran :
A.H. MEYKADEH

Pour la République d'Irlande :
SEAN MAcBRIDE

Pour Israël :
M. KAHANY

Pour la Syrie :
OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI

1. Voir le texte des réserves à la page 78

2. Voir le texte de la réserve à la page 78

3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.

4. Voir le texte des réserves à la page 78

5. Voir le texte des réserves à la page 79

6. Voir le texte des réserves à la page 80

7. Voir le texte des réserves à la page 80

Pour la Tchécoslovaquie :
Avec les réserves ci-jointes 14. TAUBER
Pour la Turquie :
RANA TARHAN
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine: 15.
O. BOGOMOLETZ
Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiqus: 16.
N. SLAVIN
Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. BLANCO
Pour le Vénézuela :
A POSSE DE RIVAS
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie
Avec les réserves ci-jointes 17.
MILAN RISTIC Pour l'Italie :
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI
Avec la réserve ci-jointe 8.
Pour le Liban :
MIKAOUI Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK Pour le Luxembourg :
J. STURM
Avec la réserve ci-ennexée 9. Pour le Mexique :
PEDRO DE AILBA W.R. CASTRO
Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN
Pour la Nouvelle-Zélande :
G.R. LAKIN GPour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
Pour le Paraguay :
CONRAD FEHR Pour les Pays-Bas :
J. BOSCH DE ROSENTHAL Pour le Pérou :
GONZALO PIZZARO
Pour la République des Philippines :
P. SEBASTIAN 10.
Pour la Pologne :
Avec les réserves ci-jointes 11.
JULIAN PRZYBOS
Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 12.
G. CALDEIRA COELHO
Pour la République Populaire Roumaine :
Avec les réserves ci-jointes 13.
I. DRAGOMIR
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
H.A. STRUTT W. H. GARDNER
Pour le Saint-Siège:
PHILIPPE BERNARDINI
Pour El Salvador
R.A. BUSTAMANTE Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag
STAFFAN SODERBLOM
Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

8. Voir le texte de la réserve à la page 81
9. Voir le texte de la réserve à la page 81
10. »This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».
11. Voir le texte des réserves à la page 82
12. Voir le texte des réserves à la page 82
13. Voir le texte des réserves à la page 83
14. Voir le texte des réserves à la page 84
15. Voir le texte des réserves à la page 84
16. Voir le texte des réserves à la page 85
17. Voir le texte des réserves à la page 86

ANNEXE I.

Accord-type concernant le rapatriement direct et l'hospitalisation en pays neutre des prisonniers de guerre blessés et malades.
(avoir article 110).

I. Principes pour le rapatriement direct ou l'hospitalisation en pays neutre.

A. Rapatriement direct.

Seront rapatriés directement :

1. Tous les prisonniers de guerre atteints des infirmités suivantes, résultant de traumatismes: perte d'un membre, paralysie, infirmités articulaires ou autres, à condition que l'infirmité soit pour le moins la perte d'une main ou d'un pied ou qu'elle soit équivalente à la perte d'une main ou d'un pied.

Sans qu'il soit, pour autant, porté préjudice à une interprétation plus large, les cas suivants seront considérés comme équivalent à la perte d'une main ou d'un pied :

a) Perte de la main, de tous les doigts ou du pouce et de l'index d'une main; perte du pied ou de tous les orteils et des métatarsiens d'un pied.

b) Ankylose, perte de tissu osseux, rétrécissement cicatriciel abolissant la fonction d'une des grandes articulations ou de toutes les articulations digitales d'une main.

c) Pseudarthrose des os longs.

d) Difformités résultant de fractures ou autre accident et comportant un sérieux amoindrissement de l'activité et de l'aptitude à porter des poids.

2. Tous les prisonniers de guerre blessés dont l'état est devenu chronique au point que le pronostic semble exclure, malgré les traitements, le rétablissement dans l'année qui suit la date de la blessure, comme par exemple en cas de :.

a) Projectile dans le coeur, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, n'a pu constater de troubles graves.

b) Eclat métallique dans le cerveau ou dans les poumons, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, ne peut constater de réaction locale ou générale.

c) Ostéomyélite dont la guérison est imprévisible au cours de l'année qui suit la blessure et qui semble devoir aboutir à l'ankylose d'une articulation ou à d'autres altérations équivalant à la perte d'une main ou d'un pied.

d) Blessure pénétrante et suppurante des grandes articulations.

e) Blessure du crâne avec perte ou déplacement de tissu osseux.

f) Blessure ou brulure de la face avec perte de tissu et lésions fonctionnelles.

g) Blessure de la moelle épinière.

h) Lésion des nerfs périphériques dont les séqiuelles équivalent à la perte d'une main ou d'un pied et dont la guérison demande plus d'une année après la blessure, par exemple: blessure du plexus brachial ou lombo-sacré, des nerfs médian ou sciatique, ainsi que la blessure combinée des nerfs radial et cubital ou des nerfs péronier commun et tibia, etc. La blessure isolée des nerfs radial, cubital, péronier ou tibial ne justifie pas le rapatriement, sauf en cas de contractures ou de troubles neurotrophiques sérieux.

i) Blessure de l'appareil urinaire compromettant sérieusement son fonctionnement.

3. Tous les prisonniers de guerre malades dont l'état est devenu chronique au point que le pronostic semble exclure, malgré les traitements, le rétablissement dans l'année qui suit le début de la maladie, comme par exemple en cas de:

a) Tuberculose évolutive, de quelque organe que ce soit, qui ne peut plus, selon les pronostics médicaux, être guérie ou au moins sérieusement améliorée par un traitement en pays neutre.

b) La pleurésie exsudative.

c) Les maladies graves des organes respiratoires, d'étiologie non tuberculeuse, présumées incurables, par exemple : emphysème pulmonaire grave (avec ou sans bronchite)*; asthme chronique*; bronchite chronique* se prolongeant pendant plus d'une année en captivité ; bronchectasie* ; etc.

d) Les affections chroniques graves de la circulation, par exemple : affections valvulaires et du myocarde* ayant manifesté des signes de décompensation durant la captivité, même si la Commission médicale mixte, lors de son examen, ne peut constater aucun de ces signes ; affections du péricarde et des vaisseaux (maladie de Buerger, anévrismes des grands vaisseaux) ; etc.

e) Les affections chroniques graves des organes digestifs, par exemple : ulcère de l'estomac ou du duodénum ; suite d'intervention chirurgicale sur l'estomac faite en captivité ; gastrite, entérite ou colique chroniques durant plus d'une année et affectant gravement l'état général ; cirrhose hépatique ; cholécystopathie chronique*; etc.

f) Les effections chroniques graves des organes génitourinaires, par exemple : maladies chroniques du rein avec troubles consécutifs ; néphrectomie pour un rein tuberculeux ; pyélite chronique ou cystite chronique ; hydro ou pyonéphrose ; affections gynécologiques chroniques graves ; grossesses et affections obstétricales, lorsque, l'hospitalisation en pays neutre est impossible ; etc.

g) Les maladies chromiques graves du système nerveux central et périphérique, par exemple toutes les psychoses et psychonévroses manifestes, telles que hystérie grave, sérieuse spychonévrose de captivité, etc., dûment constatées par un spécialiste*; toute épilepsie dûment constatée par le médecin du cap* ; artériosclérose cérébrale ; névrite chronique durant plus d'une année etc.

h) Les maladies chroniques graves du système neurovégétatif avec diminution considérable de l'aptitude intellectuelle ou corporelle, perte appréciable de poids et asthénie générale.

i) La cécité des deux yeux ou celle d'un oeil larsque la vue de l'autre oeil est moins de 1, malgré l'emploi de verres correcteurs ; la diminution de l'acuité visuelle ne pouvant être corrigée à 1]2 pour un oeil au moins* ; les autres affections oculaires graves, par exemple : glaucome ; iritis ; chloroïdite ; trachome etc.

r) Les troubles de l'audition tels que surdité complète unilatérale, si l'autre oreille ne perçoit plus la parole ordinaire à un mètre de distance*; etc.

l) Les maladies graves du métabolisme, par exemple : diabète sucré nécessitant un traitement à l'insuline ; etc.

m) Les troubles graves des glandes à sécrétion interne, par exemple : thyréotoxicose ; hypotryréose ; maladie d'Addison ; cachexie de Simmonds ; tétanie ; etc.

n) Les maladies graves et chroniques du sytème hématopoïétique.

o) Les intoxications chroniques graves, par exemple : saturnisme, hydrargyrisme ; morphinisme, cocaïnisme, alccolisme ; intoxications par les gaz et par les radiations ; etc.

p) Les affections chroniques des organes locomoteurs avec troubles fonctionnels manifestes, par exemple : arthroses déformantes ; polyarthrite chronique évolutive primaire et secondaire ; rhumatisme avec manifestations cliniques graves ; etc.

q) Les affections cutannées chroniques et graves, rebelles au traitement.

r) Tout néoplasme malin.

s) Les maladies infectieuses chroniques graves persistant une année après le début, par exemple : paludisme avec altérations organiques prononcées ; dysenterie amibienne ou bacillaire avec troubes considérables ; syphilis viscérale tertiaire, résistant au traitement ; lèpre ; etc.

t) Les avitaminoses graves ou l'inanition grave.

B. Hospitalisation en pays neutre

Seront présentés en vue de l'hospitalisation en pays neutre :

1. Tous les prisonniers de guerre blessés qui ne sont pas susceptibles de guerir en captivité, mais qui pourraient être guéris ou dont l'état pourrait être nettement amélioré s'ils étaient hospitalisés en pays neutre.

2. Les prisonniers de guerre atteints de toute forme de tuberculose quel que soit l'organe affecté, dont le traitement en pays neutre amènerait vraisemblablement la guérison ou du moins une amélioration considérable, exception faite de la tuberculose primaire guérie avant la captivité.

3. Les prisonniers de guerre atteints de toute afcetion justiciable d'un traitement des organes respiratoires, circulatoires, digestifs, nerveux, sensoriels, génito–urinaires, cutanés, locomoteurs, etc., et dont celui–ci aurait manifestement de meilleurs résultats en pays neutre qu'en captivité.

4. Les prisonniers de guerre ayant subi une néphrectomie en captivité pour une affection rénale non tuberculeuse, ou atteints d'ostéomyélite en voie de guérison ou latente, ou de diabète sucré n'exigeant pas de traitement à l'insuline, etc.

5. Les prisonniers de guerre atteints de névroses engendrées par la guerre ou la captivité.

Les cas de névrose de captivité qui ne sont pas guéris après trois mois d'hospitalisation en pays neutre ou qui, après ce délai, ne sont pas manifestement en voie de guérison définitive, seront rapatriés.

6. Tous les prisonniers de guerre atteints d'intoxication chronique (les gaz, les métaux, les alcaloides, etc.), pour lesquel les perspectives de guérison en pays neutre sont particulièrement favorables.

7. Toutes les prisonnieres de guerre enceintes et les prisonnieres qui sont mères avec leurs nourrissons et enfants en bas âge.

Sesont exclus de l'hospitalisation et pays neutre :

1. Tous les cas psychoses dûment constatées.

*La décision de la Commission médicale mixte se fordera en bonne partie sur les observations des médecins de camp et des médecins compatriotes des prisonniers de guerre ou sur l'examen de médecins spécialistes appartenant à la Puissance détentrice.

2. Toutes les effections nerveuses organiques ou fonctionelles réputées incurables.

3. Toutes les maladies contagieuses dans la période où elles sont transmissibles, à l'exception de la tuberculose.

II. Observations générales

1. Les conditions fixées ci-dessus doivent, d'une manière générale, être interprétées et appliquées dans un esprit aussi large que possible.

Les états névropathiques et psychopathiques engendrés par la guerre ou la captivité, ainsi que les cas de tuberculose à tous les degrés, doivent surtout bénéficier de cette largeur d'esprit. Les prisonniers de guerre ayant subi plusieurs blessures, dont aucune, considérée isolément, ne justifie le rapatrièment seront examinés dans le même esprit, compte tenu du traumatisme psychique dû au nombre des blessures.

2. Tous les cas incontestables donnant droit au rapatriement direct (amputation, cécité ou surdité totale, tuberculose pulmonaire ouverte, maladie mentale, néoplasme malin, etc.) seront examinés et rapatriés le plus tôt possible par les médecins de camp ou par des commissions de médecins militaires désignées par la Puissance détentrice.

3. Les blessures et maladies antérieures à la guerre, et qui ne se sont pas aggravées, ainsi que les blessures de guerre qui n'ont pas empêché la reprise du service militaire, ne donneront pas droit au rapatriement direct.

4. Les présentes dispositions bénéficieront d'une interprétation et d'une application analogues dans tous les Etats parties au conflit. Les Puissances et autorités intéressées donneront aux Commissions médicales mixtes toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.

5. Les exemples mentionnés ci-dessus sous chiffre I ne représentant que des cas typiques. Ceux qui ne sont pas exactement conformes à ces dispositions seront jugés dans l'esprit des stipulations de l'article 110 de la présente Convention et des principes contenus dans le présent accord.

ANNEXE II

Règlement concernant les Commissions médicales mixtes

(voir article 112)

Article 1.

Les Commissions médicales mixtes prévues à l'article 112 de la Convention seront composées de trois membres, dont deux appartiendront à un pays neutre, le troisième étant désigné par la Puissance détentrice. Un des membres neutres présidera.

Article 2.

Les deux membres neutres seront désignées par le Comité international de la Croiz-Rouge, d'accord avec la Puissance protectrice, sur la demande de la Puissance détentrice. Ils pourront être indifféremment domiciliés dans leur pays d'origine, ou dans un autre pays neutre ou sur le territoire de la Puissance détentrice.

Article 3.

Les membres neutres seront agréés par les Parties au conflit intéressées, qui notifieront leur agrément au Comité international de la Croix-Rouge et à la Puissance protectrice. Dès cette notification, les membres seront considérés comme effectivement désignés.

Article 4.

Des membres suppléants seront également désignés en nombre suffisant pour remplacer les membres titulaires en cas de nécessité. Cette désignation sera effectuée en même temps que celle des membres titulaires, ou, du moins, dans le plus bref délai possible.

Article 5.

Si, pour une raison quelconque, le Comité international de la Croix-Rouge ne peut procéder à la désignation des membres neutres, il y sera procédé par la Puissance protectrice.

Article 6.

Dans la mesure du possible, l'un des deux membres neutres devra être chirurgien, et l'autre médecin.

Article 7.

Les nembres neutres jouiront d'une entière indépendance à l'égard des Parties au conflit, qui devront leur assurer toutes facilités dans l'accomplissement de leur mission.

Article 8.

D'accord avec la Puissance détentrice, le Comité international de la Croix-Rouge fixera les conditions de service des intéressés, lorsqu'il fera les désignations indiquées aux articles 2 et 4 du présent règlement.

Article 9.

Dès que les membres neutres auront été agréés, les Commissions médicales mixtes commenceront leurs travaux aussi rapidemant que possible et, en tout cas, dans un délai de trois mois à compter de la date de l'agrément.

Article 10.

Les Commisions médicales mixtes examineront tous les prisonniers visés par l'article 113 de la Convention. Elles proposeront le rapatriement, l'exclusion du rapatriement ou l'ajournement à un examen ultérieur. Leurs décisions seront prises à la majorité.

Article 11.

Dans le mois qui suivra la visite, la décision prise par la Commission dans chaque cas d'espèce sera communiquée à la Puissance détentrice, à la Puissance protectrice et au Comité international de la Croix-Rouge. La Commission médicale mixte informera également chaque prisonnier ayant passé la visite de la décision prise, et délivrera une attestation semblable au modèle annexé à la présente Convention à ceux dont elle aura proposé le rapatriement.

Article 12.

La Puissance détentrice sera tenue d'exécuter les décisions de la Commission médicale mixte dans un délai de trois mois après qu'elle en aura été dûment informée.

Article 13.

S'il y a aucun médecin neutre dans un pays où l'activité d'une Commision médicale mixte paraît nécessaire, et s'il est impossible, pour une raison quelconque, de désigner des médecins neutres résident dans un autre pays, la Puissance détentrice, agissant d'accord avec la Puissance protectrice, constituera une Commission médicale qui assumera les mêmes fonctions qu'une Commission médicale mixte, réserve faite des dispositions des articles 1, 2. 3, 4, 5 et 8 du présent règlement.

Article 14.

Les Commissions médicales mixtes fonctionneront en permanence et visteront chaque camp n des intervalles ne dépassant pas six mois.

ANNEXE III

Règlement Concernant les secours collectifs aux prisonniers de guerre

(voir article 73)

Article 1.

Les hommes de confiance seront autorisés à distribuer les envois de secours collectifs dont ils ont la charge à tous les prisonniers rattaché administrativement à leur camp, y compris ceux qui se trouvent dans les hôpitaux, ou dans des prisons ou autres établissements pénitentiaires.

Article 2.

La distribution des envois de secours collectifs s' effectuera selon les instructions des donateurs et conformement au plan établi qar les hommes de confiance; toute fois, la distribution des secours médicaux se fera, de préférence, d'entente avec les médecins-chefs et ceux-ci pourront, dans les hôpitaux et lazarets déroger aux dites instructions dans la mesure où les besoins de leurs malades le commandent. Dans le cadre ainsi défini, cette distribution se fera toujours d'une manière équitable.

Article 3.

Afin de pouvoir vérifier la qualité ainsi que la quantité des marchandises reçues, et établir à ce sujet des rapports détaillés à l'intention des donateurs, les hommes de confiance ou leurs adjoints seront autorises às e rendre aux points d'arrivée des envois de secours proches de leur camp.

Article 4.

Les hommes de confiance recevront les facilités nécessaires pour vérifier si la distribution des secours collectifs dans toutes les subdivisions et annexes de leur camp s'est effectué conformément à leurs instructions.

Article 5.

Les hommes de confiance seront autorisés à remplir, ainsi qu'à faire remplir par les hommes de confiance des détachements de travail ou par les médecins-chefs des lazarets et hôpitaux, des formules ou questionnaires destinés aux donateurs et ayant trait aux secours collectifs (distribution, besoins, quantités, etc). Ces formules et questionnaires, dûment remplis, seront transmis aux donateurs sans délai.

Article 6.

Afin d'assurer une distribution réguliére de secours collectifs aux prisonniers de guerre de leur camp et, éventuellement, de faire face aux besoins que provoquerait l'arrivée de nouveaux contingents de prisonniers, les hommes de confiance seront autorisés à constituer et à maintenir des réserves suffisantes de secours collectifs. Ils disposeront, à cet effet, d'entrepôts adéquats ; chaque entrepôt sera muni de deux serrures, l'homme de confiance possédant les clefs de l'une et le commandant du camp celles de l'autre.

Article 7.

Dans le cas d'envois collectifs de vêtements, chaque prisonnier de guerre conservera la propriété d' un jeu complet d'effets au moins. Si un prisonnier possède plus d'un jeu de vêtement, l'homme de confiance sera autorisé à retirer à ceux qui sont le mieux partagés les effets en excédent ou certains articles en nombre supérieur à l'unité s'il est nécessaire de procéder ainsi pour satisfaire aux besoins des prisonniers moins bien pourvus. Il ne pourra pas toutefois retirer un second jeu de sous-vêtements, de chaussettes, ou de chaussures, à moins qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'en fournir à un prisonnier de guerre qui n'en posède pas.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes, et les Puissances détentrices en particulier, autoriseront, dans toute la mesure du possible et sous réserve de la règlementation relative à l'approvisionnement de la population tous achats qui seraient faits sur leur territoire en vue de distibuer des secours collectifs aux prisonniers de guerre ; elles faciliteront d'une manière analogue les transferts de fonds et autres mesures financières, techniques ou administratives effectuées en vue de ces achats.

Article 9.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle au droit des prisonniers de guerre de recevoir des secours collectifs avant leur arrivée dans un camp ou en cours de transfert, non plus qu'à la possibilité pour les représentants de la Puissance protectrice du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux prisonniers qui serait chargé de transmettre ces secours, d'en assurer la distribution à leurs destinataires par tous autres moyens qu'ils jugeraient opportuns.

ANNEXE IV.

A'. Carte d'identité

(voir article 4.)

Hauteur	Poids	Yeux	Cheveux
Timbre de l'autorité (délivrant la carte).		Type sanguin Religion	

AVIS

La présente carte d'identité est délivrée aux personnes qui suivent les forces armées de ..... sans en faire directement partie. Elle doit être portée en tout temps par la personne à qui elle est délivrée. Si le porteur est fait prisonnier de guerre, il remettra spontanément cette carte aux autorités qui le détiennent afin qu'elles puissent l'identifier.

Empreintes digitales (facultatif) (Index gauche) | (Index droit)

Autre élément éventuel d'identification.

(Indication du pays et de l'autorité militaire qui délivrent la présente carte)

(Photographie du porteur)

CARTE D'IDENTITÉ

pour personne suivant les forces armées

Nom .....

Prénoms .....

Date et lieu de naissance.....

Suivant les forces armées en qualité de.....

Date d'établissement de la carte

Signature du porteur

Remarques.--Cette carte devrait être établie, de préférence, en deux ou trois langues, dont une d'un usage international. Dimensions réelles de la carte, qui se plie suivant le trait pointillé: 13X10 cm.

ANNEXE IV.

B'. Carte de carture

(voir article 70.)

poste pour prisonniers de guerre — Franc de port

Carte de capture de prisonniers de guerre

Important

Cette carte doit être remplie par chaque prisonnier immédiatement après qu'il aura été fait prisonnier et chaque fois qu'il aura changé d'adresse, par suite de son transfert dans un hôpital ou dans un autre camp.

Cette carte est indépendante de la carte spéciale que le prisonnier est autorisé à envoyer à sa famille.

agence centrale des prisonniers de guerre

Comité international de la croix-rouge

Genève. (Suisse)

Ecrire lisiblement et en lettres capitales

1. Puissance dont le prisonnier dépend

2. Nom

3. Prénoms (en toutes lettres)

4. Prénom du père

5. Date de naissance

6. Lieu de naissance

7. Grade

8. No matricule

9. Adresse de la famille

†10. Fait prisonnier le: (ou) Venant de (camp no, hôpital, etc)

†11. a) Bonne santé—b) Non blessé—c) Guéri—d) Convalescent—e)Malade—f) Légèrement blessé—g) Grièvement blessé.

12. Mon adresse actuelle: Numéro de prisonnier Désignation du camp

13. Date

14. Sifgnature

† Biffer ce qui ne convient pas—Ne rien ajouter à ces indications—Voir explications au verso.

Remarques.—Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles: 15X10,5 cm.

ANNEXE IV.

C. Carte et lettre de correspondance

(voir article 71.) 1. Carte

Correspondance des prisonniers de guerre

Franc de port

Carte postale A

A

Expéditeur
Nom et prénoms

Lieu de destination

Date et lieu de naissance

No de prisonnier

Rue

Désignation du camp

Pays

Pays d'expédition

Département

Date:

....

....

....

.. ..

.. ..

.. ..

.. ..

.. ..

N'écrire que sur les lignes et très lisiblement.

Remarques.—Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles de la formule: 15X10 cm.

ANNEXE IV.

C. Carte et lettre de correspondance

(voir article 71.) 2. Lettre

CORRESPONDANCE
DES PRISONNIERS DE GUERRE

Franc de port.

A..... ....

....

Lieu de destination ....

Rue .. ..

Pays..... ....

Département .....

Expéditeur

Nom et prénoms..... .....

Date et lieu de naissance ....

No de prisonnier..... .....

Désignation du camp .....

Pays d'expédition .....

****

Remarques.—Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Elle se plie suivant les traits pointillés, la partie supérieure se glissant dans la fente (marquée par un trait en †), et elle apparaît alors comme une enveloppe. Le verso, ligné comme le verso de la carte postale figurant ci-dessus (voir annexe IV C1), est réservé à la correspondance du prisonnier et peut contenir environ 250 mots. Dimensions réelles de la formule dépliée: 29X15 cm.

ANNEXE IV.

D. AVIS DE DECES

(voir article 120)

(Désignation de l'autorité compétente) AVIS DE DECES

Puissance dont le prisonnier dépendait .....

Nom et prénoms .....

Prénom du père	.....
Lieu et date de naissance	
Lieu et date du décès	.....
Grade et no matricule (inscriptions figurant sur la plaque d'identité).	.....
Adresse de la famille	.....
Où et quand a-t-il été fait prisonnier?	.....
Cause et circonstances de la mort.	.....
Lieu de sépulture.	.....
La tombe est-elle marquée et pourra-t-elle être retrouvée plus tard par la famille?	.....
Des objets de succession sont-ils conservés par la Puissance détentrice ou expédiés en même temps que cet avis de décès?	.....
S'ils sont expédiés, par quel intermédiaire?	.....
Une personne ayant assisté le défunt dans la maladie ou à ses derniers moments (médecin infirmier, ministre d'un culte, camarade prisonnier) pourrait-elle donner, ci-contre ou ci-joint quelques détails sur les derniers moments et l'ensevelissement.	.....

(Date, timbre et signature de l'autorité compétente) Signature et adresse de deux témoins:

... ...

Remarques. — Cette formule devrait être établie en deux ou trois langues, notamment dans la langue maternelle du prisonnier et dans celle de la Puissance détentrice. Dimensions réelles de la formule : 21 X 30 cm.

ANNEXE IV

E. Certificat de Rapatriement

(voir annexe II, article 11)

Certificat de Rapatriement

Date :
Camp :
Hôpital :
Nom :
Prénoms :
Date de naissance :
Grade :
No matricule :
No du prisonnier :
Blessure-maladie :
Décision de la Commission :

Le Président de la Commission médicale mixte :

A =rapatriement direct
B =hospitalisation dans un pays neutre
NC=nouvel examen par la prochaine Commission

ANNEXE V

Règlement-Type relatif aux paiements envoyés par les prisonniers de guerre dans leur propre pays

(voir article 63)

1. L'avis mentionné à l'article 63, troisième alinéa, contiendra les indications suivantes :

a) le numéro matricule prévu à l'article 17, le grade les noms et prenoms du prisonnier de guerre auteur du paiement ;

b) le nom et l'adresse du destinataire du paiement dans le pays d'origine ;

c) la somme qui doit être payée exprimée en monnaie de la Puissance détentrice.

2. Cet avis sera signé par le prisonnier de guerre. Si ce dernier ne sait pas écrire, il y apposera un signe authentifié par un témoin. L'homme de confiance contresignera également cet avis.

3. Le commandant du camp ajoutera à cet avis un certificat attestant que le solde créditeur du compte du prisonnier de guerre intéressé n'est pas inférieur à la somme qui doit être payée.

4. Ces avis pourront se faire sous forme de listes. Chaque feuille de ces listes sera authentifiée par l'homme de confiance et certifiée conforme par le commandant du camp.

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 Août 1949

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements représentés à la Conférence diplomatique qui s'est réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949, en vue d'élaborer une convention pour la protection des personnes civiles en temps de guerre, sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Dispositions Générales

Article 1

Respect de la Convention

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances,.

Article 2

Application de la Convention

En dehors des dispositions qui doivent entrer en vigueur dès le temps de paix, la présente Convention s'appliquera en cas de guerre déclarée ou de tout autre conflit armé surgissant entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, même si l'état de guerre n'est pas reconnu par l'une d'elles.

La Convention s'appliquera également dans tous les cas d'occupation de tout ou partie du territoire d'une Haute Partie contractante, même si cette occupation ne rencontre aucune résistance militaire.

Si l'une des Puissances en conflit n'est pas partie à la présente Convention, les Puissances parties à celle-ci resteront néanmoins liées par elle dans leurs rapports réciproques. Elles seront liées en outre par la Convention envers ladite Puissance, si celle-ci en accepte et en applique les dispositions.

Article 3.

Conflits de caractère non-international

En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

1. Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinctionde caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.

A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus :

a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices;

b) les prises d'otages ;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants ;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2. Les blessés et les malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties au conflit.

Les Parties au conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit.

Article 4

Définition des personnes protégées

Sont protégées par la Convention les personnes qui, à un moment quelconque et de quelque manière que ce soit, se trouvent en cas de conflit ou d'occupation, au pouvoir d'une Partie au conflit ou d'une Puissance occupante dont elles ne sont pas ressortissantes.

Les ressortissants d'un Etat qui n'est pas liés par la Convention ne sont pas protégés par elle. Les ressortissants d'un Etat neutre se trouvant sur le territoire d'un Etat belligérant et les ressortissants d'un Etat co-belligérant ne seront pas considérés comme des personnes protégées aussi longtemps que l'Etat dont ils sont ressortissants aura une représentation diplomatique normale auprès de l'Etat au pouvoir duquel ils se trouvent .

Les dispositions du Titre II ont toutefois un champ d'application plus étendu, défini à l'article 13.

Les personnes protégées par la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, ou par celle de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufrages des forces armées sur mer, ou par celle de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre ne seront pas considérées comme personnes protégées au sens de la présente Convention.

Article 5

Dérogations

Si, sur le territoire d'une Partie au conflit, celle-ci a de sérieuses raisons de considérer qu'une personne protégée par la présente Convention fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou s'il est établi qu'elle se livre en fait à cette activité, ladite personne ne pourra se prévaloir des droits et privilèges conférés par la présente Convention qui, s'ils étaient exercés en sa faveur, pourraient porter préjudice à la sécurité de l'Etat.

Si, dans un territoire occupé, une personne protégée par la Convention est appréhendée en tant qu'espion ou saboteur ou parce qu'elle fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de la Puissance occupante, ladite personne pourra, dans les cas où la sécurité militaire l'exige absolument, être privée des droits de communication prévus par la présente Convention.

Dans chacun de ces cas, les personnes visées par les alinéas précédents seront toutefois traitées avec humanité et, en cas de poursuites, ne seront pas privées de leur droit à un procès équitable et régulier tel qu'il est prévu par la présente Convention. Elles recouvreront également le bénéfice de tous les

droits et privilèges d'une personne protégée, au sens de la présente Convention, à la date la plus proche possible eu égard à la sécurité de l'Etat ou de la Puissance occupante, suivant le cas.

Article 6.

La présente convention s'appliquera dès le début de tout conflit ou occupation mentionnés à l'article 2.

Sur le territoire des Parties au conflit, l'application de la Convention cessera à la fin générale des opérations militaires.

En territoire occupé, l'application de la présente Convention cessera un an après la fin générale des opérations militaires; néanmoins, la Puissance occupante sera liée pour la durée de l'occupation—pour autant que cette Puissance exerce les fonctions de gouvernement dans le territoire en question— par les dispositions des articles suivants de la présente Convention : 1 à 12, 27, 29 à 34, 47, 49, 51, 52, 53, 59, 61 à 77 et 143.

Les personnes protégées, dont la libération, le rapatriement ou l'établissement auront lieu après ces délais resteront dans l'intervalle au bénéfice de la présente Convention.

Article 7.

En dehors des accords expressément prévus par les articles 11, 14, 15, 17, 36, 108, 109, 132, 133 et 149.les Hautes Parties contractantes pourront conclure d'autres accords spéciaux sur toute question qu'il leur paraî trait opportun de régler particulièrement. Aucun accord spécial ne pourra porter préjudice à la situation des personnes protégées, telle qu'elle est réglée par la présente Convention, ni restreindre les droits que celle-ci leur accorde.

Les personnes protégées resteront au bénéfice de ces accords aussi longtemps que la Convention leur est applicable, sauf stipulations contraires contenues expressément dans les susdits accords ou dans des accords ultérieurs, ou également sauf mesures plus favorables prises à leur égard par l'une ou l'autre des Parties au conflit.

Article 8.

Les personnes protégées ne pourront en aucun cas reconcer partiellement ou totalement aux droits que leur assurent la présente Convention et, le cas échéant, les accords spéciaux visés à l'article précédent.

Article 9.

La présente Convention sera appliquée avec le concours et sous le contrôle des Puissances protectrices chargées de sauvegarder les intérêts des Parties au conflit. A cet effet, les Puissances protectrices pourront, en dehors de leur personnel diplomatique ou consulaire, désigner des délégués parmi leurs propres ressortissants ou parmi les ressortissants d'autres Puissances neutres. Ces délégués deéront être soumis à l'agrément de la Puissance auprès de laquelle ils exerceront leur mission.

Les Parties au conflit faciliteront, dans la plus large mesure possible, la tâche des représentants ou délégués des Puissances protectrices.

Les représentants ou délégués des Puissances protectrices ne devront en aucun cas dépasser les limites de leur mission, telle qu'elle ressort de la présente Convention ; ils devront notamment tenir compte des nécessités impérieuses de sécurité de l'Etat auprès dequel ils exercent leurs fonctions.

Article 10.

Les dispositions de la présente Convention ne font pas obstacle aux activités humanitaires que le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que tout autre organisme humanitaire impartial, entreprendra pour la protection des personnes civiles et pour les secours à leur apporter, moyennant l'agrément des Parties au conflit intéressées.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes pourront, en tout temps, s'entendre pour confier à un organisme international présentant toutes garanties d'impartialité et d'efficacité les tâches dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices.

Si des personnes protégées ne bénéficient pas ou ne bénéficient plus, quelle qu'en soit la raison, de l' activité d'une Puissance protectrice ou d'un organisme désigné conformément à l'alinéa premier, la Puissance détentrice devra demander soit à un Etat neutre, soit à un tel organisme, d'essumer les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices désignées par les Parties au conflit.

Si une protection ne peut être ainsi assurée, la Puissance détentrice devra demander à un organisme humanitaire, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, d'assumer les tâches humanitaires dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices ou devra accepter, sous réserve des dispositions du présent article, les offres de services émanant d'un tel organisme.

Toute Puissance neutre ou tout organisme invité par la Puissance intéressée ou s'offrant aux fins susmentionnées devra, dans son activité, rester conscient de sa responsabilité envers la Partie au conflit dont relèvent les personnes protégées par la présente Convention, et devra fournir des garanties suffisantes de capacité pour assumer les fonctions en question et les remplir avec impartialité.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions qui précèdent par accord particulier entre des Puissances dont l'une se trouverait, même temporairement, vis à vis de l'autre Puissance ou de ses alliés, limitée dans sa liberté de négociation par suite des événements militaires, notamment en cas d'une occupation de la totalité ou d'une partie importante de son territoire.

Toutes les fois qu'il est fait mention dans la présente Convention de la Puissance protectrice, cette mention désigne également les organismes qui la remplacent au sens du présent article.

Les dispositions du présent article s'étendront et seront adaptées au cas des ressortissants d'un Etat neutre se trouvant sur un territoire occupé ou sur le territoire d'un Etat belligérant auprès duquel l' Etat dont ils sont ressortissants ne dispose pas d'une représentation diplomatique normale.

Article 12.

Dans tous les cas où elles le jugeront utile dans l' intérêt des personnes protégées, notamment en cas de désaccord entre les Parties au conflit sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente Convention les Puissances protectrices prêteront leurs bons offices aux fins de règlement du différend.

A cet effet, chacune des Puissances protectrices pourra, sur l'invitation d'une Partie ou spontanément, proposer aux Parties au conflit une réunion de leurs représentants et, en particulier, des autorités chargées du sort des personnes protégées, éventuellement sur un territoire neutre convenablement choisi. Les Parties au conflit seront tenues de donner suite aux propositions qui leur seront faites dans ce sens. Les Puis-

sances protectrices pourront, le cas échéant, proposer à l'agrément des Parties au conflit une personnalité appartenant à une Puissance neutre, ou une personnalité déléguée par le Comité international de la Croix-Rouge, qui sera appelée à participer à cette réunion.

TITRE II

Protection Générale des Populations contre Certains effets de la Guerre

Article 13.

Les dispositions du présent titre visent l'ensemble des populations des pays en conflit, sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de nationalité, de réligion ou d'opinions politiques et tendent à atténuer les souffrances engendrées par la guerre.

Article 14.

Dès le temps de paix,les Hautes Parties contractantes et, après l'ouverture des hostilités, les Parties au confli,t pourront créer sur leur propre territoire et, s'il en est besoin, sur les territoires occupés, des zones et localites sanitaires et de sécurité organisées de manière à mettre à l'abri des effets de la guerre les blessés et les malades, les infirmes, les personnes âgées, les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et les méres d'enfants de moins de sept ans.

Dès le début d'un conflit et au cours de celui-ci les Parties intéressées pourront conclure entre elles des accords pour la reconnaissance des zones et localités qu'elles auraient établies. Elles pourront à cet effet mettre en vigueur les dispositions prévues dans le projet d'accord annexé à la présente Convention, en y apportant éventuellement les modifications qu' elles jugeraient nécessaires.

Les Puissances protectrices et le Comité international de la Croix-Rouge sont invités à prêter leurs bons offices pour faciliter l'établissement et la reconnaissance de ces zones et localités sanitaires et de sécurité.

Article 15.

Toute Partie au conflit pourra, soit directement, soit par l'entremise d'un Etat neutre ou d'un organisme humanitaire, proposer à la Partie adverse le création, dans les régions où ont lieu des combats de zones neutralisées destinées à mettre à l'abri des dangers des combats, sans aucune distinction, les personnes suivantes :

a) les blessés et les malades, combattants on non-combattants ;

b) les personnes civiles qui ne participent pas aux hostilités et qui ne se livrent à aucun travail de caractère militaire pendant leur séjour dans ces zones.

Dès que les Parties au conflit se seront mises d' accord sur la situation géographique, l'administration, l'approvisionnement et le contrôle de la zone neutralisée envisagée, un accord sera établi par écrit et signé par les réprésentants des Parties au conflit. Cet accord fixera le début et la durée de la neutralisation de la zone.

Article 16.

Les blessés et les malades, ainsi que les infirmes en les femmes enceintes seront l'objet d'une protectiot et d'un respect particuliers.

Pour autant que les exigences militaires le permettront, chaque Partie au conflit favorisera les mesure-prises pour rechercher les tués ou blessés, venir en aide aux naufragés et autres personnes exposées à un grave danger et les protéger contre le pilage et les mauvais traitements.

Article 17.

Les Parties au conflit s'efforceront de conclure des arrangements locaux pour l'évacuation d'une zone assiégée ou encerclée, des blessés, des malades, des infirmes, des vieiallards, des enfants et des femmes en couches, et pour le passage, des ministres de toutes religions, du personnel et du matériel sanitaires à destination de cette zone.

Article 18.

Les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couches ne pourront, en aucune circonstance, être l' objet d'attaques ; ils seront, en tout temps, respectés et protégés par les Parties au conflit.

Les Etats qui sont parties à un conflit devront délivrer à tous les hôpitaux civils un document attestant leur caractère d'hôpital civil et établissant que les bâtiments qu'ils occupent ne sont pas utilisés à des fins qui, au sens de l'article 19, pourraient les priver de protection.

Les hôpitaux civils seront signalés, s'ils y sont autorisés par l'Etat, au moyen de l'emblème prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949, pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Les Parties au conflit prendront, autant que les exigences militaires le permettront, les mesures nécessaires pour rendre nettement visibles aux forces ennemis, terrestres, aériennes et maritimes, les emblèmes distinctifs signalant les hôpitaux civils, en vue d'écarter la possibilité de toute action agressive.

En raison des dangers que peut présenter pour les hôpitaux la prixímité d'objectifs militaires, il conviendra de veiller à ce qu'ils en soient éloignés dans toute la mesure du possible.

Article 19.

La protection due aux hôpitaux civils ne pourra cesser que s'il en est fait usage pour commettre. en dehors des devoirs humanitaires, des actes nuisibles à l'ennemi. Toutefois, la protection ne cessera qu'après une sommation fixant, dans tous les cas opportuns, un délai raisonnable et demeurée sans effet.

Ne sera pas considéré comme acte nuisible le fait que des militaires blessés ou malades sont traités dans ces hôpitaux ou qu'il s'y trouve des armes portatives et des munitions retirées à ces militaires et n'ayant pas encore été versées au service compétent .

Article 20.

Le personnel régulièrement et uniquement affecté au fonctionnement ou à l'administration des hôpitaux civils, y compris celui qui est chargé de la recherche, de l'enlèvement, du transport et du traitement des blessés et des malades civils, des infirmes et des femmes en couches, sera respecté et protégé.

Dans les territoires occupés et les zones d'opérations militaires, ce personnel se fera reconnaître au moyen d'une carte d'identité attestant la qualité du titulaire, munie de sa photographie et portant le timbre sec de l'autorité responsable, et également, pendant qu'il est en service, par un brassard timbré résistant à l'humidité, porté au bras gauche. Ce brassard sera délivré par l'Etat et muni de l'emblème prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Tout autre personnel, affecté au fonctionnement ou à l'administration des hôpitaux civils, sera respecté et protégé et aura droit au port du brassard comme ci-dessus prévu et sous les conditions prescrites au présent article, pendant l'exercice de ces fonctions. Sa carte d'identité indiquera les tâches qui lui sont dévolues.

La direction de chaque hôpital civil tiendra en tout temps à la disposition des autorités compétentes, nationales ou occupantes, la liste à jour de son personnel.

Article 21.

Les transports de blessés et de malades civils, d'infirmes et de femmes en couches effectués sur terre par convois de véhicules et trains-hôpitaux, ou, sur mer, par des navires affectés à ces transport, seront respectés et protégés au même titre que les hôpitaux prévus à l'article 18 et se signaleront en arborant, avec l'autorisation de l'Etat, l'emblème distinctif prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans' les forces armées en campagne.

Article 22.

Les aéronefs exclusivement employés pour le transport des blessés et des malades civils, des infirmes et des femmes en couches, ou pour le transport du personnel et du matériel sanitaires, ne seront pas attaqués, mais seront respectés lorsqu'ils voleront à des altitudes, des heures et des routes spécialement convenues d'un commun accord, entre toutes les Parties au conflit intéressées.

Ils pourront être signalisés par l'emblème distinctif prévu à l'article 38 de la Convention de Genève du 12 août 1949 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Sauf accord contraire, le survol du territoire ennemi ou de territoires occupés par l'ennemi est interdit.

Ces aéronefs obéiront à tout ordre d'atterrissage. En cas d'atterrissage ainsi imposé, l'aéronef et ses occupants pourront continuer leur vol, après examen éventuel.

Article 23.

Chaque Haute Partie contractante accordera le libre passage de tout envoi de médicaments et de matériel sanitaire ainsi que des objets nécessaires au culte, destinés uniquement à la population civile d'une autre Partie contractante, même ennemie. Elle autorisera également le libre passage de tout envoi de vivres indispensables, de vêtements et de fortifiants réservés aux enfants de moins de quinze ans, aux femmes enceintes ou en couches.

L'obligation pour une Partie contractante d'accorder le libre passage des envois indiqués à l'alinéa précédent est subordonnée à la condition que cette Partie soit assurée de n'avoir aucune raison sérieuse de craindre que:

a) les envois puissent être détournés de leur destination, ou

b) que le contrôle puisse ne pas être efficace, ou

c) que l'ennemi puisse en tirer un avantage manifeste pour ses effors militaires ou son économie, en substituant ces envois à des marchandises qu'il aurait autrement dû fournir ou produire, ou en libérant des matières, produits ou services qu'il aurait autrement dû affecter à la production de telles marchandises.

La Puissance qui autorise le passage des envois indiqués dans le premier alinéa du présent article, peut poser comme condition à son autorisation que la distribution aux bénéficiaires soit faite sous le contrôle effectué sur place par les Puissances protectrices.

Ces envois devront être acheminés leplus vite possible et l'Etat qui autorise leur libre passage aura le droit de fixer les conditions techniques auxquelles il sera autorisé.

Article 24.

Les Parties au conflit prendront les mesures nécessaires pour que les enfants de moins de quinze ans, devenus orphelins ou séparés de leur famille du fait de la guerre, ne soient pas laissés à eux-mêmes, et pour que soient facilités, en toutes circonstances, leur entretien, la pratique de leur religion et leur éducation. Celle-ci sera si possible confiée à des personnes de même tradition culturelle.

Les Parties au conflit favoriseront l'accueil de ces enfants en pays neutre pendant la durée du conflit, avec le consentement de la Puissance protectrice, s'il y en a une, et si elles ont la garantie que les principes énoncés au premier alinéa soient respectés.

En outre, elles s'efforceront de prendre les mesures nécessaires pour que tous les enfants de moins de douze ans puissent être identifiés, par le port d'une plaque d'identité ou par tout autre moyen.

Article 25.

Toute personne se trouvant sur le territoire d'une Partie au conflit ou dans un territoire occupé par elle, pourra donner aux membres de sa famille, où qu'ils se trouvent, des nouvelles de caractère strictement familial et en recevoir. Cette correspondance sera acheminée rapidement et sans retard injustifié.

Si, du fait des circonstances, l'échange de la correspondance familiale par la voie postale ordinaire est rendu difficile ou impossible, les Parties au conflit intéressées s'adresseront à un intermédiaire neutre, tel que l'Agence centrale prévue à l'article 140, pour déterminer avec lui les moyens d'assurer l'exécution de leurs obligations dans les meilleures conditions, notamment avec le concours des Sociétés nationales de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges).

Si les Parties au conflit estiment nécessaire de restreindre la correspondance familiale, elles pourront tout au plus imposer l'emploi de formules-type contenant vingt-cinq mots librement choisis et en limiter l'envoi à une seule par mois.

Article 26.

Chaque Partie au conflit facilitera les recherches entreprises par les membres des familles dispersées par la guerre pour reprendre contact les uns avec les autres et si possible se réunir. Elle favosisera notamment l'action des organismes qui se consacrent à cette tâche, à condition qu'elle les ait agrées et qu'ils se conforment aux mesures de sécurité qu'elle a prises.

TITRE III.

Statut et traitement des personnes protégées.

SECTION I.

Dispositions communes aux territoires des parties au conflit et aux territoires occupés.

Article 27.

Les personnes protégées ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions et pratiques religieuses, de leurs habitudes et de leurs coutumes. Elles seront traitées, en tout temps, avec humanité et protégées notamment contre tout acte de violence ou

d'indimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les femmes seront spécialement protégées contre toute atteinte à leur honneur, et notamment contre le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à leur pudeur.

Compte tenu des dispositions relatives à l'état de santé, à l'âge et au sexe, les personnes protégées seront toutes traitées par la Partie au conflit au pouvoir de laquelle elles se trouvent, avec les mêmes égards, sans aucune distinction défavorable, notamment de race, de religion ou d'opinions politiques.

Toutefois, les Parties au conflit pourront prendre, à l'égard des personnes protégées, les mesures de contrôle ou de sécurité qui seront nécessaires du fait de la guerre.

Article 28.

Aucune personne protégée ne pourra être utilisée pour mettre, par sa présence, certains points ou certaines régions à l'abri des opérations militaires.

Article 29.

La Partie au conflit au pouvoir de laquelle se trouvent des personnes protégées est responsable du traitement qui leur est appliqué par ses agents, sans préjudice des responsabilités individuelles qui peuvent être encourues.

Article 30.

Les personnes protégées auront toutes facilitésp our s'adresser aux Puissances protectrices, au Comité international de la Croix-Rouge, à la Société nationale de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) du pays où elles se trouvent, ainsi qu'à tout organisme qui pourrait leur venir en aide.

Ces différents organismes recevront à cet effet, de la part des autorités, toutes facilités dans les limites tracées par les nécessités militaires ou de sécurité.

En dehors des visites des délégués des Puissances protectrices et du Comité international de la Croix-Rouge prévues par l'article 143, les Puissances détentrices ou occupantes faciliteront autant que possible les visites que désireraient faire aux personnes protégées les représentants d'autres institutions dont le but est d'apporter à ces personnes une aide spirituelle ou matérielle.

Article 31.

Aucune contrainte d'ordre physique ou moral ne peut être exercée à l'égard des personnes protégées, notamment pour obtenir d'elles, ou de tiers, des renseignements.

Article 32.

Les Hautes Parties contractantes s'interdisent expressément toute mesure de nature à causer soit des souffrances physiques, soit l'extermination des personnes protégées en leur pouvoir. Cette interdiction vise non seulement le meurtre, la torture, les peines corporelles, les mutilations et les expériences médicales ou scientifiques non nécessitées par le traitement médical d'une personne protégée, mais également toutes autres brutalités qu'elles soient le fait d'agents civils ou d'agents militaires.

Article 33.

Aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites.

Le pillage est interdit.

Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites.

Article 34.

La prise d'otages est interdite.

SECTION II.

Etrangers sur le territoire d'une partie au conflit.

Article 35.

Toute personne protégée qui désirerait quitter le territoire au début ou au cours d'un conflit, aura le droit de le faire, à moins que son départ ne soit contraire aux intérêts nationaux de l'Etat. Il sera statué sur sa demande de quitter le territoire selon une procédure régulière et la décision devra intervenir le plus rapidement possible. Autorisée à quitter le territoire, elle pourra se munir de l'argent nécessaire à son voyage et emporter avec elle un volume raisonnable d'effets et d'objets d'usage personnel.

Les personnes à qui la permission de quitter le territoire est refusée auront le droit d'obtenir qu'un tribunal ou un collège administratif compétent, créé à cet effet par la Puissance détentrice, reconsidère ce refus dans le plus bref délai.

Si demande en est faite, des représentants de la Puissance protectrice pourront, à moins que des motifs de sécurité ne s'y opposent ou que les intéressés ne soulèvent des objections, obtenir communication des raisons pour lesquelles des personnes qui en avaient fait la demande se sont vu refuser l'autorisation de quitter le territoire et, le plus rapidement possible, des noms de toutes celles qui se trouveraient dans ce cas.

Article 36.

Les départs autorisés aux termes de l'article précédent seront effectués dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène, de salubrité et d'alimentation. Tous les frais encourus, à partir de la sortie du territoire de la Puissance détentrice, seront à la charge du pays de destination ou, en cas de séjour en pays neutre, à la charge de la Puissance dont les bénéficiaires sont les ressortissants. Les modalités pratiques de ces déplacements seront, au besoin, fixées par des accords spéciaux entre les Puissances intéressées.

Sont réservés les accords spéciaux qui auraient pu être conclus entre les Parties au conflit à propos de l'échange et du rapatriement de leurs ressortissants tombés au pouvoir de l'ennemi.

Article 37.

Les personnes protégées se trouvant en détention préventive ou purgeant une peine privative de liberté seront, pendant leur détention, traitées avec humanité.

Elles pourront, dès leur liberation, demander à quitter le territoire, conformément aux articles précédents.

Article 38.

Exception faite des mesures spéciales qui peuvent être prises en vertu de la présente Convention, notamment des articles 27 et 41, la situation des personnes protégées restera, en principe, régie, par les dispositions relatives au traitement des étrangers en temps de paix. En tout cas, les droits suivants leur seront accordés :

1. elles pourront recevoir les secours individuels ou collectifs qui leur seraient adressés ;

2. elles recevront, si leur état de santé le demande, un traitement médical et des soins hospitalitiers, dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé ;

3. elles pourront pratiquer leur religion et recevoir l'assistance spirituelle des ministres de leur culte ;

4. si elles résident dans une région particulièrement exposée aux dangers de la guerre, elles seront autorisées à se déplacer dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé ;

5. les enfants de moins de quinze ans, les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de sept ans bénéficieront, dans la même mesure que les ressortissants de l'Etat intéressé, de tout traitement préférentiel.

Article 39.

Les personnes protégées qui auraient perdu, du fait du conflit, leur activité lucrative, seront mises en mesure de trouver un travail rémunéré et jouiront à cet effet, sous réserve de considérations de sécurité et des dispositions de l'article 40, des mêmes avantages que les ressortissants de la Puissance sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Si une Partie su conflit soumet une personne protégée à des mesures de contrôle qui la mettent dans l' impossibilité de pourvoir à sa subsistance, notamment quand cette personne ne peut pour des raisons de sécurité trouver un travail rémunéré à des conditions raisonnables, ladite Partie au conflit subviendra à ses besoins et à ceux des personnes qui sont à sa charge.

Les personnes protégées pourront, dans tous les cas, recevoir des subsides de leur pays d'origine, de la Puissance protectrice ou des sociétés de bienfaisance mentionnées à l'article 30.

Article 40.

Les personnes protégées ne peuvent être astreintes au travail que dans la même mesure qu eles ressortissants de la Partie au conflit sur le territoire de laquelle elles se trouvent.

Si les personnes protégées sont de nationalité ennemie, elles ne pourront être astreintes qu'aux travaux qui sont normalement nécessaires pour assurer l'alimentation, le logement, l'habilement, le transport et la santé d'êtres humains et qui ne sont pas en relation directe avec la conduite des opérations militaires

Dans les cas mentionnés aux alinéas précédents, les personnes protégées astreintes au travail bénéficieront des mêmes conditions de travail et des mêmes mesures de protection que les travailleurs nationaux, notamment en ce qui concerne le salaire, la durée du travail, l'équipement, la formation préalable et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

En cas de violation des prescriptions mentionnées ci-dessus, les personnes protégées seront autorisées à exercer leur droit de plainte, conformément à l' article 30.

Article 41.

Si la Puissance au pouvoir de laquelle se trouvent les personnes protégées n'estime pas suffisantes les autres mesures de contrôle mentionnées dans la présente Convention, les mesures de contrôle le plus sèvères auxquelles elle pourra recourir seront la mise en résidence forcée ou l'internement, conformément aux dispositions des articles 42 et 43.

En appliquant les dispositions du deuzième alinéa de l'article 39 au cas de personnes contraintes d'abandonner leur résidence habituelle en vertu d'une décision qui les astreint à la résidence forcée dans un autre lieu, la Puissance détentrice se conformera aussi exactement que possible aux règles relatives au traitement des internés (section IV, titre III de la présente Convention).

Article 42.

L'internement ou la mise en résidence forcée des personnes protégées ne pourra être ordonné que si la sécurité de la Puissance au pouvoir de laquelle ces personnes se trouvent le rend absolument nécessaire.

Si une personne demande, par l'entremise des représentants de la Puissance protectrice, son internement volontaire et si sa propre situation le rend nécessaire, il y sera procédé par la Puissance au pouvoir de laquelle elle se trouve.

Article 43.

Toute personne protégée qui aura été internée ou mise en résidence forcé aura le droit d'obtenir qu'un tribunal ou un collège administratif compétent, créé à cet effet par la Puissance détentrice, reconsidère dans le plus bref délai la décision prise à son égard. Si l'internement ou la mise en résidence forcée est maintenu, le tribunal ou le collège administratif procédera périodiquement, et au moins deux fois l'an, à un examen du cas de cette personne en vue d'amender en sa faveur la décision initiale, si les circontances le permettent.

A moins que les personnes protégées intéressées ne s'y opposent, la Puissance détentrice portera, aussi rapidement que possible, à la connaissance de la Puissance protectrice les noms des personnes protégées qui ont été internées ou mises en résidence forcée et les noms de celles qui ont été libérées de l'internement ou de la résidence forcée. Sous la même réserve, les décisions des tribunaux ou collèges indiqués au premièr alinéa du présent article seront également notifiées aussi rapidement que possible à la Puissance protectrice.

Article 44.

En prenant les mesures de contrôle prévues par la présente Convention, la Puissance détentrice ne traitera pas comme étrangers ennemis, exclusivement sur la base de leur appartenance juridique à un Etat ennemi, les réfugiés qui ne jouissent et fait de la protection d'aucun gouvernement.

Article 45.

Les personnes protégées ne pourront être transférées à une Puissance non partie à la Convention.

Cette disposition ne saurait faire obstacle au rapatriement des personnes protégées ou à leur retour au pays de leur domicile après la fin des hostilités.

Les personnes protégées ne pourront être transférées par la Puissance détentrice à une Puissance partie à la Convention qu'après que la Puissance détentrice s'est assurée que la Puissance en question est désireuse et à même d'appliquer la Convention. Quand les personnes protégées sont ainsi transférées, la responsabilité de l'application de la Convention incombera à la Pussance qui a accepté de les accueillir pendant le temps qu'elles lui seront confiées. Néanmoins, au cas où cette Puissance n'appliquerait pas les dispositions de la Convention, sur tout point important, la Puissance par laquelle lespersonnes protégées ont été transférées devra, àla suite d'une notification dela Puissance protectrice, prendre des mesures efficaces pour remèdier à la situation, ou demander que les personnes protégées lui soient renvoyées. Il devra être satisfait à cette demande.

Une personne protégée ne pourra, en aucun cas, être transférée dans un pays où elle peut craindre des persécutions en raison de ses opinions politiques ou religieuses.

Les dispositions de cet article ne font pas obstacle à l'extradition, en vertu des traités d'extradition conclus avant le début des hostilités, de personnes protégées inculpées de crimes de droit commun.

Article 46.

Pour autant qu'elles n'auront pas été rapportées antérieurement, les mesures restrictives prises àl' égard des personnes protégées prendront fin ausi rapidement que possible après la fin des hostilités.

Les mesures restrictives prises à l'égard de leurs biens cesseront aussi rapidement que possible après la fin des hostilités, conformément à la lègislation de la Puissance détentrice.

SECTION III

Térritoires occupés

Article 47.

Les personnes protégées qui se trouvent dans un territoire occupé ne seront privées, en aucun cas ni d'aucune manière, du bénéfice de la présente Convention, soit en vertu d'un changement quelconque intervenu du fait de l'occupation dans les institutions ou le gouvernement du territoire en question, soit par un accord passé entre les autorités du territoire occupé et la Puissance occupante, soit encore en raison de l'annexion par cette dernière de tout ou partie du territoire occupé.

Article 48.

Les personnes protégées non ressortissantes de la Puissance dont le territoire est occupé, pourront se prévaloir du droit de quitter le territoire aux conditions prévus à l'article 35 et les décisions seront prises selon la procédure que la Puissance occupante doit instituer conformément au dit article.

Article 49.

Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la Puissance occupante ou dans celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif.

Toutefois, la Puissance occupante pourra procéder à l'évacuation totale ou partielle d'une région occupée déterminée, si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent. Les évacuations ne pourront entrainer le déplacement de personnes protégées qu'à l'intérieur du territoire occupé, sauf en cas d'impossibilité matérielle. La population ainsi évac uée sera ramenée dans ses foyers aussitôt que les hostilités dans ce secteur auront pris fin.

La Puissance occupante, en procédant à ces transferts ou à ces évacuations, devra faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les personnes protégées soient accueillis dans des installations convenables, que les déplacements soient effectués dans des conditions satisfaisantes de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'alimentation et que les membres d'une même famille ne soient pas séparés les uns des autres.

La Puissance protectrice sera informée des transferts et évacuations dès qu'ils auront eu lieu.

La Puissance occupante ne pourra retenir les personnes protégées dans une région particulièrement exposée aux dangess de la guerre. sauf si la sécurité de la population ou d'impérieuses raisons militaires l'exigent.

La Puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle.

Article 50

La Puissance occupante facilitera, avec le concours des autorités nationales et locales, le bon fonctionnement des établissements consacrés aux soins et à l'éducation des enfants.

Elle prendra toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'identification des enfants et l'enregistrement de leur filiation. Elle ne pourra, en aucun cas, procéder à une modification de leur statut personnel, ni les enrôler dans des formations ou organisations dépendant d'elle.

Si les institutions locales sont défaillantes, la Puissance occupante devra prendre des dispositions pour assurer l'entretien et l'éducation, si possible par des personnes de leurs nationalité, langue et religion, des enfants orphelins ou séparés de leurs parents du fait de la guerre, en l'absence d'un proche parent ou d'un ami qui pourrait y pourvoir.

Une section spéciale du bureau créé en vertu des dispositions de l'article 136 sera chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour identifier les enfants dont l'identité est incertaine. Les indications que l'on posséderait sur leurs père et mère ou sur d'autres proches parents seront toujours consignées.

La puissance occupante ne devra pas entraver l'application des mesures préférentielles qui auraient pu être adoptées, avant l'occupation, en faveur des enfants de moins de quinze ans, des femmes enceintes et des mères d'enfants de moins de sept ans, en ce qui concerne la nourriture, les soins médicaux et la protection contre les effets de la guerre.

Article 51.

La Puissance occupante ne pourra pas astreindre des personnes protégées à servir dans ses forces armées ou auxiliaires. Toutes pression ou propagande tendant à des engagements volontaires est pro hibée.

Elle ne pourra astreindre au travail des personnes protégées que si elles sont âgées de plus de dix-huit ans; il ne pourra s'agir toutefois que de travaux nécessaires aux besoins de l' armée d'occupation ou aux services d'intérêt public, à l'alimentation, au logement, à l'habillement, aux transports ou à la santé de la population du pays occupé. Les personnes protégées ne pourront être astreintes à aucun travail qui les obligerait à prendre part à des opérations militaires. La Puissance occupante ne pourra contraindre les personnes protégées à assurer par la force la sécurité des installations où elles exécutent un travail imposé.

Le travail ne sera exécuté qu'à l'intérieur du territoire occupé où les personnes dont il s'agit se trouvent. Chaque personne requise sera, dans la mesure du possible, maintenue à son lieu habituel de travail. Le travail sera équitablement rémunéré et proportionné aux capacités physiques et intellectuelles des travailleurs. La législation en vigueur dans le pays occupé concernant les conditions de travail et les mesures de protection, notamment en ce qui concerne le salaire, la durée du travail, l'équipement, la formation préalable et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, sera applicable aux personnes protégées soumises aux travaux dont il est question au présent article.

En tout état de cause, les réquisitions de main d'oeuvre ne pourront jamais aboutir à une mobilisation de travailleurs placés sous régime militaire ou semi-militaire.

Article 52.

Aucun contrat, accord ou règlement ne pourra porter atteinte au droit de chaque travailleur, volontaire ou non, où qu'il se trouve, de s'adresser aux représentants de la Puissance protectrice pour demander l'intervention de celle-ci

Toute mesure tendant à provoquer le chômage ou à restreindre les possibilités de travail des travailleurs d' un pays occupé, en vue de les amener à travailler pour la Puissance occupante, est interdite.

Article 53.

Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant indi viduellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat ou à des collectivités publiques, à des organisations sociales ou coopératives, sauf dans les cas où ces destructions seraient rendues absolument nécessaires par les opérations militaires.

Article 54.

Il est interdit à la Puissance occupante de modifier le statut des fonctionnaires ou des magistrats du territoire occupé ou de prendre à leur égard des sanctions ou des mesures quelconques de coercition ou de discrimination parce qu'ils s'abstiendraient d'exercer leurs fonctions pour des considérations de conscience.

Cette dernière interdiction ne fait pas obstacle à l'application du deuxième alinéa de l'article 51. Elle laisse intact le pouvoir de la Puissance occupante d'écarter de leurs charges les titulaires de fonctions publiques.

Article 55.

Dans toute la mesure de ses moyens, la Puissance occupante a le devoir d'assurer l'approvisionnement de la population en vivres et en produits médicaux: elle devra notamment importer les vivres, les fournitures médicales et tout autre article nécessaire lorsque les ressources du territoire occupé seront insuffisantes.

La Puissance occupante ne pourra réquisitionner des vivres, des articles ou des fournitures médicales se trouvant en territoire occupé que pour les forces et l'administration d'occupation; elle devra tenir compte des besoins de la population civile. Sous réserve des stipulations d'autres conventions internationales, la Puissance occupante devra prendre les dispositions nécessaire pour que toute réquisition soit indemnisée à sa juste valeur.

Les Puissances protectrices pourront, en tout temps, vérifier sans entrave l'état de l'approvisionnement en, vivres et médicaments dans les territoires occupés, sous réserve des restrictions temporaires qui seraient imposées par d'impérieuses nécessités militaires.

Article 56.

Dans toute la mesure de ses moyens, la Puissance occupante a le devoir d'assurer et de maitenir avec le concours des autorités nationales et locales, les établissements et les services médicaux et hospitatliers, ainsi que la santé et l'hygiène publiques dans le territoire occupé, notamment en adoptant et en appliquant des mesures prophylactiques et préventives nécessaires pour combattre la propagation des maladies contagieuses et des épidémies. Le personnel médical de toutes catégories sera autorisé à accomplir sa mission.

Si de nouveaux hôpitaux sont créés en territoire occupé et si les organes compétents de l'Etat occupé n'y sont plus en fonction, les autorités d'occupation procéderont s'il y a lieu, à la reconnaissance prévue à l'article 18. Dans des circonstances analogues, les autorités d'occupation devront également procéder à la reconnaissance du personnel des hôpitaux et des véhicules de transport en vertu des dispositions des articles 20 et 21.

En adoptant les mesures de santé et d'hygiène, ainsi qu'en les mettant en vigueur, la Puissance occupante tiendra compte des exigences morales et éthiques de la population du territoire occupé.

Article 57.

La Puissance occupante ne pourra réquisitionner les hôpitaux civils que temporairement et qu'en cas de nécessité urgente, pour soigner des blessés et des malades militaires, et à la condition que les mesures appropriées soient prises en temps utile pour assurer les soins et le traitement des personnes hospitalisées et répondre aux besoins de la population civile.

Le matériel et les dépôts des hôpitaux civils ne pourront être réquisitionnés, tant qu'ils seront nécessaires aux besoins de la population civile.

Article 58.

La Puissance occupante permettra aux ministres des cultes d'assurer l'assistance spirituelle de leurs coreligionnaires.

Elles acceptera également les envois de livres et d'objets nécessaires aux besoins religieux et facilitera leur distribution en territoire occupé.

Article 59.

Lorsque la population d'un territoire occupé ou une partie de celle-ci est insuffisamment approvisionnée, la Puisance occupante acceptera les actions de secours faites en faveur de cette population et les facilitera dans toute la mesure de ses moyens.

Ces actions, qui pourront être entreprises soit par des Etats, soit par un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, consisteront notamment en des envois de vivres, produits médicaux et vêtements.

Tous les Etats contractants devront autoriser le libre passage de ces envois et en assurer la protection.

Une Puissance accordant le libre passage d'envois destinés à un territoire occupé par une Pairtie adverse au conflit aura toutefois le droit de vérifier les envois, de réglementer leur passage selon des horaires et itinéraires prescrits, et d'obtenir de la Puissance protectrice une assurance suffisante que ces envois sont destinés à secourir la population dans le besoin, et ne sont pas utilisés au profit de la Puissance occupante.

Article 60.

Les envois de secours ne dégageront en rien la Puissance occupante des responsabilités que lui imposent les articles 55, 56 et 59. Elle ne pourra détourner d'aucune manière les envois de secours de l'affectation qui leur a été assignée, sauf dans les cas de nécessité urgente, dans l'intérêt de la population du territoire occupé et avec l'assentiment de la Puissance protectrice.

Article 61.

La distribution des envois de secours mentionnés aux articles qui précèdent sera faite avec le concours et sous le contrôle de la Puissance protectrice. Cette fonction pourra également être déléguée, à la suite d'un accord entre la Puissance occupante et la Puissance protectrice, à un Etat neutre, au Comité international de la Croix-Rouge ou à tout autre organisme humanitaire impartial.

Il ne sera perçu aucun droit, impôt ou taxe en territoire occupé sur ces envois de secours, à moins que cette perception ne soit nécessaire dans l'intérêt de l'économie

du territoire. La Puissance occupante devra faciliter la rapide distribution de ces envois.

Toutes les Parties contractantes s'efforceront de permettre le transit et le transport gratuits de ces envois de secours destinés à des territoires occupés.

Article 62.

Sous réserve d'impérieuses considérations de sécurité, les personnes protégées qui se trouvent en territoire occupé pourront recevoir les envois individuels de secours qui leur seraient adressés.

Article 63.

Sous réserve des mesures temporaires qui seraient imposées à titre exceptionnel par d'impérieuses considérations de sécurité de la Puissance occupante:

a) les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (du Croissant-Rouge, du Lion et Soleil Rouges) reconnues pourront poursuivre les activités conformes aux principes de la Croix-Rouge tels qu'ils sont définis par les Conférences internationales de la Croix-Rouge. Les autres sociétés de secours devront pouvoir poursuivre leurs activités humanitaires dans des conditions similaires;

b) la Puissance occupente ne pourra exiger, dans le personnel et la structure de ces sociétés, aucun changement qui pourrait porter préjudice aux activités ci-dessus mentionnées.

Les mêmes principes s'appliqueront à l'activité et au personnel d'organismes spéciaux d'un caractère non militaire, déjà existants ou qui seraient créés afin d'assurer les conditions d'existence de la population civile par le maintien des services essentiels d'utilité publique, la distribution de secours et l'organisation du sauvetage.

Article 64.

La législation pénale du territoire occupé demeurera en vigueur, sauf dans la mesure où elle pourra être abrogée ou suspendue par la Puissance occupante si cette législation constitue une menace pour la sécurité de cette Puissance ou un obstacle à l'application de la présente Convention. Sous réserve de cette dernière considération et de la nécessité d'assurer l'administration effective de la justice, les tribunaux du territoire occupé continueront à fonctionner pour toutes les infractions prévues par cette législation.

La Puissance occupante pourra toutefois soumettre la population du territoire occupé à des dispositions qui sont indispensables pour lui permettre de remplir ses obligations découlant de la présente Convention, et d'assurer l'administration régulière du territoire ainsi que la sécurité soit de la Puissance occupante, soit des membres et des biens des forces ou de l'administration d'occupation ainsi que des établissements et des lignes de communications utilisés par elle.

Article 65.

Les dispositions pénales édictées par la Puissance occupante n'entreront en vigueur qu'après avoir été publiées et portées à la connaissance de la population, dans la langue de celle-ci. Elles ne peuvent pas avoir un effet rétroactif.

Article 66.

La Puissance occupante pourra, en cas d'infraction aux dispositions pénales promulguées par elle en vertu du deuxième alinéa de l'article 64, déférer les inculpés à ses tribunaux militaires, non politiques et régulièrement constitués à condition que ceux-ci siègent dans le pays occupé. Les tribunaux de recours siégeront de préférence dans le pays occupé.

Article 67

Les tribunaux ne pourront appliquer que les dispositions légales antérieures à l'infraction et conformes aux principes généraux du droit, notamment en ce qui concerne le principe de la proportionnalité des peines. Ils devront prendre en considération le fait que le prévenu n'est pas un ressortissant de la Puissance occupante.

Article 68.

Lorsqu'une personne protégée commet une infraction uniquement dans le dessein de nuire à la Puissance occupante, mais quecetteinfraction ne porte pas atteinte à la vie ou à l'intégrité corporelle des membres des forces ou de l'administration d'occupation, qu'elle ne crée pas un danger collectif sérieux et qu'elle ne porte pas une atteinte grave aux biens des forces ou de l'administration d'occupation ou aux installations utilisées par elles, cette personne est passible de l'internement ou du simple emprisonnement, étant entendu que la durée de cet internement ou de cet emprisonnement sera proportionnelle à l'infraction commise. En outre, l'internement ou l'emprisonnement sera pour de telles infractions la seule mesure privative de liberté qui pourra être prise à l'égard des personnes protégées. Les tribunaux prévus à l'atrticle 66 de la présente Convention pourront librement convertir la peine d' emprisonnement en une mesure d'internement de même durée.

Les dispositions d'ordre pénal promuiguées par la Puissance occupante conformément aux articles 64 et 65 ne peuvent prévoir la peine de mort à l'égard des personnes protégées que dans les cas où celles-ci sont coupables d'espionnage, d'actes graves de sabotage des installations militaires de la Puissance occupante ou d'infractions intentionnelles qui ont causé la mort d'une ou plusieurs personnes et à conditions que la législation du territoire occupé, en vigueur avant le début de l'occupation, prévoie la peine de mort dans de tels cas.

La peine de mort ne pourra être prononcée contre une personne protégée que si l'attention du tribunal a été particulièrement attirée sur le fait que l'accusé n'étant pas un ressortissant de la Puissance occupante, n'est lié à celle-ci par aucun devoir de fidélité.

En aucun cas la peine de mort ne pourra être prononcée contre une personne protégée âgée de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction.

Article 69.

Dans tous les cas, la durée de la détention préventive sera déduite de toute peine d'emprisonnement à laquelle une personne protégée prévenue pourrait être condamnée.

Article 70.

Les personnes protégées ne pourront pas être arrêtées, poursuivies ou condamnées par la Puissance occupante pour des actes commis ou pour des opinions exprimées avant l'occupation ou pendant une interruption temporaire de celle-ci sous réserve des infractions aux lois et coutumes de la guerre.

Les ressortissants de la Puissance occupante qui, avant le début du conflit, auraient cherché refuge sur le territoire occupé ne pourront être arrêtés, poursuivis, condamnés, ou déportés hors du territoire occupé, que pour des infractions commises depuis le début des hostilités ou pour délits de droit commun commis avant le début des hostilités qui, selon le droit de l'Etat dont le territoire est occupé, auraient justifié l'extradition en temps de paix.

Article 71.

Les tribunaux compétents de la Puissances occupante ne pourront prononcer aucune condamnation qui n'ait été précédée d'un procès régulier.

Tout prévenu poursuivi par la Puissance occupante sera informé sans retard, par écrit, dans une langue qu'il comprenne, des détails des chefs d'accusation retenus contre lui; sa cause sera instruite le plus rapidement possible. La Puissance protectrice sera informée de chaque poursuite intentée par la Puissance occupante contre les personnes protégés lorsque les chefs d'accusation pourront entrainer une condamnation à mort ou une peine d'emprisonnement pour deux ans ou plus; elle pourra en tout temps s'informer de l'état de la procédure. En outre, la Puissance protectrice aura le droit d'obtenir sur sa demande toutes informations au sujet de ces procédures et de toute autre poursuite intentée par la Puissance occupante contre les personnes protégées.

La notification à la Puissance protectrice, telle qu' elle est prévue au deuxième alinéa du présent article, devra s'effectuer immédiatement, et parvenir en tout cas à la Puissance protectrice trois semaines avant la date de la première audience. Si à l'ouverture des débats la preuve n'est pas apportée que les dispositions du présent article ont été respectées intégralement, les débats ne pourront avoit lieu. La notification devra comprendre notamment les éléments suivants:

a) identité du prévenu ;

b) lieu de résidence ou de détention ;

c) spécification du ou des chefs d'accusation (avec mention des dispositions pénales sur lesquelles il est basé);

d) indication du tribunal chargé de juger l'affaire;

e) lieu et date de la première audience.

Article 72.

Tout prévenu aura le droit de faire valoir les moyens de preuve nécessaires à sa défense et pourra notamment faire citer des témoins. Il aura le droit d'être assisté d'un défenseur qualifié de son choix, qui pourra lui rendre librement visite et qui recevra les facilités nécessaires pour prëparer sa défense.

Si le prévenu n'a pas choisi de défenseur, la Puissance protectrice lui en procurera un. Si le prévenu doit répondre d'une accusation grave et qu'il n'y ait pas de Puissance protectrice, la Puissance occupante devra, sous réserve du consentement du prévenu, lui procurer un défenseur.

Tout prévenu sera, à moins qu'il n'y renonce librement, assisté d'un interprète aussi bien pendant l'instruction qu'à l'audience du tribunal. Il pourra à tout moment récuser l'interprète et demander son remplacement.

Article 73.

Tout condamné aura le droit d'utiliser les voies de recours prévuespar la législation appliquée par le tribunal. Il sera pleinement informé de ses droits de recours, ainsi des délais requis pour les exercer.

La procédure pénale prévue à la présente section s'appliquera, par analogie, aux recours. Si la législation appliquée par le tribunal ne prévoit pas de possibilités d'appel, le condamné aura le droit de recourir contre le jugement et la condamnation auprès de l'autorité compétente de la Puissance occupante.

Article 74.

Les représentants de la Puissance protectrice auront le droit d'assister à l'audience de tout tribunal jugeant une personne protégée, sauf si les débats doivent, exceptionnellement, avoir lieu à huis clos dans l'intérêt de la sécurité de la Puissance occupante; celle-ci en aviserait alors la Puissance protectrice. Une notification contenant l'indication du lieu et de la date de l'ouverture des débats devra être envoyée à la Puissance protectrice.

Tous les jugements rendus, impliquant la peine de mort ou l'emprisonnement pour deux ans ou plus, seront communiqués, avec indication des motifs et le plus rapidement possible à la Puissance protectrice; ils comporteront une mention de la notification effectuée conformément à l'article 71 et, en cas de jugement impliquant une peine privative de liberté, l'indication du lieu où elle sera purgée. Les autres jugements seront consignés dans les procès-verbaux du tribunal et pourront être examinés par les représentants de la Puissance protectrice. Dans le cas d'une condamnation à la peine de mort ou à une peine privative de liberté de deux ans ou plus, les délais de recours ne commenceront à courir qu'à partir du moment où la Puissance protectrice aura reçu communication du jugement.

Article 75.

En aucun cas, les personnes condamnées à mort ne seront privées du droit de recourir en grâce.

Aucune comndamnation à mort ne sera exécutée avant l'expiration d'un délai d'au moins six mois à partir du moment où la Puissance protectrice aura reçu la communication du jugement définitif confirmant cette condamnation à mort ou de la décision refusant cette grâce.

Ce délai de six mois pourra être abrégé dans certains cas précis, lorsqu'il résulte de circonstances graves et critiques que la sécurité de la Puissance occupante ou de ses forces armées est exposée à une menace organisée; la Puissance protectrice recevra toujours notification de cette réduction du délai, elle aura toujours la possibilité d'adresser en temps utile des représentations au sujet de ces condamnations à mort aux autorités d'occupation compétentes.

Article 76.

Les personnes protégées seront détenues dans le pays occupé et si elles sont condamnées, elles devront y purger leur peine. Elles seront séparées si possible des autres détenus et soumises à un régime alimentaire et hygiénique suffisant pour les maintenir dans un bon état de santé et correspondant au moins au régime des établissements pénitentiaires du pays occupé.

Elles recevront les soins médicaux exigés par leur état de santé.

Elles seront également autorisées à recevoir l'aide spirituelle qu'elles pourraient solliciter.

Les femmes seront logées dans des locaux séparés et placés sous la surveillance immédiate de femmes.

Il sera tenu compte du régime spécial prévu pour les mineurs .

Les personnes protégées détenues auront le droit de recevoir la visite des délégués de la Puissance protectrice et du Comité international de la Croix-Rouge, conformément aux dispositions de l'article 143.

En outre, elles auront le droit de recevoir au moins un colis de secours par mois.

Article 77

Les personnes protégées inculpées ou condamnées par les tribunaux en territoire occupé seront remises, à la fin de l'occupation, avec le dossier les concernant, aux autorités du territoire libéré.

Article 78.

Si la Puissance occupante estime nécessaire, pour d'impérieuses raisons de sécurité de prendre des mesures de sûreté à l'égard de personnes protégées, elle pourra tout au plus leur imposer une résidence forcée ou procéder à leur internement.

Les décisions relatives àà la résidence forcée ou à l'internement seront prises suivant une procédure régulière qui devra être fixée par la Puissance occupante, conformément aux dispositions de la présente Convention. Cette procédure doit prévoir le droit d'appel des intéressés. Il sera statué au sujet de cet appel dans le plus bref délai possible. Si les décisions sont maintenues. elles seront l'objet d'une revision périodique, si possible semestrielle, par les soins d'un organisme compétent constitué par ladite Puissance.

Les personnes protégés assujetties à la résidence forcée et contraintes en conséquence de quitter leur domicile bénéficieront sans aucune restrictions des dispositions de l'article 39 de la présente Convention.

SECTION IV

Règles Relatives au traitement des internés

CHAPITRE I

Dispositions générales

Article 79.

Les Parties au conflit ne pouront interner des personnes protégées que conformément aux dispositions des articles 41, 42, 43, 68 et 78.

Article 80.

Les internés conserveront leur pleine capacité civile et exerceront les droits qui en découlent dans la mesure compatible avec leur statut d' internés.

Article 81.

Les Parties au conflit qui interneront des personnes protégées seront tenues de pourvoir gratuitement à leur entretien et de leur accorder de même les soins médicaux que nécessite leur état de santé.

Aucune déduction ne sera faite sur les allocations, salaires ou créances des internés pour le remboursement de ces frais.

La Puissance détentrice devra pourvoir à l'entretien des personnes dépendant des internés, si elles sont sans moyens suffisants de subsistance ou incapables de gagner elles mêmes leur vie.

Article 82.

La Puissance détentrice groupera dans la mesure du possible les internés selon leur nationalité, leur langue et leurs coutumes. Les internés ressortissant du même pays ne seront pas séparés pour le seul fait d'une diversité de langue.

Pendant la durée de leur internement, les membres d'une même famille, et en particulier les parents et leurs enfants, seront réunis dans le même lieu d'internement, à l'exception des cas où les besoins de travail, de raisons de santé, ou l'application des dispositions prévues au chapitre IX de la présente section rendraient nécessaire une séparation temporaire. Les internés pourront demander que leurs enfants, laissés en liberté sans surveillance de parents, soient internés avec eux.

Dans la mesure du possible, les membres internés de la même famille seront réunis dans les mêmes locaux et seront logés séparément des autres internés ; il devra également leur être acordé des facilités nécessaires pour mener une vie de famille.

CHAPITRE II

Lieux d'internement

Article 83.

La Puissance détentrice ne pourra placer les lieux d'internement dans des régions particulièrement exposées aux dangers de la guerre.

La Puissance détentrice communiquera, par l' entremise des Puissances protectrices, aux Puissances ennemis toutes indications utiles sur la situation géographique des lieux d'internement.

Chaque fois que les considérations militaires le permettront, les camps d'internement seront signalés par les lettres IC placées de manière à être vues de jour distinctement du haut des airs ; toutefois, les Puissances intéressées pourront convenir d'un autre moyen de signalisation. Aucun autre emplacement qu'un camp d'internement ne pourra être signalisé de cette manière.

Article 84.

Les internés devront être logés et administrés séparément des prisonniers de guerre et des personnes privées de liberté pour toute autre raison.

Article 85.

La Puissance détentrice a le devoir de prendre totess les mesures nécessaires et possibles pour que les personnes protégées soient, dès le début de leur internement, logées dans des bâtiments ou cantonnements donnant toutes garanties d'hygiène et de salubrité et assurant une protection efficace contre la rigueur du climat et les effets de la guerre. En aucun cas, les lieux d'internement permanent ne seront situés dans des régions malsaines ou dont le climat serait pernicieux pour les internés. Dans tous les cas où elles seraient temporairement internés dans une région malsaine, ou dont le climat serait pernicieux pour la santé, les personnes protégées devront être transférées aussi rapidement que les circonstances le permettront dans un lieu d'internement où ces risques ne seront pas à craindre.

Les locaux devront être entièrement à l'abri de l'humidité, suffisamment chauffés et éclairés, notamment entre la tombée de la nuit et l'extinction des feux. Les lieux de couchage devront être suffsamment spaciaux et bien aérés, les internés disposeront d'un matériel de couchage convenable et de couvertures en nombre suffisant, compte tenu du climat et de l'âge, du sexe et de l'état de senté des internés.

Les internés disposeront jour et nuit d'installations sanitaires conformes aux exigences de l'hygiène et maintenus en état constant de propreté. Il leur sera fourmi une quantité d'eau et de savon suffisante pour leurs soins quotidiens de propreté corporelle et le blanchissage de leur linge ; les installations et les facilités nécessaires leur seront accordées à cet effet. Ils disposeront, en outre, d'installations de douches ou de bains. Le temps nécessaire sera accordé pour leurs soins d'hygiène et les travaux de nettoyage.

Chaque fois qu'il sera nécessaire, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, de loger des femmes internées n'appartenant pas à un groupe familial dans le même lieu d'internement que les hommes, il devra leur être obligatoirement fourmi des lieux de couchage et des installations sanitaires séparés.

Article 86.

La Puissance détentrice mettra à la disposition des internés, quelle que soit leur confession, des locaux appropriés pour l'exercice de leurs cultes.

Article 87.

A moins que les internés ne puissent disposer d' autres facilités analogues, des cantines seront installées dans tous les lieux d'internement, afin qu'ils aient la possibilité de se procurer à des prix qui ne devront en aucun cas dépasser ceux du commerce local, des denrées alimentaires et les objets usuels, y compris du savon et du tabac, qui sont de nature à accroître leur bien-être et leur confort personnels.

Les bénéfices des cantines seront versés au crédit d'un fonds spécial d'assistance qui sera créé dans chaque lieu d'internement et administré au profit des internés du lieu d'internement intéressé. Le comité d' internés, prévu à l'article 102, aura un droit de ragard sur l'administration des cantines et sur la gestion de ce fonds.

Lors de la dissolution d'un lieu d'internement, le solde créditeur du fonds d'assistance sera transféré au fonds d'assistance d'un autre lieu d'internement pour internés de la même nationalité ou, si un tel lieu n' existe pas, à un fonds central d'assistance qui sera administré au bénéfice de tous les internés qui restent au pouvoir de a Puissance détentrice. En cas de libération général, ces bénéfices seront conservés par la Puissance détentrice, sauf accord contraire conclu entre les Puissances intéressées.

Article 88.

Dans tous les lieux d'internement exposés aux bombardements aériens et autres dangers de guerre, seront installés des abris appropriés et en nombre suffisant pour assurer la protection nécessaire. En cas d'alerte, les internés pourront s'y rendre le lus rapidement possible, à l'exception de ceux d'entre ux qui participeraient à la protection de leurs canton ements contre ces dangers. Toute mesure de protection qui sera prise en faveur de la population leur sera également appliquée

Les précautions suffisantes devront être prises dans les lieux d'internement contre les dangers d'incendie.

CHAPITRE III.

Alimentation et habillement

Article 89.

La ratio n alimentaire quotidienne des internés sera suffisante en quantité, qualité et variété, pour leur assurer un équilibre normal de santé et pour empêcher les troubles de carence; il sera tenu compte également du régime auquel les internés sont habitués.

Les internés recevront, en outre, les moyens d'accommoder eux-mêmes les suppléments de nourriture dont ils disposeraient.

De l'eau potable en suffisance leur sera fournie. L'usage du tabac sera autorisé.

Les travailleurs recevront un supplément de nourriture proportionné à la nature du travail qu 'ils effectuent.

Les femmes enceintes et en couches, et les enfants âgés de moins de quinze ans, recevront des suppléments de nourriture proportionnés à leurs besoins physiologiques.

Article 90.

Toutes facilités seront accordées aux internés pour se munir de vêtements, de chaussures et de linge de rechange, au moment de leur arrestation et pour s'en procurer ultérieurement, si besoin est. Si les internés ne possèdent pas de vêtements suffisants pour le climat, et qu'ils ne peuvent s'en procurer, la Puissance détentrice leur en fournira gratuitement.

Les vêtements que la Puissance détentrice fournirait aux internés et les marques extérieures qu'elle pourrait apposer sur leurs vêtements, ne devront ni avoir un caractère infamant ni prêter au ridicule.

Les travailleurs devront recevoir une tenue de travail, y compris les vêtements de protection appropriés, partout où la nature du travail l'exigera.

CHAPITRE IV.

Hygiène et soins médicaux

Article 91.

Chaque lieu d'internement possédera une infirmerie adéquate, placée sous l'autorité d'un médecin qualifié, où les internés recevront les soins dont ils pourront avoir besoin. ainsi qu'un régime alimentaire approprié. Des locaux d'isolement seront réservés aux malades atteints d'affections contagieuses ou mentales.

Les femmes en couches et les internés atteints d'une maladie grave, ou dont l'état nécessite un traitement spécial, une intervention chirurgicale ou l'hospitalisation, devront être admis dans tout établissement qualifié pour les traiter et y recevront des soins qui ne devront pas être inférieurs à ceux qui sont donnés à l'ensemble de la population.

Les internés seront traités de préférence par un personnel médical de leur nationalité.

Les internés ne pourront pas être empêchés de se. présenter aux autorités médicales pour être examinés. Les autorités médicales de la Puissance détentrice remettront, sur demande, à tout interné traité une déclaration officielle indiquant la nature de sa maladie ou de ses blessures, la durée du traitement et les soins reçus. Un duplicata de cette déclaration sera envoyé à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

Le traitement, ainsi que la fourniture de tout appareil nécessaire au maintien des internés en bon état de santé, notamment des prothèses, dentaires ou autres, et des lunettes, seront accordés gratuitement à l'interné.

Article 92.

Des inspections médicales des internés seront faites au moins une fois par mois. Elles auront pour objet, en particulier, de contrôler l'état général de santé et de nutrition et l'état de propreté, ainsi que de dépister les maladies contagieuses, notamment la tuberculose, les affections vénériennes et le paludisme. Elles comporteront notamment le contrôle du poids de chaque interné et, au moins une fois par an, un examen radioscopique.

CHAPITRE V.

Religion, activites intellectuelles et physiques

Article 93.

Toute latitude sera laissée aux internés pour l'exercice de leur religion, y compris l'assistance aux offices de leur culte, à condition qu'ils se conforment aux mesures de discipline courante, prescrites par les autorités détentrices.

Les internés qui sont ministres d'un culte, seront autorisés à exercer pleinement leur ministère parmi leur coreligionnaires. A cet effet, la Puissance détentrice veillera à ce qu'ils soient répartis d'une manière équitable entre les différents lieux d'internement où se trouvent les internés parlant la même langue et appartenant à la même religion. S'ils ne sont pas en nombre suffisant, elle leur accordera les facilités nécessaires, entre autres des moyens de transport, pour se rendre

d'un lieu d'internement à l'autre et ils seront autorisés à visiter les internés qui se trouvent dans des hôpitaux. Les ministres d'un culte jouiront, pour les actes de leur ministère, de la liberté de correspondance avec les autorités religieuses du pays de détention et, dans la mesure du possible, avec les organisations religieuses internationales de leur confession. Cette correspondance ne sera pas considérée comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107, mais sera soumise aux dispositions de l'article 112.

Lorsque des internés ne disposent pas du secours de ministres de leur culte ou que derniers sont en nombre insuffisant, l'autorité religieuse locale de la même confession pourra désigner, d'accord avec la Puissance détentrice, un ministre du même culte que celui des internés, ou bien, dans le cas où cela est possible du point de vue confessionnel, un ministre d'un cult similaire ou un laïque qualifié.Ce dernier jouira des avantages attachés à la fonction qu'il a ssumée. Les personnes ainsi désignées devront se conformer à tous les règlements établis par la Puissance détentrice, dans l'intérêt de la discipline et de la sécurité.

Article 94.

La Puissance détentrice encouragera les activités intellectuelles, éducatives, récréatives et sportives des internés, tout en les laissant libres d'y participer ou non. Elle prendra toutes les mesures possibles pour en assurer l'exercice et mettra en particulier à leur disposition des locaux adéquats.

Toutes les facilités possibles seront accordées aux internés afin de leur permettre de poursuivre leurs études ou d'en entreprendre de nouvelles. L'instruction des enfants et des adolescents sera assurée ; ils pourront fréquenter des écoles soit à l'intérieur soit à l'extérieur des lieux d'internement.

Les internés devront avoir la possibilité de se livrer à des exercices physiques, de participer à des sports et à des jeux en plein air. Des espaces libres suffisants seront résevés à cet usage dans tous lieux d'internement. Des emplacements spéciaux seront réservés aux enfants et aux adolecents.

Article 95.

La Puissance détentrice ne pourra employer des internés comme travailleurs que s'ils le désirent. Sont en tout cas interdits : l'emploi qui, imposé à une personne protégée non internée, constituerait une infraction aux articles 40 ou 51 de la présente Convention, ainsi que l'emploi à des travaux d'un caractère dégradant ou humiliant.

Après une période de travail de six semaines, les internés pourront renoncer à travailler à tout moment moyennant un préavis de huit jours.

Ces dispositions ne font pas obstacle au droit de la Puissance détentrice d'astreindre les internés médecins dentistes ou autres membres du personnel sanitaire à l'exercicede leur profession au bénéfice de leurs co-internés; d'employer des internés à des travaux d'administration et d'entretien du lieu d'internement ; de charger ces personnes de travaux de cuisine ou d'autres travaux ménagers enfin de les employer à des travaux destinés à protéger les internés contre les bombardements aériens, ou autres dangers résultant de la guerre. Toutefois, aucun interné ne pourra être astreint à accomplir des travaux pour lesquels un médecin de l'administration l'aura déclaré physiquement inapte.

La Puissance détentrice assumera l'entière responsabilité de toutes les conditions de travail, des soins médicaux, du paiement des salaires et de la réparation des accidents du travail et des maladies professionnels. Les conditions de travail ainsi que la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles seront conformes à la législation nationale et à la coutume; elles ne seront en aucun cas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région.Les salaires seront déterminés d'une façon équitable par accord entre la Puissance détertrice, les internés et, le cas échéant, les employeurs autres que la Puissance détentrice, compte tenu de l'obligation pour la Puissance détentrice de pouvoir gratuitement à l'entretien de l'interné et de lui accorder de même les soins médicaux que nécessite son état de santé. Les internés employés d'une manière permanente aux travaux visés au troisième alinéa recevront de la Puissance détentrice un salaire équitable; les conditions de travail et la réparation des accidents du travail et des maladies professionelles ne seront pas inférieures à celles appliquées pour un travail de même nature dans la même région.

Article 96.

Tout détachement de travail relèvera d'un lieu d'internement. Les autorités compétentes de la Puissances détentrice et le commandant de ce lieu d'internement seront responsables de l'observation dans les détachement de travail des dispositions de la présente Convention.Le commandant tiendra à jour une liste des détachements de travail dépendant de lui et la communiquera aux délégués de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou des autres organisations humanitaires qui visiteraient les lieux d'internement.

CHAPITRE VI

Propriété Personnelle et ressources financières.

Article 97.

Les internés seront autorisés à conserver leurs objets et effets d'usage personnel. Les sommes chèques, titres, etc. ainsi que les objets de valeur dont ils sont porteurs, ne pourront leur être enlevés que conformément aux procédures établies. Un reçu détaillé leur en sera donné.

Les sommes devront être portées au crédit du compte de chaque interné, comme prévu à l'article 98; elles ne pourront être converties en une autre monnaie à moins que la législation du territoire dans lequel le propriétaire est interné ne l'exige, ou que l'interné n'y consente.

Les objets ayant surtout une valeur personnelle ou sentimentale ne pourront leur être enlevés.

Une femme internée ne pourra être fouillée que par une femme.

Lors de leur libération ou de leur rapatriement, les internés recevront en monnaie le solde créditeur du compte tenu conformément à l'article 98, aonsi que tous les objets, sommes, chèques, titres, etc. qui leur auraient été retirés pendant l'internement exception faite des objets ou valeurs que la Puissance détentrice devrait garder en vertu de sa législation en vigueur. Au cas où un bien appartenant à un interné serait retenu en raison de cette législation, l'intéressé recevra un certificat détaillé.

Les documents de famille et les pièces d'identité dont les intérnés sont porteurs ne pourront leur être retirés que contre reçu. A aucun moment, les internés ne devront être sans pièce d' identité. S'ils n'en possèdent pas, ils recevront des pièces spéciales qui seont éta-

blies par les autorités détentrices et qui eur tiendront lieu de pièces d'identité jusqu'à la fin de l'internement.

Les internés pourront avoir sur eux une certaine somme en espèces ou sous forme de bons d'achat, afin de pouvoir faire des achats.

Article 98.

Tous les internés recevront régulièrement des allocations pour pouvoir acheter des denrées et objets tels que tabac, articles de toilette, etc. Ces allocations pourront revêtir la forme de crédits ou de bons d'achat.

En outre, les internés pourront recevoir des subsides de la Puissance dont ils sont ressortissants, des Puissances protectrices, de tout organisme qui pourrait leur venir en aide, ou de leurs familles ainsi que les revenus de leurs biens conformément à la legislation de la Puissance détentrice. Les montants des subsides alloués par la Puissance d'origine seront les mêmes pour chaque catégorie d'internés (infirmes, malades, femmes enceintes, etc.) et ne pourront être fixés par cette Puissance ni distribués par la Puissance détentrice sur la base de discriminations interdites par l' article 27 de la présente Convention.

Pour chaque interné, la Puissance détentrice tiendra un compte régulier au crédit duquel seront portés les allocations mentionnées au présent article, les salaires gagnés par l'interné, ainsi que les envois d' argent qui lui seront faits. Seront également portées à son crédit les sommes qui lui sont retirées et qui pourraient être disponibles en vertu de la législation en vigueur dans le territoire où l'interné se trouve. Toute facilité compatible avec la législation en vigueur dans le territoire intéressé lui sera accordée pour envoyer des subsides à sa famille et aux personnes dépendant économiquement de lui. Il pourra prélever sur ce compte les sommes nécessaires à ses dépenses personnelles,. dans les limites fixées par la Puissance détentrice. Il lui sera accordé en tout temps des facilités raisonnables en vue de consulter son compte ou de s'en procurer des extraits. Ce compte sera communiqué, sur demande, à la Puissance protectrice et suivra l'interné en cas de transfert de celui-ci.

CHAPITRE VII

Administration et discipline

Article 99.

Tout lieu d'internement sera placé sous l'autorité d'un officier ou fonctionaire responsable, choisi dans les forces militaires règulières ou dans les cadres de l'administration civile règulière de la Puissance détentrice. L'officier ou le fonctionnaire commandant le lieu d'internement possédera, dans la langue officielle ou dans une des langues officielles de son pays, le texte de la présente Convention et sera responsable de l' application de celle-ci. Le personnel de surveillance sera instruit des dispositions de la présente Convention et des règlements ayant pour objet son application.

Le texte de la présente Convention et les textes des accords spéciaux conclus conformément à la présente Convention seront affichés à l'intérieur du lieu d'internement dans une langue que comprennent les internés, ou bien se trouveront en possession du comité d'internés.

Les règlements, ordres, avertissements et avis de toute nature devront être communiqués aux internés et affichés à l'intérieur de lieux d'internement dans une langue qu'ils comprennent.

Tous les ordres et commandements adrésses individuellement à des internés devront également être donnés dans une langue qu'ils comprennent.

Article 100.

La discipline dans les lieux d'internement doit être compatible avec les principes d'humanité et ne comportera en aucun cas des règlement imposant aux internés des fatigues physiques dangereuses pour leur santé ou des brimades d'ordre physique ou moral. Le tatouage ou l'apposition de marques ou de signes corporels d'identification sont interdits.

Sont notamment interdits les stations ou les appels prolongés, les exercices phisyques punitifs les exercices de manoeuvres militaires et les restrictions de nourriture.

Article 101.

Les internés auront le droit de présenter aux autorités au pouvoir desquelles ils setrouvent leurs requêtes concernant le régime auquel ils sont soumis.

Ils auront également, sans limitation, le droit de s'adresser soit par l'entremise du comité d'internés, soit directement, s'ils l'estiment nécessaire, aux représentants de la Puissance protectrice, pour leur indiquer les points sur lesquels ils auraient des plaintes à formuler à l'égard du régime de l'internement.

Ces requêtes et plaintes devront être transmises d'urgence sans modicication. Même si ces dernières sont reconnues non fondée, elles ne pourront donner lieu à aucune punition.

Les comités d'internés pourront envoyer aux représentants de la Puissance protectrice des rapports périodiques sur la situation dans les lieux d'internement et les besoins des internés.

Article 102.

Dans chaque lieu d'internment, les internés éliront librement, tous les six mois, et au scrutin secret, les membres d'un comité chargé de les représenter auprès des autorités de la Puissance détentrice, auprés des Puissances protectrices, du Comité international de la Croix-Rouge et de tout autre organisme qui leur viendrait en aide, Les membres de ce comité seront rééligibles.

Les internés élus entreront en fonctions après que leur élection aura reçu l'approbation de l'autorité détentrice. Les motifs de refus ou de destitution éventuels seront communiqués aux Puissances protectrices intéressées.

Article 103.

Les comités d'internés devront contribuer au bien-être phisyque, moral et intellectuel des internés.

En particulier, au cas où les internés décideraient d'organiser entre eux un système d'assistance mutuelle, cette organisation serait de la compétence des comités, indépendamment des tâches spéciales qui leur sont confiées par d'autres dispositions de la présente Convention.

Article 104.

Les membres des comités d'internés ne seront pas astreints à un autre travail, si l'accomplissement de leurs fonctions devait en être rendu plus difficile.

Les membres des comités pourraient désigner parmi les internés les auxiliaires qui leur seront nécessaires. Toutes facilités matérielles leur seront accordées et notamment certaines libertés de mouvement nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches (visites de détachements de travail, réception de marchandises, etc).

Toutes facilités seront également accordées aux membres des comités pour leur correspondance postale et télégraphique avec les autorités détentrices, avec les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge et leurs délégués, ainsi qu'avec les organismes qui viendraient en aide aux internés. Les membres des comités se trouvant dans des détachements jouiront des mêmes facilités pour leur correspondance avec leur comité du principal lieu d'internement. Ces correspondances ne seront ni limitées, ni considérées, comme faisant partie du contingent mentionné à l'article 107.

Aucun membre du comité ne pourra être transféré, sans que le temps raisonnablement nécessaire lui ait été laissé pour mettre son successeur au courant des affaires en cours.

CHAPITRE VIII

Relations avec l'extérieur

Article 105.

Dès qu'elles auront interné des personnes protégées, les Puissances détentrices porteront à leur connaissance, à celle de la Puissance dont elles sont ressortissantes et de leur Puissance protectrice, les mesures prévues pour l'exécution des dispositions du présent chapitre; elles notifieront de même toute modification apportée à ces mesures.

Article 106.

Chaque interné sera mis en mesure, dès son internement, ou au plus tard une semaine après son arrivée dans un lieu d'internement et de même en cas de maladie ou de transfert dans un autre lieu d'internement ou dans un hôpital, d'adresser directement à sa famille, d'une part, et à l'Agence centrale prévue à l'article 140, d'autre part, une carte d'internement établie si possible selon le modèle annexé à la présente Convention, les informant de son internement, de son adresse et de son état de santé. Lesdites cartes seront transmises avec toute la rapidité possible et ne pourront être retardées d'aucune manière.

Article 107

Les internés seront autorisés à expédier et à recevoir des lettres et des cartes. Si la Puissance détentrice estime nécessaire de limiter le nombre de lettres et de cartes expédiées par chaque interné, ce nombre ne pourra pas être inférieur à deux lettres et quatre cartes par mois, établis autant que possible selon les modèles annexés à la présente Convention. Si des limitations doivent être apportées à la correspondance adressée aux internés, elles ne pourront être ordonnées que par leur Puissance d'origine, éventuellement sur demande de la Puissance détentrice. Ces lettres et ces cartes devront être transportées dans un délai raisonnable; elles ne pourront être retardées ni retenues pour motifs de discipline.

Les internés qui sont depuis longtemps sans nouvelles de leur famille ou qui se trouvent dans l'impossibilité d'en recevoir ou de lui en donner par voie ordinaire,de même que ceux qui sont séparés des leurs par des distances considérables, seront autorisés à expédier des télégrammes, contre paiement des taxes télégraphiques, dans la monnaie dont ils disposent. Ils bénéficieront également d'une telle mesure en cas d'urgence reconnue.

En règle générale, la correspondance des internès sera rédigée dans leur langue maternelle. Les Parties au conflit pourront autoriser la correspondance en d'autres langues.

Article 108

Les internés seront autorisés à recevoir, par voie postale ou par tous autres moyens, des envois individuels ou collectifs contenant notamment des denrées alimentaires, des vêtements, des médicaments, ainsi que des livres et des objets destinés à répondre à leurs besoins en matière de religion, d'études ou de loisirs. Ces envois ne pourront, en aucun façon, libérer la Puissance détentrice des obligations qui lui incombent en vertu de la présente Convention.

Au cas où il deviendrait nécessaire, pour des raisons d'ordre militaire, de limiter la quantité de ces envois, la Puissance protectrice, le Comité international de la Croix-Rouge, ou tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois, devront en être dûment avisés.

Les modalités relatives à l'expédition des envois individuels ou cellectifs feront l'objet, s'il y a lieu, d'accords spéciaux entre les Puissances intéressées, qui ne pourront en aucun cas retarder la réception par les internés des envois de secours. Les envois de vivres ou de vêtements ne contiendront pas de livres; les secours médicaux seront, en général, envoyés dans des colis collectifs.

Article 109.

A défaut d'accords spéciaux entre les Parties au conflit sur les modalités relatives à la réception ainsi qu'à la distribution des envois de secours collectifs, le règlement concernant les envois collectifs annexé à la présente Convention sera appliqué.

Les accords spéciaux prévus ci-dessus ne pourront en aucun cas restreindre le droit des comités d'interués de prendre possession des envois de secours collectifs destinés aux internés, de procéder à leur distribution et d'en disposer dans l'intérêt des destinataires.

Ils ne pourront pas non plus restreindre le droit qu'auront les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme venant en aide aux internés, qui seraient chargés de transmettre ces envois collectifs, d'en contrôler la distribution à leurs destinataires.

Article 110.

Tous les envois de secours destinés aux internés seront exempts de tous droits d'entrée, de douane et autres.

Tous les envois y compris les colis postaux de secours ainsi que les envois d'argent, en provenance d'autres pays, adressés aux internés ou expédiés par eux par voie postele soit directement, soit par l'entremise des bureaux, de renseignements prévus à l'article 136 et de l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140, seront exempts de toute taxe postale aussi bien dans les pays d'origine et de destination que dans les pays intermédiaires. A cet effet, notamment, les exemptions prévues dans la Convention postale universelle de 1947 et dans les arrangements de l'Union postale universelle, en faveur des civils de nationalité ennemie retenus dans des camps ou dans des prisons civiles, seront étendues aux autres personnes protégées internées sous le régime de la présente Convention. Les pays qui ne participent pas à ces arrangements seront tenus d'accorder les franchises prévues dans les mêmes conditions.

Les frais de transport des envois de secours destinés aux internés, qui, en raison de leur poids ou pour tout autre motif, ne peuvent pas leur être transmis par voie postale, seront à la charge de la Puissance détentrice

dans tous les territoires placés sous son contrôle. Les autres Puissances parties à la Convention supporteront les frais de transport dans leurs territoires respectifs.

Les frais résultant du transport de ces envois, qui ne seraient pas couverts aux termes des alinéas précédents, seront à la charge de l'expéditeur.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront de reduire autant que possible les taxes télégraphiques pour les télégrammes expédiés par les internés ou qui leur sont adressés.

Article 111.

Au cas où les opérations militaires empêcheraient les Puissances intéressées de remplir l'obligation qui leur incombe d'assurer le transport des envois prévus aux articles 106, 107, 108 et 113, les Puissances protectrices intéressées, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme agréé par les Parties au conflit, pourront entreprendre d'assurer le transport de ces envois avec les moyens adéquats (wagons, camions, bateaux ou avions, etc.). A cet effet, les Hautes Parties contractantes s'efforceront de leur procurer ces moyens de transport et d'en autoriser la circulation, notamment en accordant les sauf-conduits nécessaires.

Ces moyens de transport pourront également être utilisés pour acheminer:

a) la correspondance, les listes et les rapports échangés entre l'Agence centrale de renseignements prévue à l'article 140 et les Bureaux nationaux prévus à l'article 136;

b) la correspondance et les rapports concernant les internés que les Puissances protectrices, le Comité international de la Croix-Rouge ou tout autre organisme venant en aide aux internés échangent soit avec leurs propres délégués, soit avec les Parties au conflit.

Les présentes dispositions ne restreignent en rien le droit de toute Partie au conflit d'organiser, si elle le préfère, d'autres transports et de délivrer des sauf-conduits aux conditions qui pourront être convenues.

Les frais occasionnés par l'emploi de ces moyens de transport seront supportés proportionnellement à l'importance des envois par les Parties au conflit dont les ressortissants bénéficient de ces services.

Article 112.

La censure de la correspondance adressée aux internés ou expédiée par eux devra être faite dans le plus bref délai possible.

Le contrôle des envois destinés aux internés ne devra pas s'effectuer dans des conditions telles qu'il compromettre la conservation des denrées qu'ils contiennent et il se fera en presence du destinataire ou d'un camarade mandaté par lui. La remise des envois individuels ou collectifs aux internés ne pourra être retardée sous prétexte de difficultés de censure.

Toute interdiction de correspondance édictée par les Parties au conflit, pour des raisons militaires ou politiques, ne pourra être que temporaire et d'une durée aussi brève que possible.

Article 113.

Les Puissances détentrices assureront toutes les facilités raisonnables pour la transmission, par l'entremise de la Puissance protectrice ou de l'Agence centrale prévue à l'article 140 ou par d'autres moyens requis, de testaments, de procurations, ou de tous autres documents destinés aux internés ou qui émanent d'eux.

Dans tous les cas, les Puissances détentrices faciliteront aux internés l'établissement et la légalisation en bonne et due forme de ces documents; elles les autoriseront en particulier à consulter un juriste.

Article 114.

La Puissance détentrice accordera aux internés toutes facilités compatibles avec le régime de l'internement et la législation en vigueur pour qu'ils puissent gérer leurs biens. A cet effet, elle pourra les autoriser à sortir du lieu d'internement, dans les cas, urgents, et si les circonstances le permettent.

Article 115.

Dans tous les cas où un interné sera partie à un procès devant un tribunal quel qu'il soit, la Puissance détentrice devra, sur la demande de l'intéressé, informer le tribunal de sa détention et devra, dans les limites légales, veiller à ce que soient prises toutes les mesures nécessaires pour qu'il ne subisse aucun préjudice du fait de son internement, en ce qui concerne la préparation et la conduite de son procès, ou l'exécution de tout jugement rendu par le tribunal.

Article 116.

Chaque interné sera autorisé à recevoir à intervalles réguliers, et aussi fréquemment que possible, des visites et en premier lieu celles de ses proches.

En cas d'urgence et dans la mesure du possible, notamment en cas de décès ou de maladie grave d'un parent, l'interné sera autorisé à se rendre dans sa famille.

CHAPITRE IX

Sanctions pénales et disciplinaires

Article 117.

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, la législation en vigueur sur le territoire où ils se trouvent continuera de s'appliquer aux internés qui commettent des infractions pendant l'internement.

Si les lois, réglements ou ordres généraux déclarent punissables des actes commis par les internés, alors que les mêmes actes ne le sont pas quand ils sont commis par des personnes qui ne sont pas internées, ces actes ne pourront entraîner que des sanctions disciplinaires.

Un interné ne pourra, à raison du même fait ou du même chef d'accusation, être puni qu'une seule fois.

Article 118.

Pour fixer la peine, les tribunaux ou autorités prendront en considération, dans la plus large mesure possible, le fait que le prévenu n'est pas un ressortissant de la Puissance détentrice. Ils seront libres d'atténuer la peine prévue pour l'infraction dont est prévenu l'interné et ne seront pas tenus, à cet effet, d'observer le minimum de cette peine.

Sont interdites toutes incarcérations dans des locaux non éclairés par la lumière du jour et, d'une manière générale, toute forme quelconque de cruauté.

Les internés punis ne pourront, après avoir subi les peines qui leur auront été infligées disciplinairement ou judiciairement, être traités différemment des autres internés.

La durée de la détention préventive subie par un interné sera déduite de toute peine privative de liberté qui lui serait infligée disciplinairement ou judiciairement.

Les comités d'internés seront informés de toutes les procédures judiciaires engagées contre les internés dont ils sont les mandataires, ainsi que de leurs résultats.

Article 119

Les peines disciplinaires applicables aux internés seront :

1. l'amende jusqu'à concurrence de 50 pour cent du salaire prévu à l'article 95 et cela pendant une période qui n'excédera pas trente jours;

2. la suppression d'avantages accordés en sus du traitement prévu par la présente Convention;

3. les corvées n'excédant pas deux heures par jour, exécutées en vue de l'entretien du lieu d'internement;

4) les arrêts,

En aucun cas, les peines disciplinaires ne seront inhumaines, brutales ou dangereuses pour la santé des internés. Elles devront tenir compte de leur âge, de leur sexe et de leur état de santé. La durée d'une même punition ne dépassera jamais un maximum de trente jours consécutifs, même dans les cas où un interné aurait à répondre disciplinairement de plusieurs faits, au moment où il est statué à son égard, que ces faits soient connexes ou non.

Article 120

Les internés évadés, ou qui tentent de s'évader, qui seraient repris, ne seront passibles pour cet acte, même s'il y a récidive que de peines disciplinaires.

En dérogation au troisième alinéa de l'article 118, les internés punis à la suite d'une évasion ou d'une tentative d'évasion pourront être soumis à un régime de surveillance spécial, à condition toutefois que ce regime n'affecte pas leur état de santé, qu'il soit subi dans un lieu d'internement et qu'il ne comport e la suppression d'aucune des garanties qui leur sont accordées par la présente Convention.

Les internés qui auront coopéré à une évasion ou à une tentative d'évasion ne seront passibles de ce chef que d'une punition disciplinaire.

Article 121

L'évasion ou la tentative d'évasion même s'il y a récidive, ne sera pas considérée comme une circonstance aggravante, dans le cas où l'interné serait déféré aux tribunaux pour des infractions commises au cours de l'évasion.

Les Parties au conflit veilleront à ce que les autorités compétentes usent d'indulgence dans l'appréciation de la question de savoir si une infraction commise par un interné doit être punie disciplinairement ou judiciairement notamment en ce qui concerne les faits connexes à l'évasion ou à la tentative d'évasion.

Article 122

Les faits constituant une faute contre la discipline feront l'objet d'une enquête immédiate. Il en sera notamment ainsi pour l'évasion ou la tentative d'évasion et l'interné repris sera remis aussitôtque possible aux autorités compétentes.

Pour tous les internés, la détention préventive en cas de faute disciplinaire sera réduite au strict minimum et elle n'excédera pas quatorze jours; dans tous les cas sa durée sera réduite de la peine privative de liberté qui serait infligée.

Les dispositions des articles 124 et 125 s'appliqueront aux internés détenus préventivement pour faute disciplinaire.

Article 123

Sans préjudice de la compétence des tribunaux et des autorités supérieures, les peines disciplinaires ne pourront être prononcées que par le commandant du lieu d'internement ou par un officier ou un fonctionnaire responsable à qu'il il aura délégué son pouvoir disciplinaire.

Avant que ne soit prononcée une peine disciplinaire, l'interné inculpé sera informé avec précision des faits qui lui sont reprochés. Il sera autorisé à justifier sa conduite, à se défendre, à faire entendre des témoins et à recourir, en cas de nècessité, aux offices d'un interprète qualifié. La décision sera prononcé en présence de l'inculpé et d'un membre du comité d'internés.

Il ne s'écoulera pas plus d'un mois entre la décision disciplinaire et son exécution.

Lorsqu'un interné sera frappé d'une nouvelle peine disciplinaire, un délai de trois jours au moins séparera l'exécution de chacune des peines, dès que la durée d'une d'elles sera de dix jours ou plus.

Le commandant du lieu d'internement devra tenir un registre des peines disciplinaires prononcées qui sera mis à la disposition des représentants de la Puissance protectrice.

Article 124.

En aucun cas, les internés ne pourront être transférés dans des établissements pénitentiaires (prisons, pénitenciers, bagnes, etc.) pour y subir des peines disciplinaires.

Les locaux dans lesquels seront subies les peines disciplinaires seront conformes aux exigences de l'hygiène, et comporteront notamment un matériel de couchage suffisant; les internés punis seront mis à même de se tenir en état de propreté.

Les femmes internées, subissant une peine disciplinaire, seront détenues dans des locaux distincts de ceux des hommes et seront placées sous la surveillance immédiate de femmes.

Article 125

Les internés punis disciplinairement auront la faculté de prendre chaque jour de l'exercice et d'être en plein air pendant au moins deux heures.

Ils seront autorisés, sur leur demande, à se présenter à la visite médicale quotidienne; ils recevront les soins que nécessite leur état de santé et, le cas échéant, seront évacués sur l'infirmerie du lieu d'internement ou sur un hôpital.

Ils seront autorisés à lire et à écrire, ainsi qu'à expédier et à recevoir des lettres. En revanche, les colis et les envois d'argent pourront ne leur être délivrés qu' à l'expiration de la peine; ils seront confiés en attendant au comité d'internés qui remettra à l'infirmerie les denrées périssables se trouvant dans ces colis.

Aucun interné puni disciplinairement ne pourra être privé du bénéfice des dispositions des articles 107 et 143.

Article 126

Les articles 71 à 76 inclus seront appliqués par analogie aux procédures engagées contre des internès se trouvant sur le teritoire national de la Puissance détentrice.

CHAPITRE X

Transferts des internés

Article 127.

Le transfert des internés s'effectuera toujours avec humanité. Il y sera procédé, en règle générale, par chemin de fer ou par d'autres moyens de trasport et dans des conditions au moins égales à celles dont bénéficient les troupes de la Puidsance détentrice dans leurs déplacements. Si, exceptionnellement, des transferts doivent être faits à pied, ils ne pourront avoir lieu que si l'état physique des internés le permet et ne devront en aucun cas leur imposer de fatigues excessives.

La Puissance détentrice fournira aux internés,

pendant le transfert, de l'eau potable et de la nourriture en quantité, qualité et variété suffisantes pour les maintenir en bonne santé, ainsi que les vêtements, les abris convenables et les soins médicaux nécessaires. Elle prendra toutes les précautions utiles pour assurer leur sécurité pendant le trasfert et elle établira, avant leur départ, la liste complète des internés transférés

Les internés malades, blessés ou infirmes, ainsi que les femmes en couches ne seront pas transférés tant que leur santé pourrait être compromise par le voyage, à moins que leur sécurité ne l'exige inpérieusement.

Si le front se rapproche d'un lieu d'internement, les internés qui s'y trouvent ne seront transférés que si leur transfert peut s'effectuer dans des conditions suffisantes de sécurité, ou s'ils courent de plus grands risques à rester sur place qu'à être transférés.

La Puissance détentrice, en décidant le transfert des internés, devra tenir compte de leurs interêts, en vue notammrnt de ne pas accoître les difficultés du rapatriement ou du retour au lieu de leur domicile.

Article 128.

En cas de transfert, les internés seront avisés officiellement de leur départ et de leur nouvelle adresse postale ; cet avis leur sera donné assez tôt pour qu'ils puissent préparer leurs bagages et avertir leur famille.

Ils seront autorisés à emporter leurs effets personnels, leur correspondance et les colis arrivés à leur adresse ; le poids de ces bagages pourra être réduit si les circonstances du transfert l'exigent, mais en aucun cas à moins de vingt-cinq kilos par interné.

La correspondance et les colis adressés à leur ancien lieu d'internement leur seront transmis sans délai.

Le commandant du lieu d'internevent prendra, d'entente avec le comité d'internés, les mesures nécessaires pour effectuer le transfert des biens collectifs des internés et des bagages que les internés ne pourraient emporter avec eux, en raison d'une limit tation prise en vertu du deuxième alinéa du présen-article.

CHAPITRE XI

Décès

Article 129.

Les internés pourront remettre leurs testaments aux autorités responsables qui en assureront la garde. En cas de décès des internés, ces testaments seront transmis promptement aux personnes désignées par les internés.

Le décès de chaque interné sera constaté par un médecin, et un certificat exposant les causes du décès et les conditions dans lesquelles il s'est produit sera établi.

Un acte de décès officiel, dûment enregistré, sera établi conformément aux prescriptions en vigueur sur le territoire où est situé le lieu d'internnement et une copie certifiée conforme en sera adressée rapidement à la Puissance protectrice ainsi qu'à l'Agence centrale prévue à l'article 140.

Article 130.

Les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient respectées, convenablement entretenues et marquées de façon à prouvoir toujour être retrouvées.

Les internés décédés seront enterrés individuellement, sauf le cas de force majeure qui imposerait une tombe collective. Les corps ne pourront être incinérés que pour d'impérieuses raisons d'hygiène ou en raison de la réligion du décédé ou encore s'il en a exprimé le désir. En cas d'incinération, il en sera fait mention avec indication des motifs sur l'acte de décès des internés. Les cendres seront conservées avec soin par les autorités détentrices et seront remises aussi rapidement que possible aux proches parents, s'ils le demandent.

Dès que les circonstances le permettront et au plus tard à la fin des hostilités, la Puissance détentrice transmettra, par l'intermédiaire des Bureaux de renseignements prévus à l'article 136, aux Puissances dont les internés décédés dépendaient, des listes des tombes des internés décédés. Ces listes donneront tous détails nécessaires à l'identification des internés décédés et à la localisation exacte de ces tombes.

Article 131.

Tout décès ou toute blessure grave d'un interné causés ou suspects d'avoir été causés par une sentinelle, par un autre interné ou par toute autre personne, ainsi que tout décès dont la cause est inconnue seront suivis immédiatement d'une enquête officielle de la Puissance détentrice.

Une communication à ce sujet sera faite immédiatement à la Puissance protectrice. Les dépositions de tout témoin seront recueillies; un rapport les contenant sera établi et communiqué à ladite Puissance.

Si l'enquête établit la culpabilité d'une ou de plusieurs personnes, la Puissance détentrice prendra toutes mesures pour la poursuite judiciaire du ou des responsables.

CHAPITRE XII

Libération, rapatriement et hospitalisation en pays neutre

Article 132.

Toute personne internée sera libérée par la Puissance détentrice, dès que les causes qui ont motivé son internement n'existeront plus.

En outre, les Parties au conflit s'efforceront de conclure, pendant la durée des hostilités, des accords en vue de la libération, du rapatriement, du retour au lieu de domicile ou de l'hospitalisation en pays neutre de certaines catégories d'internés, et notamment des enfants, des femmes enceintes et des mères avec nourrissons et enfants en bas âge, des blessés et malades ou des internés ayant subi une longue captivité.

Article 133.

L'internement cessera le plus rapidement possible après la fin des hostilités.

Toutefois, les internés sur le territoire d'une Partie au conflit, qui seraient sous le coup d'une poursuite pénale pour des infractions qui ne sont pas exclusivement passibles d'une peine disciplinaire, pourront être retenus jusqu'à la fin de la procédure et, le cas échéant, jusqu'à l'expriration de la peine. Il en sera de même pour ceux qui ont été condamnés antérieurement à une peine privative de liberté.

Par accord entre la Puissance détentrice et les Puissances intéressées, des commissions devront être instituées, après la fin des hostilités ou de l'occupation du territoire, pour rechercher les internés dispersés.

Article 134.

Les Hautes Parties contractantes s'efforceront, à la fin des hostilités ou de l'occupation, d'assurer le retour de tous les internés à leur dernière résidence, ou de faciliter leur rapatriement.

Article 135.

La Puissance détentrice supportrera les frais de retour des internés libérés aux lieux ou ils résidaient au moment de leur internement ou, si elle les a appréhendés au cours de leur voyage ou en haute mer, les frais nécessaires pour leur permettre de terminer leur voyage ou de retourner à leur point de départ.

Si la Puissance détentrice refuse la permission de résider sur son teritoire à un interné liberé qui, précédement, y avait son domicile régulier, elle paiera les frais de son rapatriement. Si cependant, l'interné préfère renter dans son pays sous sa propre responsabilité, ou pour obeir au gouvernement auquel il doit allégence, la Puissance détentrice n'est pas tenue de payer ces dépenses au delà de son territoire. La Puissance détentrice ne sera pas tenue de payer les frais de rapatriement d'un interné qui aurait été interné sur sa propre demande.

Si les internés sont transférés conformément à article 45, la Puissance qui les transfère et celle qui les accueille s'entendront sur la part des frais qui devront être supportés par chacune d'elles.

Les dites dispositions ne devront pas porter atteinte à des arrangements spéciaux qui pourraient être conclus entre les Parties au conflit au sujet de l'échange et du rapatriement de leurs ressortissants en mains ennemies.

SECTION V.

Buresux et agence centrale de renseignements

Article 136.

Dès le début d'un conflit, et dans tous les cas d'occupation, chacune des Parties au conflit constituera un Bureau officiel de renseignements chargé de recevoir et de transmettre des informations sur les personnes protégées qui se trouvent en son pouvoir.

Dans le plus bref délai possible, chacune des Parties au conflit trans mettra audit Bureau des informations sur les mésures prises par elle contre toute personne protégée appréhendée depuis plus de deux semaines, mise en résidence forcée ou internée. En outre, elle chargera ses divers services intéressés de fournir rapidement au Bureau précité les indications concernant les changements survenus dans l'état de ces personnes protégées, tels que les transferts, libérations rapatriements, évasions, hospitalisations, naissances et décès.

Article 137.

Le Bureau national de renseignements fera parvenir d'urgence, par les moyens les plus rapides, et par l'entremise, d'une part, des Puissances protectrices et, d'autre part, de l'Agence centrale prévue à l'article 140, les informations concernant les personnes protégées à la Puissance dont les personnes visées ci-dessus sont ressortissantes ou à la Puissance sur le territoire de laquelle elles avaient leur résidence. Les Bureaux répondront également à toutes les demandes qui leur sont adressées au sujet des personnes protégées.

Les Bureaux de renseignements transmettront les informations relatives à une personne protégée, sauf dans les cas où leur transmission pourrait porter préudice à la personne intéressée ou à sa famille. Même dans ce cas, les informations ne pourront être refusées à l'Agence centrale qui, ayant été avertie des circonstances, prendra les précautions nécessaires indiquées à l'article 140.

Toutes les communications écrites faites par un Bureau seront authentifiées par une signature ou par un sceau.

Article 138.

Les informations reçues par le Bureau national de renseignements et retransmises par lui seront de nature à permettre d'identifier exactement la personne protégée et d'aviser rapidement sa famille. Elles comporteront pour chaque personne au moins le nom de famille, les prénoms, le lieu et la date complète de naissance, la nationalité, la dernière résidence, les signes particuliers, le prénom du père et le nom de la mère, la date et la nature de la mesure prise à l'égard de la personne, ainsi que le lieu où elle a été prise, l'adresse à laquelle la correspondance peut lui être adressée, ainsi que le nom et l'adresse de la personne qui doit être informée.

De même, des renseignements sur l'état de santé des internés malades ou blessés gravement atteints, seront transmis régulièrement et si possible chaque semaine.

Article 139.

Le Bureau national de renseignements sera, en outre chargé de recueillir tous les objets personnels de valeur laissés par les personnes protégées visées à l'article 136, lors notamment de leur rapatriement, libération, évasion ou décès, et de les transmettre aux intéressés directement, ou, si nécessaire, par l'entremise de l'Agence centrale. Ces objets seront envoyés dans des paquets scellés par le Bureau: seront joints à ces paquets des déclarations établissant avec précision l'identité des personnes auxquelles ces objets appartenaient ainsi qu'un inventaire complet du paquet. La réception et l'envoi de tous les objets de valeur de ce genre seront consignés d'une manière détaillée dans des registres.

Article 140.

Une Agence centrale de reseignements au sujet des personnes protégées, notamment au sujet des internés, sera créée en pays neutre. Le Comité international de la Croix-Rouge proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge nécessaire, l'organisation de cette Agence qui pourra être la même que celle prévue par l'article 123 de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Cette Agence sera chargée de concentrer tous les renseignements du caractère prévu à l'article 136 qu'elle pourra obtenir par les voies officielles ou privées; elle les transmettra le plus rapidement possible au pays d'origine ou de résidence des personnes intéressées, sauf dans les cas où cette transmission pourrait nuire aux personnes que ces renseignements concernent, ou à leur famille. Elle recevra de la part des Parties au conflit toutes les facilités raisonnables pour effectuer ces transmissions.

Les Hautes Parties contractantes, et en particulier celles dont les ressortissants bénéficient des services de l'Agence centrale, sont invitées à fournir à celle-ci l'appui financier dont elle aurait besoin.

Les dispositions qui précedent ne devront pas être interptétées comme restreignant l'activité humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge et des Sociétés de secours mentionnées à l'article 142.

Article 141.

Les Bureaux nationaux de renseignements et l'Agence centrale de renseignements jouiront de la franchise

de port en toute matière postale, ainsi que des exemptions prévues à l'article 110, et, dans toute la mesure du possible, de la franchise télégraphique ou au moins d'importantes réductions de taxes.

TITRE IV.

Exécution de la Convention

SECTION I.

Dispositions Générales

Article 142.

Sous réserve des mesures qu'elles estimeraient indispensables pour garantir leur sécurité ou faire face à toute autre nécessité raisonnable, les Piuissances détentrices réserveront le meilleur accueil aux organisations religieuses, sociétés de secours, ou tout autre organisme qui viendrait en aide aux personnes protégées. Elles leur accorderont toutes facilités nécessaires ainsi qu'à leurs délégués dûment accrédités, pour visiter les personnes protégées, pour leur distribuer des secours, du matériel de toute provenance destiné à des fins éducatives, récréatives ou religieuses, ou pour les aider à organiser leurs loisirs à l'intérieur des lieux d'internement. Les sociétés ou organismes précités pourront être constitués soit sur le territoire de la Puissance détentrice, soit dans un autre pays, ou bien pourront avoir un caractère international.

La Puissance détentrice pourra limiter le nombre des sociétés et organismes dont les délégués seront autorisés à exercer leur activité sur son territoire et sous son contrôle, à condition toutefois qu'une telle limitation n'empêche pas d'apporter une aide efficace et suffisante à toutes les personnes protégées.

La situation particulière du Comité international de la Croix-Rouge dans ce domaine sera en tout temps reconnue et respectée.

Article 143.

Les représentants ou les délégués des Piuissances protectrices seront autorisés à se rendre dans tous les lieux où se trouvent des personnes protégées, notamment dans les lieux d'internement, de détention et de travail.

Ils auront accès à tous les locaux utilisés par ler personnes protégées et pourront s'entretenir avec elles sans témoin, par l'entremise d'un interprète, si cela est nécessaire.

Ces visites ne sauraient être interdites qu'en raison d'impérieuses nécessités militaires et seulement à titre exceptionnel et temporaire. La fréquence et la durée ne pourront en être limitées.

Toute liberté sera laissée aux représentants et aux délégués des Puissances protectrices quant au choix des endroits qu'ils désirent visiter. La Puissance détentrice ou occupante, la Puissance protectrice et, le cas échéant, la Puissance d'origine des personnes à visiter pourront s'entendre pour que des compatriotes des internés soient admis à participer aux visites.

Les délégués du Comité international de la Croix-Rouge bénéficieront des mêmes prérogatives. La désignation de ces délégués sera soumise à l'agrément de la Puissance sous l'autorité de laquelle sont placés les territoires où ils doivent exercer leur activité.

Article 144.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à diffuser le plus largement possible, en temps de paix et en temps de guerre, le texte de la présente Convention dans leurs pays respectifs, et notamment à en incorpore, l'étude dans les programmes d'instruction militaire et si possible, civile, de telle manière que les principes en soient connus de l'ensemble de la population.

Les autorités civiles, militaires, de police ou autres qui, en temps de guerre, assumeraient des responsabilités à l'égard des personnes protégées, devront posséder le texte de la Convention et être instruites spécialement de ses dispositions.

Article 145.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront par l'entremise du Conseil fédéral suisse et, pendant les hostilités, par l'entremise des Puissances protectrices, les traductions officielles de la présente Convention, ainsi que les lois et règlements qu'elles pourront être amenées à adopter pour en assurer l'application.

Article 146.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toute mesure législative nécessaire pour fixer les sanctions pénales adéquates à appliquer aux personnes ayant commis, ou donné l'ordre de commettre, l'une ou l'autre des infractions graves à la présente Convention définies à l'article suivant.

Chaque Partie contractante aura l'obligation de rechercher les personnes prévenues d'avoir commis, ou d'avoir ordonné de commettre, l'une ou l'autre de ces infractions graves, et elle devra les déférer à ses propres tribunaux, quelle que soit leur nationalité. Elle pourra aussi, si elle le préfère, et selon les conditions prévues par sa propre législation, les remettre pour jugement à une autre Partie contractante intéressée à la poursuite, pour autant que cette Partie contractante ait retenu contre lesdites personnes des charges suffisantes.

Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour faire cesser les actes contraires aux dispositions de la présente Convention, autres que les infractions graves définies à l'article suivant.

En toutes circonstances, les inculpés bénéficieront de garanties de procédure et de libre défense qui ne seront pas inférieures à celles prévues par les articles 105 et suivants de la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

Article 147

Les infractions graves visées à l'article précédent sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la Convention : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques, le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, la déportation ou le transfert illégaux, la détention illégale, le fait de contraindre une personne protégée à servir dans les forces armées de la Puissance ennemie, ou celui de la priver de son droit d'être jugée régulièrement et impartialement selon les prescriptions de la présente Convention, la prise d'otages, la destruction et l'appropriation de biens non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire.

Article 148

Aucune Haute Partie contractante ne pourra s'exonérer elle-même, ni exonérer une autre Partie contractante, des responsabilités encourues par elle-même ou par une autre Partie contractante en raison des infractions prévues à l'article précédent.

Article 149

A la demande d'une Partie au conflit, une enquête devra être ouverte, selon le mode à fixer entre les Parties intéressées, au sujet de toute violation alléguée de la Convention.

Si un accord sur la procédure d'enquête n'est pas réalisé, les Parties s'entendront pour choisir un arbitre, qui décidera de la procédure à suivre.

Une fois la violation constatée, les Parties au conflit y mettront fin et la réprimeront le plus rapidement possible.

SECTION II

Dispositions Finales

Article 150

La présente Convention est établie en français et en anglais. Les deux textes sont également authentiques.

Le Conseil fédéral suisse fera établir des traductions officielles de la Convention en langue russe et en langue espagnole.

Article 151

La présente Convention, qui portera la date de ce jour, pourra jusqu'au 12 février 1950, être signée au nom des Puissances représentées à la Conférence qui s'est ouverte à Genève le 21 avril 1949.

Article 152

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que possible et les ratifications seront déposées à Berne.

Il sera dressé du dépôt de chaque instrument de ratification un procès-verbal dont une copie, certifiée conforme, sera remise par le Conseil fédéral suisse à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 153

La présente Convention entrera en vigueur six mois après que deux instruments de ratification au moins auront été déposés.

Ultérieurement, elle entrera en vigueur pour chaque Haute Partie contractante six mois après le dépôt de son instrument de ratification.

Article 154

Dans les rapports entre Puissances liées par la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, qu'il s'agisse de celle du 29 juillet 1899 ou de celle du 18 octobre 1907, et qui participent à la présente Convention, celle-ci complétera les sections II et III du Règlement annexé aux susdites Conventions de La Haye.

Article 155

Dès la date de son entrée en vigueur, la présente Convention sera ouverte à l'adhésion de toute Puissance au nom de laquelle cette Convention n'aura pas été signée.

Article 156

Les adhésions seront notifiées par écrit au Conseil fédéral suisse et produiront leurs effets six mois après la date à laquelle elles lui seront parvenues.

Le Conseil fédéral suisse communiquera lesa dhésions à toutes les Puissances au nom desquelles la Convention aura été signée ou l'adhésion notifiée.

Article 157

Les situations prévues aux articles 2 et 3 donneront effet immédiat aux ratifications déposées et aux adhésions notifiées par les Parties au conflit avant ou après le début des hostilités ou de l'occupation. La communication des ratifications ou adhésions reçues des Parties au conflit sera faite par le Conseil fédéral suisse par la voie la plus rapide.

Article 158

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de dénoncer la présente Convention.

La dénonciation sera notifiée par écrit au Conseil édéral suisse. Cellui-ci communiquera la notification aux Gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

La dénonciation produira ses effets un an après sa notification au Conseil fédéral suisse. Toutefois la dénonciation notifiée alors que la Puissance dénonçante est impliquée dans un conflit ne produira aucun effet aussi longtemps que la paix n'aura pas été conclue et, en tout cas, aussi longtemps que les opérations de libération, de rapatriement et d'établissement des personnes protégées par la présente Convention ne seront pas terminées.

La dénonciation vaudra seulement à l'égard de la Puissance dénonçante. Elle n'aura aucun effet sur les obligations que les Parties au conflit demeureront tenues de remplir en vertu des principes du droit des gens tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique.

Article 159

Le Conseil fédéral suisse fera enregistrer la présente Convention au Secrétariat des Nations Unies. Le Conseil fédéral suisse informera également le Secrétariat des Nations Unies de toutes les ratifications, adhésions et dénonciations qu'il pourra recevoir au sujet de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, ayant déposé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le 12 août 1949, en langues française et anglaise, l'original devant être déposé dans les archives de la Confédération suisse Le Conseil fédéral suisse transmettra une copie certifiée conforme de la Convention à chacun des Etats signataires, ainsi qu' aux Etats qui auront adhéré à la Convention.

M. OSMAN AMIRI Pourl'Afghanistan

Pour la République Populaire :

d'Albanie :

Avec les réserves aux articles 11 et 45 ci-jointes 1

J. MALO

Pour l'Argentine :

Avec les réserves ci-jointes 2

GUILLERMO A. SPERONI

NORMAN R. MIGHELL Pour l'Australie :

Subject to Ratification 3

Pour l'Autriche

Dr. RUD. BLUEHDORN

Pour la Belgique :

MAURICE BOURQUIN

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie : (4)

N. KOUTZEKOV

Pour la Bolivie :

G.F MEDEIROS Pour le Brésil :

Avec les réserves ci-jointes 5

JOAO PINTO DA SILVA Gen. Floriano De LIMA BRAYNER

Pour la République Populaire de Bulgarie :

Avec les réserves ci-jointes 6

K.B. SVETLOV Pour le Canada

With the reservation hereto attached 7

MAX H. WERSHOF

---

1. Voir le texte des réserves à la page 78
2. Voir le texte des réserves à la page 78
3. When signing, the Australian Plenipotentiary declared that his Government retained the right to enter reservations at the time of ratification.
4. Voir le texte des réserves à la page 78
5. Voir le texte des réserves à la page 79
6. Voir le texte des réserves à la page 80
7. Voir le texte de la réserve à la page 79

Pour leChili : F. CISTERNAS ORTIZ
Pour la Chine : WU NAN-JU
Pour la Colombie : Rafaël ROCHA SCHLOSS
Pour CUBA : J. DE LA LUZ LEON
Pour le Danemark :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE
Pour l'Egypte : A. K. SAFWAT :
Pour l'Equateur : ALEX GASTELU
Pour l'Espagne : LUIS CALDERON
Pour les Etats-Unis d'Amérique :
Signed with the reservation hereto attached 8
JOHN CARTER VINCENT
Pour l'Ethiopie : GACHAOU ZELLEKE
Pour la Finlande : REINHHOLD SVENTO
Pour la France :
G. CAHEN-SALVADOR JACQUINOT
Pour la Grèce : M. PESMAZOGLOU
Pour le Guatemala : A. DUPONT-WILLEMIN
Pour la République Populaire Hongroise :
ANNA KARA Avec les réserves ci-jointes 9
Pour l'Inde : D. B. DESAI :
Pour l'Iran : A. H. MEYKADEH
Pour la République D'Irlande : SEAN MAc BRIDE
Pour Israël :
Avec la réserve ci-jointe 10
M. KAHANY
Pour l'Italie :
GIACINTO AURITI ETTORE BAISTROCCHI
Pour le Liban :
MIKAOUI
Pour le Liechtenstein :
Comte F. WILCZEK
Pour le Luxembourg
J. STURM
Pour le Mexique :
PEDRO DE ALBA W. R. CASTRO
Pour la Principauté de Monaco :
M. LOZE
Pour le Nicaragua :
Ad referendum
LIFSCHITZ
Pour la Norvège :
ROLF ANDERSEN
Pour la Nouvelle-Zélande
G.R. LAKING
With the reservations hereto attached 11
Pour le Pakistan :
S.M.A. FARUKI, M.G. A.H. SHAIKH
Pour le Paraguay :
Conrad FEHR
Pour les Pays-Bas
With the reservation hereto attached 12
J. BOSCH DE ROSENTHAL
Pour le Perou :
GONZALO PIZARRO
Pour la République des Philippines :
P. SEBASTIAN 13
Pour la Pologne :
Avec les réserves ci-jointes 14
JULIAN PRZYBOS
Pour le Portugal :
Avec les réserves ci-jointes 15
G. CALDEIRA COELHO

Pour la République Populaire Roumaine :
Avec les réserves ci-jointes 16
I. DRAGOMIR
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
With the reservation hereto attached 17
ROBERT CRAIGIE H.A. STRUTT W.H.GARDNER
Pour le Saint-Siège
PHILIPPE BERNARDINI
Pour El Salvador :
R.A. BUSTAMANTE
Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag
STAFFAN SODERBLOM
Pour la Suisse :
MAX PETITPIERRE PLINIO BOLLA
Colonel div. du PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI
Pour la Syrie :
OMAR EL DJABRI A. GENNAOUI
Pour la Tchécoslovaquie :
Avec les réserves ci-jointes 18
TAUBER
Pour la Turquie :
RANA TARHAN
Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:(19)
O. BOGOMOLETZ

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques : (20)
N. SLAVIN
Pour l'Uruguay :
Conseiller Colonel Hector J. Blanco
Pour le Vénézuela
A. POSSE DE RIVAS
Pour la République Fédérative Populaire de Yougoslavie :
Avec les réserves ci-jointes 21
MILAN RISTIC

ANNEXE I

Projet d'accord relatif aux zones et localités sanitaires et de sécurité

Article I

Les zones sanitaires et de sécurité seront réservées strictement aux personnes mentionnées à l'article 23 de la Convention de Genève du 12 août 1949. pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne et à l'article 14 de la Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection de personnes civiles en temps de guerre ainsi qu'au personnel chargé de l'organisation et de l'administration de ces zones et localités et des soins à donner aux personnes qui s'y trouveront concentrées.

Toutefois les personnes qui ont leur résidence permanente à l'intérieur de ces zones auront le droit d'y séjourner.

Article 2

Les personnes se trouvant à quelque titre que ce

8. Voir le texte de la réserve à la page 80
9. Voir le texte des réserves à la page 80
10. Voir le texte de la réserve à la page 81
11. Voir le texte des réserves à la page 81
12. Voir le texte de la réserve à la page 82

13. «This signature is subject to ratification by the Philippines Senate in accordance with the provisions of their Constitution».
14. Voir le texte des réserves à la page 82
15. Voir le texte des réserves à la page 82
16. Voir le texte des réserves à la page 83
17. Voir le texte de la réserve à la page 83
18. Voir le texte des réserves à la page 84
19. Voir le texte des réserves à la page 84
20. Voir le texte des réserves à la page 85
21. Voir le texte des réserves à la page 86

soit, dans une zone sanitaire et de sécurité ne devront se livrer à aucun travail qui aurait un rapport direct avec les opérations militaires ou la production du matériel de guerre ni a l'intérieur ni à l'extérieur de cette zone.

Article 3.

La Puissance qui crée une zone sanitaire et de sécurité prendra toutes mesures appropriées pour en interdire l'accès à toutes les personnes qui n'ont pas le droit de s'y rendre ou de s'y trouver.

Article 4.

Les zones sanitaires et de sécurité répondront aux conditions suivantes:

a) elles ne représenteront qu'une faible partie du territoire contrôlé par la Puissance qui les a créées;

b) elles devront être faiblement peuplées par rapport à leur possibilité d'accueil ;

c) elles seront éloignées et dépourvues de tout objectif militaire et de toute installation industrielle ou administrative importante;

d) elles ne seront pas situées dans des régions qui, selon toute probabilité, peuvent avoir une importance sur la conduite de la guerre.

Article 5

Les zones sanitaires et de sécurité seront soumises aux obligations suivantes:

a) les voies de communications et les moyens de transport qu'elles peuvent comporter ne seront pas utilisés pour des déplacements de personnel ou de matériel militaire même en simple transit ;

b) elles ne seront militairement défendues en aucune circonstance.

Article 6

Les zones sanitaires et de sécurité seront désignées par des bandes obliques rouges sur fond blanc apposées à la périphérie et sur les bâtiments.

Les zones uniquement réservées aux blessés et malades pourront être désignées par des croix rouges (des croissants rouges, des lions et soleils rouges) sur fond blanc.

De nuit, elles pourront l'être également par un éclairage approprié.

Article 7

Dès le temps de paix ou à l'ouverture des hostilités, chaque Puissance communiquera à toutes les Hautes Parties contractantes la liste des zones sanitaires et de sécurité établies sur le territoire qu'elle contrôle. Elle les informera de toute nouvelle zone créée au cours d'un conflit.

Dès que la Partie adverse aura reçu la notification mentionnée ci-dessus, la zone sera régulièrement constituée.

Si, toutefois, la Partie adverse estime qu'une condition posée par le présent accord n'est manifestement pas remplie, elle pourra refuser de reconnaître la zone en communiquant son refus à la Partie dont relève la zone, ou subordonner sa reconnaissance à l'institution du contrôle prévu à l'article 8.

Article 8

Chaque Puissance qui aura reconnu une ou plusieurs zones sanitaires et de sécurité établies par la Partie adverse, aura le droit de demander qu'une ou plusieurs commissions spéciales contrôlent si les zones remplissent les conditions et obligations énoncées dans le présent accord.

A cet effet, les membres des commissions spéciales auront en tout temps libre accès aux différentes zones et pourront même y résider de façon permanente. Toute facilités leur seront accordées pour qu'ils puissent exercer leur mission de contrôle.

Article 9

Au cas où les commissions spéciales constateraient des faits qui leur paraîtraient contraires aux stipulations du présent accord, elles en avertiraient immédiatement la Puissance dont relève la zone et lui impartiraient un délai de cinq jours au maximum pour y remédier; elles en informeront la Puissance qui a reconnu la zone.

Si, à l'expiration de ce délai, la Puissance dont dépend la zone n'a pas donné suite à l'avertissement qui lui a été adressé, la Partie adverse pourra déclarer qu'elle n'est pas liée par le présent accord à l'égard de cette zone.

Article 10

La puissance qui aura créé une ou plusieurs zones sanitaires et de sécurité ainsi que les Parties adverses auxquelles leur existence aura été notifiée nommeront, ou feront désigner par les Puissances protectrices ou par d'autres Puissances neutres, les personnes qui pourront faire partie des commissions spéciales dont il est fait mention aux articles 8 et 9.

Article 11

Les zones sanitaires et de sécurité ne pourront, en aucune circonstance, être attaquées, mais seront en tout temps protégées et respectées par les Parties au conflit

Article 12.

En cas d'occupation d'un territoire, les zones sanitaires et de sécurité qui s'y trouvent devront continuer à être respectées et utilisées comme telles.

Cependant, la Puissance occupante pourra en modifier l'affectation après avoir assuré le sort des personnes qui y étaient recueillies.

Article 13

Le présent accord s'appliquera également aux localités que les Puissances affecteraient au même but que les zones sanitaires et de sécurité.

AAEXE II

Projet de Règlement concernant des secours collectifs Aux internés civils

Article 1

Les Comités d'internés seront autorisés à distribuer les envois de secours collectifs dont ils ont la charge à tous les internés rattachés administrativement à leur lieu d'internement, ainsi qu'à ceux qui se trouvent dans les hôpitaux, ou dans les prisons ou autres établissements pénitentiaires.

Article 2

La distribution des envois de secours collectifs s'effectuera selon les instructions des donateurs et conformément au plan établi par les Comités d'internés; toutefois, la distribution des secours médicaux se fera, préférence, d'entente avec les médecins-chefs, et ceux-ci pourront, dans les hôpitaux et lazarets, déroger auxdites instructions dans la mesure où les besoins de leurs malades le commandent. Dans le cadre ainsi défini, cette distribution se fera toujours d'une manière équitable.

Article 3

Afin de pouvoir vérifier la qualité ainsi que la quantité des marchnadises reçues, et établir à ce sujet des rapports détaillés à l'intention des donateurs, les membres des Comités d'internés seront autorisés à se rendre dans les gares et autres lieux d'arrivée, proches de leur lieu d' internement, où leur parviennent les envois de secours collectifs.

Article 4.

Les Comités d'internés recevront les facilités nécessaires pour vérifier si la distribution des secours

collectifs, dans toutes les subdivisions et annexes de leur lieu d'internement, s'est effectuée conformément à leurs instructions.

Article 5

Les Comités d'internés seront autorisés à remplir ainsi qu'à faire remplir par des membres des Comités d'internés dans des détachements de travail ou par les médecins-chefs des lazarets et hôpitaux, des formules ou questionnaires destinés aux donateurs, et ayant trait aux secours collectifs (distributions, besoins quantités etc). Ces formules et questionnaires dûment remplis seront transmis aux domnateurs sans délai.

Article 6

Afin d'assurer une distribution régulière de secours collectifs aux internés de leur lieu d'internement et, éventuellement, de faire face aux besoins que provoquerait l'arrivée de nouveaux contingents d'internés, les Comités d'internés seront autorisés à constituer et à maintenir des réserves suffisantes de secours collectifs. Ils disposeront, à cet effet, d'entrepôts adéquats; chaque entrepôt sera muni de deux serrures, le Comité des internés possédatnt les clés de l'une et le commandant du lieu d'internement celles de l'autre.

Article 7

Les Hautes Parties contractantes, et les Puissances détentrices en particulier, autoriseront dans toute la mesure du possible, et sous réserve de la réglementation relative au ravitaillement de la population, tous achats qui seraient faits sur leur territoire en vue de distribuer des secours collectifs aux internés; elles faciliteront de même les transfert de fonds et autres mesures financières, techniques ou administratives, effectués en vue de ces achats.

Article 8

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle au droit des internés de recevoir des secours collectifs avant leur arrivée dans un lieu d'internement ou encours de transfert, non plus qu'à la possibilité pour les représentants de la Puissance protectrice, du Comité international de la Croix-Rouge ou de tout autre organisme humanitaire venant en aide aux internés qui serait chargé de transmettre ces secours, d'en assurer la distribution à leurs destinataires par tous autres moyens qu'ils jugeraient opportuns.

CARTE D'INTERNEMENT ANNEXE III

SERVICE DES INTERNES CIVILS franc de port

CARTE POSTALE

I Recto

IMPORTANT

Cette carte doit être remplie par chaque interné dès qu'il a été interné et chaque fois qu'il aura changé d'adresse, par suite de son transfert dans un autre lieu d'internement ou dans un hôpital.

Cette carte est indépendante de la carte spéciale que l'interné est autorisé à envoyer à sa famille.

AGECNE CENTRALE
De Renseignements
sur les personnes
protégées

Comité International
DE LA CROIX-ROUGE

Ecrire lisiblement et en lettres capitales—1.Nationalité

2. Nom 3. Prénoms (entouteslettres) 4. pr.du père

5. Date de naissance 6. Lieu de naissance
7. Profession
8. Adresse avant l'internement
9. Adresse de la famille

*10. Interné le: (ou)
Venant de (hôpital etc)
*11. Etat de santé

12. Adresse actuelle
13. Date 14. Signature

Biffer ce qui ne convient pas—Ne rien ajouter à ces *indications—Voir explications au verso.

ANNEXE III (suite)

LETTRE

SERVICE DES INTERNES CIVILS

Franc de port

A
Rue et numéro
Lieudedestination (en lettres majuscules)
Province ou département
Pays (en lettres majuscules)

Expéditeur :
Nom et prénoms
Date et lieu de naissance
Adresse d'internement

(Dimensions de la lettre : 29X15 dm.)

ANNEXE III (suite)

CARTE DE CORRESPONDANCE

SERVICE DES INTERNES CIVILS Franc de port

I Recto CARTE POSTALE

Expéditeur :
Nom et prénoms
Date et lieu de naissance
Adresse d'internement

A
Rue et numéro
Lieu de destination (en lettres majuscules)
Province ou département
Pays (en lettres majuscules)

2. Verso Date

... ...
... ...
... ...
.....
.....
.....

N'écrire que sur les lignes et très lisiblement.

(Dimensions de la carte de correspondance: 10X15 cm.)

Réserves

faites à l'occasion de la signature des Conventions de Genève du 12 Août 1949 pour la protection des victimes de la guerre.

REPUBLIQUE POPULAIRE D'ALBANIE

M. MALO, Premier Secrétaire près de la Légation d'Albanie à Paris :

1) Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

Ad article 10 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes.»

2) Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer.

Ad article 10 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice. que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes,»

3) Convention relative au traitement des prisonniers de guerre.

Ad article 10 : »La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les prisonniers de guerre sont ressortissants.»

Ad article 12 : «La République poculaire d'Albanie considère que, au cas où les prisonniers de guerre seraient transférés à une autre Puissance par la Puissance détentrice, la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre continuera toujours à incomber à la Puissance qui les a capturés.»

Ad article 85 : »La République populaire d'Albanie considère que les personnes condamnées conformément à la législation de la Puissance détentrice d'après les principes du procès de Nuremberg pour des crimes de guetrre et des crimes contre l'humanité doivent subir le même régime que des personnes condamnées dans le pays en question. Par conséquent, l'Albanie ne se voit pas liée par l'article 85 en ce qui concerne la catégorie des personnes mentionnées dans la présente réserve.»

4) Convsention relative à la protection des personnes civiles en tmps de guerre.

Ad article 11 : «La République populaire d'Albanie ne reconnaîtra comme étant régulière une demande à un organisme humanitaire ou à un Etat neutre de remplacer la Puissance protectrice, qui émanerait d'une Puissance détentrice, que dans le cas du consentement de la Puissance dont les personnes protégées sont ressortissantes.»

Ad article 45 : «La République populaire d'Albanie considère que, au cas où les personnes protégées seraient transférées à une autre Puissance par la Puissance détentrice, la responsabilité de l'application de la Convention à ces personnes protégées continuera toujours à incomber à la Puissance détentrice.»

ARGENTINE

M. SPERONI, Premier Secrétaire près la Légation d'Argentine à Berne, formule la réserve suivante concernant les quatre Conventions de Genève :

«Le Gouvernement argentin a suivi avec intérêt, et la délégation argentine a pris part avec plaisir, aux travaux de la Conférence. La tâche a été difficile, mais, comme l'a bien dit notre Président à l'occasion dela séance de clôture, nous avons réussi.

«L'Argentine, Messieurs, a toujours pris position à l'avant-garde de beaucoup d'autres nations, dans les questions qui ont été l'objet de nos débats. Je signerai donc, au nom de mon Gouvernement et ad referendum, les quatre Conventions, sous réserve de ce que l'article 3 commun, à l'exclusion de tous les autres, sera le seul applicable dans le cas de conflits armés ne présentant pas un caractère international. De même,je signerai la Convention relative à la protection des personnes civiles sous réserve de l'article 68.»

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE DE BIELORUSSIE

O. KOUTEINIKOV, Chef de la délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :

1) En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

2) En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufrageés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule la réserve suivante :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues. aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

3) En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie formule les réserves suivantes :

Ad article 10 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernment du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.»

Ad article 12 : »La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de

guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

Ad article 85 : «La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.»

4) En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie croit devoir déclarer ce qui suit :

«Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au-delà du territoire occupé par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes»:

Ad article 11: »La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.»

Ad article 45: »La République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

BRESIL

M. PINTO DA SILVA, Consul général du Brésil à Genève, formule les réserves suivantes en ce qui concerne la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Brésil tient à formuler deux réserves expresses. Quant à l'article 44, parce qu'il est susceptible de nuire à l'action de la Puissance détentrice. Quant à l'article 46, parce que le contenu de son alinéa 2 échappe aux attributions de la Convention, dont l'objectif essentiel, spécifique, est la protection des personnes et non de leurs biens matériels.»

REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

M. Kosta B. SVETLOV, Ministre de Bulgarie en Suisse, fait la déclaration suivante :

En ma qualité de mandataire du Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, j'ai l'agréable devoir d'exprimer ici sa satisfaction avoir pu participer à l'élaboration d'un acte humanitaire de la plus haute importance internationale, acte-conventions pour la protection de toutes les victimes de la guerre.

«Je forme, cependant, le voeu que point ne soit besoin de leur application, c'est-à-dire que nous tous, nous déployons tous nos efforts pour empêcher une nouvelle guerre, pour ne pas avoir de victimes à secourir en suivant les règles d'une convention.

«Je dois exprimer, avant tout, les vifs regrets de mon Gouvernement de ce que la majorité de la Conférence diplomatique n'a pas accepté la proposition de la délégation soviétique concernant l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et des autres armes d'extermination en masse de la population.»

En signant donc les Conventions, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves qui suivent, réserves qui constituent partie intégrante des Conventions:

1) Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves suivantes, réserves qui constituent partie intégrante de la Convention:

Concernant l'article 11 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu' une Puissance détentrice de personnes civiles en temps de guerre s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont elles sont ressortissantes.»

Concernant l'article 45 : «La République de Bulgarie ne considérera pas la Puissance détentrice de personnes civiles en temps de guerre qui a transféré ces personnes à une autre Puissance qui a accepté de les accueillir comme libérée de la responsabilité d'appliquer à ces personnes les règles dé la Convention pour le temps pendant lequel elles sont détenues par cette autre Puissance.»

2) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule la réserve suivante, réserve qui constitue partie intégrante de la Convention :

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détertrice de blessés, de malades et de naufragés ou de personnel sanitaire des forces armées sur mer s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ils sont ressortissants.»

3) Convention de Genève au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule les réserves suivantes, réserves qui constituent partie intégrante de la Convention.

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de prisonniers de guerre s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ils sont ressortissants.»

Concernant l'article 12 : «La République Populaire de Bulgarie ne considérera pas la Puissance détentrice de prisonniers de guerre qui a transféré ces personnes

à une autre Puissance qui a accepté de les accueillir comme libérée de la responsabilité d'appliquer à ces personne les règles de la Convention pour le temps pendant lequel elles sont détenues par cette autre Puissance.»

Concernant l'article 85 : «La République Populaire de Bulgarie ne s'estime pas tenue de remplir, par extension, les dispositions découlant de l'article 85 à l'égard de prisonniers de guerre condamnés, en vertu de la législation de la Puissance détentrice et conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour crimes de guerre ou crimes antihumanitaires que ces personnes ont commis avant d'avoir été faites prisonniers, parce que ces condamnés doivent se soumettre au régime du pays institué pour purger la peine.»

4) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949.

En signant la présente Convention, le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie formule la réserve suivante, réserve qui constitue partie intégrante de la Convention :

Concernant l'article 10 : «La République Populaire de Bulgarie ne reconnaîtra pas comme valide le fait qu'une Puissance détentrice de blessés, de malades ou de personnel sanitaire dans les forces armées en campagne s'adresse à une Puissance neutre ou à un organisme humanitaire pour lui en confier la protection sans le consentement du Gouvernement du pays dont ces personnes sont ressortissantes.»

CANADA

M. WERSHOF, Conseiller d'Ambassade, du Haut Commissariat du Canada à Londres, formule la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«Le Canada se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, deuxième alinéa, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

ESPAGNE

M. CALDERON Y MARTIN, Ministre d'Espagne en Suisse, formule la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre; le texte de cette réserve a été déposé en espagnol, français et anglais :

«En matière de garanties de procédure et de sanctions pénales et disciplinaires, l'Espagne accordera aux prisonniers de guerre le même traitement qu'établissent ses lois pour ses propres forces nationales.

»Par «droit international en vigueur» (article 99), l'Espagne entend n'accepter que celui de source conventionnelle ou celui qui aurait été élaboré au préalable par des organismes auxquels elle prend part.»

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. VINCENT, Ministre des Etats-Unis d'Amérique en Suisse, fait la déclaration suivante en signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949:

«Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique approuve entièrement les buts que poursuit la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

»J'ai reçu de mon Gouvernement pour instruction de signer cette Convention en formulant la réserve qui suit au sujet de l'article 68:

»Les Etats-Unis d'Amérique se réservent le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'Article 68, paragraphe 2, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

REPUBLIQUE POPULAIRE HONGROISE

Mme KARA formule les réserves suivantes:

«La délégation de la République Populaire Hongroise s'est ménagé le droit, à la séance du 11 août 1949 de la Confédération diplomatique, de faire des réserves expresses lors de la signature des Conventions après les avoir examinées, Elle a fait remarquer dans son discours à la séance mentionnée qu'elle n'était pas d'accord avec toutes les dispositions de ces Conventions. Après l'examen approfondi des textes des Conventions, le Gouvernement de la République Populaire Hongroise s'est décidé de signer les Conventions malgré leurs défauts qui sautent aux yeux, puisqu'il est d'avis que les Conventions constituent un progrès par rapport à la situation actuelle du point de vue de la réalisation des principes humanitaires et de la défense des victimes de la guerre.

»Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise est obligé de constater que les résultats réels de la Conférence diplomatique terminée le 12 août ne se conforment pas aux espoirs, vu que la majorité des membres de la Conférence n'a pas adopté les projets de la délégation soviétique concernant l'arme atomique et les autres moyens d'extermination en masse de la population.

»La délégation de la République Populaire Hongroise a pris acte avec regret du point de vue de la majorité de la Conférence qui est contraire aux désirs des peuples engagés dans la lutte pour la paix et pour leur liberté. La délégation de la République Populaire Hongroise est convaincue que l'acceptation des propositions soviétiques aurait signifié la mesure la plus efficace en vue de la protection des victimes de la guerre. La délégation de la République Populaire Hongroise tient spécialement à démontrer les défauts essentiels de la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, défauts sur lesquels elle a attiré l'attention des Etats participant à la Conférence pendant les séances. Il s'agit particulièrement de l'article 4 de la Convention en vertu duquel les dispositions de la Convention relative à la protection des personnes civiles ne s'étendent pas à certaines personnes, parce que l'Etat, dont elles sont les ressortissants n'a pas adhéré à la Convention. Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise estime que ces dispositions sont contraires aux principes humanitaires que la Convention désire assurer.

»Le Gouvernement Populaire Hongroise a également de graves objections contre l'article 5 de la dite Convention, en vertu duquel une suspicion légitime d'une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat suffit déjà à priver les personnes protégées de la protection assurée par la Convention. Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise est d'avis que cette disposition rend d'avance illusoire la réalisation des principes fondamentaux de la Convention.

»Les réserves expresses du Gouvernement de la

République Populaire Hongroise par rapport à la signature des Conventions sont les suivantes :

1) «Selon l'avis du Gouvernement de la République Populaire Hongroise les dispositions de l'article 10 des Conventions «blessés et malades», «maritime» et «prisonniers de guerre», ainsi que de l'article 11 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, concernant la snbstitution de la Puissance protectrice, ne peuvent être appliquées que dans le cas où le Gouvernement de l'Etat, dont les personnes protégées sont les ressortissants, n'existe plus.

2) »Le Gouvernement de la Republique Populaire Hongroise ne peut pas approuver les disposition de l'article 11 des Conventions «blessés et malades», «maritime» ét «prisonniers de guerre», respectivement de l'article 12 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, selon lesquelles la compétence de la Puissance protectrice s'étend à l'interprétation des Couventions.

3) »Par rapport à l'article 12 de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la Populaire Hongroise maintient son point de vue, selon lequel, en cas de transfert de prisonniers de guerre d'une Puissance à une autre, la responsabilité pour l'application des dispositions des Conventions doit incomber à ces deux Puissances.

4) »La délégation de la République Populaire Hongroise répète sa protestation élevée au cours des séances relatives à l'article 85 de la Convention des prisonniers de geurre jugés pour des crimes de guerre et pour des crimes contre l'humanité conformément aux principes de Nuremberg, doivent être soumis au même traitement que les criminels condamnés pour d'autres crimes.

5) »Le Gouvernement de la République Populaire Hongroise maintient finalement son point de vue exprimé concernant l'article 45 de la Convention relative à la protection des personnes civiles, selon lequel en cas de transfert de personnes protégées d'une Puissance à une autre, la responsabilité pour l'application de la Convention doit incomber à ces deux Puissances.»

ISRAEL

M. KAHANY, délégué d'Israël auprès de l'Office européen des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge, fait la déclaration suivante:

«Conformément aux instructions reçues de mon Gouvernement, je signerai la Convention de Genèves relative au traitement des prisonniers de guerre sans réserve aucune. Mais pour chacune des trois autres Conventions, notre signature sera accompagnée des réserves dont voici la teneur :

1) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.

«Sous la réserve que, tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs de la Convention, Israël se servira du Bouclier Rouge de David comme emblème et signe distinctif du service sanitaire de ses forces armées.»

2) Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragéés des forces armées sur mer.

«Sous la réserve que, tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs de la Convention, Israël se servira du Bouclier Rouge de David sur les drapeaux, les brassards, ainsi que tout le matériel (y compris les navires-hôpitaux) se rattachant au service sanitaire.»

3) Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.

«Sous la réserve que tout en respectant l'inviolabilité des emblèmes et signes distinctifs prévus dans l'article 38 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne du 12 août 1949, Israël se servira du Bouclier Rouge de David comme emblème et signe distinctif prévu dans cette Convention.»

ITALIE

M. AURITI. Ambassadeur d'Italie, fait les déclarations suivantes au sujet de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre et des Résolutions nos 6,7 et 9 de la Conférence diplomatique de Genève :

1) Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

«Le Gouvernement italien déclare faire des réserves au sujet du dernier alinéa de l'article 66 de la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre.»

2) Résolution no 6 de la Conférence diplomatique de Genève.

«Attendu que la Conférence a émis le voeu «que les Hautes Parties contractantes confient dans un avenir rapproché à une Commission d'Experts le soin d'étudier la mise au point technique des moyens modernes de transmission entre les navires-hôpitaux, d'une part, et les navires de guerre et aéronefs militaires, d'autre part» le Gouvernement italien exprime l'espoir que ladite Commission d'Experts soit convoquée si possible dans les mois qui suivent pour l'élaboration d'un code international réglementant, de façon précise, l'usage de ces moyens.

»Les forces armées italiennes sont en train de procéder à une étude approfondie à ce sujet et seraient prêtes à présenter, le cas échéant, des propositions techniques concrètes qui pourraient servir comme base l'usage de discussion.»

3) Résolution no 7 de la Conférence diplomatique.

«Le Gouvernement italien est prêt à prendre toutes les dispositions utiles pour que les navires-hôpitaux diffusent à intervalles fréquents et réguliers tous renseignements relatifs à leur position, à leur direction et à leur vitesse.»

4) Résolution no 9 de la Conférence diplomatique

«En ce qui concerne le deuxième alinéa de la Résolution no 9, le Gouvernement italien est d'avis que les administrations des télécommunications des Hautes Parties contractantes doivent collaborer pour établir un système de groupement des télégrammes des prisonniers de guerre pour faciliter la transmission des messages chiffrés afin d'éviter des erreurs et les doubles transmissions internationales avec l'augmentation de leur coût.»

LUXEMBOURG

M. STURM, Chargé d'Affaires du Luxembourg en Suisse, formule la réserve suivante :

«Le soussigné délégué du Grand-Duché de Luxembourg, dûment autorisé par son Gouvernement,a signé aujourd'hui, le 8 décembre 1949, la Convention élaborée par la Conférence diplomatique de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre sous la réserve :

«que le droit national positif continuera à être appliqué aux procédures en cours.»

NOUVELLE-ZELANDE

M. George Robert LAKING, Conseiller près l'Ambassade de la Nouvelle-Zélande à Washington, fait la déclaration suivante :

«Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande désire que je déclare en signant les quatre Conventions élaborées par la Conférence diplomatique de Genève en 1949 que, n'ayant pas eu le temps nécessaire pour étudier les réserves faites par d'autres Etats, il réserve pour l'instant ses vues à l'égard des dites réserves.

»Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande désire qu'au moment de signer la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je fasse les réserves suivantes :

1) »La Nouvelle-Zélande se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, deuxième alinéa, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.

2) »Etant donné que l'Assemblée générale des Nations Unies. ayant approuvé les principes établis par la charte et le jugement du Tribunal de Nuremberg, a chargé la Commission du droit international d'inclure ces principes dans une codification générale des infractions contre la paix et la sécurité de l'humanité, la Nouvelle-Zélande se réserve le droit de prendre les mesures nécessaires pour obtenir que de telles infractions soient punies, nonobstant les dispositions de l'article 70, premier alinéa.»

PAYS-BAS

M. BOSCH, Chevalier DE ROSENTHAL, Ministre des Pays-Bas en Suisse, déclare ce qui suit :

«Mon Gouvernement m'a donné pour instructions de signer les quatre Conventions élaborées par la Conférence diplomatique qui s'est tenue à Genève du 21 avril au 12 août 1949. Mon Gouvernement désire cependant formuler la réserve suivante en ce qui concerne la Convention de Genève pour la protection des personnes civiles en temps de guerre:

»Le Royaume des Pays-Bas se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, paragraphe deux, sans égard à la question de savoir si les délits qui y sont bentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

POLOGNE

M. PRZYBOS, Ministre de Pologne en Suisse, formule les réserves suivantes en ce qui concerne les quatre Conventions de Genève :

1) «En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à la dite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République polonaise ne considèrera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En signant la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10, 12 et 85.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de prisonniers de guerre, soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention, même pour le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre seront confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

»En ce qui concerne l'article 85, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légal que les prisonniers de guerre, condamnés pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au sens des principes énoncés lors des jugements de Nuremberg, restent au bénéfice de la présente Convention, étant donné que les prisonniers de guerre condamnés pour ces crimes doivent être soumis aux prescriptions sur l'exécution des peines en vigueur dans l'Etat intéressé.

4) »En signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République polonaise adhère à la dite Convention, sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République polonaise ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

» En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernementde la Republique polonaise ne considère pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées, soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention, même pour le temps pendant lequel ces personnes protégées seront confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

PORTUGAL

M. Gonçalo CALDEIRA COELHO, Chargé d'Affaires du Portugal en Suisse, formule les réserves suivantes :

a) Article 3, commun aux quatre Conventions :

«N'étant pas concrètement défini ce qui doit être appelé un conflit de caractère non international et, en cas que, psr cette désignation on entend se référer uniquement à la guerre civile, n'étant pas clairement établi le moment à partir duquel une rébellion armée de caractère interne doit être considérée comme telle, le Portugal se réserve le droit de ne pas appliquer, dans tous les territoires soumis à sa souveraineté dans n'importe quelle partie du monde, la matière de l'article 3 dans tout ce qu'elle puisse avoir de contraire aux dispositions de la loi portugaise.»

b) Article 10, des Conventions I.II.III et article II de la Convention IV :

«Le Gouvernement portugais n'accepte la doctrine des articles cités que sous réserve que les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire pour qu'ils assument les fonctions dévolues normalement aux Puissances protectrices aient l'assentiment ou l'accord du gouvernement du pays duquel sont originaires les personnes à protéger (Puissances d'origine).»

c) Article 13 de la Convention I et article 4 de la Convention III :

«Le Gouvernement portugais fait une réserve dans l'application de ces articles dans tous les cas dans lesquels le gouvernement légitime a déjà sollicité et accepté l'armistice ou la suspension des opérations militaires de n'importe quelle nature, même si les forces armées en campagne n'ont pas encore capitulé.»

d) Article 60 de la Convention III :

«Le Gouvernement portugais accepte la doctrine de cet article sous la réserve que, en aucun cas, il ne s'oblige à payer aux prisonniers comme solde mensuelles une somme supérieure à 50 o)o des appointements dus aux militaires portugais de poste ou catégorie équivalents, qui se trouvent en service actif dans la zone de combat.»

RÉPUBLIQUE POPULAIRE ROUMAINE

M. Ioan DRAGOMIR, Chargé d'Affaires de Roumanie en Suisse, fait la déclaration suivante :

1) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Populaire Roumaine formule la réserve suivante:

Ad article 10 : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Populaire Roumane formule la réserve suivante :

Ad article 10: »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays, dont les personnes protégées sont ressortissantes, naura pas été acquis.

3) »En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Populaire Roumaine formule les réserves suivantes:

Ad article 10 : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : »La République Populaire Roumaine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice, qui a une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre, pendant le temps où ceux-ci se trouvent sous la protection de la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : »La République Populaire Roumaine ne se considère pas tenue par l'obligation qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice, conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi, dans le pays en question, pour les personnes qui subissent leur peine.

4) »En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je suis autorisé à déclarer ce qui suit :

»Le Gouvernement de la République Populaire Roumaine considère que cette Convention, du fait qu'elle ne s'applique pas à la population civile qui se trouve en dehors du territoire occupé par l'ennemi, ne correspond pas entièrement aux exigences humanitaires.

»Malgré cela, prenant en considération le fait que la Convention se propose de défendre les intérêts de la population civile qui se trouve en territoire occupé, je suis autorisé par le Gouvernement de la République Populaire Roumaine à signer ladite Convention avec les réserves suivantes:

Ad article II : »La République Populaire Roumaine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assurer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : »La République Populaire Roumaine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice, qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps où celles-ci se trouvent sous la protection de la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Le très Honorable Sir Robert L. CRAIGIE, du Ministère des Affaires étrangères, fait la déclaration suivante :

»Le Gouvernement de Sa Méjesté m'a chargé de formuler la réserve suivante en signant la Convention de Genève pour la protection des personnes civiles en temps de guerre :

«Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit d'appliquer la peine de mort selon les dispositions de l'article 68, paragraphe deux, sans égard à la question de savoir si les délits qui

y sont mentionnés sont punissables ou non par la peine de mort selon la loi du territoire occupé à l'époque où commence l'occupation.»

TCHECOSLOVAQUIE

M. TAUBER, Ministre de Tchécoslovaquie en Suisse, formule les réserves suivantes :

1) «En procédant à la signature de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'unEtat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En procédant à la signature de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En procédant à la signature de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslavaque adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10 12 et 85.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considèrera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de prisonniers de guerre, soit libérée de sa responsabilité de l'application de la Convention, même pour le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre seront confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

»En ce qui concerne l'article 85, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légal que les prisonniers de guerre, condamnés pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité au sens des principes appliqués au procès de Nuremberg, restent au bénéfice de la présente Convention, étant donné que les prisonniers de guerre condamnés pour ces crimes doivent être soumis au régime sur l-exécution des peines en vigueur dans, l'Etat où ils ont été condamnés.

4) »En procédant à la signature de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerres je déclare que le Gouvernement de la République tchécoslovaque adhère à ladite Convention sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République tchécoslovaque ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernement de la Republique tchécoslovaque ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées, soit libérée de sa responsabilité de l'application de la Convention, même pour le temps pendant lequel ces pessonnes protégées seront confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

M. BOGOMOLETZ, Chef de la délégation de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine :

1) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

3) »En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d'Ukraine formule les réserves suivantes:

Ad article 10 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prison-

niers de guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.

4) »En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d' Ukraine croit devoir déclarer ce qui suit :

»Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au delà du territoire occupé par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de la République Socialiste Soviétique d' Ukraine, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de la République Socialiste Soviétique d' Ukraine de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes :

Ad article 11 : »La République Socialiste Soviétique d' Ukraine ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : »La République Socialiste Soviétique d'Ukraine ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Le Général SLAVINE, Chef de la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

1) «En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagnes, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

2) »En signant la Convention pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule la réserve suivante :

Ad article 10 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes protégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

3) »En signant la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques formule les réserves suivantes :

Ad article 10 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrice à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les prisonniers de guerre sont ressortissants n'aura pas été acquis.

Ad article 12 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des prisonniers de guerre, de la responsabilité de l'application de la Convention à ces prisonniers de guerre pendant le temps que ceux-ci seraient confiés à la Puissance qui a accepté de les accueillir.

Ad article 85 : «L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne se considère pas tenue par l'obligation, qui résulte de l'article 85, d'étendre l'application de la Convention aux prisonniers de guerre, condamnés en vertu de la législation de la Puissance détentrice conformément aux principes du procès de Nuremberg, pour avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, étant donné que les personnes condamnées pour ces crimes doivent être soumises au régime établi dans le pays en question pour les personnes qui subissent leur peine.

4) »En signant la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques croit devoir déclarer ce qui suit :

»Bien que la présente Convention ne s'étende pas à la population civile qui se trouve au-delà du territoire par l'ennemi et de ce fait ne réponde pas entièrement aux exigences humanitaires, la délégation de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, reconnaissant que ladite Convention va au-devant des intérêts ayant trait à la protection de la population civile en territoire occupé, et dans certains autres cas, déclare qu'elle est autorisée par le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques de signer la présente Convention en formulant les réserves suivantes :

Ad article 11 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne reconnaîtra pas valides les demandes adressées par la Puissance détentrices à un Etat neutre ou à un organisme humanitaire, d'assumer les tâches dévolues aux Puissances protectrices, au cas où le consentement respectif du Gouvernement du pays dont les personnes prorégées sont ressortissantes n'aura pas été acquis.

Ad article 45 : »L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques ne considérera pas valide la libération de la Puissance détentrice qui a transféré à une autre Puissance des personnes protégées, de la responsabilité de l'application de la Convention aux personnes transférées pendant le temps que celles-ci seraient confiées à la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

REPUBLIQUE FEDERATIVE POPULAIRE DE YOUGOSLAVIE

M. Milan RISTIC, Ministre de Yougoslavie en Suisse, fait la déclaration suivante :

1) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à la dite Convention sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme logale une demande dela Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés et malades ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

2) »En signant la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de son article 10.

»Le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les blessés, malades et naufragés, ou les membres du personnel sanitaire et religieux, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

3) »En signant la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 10 et 12.

»En ce qui concerne l'article 10, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les prisonniers de guerre, si le Gouvernement dont ils sont ressortissants n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 12, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas que la Puissance qui a effectué le transfert de prisonniers de guerre est libérée le sa responsabilité de l'application de cette Convention pour tout le temps pendant lequel ces prisonniers de guerre se trouveront chez la Puissance qui a accepté de les accueillir.

4) »En signant la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, je déclare que le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie adhère à ladite Convention, sous réserve de ses articles 11 et 45.

»En ce qui concerne l'article 11, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légale une demande de la Puissance détentrice tendant à ce qu'un Etat neutre ou un organisme international ou un organisme humanitaire assume les fonctions dévolues par la présente Convention aux Puissances protectrices envers les personnes protégées, si le Gouvernement dont elles sont ressortissantes n'y donne pas son consentement.

»En ce qui concerne l'article 45, le Gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie ne considérera pas comme légal qu'une Puissance effectuant un transfert de personnes protégées à une autre Puissance soit libérée de sa responsabilité d'appliquer la Convention pour tout le temps pendant lequel ces personnes protégées se trouveront chez la Puissance qui a accepté de les accueillir.»

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ
(τῆς 12ης Αὐγούστου 1949).

Περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου.

ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΙΣ
ΤΗΣ
ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ
1949

ΤΕΛΙΚΗ ΠΡΑΞΙΣ
ΤΗΣ
ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΣΥΓΚΛΗΘΕΙΣΗΣ ΔΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΘΕΩΡΗΣΙΝ
ΤΗΣ
ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ ΤΗΣ 27 ΙΟΥΛΙΟΥ 1929 ΔΙΑ ΤΗΝ ΒΕΛΤΙΩΣΙΝ ΤΗΣ ΤΥΧΗΣ ΤΩΝ ΤΡΑΥΜΑΤΙΩΝ ΚΑΙ ΑΣΘΕΝΩΝ ΤΩΝ ΕΝ ΕΚΣΤΡΑΤΕΙΑ ΣΤΡΑΤΕΥΜΑΤΩΝ
ΤΗΣ
Γ' ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΤΗΣ 18 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1907 ΠΕΡΙ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΚΑΤΑ ΘΑΛΑΣΣΑΝ ΠΟΛΕΜΟΝ ΤΩΝ ΑΡΧΩΝ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ ΤΗΣ 6 ΙΟΥΛΙΟΥ 1906
ΤΗΣ
ΣΥΝΑΦΘΕΙΣΗΣ ΤΗΝ 27 ΙΟΥΛΙΟΥ 1929 ΕΝ ΓΕΝΕΥΗ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΠΕΡΙ ΜΕΤΑΧΕΙΡΙΣΕΩΣ ΤΩΝ ΑΙΧΜΑΛΩΤΩΝ ΠΟΛΕΜΟΥ
ΚΑΙ ΔΙΑ ΤΗΝ ΕΚΠΟΝΗΣΙΝ
ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΠΕΡΙ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΟΥ ΑΜΑΧΟΥ ΠΛΗΘΥΣΜΟΥ ΕΝ ΚΑΙΡΩ ΠΟΛΕΜΟΥ.

Ἡ συγκληθεῖσα ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου Διάσκεψις διὰ τὴν ἀναθεώρησιν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 27 Ἰουλίου 1929, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων,

τῆς Γ' Συμβάσεως τῆς 18 Ὀκτωβρίου 1907, τῆς Χάγης περὶ ἐφαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συνθήκης τῆς Γενεύης τῆς 6ης Ἰουλίου 1906,

τῆς συναφθείσης τὴν 27 Ἰουλίου 1929 ἐν Γενεύῃ Συμβάσεως, περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, καὶ ἐκπόνησιν,

Συμβάσεως περὶ προστασίας τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου, συνεσκέφθη ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21 Ἀπριλίου μέχρι τῆς 12 Αὐγούστου 1949, ἐπὶ τῇ βάσει τῶν τεσσάρων σχεδίων Συμβάσεων, τῶν ἐγκριθέντων ὑπὸ τῆς ἐν Στοκχόλμῃ συνελθούσης Διασκέψεως τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ.

Ἡ Διάσκεψις καθώρισε τὰ κείμενα τῶν κάτωθι Συμβάσεων :

I. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στραυτευμάτων.

II. Σύμβασις Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων.

III. Σύμβασις Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

IV. Σύμβασις Γενεύης περὶ προστασίας ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου.

Αἱ συμβάσεις αὗται, ὧν τὸ κείμενον διετυπώθη εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικήν, ἐπισυνάπτονται τῇ παρούσῃ πράξει. Ἡ ἐπίσημος μετάφρασις τῶν Συμβάσεων τούτων εἰς τὴν Ἱσπανικὴν θέλει διατυπωθῇ μερίμνῃ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου.

Ἡ Διάσκεψις υἱοθέτησεν ἐξ ἄλλου II ἀποφάσεις, αἵτινες ἐπίσης ἐπισυνάπτονται τῇ παρούσῃ πράξει.

Ἐφ' ᾧ οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων αὐτῶν Κυβερνήσεων, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν τελικὴν Πρᾶξιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 12 Αὐγούστου 1949 Γαλλιστὶ καὶ Ἀγγλιστί, τοῦ πρωτοτύπου καὶ τῶν συνοδευόντων αὐτὸ ἐγγράφων κατατεθησομένων εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
M. OSMAN AMIRI N. BAMMATE
MOHAMMED ALI CHERZAD

Διὰ τὴν Ἀλβανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
HALIM BUDO

Διὰ τὴν Ἀργεντινήν :
B. LIAMBI GUILLERMO A. SPERONI

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
W. R. HODGSON

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
DR RUD. BLUEHDORN

Διὰ τὸ Βέλγιον :
MAURICE BOURQUIN M. MINEUR
H. ADAM, R. DU MOULIN

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας :
N. KOPERNIKOF

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἑνώσεως τῆς Βιρμανίας :
TUN HLA OUNG

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
JOAO PINTO DA SILVA

Διὰ τὴν Βουλγαρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
K. B. SVETLOV

Διὰ τὸν Καναδᾶν :
EMILE VAILLANCOURT MAX H. WERSHOF

Διὰ τὴν Χιλήν :
F. CISTERNAS ORTIZ RAMON RODRIGUEZ

Διὰ τὴν Κίναν :
WU NAN-JU

Διὰ τὴν Κολομβίαν :
RAFAEL ROCHA SCHLOSS

Διὰ τὴν Κωσταρίκαν :
M. BOURLA

Διὰ τὴν Κούβαν :
J. DELA LUZ LEON

Διὰ τὴν Δανίαν :
GEORG COHN PAUL IPSEN BAGGE

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
A. K. SAFWAT M. S. GUENENA

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ALEX. GASTELU

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
LUIS CALDERON
ΜΑΡΚΗΣΙΟΣ ΒΙΑΛΑΛΟΜΙΛΑ

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
LELAND HARRISON RAYMUND J. YINGLING

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
GACHAOU ZELLEKE

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
V. AHOKAS

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
ALBERT LAMARLE DR. PIERRE PUYO
G. CAHEN-SALVADOR

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Ρ. ΑΞ. ΑΓΑΘΟΚΛΗΣ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
A. DUPONT-WILLEMIN

Διὰ τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
DR. G. HARASZTI KARA ANNA

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
B. M. RAO COLONEL P. N. HAKSAR
R. A. NARAYANAN

Διὰ τὸ Ἰράν :
ABDOL HOSSEIN MEYKADEH

Διὰ τὴν Ἰρλανδικὴν Δημοκρατίαν :
MICHAEL RYNNE GEORGE P. HOD-NETT
WILLIAM M. CASHMAN

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
MAURICE FISHER ZVI LOKER

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
GIACINTO AURITI MARIO PERUZZI
ETTORE BAISTROCCHI ACOLFO MARESCA

Διὰ τὸν Λίβανον :
MIKAOUI

Διὰ τὸ Λιχτενστάϊν :
COMTE F. WIDCZEK

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
J. STURM

Διὰ τὸ Μεξικόν :
PEDRO DE ALBA T. SANCHEZ-
HERNANDEZ J. OROSCO

Διὰ τὸ Πριγκηπάτον τοῦ Μονακό :
M. LOZE

Διὰ τὴν Νικαράγουαν :
LIFSCHITZ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ROLF ANDERSEN

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
R. QUENTIN-BAXTER

Διὰ τὸ Πακιστάν :
S. M. A. FARUKI, M. G. A. H. SHAIKH

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
J. BOSCH DE ROSENTHAL

Διὰ τὸ Περοῦ :
GONZALO PIZARRO

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
STANISLAV KALINA

Διὰ τὴν Πορτογαλλίαν :
GENERAL LUIZ PINTO LELLO

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
E. LUCA DR. V. DIMITRIU
OCTAVIAN FENESAN

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας :
ROBERT GRAIGIE W. H. GARDNER

Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἕδραν:
PAUL BERTOLI CHARLES COMTE

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
STAFFAN SODERBLOM

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
MAX PETITPIERRE PLINTO BOLLA
COL. DIV. DU PASQUIER PH. ZUTTER
H. MEULI

Διὰ τὴν Συρίαν :
OMAR EL DJABRI A. GENAOUI

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
DR. P. WINKLER

Διὰ τὴν Ταϊλάνδην :
L. D. BHAKDI

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
RANA TARHAN NEDIM ABUT
H. MAYATEPEK

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1).
N. BARAN

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν:
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2).
H. SPAVIEN P. MOROZOV

Διὰ τὴν Οὐρουγουάην :
Σύμβουλος Συνταγματάρχης
HECTOR J. BLANCO

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
A. POSSE DE RIVAS

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαβίας :
Πρόξενος PLEIE RATKO

---

(1) Ὅρα Δήλωσιν σελ.
(2) Ὅρα Δήλωσιν σελ.

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΣΙΑΣ.

Γενομένη κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς διασκέψεως.

«Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσσίας, μετὰ λύπης διαπιστοῦ ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἥτις κατεδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἥτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τῆς ἐλευθερίαν, θὰ ἠῦξανε σημαντικῶς τὸν ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ».

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΣΟΒΙΕΤΙΚΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΟΥΚΡΑΝΙΑΣ

Γενομένη κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς διασκέψεως.

«Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας, μετὰ λύπης διαπιστοῦ ὅτι ἡ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἥτις κατεδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἥτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τὴν ἐλευθερίαν, θὰ ἠῦξανε σημαντικῶς τὸν ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ».

ΔΗΛΩΣΙΣ ΤΗΣ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΑΣ ΤΗΣ ΕΝΩΣΕΩΣ ΤΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ.

Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς τελικῆς πράξεως τῆς διπλωματικῆς Διασκέψεως.

«Ὑπογράφουσα τὴν τελικὴν πρᾶξιν τῆς διπλωματικῆς Διασκέψεως, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν ποιεῖται τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

1. Ἡ Σοβιετικὴ Ἀντιπροσωπεία μετὰ λύπης διαπιστοῖ ὅτι ἡ ὑπ' αὐτῆς παρουσιασθεῖσα ἀπόφασις, ἥτις κατεδίκασε τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μέσων ὁμαδικῆς ἐξοντώσεως τοῦ πληθυσμοῦ, ἀπερρίφθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως. Ἐν τούτοις ἡ υἱοθέτησις τῆς ἀποφάσεως ταύτης, ἥτις ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰ συμφέροντα ὅλων τῶν λαῶν τοῦ κόσμου, τῶν ἀγαπώντων τὴν ἐλευθερίαν, θὰ ἠῦξανε σημαντικῶς τὸ ρόλον καὶ τὴν σημασίαν τῆς Διασκέψεως ταύτης καὶ θὰ συνετέλει εἰς τὴν μᾶλλον ἀποτελεσματικὴν προστασίαν τῶν θυμάτων τοῦ πολέμου ἐκ τῶν πλέον καταστρεπτικῶν συνεπειῶν αὐτοῦ.

2. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως υἱοθέτησιν ἀποφάσεως συνιστώσης τὴν ἐξέτασιν τοῦ ζητήματος τῆς δημιουργίας ἑνὸς διεθνοῦς ὀργανισμοῦ, ὅστις νὰ ὑποκαθιστᾷ τὴν Προστάτιδα δύναμιν, ἡ Σοβιετικὴ ἀντιπροσωπεία δηλοῖ ὅτι δὲν διαβλέπει τὴν ἀνάγκην ἐξετάσεως τοῦ ζητήματος τούτου καὶ ἔτι ὀλιγώτερον ἀκόμη τὴν δημιουργίαν ἑνὸς τοιούτου ὀργανισμοῦ, καθ' ὅσον τὸ πρόβλημα τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἔχει ἀρκούντως ρυθμισθεῖ ὑπὸ τῶν κατὰ τὴν παροῦσαν Διάσκεψιν ἐκπονηθεισῶν Συμβάσεων».

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ ΤΗΣ ΔΙΠΛΩΜΑΤΙΚΗΣ ΔΙΑΣΚΕΨΕΩΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ 1949.

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ Ι.

Ἡ Διάσκεψις συνιστᾷ ὅπως εἰς περίπτωσιν διαφορᾶς τινος ἐπὶ τῆς ἑρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τῶν παρουσῶν Συμβάσεων, μὴ δυναμένης νὰ λυθῇ δι' ἄλλου τρόπου, τὰ ἐνδιαφερόμενα Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, προσπαθήσουν νὰ συμφωνήσουν διὰ τὴν ὑποβολὴν τῆς διαφορᾶς εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 2. (1)

Ἐπειδὴ εἰς περίπτωσιν ἐκρήξεως διεθνοῦς συρράξεως εἶναι ἐνδεχόμενον νὰ παρουσιασθῶσι περιπτώσεις μὴ ὑπάρξεως Προστάτιδος Δυνάμεως μὲ τὴν συνδρομὴν καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ὁποίας νὰ δύνανται νὰ ἐφαρμοσθῶσιν αἱ Συμβάσεις, περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου,

Ἐπειδὴ τὸ ἄρθρον 10 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, τὸ ἄρθρον 10 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, τὸ ἄρθρον 16 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης, περὶ μεταχειρίσεως αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 καὶ τὸ ἄρθρον 11 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας ἀμάχου πληθυσμοῦ ἐν καιρῷ πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949, προβλέπουσιν ὅτι τὰ συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη θὰ δύνανται ἐν δεδομένῃ στιγμῇ νὰ συμφωνήσωσι ὅπως ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμὸν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καὶ δραστηριότητος τὰ ἐκ τῶν ὡς ἄνω Συμβάσεων εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἀπορρέοντα καθήκοντα,

Ἡ Διάσκεψις συνιστᾷ ὅπως τεθῇ ὅσον οἷόν τε τάχιστα ὑπὸ μελέτην ἡ σκοπιμότης τῆς συστάσεως διεθνοῦς ὀργανισμοῦ, ἔχοντος ὡς προορισμόν, ἐν περιπτώσει ἐλλείψεως Προστάτιδος Δυνάμεως, τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑπὸ τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐκτελουμένων καθηκόντων ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν Συμβάσεων περὶ προστασίας θυμάτων πολέμου.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 3.

Ἐπειδὴ εἶναι δυσχερὴς ἡ σύναψις συμφωνιῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν,

Ἐπειδὴ τὸ ἄρθρον 28 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν αἰχμαλώτων καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλέπει ὅτι κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοοῦνται ἐπὶ τοῦ ζητήματος ἐνδεχομένης ἀντικαταστάσεως τοῦ κρατουμένου προσωπικοῦ καὶ θὰ καθορίζωσι τὰς σχετικὰς διατυπώσεις,

Ἐπειδὴ τὸ ἄρθρον 31 τῆς ἰδίας Συμβάσεως προβλέπει ὅτι ἅμα τῇ ἐνάρξει τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται νὰ καθορίζωσι δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὴν ἀναλογίαν τοῦ κρατηθησομένου ἐν ἐνεργείᾳ προσωπικοῦ, ἐπὶ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν αἰχμαλώτων,

Ἡ Διάσκεψις παρακαλεῖ τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ νὰ καταρτίσῃ ἕνα τύπον συμφώνου, ἀφορῶντα τὰ εἰς τὰ ὡς ἄνω ἄρθρα ἀναφυέντα ζητήματα καὶ νὰ ὑποβάλῃ τοῦτον εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

---

1. Ὅρα δήλωσιν τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν, Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν σελ. 17 ἀρ. 2.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 4.

'Επειδὴ τὸ ἄρθρον 33 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 27 'Ιουλίου 1929 περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων, τὸ σχετικὸν μὲ τὰς ταυτότητας, ἂς δέον νὰ φέρῃ τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικόν, ἔτυχε περιωρισμένης ἐφαρμογῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ δευτέρου παγκοσμίου πολέμου μὲ σοβαρὰν ἐκ τούτου προκύψασαν ζημίαν διὰ πλεῖστα τῶν μελῶν τοῦ προσωπικοῦ τούτου,

'Η Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως τὰ Κράτη καὶ οἱ 'Εθνικοὶ Σύλλογοι τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ, ἐν εἰρήνῃ ἔτι, λάβωσι πᾶν μέτρον ἵνα τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν ἐφοδιασθῇ δεόντως μὲ τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 40 τῆς νέας Συμβάσεως προβλεπόμενα ἔνσημα καὶ ταυτότητας.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 5.

'Επειδὴ πλεῖσται καταχρήσεις διεπράχθησαν εἰς τὴν χρῆσιν τοῦ σήματος τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ,

'Η Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως τὰ Κράτη ἐπιμελῶνται ἐπακριβῶς ὥστε τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρ. 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλεπόμενα σήματα τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ καὶ ἐμβλήματα προστασίας, χρησιμοποιῶνται ἀποτελεσματικῶς ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν Συμβάσεων τῆς Γενεύης ἵνα περιφρουρηθῇ τὸ κῦρος των καὶ διατηρηθῇ ἡ ὑψηλὴ αὐτῶν ἔννοια.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 6 (1)

'Επειδὴ τὸ ζήτημα τῆς τεχνικῆς μελέτης τῶν μέσων ἐπικοινωνίας μεταξὺ τῶν πλωτῶν νοσοκομείων ἀφ' ἑνὸς καὶ τῶν πολεμικῶν πλοίων καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν ἐξ ἄλλου δὲν κατέστη δυνατὸν νὰ ἐξετασθῇ ὑπὸ τῆς παρούσης Διασκέψεως καθ' ὅσον τοῦτο ἐξέφευγε τῶν εἰς αὐτὴν τεθέντων ὁρίων,

'Επειδὴ ἐν τούτοις τὸ ζήτημα τοῦτο εἶναι ὑψίστης σημασίας διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῶν πλωτῶν νοσοκομείων καὶ τὴν ἀποτελεσματικότητα τῆς δράσεώς των,

'Η Διάσκεψις ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον, τὰ Συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη ἀναθέσωσιν εἰς 'Επιτροπὴν ἐμπειρογνωμόνων τὴν μελέτην τῆς τεχνικῆς ἐφαρμογῆς τῶν συγχρόνων μέσων ἐπικοινωνίας μεταξὺ τῶν πλωτῶν νοσοκομείων ἀφ' ἑνὸς καὶ τῶν πολεμικῶν πλοίων καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν ἀφ' ἑτέρου ὡς καὶ τὴν ἐκπόνησιν διεθνοῦς κώδικος κανονίζοντος ἐπακριβῶς τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ὡς ἄνω μέσων. Τοῦτο ἵνα ἐξασφαλισθῇ εἰς τὰ πλωτὰ νοσοκομεῖα τὸ ἀνώτατον ὅριον προστασίας καὶ ἀποτελεσματικότητος.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 7 (1)

'Η Διάσκεψις, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ της ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὴν ὅσον δυνατὸν μεγαλυτέραν προστασίαν εἰς τὰ πλωτὰ νοσοκομεῖα ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι ἅπαντα τὰ ὑπογράψαντα τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, συμβαλλόμενα Ὑψηλὰ Μέρη, θὰ λάβωσι τὰ προσήκοντα μέτρα ἵνα ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν, τὰ ὡς ἄνω πλωτὰ νοσοκομεῖα ἐκπέμπουν κατὰ συχνὰ καὶ κανονικὰ διαστήματα πᾶσαν πληροφορίαν σχετικῶς μὲ τὴν θέσιν, κατεύθυνσιν καὶ ταχύτητα αὐτῶν.

(1) Ὅρα δήλωσις 'Ιταλίας εἰς σελ.

(1) Ὅρα δήλωσιν 'Ιταλίας εἰς σελ.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 8

'Η Διάσκεψις ἐπιθυμεῖ νὰ διαβεβαιώσῃ ἐνώπιον ἁπάντων τῶν λαῶν :

Ὅτι τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς ἐμπνευσθεισῶν ἀποκλειστικῶς ἐκ φιλανθρωπικῶν προθέσεων, ἐκφράζει αὕτη τὴν θερμὴν εὐχὴν ὅπως εἰς τὸ μέλλον αἱ Κυβερνήσεις μὴ εὑρεθῶσι πλέον εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ ἐφαρμόσωσι τὰς Συμβάσεις τῆς Γενεύης διὰ τὴν προστασίαν τῶν θυμάτων πολέμου.

Καὶ ἡ ζωηροτέρα ἐπιθυμία της εἶναι πράγματι ὅπως αἱ μεγάλαι καὶ μικραὶ Δυνάμεις δύνανται νὰ ἐξευρίσκωσι μίαν φιλικὴν λύσιν εἰς τὰς διαφοράς των, διὰ τῆς ὁδοῦ τῆς συνεργασίας καὶ τῆς διεθνοῦς συνεννοήσεως, οὕτως ὥστε ἡ εἰρήνη νὰ βασιλεύσῃ ὁριστικῶς ἐπὶ τῆς γῆς.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 9 (2)

'Επειδὴ τὸ ἄρθρον 71 τῆς Συμβάσεως, περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 προβλέπει ὅτι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ ἀπὸ καιροῦ στερούμενοι, εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ εὑρισκόμενοι ἐν ἀδυναμίᾳ νὰ λάβωσιν ἢ ἀποστείλωσι αὐτῇ εἰδήσεις διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, ὡς ἐπίσης οἱ χωρισμένοι ἐκ τῶν οἰκείων των διὰ μεγάλων ἀποστάσεων, θὰ ἔχωσι τὴν ἄδειαν νὰ ἀποστέλλωσι τηλεγραφήματα, τὰ μέλη τῶν ὁποίων θὰ φέρωνται εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ των παρὰ τῇ κατακρατούσῃ Δυνάμει, ἢ θὰ καταβάλλωνται ἐκ τῶν χρημάτων τὰ ὁποῖα οὗτοι διαθέτουσι, μέτρον τοῦ ὁποίου θὰ ἐπωφελοῦνται ἐξ ἴσου οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης ἀνάγκης,

'Επειδὴ διὰ τὴν ἔκπτωσιν τοῦ ἐνίοτε λίαν ὑψηλοῦ τιμήματος εἶναι ἀνάγκη νὰ προβλεφθῇ σύστημα συγκεντρώσεως τῶν μηνυμάτων ἢ σειρᾶς βραχέων ὁμοιοτύπων μηνυμάτων, ἀφορώντων τὴν ὑγείαν τοῦ αἰχμαλώτου, τῆς οἰκογενείας του, σχολικὰς καὶ οἰκονομικὰς πληροφορίας κλπ., μηνύματα, τὰ ὁποῖα θὰ δύνανται νὰ εἶναι συντεταγμένα καὶ ἠριθμημένα πρὸς χρῆσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, εὑρισκομένων ὑπὸ τὰς ἐν τῇ πρώτῃ παραγράφῳ ἀναφερομένας συνθήκας,

'Η Διάσκεψις καλεῖ τὴν Διεθνῆ 'Επιτροπὴν τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ νὰ καταρτίσῃ σειρὰν ὁμοιοτύπων μηνυμάτων, ἀνταποκρινομένων εἰς τὰς ἀξιώσεις ταύτας καὶ τὰς ὑποβάλῃ εἰς τὴν κρίσιν τῶν συμβαλλομένων Ὑψηλῶν Μερῶν.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 10.

'Η Διάσκεψις θεωρεῖ ὅτι οἱ ὅροι ἀναγνωρίσεως ἑνὸς Μέρους ἐν συρράξει ὡς ἐμπολέμου ὑπὸ τῶν ἐκτὸς τῆς συρράξεως εὑρισκομένων Δυνάμεων, διέπονται ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς δημοσίου δικαίου καὶ δὲν τροποποιοῦνται ὑπὸ τῶν Συμβάσεων Γενεύης.

ΑΠΟΦΑΣΙΣ 11.

'Επειδὴ αἱ Συμβάσεις τῆς Γενεύης ἐπιβάλλουν εἰς τὴν Διεθνῆ 'Επιτροπὴν τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως αὕτη ἢ ἕτοιμος ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν καὶ εἰς πᾶσαν περίστασιν νὰ ἐκπληρώσῃ τὰ ὑπὸ τῶν Συμβάσεων ἀνατιθέμενα αὐτῇ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα,

'Η Διάσκεψις ἀναγνωρίζει τὴν ἀνάγκην ὅπως ἐξασφαλισθῇ εἰς τὴν Διεθνῆ 'Επιτροπὴν τοῦ 'Ερυθροῦ Σταυροῦ μία τακτικὴ οἰκονομικὴ ἐνίσχυσις.

(2) Ὅρα δήλωσις 'Ιταλίας εἰς σελ.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ τῶν ἀσθενῶν εἰς τὰς ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλους δυνάμεις τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν διπλωματικὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις συνῆλθεν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ 21ης Ἀπριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἀναθεωρήσῃ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ τῶν ἀσθενῶν εἰς τοὺς ἐν ἐκστρατείᾳ στρατοὺς τῆς 27ης Ἰουλίου 1929, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ καταστήσουν σεβαστὴν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς πᾶσαν περίστασιν.

Ἄρθρον 2.

Πλὴν τῶν διατάξεων, αἵτινες δέον νὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς περίπτωσιν πολέμου κηρυχθέντος ἢ πάσης ἄλλης ἐνόπλου συρράξεως ἀναφυομένης μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἔστω καὶ ἂν ἡ κατάστασις πολέμου δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπό τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὁλικῆς κατοχῆς τῶν ἐδαφῶν ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἔνοπλον ἀντίστασιν.

Καὶ ἐν περιπτώσει ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην συμμετέχουσαι Δυνάμεις, θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπ' αὐτῆς ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Ἐν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως ἥτις, δὲν παρουσιάζει διεθνῆ χαρακτῆρα καὶ ἀναφύεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὑποχρεοῦται νὰ τηρήσῃ τουλάχιστον τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. Τὰ πρόσωπα, ἅτινα δὲν λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσώπων τῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἅτινα κατέθεσαν τὰ ὅπλα, ὡς καὶ τὰ πρόσωπα, ἅτινα ἐτέθησαν ἐκτὸς μάχης ἕνεκα ἀσθενείας, τραύματος, κρατήσεως ἢ διὰ πᾶσαν ἄλλην αἰτίαν θὰ τύχουν, ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως, ἀνευ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς φυλῆς, τοῦ χρώματος, τοῦ θρησκεύματος ἢ τῆς πίστεως τῆς καταγωγῆς ἢ τῆς περιουσίας ἢ παντὸς ἄλλου ἀναλόγου κριτηρίου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ παραμένουν ἀπηγορευμένα ἐν παντὶ τόπῳ καὶ χρόνῳ ὡς πρὸς τὰ εἰρημένα πρόσωπα :

α) αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ σωματικῆς ἀκεραιότητος καὶ δὴ ὁ φόνος ὑφ' ὅλας του τὰς μορφάς, οἱ ἀκρωτηριασμοί, ἡ ἀπάνθρωπος μεταχείρισις, αἱ βάσανοι καὶ τὰ μαρτύρια,

β) ἡ σύλληψις ὁμήρων,

γ) αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπρεπείας καὶ δὴ αἱ ταπεινωτικαὶ καὶ ἐξευτελιστικαὶ μεταχειρίσεις,

δ) αἱ καταδίκαι αἱ ἀπαγγελόμεναι καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ λαμβάνουσαι χώραν ἄνευ προηγουμένης ἀποφάσεως ἐκδοθείσης ὑπὸ κανονικῶς συγκεκροτημένου δικαστηρίου παρεχούσης τὰς ἐγγυήσεις, αἵτινες ἀναγνωρίζονται ὡς ἀπαραίτητοι ὑφ' ὅλων τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματίαι καὶ οἱ ἀσθενεῖς θὰ περισυλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ ἐφαρμόσουν κατ' ἀναλογίαν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τοὺς τραυματίας καὶ τοὺς ἀσθενεῖς ὡς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἅτινα θὰ γίνουν δεκτὰ ἢ θὰ κρατηθοῦν ὑπὸ περιορισμὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ὡς καὶ εἰς τοὺς συλλεγομένους νεκρούς.

Ἄρθρον 5.

Ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἅτινα πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται μέχρι τῆς στιγμῆς τοῦ ὁριστικοῦ των ἐπαναπατρισμοῦ.

Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν προβλεπομένων ρητῶς ὑπὸ τῶν ἄρθρων 10, 15, 23, 28, 31, 36, 37 καὶ 52, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται νὰ συνάψουν ἑτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος, ὅπερ θὰ ἔκριναν σκόπιμον νὰ ρυθμίσουν ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ χειροτερεύσῃ τὴν θέσιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς καὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ὡς αὕτη ρυθμίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, οὐδὲ νὰ περιορίσῃ τὰ παρὰ ταύτης παραχωρούμενα εἰς ἐκείνους δικαιώματα.

Οἱ τραυματίαι καὶ οἱ ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, δικαιοῦνται εἰς τὸ εὐεργέτημα τῶν ὡς ἄνω συμφωνιῶν ἐν ὅσῳ τοῖς εἶναι ἐφαρμοστέα ἡ παροῦσα Σύμβασις, πλὴν ἀντιθέτου ὅρου ρητῶς περιλαμβανομένου εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς μεταγενεστέρας τοιαύτας, ἢ ἐπίσης, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ἓν ἢ τὸ ἄλλο τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἤθελον λάβῃ ὑπὲρ αὐτῶν εὐνοϊκώτερα μέτρα.

Ἄρθρον 7.

Οἱ τραυματίαι καὶ οἱ ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτηθοῦν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τῶν δικαιωμάτων, ἅτινα τοῖς ἐξασφαλίζουν ἡ παροῦσα Σύμβασις καὶ, ἐὰν ὑπάρχει περίπτωσις, αἱ εἰδικαὶ συμφωνίαι περὶ ὧν τὸ προηγούμενον ἄρθρον.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται τῇ συνδρομῇ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν ὑπεράσπισιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτο αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θὰ δύνανται, πλὴν τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίζουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῶν ὑπηκόων ἢ ἐκ τῶν ὑπηκόων ἑτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι πρέπει νὰ τύχουν τῆς ἐγκρίσεως τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ θὰ ἐκτελοῦν τὴν ἀποστολήν των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ εὐκολύνουν, ἐν τῷ εὐρυτέρῳ

δυνατῷ μέτρῳ, τὸ ἔργον τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἐκπροσώπων τῶν προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἐκπρόσωποι τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει συγχωροῦνται νὰ ὑπερβοῦν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι, εἰδικῶς, δέον νὰ ἔχουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους παρ' ᾧ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των. Μόνον ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι δύνανται νὰ ἐπιτρέψουν, ὅλως ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς, περιορισμὸν τῆς δράσεώς των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποτελοῦν κώλυμα εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τὴν ὁποίαν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ καὶ πᾶς ἄλλος ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, θ' ἀνελάμβανε διὰ τὴν προστασίαν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς καὶ τῶν μελῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ τὴν πρὸς αὐτοὺς παροχὴν βοηθημάτων τῇ συγκαταθέσει τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐμπιστευθοῦν εἰς ὀργανισμὸν παρουσιάζοντα ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ἀμεροληψίας καὶ ἱκανότητας τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις.

Ἐν ᾗ περιπτώσει τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς ἢ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δὲν ἀπολαύουν ἢ παύσουν ν' ἀπολαύουν, δι' οἱανδήποτε αἰτίαν τῆς ὑποστηρίξεως προστάτιδος Δυνάμεως ἢ ὀργανισμοῦ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὰ ἐν τῷ πρώτῳ ἐδαφίῳ διαλαμβανόμενα, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δέον νὰ ζητήσῃ, εἴτε παρ' οὐδετέρου Κράτους, εἴτε παρὰ τοιούτου τινὸς ὀργανισμοῦ ν' ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις τὰς ὑποδεικνυομένας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν δύναται καὶ οὕτω νὰ ἐξασφαλισθῇ προστασία, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τ' ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἢ δέον ν' ἀποδεχθῇ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὴν προσφορὰν ὑπηρεσιῶν τὴν προερχομένην ἀπὸ τοιοῦτον ὀργανισμόν.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶς ὀργανισμὸς κληθεὶς παρὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερόμενος πρὸς τὸν προμνησθέντα σκοπόν, ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσίν του νὰ ἔχῃ συνείδησιν τῶν εὐθυνῶν του ἔναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ νὰ παρέχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ἱκανότητος διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν περὶ ὧν πρόκειται καθηκόντων καὶ τὴν ἀμερόληπτον ἐκτέλεσίν των.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκκλησις ἀπὸ τῶν προηγουμένων διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ Δυνάμεων ὧν ἡ μία θὰ εὑρίσκετο, ἔστω καὶ προσωρινῶς ἔναντι τῆς ἄλλης Δυνάμεως ἢ τῶν συμμάχων αὐτῆς, περιωρισμένη ὅσον ἀφορᾷ τὴν πρὸς διαπραγμάτευσιν ἱκανότητά της, συνεπείᾳ στρατιωτικῶν γεγονότων καὶ δὴ ἐν περιπτώσει κατοχῆς ὁλοκλήρου ἢ σημαντικοῦ τμήματος τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

Ὅσάκις γίνεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μνεία περὶ προστάτιδος Δυνάμεως, ἡ μνεία αὕτη ὑποδηλοῖ καὶ τοὺς ὀργανισμούς, οἵτινες ἀντικαθιστῶσιν αὐτὴν ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἐθεώρουν τοῦτο χρήσιμον ἀπὸ ἀπόψεως τῶν συμφερόντων τῶν προστατευομένων προσώπων καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν διαφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς ἢ τῆς ἑρμηνείας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θέλουν προσφέρῃ τὰς καλὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας διὰ τὴν διευθέτησιν τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἑκάστη τῶν προστατίδων Δυνάμεων δύναται, τῇ προσκλήσει ἑνὸς τῶν Μερῶν ἢ αὐθορμήτως νὰ προτείνῃ εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη συνάντησιν τῶν ἀντιπροσώπων των, καὶ δὴ τῶν ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν τύχην τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ὡς τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐνδεχομένως ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους καταλλήλως ἐκλεγησομένου. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς οὕτω ὑποβληθησομένας αὐταῖς προτάσεις. Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν συντρέχει πρὸς τοῦτο περίπτωσις, νὰ προτείνουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ προσωπικότητα ὑποδειχθησομένην ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἥτις νὰ κληθῇ ὅπως μετάσχῃ εἰς τὴν συνάντησιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Περὶ τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ Μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων καὶ τὰ εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον ἀναφερόμενα ἄλλα πρόσωπα ὅταν εἶναι τραυματίαι ἢ ἀσθενεῖς δέον νὰ εἶναι σεβαστὰ καὶ νὰ προστατεύονται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν.

Θὰ τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ περιθάλψεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου θὰ εὑρίσκωνται, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως δυσμενοῦς χαρακτῆρος βασιζομένης εἰς τὸ φῦλον, τὴν φυλήν, τὴν ἐθνικότητα, τὴν θρησκείαν, τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις ἢ ἕτερον ἀνάλογον κριτήριον. Ἀπαγορεύεται αὐστηρῶς πᾶσα προσβολὴ εἰς τὴν ζωὴν ἢ τὸ πρόσωπόν των, καὶ πλὴν ἄλλων ἡ ἐξόντωσις τῶν βαρέως πασχόντων, ὁ φόνος, ἡ βάσανος, ἡ ἐνέργεια ἐπ' αὐτῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἡ ἐσκεμμένη ἐγκατάλειψις των ἄνευ ἰατρικῆς περιθάλψεως ἢ ἄνευ περιποιήσεως, ἡ ἐπὶ σκοπῷ ἔκθεσίς των εἰς κίνδυνον μεταδόσεως ἀσθενείας ἢ μολύνσεως ἐπὶ τοῦτο δημιουργηθείσης.

Μόνον λόγῳ ἐπειγούσης ἀνάγκης ἐπιτρέπεται ἡ μεταβολὴ τῆς προτεραιότητος εἰς τὴν σειρὰν παροχῆς περιθάλψεως.

Αἱ γυναῖκες θὰ τυγχάνουν τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸ φῦλον των εἰδικῆς προσοχῆς.

Τὸ ἐν συρράξει Μέρος τὸ ὑποχρεούμενον νὰ ἐγκαταλείψῃ τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς εἰς τὸν ἐχθρὸν θ' ἀφήσῃ πλησίον των, ἐφ' ὅσον αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἐπιτρέπουν, μέρος τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑλικοῦ του ὥστε νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν περιθαλψίν των.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1. Τὰ Μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμῆμα τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφρουρῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνηκόντων εἰς ἓν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ δρώντων ἐκτὸς ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους, ἔστω καὶ ἂν τὸ ἔδαφος τοῦτο εὑρίσκεται ὑπὸ κατοχήν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφρουραὶ αὗται, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α) ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς των πρόσωπον ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑφισταμένων του,

β) ἔχουν διακριτικὸν σῆμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῇ ἐξ ἀποστάσεως,

γ) ὁπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ) συμμορφοῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις των μὲ τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβέρνησιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, οἷον πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταί, μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ ἔχουν λάβῃ τὴν ἄδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἃς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικοῦ ναυτικοῦ, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἐφ' ὅσον δὲν ἀπολαμβάνουν εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθορμήτως τὰ ὅπλα ἵνα πολεμήσῃ κατὰ τῶν στρατευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχῃ τὸν καιρὸν νὰ συγκροτηθῇ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὁπλοφορεῖ ἀναφανδὸν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 14.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12, οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς ἑνὸς τῶν ἐμπολέμων οἵτινες πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ θὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ ἐφαρμόζονται εἰς αὐτοὺς οἱ κανόνες τοῦ διεθνοῦς δικαίου οἱ διέποντες τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Ἄρθρον 15.

Ἀνὰ πάντα χρόνον καὶ δὴ μετὰ συμπλοκήν, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λαμβάνουν ἄνευ χρονοτριβῆς ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα πρὸς ἀναζήτησιν καὶ περισυλλογὴν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πρὸς προστασίαν των κατὰ τῆς λεηλασίας καὶ τῆς κακομεταχειρίσεως καὶ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας περιθάλψεως, ὡς καὶ διὰ τὴν ἀνεύρεσιν τῶν νεκρῶν καὶ παρεμπόδισιν τῆς σκυλλεύσεώς των.

Ὁσάκις τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις θὰ συνάπτεται ἐκκεχειρία, διακοπὴ τοῦ πυρὸς ἢ τοπικὴ συμφωνία ἵνα καταστῇ δυνατὴ ἡ περισυλλογή, ἀνταλλαγὴ καὶ μεταφορὰ τῶν παραμεινάντων ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς μάχης τραυματιῶν.

Ὡσαύτως, τοπικαὶ συμφωνίαι δύνανται νὰ συναφθοῦν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν διὰ τὴν μεταφορὰν ἢ ἀνταλλαγὴν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιορκουμένης ἢ περικυκλωμένης ζώνης καὶ διὰ τὴν διάβασιν ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ὡς καὶ ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ πρὸς τὴν ζώνην ταύτην.

Ἄρθρον 16.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὀφείλουν νὰ καταχωρήσουν, ὅσον ἔνεστι τάχειον ὅλα τὰ στοιχεῖα διὰ τῶν ὁποίων θὰ δύνανται ν' ἀναγνωρισθοῦν οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ νεκροὶ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, οἵτινες ἔπεσαν εἰς χεῖρας του. Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον, εἰ δυνατόν, νὰ περιλάβουν :

α') Ἔνδειξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.

β') Μονάδα ὑπηρεσίας ἢ ἀριθμὸν μητρώου.

γ') Ἐπίθετον.

δ') Ὄνομα ἢ ὀνόματα.

ε') Ἡμερομηνίαν γεννήσεως.

ζ') Οἱανδήποτε ἄλλην πληροφορίαν ἀναγραφομένην ἐπὶ τοῦ δελτίου ἢ τῆς πινακίδος ταυτότητος.

η') Ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συλλήψεως ἢ θανάτου.

θ') Πληροφορίας ἀφορώσας τὰ τραύματα, τὴν ἀσθένειαν ἢ τὰ αἴτια τοῦ θανάτου.

Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον νὰ διαβιβάζωνται ὅσον τάχιστα πρὸς τὸ γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 122 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῆς 12 Αὐγούστου 1949 ὅπερ θὰ τὰς κοινοποιεῖ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, μέσω τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ τοῦ κεντρικοῦ πρακτορείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ καταρτίζουν καὶ κοινοποιοῦν ἀλλήλοις διὰ τῆς ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένης ὁδοῦ, τὰς ληξιαρχικὰς πράξεις θανάτου ἢ τοὺς καταλόγους θανάτων δεόντως κεκυρωμένους. Θὰ συλλέγουν καὶ θὰ διαβιβάζουν ἐπίσης, μέσῳ τοῦ αὐτοῦ γραφείου, τὸ ἥμισυ τῶν διπλῶν πινακίδων ταυτότητος, τὰς διαθήκας ἢ ἄλλα ἔγγραφα παρουσιάζοντα ἐνδιαφέρον διὰ τὰς οἰκογενείας τῶν ἀποβιωσάντων, τὰ χρηματικά των ποσὰ καὶ ἐν γένει, πάντα τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα πραγματικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν, τὰ εὑρεθέντα ἐπὶ τῶν νεκρῶν. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ ἐκεῖνα ὧν δὲν ἐξηκριβώθη ὁ ἰδιοκτήτης, θ' ἀποστέλλωνται δι' ἐσφραγισμένων δεμάτων συνοδευομένων ὑπὸ δηλώσεως παρεχούσης ὅλας τὰς ἀναγκαίας λεπτομερείας διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τοῦ ἀποθανόντος ἰδιοκτήτου, ὡς καὶ πλήρη ἀπογραφὴν τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος.

Ἄρθρον 17.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσουν ὅπως ὁ ἐνταφιασμὸς ἢ ἡ ἀποτέφρωσις τῶν νεκρῶν, γινομένη ἀτομικῶς ὁσάκις αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν, ἕπεται προσεκτικῆς ἐξετάσεως, εἰ δυνατὸν δὲ ἰατρικῆς, τῶν λειψάνων, ὥστε νὰ πιστοποιηθῇ ὁ θάνατος, νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ταυτότης τοῦ νεκροῦ καὶ νὰ καταστῇ δυνατὴ σχετικὴ ἀνακοίνωσις. Τὸ ἥμισυ τῆς διπλῆς πινακίδος ταυτότητος, ὁλόκληρος ἡ πινακίς, ἐὰν εἶναι μονή, θὰ παραμείνῃ ἐπὶ τοῦ νεκροῦ.

Ἐπιτρέπεται ἡ ἀποτέφρωσις τῶν σωμάτων μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν ὑγιεινῆς ἢ διὰ λόγους ἀπορρέοντας ἀπὸ τὴν θρησκείαν τοῦ νεκροῦ. Ἐν περιπτώσει ἀποτεφρώσεως θὰ γίνῃ λεπτομερὴς περὶ τούτου μνεία ἐπὶ τῆς πράξεως θανάτου ἢ τὸν κεκυρωμένον κατάλογον θανάτων μετ' ἐνδείξεων περὶ τῶν προκαλεσάντων αὐτὴν αἰτίων.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσουν ἐξ ἄλλου ἵνα οἱ νεκροὶ ἐνταφιάζωνται τιμητικῶς, εἰ δυνατὸν κατὰ τοὺς τύπους τῆς θρησκείας εἰς ἣν ἀνήκουν, ἵνα οἱ τάφοι των παραμείνουν σεβαστοί, συγκεντρωμένοι εἰ δυνατὸν κατὰ ἐθνικότητα τῶν νεκρῶν, ἵνα συντηροῦνται καλῶς καὶ σημανθοῦν εἰς τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσίς των. Πρὸς τοῦτο, καὶ κατὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν θὰ ὀργανώσουν ἐπισήμως ὑπηρεσίαν τάφων ἵνα ἐπιτραποῦν αἱ ἐνδεχόμεναι μετακομιδαί, ἐξασφαλισθῇ ἡ ἀναγνώρισις τῆς ταυτότητος τῶν λειψάνων, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ τοποθεσία τῶν τάφων καὶ ἡ ἐνδεχομένη ἐπαναφορὰ των εἰς τὴν χώραν τῆς καταγωγῆς των. Αἱ διατάξεις αὗται ἰσχύουν ἐπίσης καὶ διὰ τὰς σποδοὺς ἃς ἡ Ὑπηρεσία τάφων θὰ φυλάσσῃ μέχρις οὗ ἡ χώρα καταγωγῆς γνωρίσῃ τὰ ὁριστικὰ μέτρα, ἅτινα ἐπιθυμεῖ νὰ λάβῃ ἐν προκειμένῳ.

Εὐθὺς ὡς αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέψουν καὶ τὸ ἀργότερον κατὰ τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν, αἱ ὑπηρεσίαι αὗται θ' ἀνταλλάξουν μέσῳ τοῦ γραφείου πληροφοριῶν περὶ οὗ ἡ δευτέρα παράγραφος τοῦ ἄρθρου 16, καταλόγους ἀναφέροντας τὴν ἀκριβῆ τοποθεσίαν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ταφῶν, ὡς καὶ πᾶσαν πληροφορίαν σχετικὴν πρὸς τοὺς ἐνταφιασμένους νεκρούς.

Ἄρθρον 18.

Ἡ στρατιωτικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ κάμῃ ἔκκλησιν πρὸς τὸν εὐσπλαχνον ζῆλον τῶν κατοίκων, ἵνα συλλέξουν καὶ νοσηλεύσουν ἐθελουσίως, ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς τραυματίας καὶ

ἀσθενεῖς, παρέχουσα εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα ἤθελον ἀνταποκριθῆ εἰς τὴν ἔκκλησιν προστασίαν καὶ τὰς ἀναγκαίας διευκολύνσεις. Ἐν ᾗ περιπτώσει τὸ ἀντίθετον Μέρος καταλάβῃ ἢ ἐπανακαταλάβῃ τὴν περιοχὴν θέλει συνεχίσῃ τὴν παροχὴν προστασίας καὶ εὐκολιῶν πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα.

Ἡ στρατιωτικὴ ἀρχὴ ὀφείλει νὰ ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς κατοίκους καὶ τὰς ὀργανώσεις περιθάλψεως, ἀκόμη καὶ εἰς περιοχὰς ὅπου γίνεται εἰσβολὴ ἢ αἵτινες εὑρίσκονται ὑπὸ κατοχήν, νὰ συλλέγουν καὶ νὰ νοσηλεύουν ἐθελουσίως τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς οἱασδήποτε ἐθνικότητος. Ὁ ἅμαχος πληθυσμὸς ὑποχρεοῦται νὰ σέβηται τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς καὶ ἰδίως, νὰ μὴ βιαιοπραγῇ κατ' αὐτῶν.

Οὐδεὶς πρέπει ποτὲ νὰ ἐνοχληθῇ ἢ νὰ καταδικασθῇ, διότι περιέθαλψε τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀπαλλάσσουν τὴν κατέχουσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεών της, ἐπί τε τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ ἠθικοῦ πεδίου ἔναντι τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Περὶ ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων.

Ἄρθρον 19.

Αἱ μόνιμοι ὑγειονομικαὶ ἐγκαταστάσεις καὶ οἱ κινητοὶ σχηματισμοὶ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται ν' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἀλλ' εἶναι ἐν παντὶ καιρῷ σεβασταὶ καὶ προστατεύονται ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἐὰν περιέλθουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου μέρους θὰ δύνανται νὰ συνεχίσουν τὴν λειτουργίαν των ἐφ' ὅσον ἡ αἰχμαλωτίσασα Δύναμις δὲν ἔχει, ἡ ἰδία ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀναγκαίαν περίθαλψιν τῶν εἰς τὰς ἐγκαταστάσεις καὶ τοὺς σχηματισμοὺς εὑρισκομένων τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ θὰ μεριμνήσουν ὥστε αἱ προαναφερόμεναι ὑγειονομικαὶ ἐγκαταστάσεις καὶ σχηματισμοὶ ὦσιν κατὰ τὸ δυνατὸν οὕτω τοποθετημένοι, ὥστε ἐνδεχόμεναι ἐπιθέσεις κατὰ στρατιωτικῶν στόχων νὰ μὴ θέσουν αὐτοὺς εἰς κίνδυνον.

Ἄρθρον 20.

Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ ἀπὸ τῆς ξηρᾶς ἐπίθεσις κατὰ νοσοκομειακῶν σκαφῶν δικαιουμένων εἰς τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 21.

Ἡ προστασία ἡ ὀφειλομένη εἰς τὰς μονίμους ἐγκαταστάσεις καὶ εἰς τοὺς κινητοὺς σχηματισμοὺς τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας δὲν δύναται νὰ τερματισθῇ εἰμὴ μόνον ἐὰν ταῦτα χρησιμοποιοῦνται ἐκτὸς τῆς ἀνθρωπιστικῆς των ἀποστολῆς, εἰς πράξεις ἐπιζημίους διὰ τὸν ἐχθρόν. Οὐχ' ἧττον ἡ προστασία θὰ τερματισθῇ μόνον κατόπιν προειδοποιήσεως ὁριζούσης, ὁσάκις τοῦτο ἐνδείκνυται, λογικὴν προθεσμίαν ἥτις θὰ ἔμενεν ἄνευ ἀποτελέσματος.

Ἄρθρον 22.

Δὲν θὰ θεωροῦνται ὡς δυνάμενα νὰ στερήσουν ὑγειονομικὰς ἐγκαταστάσεις ἢ σχηματισμοὺς τῆς προστασίας τῆς ἐξασφαλιζομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 19 :

1. Τὸ γεγονὸς ὅτι τὸ προσωπικὸν τῆς ἐγκαταστάσεως ἢ τοῦ σχηματισμοῦ εἶναι ὡπλισμένον καὶ ὅτι χρησιμοποιεῖ τὰ ὅπλα του διὰ τὴν ἄμυνάν του ἢ ἐκείνην τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν του.

2. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἐλλείψει ἐνόπλων νοσοκόμων ἡ ἐγκατάστασις ἢ ὁ σχηματισμὸς φυλάσσονται ὑπὸ τμήματος ἐπιφυλακῆς ἢ σκοπῶν ἢ συνοδείας.

3. Τὸ γεγονὸς ὅτι εἰς τὸν σχηματισμὸν ἢ τὴν ἐγκατάστασιν εὑρίσκονται φορητὰ ὅπλα καὶ πυρομαχικὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς καὶ μὴ ἔχοντα εἰσέτι παραδοθῇ εἰς τὴν ἁρμοδίαν ὑπηρεσίαν.

4. Τὸ γεγονὸς ὅτι κτηνιατρικὸν προσωπικὸν καὶ ὑλικὸν εὑρίσκονται εἰς τὸν σχηματισμὸν ἢ τὴν ἐγκατάστασιν χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ὀργανικὸν μέρος αὐτοῦ.

5. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ ἀνθρωπιστικὴ δρᾶσις τῶν σχηματισμῶν καὶ τῶν ὑγειονομικῶν ἐγκαταστάσεων ἢ τοῦ προσωπικοῦ των ἐπεκτείνεται εἰς πολίτας τραυματίας ἢ ἀσθενεῖς.

Ἄρθρον 23.

Ἐν καιρῷ ἤδη εἰρήνης τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται νὰ δημιουργήσουν ἐπὶ τοῦ ἰδίου των ἐδάφους, ἂν δὲ παρουσιασθῇ ἀνάγκη καὶ ἐπὶ κατεχομένων ἐδαφῶν, ζώνας ἢ τόπους ὑγειονομικοὺς ὠργανωμένους εἰς τρόπον ὥστε νὰ προστατεύουν ἀπὸ τὰς συνεπείας τοῦ πολέμου τοὺς τραυματίας καὶ τοὺς ἀσθενεῖς ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τὸ ἐπιφορτισμένον τὴν ὀργάνωσιν καὶ διοίκησιν τῶν ζωνῶν καὶ τόπων τούτων καὶ τὴν περίθαλψιν τῶν ἐκεῖ συγκεντρωθησομένων προσώπων.

Ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τῆς συρράξεως καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν αὐτῆς, τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάψουν μεταξύ των συμφωνίας διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ὑγειονομικῶν ζωνῶν καὶ τόπων τοὺς ὁποίους ἔχουν δημιουργήσῃ. Δύνανται πρὸς τοῦτο νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ σχέδιον συμφωνίας τὸ προσηρτημένον εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐπιφέροντα ἐνδεχομένως εἰς αὐτὸ οἱας ἤθελον κρίνῃ ἀναγκαίας τροποποιήσεις.

Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις καὶ ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καλοῦνται νὰ προσφέρουν τὰς καλάς των ὑπηρεσίας, ἵνα διευκολύνουν τὴν δημιουργίαν καὶ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ὑγειονομικῶν αὐτῶν ζωνῶν καὶ τόπων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΥ

Περὶ προσωπικοῦ

Ἄρθρον 24.

Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν τὸ ἀποκλειστικῶς ἀπασχολούμενον εἰς τὴν ἀναζήτησιν, παραλαβήν, μεταφορὰν ἢ θεραπείαν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἢ εἰς τὴν πρόληψιν τῶν ἀσθενειῶν, τὸ προσωπικὸν τὸ ἀποκλειστικῶς χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν διοίκησιν τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων, ὡς καὶ οἱ στρατιωτικοὶ ἱερεῖς οἱ τοποθετημένοι παρὰ ταῖς ἐνόπλοις δυνάμεσιν, θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἀνὰ πᾶσαν περίστασιν.

Ἄρθρον 25.

Οἱ εἰδικῶς ἐκπαιδευθέντες ἵνα χρησιμοποιηθοῦν ὡς νοσοκόμοι ἢ βοηθητικοὶ τραυματιοφορεῖς πρὸς ἀναζήτησιν, παραλαβήν, μεταφορὰν ἢ θεραπείαν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν στρατιωτικοί, θὰ τύχουν ἐπίσης σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἐὰν εὑρίσκωνται ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν ὡς ἄνω καθηκόντων τῶν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπαφῆς αὐτῶν μετὰ τοῦ ἐχθροῦ ἢ τῆς περιελεύσεώς των εἰς τὴν ἐξουσίαν του.

Ἄρθρον 26.

Πρὸς τὸ ἐν ἄρθρῳ 24 ἀναφερόμενον προσωπικὸν ἐξομοιοῦται τὸ προσωπικὸν τῶν ἐθνικῶν Ἑταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ ἐκεῖνο τῶν ἄλλων ἑταιρειῶν ἐθελουσίας βοηθείας, τῶν δεόντως ἀνεγνωρισμένων καὶ ἐγκεκριμένων ὑπὸ τῶν κυβερνήσεών των, τὸ ὁποῖον θέλει χρησιμοποιεῖται διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν αὐτῶν ὑπηρεσιῶν ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν περὶ οὗ τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι τὸ προσωπικὸν τῶν ἑταιρειῶν τούτων θὰ ὑπόκειται εἰς τοὺς στρατιωτικοὺς νόμους καὶ κανονισμούς.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ κοινοποιήσῃ εἰς τὰ ἄλλα, εἴτε ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης εἴτε

ἅμα τῇ ἐνάρξει ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, πάντως ὅμως πρὸ τῆς ἐνεργοῦ χρησιμοποιήσεώς των τὰ ὀνόματα τῶν ἑταιρειῶν εἰς τὰς ὁποίας θὰ ἔχῃ ἐπιτρέψῃ νὰ συνδράμουν, ὑπὸ τὴν εὐθύνην αὐτοῦ, τὸ ἔργον τῆς ἐπισήμου ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τοῦ στρατοῦ του.

Ἄρθρον 27.

Ἀνεγνωρισμένη ἑταιρεία οὐδετέρου Κράτους δὲν θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὴν βοηθειαν τοῦ προσωπικοῦ καὶ τῶν ὑγειονομικῶν της σχηματισμῶν εἰς ἕν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν εἰμὴ μόνον κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς ἰδίας αὐτῆς Κυβερνήσεως καὶ συγκαταθέσεως αὐτοῦ τούτου τοῦ ἐν συρράξει Μέρους. Τὸ προσωπικὸν τοῦτο καὶ οἱ σχηματισμοὶ αὐτοὶ θὰ τεθοῦν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τοῦ ὡς ἄνω ἐν συρράξει Μέρους.

Ἡ οὐδετέρα Κυβέρνησις θὰ κοινοποιήσῃ τὴν ἔγκρισιν ταύτην εἰς τὸ ἀντίπαλον Κράτος ἐκείνου ὅπερ ἀποδέχεται τὴν βοήθειαν. Τὸ ἐν συρράξει μέρος ὅπερ ἀποδέχεται τὴν βοήθειαν ἔχει ὑποχρέωσιν, πρὸ πάσης χρησιμοποιήσεώς της, νὰ προβῇ εἰς σχετικὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς τὸ ἀντίθετον Μέρος.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται ἡ βοήθεια αὐτὴ νὰ θεωρηθῇ ὡς ἀνάμιξις εἰς τὴν σύρραξιν.

Τὰ μέλη τοῦ εἰς τὴν πρώτην παράγραφον ἀναφερομένου προσωπικοῦ πρέπει νὰ ἐφοδιασθοῦν μὲ τὰς ταυτότητας τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον 40, πρὶν ἀπομακρυνθοῦν τῆς οὐδετέρας χώρας εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκουν.

Ἄρθρον 28.

Τὸ εἰς τὰ ἄρθρα 24 καὶ 26 ἀναφερόμενον προσωπικὸν δὲν θὰ κατακρατηθῇ ἂν περιέλθῃ εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου εἰμὴ μόνον ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ ὑγειονομικὴ κατάστασις, αἱ πνευματικαὶ ἀνάγκαι καὶ ὁ ἀριθμὸς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπιβάλλουν τοῦτο.

Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ, ἅτινα θὰ κατακρατηθοῦν οὕτω δὲν θὰ θεωρηθοῦν αἰχμάλωτοι πολέμου. Ἐν τούτοις θὰ δικαιοῦνται τοὐλάχιστον εἰς τὴν ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμογὴν ὅλων τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949. Θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ἐκτελοῦν, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ στρατιωτικῶν κανονισμῶν, τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τῶν ἁρμοδίων ὑπηρεσιῶν αὐτῆς, καὶ κατὰ τὴν ἐπαγγελματικὴν των συνείδησιν, τὰ ἰατρικὰ ἢ πνευματικά των καθήκοντα ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῶν ἀνηκόντων, κατὰ προτίμησιν, εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις (εἰς τὰς ὁποίας καὶ ἴδιοι ἀνήκουν). Ἐπὶ πλέον θ' ἀπολαμβάνουν τῶν ἑξῆς εὐκολιῶν κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἰατρικῆς ἢ πνευματικῆς ἀποστολῆς των:

α') Θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπισκέπτωνται περιοδικῶς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τοὺς εὑρισκομένους εἰς ἀποσπάσματα ἐργασίας ἢ εἰς νοσοκομεῖα κείμενα ἐντὸς τοῦ στρατοπέδου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἡ κατακρατοῦσα τοὺς αἰχμαλώτους ἀρχὴ θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσίν των ἀνάλογα μεταφορικὰ μέσα.

β') Εἰς ἕκαστον στρατόπεδον, ὁ ἀρχαιότερος στρατιωτικὸς ἰατρὸς ἀνωτέρου βαθμοῦ θὰ εὐθύνεται ἔναντι τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου δι' ὅτι ἀφορᾷ τὴν δρᾶσιν τοῦ κρατουμένου ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ. Πρὸς τοῦτο, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θέλουν συνεννοηθῇ ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τῶν ἐχθροπραξιῶν περὶ τῆς ἀντιστοιχίας τῶν βαθμῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ των προσωπικοῦ, περιλαμβανομένου καὶ ἐκείνου τῶν ἐν ἄρθρῳ 26 μνημονευομένων ἑταιρειῶν. Δι' ὅλα τὰ ζητήματα τὰ σχετιζόμενα μὲ τὴν ἀποστολήν των, ὁ ἐν λόγῳ ἰατρὸς καὶ οἱ στρατιωτικοὶ ἱερεῖς θὰ ἔχουν δικαίωμα ἀμέσου ἀναφορᾶς πρὸς τὰς ἁρμοδίας στρατιωτικὰς ἀρχὰς τοῦ στρατοπέδου. Λύται θὰ τοὺς παρέχουν πᾶσαν ἀναγκαίαν εὐκολίαν διὰ τὴν περὶ τὰ ζητήματα ταῦτα ἀλληλογραφίαν.

γ') Καίτοι ὑποκείμενον εἰς τὴν ἐσωτερικὴν πειθαρχίαν τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται, τὸ κατακρατούμενον προσωπικὸν δὲν δύναται νὰ ἐξαναγκασθῇ εἰς ἐργασίαν ξένην πρὸς τὴν ἰατρικὴν ἢ θρησκευτικὴν ἀποστολήν του.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν τοῦ κατακρατουμένου προσωπικοῦ καὶ θὰ καθορίσουν τὴν σχετικὴν διαδικασίαν.

Οὐδεμία τῶν ἀνωτέρω διατάξεων ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ἐπιβαλλομένων αὐτῇ, ἔναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑποχρεώσεων ἐπὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ πνευματικοῦ πεδίου.

Ἄρθρον 29.

Τὸ ἀναφερόμενον ἐν ἄρθρῳ 25 προσωπικόν, τὸ περιελθὸν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ θὰ θεωρῆται αἰχμάλωτον πολέμου, ἀλλὰ θὰ χρησιμοποιῆται εἰς ὑγειονομικὰς ἐργασίας, ἐφ' ὅσον θὰ διεπιστοῦτο τοιαύτη ἀνάγκη.

Ἄρθρον 30.

Τὰ μέλη τοῦ προσωπικοῦ τῶν ὁποίων ἡ κράτησις δὲν θὰ εἶναι ἀπαραίτητος βάσει τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 28, θ' ἀποδίδωνται εἰς τὸ ἐν συρράξει Μέρος εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκουν, εὐθὺς ὡς ὑπάρξῃ ἀνοικτὴ ὁδὸς διὰ τὴν ἐπιστροφήν των καὶ αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι ἤθελον τὸ ἐπιτρέψῃ.

Ταῦτα, ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀναχωρήσεώς των δὲν θὰ θεωροῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου. Ἐν τούτοις θὰ δικαιοῦνται, τοὐλάχιστον, εἰς τὴν ἔναντί των ἐφαρμογὴν ὅλων τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949. Θὰ ἐξακολουθοῦν ἐκτελοῦντα τὰ καθήκοντά των ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ ἀντιπάλου Μέρους καὶ θὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ προτίμησιν εἰς τὴν περιποίησιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τοῦ ἐμπολέμου Μέρους εἰς ὃ ἀνήκουν.

Κατὰ τὴν ἀναχώρησίν των θὰ συναποκομίσουν τὸν ρουχισμόν, τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα, τὰς ἀξίας καὶ τὰ ἐργαλεῖα, ἅτινα τοῖς ἀνήκουν προσωπικῶς.

Ἄρθρον 31.

Ἡ ἐπιλογὴ τοῦ προσωπικοῦ οὗτινος ἡ ἀπόδοσις εἰς τὸ ἐν συρράξει Μέρος προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 30 θὰ γίνῃ ἀσχέτως πάσης διακρίσεως φυλετικῆς, θρησκευτικῆς ἢ ἀφορώσης πολιτικὰς πεποιθήσεις, ἀκολουθουμένης κατὰ προτίμησιν τῆς χρονολογικῆς σειρᾶς τῆς αἰχμαλωσίας καὶ λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς καταστάσεως ὑγείας τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ καθορίσουν, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, τὸ ποσοστὸν τοῦ κατακρατητέου προσωπικοῦ ἐν συγκρίσει πρὸς τὸν ἀριθμὸν τῶν αἰχμαλώτων ὡς καὶ τὰ τῆς κατανομῆς αὐτοῦ εἰς τὰ στρατόπεδα.

Ἄρθρον 32.

Τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 27 πρόσωπα, ἅτινα θὰ περιήρχοντο εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, δὲν δύνανται νὰ κατακρατηθοῦν.

Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας θὰ τοῖς ἐπιτραπῇ νὰ ἐπιστρέψουν εἰς τὴν χώραν των ἢ, ἂν τοῦτο δὲν εἶναι δυνατόν, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκοντο, εὐθὺς ὡς ὑπάρξῃ ὁδὸς ἀνοικτὴ διὰ τὴν ἐπάνοδόν των καὶ αἱ στρατιωτικαὶ συνθῆκαι τὸ ἐπιτρέπουν.

Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀναχωρήσεώς των τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐξακολουθοῦν νὰ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ ἀντιπάλου Μέρους καὶ θὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ προτίμησιν εἰς τὴν περιποίησιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκοντο.

Κατὰ τὴν ἀναχώρησίν των θὰ συναποκομίσουν τὸν ρουχισμόν, τὰ προσωπικὰ ἀντικείμενα, τὰς ἀξίας, τὰ ἐργαλεῖα

καὶ τὰ ὅπλα των καί, εἰ δυνατόν, τὰ μεταφορικὰ μέσα τὰ ὁποῖα τοὺς ἀνήκουν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἐξασφαλίσουν εἰς τὸ ὡς ἄνω προσωπικόν, ἐφ' ὅσον εὑρίσκεται εἰς χεῖρας των, τὴν αὐτὴν διατροφήν, τὴν αὐτὴν στέγασιν, τὰ αὐτὰ ἐπιδόματα καὶ τὸν αὐτὸν μισθὸν ὡς καὶ εἰς τὸ ἀντίστοιχον προσωπικὸν τοῦ στρατοῦ. Ἡ τροφὴ θὰ εἶναι, ἐν πάσῃ περιπτώσει ἐπαρκὴς εἰς ποσότητα, ποιότητα καὶ ποικιλίαν ἵνα ἐξασφαλίσῃ εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους κανονικὰς συνθήκας ὑγείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ.

Κτίρια καὶ ὑλικὸν

Ἄρθρον 33.

Τὸ ὑλικὸν τῶν κινητῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων, τὸ ὁποῖον περιέρχεται εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, θὰ ἐξακολουθῇ νὰ διατίθηται ὑπὲρ τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Τὰ κτίρια, τὸ ὑλικὸν καὶ αἱ παρακαταθῆκαι τῶν μονίμων ὑγειονομικῶν ἐγκαταστάσεων τῶν ἐνόπλων δυνάμεων θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου, δὲν θὰ δύναται ὅμως νὰ χρησιμοποιηθῇ δι' ἄλλον σκοπὸν ἐφ' ὅσον εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς. Οὐχ' ἧττον, οἱ διοικηταὶ τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατῶν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιήσουν ταῦτα ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης στρατιωτικῆς ἀνάγκης ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχουν ληφθῆ προηγουμένως τ' ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς εὐημερίας τῶν ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν, οἵτινες νοσηλεύονται ἐν αὐτοῖς.

Τὸ εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἀναφερόμενον ὑλικὸν καὶ αἱ παρακαταθῆκαι δὲν ἐπιτρέπεται νὰ καταστραφοῦν ἐσκεμμένως.

Ἄρθρον 34.

Ἡ κινητὴ καὶ ἀκίνητος περιουσία τῶν ἑταιρειῶν βοηθείας ὑπὲρ ὧν ἀναγνωρίζεται ἡ ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως θὰ θεωρηθοῦν ἰδιωτικαὶ περιουσίαι.

Τὸ δικαίωμα ἐπιτάξεως ὅπερ ἀναγνωρίζεται εἰς τοὺς ἐμπολέμους ὑπὸ τῶν νόμων καὶ ἐθίμων τοῦ πολέμου θὰ ἀσκῆται προκειμένου περὶ αὐτῶν, μόνον εἰς περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης καὶ μόνον ἀφοῦ ἐξασφαλισθῇ ἡ τύχη τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΙ.

Ὑγειονομικαὶ μεταφοραί.

Ἄρθρον 35.

Τὰ μεταφορικὰ μέσα τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τοὺς ἀσθενεῖς καὶ τραυματίας ἢ τὸ ὑγειονομικὸν ὑλικὸν θὰ εἶναι σεβαστὰ καὶ θὰ ἔχουν τὸ αὐτὸ δικαίωμα προστασίας ὡς καὶ οἱ κινητοὶ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοί.

Ὅσάκις τὰ μεταφορικὰ ταῦτα μέσα ἢ ὀχήματα πίπτουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου μέρους, θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐν συρράξει Μέρος τὸ ὁποῖον θὰ τὰ ἔχῃ συλλάβῃ, θ' ἀναλάβῃ ἐν πάσῃ περιπτώσει τοὺς ἀσθενεῖς καὶ τραυματίας, οἵτινες εὑρίσκονται ἐντὸς αὐτῶν.

Τὸ πολιτικὸν προσωπικὸν καὶ ὅλα τὰ ἐξ ἐπιτάξεως προερχόμενα μεταφορικὰ μέσα θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς γενικοὺς κανόνας τοῦ διεθνοῦς δικαίου.

Ἄρθρον 36.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη, δηλαδὴ τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἀποκλειστικῶς χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, ὡς καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑλικοῦ, δὲν θὰ γίνουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι σεβαστὰ εἰς τοὺς ἐμπολέμους κατὰ τὰς πτήσεις τὰς ὁποίας θὰ ἐκτελοῦν εἰς ὕψη, εἰς ὥρας καὶ κατὰ διαδρομάς, αἵτινες θέλουν εἰδικῶς συμφωνηθῆ μεταξὺ ὅλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐμπολέμων.

Θὰ φέρουν, κατὰ τρόπον λίαν ὁρατόν, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 38 διακριτικὸν σῆμα, πλησίον τῶν ἐθνικῶν των χρωμάτων ἐπὶ τῶν κάτω, ἄνω καὶ πλαγίων ἐπιφανειῶν. Θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ οἱονδήποτε ἄλλο μέσον σημάνσεως ἢ μέσον ἀναγνωρίσεως, ὅπερ ἤθελε καθορισθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐμπολέμων, εἴτε κατὰ τὴν ἀρχήν, εἴτε διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας, θ' ἀπαγορεύεται ἡ ὑπέρπτησις ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη θὰ ὀφείλουν νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν κλῆσιν προσγειώσεως. Εἰς περίπτωσιν τοιαύτης ἐπιβεβλημένης πρσγειώσεως τὸ ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐπιβαινόντων αὐτοῦ θὰ δικαιοῦται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτῆσιν του κατόπιν ἐνδεχομένου ἐλέγχου.

Εἰς περίπτωσιν τυχαίας προσγειώσεως ἐπὶ ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ, οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς, ὡς καὶ τὸ πλήρωμα τοῦ ἀεροσκάφους, θὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου. Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν θὰ τύχῃ μεταχειρίσεως συμφώνου πρὸς τὰ διαλαμβανόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 24 καὶ ἑπόμενα.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ δύνανται, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς δευτέρας παραγράφου, νὰ ὑπερίπτανται τοῦ ἐδάφους τῶν οὐδετέρων Δυνάμεων καὶ νὰ προσγειοῦνται ἢ προσθαλασσοῦνται ἐπ' αὐτοῦ, εἴτε εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης εἴτε πρὸς στάθμευσιν. Ὀφείλουν νὰ προειδοποιοῦν τὰς οὐδετέρας Δυνάμεις περὶ τῆς ἄνωθεν τῶν ἐδαφῶν των διόδου, καὶ νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν διαταγὴν προσγειώσεως ἢ προσθαλασσώσεως. Θὰ προστατεύονται ἔναντι ἐπιθέσεως μόνον ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὕψη, ὥρας καὶ βάσει δρομολογίου εἰδικῶς συμπερφωνημένα μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμεων.

Οὐχ' ἧττον, αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν ὅρους ἢ περιορισμοὺς ὡς πρὸς τὴν ὑπέρπτησιν τῶν ἐδαφῶν των ἢ τὴν προσγείωσιν τῶν ὑγειονομικῶν ἀεροσκαφῶν. Οἱ ἐνδεχόμενοι αὐτοὶ ὅροι περιορισμοὶ θὰ ἐφαρμόζονται ἐξ ἴσου δι' ὅλα τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Οἱ τραυματίαι ἢ ἀσθενεῖς, οἵτινες θ' ἀπεβιβάζοντο, μὲ τὴν συγκατάθεσιν τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους ἀπὸ ὑγειονομικὸν ἀεροσκάφος δέον, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας τοῦ οὐδετέρου Κράτους καὶ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν νὰ κρατοῦνται ὑπὸ τοῦ οὐδετέρου Κράτους, ὁσάκις τοῦτο ἀπαιτεῖ τὸ διεθνὲς δίκαιον, ὥστε νὰ μὴ δυνηθοῦν οὗτοι νὰ λάβουν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις. Αἱ δαπάναι νοσηλείας καὶ περιορισμοῦ θὰ εἶναι εἰς βάρος τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΙΙ.

Διακριτικὸν Σῆμα

Ἄρθρον 38.

Εἰς ἀπότισιν φόρου τιμῆς πρὸς τὴν Ἑλβετίαν, τὸ ἑραλδικὸν σύμβολον τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ ἐπὶ λευκοῦ βάθους, σχηματιζόμενον δι' ἀντιστροφῆς τῶν ὁμοσπονδιακῶν χρωμάτων, διατηρεῖται ὡς ἔμβλημα καὶ διακριτικὸν σῆμα τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῶν στρατῶν.

Οὐχ' ἧττον, διὰ τὰς χώρας αἵτινες χρησιμοποιοῦν ἤδη ὡς διακριτικὸν σῆμα ἀντὶ τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ τὴν ἐρυθρὰν ἡμισέληνον ἢ τὸν ἐρυθρὸν λέοντα καὶ ἥλιον ἐπὶ βάθους λευκοῦ, τὰ ἐμβλήματα ταῦτα τυγχάνουν ἐπίσης δεκτὰ ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 39.

Τὸ ἔμβλημα θὰ τίθεται, ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ἀρμοδίας

στρατιωτικῆς ἀρχῆς, ἐπὶ τῶν σημαιῶν, τῶν περιβραχιόνων ὡς καὶ ἐφ' ὅλου τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 40.

Τὸ προσωπικὸν περὶ οὗ πραγματεύονται τὸ ἄρθρον 24 ὡς καὶ τὰ ἄρθρα 26 καὶ 27, θὰ φέρῃ εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχίονα περιβραχιόνιον, ἀντέχον εἰς τὴν ὑγρασίαν, φέρον τὸ διακριτικὸν σῆμα, ὅπερ θέλει παραδώσῃ πρὸς αὐτὸ ἐσφραγισμένον ἡ στρατιωτικὴ ἀρχή.

Τὸ προσωπικὸν τοῦτο, πλὴν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 16 πλακὸς ταυτότητος, θὰ φέρῃ ἐπίσης εἰδικὸν δελτίον ταυτότητος μὲ τὸ διακριτικὸν σῆμα. Τὸ δελτίον τοῦτο πρέπει ν' ἀντέχῃ εἰς τὴν ὑγρασίαν καὶ νὰ εἶναι διαστάσεων ἐπιτρεπουσῶν τὴν ἐνθυλάκωσιν. Θὰ εἶναι συντεταγμένον εἰς τὴν ἐθνικὴν γλῶσσαν, θ' ἀναφέρῃ τοὐλάχιστον τὸ ὀνοματεπώνυμον, τὴν ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὸν βαθμὸν καὶ τὸν ἀριθμὸν μητρώου τοῦ δικαιούχου. Ἡ ταυτότης θὰ καθορίζῃ ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα ἔχει ὁ δικαιοῦχος δικαίωμα εἰς τὴν προστασίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ φέρῃ τὴν φωτογραφίαν τοῦ κατόχου, καί, ἐπὶ πλέον, εἴτε τὴν ὑπογραφὴν εἴτε τὰ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα αὐτοῦ, εἴτε καὶ ἀμφότερα. Θὰ φέρῃ τὴν ἀνάγλυφον σφραγίδα τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Τὰ δελτία ταυτότητος δέον νὰ εἶναι ὁμοιόμορφα εἰς ἕκαστον στρατὸν καί, κατὰ τὸ δυνατόν, τοῦ αὐτοῦ τύπου διὰ τοὺς στρατοὺς ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ λάβουν ὡς βάσιν τὸ συναπτόμενον τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑπόδειγμα. Θέλουν κοινοποιήσῃ πρὸς ἄλληλα, κατὰ τὴν ἀρχὴν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὸν τύπον τὸν ὁποῖον χρησιμοποιοῦν. Ἕκαστον δελτίον ταυτότητος θέλει εἰ δυνατὸν ἐκδοθῆ εἰς δύο τοὐλάχιστον ἀντίτυπα, ὧν τὸ ἕν θὰ κρατηθῆ ὑπὸ τῆς ἐκδοσάσης Δυνάμεως.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται τ' ἀνωτέρω μνημονευόμενον προσωπικὸν νὰ στερηθῆ οὔτε τοῦ διακριτικοῦ του σήματος, οὔτε τοῦ δελτίου ταυτότητος οὔτε τοῦ δικαιώματος νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιόν του. Εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας θὰ δικαιοῦται νὰ λάβῃ διπλότυπον τοῦ δελτίου καὶ νέα διακριτικὰ σήματα εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἀπωλεσθέντων.

Ἄρθρον 41.

Τὸ ἐν ἄρθρῳ 25 ἀναφερόμενον προσωπικὸν θὰ φέρῃ μόνον κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὑγειονομικῶν καθηκόντων, λευκὸν περιβραχιόνιον φέρων εἰς τὸ μέσον τὸ διακριτικὸν σῆμα, ἀλλὰ μειωμένων διαστάσεων. Τοῦτο θὰ παραδίδηται αὐτῷ ἐσφραγισμένον ὑπὸ τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Εἰς τὰ στρατιωτικὰ δελτία ταυτότητος τὰ ὁποῖα θὰ φέρῃ τὸ ἐν λόγῳ προσωπικὸν θὰ ἀναφέρηται ἡ ὑγειονομικὴ ἐκπαίδευσις, ἣν ἔλαβεν ὁ κάτοχος τοῦ δελτίου, ὁ χαρακτὴρ προσωρινότητος τῶν καθηκόντων του καὶ τὸ δικαίωμά του νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιον.

Ἄρθρον 42.

Ἡ διακριτικὴ σημαῖα τῆς Συμβάσεως δὲν δύναται ν'ἀναρτηθῆ εἰμὴ μόνον ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τῶν ὁποίων ἡ Σύμβασις ἐπιβάλλει τὸν σεβασμόν, καὶ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Ἐπὶ τῶν κινητῶν σχηματισμῶν ὅπως καὶ ἐπὶ τῶν μονίμων ἐγκαταστάσεων, ἡ σημαία αὕτη δύναται νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς σημαίας τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτᾶται ὁ σχηματισμὸς ἢ ἡ ἐγκατάστασις.

Οὐχ' ἧττον, οἱ πεσόντες εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοὶ θὰ ὑψώσουν μόνον τὴν σημαίαν τῆς Συμβάσεως.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λάβουν, ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιτρέπουν αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα καταστήσουν καθαρῶς ὁρατὰ εἰς τὰς κατὰ ξηράν, ἀέρα καὶ θάλασσαν ἐχθρικὰς δυνάμεις τὰ διακριτικὰ σήματα τὰ ἐπισημαίνοντα τοὺς ὑγειονομικοὺς σχηματισμοὺς καὶ τὰς σχετικὰς ἐγκαταστάσεις, πρὸς ἀποφυγὴν τοῦ ἐνδεχομένου οἱασδήποτε ἐπιθετικῆς ἐνεργείας.

Ἄρθρον 43.

Οἱ ὑγειονομικοὶ σχηματισμοὶ τῶν οὐδετέρων Κρατῶν, εἰς τοὺς ὁποίους ὑπὸ τοὺς ἐν ἄρθρῳ 27 προβλεπομένους ὅρους θὰ ἐπετρέπετο ἡ παροχὴ ὑπηρεσιῶν εἰς ἐμπόλεμον τινά, ὀφείλουν ν' ἀναρτοῦν ὁμοῦ μετὰ τῆς σημαίας τῆς Συμβάσεως τὴν ἐθνικὴν σημαίαν τοῦ ἐμπολέμου τούτου, ἐφ' ὅσον οὗτος θὰ ἐπεθύμῃ νὰ κάμῃ χρῆσιν τοῦ δικαιώματος ὅπερ τῷ παρέχει τὸ ἄρθρον 42.

Πλὴν ἀντιθέτου διαταγῆς τῆς ἁρμοδίας στρατιωτικῆς ἀρχῆς, θὰ δύνανται, ἐν πάσῃ περιπτώσει νὰ ὑψώσουν τὴν ἐθνικήν των σημαῖαν, ἔστω καὶ ἂν πέσουν εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου μέρους.

Ἄρθρον 44.

Τὸ σῆμα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάθους λευκοῦ καὶ αἱ λέξεις «ἐρυθρὸς σταυρὸς» ἢ «σταυρὸς τῆς Γενεύης» δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν πλὴν τῶν περιπτώσεων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰς ἑπομένας παραγράφους τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἴτε ἐν καιρῷ εἰρήνης εἴτε ἐν καιρῷ πολέμου, παρὰ μόνον διὰ τὴν ἐπισήμανσιν ἢ τὴν προστασίαν τῶν ὑγειονομικῶν σχηματισμῶν καὶ ἐγκαταστάσεων, τοῦ προσωπικοῦ καὶ τοῦ ὑλικοῦ τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν ἄλλων διεθνῶν Συμβάσεων, αἵτινες ρυθμίζουν παρόμοια θέματα. Τὰ αὐτὰ ἰσχύουν καὶ διὰ τὰ ἐμβλήματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν δευτέραν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 38, διὰ τὰς χώρας, αἵτινες χρησιμοποιοῦν ταῦτα. Αἱ Ἐθνικαὶ ἑταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ὡς καὶ αἱ εἰς τὸ ἄρθρον 26 ἀναφερόμεναι ἄλλαι ἑταιρεῖαι, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιοῦν τὸ διακριτικὸν σῆμα τὸ ὁποῖον παρέχει πρὸς αὐτὰς τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως, μόνον ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου.

Ἐπὶ πλέον αἱ ἐθνικαὶ ἑταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, (Ἐρυθρᾶς ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου), θὰ δύνανται ἐν καιρῷ εἰρήνης, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν, νὰ χρησιμοποιοῦν τὸ ὄνομα καὶ τὸ ἔμβλημα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ κατὰ τὴν ἄλλην δρᾶσιν των τὴν σύμφωνον πρὸς τὰς ἀρχὰς τὰς διατυπωθείσας ὑπὸ τῶν διεθνῶν Συνελεύσεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ. Ὅταν ἡ δρᾶσις αὕτη συνεχίζεται ἐν καιρῷ πολέμου, οἱ ὅροι τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ ἐμβλήματος θὰ πρέπει νὰ εἶναι τοιοῦτοι ὥστε ἡ χρησιμοποίησις αὕτη νὰ μὴ δύναται νὰ θεωρηθῆ ὡ παρέχουσα τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως. Τὸ ἔμβλημα θὰ εἶναι σχετικῶς μικρῶν διαστάσεων καὶ δὲν θὰ δύναται νὰ τεθῆ ἐπὶ περιβραχιονίου ἢ ἐπὶ τῆς στέγης οἰκοδομῶν.

Οἱ διεθνεῖς ὀργανισμοὶ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τὸ δεόντως ἐξουσιοδοτημένον προσωπικόν των θὰ δύναται ὁποτεδήποτε νὰ κάμῃ χρῆσιν τοῦ σήματος τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάθους λευκοῦ.

Ἐξαιρετικῶς, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν καὶ κατόπιν ρητῆς ἐξουσιοδοτήσεως μιᾶς τῶν ἐθνικῶν Ἑταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου) θὰ δύναται νὰ γίνῃ χρῆσις τοῦ ἐμβλήματος τῆς Συμβάσεως ἐν καιρῷ εἰρήνης διὰ τὴν ἐπισήμανσιν ὀχημάτων χρησιμοποιουμένων ὡς νοσοκομιακῶν, καὶ διὰ τὴν ἐπισήμανσιν σταθμῶν πρώτων βοηθειῶν ἀποκλειστικῶς προοριζομένων διὰ τὴν δωρεὰν περίθαλψιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΥΠΗ

Περὶ ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως

Ἄρθρον 45.

Ἕκαστον τῶν ἐν ρυρράξει Μερῶν θὰ ἐπιμεληθῆ, διὰ τῶν ἀρχηγῶν τοῦ στρατοῦ του τῆς ἐκτελέσεως τῶν προηγουμένων

ἄρθρων, ὡς καὶ τῶν ἀπροβλέπτων περιπτώσεων, συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 46.

Ἀπαγορεύονται τ' ἀντίποινα κατὰ τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, τοῦ προσωπικοῦ ἢ τοῦ ὑλικοῦ τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 47.

Τὰ ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν, ἕν ἕκαστον ἐν τῇ χώρᾳ του, νὰ διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρύτερον, ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ εἰδικῶς νὰ συμπεριλάβουν τὴν μελέτην αὐτῆς εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καί, εἰ δυνατὸν πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως εἰς τρόπον ὥστε νὰ εἶναι γνωσταὶ αἱ βασικαὶ αὐτῆς ἀρχαὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ εἰδικῶς δὲ εἰς τὰς μαχίμους ἐνόπλους δυνάμεις, τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν καὶ τοὺς στρατιωτικοὺς ἱερεῖς.

Ἄρθρον 48.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα, μέσῳ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου καί, διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστατίδων Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους ἤθελον θεσπίσῃ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX.

Περὶ Διώξεως τῶν Καταχρήσεων καὶ Παραβάσεων

Ἄρθρον 49.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τ' ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἱ παραβάσεις αὗται καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων του, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύναται ἐπίσης, ἐὰν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξίν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μηνυόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἑπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 50.

Αἱ εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἀναφερόμεναι σοβαραὶ παραβάσεις εἶναι ἐκεῖναι, αἵτινες περιλαμβάνουν οἱανδήποτε τῶν κάτωθι πράξεων, ἐὰν αὗται διεπράχθησαν ἐναντίον προσώπων ἢ ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἡ Σύμβασις προστατεύει ὁ ἐκ προθέσεως φόνος, ἡ βάσανος ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις, περιλαμβανομένων καὶ τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἡ ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς ὑγείας, ἡ καταστροφὴ καὶ ἰδιοποίησις κατὰ τρόπον παράνομον καὶ εἰς εὐρεῖαν κλίμακα, ἡ μὴ δικαιολογουμένη ὑπὸ στρατιωτικῆς ἀνάγκης.

Ἄρθρον 51.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν'ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ νὰ ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν ἃς αὐτὸ τοῦτο τὸ ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

Ἄρθρον 52.

Αἰτήσει ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἧς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συνθήκης.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ'ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἅπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Ἄρθρον 53.

Ἡ χρῆσις ὑπὸ ἰδιωτῶν, ἑταιρειῶν ἢ ἐμπορικῶν καταστημάτων εἴτε δημοσίων εἴτε ἰδιωτικῶν, ἐκτὸς τῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δικαιουμένων εἰς τοῦτο, τοῦ ἐμβλήματος ἢ τῆς ἐπωνυμίας «ἐρυθρὸς σταυρὸς» ἢ «σταυρὸς τῆς Γενεύης» ὡς καὶ παντὸς σήματος ἢ ἐπωνυμίας, ἥτις ἀποτελεῖ ἀπομίμησιν τούτων, ἀπαγορεύεται ὁποτεδήποτε, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ σκοπὸς τῆς χρήσεως ταύτης καὶ οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ χρόνος ἀφ' οὗ τελεῖται.

Δεδομένου ὅτι πρὸς τιμὴν τῆς Ἑλβετίας υἱοθετήθησαν τὰ ἀντεστραμμένα ὁμοσπονδιακὰ χρώματα, καὶ συνεπῶς ἐνδέχεται νὰ προκληθῇ σύγχισις μεταξὺ τοῦ ἐθνοσήμου τῆς Ἑλβετίας καὶ τοῦ διακριτικοῦ σήματος τῆς Συμβάσεως, ἀπαγορεύεται ἡ χρῆσις ὑπὸ ἰδιωτῶν, ἑταιρειῶν ἢ ἐμπορικῶν καταστημάτων τοῦ ἐθνοσήμου τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ὡς καὶ παντὸς σήματος ἀποτελοῦντος ἀπομίμησιν αὐτοῦ, εἴτε ὡς βιομηχανικὸν ἢ ἐμπορικὸν σῆμα εἴτε ὡς στοιχεῖον τῶν τοιούτων σημάτων, εἴτε ἐπὶ σκοπῷ ἀντιθέτῳ πρὸς τὴν ἐμπορικὴν ἐντιμότητα, εἴτε ὑπὸ συνθήκας δυναμένας νὰ θίξουν τὸ ἑλβετικὸν ἐθνικὸν αἴσθημα.

Οὐχ ἧττον, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἅτινα δὲν ἦσαν Μέρη τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τῆς 27 Ἰουλίου 1929, δύνανται νὰ παράσχουν εἰς ὅσους ἐχρησιμοποίησαν προγενεστέρως ἐμβλήματα, ἐπωνυμίας ἢ σήματα ὡς τ' ἀναφερόμενα εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου, προθεσμίαν τριῶν, κατ' ἀνώτατον ὅριον ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἵνα παύσουν τὴν χρῆσιν αὐτῶν. Ἐννοεῖται ὅτι, κατὰ τὸ διάστημα τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας, ἡ περὶ ἧς ὁ λόγος χρῆσις δὲν δύναται νὰ ἐμφανισθῇ, διαρκοῦντος πολέμου, ὡς ἀποβλέπουσα εἰς τὴν παροχὴν τῆς προστασίας τῆς Συμβάσεως.

Ἡ καθοριζομένη εἰς τὴν πρώτην παράγραφον τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀπαγόρευσις ἐφαρμόζεται ἐπίσης, ἐξαιρουμένων τῶν κεκτημένων δικαιωμάτων προγενεστέρας χρήσεως, εἰς τὰ ἐμβλήματα καὶ τὰς ἐπωνυμίας τὰς προβλεπομένας εἰς τὴν δευτέραν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 38.

Ἄρθρον 54.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία δὲν εἶναι ἀπὸ τοῦδε ἐπαρκὴς θὰ λάβουν τ'ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσουν καὶ διώξουν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 53 ἀναφερομένας καταχρήσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις

Ἄρθρον 55.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήση διὰ τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσσικὴν καὶ τὴν ἱσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 56.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, ἥτις θὰ φέρη τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον, δύναται, μέχρι τῆς 12 Φεβρουαρίου 1950 νὰ ὑπογραφῆ ἐπ' ὀνόματι τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις ἤρξατο ἐν Γενεύῃ τὴν 21 Ἀπριλίου 1949, ὡς καὶ Δυνάμεων μὴ ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν ταύτην, αἵτινες συμμετέχουν εἰς τὰς Συβάσεις τῆς Γενεύης τοῦ 1864, 1906 καὶ 1929 διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατῶν.

Ἄρθρον 57.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῆ ὅσον τὸ δυνατὸν συντομώτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις της θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνῃ.

Δι' ἑκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῆ πρωτόκολλον, οὗτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῆ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ ὑπογραφῆ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῆ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 58.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοὐλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 59.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾷ, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σχέσεις, τὰς Συμβάσεις τῆς 6 Ἰουλίου 1864 καὶ 27 Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 60.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς σχύος της ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφῆ.

Ἄρθρον 61.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχωσι περιέλθη.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφῆ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῆ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 62.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχὺν εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 63.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλη τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησίν της πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ' ἧττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ὃν χρόνον ἡ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῆ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῆ εἰρήνη καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἔναντι τῆς καταγγελούσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων ἃς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνοῦς δικαίου ὡς αὗται προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ πεπολιτισμένων ἐθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 64.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μεριμνήση διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφορήση ἐπίσης τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ἃς θὰ λάβῃ περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ᾧ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέση εἰς ἕκαστος τὰ πληρεξούσιά του, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῆ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη, ἅτινα θὰ ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
Μ. ΟΣΜΑΝ ΑΜΙΡΙ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Ι. ΜΑΛΟ (μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10). (1)

Διὰ τὴν Ἀργεντινήν :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (2)
ΓΚΟΥΙΛΙΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἐπικυρώσεως (3)

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
Δρ. Ρ. ΜΠΛΟΥΕΝΤΟΡΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας :
Μετ' ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 (4)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας Ι. ΚΟΥΤΣΕΙΝΙΚΟΒ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕΙΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
Ἰωάο Πίντα ντὰ Σίλβα Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΥΝΕΡ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (5)
Κ. Β. ΣΒΕΤΑΟΦ

---

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :
(2) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :
(3) Ὁ Αὐστραλὸς Πληρεξούσιος ἅμα τῇ ὑπογραφῇ ἐδήλωσεν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του διατηρῇ τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ἐπικύρωσιν.
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα :
(5) » » » » »

Διὰ τὸν Καναδᾶν :
MAX Χ. ΟΥΕΡΣΧΟΦ
Διὰ τὴν Κεϋλάνην :
Β. ΚΟΟΜΑΡΑΣΒΑΜΥ
Διὰ τὴν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΟ ΟΡΤΙΖ
Διὰ τὴν Κίναν :
ΒΟΥ ΝΑΝ ΥΟΥ
Διὰ τὴν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΗΛ ΡΟΤΣΑ ΣΛΟΣ
Διὰ τὴν Κούβαν :
Ι. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΣ ΛΕΟΝ
Διὰ τὴν Δανίαν :
Γ. ΚΩΝ. Π. ΙΠΜΣΕΝ ΜΠΑΓΓΕ
Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΟΥΦΑΤ
Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ
Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ
Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ΛΕΛΑΝΤ ΧΑΡΡΙΣΟΝ ΡΑΥΜΟΝΤ Ι. ΥΙΓΚΛΙΓΚ
Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ
Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
ΡΑΙΝΧΟΛΤ ΣΒΕΝΤΟ
Διὰ τὴν Γαλλίαν :
ΖΑΚΙΝΟ ΚΑΕΝ ΣΑΛΒΑΔΩΡ
Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΖΟΓΛΟΥ
Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
Α. ΝΤΥ ΠΟΝ – ΒΙΛΛΕΜΕΝ
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (1)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ
Διὰ τὰς Ἰνδίας :
Δ. Β. ΔΕΣΑΙ
Διὰ τὸ Ἰράν :
Α. Χ. ΜΕΥΚΑΔΕ
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΩΝ ΜΑΚ ΜΠΡΑΙΝΤ
Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ
Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
ΙΑΚΙΝΤΟ ΑΟΥΡΙΤΙ ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ
Διὰ τὸν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ
Διὰ τὸ Λίχτενστάιν :
Κόμης ΒΙΛΣΕΚ
Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
Ι. ΣΤΟΥΡΜ
Διὰ τὸ Μεξικόν :
ΠΕΝΤΡΟ ΤΝΕ ΑΛΜΠΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ
Διὰ τὸ Πριγκηπᾶτον τοῦ Μονακό :
Μ. ΛΟΖΕ
Διὰ τὴν Νικαράγουαν :
AD REFERENDUM ΛΙΦΣΙΤΣ
Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα :
(2) » » » » »

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
Γ. Ρ. ΛΑΙΚΙΝΓΚ
Διὰ τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. ΦΑΡΟΥΚΙ Α. Χ. ΣΑΙΚ
Διὰ τὴν Παραγουάην :
ΚΟΝΡΑΔ ΦΕΡ
Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
Ι. ΜΠΟΣ ΒΑΝ ΡΟΖΕΝΤΑΛ
Διὰ τὸ Περοῦ :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΤΣΑΡΡΟ
Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
Π. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ (1)
Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΣΥΜΠΟΣ
Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (3)
Γ. ΚΑΛΔΕΙΡΑ ΚΟΕΛΧΟ
Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ
Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον Μεγάλης Βρεττανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΒΕΡΤΟΣ ΚΡΑΙΓΚΙ, Χ. Α. ΣΤΡΟΥΤ
Γ. Χ. ΓΚΑΡΔΝΕΡ
Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἕδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΙ
Διὰ τὸ Ἓλ Σαλβαδώρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΕΝΤΕ
Διὰ τὴν Σουηδίαν :
Ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἐγκρίσεως τοῦ Ρίκσδαγ
ΣΤΑΦΦΑΝ ΣΕΔΕΡΠΙΛΟΜ
Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΧ ΠΕΤΙΠΙΕΡ, ΠΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ, Συνταγμ.
ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ, Χ. ΜΕΛΙ
Διὰ τὴν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΤΖΑΜΠΡΗ Α. ΓΕΝΝΑΟΥΙ
Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (1)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ
Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ
Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. (2)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας καθηγητὴς
Ο. ΜΠΟΓΟΜΟΛΕΤΣ
Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. (3)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας Ν. ΣΑΛΒΙΝ
Διὰ τὴν Οὐραγουάην :
Σύμβουλος Συνταγματάρχης ΕΚΤΩΡ ΜΠΑΑΝΚΟ
Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ
Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας :
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ. Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως. (4)

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) » » » » »
(4) » » » » »

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Σχέδιον Συμφωνίας περὶ ὑγειονομικῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν.

Ἄρθρον 1.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐπιφυλαχθοῦν αὐστηρῶς διὰ τὰ πρόσωπα τ' ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 23 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 ὡς καὶ διὰ τὸ προσωπικὸν εἰς τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ ἀνατεθῇ ἡ ὀργάνωσις καὶ διοίκησις τῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν αὐτῶν καὶ ἡ περίθαλψις τῶν ἐν αὐταῖς συγκεντρωθησομένων ἀτόμων.

Οὐχ' ἧττον, πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ μόνιμος κατοικία εὑρίσκεται ἐντὸς τοιούτων περιοχῶν θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

Ἄρθρον 2.

Οὐδὲν πρόσωπον ἐκ τῶν εὑρισκομένων ὑπὸ οἱανδήποτε ἰδιότητα ἐντὸς ὑγειονομικῆς ζώνης, δύναται νὰ ἐκτελέσῃ οἱανδήποτε ἐργασίαν εἴτε ἐντὸς εἴτε ἐκτὸς τῆς ζώνης, ἄμεσον σχέσιν ἔχουσαν μὲ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ μὲ τὴν παραγωγὴν πολεμικοῦ ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἡ δημιουργοῦσα ὑγειονομικὴν ζώνην Δύναμις θὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἀπαγόρευσιν τῆς εἰσόδου εἰς ὅλα τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταβοῦν ἢ νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι θὰ πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α) Θὰ περιλαμβάνουν μικρὸν μόνον τμῆμα τοῦ ἐδάφους τὸ ὁποῖον ἐλέγχει ἡ δημιουργοῦσα τὴν ζώνην Δύναμις.

β) Θὰ εἶναι ἀραιῶς κατοικημέναι ἐν σχέσει πρὸς τὰς δυνατότητας ἐγκαταστάσεως.

γ) Θὰ κεῖνται μακρὰν καὶ θὰ στεροῦνται παντὸς στρατιωτικοῦ στόχου καὶ πάσης σημαντικῆς βιομηχανικῆς ἢ διοικητικῆς ἐγκαταστάσεως.

δ) Δὲν θὰ τοποθετηθοῦν εἰς περιοχάς, αἵτινες, κατὰ πᾶσαν πιθανότητα ἐνδέχεται νὰ ἔχουν σημασίαν διὰ τὴν διεξαγωγὴν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι ὑπόκεινται εἰς τὰς ἀκολούθους ὑποχρεώσεις :

α) Τὸ δίκτυον συγκοινωνιῶν καὶ τὰ μέσα μεταφορᾶς τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ περιλαμβάνουν δὲν θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταφορὰν στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑλικοῦ, ἔστω καὶ ἐν ἁπλῇ διαμετακομίσει.

β) Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θ' ὑπερασπίζονται στρατιωτικῶς.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐπισημαίνονται δι' ἐρυθρῶν σταυρῶν (ἐρυθρῶν ἡμισελήνων, ἐρυθρῶν λεόντων καὶ ἡλίων) ἐπὶ βάθους λευκοῦ τοποθετημένων ἐπὶ τῆς περιφερείας καὶ ἐπὶ τῶν κτιρίων.

Ἄρθρον 7.

Ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης ἡ κατὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἑκάστη Δύναμις θὰ κοινοποιήσῃ πρὸς ἅπαντα τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλόμενα Μέρη κατάλογον τῶν ὑγειονομικῶν ζωνῶν, αἵτινες ἐδημιουργήθησαν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἐλέγχει. Θὰ τὰ τηρήσῃ ἐπίσης ἐνήμερα τῆς δημιουργείας πάσης νέας ζώνης διαρκούσης τῆς συρράξεως.

Εὐθὺς ὡς τὸ ἀντίπαλον Μέρος λάβῃ τὴν ἀνωτέρω ἀνακοίνωσιν ἡ ζώνη θὰ ἔχει κανονικῶς συγκροτηθῇ.

Ἐάν, οὐχ' ἧττον, τὸ ἀντίπαλον Μέρος θεωρῇ ὅτι εἷς τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας τιθεμένων ὅρων προφανῶς δὲν τηρεῖται, δύναται ν' ἀρνηθῇ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ζώνης κοινοποιοῦν ἐπειγόντως τὴν ἄρνησίν του πρὸς τὸ μέρος ἀπὸ τὸ ὁποῖον ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται, ἢ νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἀναγνώρισίν του ἀπὸ τὴν ἐγκατάστασιν τοῦ ἐλέγχου περὶ οὗ προβλέπει τὸ ἄρθρον 8.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα Κυβέρνησις ἔχουσα ἀναγνωρίσῃ μίαν ἢ περισσοτέρας ὑγειονομικὰς ζώνας συσταθείσας ὑπὸ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, δικαιοῦται νὰ ζητήσῃ ὅπως μία ἢ πλείονες εἰδικαὶ ἐπιτροπαὶ ἐλέγξουν κατὰ πόσον ἡ ζώνη πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις καὶ τοὺς ὅρους τοὺς συνομολογηθέντας διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Πρὸς τοῦτο, τὰ μέλη τῶν εἰδικῶν ἐπιτροπῶν θὰ ἔχουν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὰς διαφόρους ζώνας καὶ θὰ δύνανται ἀκόμη καὶ νὰ διαμείνουν ἐκεῖ μονίμως. Θὰ παρασχεθῇ δὲ εἰς αὐτὰ πᾶσα εὐκολία διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς ἐλεγκτικῆς των ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 9.

Ἐν ᾗ περιπτώσει αἱ ἐπιτροπαὶ διαπιστώσουν γεγονότα τὰ ὁποῖα θὰ ταῖς ἐφαίνοντο ἀντίθετα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ εἰδοποιήσουν πάραυτα τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται καὶ θὰ παράσχουν εἰς αὐτὴν διορίαν πέντε, τὸ πολὺ ἡμερῶν πρὸς διόρθωσιν τῶν κακῶς ἐχόντων. Θὰ εἰδοποιήσουν σχετικῶς καὶ τὴν Δύναμιν, ἥτις ἔχει ἀναγνωρίσῃ τὴν ζώνην.

Ἐὰν ἅμα τῇ λήξει τῆς διορίας ἡ Κυβέρνησις ἐξ ἧς ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται δὲν ἔχει δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν ἀπευθυνθεῖσαν αὐτῇ εἰδοποίησιν, τὸ ἀντίπαλον Μέρος δύναται νὰ δηλώσῃ ὅτι ὡς πρὸς τὴν ζώνην ταύτην δὲν δεσμεύεται πλέον ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 10.

Ἡ ἱδρύσασα μίαν ἢ πλείονας ὑγειονομικὰς ζώνας καὶ περιοχὰς Δύναμις καὶ τὰ ἀντίπαλα μέρη πρὸς τὰ ὁποῖα ἡ ὕπαρξις τῶν ζωνῶν αὐτῶν ἔχει κοινοποιηθῇ, θὰ διορίσουν, ἢ θὰ ζητήσουν ἀπὸ τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ἀπὸ ἄλλας οὐδετέρας Δυνάμεις νὰ διορίσουν ἐκεῖναι τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα νὰ συμμετάσχουν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθροις 8 καὶ 9 εἰδικῶν ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ γίνουν στόχος ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι πάντοτε ἀντικείμενον προστασίας καὶ σεβασμοῦ διὰ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Ἄρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν κατοχῆς ἐδάφους τινὸς αἱ ἐν αὐτῷ ὑγειονομικαὶ ζῶναι θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ νὰ χρησιμοποιοῦνται ὡς τοιαῦται.

Οὐχ ἧττον, ἡ κατέχουσα Δύναμις δύναται νὰ μεταβάλῃ τὸν προορισμόν των ἀφοῦ ἐξασφαλίσῃ τὴν τύχην τῶν ἐν αὐταῖς περιθαλπομένων προσώπων.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα συμφωνία ἔχει ἐπίσης ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τοποθεσιῶν τὰς ὁποίας αἱ Δυνάμεις ἤθελον χρησιμοποιήσῃ πρὸς τὸν ἴδιον σκοπὸν εἰς τὸν ὁποῖον ἀποβλέπουν αἱ ὑγειονομικαὶ ζῶναι.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Η

'Εμπροσθία ὄψις.

(χῶρος ὅπου θ' ἀναγράφεται τὸ ὄνομα τῆς χώρας καὶ τῆς ἐκδοσάσης τὸ δελτίον στρατιωτικῆς ἀρχῆς.)

ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ

διὰ τὰ μέλη τοῦ παρὰ τῷ στρατεύματι ἀπεσπασμένου ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ.

'Επώνυμον .....

"Ονομα .....

'Ημερομηνία Γεννήσεως .....

Βαθμὸς .....

'Αριθμὸς Μητρώου .....

'Ο κάτοχος τοῦ παρόντος δελτίου προστατεύεται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 λόγῳ τῆς ἰδιότητός του ὡς .....

.....

'Ημερομηνία ἐκδόσεως τοῦ δελτίου ..... 'Αριθμὸς τοῦ δελτίου .....

'Οπισθία ὄψις.

Φωτογραφία κατόχου

'Υπογραφὴ ἢ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα ἢ καὶ ἀμφότερα.

Σφραγὶς ἐκδοσάσης στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

ΑΝΑΣΤΗΜΑ ..... ΟΦΘΑΛΜΟΙ ..... ΚΟΜΗ .....

"Ετερα ἐνδεχόμενα στοιχεῖα ἀναγνωρίσεως .....

.....

.....

.....

.....

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευομένων εἰς τὴν διπλωματικὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις συνῆλθεν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ 21ης 'Απριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949 πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως ἀναθεωρήσῃ τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης 'Οκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τοῦ 1906, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικαὶ Διατάξεις

"Αρθρον 1.

Τὰ 'Υψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ καταστήσουν σεβαστὴν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν εἰς πᾶσαν περίστασιν.

"Αρθρον 2.

Πλὴν τῶν διατάξεων, αἵτινες δέον νὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται εἰς περίπτωσιν πολέμου κηρυχθέντος ἢ πάσης ἄλλης ἐνόπλου συρράξεως ἀναφυομένης μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν 'Υψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἔστω καὶ ἂν ἡ κατάστασις πολέμου δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπό τινος ἐξ αὐτῶν.

'Η Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὁλικῆς κατοχῆς τῶν ἐδαφῶν ἑνὸς τῶν 'Υψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἔνοπλον ἀντίστασιν.

Καὶ ἐν περιπτώσει ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην συμμετέχουσαι Δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπ' αὐτῆς ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

"Αρθρον 3.

'Εν περιπτώσει ἐνόπλου συρράξεως, ἥτις δὲν παρουσιάζει διεθνῆ χαρακτῆρα καὶ ἀναφύεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν 'Υψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὑποχρεοῦται τοὐλάχιστον νὰ ἐφαρμόσῃ τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. Τὰ πρόσωπα, ἅτινα δὲν λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν προσώπων τῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἅτινα κατέθεσαν τὰ ὅπλα, ὡς καὶ τὰ πρόσωπα ἅτινα ἐτέθησαν ἐκτὸς μάχης ἕνεκα ἀσθενείας, τραύματος, κρατήσεως ἢ διὰ πᾶσαν ἄλλην αἰτίαν, θὰ τύχουν, ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως, ἄνευ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς χαρακτῆρος διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς φυλῆς, τοῦ χρώματος, τοῦ θρησκεύματος ἢ τῆς πίστεως, τῆς καταγωγῆς ἢ τῆς περιουσίας ἢ παντὸς ἄλλου ἀναλόγου κριτηρίου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, εἶναι καὶ παραμένουν ἀπηγορευμένα ἐν παντὶ τόπῳ καὶ χρόνῳ ὡς πρὸς τὰ εἰρημένα πρόσωπα :

α) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ σωματικῆς ἀκεραιότητος καὶ δὴ ὁ φόνος ὑφ' ὅλας του τὰς μορφάς, οἱ ἀκρωτηριασμοί, ἡ ἀπάνθρωπος μεταχείρισις, αἱ βάσανοι καὶ τὰ μαρτύρια.

β) Ἡ ἀνάληψις ὁμήρων.

γ) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπρεπείας καὶ δὴ αἱ ταπεινωτικαὶ καὶ ἐξευτελιστικαὶ μεταχειρίσεις.

δ) Αἱ καταδίκαι αἱ ἀπαγγελλόμεναι καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ λαμβάνουσαι χῶραν ἄνευ προηγουμένης ἀποφάσεως ἐκδεδομένης ὑπὸ κανονικῶς συγκεκροτημένου δικαστηρίου, περιβεβλημένου δι' ὅλων τῶν δικαστικῶν ἐγγυήσεων, αἵτινες ἀναγνωρίζονται ὡς ἀπαραίτητοι ὑφ' ὅλων τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματίαι καὶ οἱ ἀσθενεῖς θὰ περισυλλέγονται καὶ θὰ περιθάλπονται.

Ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν τὸ σύνολον ἢ μέρος τῶν ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῆς νομικῆς καταστάσεως τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Εἰς περίπτωσιν πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων μεταξὺ τῶν κατὰ ξηρὰν καὶ κατὰ θάλασσαν δυνάμεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐφαρμόζονται μόνον εἰς τὰς ἐπὶ σκαφῶν εὑρισκομένας δυνάμεις.

Αἱ ἀποβιβαζόμεναι δυνάμεις θὰ ὑπάγωνται ἀμέσως εἰς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 5.

Αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ ἐφαρμώσουν κατ' ἀναλογίαν τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς καὶ εἰς τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἅτινα θὰ γίνουν δεκτὰ ἢ θὰ κρατηθοῦν ὑπὸ περιορισμὸν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των, ὡς καὶ εἰς τοὺς συλλεγομένους νεκρούς.

Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 10, 18, 31, 38, 39, 40, 43 καὶ 53 τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται νὰ συνάψουν ἑτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος ὅπερ θὰ ἔκρινον σκόπιμον νὰ ρυθμίσουν ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ χειροτερεύσῃ τὴν θέσιν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ὡς καὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ὡς αὐτὴ ρυθμίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως οὐδὲ νὰ περιορίσῃ τὰ παρὰ ταύτης παραχωρούμενα εἰς ἐκείνους δικαιώματα.

Οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δικαιοῦνται εἰς τὸ εὐεργέτημα τῶν ὡς ἄνω συμφωνιῶν ἐν ὅσῳ τοῖς εἶναι ἐφαρμοστέα ἡ παροῦσα Σύμβασις πλὴν ἀντιθέτου ὅρου ρητῶς περιλαμβανομένου εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς μεταγενεστέρας τοιαύτας, ἢ ἐπίσης, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὸ ἕν ἢ τὸ ἄλλο τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἤθελεν λάβῃ ὑπὲρ αὐτῶν εὐνοϊκώτερα μέτρα.

Ἄρθρον 7.

Οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ὡς καὶ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτηθοῦν, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τῶν δικαιωμάτων ἅτινα τοῖς ἐξασφαλίζουν ἡ παροῦσα Σύμβασις, καὶ ἂν ὑπάρχῃ περίπτωσις, αἱ εἰδικαὶ συμφωνίαι περὶ ὧν τὸ προηγούμενον ἄρθρον.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται τῇ συνδρομῇ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν ὑπεράσπισιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θὰ δύνανται, πλὴν τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίζουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων αὐτῶν ὑπηκόων ἢ ἐκ τῶν ὑπηκόων ἑτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ἀντιπρόσωποι οὗτοι πρέπει νὰ τύχουν τῆς ἐγκρίσεως τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ θὰ ἐκτελοῦν τὴν ἀποστολήν των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ εὐκολύνουν, ἐν τῷ εὐρυτέρῳ δυνατῷ μέτρῳ, τὸ ἔργον τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἐκπροσώπων τῶν προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἐκπρόσωποι τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει συγχωροῦνται νὰ ὑπερβοῦν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι, εἰδικῶς, δέον νὰ ἔχουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους παρ' ᾧ ἐκτελοῦν τὰ καθήκοντά των. Μόνον ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι δύνανται νὰ ἐπιτρέψουν, ὅλως ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς, περιορισμὸν τῆς δράσεώς των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀποτελοῦν κώλυμα εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τὴν ὁποίαν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ καὶ πᾶς ἄλλος ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, θ' ἀνελάμβανε διὰ τὴν προστασίαν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ὡς καὶ τῶν μελῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ τὴν πρὸς αὐτοὺς παροχὴν βοηθημάτων τῇ συγκαταθέσει τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐμπιστευθοῦν εἰς ὀργανισμὸν παρουσιάζοντα ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ἀμεροληψίας καὶ ἱκανότητος τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις.

Ἐν ᾗ περιπτώσει τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ἢ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ δὲν ἀπολαύουν, ἢ παύσουν ν' ἀπολαύουν, δι' οἱανδήποτε αἰτίαν τῆς ὑποστηρίξεως προστάτιδος Δυνάμεως ἢ ὀργανισμοῦ ὑποδειχθέντος συμφώνως πρὸς τὰ ἐν τῷ πρώτῳ ἐδαφίῳ διαλαμβανόμενα, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δέον νὰ ζητήσῃ, εἴτε παρ' οὐδετέρου Κράτους εἴτε παρὰ τοιούτου τινὸς ὀργανισμοῦ, ν' ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις τὰς ὑποδεικνυομένας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν δύναται καὶ οὕτω νὰ ἐξασφαλισθῇ προστασία, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τ' ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα τὰ ἀνατιθέμενα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως. εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, ἢ δέον ν' ἀποδεχθῇ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὴν προσφορὰν ὑπηρεσιῶν τὴν προερχομένην ἀπὸ τοιοῦτον ὀργανισμόν.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶς ὀργανισμὸς κληθεὶς παρὰ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερόμενος πρὸς τὸν προμνησθέντα σκοπόν, ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν του νὰ ἔχῃ συνείδησιν τῶν εὐθυνῶν του ἔναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ νὰ παρέχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ἱκανότητος διὰ τὴν ἀνάληψιν τῶν περὶ ὧν πρόκειται καθηκόντων καὶ τὴν ἀμερόληπτον ἐκτέλεσίν των.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκκλισις ἀπὸ τῶν προηγουμέ-

νων διατάξεων δι' ειδικῆς συμφωνίας μεταξὺ Δυνάμεων ὧν ἡ μία θὰ εὑρίσκετο, ἔστω καὶ προσωρινῶς ἔναντι τῆς ἄλλης Δυνάμεως ἢ τῶν συμμάχων αὐτῆς, περιωρισμένη ὅσον ἀφορᾷ τὴν πρὸς διαπραγμάτευσιν ἱκανότητά της, συνεπείᾳ στρατιωτικῶν γεγονότων, καὶ δὴ ἐν περιπτώσει κατοχῆς ὁλοκλήρου ἢ σημαντικοῦ τμήματος τοῦ ἐδάφους αὐτῆς.

Ὁσάκις γίνεται εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μνεία περὶ προστάτιδος Δυνάμεως, ἡ μνεία αὕτη ὑποδηλοῖ καὶ τοὺς ὀργανισμούς οἵτινες ἀντικαθιστῶσιν αὐτὴν ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν θὰ ἐθεώρουν τοῦτο χρήσιμον ἀπὸ ἀπόψεως τῶν συμφερόντων τῶν προστατευομένων προσώπων, καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν διαφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς ἢ τῆς ἑρμηνείας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θέλουν προσφέρει τὰς καλὰς αὐτῶν ὑπηρεσίας διὰ τὴν διευθέτησιν τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, ἑκάστη τῶν προστατίδων Δυνάμεων δύναται, τῇ προσκλήσει ἑνὸς τῶν Μερῶν ἢ αὐθορμήτως, νὰ προτείνῃ εἰς τὰ ἐν συρράξει Μέρη συνάντησιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ δὴ τῶν ἀρχῶν τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν τύχην τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν, ὡς τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐνδεχομένως ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους καταλλήλως ἐκλεγησομένου. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς οὕτω ὑποβληθησομένας αὐταῖς προτάσεις. Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν συντρέχῃ πρὸς τοῦτο περίπτωσις, νὰ προτείνουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ προσωπικότητα ὑποδειχθησομένην ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἥτις νὰ κληθῇ ὅπως μετάσχῃ εἰς τὴν συνάντησιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Περὶ τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν.

Ἄρθρον 12.

Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων καὶ τὰ εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον ἀναφερόμενα ἄλλα πρόσωπα, ὅταν εἶναι τραυματίαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοί, δέον νὰ εἶναι σεβαστὰ καὶ νὰ προστατεύωνται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν. Σημειωτέον ὅτι ὁ ὅρος «ναυάγιον» ἐφαρμόζεται εἰς πᾶν ναυάγιον οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι αἱ συνθῆκαι ὑφ' ἃς ἔλαβε χώραν, περιλαμβανομένης τῆς ἀναγκαστικῆς προσθαλασσώσεως καὶ τῆς εἰς τὴν θάλασσαν πτώσεως.

Θὰ τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ περιθάλψεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου θὰ εὑρίσκωνται, ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως δυσμενοῦς χαρακτῆρος βασιζομένην εἰς τὸ φῦλον, τὴν φυλήν, τὴν ἐθνικότητα, τὴν θρησκείαν, τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις ἢ ἕτερον ἀνάλογον κριτήριον. Ἀπαγορεύεται αὐστηρῶς πᾶσα προσβολὴ εἰς τὴν ζωὴν ἢ τὸ πρόσωπόν των καὶ πλὴν ἄλλων ἡ ἐξόντωσις τῶν βαρέως πασχόντων, ὁ φόνος, ἡ βάσανος, ἡ ἐνέργεια ἐπ' αὐτῶν βιολογικῶν πειραμάτων ἡ ἐσκεμμένη ἐγκατάλειψις των ἄνευ ἰατρικῆς περιθάλψεως ἢ ἄνευ περιποιήσεως ἢ ἐπὶ σκοπῷ ἔκθεσίς των εἰς κίνδυνον μεταδόσεως ἀσθενείας ἢ μολύνσεως, ἐπὶ τοῦτο δημιουργηθείσης.

Μόνον λόγῳ ἐπειγούσης ἀνάγκης ἐπιτρέπεται ἡ μεταβολὴ τῆς προτεραιότητος εἰς τὴν σειρὰν παροχῆς περιθάλψεως.

Αἱ γυναῖκες θὰ τυγχάνουν τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸ φῦλον των εἰδικῆς προσοχῆς.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζηται εἰς τοὺς ναυαγοὺς καὶ τοὺς ἐν θαλάσσῃ τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1. Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμῆμα τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφρουρῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνηκόντων εἰς ἕν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ δρώντων ἐκτὸς ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους, ἔστω καὶ ἂν τὸ ἔδαφος τοῦτο εὑρίσκεται ὑπὸ κατοχήν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφρουραὶ αὗται, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α') Ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς των πρόσωπον ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑφισταμένων του,

β') Ἔχουν διακριτικὸν σῆμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῇ ἐξ ἀποστάσεως,

γ') Ὁπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ') Συμμορφοῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις των μὲ τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβέρνησιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, οἷον πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταί, μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ὑπηρεσιῶν ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ ἔχουν λάβει τὴν ἄδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἃς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικοῦ ναυτικοῦ, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐφ' ὅσαν δὲν ἀπολαμβάνουν εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις, ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθορμήτως τὰ ὅπλα ἵνα πολεμήσῃ κατὰ τῶν στραυτευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχῃ τὸν καιρὸν νὰ καταρτισθῇ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὁπλοφορεῖ ἀναφανδὸν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 14.

Πᾶν πολεμικὸν σκάφος ἑνὸς ἐμπολέμου Μέρους δύναται ν' ἀπαιτήσῃ τὴν παράδοσιν τραυματιῶν, ἀσθενῶν ἢ ναυαγῶν εὑρισκομένων ἐπὶ στρατιωτικῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, ἐπὶ νοσοκομειακῶν πλοίων ἀνηκόντων εἰς ἑταιρείας βοηθείας ἢ εἰς ἰδιώτας, ἐπὶ ἐμπορικῶν πλοίων, θαλαμηγῶν καὶ ἐφολκίων οἱασδήποτε ἐθνικότητος ἐφ' ὅσον ἡ κατάστασις ὑγείας τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἐπιτρέπει τὴν παράδοσίν των καὶ ἐφ' ὅσον τὸ πολεμικὸν σκάφος διαθέτει ἐγκαταστάσεις ἐπιτρεπούσας τὴν ἐξασφάλισιν ἐπαρκοῦς περιθάλψεως.

Ἄρθρον 15.

Ἐὰν τραυματίαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὶ περισυλλεγοῦν ὑπὸ οὐδετέρου πολεμικοῦ σκάφους ἢ ὑπὸ οὐδετέρου στρατιωτικοῦ ἀεροσκάφους, δέον νὰ ληφθῇ μέριμνα, ὁσάκις τοῦτο ἀπαιτεῖ τὸ διεθνὲς δίκαιον, ὥστε νὰ μὴ δυνηθοῦν τὰ πρόσωπα ταῦτα νὰ συμμετάσχουν ἐκ νέου εἰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις.

Ἄρθρον 16.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12, οἱ τραυματίαι ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ἑνὸς τῶν ἐμπολέμων, περιελθόντες εἰς χεῖρας τοῦ ἀντιπάλου θὰ θεωροῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ δὲ κανόνες τοῦ διεθνοῦς δικαίου οἱ ἀφορῶντες τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἰσχύουν ὡς πρὸς αὐτούς. Εἰς τὸν συλλαβόντα ἐναπόκειται ν' ἀποφασίσῃ, ἀναλόγως τῶν περιστάσεων, ἐὰν ἐνδείκνυται νὰ κρατήσῃ τούτους, νὰ τοὺς κατευθύνῃ πρὸς λιμένα τῆς χώρας του,

πρὸς οὐδέτερον λιμένα ἢ ἀκόμη καὶ πρὸς λιμένα τοῦ ἀντιπάλου. Εἰς τὴν τελευταίαν ταύτην περίπτωσιν οἱ οὕτω ἀποδοθησόμενοι πρὸς τὴν χώραν των αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ δύνανται νὰ ὑπηρετήσουν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 17.

Οἱ τραυματίαι ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ οἱ ἀποβιβαζόμενοι τῇ συγκαταθέσει τῶν τοπικῶν ἀρχῶν εἰς οὐδέτερον λιμένα, ὀφείλουν, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας μεταξὺ τῆς οὐδετέρας Δυνάμεως καὶ τῶν ἐμπολέμων Δυνάμεων, νὰ κρατηθοῦν ὑπὸ τῆς οὐδετέρας Δυνάμεως ὁσάκις τοῦτο ἐπιτάσσει τὸ διεθνὲς δίκαιον, εἰς τρόπον ὥστε νὰ μὴ δυνηθοῦν νὰ λάβουν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις.

Αἱ δαπάναι νοσηλείας καὶ περιορισμοῦ θὰ βαρύνουν τὴν Δύναμιν εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκουν οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοί.

Ἄρθρον 18.

Μεθ' ἑκάστην μάχην τὰ ἐν συρράξει Μέλη ὀφείλουν νὰ λάβουν ἄνευ χρονοτριβῆς ἅπαντα τὰ δυνατὰ μέτρα διὰ τὴν ἀναζήτησιν καὶ περισυλλογὴν τῶν ναυαγῶν, τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, τὴν προστασίαν των κατὰ τῆς λεηλασίας καὶ κακῆς μεταχειρίσεως καὶ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας εἰς αὐτοὺς περιθάλψεως, ὡς ἐπίσης καὶ διὰ τὴν ἀναζήτησιν τῶν νεκρῶν καὶ παρεμπόδισιν τῆς σκυλεύσεώς των.

Ὁσάκις αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνάψουν τοπικὰς συμφωνίας διὰ τὴν ἀπὸ θαλάσσης ἐκκένωσιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιορκουμένης ἢ περικυκλωμένης ζώνης καὶ διὰ τὴν διάβασιν τοῦ διὰ τὴν ζώνην ταύτην προοριζομένου ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 19.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὀφείλουν νὰ καταχωρήσουν, ὅσον ἐνεστι τάχειον, ὅλα τὰ στοιχεῖα διὰ τῶν ὁποίων θὰ δύνανται ν' ἀναγνωρισθοῦν οἱ ναυαγοί, τραυματίαι, ἀσθενεῖς καὶ νεκροὶ τοῦ ἀντιπάλου Μέρους, οἵτινες ἔπεσαν εἰς χεῖρας του. Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον, εἰ δυνατόν, νὰ περιλάβουν :

α) ἔνδειξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται,

β) μονάδα ὑπηρεσίας ἢ ἀριθμὸν μητρώου,

γ) ἐπίθετον,

δ) ὄνομα ἢ ὀνόματα,

ε) ἡμερομηνίαν γεννήσεως,

ζ) οἱανδήποτε ἄλλην πληροφορίαν ἀναγραφομένην ἐπὶ τοῦ δελτίου ἢ τῆς πινακίδος ταὐτότητος.

η) ἡμερομηνίαν καὶ τόπον συλλήψεως ἢ θανάτου.

θ) πληροφορίας ἀφορώσας τὰ τραύματα, τὴν ἀσθένειαν ἢ τὰ αἴτια τοῦ θανάτου.

Αἱ ὡς ἄνω πληροφορίαι δέον νὰ διαβιβάζωνται ὅσον τάχιστα πρὸς τὸ γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 122 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, ὅπερ θὰ τὰς κοινοποιῇ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ τοῦ κεντρικοῦ Πρακτορείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ καταρτίζουν καὶ κοινοποιοῦν ἀλλήλοις διὰ τῆς ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ ἀναφερομένης ὁδοῦ, τὰς ληξιαρχικὰς πράξεις θανάτου ἢ τοὺς καταλόγους θανάτων δεόντως κεκυρωμένους. Θὰ συλλέγουν καὶ θὰ διαβιβάζουν, ἐπίσης, μέσῳ τοῦ αὐτοῦ γραφείου, τὸ ἥμισυ τῶν διπλῶν πινακίδων ταὐτότητος ἢ αὐτὴν τὴν πινακίδα ἐὰν εἶναι μονή, τὰς διαθήκας ἢ ἄλλα ἔγγραφα παρουσιάζοντα ἐνδιαφέρον διὰ τὰς οἰκογενείας τῶν ἀποβιωσάντων, τὰ χρηματικὰ των ποσὰ καί, ἐν γένει πάντα τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα πραγματικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν, τὰ εὑρεθέντα ἐπὶ τῶν νεκρῶν. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ ἐκεῖνα ὧν δὲν ἐξηκριβώθη ὁ ἰδιοκτήτης, θ' ἀποστέλλωνται δι' ἐσφραγισμένων δεμάτων συνοδευομένων ὑπὸ δηλώσεως παρεχούσης ὅλας τὰς ἀναγκαίας λεπτομερείας διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τοῦ ἀποθανόντος ἰδιοκτήτου, ὡς καὶ πλήρη ἀπογραφὴν τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος.

Ἄρθρον 20.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὀφείλουν νὰ μεριμνήσουν ὥστε ἡ εἰς τὴν θάλασσαν ρίψις τῶν νεκρῶν, γινομένη ἀτομικῶς ἐφ' ὅσον τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις, ἔπεται προσεκτικῆς, εἰ δυνατὸν δὲ ἰατρικῆς ἐξετάσεως τῶν λειψάνων, ὥστε νὰ πιστοποιηθῇ ὁ θάνατος, νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ταυτότης τοῦ νεκροῦ καὶ νὰ καταστῇ δυνατὴ σχετικὴ ἀνακοίνωσις. Ἐὰν γίνεται χρῆσις διπλῆς πλακὸς ταυτότητος τὸ ἥμισυ τῆς πλακὸς ταύτης θὰ παραμείνῃ ἐπὶ τῆς σωροῦ.

Ἐὰν οἱ νεκροὶ ἔχουν ἀποβιβασθῇ, τυγχάνουν ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέαι αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949

Ἄρθρον 21.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ κάμουν ἔκκλησιν πρὸς τὸν εὔσπλαχνον ζῆλον τῶν πλοιάρχων τῶν οὐδετέρων ἐμπορικῶν πλοίων, θαλαμηγῶν ἢ ἄλλων σκαφῶν ὅπως παραλάβουν ἐπὶ τοῦ σκάφους των καὶ περιθάλψουν τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς καὶ ὅπως περισυλλέξουν τοὺς νεκρούς.

Τὰ παντὸς εἴδους σκάφη τὰ ὁποῖα ἤθελον ἀνταποκριθῇ εἰς τὴν ἔκκλησιν ταύτην ὡς καὶ ὅσα αὐθορμήτως ἤθελον περισυλλέξει τραυματίας, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγούς, θὰ χαίρουν ἰδιαιτέρας προστασίας καὶ διευκολύνσεων διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀνθρωπιστικῆς των ἀποστολῆς.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται ἡ σύλληψις τῶν σκαφῶν τούτων διότι ἐκτελοῦν τοιαύτην μεταφοράν. Ἀλλά, πλὴν ἀντιθέτων πρὸς αὐτὰ ὑποσχέσεων, παραμένουν ἐκτεθειμένα εἰς σύλληψιν διὰ τὰς τυχὸν ὑπ' αὐτῶν διαπραττομένας παραβάσεις οὐδετερότητος.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Περὶ Νοσοκομειακῶν πλοίων

Ἄρθρον 22.

Τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα, ἤτοι τὰ πλοῖα τὰ κατασκευασθέντα ἢ διαρρυθμισθέντα ὑπὸ τῶν Δυνάμεων εἰδικῶς καὶ ἀποκλειστικῶς πρὸς παροχὴν βοηθείας εἰς τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγούς, πρὸς νοσηλείαν καὶ μεταφορὰν αὐτῶν, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἢ νὰ συλληφθοῦν ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν πάντοτε σεβασμοῦ καὶ προστασίας ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ὀνόματα καὶ χαρακτηριστικά των ἔχουν ἀνακοινωθῇ πρὸς τὰ ἐν συρράξει Μέρη δέκα ἡμέρας πρὸ τῆς χρησιμοποιήσεώς των.

Τὰ χαρακτηριστικά, ἅτινα δέον ν' ἀναφέρωνται εἰς τὴν κοινοποίησιν περιλαμβάνουν τὸν καταγεγραμμένον μικτὸν ἐκτοπισμόν, τὸ μῆκος ἀπὸ τῆς πρώρας εἰς τὴν πρύμνην καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἱστῶν καὶ καπνοδόχων αὐτῶν.

Ἄρθρον 23.

Αἱ ἐπὶ τῆς ἀκτῆς τοποθετημέναι ἐγκαταστάσεις αἱ δικαιούμεναι εἰς τὴν προστασίαν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, δὲν ἐπιτρέπεται οὔτε νὰ γίνουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως οὔτε νὰ βομβαρδίζωνται ἀπὸ θαλάσσης.

Ἄρθρον 24.

Τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ ἐθνικῶν ἑταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ὑπὸ ἑταιρειῶν βοηθείας ἐπισήμως ἀνεγνωρισμένων ἢ ὑπὸ ἰδιωτῶν θὰ χαίρουν τῆς αὐτῆς προστασίας ὡς καὶ τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ θὰ ἐξαιροῦνται συλλήψεως ἐὰν τὸ Μέρος ἀπὸ τὸ

ὁποίων ἐξαρτῶνται ἔχει ἀναθέσει εἰς αὐτὰ ἐπίσημον ἀποστολήν, ἐφ' ὅσον ἐτηρήθησαν αἱ περὶ κοινοποιήσεως διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22.

Τὰ πλοῖα ταῦτα ὀφείλουν νὰ φέρουν ἔγγραφον τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς δηλοῦν ὅτι ὑπεβλήθησαν εἰς τὸν ἔλεγχον αὐτῆς κατὰ τὸν ἐξοπλισμὸν καὶ τὴν ἀπαρσίν των.

Ἄρθρον 25.

Τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ ἐθνικῶν ἑταιρειῶν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ὑπὸ ἑταιρειῶν ἐπισήμως ἀνεγνωρισμένων ἢ ὑπὸ ἰδιωτῶν οὐδετέρων Κρατῶν θὰ χαίρουν τῆς αὐτῆς ὡς καὶ τὰ στρατιωτικὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα προστασίας καὶ θὰ ἐξαιροῦνται τῆς συλλήψεως ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἔχουν τεθῇ ὑπὸ τὴν διεύθυνσιν ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, τῇ συγκαταθέσει τῆς ἰδίας αὐτῶν Κυβερνήσεως καὶ τῇ ἀδείᾳ τοῦ Μέρους τούτου, καὶ ἐφ' ὅσον ἐτηρήθησαν αἱ περὶ κοινοποιήσεως διατάξεις τοῦ ἄρθρου 22.

Ἄρθρον 26.

Ἡ προβλεπομένη εἰς τὰ ἄρθρα 22, 24 καὶ 25 προστασία ἰσχύει διὰ τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα πάσης χωρητικότητος καὶ διὰ τὰς ναυαγοσωστικὰς των λέμβους ὁπουδήποτε καὶ ἂν δροῦν. Οὐχ' ἧττον, ἵνα ἐξασφαλισθῇ τὸ ἀνώτατον δυνατὸν ὅριον ἀνέσεως καὶ ἀσφαλείας, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ χρησιμοποιοῦν διὰ τὴν μεταφορὰν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ἐπὶ μακρῶν ἀποστάσεων καὶ εἰς τὸ ἀνοικτὸν πέλαγος, νοσοκομειακὰ πλοῖα μικτοῦ ἐκτοπίσματος πλέον τῶν 2.000 τόννων.

Ἄρθρον 27.

Ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰ ἄρθρα 22 καὶ 24, τὰ σκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τοῦ Κράτους ἢ Ἑταιρειῶν βοηθείας ἐπισήμως ἀνεγνωρισμένων διὰ παρακτίους ναυαγοσωστικὰς ἐπιχειρήσεις θὰ τύχουν ἐπίσης σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουσι τοῦτο αἱ ἀνάγκαι τῶν ἐπιχειρήσεων.

Τὸ αὐτὸ θὰ ἰσχύσῃ, κατὰ τὸ δυνατόν, διὰ τὰς παρακτίους μονίμους ἐγκαταστάσεις τὰς ἀποκλειστικῶς ὑπὸ τῶν ἐν λόγῳ σκαφῶν χρησιμοποιουμένας διὰ τὰς ἀνθρωπιστικάς των ἀποστολάς.

Ἄρθρον 28.

Ἐν περιπτώσει μάχης ἐπὶ πολεμικοῦ πλοίου, τὰ νοσηλευτήριά του θὰ τύχουν σεβασμοῦ καὶ θ' ἀφεθοῦν, κατὰ τὸ δυνατόν, ἔξω τοῦ ἀγῶνος. Τὰ νοσηλευτήρια ταῦτα καὶ τὸ ὑλικόν των θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους τοῦ πολέμου ἀλλὰ δὲν θὰ δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν δι' ἄλλους σκοποὺς ἐφ' ὅσον εἶναι ἀναγκαῖα εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς. Οὐχ ἧττον, ὁ κυβερνήτης εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου περιῆλθον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ χρησιμοποιήσῃ αὐτά, ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης στρατιωτικῆς ἀνάγκης, ἀφοῦ προηγουμένως ἐξασφαλίσῃ τὴν τύχην τῶν ἐκεῖ νοσηλευομένων τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν.

Ἄρθρον 29.

Πᾶν νοσοκομειακὸν πλοῖον εὑρισκόμενον ἐντὸς λιμένος περιερχομένου εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ δικαιοῦται ν' ἀποπλεύσῃ ἐκεῖθεν.

Ἄρθρον 30.

Τὰ ἐν ἄρθροις 22, 24, 25 καὶ 27 ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ σκάφη θέλουσι παράσχῃ ἀρωγὴν καὶ περίθαλψιν εἰς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἀδιακρίτως ἐθνικότητος.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν νὰ μὴ χρησιμοποιήσουν τὰ πλοῖα καὶ σκάφη ταῦτα δι' οἱονδήποτε στρατιωτικὸν σκοπόν.

Τὰ πλοῖα καὶ σκάφη ταῦτα κατ' οὐδένα τρόπον ἐπιτρέπεται νὰ παρεμποδίσουν τὰς κινήσεις τῶν μαχομένων.

Κατὰ τὴν διάρκειαν καὶ μετὰ τὴν μάχην θὰ ἐνεργοῦν ὑπὸ ἰδίαν εὐθύνην ὡς πρὸς τοὺς διατρανομένους ὑπ' αὐτῶν κινδύνους.

Ἄρθρον 31.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ἐλέγχου καὶ νηψίας ἐπὶ τῶν πλοίων καὶ σκαφῶν περὶ ὧν τὰ ἄρθρα 22, 24, 25 καὶ 27. Θὰ δύνανται ν' ἀρνηθοῦν τὴν συνδρομὴν τῶν πλοίων καὶ σκαφῶν τούτων, νὰ διατάξουν ταῦτα ν' ἀπομακρυνθοῦν, νὰ ἐπιβάλουν εἰς αὐτὰ καθωρισμένην πορείαν, νὰ ρυθμίσουν τὴν χρῆσιν τοῦ ἀσυρμάτου των καὶ παντὸς ἄλλου μέσου ἐπικοινωνίας των, ἀκόμη δὲ καὶ νὰ κατακρατήσουν αὐτὰ ἐπὶ ἑπτά, κατ' ἀνώτατον ὅριον, ἡμέρας ἀπὸ τῆς στιγμῆς τῆς πρώτης πρὸς αὐτὰ κλήσεως, ἐὰν ἡ κρισιμότης τῶν περιστάσεων τὸ ἀπαιτεῖ.

Δύνανται νὰ τοποθετήσουν προσωρινῶς ἐπὶ τῶν ἐν λόγῳ πλοίων καὶ σκαφῶν ἐπίτροπον οὗτινος ἀποκλειστικὸν ἔργον θὰ εἶναι νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν βάσει τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου παρεχομένων διαταγῶν.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἐγγράψουν, ἐφ' ὅσον ἀποβαίνει δυνατόν, ἐπὶ τοῦ ἡμερολογίου τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, καὶ εἰς γλῶσσαν καταληπτὴν εἰς τὸν κυβερνήτην τοῦ νοσοκομειακοῦ πλοίου, τὰς παρασχεθησομένας αὐτῷ διαταγάς.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται, εἴτε μονομερῶς εἴτε δυνάμει εἰδικῆς συμφωνίας νὰ τοποθετήσουν ἐπὶ τῶν νοσοκομειακῶν των πλοίων οὐδετέρους παρατηρητάς, οἵτινες νὰ διαπιστοῦν τὴν ἀκριβῆ τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 32.

Τ' ἀναφερόμενα ἐν ἄρθροις 22, 24, 25, καὶ 27 πλοῖα καὶ σκάφη δὲν ἐξομοιοῦνται πρὸς πολεμικὰ πλοῖα ὅσον ἀφορᾷ τὴν παραμονὴν των ἐντὸς οὐδετέρων λιμένων.

Ἄρθρον 33.

Τὰ ἐμπορικὰ πλοῖα τὰ μετατραπέντα εἰς νοσοκομειακὰ δὲν δύνανται πλέον διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν νὰ τύχουν ἄλλης χρησιμοποιήσεως.

Ἄρθρον 34.

Ἡ ὀφειλομένη εἰς τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν προστασία παύει μόνον ἂν γίνῃ χρῆσις αὐτῶν πρὸς διενέργειαν ἔξω τῶν ἀνθρωπιστικῶν αὐτῶν καθηκόντων πράξεων ἐπιζημίων εἰς τὸν ἐχθρόν. Οὐχ ἧττον ἡ προστασία θὰ λήξῃ μόνον κατόπιν προειδοποιήσεως ὁριζούσης ,ὁσάκις καθίσταται τοῦτο ἐφικτόν, λογικὴν προθεσμίαν καὶ ὅταν ἡ προθεσμία αὕτη παρέλθῃ ἄπρακτος.

Εἰδικῶς τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα δὲν θὰ δύνανται νὰ κατέχουν ἢ νὰ χρησιμοποιοῦν μυστικὸν κώδικα διὰ τὰς δι' ἀσυρμάτου ἐκπομπάς των ἢ διὰ τὰς δι' οἱουδήποτε ἄλλου μέσου ἐπικοινωνίας των.

Ἄρθρον 35.

Τὰ κάτωθι γεγονότα δὲν θὰ θεωροῦνται ὡς δυνάμενα νὰ στερήσουν τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα καὶ τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν, τῆς ὀφειλομένης πρὸς αὐτὰ προστασίας.

1. Τὸ γεγονὸς ὅτι τὸ προσωπικὸν τῶν πλοίων τούτων καὶ νοσηλευτηρίων εἶναι ὡπλισμένον καὶ χρησιμοποιεῖ τὰ ὅπλα του διὰ τὴν ἄμυνάν του ἢ ἐκείνην τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν του.

2. Ἡ ὕπαρξις ἐπὶ τοῦ πλοίου συσκευῶν προοριζομένων ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ναυσιπλοΐας ἢ τῆς ἐπικοινωνίας.

3. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἐπὶ τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων ἢ εἰς τὰ νοσηλευτήρια τῶν πολεμικῶν εὑρίσκονται φορητὰ ὅπλα καὶ πυρομαχικὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς καὶ μὴ ἔχοντα εἰσέτι παραδοθῇ εἰς τὴν ἁρμοδίαν ὑπηρεσίαν.

4. Τὸ γεγονὸς ὅτι ἡ ἀνθρωπιστικὴ δράσις τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων καὶ νοσηλευτηρίων τῶν πολεμικῶν πλοίων ἢ τοῦ προσωπικοῦ των ἐπεκτείνεται καὶ εἰς πολίτας τραυματίας, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγούς.

5. Τὸ γεγονὸς ὅτι τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα μεταφέρουν ὑλικὸν καὶ προσωπικὸν ἀποκλειστικῶς προοριζόμενον δι' ὑγειονομικοὺς σκοποὺς πέραν τῶν συνήθων αὐτῶν ἀναγκῶν

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΓ'.

Περὶ προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 36.

Τὸ θρησκευτικόν, ἰατρικὸν καὶ νοσοκομειακὸν προσωπικὸν τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων καὶ τὸ πλήρωμα αὐτῶν θέλουσι τύχη σεβασμοῦ καὶ προστασίας. Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ σύλληψίς των καθ' ὃν χρόνον τελοῦν εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῶν πλοίων τούτων, εἴτε ὑπάρχουν ἐπὶ τοῦ πλοίου των τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς εἴτε ὄχι.

Ἄρθρον 37.

Τὸ θρησκευτικόν, ἰατρικὸν καὶ νοσοκομειακὸν προσωπικὸν τὸ τελοῦν εἰς τὴν ἰατρικὴν ἢ πνευματικὴν ὑπηρεσίαν τῶν εἰς τὰ ἄρθρα 12 καὶ 13 καθοριζομένων προσώπων, θὰ τυχγάνῃ σεβασμοῦ καὶ προστασίας ὁσάκις περιέχεται εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ. Θὰ δύναται νὰ συνεχίσῃ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του καθ' ὃ διάστημα τοῦτο ἀποβαίνει ἀναγκαῖον διὰ τὴν περίθαλψιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν. Θὰ παλινοστῇται κατόπιν, εὐθὺς ὡς ὁ ἀρχιστράτηγος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου περιῆλθε τὸ προσωπικὸν τοῦτο κρίνῃ τοῦτο δυνατόν.

Ἐὰν οὐχ ἧττον ἀπέβαινε ἀναγκαία ἡ κράτησις μέρους τοῦ προσωπικοῦ τούτου λόγῳ τῶν ὑγειονομικῶν ἢ πνευματικῶν ἀναγκῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θέλουν ληφθῇ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν ὅσον ἔνεστι ταχυτέραν ἀποβίβασίν του.

Μετὰ τὴν ἀποβίβασίν του τὸ κρατηθὲν προσωπικὸν θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ'.

Περὶ Ὑγειονομικῶν Μεταφορῶν.

Ἄρθρον 38.

Τὰ πρὸς τοῦτο ναυλούμενα πλοῖα θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταφέρουν ὑλικὸν ἀποκλειστικῶς προοριζόμενον διὰ τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἢ διὰ τὴν πρόληψιν τῶν ἀσθενειῶν, ἐφ' ὅσον οἱ ὅροι τοῦ ταξειδίου των ἔχουν ἀνακοινωθῇ εἰς τὴν ἀντίπαλον Δύναμιν καὶ τύχῃ τῆς ἐγκρίσεώς της. Ἡ ἀντίπαλος Δύναμις διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀσκήσῃ ἐπ' αὐτῶν νηοψίαν οὐχὶ ὅμως νὰ τὰ συλλάβῃ ἢ νὰ κατάσχῃ τὸ μεταφερόμενον ὑλικόν.

Κατόπιν συμφωνίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν οὐδέτεροι παρατηρηταὶ θὰ δύνανται νὰ τοποθετηθοῦν ἐπὶ τῶν πλοίων τούτων πρὸς ἔλεγχον τοῦ μεταφερομένου ὑλικοῦ. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τὸ ἐν λόγῳ ὑλικὸν θὰ δεήσῃ νὰ εἶναι εὐκόλως προσιτόν.

Ἄρθρον 39.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη, δηλαδὴ τὰ ἀεροσκάφη τὰ ἀποκλειστικῶς χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, ὡς καὶ διὰ τὴν μεταφοράν, τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑλικοῦ, δὲν θὰ γίνουν ἀντικείμενον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι σεβαστὰ εἰς τοὺς ἐμπολέμους κατὰ τὰς πτήσεις τὰς ὁποίας θὰ ἐκτελοῦν εἰς ὕψη, εἰς ὥρας καὶ κατὰ διαδρομὰς, αἵτινες θέλουν εἰδικῶς συμφωνηθῇ μεταξὺ ὅλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν.

Θὰ φέρουν, κατὰ τρόπον λίαν ὁρατόν, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 38 διακριτικὸν σῆμα, πλησίον τῶν ἐθνικῶν των χρωμάτων ἐπὶ τῶν κάτω, ἄνω καὶ πλαγίων ἐπιφανειῶν. Θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ ὁποιονδήποτε ἄλλον μέσον σημάνσεως ἢ μέσον ἀναγνωρίσεως, ὅπερ ἤθελε καθορισθῇ διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, εἴτε κατὰ τὴν ἀρχήν, εἴτε διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας, θ' ἀπαγορεύεται ἡ ὑπέρπτησις ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη θὰ ὀφείλουν νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν κλῆσιν προσγειώσεως. Εἰς περίπτωσιν τοιαύτης ἐπιβεβλημένης προσγειώσεως τὸ ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐπιβαινόντων αὐτοῦ θὰ δικαιοῦται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτῆσιν του κατόπιν ἐνδεχομένου ἐλέγχου.

Εἰς περίπτωσιν τυχαίας προσγειώσεως ἢ προσθαλασσώσεως ἐπὶ ἐδάφους ἐχθρικοῦ ἢ κατεχομένου ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ, οἱ τραυματίαι ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὶ ὡς καὶ τὸ πλήρωμα τοῦ ἀεροσκάφους, θὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου. Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν θὰ τύχῃ μεταχειρίσεως συμφώνου πρὸς τὰ διαλαμβανόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 36 καὶ 37.

Ἄρθρον 40.

Τὰ ὑγειονομικὰ ἀεροσκάφη τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ δύνανται, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς δευτέρας παραγράφου, νὰ ὑπερίπτανται τοῦ ἐδάφους τῶν οὐδετέρων Δυνάμεων καὶ νὰ προσγειοῦνται ἢ προσθαλασσοῦνται ἐπ' αὐτοῦ, εἴτε εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης εἴτε πρὸς στάθμευσιν. Ὀφείλουν νὰ προειδοποιοῦν τὰς οὐδετέρας Δυνάμεις περὶ τῆς ἄνωθεν τῶν ἐδαφῶν των διόδου, καὶ νὰ ὑπακούουν εἰς πᾶσαν διαταγὴν προσγειώσεως ἢ προσθαλασσώσεως. Θὰ προστατεύονται ἔναντι ἐπιθέσεως μόνον ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὕψη, ὥρας καὶ βάσει δρομολογίου εἰδικῶς συμπεφωνημένα μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμεων.

Οὐχ ἧττον, αἱ οὐδέτεραι Δυνάμεις θὰ δύνανται νὰ καθορίσουν ὅρους ἢ περιορισμοὺς ὡς πρὸς τὴν ὑπέρπτησιν τῶν ἐδαφῶν των ἢ τὴν προσγείωσιν τῶν ὑγειονομικῶν ἀεροσκαφῶν. Οἱ ἐνδεχόμενοι αὐτοὶ ὅροι ἢ περιορισμοὶ θὰ ἐφαρμόζονται ἐξ ἴσου δι' ὅλα τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Οἱ τραυματίαι, ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοὶ οἵτινες θ' ἀποβιβάζονται, μὲ τὴν συγκατάθεσιν τῶν τοπικῶν ἀρχῶν, ἐπὶ οὐδετέρου ἐδάφους ἀπὸ ὑγειονομικὸν ἀεροσκάφος δέον, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας τοῦ οὐδετέρου Κράτους καὶ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν νὰ κρατοῦνται ὑπὸ τοῦ οὐδετέρου Κράτους ὁσάκις τοῦτο ἀπαιτεῖ τὸ διεθνὲς δίκαιον, ὥστε νὰ μὴ δυνηθοῦν οὗτοι νὰ λάβουν ἐκ νέου μέρος εἰς τὰς πολεμικὰς ἐπιχειρήσεις. Αἱ δαπάναι νοσηλείας καὶ περιορισμοῦ θὰ εἶναι εἰς βάρος τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ τραυματίαι ἀσθενεῖς ἢ ναυαγοί.

Ἄρθρον 41.

Τὸ ἔμβλημα τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ βάθους λευκοῦ θὰ τίθεται, ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ἀρμοδίας στρατιωτικῆς ἀρχῆς ἐπὶ τῶν σημαιῶν τῶν περιβραχιονίων ὡς καὶ ἐφ' ὅλου τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν ὑλικοῦ.

Οὐχ ἧττον, διὰ τὰς χώρας αἵτινες χρησιμοποιοῦν ἤδη ὡς διακριτικὸν σῆμα, ἀντὶ τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ τὴν ἐρυθρὰν ἡμισέληνον ἢ τὸν ἐρυθρὸν λέοντα καὶ ἥλιον, ἐπὶ βάθους λευκοῦ, τὰ ἐμβλήματα ταῦτα τυγχάνουν ἐπίσης δεκτὰ ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 42.

Τὸ προσωπικὸν περὶ οὗ πραγματεύονται τὰ ἄρθρα 36 καὶ 37, θὰ φέρῃ εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχίονα περιβραχιόνιον, ἀντέχον εἰς τὴν ὑγρασίαν, φέρον τὸ διακριτικὸν σῆμα, ὅπερ θέλει παραδώσῃ πρὸς αὐτὸ ἐσφραγισμένον ἡ στρατιωτικὴ ἀρχή.

Τὸ προσωπικὸν τοῦτο, πλὴν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 19 πινακίδος ταυτότητος, θὰ φέρῃ ἐπίσης εἰδικὸν δελτίον ταυτότητος μὲ τὸ διακριτικὸν σῆμα. Τὸ δελτίον τοῦτο πρέπει ν' ἀντέχῃ εἰς τὴν ὑγρασίαν καὶ νὰ εἶναι διαστάσεων ἐπιτρεπουσῶν τὴν ἐνθυλάκωσιν. Θὰ εἶναι συνταγμένον εἰς τὴν ἐθνικὴν γλῶσσαν. Θ' ἀναφέρῃ τοὐλάχιστον τὰ ὀνοματεπώνυμα, τὴν ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὸν βαθμὸν

καὶ τὸν ἀριθμὸν μητρώου τοῦ δικαιούχου. Ἡ ταὐτότης θὰ καθορίζῃ ὑπὸ ποίαν ἰδιότητα ἔχει ὁ δικαιοῦχος δικαίωμα εἰς τὴν προστασίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ φέρῃ τὴν φωτογραφίαν τοῦ κατόχου καὶ ἐπὶ πλέον, εἴτε τὴν ὑπογραφὴν εἴτε τὰ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα αὐτοῦ, εἴτε καὶ ἀμφότερα. Θὰ φέρῃ τὴν ἀνάγλυφον σφραγῖδα τῆς στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

Τὰ δελτία ταυτότητος δέον νὰ εἶναι ὁμοιόμορφα εἰς ἕκαστον στρατόν, καὶ κατὰ τὸ δυνατὸν τοῦ αὐτοῦ τύπου διὰ τοὺς στρατοὺς ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Τὰ ἐν συρράζει Μέρη δύνανται νὰ λάβουν ὡς βάσιν τὸ συναπτόμενον τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑπόδειγμα. Θέλουν κοινοποιήσῃ πρὸς ἄλληλα, κατὰ τὴν ἀρχὴν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὸν τύπον τὸν ὁποῖον χρησιμοποιοῦν. Ἕκαστον δελτίον ταυτότητος θέλει εἰ δυνατὸν ἐκδοθῇ εἰς δύο τοὐλάχιστον ἀντίτυπα, ὧν τὸ ἕν θὰ κρατηθῇ ὑπὸ τῆς ἐκδοσάσης Δυνάμεως.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται τὸ ἀνωτέρω μνημονευόμενον προσωπικὸν νὰ στερηθῇ οὔτε τοῦ διακριτικοῦ του σήματος, οὔτε τοῦ δελτίου ταυτότητος οὔτε τοῦ δικαιώματος νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιόν του. Εἰς περίπτωσιν ἀπωλείας θὰ δικαιοῦται νὰ λάβῃ διπλότυπον τοῦ δελτίου καὶ νέα διακριτικὰ σήματα εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἀπωλεσθέντων.

Ἄρθρον 43.

Τὰ εἰς τὰ ἄρθρα 22, 24, 25, καὶ 27 ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ μικρὰ σκάφη θὰ διακρίνωνται ὡς ἑξῆς :

α) Ὅλαι αἱ ἐξωτερικαὶ των ἐπιφάνειαι θὰ εἶναι λευκαί.

β) Εἷς ἢ πλείονες σταυροὶ βαθέως ἐρυθροῦ χρώματος καὶ ὅσον τὸ δυνατὸν μεγαλύτεροι θὰ εἶναι σχεδιασμένοι ἐφ' ἑκάστης πλευρᾶς τοῦ σκάφους ὡς καὶ ἐπὶ τῶν ὁριζοντίων ἐπιφανειῶν των εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ καλυτέρα δυνατὴ ὁρατότης ἀπὸ ἀέρος καὶ ἀπὸ θαλάσσης.

Ὅλα τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα θὰ ἐπιτυγχάνουν τὴν ἀναγνώρισίν των διὰ τῆς ὑψώσεως τῆς ἐθνικῆς των σημαίας καί, ἐπὶ πλέον, ἐὰν ἀνήκουν εἰς οὐδέτερον Κράτος, τῆς σημαίας τοῦ ἐν συρράζει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου ἐτέθησαν. Λευκὴ σημαία μὲ ἐρυθρὸν σταυρὸν ὀφείλει νὰ κυματίζῃ ὅσο τὸν δυνατὸν ὑψηλώτερον ἐπὶ τοῦ μεγάλου ἱστοῦ.

Αἱ ναυαγοσωστικαὶ λέμβοι τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων, αἱ παράκτιοι ναυαγοσωστικαὶ λέμβοι καὶ ὅλα τὰ πλοιάρια τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας θὰ εἶναι χρώματος λευκοῦ μετὰ βαθυχρόου ἐρυθροῦ σταυροῦ σαφῶς ὁρατοῦ καὶ γενικῶς, τὰ ὡς ἄνω θεσπιζόμενα ὡς πρὸς τὰ μέσα ἀναγνωρίσεως τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων θὰ ἔχωσι καὶ ὡς πρὸς ταῦτα ἐφαρμογήν.

Τ' ἀνωτέρω ἀναφερόμενα πλοῖα καὶ σκάφη, προκειμένου νὰ ἐξασφαλίσουν νύκτωρ ἢ ἐν καιρῷ περιωρισμένης ὁρατότητος τὴν προστασίαν τῆς ὁποίας δικαιοῦνται, δέον μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ ἐν συρράζει μέρους εἰς τὴν δύναμιν τοῦ ὁποίου ἀνήκουν, νὰ λάβουν τ' ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα καταστήσουν τὸ χρῶμα των καὶ τὰ διακριτικά των σήματα ἐπαρκῶς ἐμφανῆ.

Τὰ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 31 προσωρινῶς κατακρατούμενα ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ νοσοκομειακὰ πλοῖα ὀφείλουν νὰ ὑποστείλουν τὴν σημαίαν τοῦ ἐν συρράζει Μέρους εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τοῦ ὁποίου τελοῦν ἢ τοῦ ὁποίου ἐδέχθησαν τὴν διεύθυνσιν.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν προηγουμένης ἀνακοινώσεως πρὸς ὅλα τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράζει Μέρη, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ εἰς τὰς παρακτίους ναυαγοσωστικὰς λέμβους, ἐφ' ὅσον συνεχίσουν τὴν δρᾶσιν των τῇ συγκαταθέσει τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἀπὸ κατεχομένης βάσεως, νὰ ἐξακολουθήσουν φέρουσαι τὰ ἐθνικά των χρώματα ὁμοῦ μετὰ τῆς σημαίας τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ.

Ἅπασαι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου αἱ ἀφορῶσαι τὸ ἔμβλημα τοῦ ἐρυθροῦ σταυροῦ ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ ὡς πρὸς τὰ ἄλλα ἐμβλήματα τ' ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 41.

Τὰ ἐν συρράζει Μέρη ὀφείλουν, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ καταβάλλουν προσπάθειαν ἵνα συνάψουν συμφωνίας διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν μᾶλλον συγχρονισμένων εἰς διάθεσί των μεθόδων πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἀναγνωρίσεως τῶν ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερομένων πλοίων καὶ σκαφῶν.

Ἄρθρον 44.

Τὰ προβλεπόμενα ἐν ἄρθρῳ 43 διακριτικὰ σημεῖα δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν, ἐν καιρῷ εἰρήνης ὅπως καὶ ἐν καιρῷ πολέμου μόνον διὰ τὴν σήμανσιν ἢ προστασίαν τῶν ἐν αὐτῷ ἀναφερομένων σκαφῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περιπτώσεων, αἵτινες θὰ προεβλέποντο ἐνδεχομένως ὑπὸ ἄλλης Συμβάσεως ἢ ὑπὸ συμφωνίας μεταξὺ ὅλων τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράζει Μερῶν.

Ἄρθρον 45.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τῶν ὁποίων ἡ νομοθεσία δὲν θὰ ἦτο ἀπὸ τοῦδε ἐπαρκής, θέλουν λάβῃ τ' ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσουν καὶ τιμωρήσουν ὁποτεδήποτε πᾶσαν αὐθαίρετον χρῆσιν τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 43 διακριτικῶν σημάτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Περὶ ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως

Ἄρθρον 46.

Ἕκαστον τῶν ἐν συρράζει Μερῶν θὰ ἐπιμεληθῇ, διὰ τῶν ἀρχηγῶν τοῦ στρατοῦ του τῆς ἐκτελέσεως τῶν προηγουμένων ἄρθρων, ὡς καὶ τῶν ἀπροβλέπτων περιπτώσεων, συμφώνως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 47.

Ἀπαγορεύονται τ' ἀντίποινα κατὰ τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, ναυαγῶν, τοῦ προσωπικοῦ, τῶν σκαφῶν ἢ τοῦ ὑλικοῦ τοῦ προστατευομένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 48.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν, ἓν ἕκαστον ἐν τῇ χώρᾳ του, νὰ διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρύτερον, ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ εἰδικῶς νὰ συμπεριλάβουν τὴν μελέτην αὐτῆς εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ, δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως εἰς τρόπον ὥστε νὰ εἶναι γνωσταὶ αἱ βασικαὶ αὐτῆς ἀρχαὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ, εἰδικῶς δὲ εἰς τὰς μαχίμους ἐνόπλους δυνάμεις, τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν καὶ τοὺς στρατιωτικοὺς ἱερεῖς.

Ἄρθρον 49.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἄλληλα, μέσῳ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου καί, διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστατίδων Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους ἤθελεν θεσπίσῃ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς αὐτῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII

Καταστολὴ τῶν καταχρήσεων καὶ παραβάσεων

Ἄρθρον 50.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ἅπαντα νὰ λάβουν τ' ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἱ παραβάσεις αὗται καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων

του, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύναται ἐπίσης, ἐὰν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξίν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μηνυόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἑπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 51.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις περὶ τῶν ὁποίων πραγματεύεται τὸ προηγούμενον ἄρθρον εἶναι ἐκεῖναι αἵτινες συνεπάγονται οἱανδήποτε τῶν ἀκολούθων πράξεων ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ πραγμάτων προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐκ προθέσεως φόνος, βάσανος ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις περιλαμβανομένων τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ ὑγείας, καταστροφὴ ἢ ἰδιοποίησις ἀγαθῶν μὴ δικαιολογουμένη ὑπὸ στρατιωτικῶν ἀναγκῶν καὶ λαμβάνουσα χώραν εἰς μεγάλην κλίμακα κατὰ τρόπον παράνομον καὶ αὐθαίρετον.

Ἄρθρον 52.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ νὰ ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν, ἃς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

Ἄρθρον 53.

Αἰτήσει ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἧς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συμβάσεως.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἅπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 54.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσσικὴν καὶ τὴν ἱσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 55.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις, ἥτις θὰ φέρῃ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον, δύναται μέχρι τῆς 12ης Φεβρουαρίου 1950 νὰ ὑπογραφῇ ἐν ὀνόματι τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν, ἥτις συνῆλθεν ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 ὡς καὶ τῶν Δυνάμεων, αἵτινες δὲν ἀντιπροσωπεύθησαν μὲν εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν μετέχουν ὅμως εἰς τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τοῦ 1906, ἢ τὰς Συμβάσεις τῆς Γενεύης τοῦ 1864, τοῦ 1906 ἢ τοῦ 1929 περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ στρατευμάτων.

Ἄρθρον 56.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατὸν συντομώτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις της θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνῃ.

Δι' ἑκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῇ πρωτόκολλον οὗτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ ὑπογραφῇ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 57.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοὐλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 58.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾷ, εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σχέσεις, τὴν Δεκάτην Σύμβασιν τῆς Χάγης τῆς 18ης Ὀκτωβρίου 1907 περὶ προσαρμογῆς εἰς τὸν κατὰ θάλασσαν πόλεμον τῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης τοῦ 1906.

Ἄρθρον 59.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος της ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφῇ.

Ἄρθρον 60.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμόσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχωσι περιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφῇ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 61.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχὺν εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθεισομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 62.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησίν της πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ ἧττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ὃν χρόνον ἡ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῇ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῇ εἰρήνη καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἔναντι τῆς καταγγελούσης Δυνάμεως. Λύτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων, ἃς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνοῦς Δι-

καίου ὡς αὗται προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ τῶν πεπολιτισμένων ἐθνῶν ἠθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 63.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφορήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελειῶν ἃς θὰ λάβῃ περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ᾧ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες καταθέσῃ εἷς ἕκαστος τὰ πληρεξούσιά του, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ προτωτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὸ Κράτη, ἅτινα θὰ ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Σύμβασιν.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
Μ. ΟΣΜΑΝ ΑΜΙΡΙ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Ι. ΜΑΛΟ (μετὰ τῶν συνημμένων ἐπ.φυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρ. 10) (1).

Διὰ τὴν Ἀργεντινήν :
ΓΚΟΥΙΛΙΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ (Μετὰ τῶν συνημμένων πιφυλάξεων (2).

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ ὑπὸ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως (3)

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
ΒΙΑΤΜΑΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσσίας.
Μετ' ἐπεφυλάξεων ἐπὶ τοῦ ἄρθρ. 10 (4)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας Ι. ΚΟΥΡΤΣΕΝΙΚΟΒ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕΖΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
ΙΩΑΟ ΠΙΝΤΑ ΝΤΑ ΣΙΛΒΑ
Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΥΝΕΡ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων.
Κ. Β. ΣΒΕΤΑΟΦ

Διὰ τὸν Καναδᾶν :
ΜΑΞ Χ. ΟΥΕΡΣΧΟΦ

Διὰ τὴν Κεϋλάνην :
Γ. ΚΟΟΜΑΡΑΣΒΑΜΥ.

Διὰ τὴν ΧΙΛΗΝ
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διὰ τὴν Κίνα :
ΒΟΥ ΝΑΝ ΥΟΥ

Διὰ τὴν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΗΛ ΡΟΤΣΑ ΣΑΟΣΣ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.
(2) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.
(3) Ὁ Αὐστραλὸς Πληρεξούσιος ἅμα τῇ ὑπογραφῇ ἐδήλωσεν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του διατήρη τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ἐπικύρωσιν.
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα.

Διὰ τὴν Κούβαν :
Ι. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΣ ΛΕΟΝ

Διὰ τὴν Δανίαν :
Γ. ΚΩΝ. Π. ΠΙΜΣΕΝ, ΜΠΑΓΓΕ

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΟΥΦΑΤ

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ΛΕΛΑΝΤ ΧΑΡΙΣΣΟΝ, ΡΑΥΜΟΝΤ Ι. ΥΙΓΚΙΝΓΚ

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
ΡΑΙΝΧΟΛΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
Γ. ΚΑΕΝ ΣΑΛΒΑΔΩΡ, ΖΑΚΙΝΟ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΖΟΓΛΟΥ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
Α. ΝΤΥΠΟΝ-ΒΙΛΛΕΜΕΝ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐγγαρίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (1)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
Δ.Β. ΔΕΣΑΙ

Διὰ τὸ Ἰρὰν :
Α.Χ. ΜΕΥΚΑΔΕ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΩΝ ΜΑΚ ΜΠΡΑΙΝΤ

Διὰ τὸ Ἰσραὴλ :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
ΙΑΚΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ, ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ

Διὰ τὸ Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ

Διὰ τὸ Λίχτενσταϊν :
Κόμης ΒΙΑΣΕΚ

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
Ι. ΣΤΟΥΡΜ

Διὰ τὸ Μεξικόν :
ΠΕΝΤΡΟ ΝΤΕ ΑΛΜΠΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ

Διὰ τὸ Πριγκηπᾶτον τοῦ Μονακό
Μ. ΛΟΖΕ

Διὰ τὴν Νικαράγουαν :
AD REFERENDUM, ΛΙΦΣΙΤΣ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
Γ. Ρ. ΛΑΙΚΙΝΓΚ

Διὰ τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. ΦΑΡΟΥΚΙ, Α. Χ. ΣΑΙΚ

Διὰ τὴν Παραγουάην :
ΚΟΝΡΑΔ ΦΕΡ

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
Ι. ΜΠΟΣ ΒΑΝ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεως εἰς σελίδα.
(2) » » » » »

Διὰ τὸ Περοῦ :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΤΣΑΡΡΟ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
Π. ΣΕΒΑΣΤΙΑΝ (1)

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (2)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΣΥΜΠΟΣ

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (3)
Γ. ΚΑΛΔΕΙΡΑ ΚΟΕΛΧΟ

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον
Μεγάλης Βρεταννίας καὶ
Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΒΕΡΤΟΣ ΚΡΑΙΓΚΙ
Χ.Α. ΣΤΡΟΥΤ
Γ.Χ. ΚΓΑΡΔΝΕΡ

Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἕδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΔΙΝΙ

Διὰ τὸ Ἕλ Σαλβαδόρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΕΝΤΕ

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
Ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς Α. Μ. τοῦ Βασιλέως τῆς Σουηδίας καὶ τῆς ἐγκρίσεως τοῦ
ΡΙΚΣΔΑΓ ΣΤΑΦΦΑΝ ΣΕΔΕΡΠΜΑΟΜ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » « » » »
(3) » » » » »
(4) « « « « »

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΠΙΕΡΡΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ Συνταγμ. ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ, Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ, Χ. ΜΕΑΙ

Διὰ τὴν Συρίαν :
Ὁμὰρ Τζαμπρῆ. Α ΓΕΝΝΑΟΥΙ

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (1)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ

Διὰ τὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 (2)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας
Καθηγητὴς Ο. ΜΠΟΓΟΜΟΛΕΤΣ

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 (3)
Ὁ Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας
Ν. ΣΑΒΙΝ

Διὰ τὴν Οὐραγουάην :
Σύμβουλος Συν)ρχης ΕΚΤΩΡ ΜΠΛΑΝΚΟ

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας :
Μετὰ τῆς συνημμένης ἐπιφυλάξεως (4)
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ

(1(Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) » » » » »
(4) » » » » »

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Ἐμπροσθία ὄψις:

\+ (χῶρος ὅπου θ' ἀναγράφεται τὸ ὄνομα τῆς χώρας καὶ τῆς ἐκδοσάσης τὸ δελτίον στρατιωτικῆς ἀρχῆς.) +

ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ

διὰ τὰ μέλη τοῦ παρὰ τῷ στρατεύματι ἀπεσπασμένου ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ.

Ἐπώνυμον.....
Ὄνομα .....
Ἡμερομηνία Γεννήσεως .....
Βαθμὸς .....
Ἀριθμ. Μητρώου .....

Ὁ κάτοχος τοῦ παρόντος δελτίου προστατεύεται ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 λόγῳ τῆς ἰδιότητός του ὡς
....
....

Ἡμερομηνία ἐκδόσεως τοῦ δελτίου ..... Ἀριθμὸς τοῦ δελτίου .....

Ὀπισθία ὄψις :

Φωτογραφία κατόχου

Ὑπογραφὴ ἢ δακτυλικὰ ἀποτυπώματα ἢ καὶ ἀμφότερα.

Σφραγὶς ἐκδούσης στρατιωτικῆς ἀρχῆς.

ΑΝΑΣΤΗΜΑ	ΟΦΘΑΛΜΟΙ	ΚΟΜΗ
.....	.....	.....

Ἕτερα ἐνδεχόμενα στοιχεῖα ἀναγνωρίσεως .....
....
....
....
....

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Διπλωματικὴν Διάσκεψιν τὴν συνελθοῦσαν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21ης Ἀπριλίου μέχρι τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, πρὸς κατάρτισιν συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ 1.

Γενικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν τὸν σεβασμὸν τῆς παρούσης συμβάσεως ἀνὰ πᾶσαν περίπτωσιν.

Ἄρθρον 2.

Ἐκτὸς τῶν διατάξεων, αἵτινες θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη καὶ ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐφαρμοσυῇ εἰς περίπτωσιν κεκηρυγμένου πολέμου, ἢ ἄλλης τινὸς ἐνόπλου συρράξεως, ἥτις ἠθελεν ἀνακύψῃ μεταξὺ τῶν δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐμπόλεμος κατάστασις δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπό τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὁλικῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίσῃ ἔνοπλον ἀντίστασιν.

Καὶ εἰς περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχῃ τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην μετέχουσαι δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπὸ ταύτης ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις. Θὰ δεσμεύωνται ὅμως ἐπὶ πλέον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

Εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἀλλὰ ἀνακυπτούσης ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς περιοχῆς ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον Μέρος εἰς τὴν σύρραξιν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσῃ τοὐλάχιστον τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

1. Ἄτομα μὴ λαμβάνοντα ἐνεργὸν μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μελῶν τῶν ἐφόπλων δυνάμεων τῶν καταθεσάντων τὰ ὅπλα καὶ τῶν τεθέντων ἐκτὸς μάχης ἕνεκα νόσου τραυμάτων, κρατήσεως ἢ ἄλλης αἰτίας θὰ τύχουν ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως ἄνευ οἱασδήποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης εἰς τὴν φυλήν, τὸ χρῶμα, τὴν θρησκείαν ἢ πίστιν, τὸ φῦλον, τὴν γέννησιν ἢ τὸν πλοῦτον ἢ εἰς οἱοδήποτε ἀνάλογον κριτήριον.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ θὰ παραμείνουν ἀπηγορευμέναι καθ' οἱονδήποτε χρόνον καὶ τόπον ὡς πρὸς τὰ ἀνωτέρω πρόσωπα.

α) Προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἰδίως ὁ φόνος ὑφ' ὅλους αὐτοῦ τοὺς τύπους, ὁ ἀκρωτηριασμός, ἡ σκληρὰ μεταχείρισις καὶ τὰ παντὸς εἴδους βασανιστήρια.

β) Ἡ κατάληψις ὁμήρων.

γ) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνου ἀξιοπρεπείας, καὶ εἰδικῶς ἡ ταπεινωτικὴ καὶ ἐξευτελιστικὴ μεταχείρισις.

δ) Αἱ ἀπαγγελίαι καταδικῶν καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ γενόμεναι χωρὶς νὰ προηγηθῇ διεξαγωγὴ δίκης ὑπὸ κανονικῶς συσταθέντος δικαστηρίου, παρέχοντος τὰς δικαστικὰς ἐγγυήσεις τὰς ἀναγνωριζομένας ὡς ἀπαραιτήτους ὑπὸ τῶν πεπολιτισμένων λαῶν.

2. Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς θὰ συλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτός τις ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, ὅλας ἢ μέρος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δὲν θὰ ἐπηρεάσῃ τὴν νομικὴν θέσιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τυγχάνουν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα, ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν κάτωθι κατηγοριῶν ἔπεσαν εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ :

1. Τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς ἐπίσης καὶ τὰ μέλη τῆς ἐθνοφυλακῆς καὶ τῶν ἐθελοντικῶν σωμάτων τῶν ἀποτελούντων τμῆμα τῶν ἐνόπλων αὐτοῦ δυνάμεων.

2. Τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθνοφρουρῶν καὶ τὰ μέλη τῶν ἄλλων ἐθελοντικῶν σωμάτων, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως ἀνηκόντων εἰς ἕν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ δρώντων ἐκτὸς ἢ ἐντὸς τοῦ ἰδίου αὐτοῦ ἐδάφους ἔστω καὶ ἂν τὸ ἔδαφος τοῦτο εὑρίσκεται ὑπὸ κατοχήν, ἐφ' ὅσον αἱ ἐθνοφρουραὶ αὗται, ἢ τὰ ἐθελοντικὰ σώματα περιλαμβανομένων τῶν ὁμάδων ὠργανωμένης ἀντιστάσεως, πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους :

α) ἔχουν ἐπὶ κεφαλῆς των πρόσωπον ὑπεύθυνον διὰ τὰς πράξεις τῶν ὑφισταμένων του,

β) ἔχουν διακριτικὸν σῆμα μόνιμον καὶ δυνάμενον ν' ἀναγνωρισθῇ ἐξ ἀποστάσεως,

γ) Ὁπλοφοροῦν ἀναφανδόν,

δ) συμμορφοῦνται κατὰ τὰς ἐπιχειρήσεις των μὲ τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

3. Τὰ μέλη τακτικῶν ἐνόπλων δυνάμεων ἐξαρτωμένων ἀπὸ Κυβέρνησιν ἢ ἀρχὴν μὴ ἀναγνωριζομένην ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

4. Τὰ πρόσωπα τ' ἀκολουθοῦντα τὰς ἐνόπλους δυνάμεις χωρὶς ν' ἀποτελοῦν ἀπ' εὐθείας μέρος αὐτῶν, οἷον πολιτικὰ μέλη πληρωμάτων στρατιωτικῶν ἀεροπλάνων, πολεμικοὶ ἀνταποκριταί, προμηθευταὶ μέλη μονάδων ἐργασίας ἢ ὑπηρεσιῶν ψυχαγωγίας τοῦ στρατοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ ἔχουν λάβει τὴν ἄδειαν τῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἃς συνοδεύουν.

5. Τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων τοῦ ἐμπορικοῦ ναυτικοῦ, περιλαμβανομένων τῶν πλοιάρχων, πιλότων καὶ μαθητευομένων, καὶ τὰ πληρώματα τῆς πολιτικῆς ἀεροπορίας τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, ἐφ' ὅσον δὲν ἀπολαμβάνουν εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως δυνάμει ἄλλων διατάξεων τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

6. Ὁ πληθυσμὸς μὴ κατεχομένου ἐδάφους, ὅστις ἐπὶ τῇ προσεγγίσει τοῦ ἐχθροῦ λαμβάνει αὐθορμήτως τὰ ὅπλα ἵνα πολεμήσῃ κατὰ τῶν στρατευμάτων εἰσβολῆς χωρὶς νὰ ἔχῃ τὸν καιρὸν νὰ καταρτισθῇ εἰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ἐφ' ὅσον ὁπλοφορεῖ ἀναφανδὸν καὶ σέβεται τοὺς νόμους καὶ τὰ ἔθιμα τοῦ πολέμου.

Β. Θὰ χαίρουν ὡσαύτως τῆς ἐπιφυλασσομένης ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου μεταχειρίσεως :

1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἀνήκουν ἢ ἀνῆκον ποτὲ εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς καταληφθείσης χώρας, ἐάν, λόγῳ τοῦ γεγονότος αὐτοῦ ἡ κατέχουσα Δύναμις, ἀκόμη καὶ ἂν ἀρχικῶς τὰ ἀφῆκεν ἐλεύθερα καθ' ὃν χρόνον αἱ ἐχθροπραξίαι ἐξηλίσσοντο ἐκτὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους, κρίνῃ ἀναγ-

καῖον νὰ προβῇ εἰς τὸν περιορισμόν των, καὶ δὴ κατόπιν ἀποτυχούσης ἀποπείρας τῶν προσώπων τούτων ὅπως ἀνακαταταγοῦν εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς ἃς ἀνήκουν καὶ αἱ ὁποῖαι μάχονται ἢ ὅταν δὲν συμμορφωθοῦν πρὸς διαταγὴν ἀφορῶσαν τὸν περιορισμόν των.

2) Τὰ πρόσωπα τ'ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ κατηγοριῶν τὰ ὁποῖα ἐγένοντο δεκτὰ ὑπὸ οὐδετέρων ἢ μὴ ἐμπολέμων Δυνάμεων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των καὶ τὰ ὁποῖα αὗται ὑποχρεοῦνται,κατὰ τὸ διεθνὲς δίκαιον νὰ θέσουν ὑπὸ περιορισμόν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν πάσης εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως, ἣν αἱ Δυνάμεις αὗται θὰ ἔκριναν καλὸν νὰ τοὺς παράσχουν καὶ ἐξαιρέσει τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 8,10,15, 30 παράγραφος πέμπτη, 58 ἕως 67 περιλαμβανομένου, 92,126, ὑφισταμένων δὲ διπλωματικῶν σχέσεων μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ τῆς ἐνδιαφερομένης οὐδετέρας ἢ μὴ ἐμπολέμου Δυνάμεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀφορωσῶν τὴν προστάτιδαν δύναμιν διατάξεων. Ὁσάκις ὑφίστανται τοιαῦται, διπλωματικαὶ σχέσεις, τὰ ἐν συρράξει Μέρη ἐκ τῶν ὁποίων ἐξαρτῶνται τὰ πρόσωπα ταῦτα, δικαιοῦνται ν'ἀσκήσουν ἔναντι τούτων τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις ἀνεξαρτήτως τῶν καθηκόντων, ἅτινα τὰ ἐν λόγῳ Μέρη ἀσκοῦν κανονικῶς βάσει τῶν ἐθίμων καὶ τῶν διπλωματικῶν καὶ προξενικῶν συνθηκῶν.

Γ. Τὸ παρὸν ἄρθρον δὲν θίγει τὸ καθεστὼς τοῦ ἰατρικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ὡς τοῦτο καθορίζεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμόζεται εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 4 πρόσωπα, εὐθὺς ὡς περιέλθουν ταῦτα εἰςτὴν ἐξουσίαν τοῦ ἐχθροῦ καὶ μέχρι τῆς ἀπελευθερώσεως καὶ τοῦ ὁριστικοῦ ἐπαναπατρισμοῦ των.

Ἐὰν ὑπάρχῃ ἀμφιβολία κατὰ πόσον ἀνήκουν εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 4 ἀπαριθμουμένων κατηγοριῶν πρόσωπα ἐνεργήσαντα πολεμικὴν τινα πρᾶξιν καὶ περιελθόντα εἰς χεῖρας τοῦ ἐχθροῦ, τὰ εἰρημένα πρόσωπα θὰ τύχουν τῆς προστασίας τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ἀναμονῇ τοῦ καθορισμοῦ τῆς θέσεώς των ὑπὸ ἁρμοδίου δικαστηρίου.

Ἄρθρον 6.

Πλὴν τῶν εἰδικῶς προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 10, 23,28,33, 60,65,66,67,72,73,75,109,110,118,119,122 καὶ 132 συμφωνιῶν, τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη δύνανται νὰ συνάψουν καὶ ἑτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τὸ ὁποῖον θὰ θεωρηθῇ σκόπιμον νὰ ρυθμισθῇ ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται νὰ ἀποβῇ πρὸς ζημίαν τῆς θέσεως τῶν αἰχμαλώτων, ὡς αὕτη καθορίζεται διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως οὔτε νὰ περιορίσῃ τὰ δι' αὐτῆς παρεχόμενα εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα δικαιώματα.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἐξακολουθήσουν ν'ἀπολαύουν τῶν εὐεργετημάτων τῶν τοιούτων συμφωνιῶν, ἐφ' ὅσον καὶ ἡ Σύμβασις θὰ εἶναι ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέα, ἐκτὸς ἐὰν περιληφθοῦν ρηταὶ περὶ τοῦ ἐναντίον διατάξεις εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς ἄλλας μεταγενεστέρας συναφθησομένας, ἢ ἐὰν ἐλήφθησαν εὐνοϊκώτερα δι' αὐτούς μέτρα ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἄρθρον 7.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτεθοῦν ἐν μέρει ἢ ἐν ὅλῳ,τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐξασφαλιζομένων αὐτοῖς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὑπὸ τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἐὰν συνήθησαν τοιαῦται.

Ἄρθρον 8.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ τῇ συνεργασίᾳ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν περιφρούρησιν τῶν συμφερόντων τῶν μετεχόντων εἰς τὴν σύρραξιν Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται ἐπὶ πλέον τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίσουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων των πολιτῶν ἢ τῶν πολιτῶν ἑτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ὡς ἄνω ἀντιπρόσωποι θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ πρόκειται νὰ ἐνασκήσουν τὰ καθήκοντά των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ διευκολύνουν κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν ἀποστολὴν τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνουν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των ὡς ταῦτα καθορίζονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰδικῶς θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ ἐνασκοῦν τὰ καθήκοντά των.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀντιτίθενται εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν ἣν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἱαδήποτε ἄλλη ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὴ ὀργάνωσις θ' ἀναλάβουν τῇ συναινέσει τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν διὰ τὴν προστασίαν καὶ βοήθειαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 10.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται ὁποτεδήποτε νὰ συμφωνήσουν ἵνα ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμὸν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καὶ ἱκανότητος, τὰ καθήκοντα, ἅτινα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνατίθενται εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις.

Ἐὰν αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν ἀπολαύουν ἢ παύουν δι' οἱονδήποτε λόγον ν' ἀπολαύουν τῆς φροντίδος Προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ ὀργανισμοῦ περὶ ἧς προβλέπει ἡ ἀνωτέρω πρώτη παράγραφος , ἡ Κρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ εἴτε ἀπὸ οὐδέτερον κράτος εἴτε ἀπὸ ἕνα ἄλλον ἀνάλογον ὀργανισμὸν νὰ ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις τὰς ὁρισθείσας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν καταστῇ δυνατὴ ἡ ὡς ἄνω ἐξασφάλισις τῆς προστασίας ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν τινὰ ὀργάνωσιν, ὡς εἶναι ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ν' ἀναλάβῃ τὰ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα, ἅτινα ἡ παροῦσα σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ὀφείλει νὰ ἀποδεχθῇ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου , τὰς προτάσεις ὑπηρεσίας, ἃς ἤθελε λάβει παρὰ τοιαύτης ὀργανώσεως.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶσα ὀργάνωσις καλουμένη ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερομένη πρὸς τὸν ἀνωτέρω ἀναφερόμενον σκοπὸν ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν της νὰ ἔχῃ συναίσθησιν τῆς εὐθύνης της ἔναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ ὀφείλει νὰ παράσχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ὅτι εἶναι ἱκανὴ ν' ἀναλάβῃ τὰ περὶ οὗ πρόκειται καθήκοντα καὶ νὰ ἐκτελέσῃ αὐτὰ ἀμερολήπτως.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκβασις ἀπὸ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ Δυνάμεων τῶν ὁποίων ἡ μία εὑρίσκεται ἔστω καὶ προσωρινῶς ἀπέναντι τῆς ἄλλης , ἢ τῶν συμμάχων τῆς ἄλλης εἰς μειονεκτικὴν ἀπὸ ἀπόψεως ἐλευθερίας διαπραγματεύσεως θέσιν λόγῳ στρατιωτικῶν γεγονότων ὡς λόγου χάριν τῆς κατοχῆς τοῦ ὅλου ἢ σημαντικοῦ μέρους τοῦ ἐδάφους της.

Ὁσάκις γίνεται , εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, μνεία περὶ Προστάτιδος Δυνάμεως , ἡ μνεία αὕτη ἀφορᾷ ὡσαύτως καὶ τὰς ὀργανώσεις, αἵτινες δύνανται νὰ τὴν ὑποκατασταθοῦν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 11.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἤθελον θεωρήσῃ τοῦτο χρήσιμον εἰς τὰ συμφέροντα τῶν προστατευομένων προσώπων, ἰδίως δὲ εἰς περιπτώσεις διαφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἑρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις θὰ προσφέρουν τὰς καλάς των ὑπηρεσίας ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἑκάστη τῶν Προστατίδων Δυνάμεων δύναται εἴτε τῇ προσκλήσει ἑνὸς Μέρους εἴτε ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας νὰ προτείνῃ εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη σύσκεψιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ ἰδίως τῶν ἀρχῶν αἵτινες ἔχουν τὴν φροντίδα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἐνδεχομένως ἐπὶ καταλλήλως ἐκλεγομένου οὐδετέρου ἐδάφους. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς τοιαύτας προτάσεις. Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰ παραστῇ ἀνάγκη, νὰ ὑποβάλουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀπεσταλμένην τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἥτις θέλει κληθῇ νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν τοιαύτην σύσκεψιν.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ

Γενικὴ Προστασία τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου

Ἄρθρον 12.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὑπάγονται εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ἐχθρικῆς Δυνάμεως, καὶ οὐχὶ τῶν ἀτόμων ἢ τῶν στρατιωτικῶν μονάδων αἱ ὁποῖαι τοὺς ἠχμαλώτισαν ἀνεξαρτήτως τῶν ἀτομικῶν εὐθυνῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν μεταχείρισίν των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν δύνανται νὰ παραδοθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης δυνάμεως εἰ μὴ μόνον εἰς Δύναμιν συνυπογράψασαν τὴν Σύμβασιν καὶ ἀφοῦ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις βεβαιωθῇ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Δύναμις εἶναι διατεθειμένη καὶ εἰς θέσιν νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν. Ὅσάκις παραδίδονται οὕτω αἰχμάλωτοι, ἡ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως θὰ βαρύνῃ τὴν Δύναμιν, ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ, καθ' ὃ χρονικὸν διάστημα παραμείνουν ἐμπεπιστευμένοι εἰς αὐτήν.

Οὐχ' ἧττον ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Δύναμις αὐτὴ δὲν ἀντεπεκρίνετο εἰς τὴν ὑποχρέωσιν της νὰ ἐκτελέσῃ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως ἐπὶ σημαντικοῦ τινος σημείου, ἡ Δύναμις ὑπὸ τῆς ὁποίας ἐγένετο ἡ παράδοσις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὀφείλει, κατόπιν σχετικῆς ἀνακοινώσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως νὰ λάβῃ ἀποτελεσματικὰ μέτρα πρὸς ἐπανόρθωσιν τῆς καταστάσεως ἢ νὰ ζητήσῃ τὴν ἐπιστροφὴν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Ἡ αἴτησις αὕτη δέον νὰ τύχῃ ἱκανοποιήσεως.

Ἄρθρον 13.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ τυγχάνουν πάντοτε ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως. Πᾶσα παράνομος πρᾶξις ἢ παράλειψις ἐκ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐπιφέρουσα τὸν θάνατον ἢ θέτουσα σοβαρῶς ἐν κινδύνῳ τὴν ὑγείαν αἰχμαλώτου πολέμου τελοῦντος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν της, ἀπαγορεύεται, καὶ θὰ θεωρεῖται ὡς σοβαρὰ παραβίασις τῆς παρούσης Συμβάσεως. Εἰδικώτερον οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς σωματικὸν ἀκρωτηριασμὸν ἢ εἰς ἰατρικὸν ἢ ἐπιστημονικὸν πειραματισμὸν οἱασδήποτε φύσεως, ὅστις δὲν θὰ ἐδικαιολογεῖτο ἐκ τῆς ἰατρικῆς περιθάλψεως τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου καὶ ὁ ὁποῖος δὲν θὰ ἦτο πρὸς τὸ συμφέρον του.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν ἐπίσης νὰ προστατεύωνται πάντοτε καὶ δὴ κατὰ πάσης πράξεως βίας ἢ ἐκφοβισμοῦ ὡς καὶ κατὰ τῶν ὕβρεων καὶ τῆς περιεργείας τοῦ κοινοῦ.

Ἀντοίποινα ἐναντίον αὐτῶν ἀπαγορεύονται.

Ἄρθρον 14.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δικαιοῦνται ἀνὰ πᾶσαν περίπτωσιν εἰς σεβασμὸν τοῦ ἀτόμου καὶ τῆς τιμῆς των.

Ἡ μεταχείρισις τῶν γυναικῶν δέον νὰ γίνεται μετὰ πάσης τῆς ὀφειλομένης εἰς τὸ φῦλόν των στοργῆς, θὰ χαίρουν δὲ αὗται, ἐν πάσῃ περιπτώσει, τοὐλάχιστον ἐξ ἴσου εὐνοϊκῆς μὲ τοὺς ἄνδρας μεταχειρίσεως.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου διατηροῦν πᾶσαν τὴν ἀστικὴν αὐτῶν ἱκανότητα, οἷα ἦτο κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς αἰχμαλωτίσεώς των. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ περιορίσῃ τὴν ἐξάσκησιν αὐτῆς οὔτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της, οὔτε ἐκτὸς αὐτοῦ εἰμὴ καθ' ὅ μέτρον ἀπαιτεῖ τοῦτο ἡ αἰχμαλωσία.

Ἄρθρον 15.

Ἡ κατακρατοῦσα αἰχμαλώτους πολέμου Δύναμις ὑποχρεοῦται νὰ μεριμνᾷ διὰ τὴν δωρεὰν διατροφὴν των καὶ νὰ παρέχῃ δωρεὰν εἰς αὐτοὺς τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν, ἣν ἀπαιτεῖ ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των.

Ἄρθρον 16.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς πρὸς τὸν βαθμὸν καὶ ὡς πρὸς τὸ φῦλον τῶν αἰχμαλώτων καὶ ὑπὸ τὴν αἵρεσιν πάσης προνομιακῆς μεταχειρίσεως, ἥτις θὰ παρείχετο εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου λόγῳ τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας των, τῆς ἡλικίας των ἢ τῶν ἐπαγγελματικῶν των ἱκανοτήτων, οἱ αἰχμάλωτοι δέον ἅπαντες νὰ τυγχάνουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἄνευ οὐδεμιᾶς δυσμενοῦς χαρακτῆρος διακρίσεως, φυλῆς, ἐθνικότητος, θρησκεύματος, πολιτικῶν φρονημάτων ἢ ἄλλης, βασιζομένης ἐπὶ ἀναλόγων κριτηρίων.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ.

ΑΙΧΜΑΛΩΣΙΑ

ΤΜΗΜΑ Ι.

Ἔναρξις τῆς αἰχμαλωσίας

Ἄρθρον 17.

Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου δὲν θὰ ὑποχρεοῦται νὰ δηλώσῃ, ἀνακρινόμενος σχετικῶς, εἰμὴ τὸ ὀνοματεπώνυμόν του, τὸν βαθμόν του, τὴν ἡμερομηνίαν τῆς γεννήσεώς του καὶ τὸν ἀριθμὸν μητρώου του, ἢ ἐλλείψει τούτου, ἀνάλογον ἔνδειξιν.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ἤθελεν οὗτος ἑκουσίως παραβῇ τὸν κανόνα τοῦτον θὰ διεκινδύνευε νὰ ἐκτεθῇ εἰς περιορισμὸν τῶν πλεονεκτημάτων τῶν παρεχομένων εἰς αἰχμαλώτους τοῦ βαθμοῦ του ἢ τῆς θέσεώς του.

Ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει μερῶν ὀφείλει νὰ χορηγῇ εἰς πᾶν πρόσωπον τῆς δικαιοδοσίας του ὑποκείμενον ἐνδεχομένως εἰς πολεμικὴν αἰχμαλωσίαν, δελτίον ταυτότητος ἐν ᾧ θ' ἀναγράφωνται, τὸ ὀνοματεπώνυμόν του, ὁ βαθμός του, ὁ ἀριθμὸς μητρώου ἢ ἄλλη ἀνάλογος ἔνδειξις, καὶ ἡ ἡμερομηνία γεννήσεώς του. Ἡ ταυτότης αὕτη θὰ δύναται ἐπὶ πλέον νὰ φέρῃ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὰ δακτυλικὰ ἀποτυπώματά του ἢ καὶ ἀμφότερα ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην ἔνδειξιν ἣν τὰ ἐν συρράξει Μέρη δυνατὸν νὰ ἐπιθυμοῦν νὰ προσθέσουν ὅσον ἀφορᾷ τὰ εἰς τὰς ἐνόπλους των δυνάμεις ἀνήκοντα πρόσωπα. Αἱ διαστάσεις της θὰ εἶναι εἰ δυνατὸν 6,5 Χ 10 ἑκμ. καὶ τὸ δελτίον θὰ ἐκδίδεται εἰς διπλοῦν. Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ὀφείλει νὰ παρουσιάζῃ τὴν ταυτότητά του ταύτην εἰς πᾶσαν ζήτησιν, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύναται αὕτη νὰ τῷ ἀφαιρεθῇ.

Οὐδεμία σωματικὴ ἢ ἠθικὴ βάσανος οὐδὲ βία θὰ δύναται νὰ ἀσκηθῇ ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διὰ τὴν ἀπ' αὐτῶν ἀπόσπασιν πληροφοριῶν οἱασδήποτε φύσεως. Οἱ αἰχμάλωτοι, οἵτινες θὰ ἀρνηθοῦν νὰ ἀπαντήσουν δὲν ἐπιτρέπεται οὔτε νὰ ἀπειληθοῦν, οὔτε νὰ ὑβρισθοῦν, οὔτε νὰ ἐκτεθοῦν εἰς ἐνοχλήσεις ἢ μειονεκτήματα οἱασδήποτε φύσεως.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες εὑρίσκονται εἰς ἀδυναμίαν λόγῳ σωματικῆς ἢ διανοητικῆς καταστάσεως νὰ δώσουν τὰ στοιχεῖα τῆς ταυτότητός των θὰ παραδίδωνται εἰς τὴν ὑγειονομικὴν Ὑπηρεσίαν. Ἡ ταυτότης τῶν αἰχμαλώτων τούτων θὰ διαπιστοῦται διὰ παντὸς δυνατοῦ μέσου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς προηγουμένης παραγράφου.

Ἡ ἀνάκρισις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ γίνηται εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν οὗτοι καταγοοῦν.

Ἄρθρον 18.

Ὅλα τὰ εἴδη καὶ ἀντικείμενα προσωπικῆς χρήσεως, πλὴν ὅπλων, ἵππων, στρατιωτικοῦ ἐφοδιασμοῦ καὶ στρατιωτικῶν ἐγγράφων θὰ παραμένουν εἰς τὴν κατοχὴν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ὡς καὶ τὰ μετάλλινα κράνη, αἱ ἀντισφυξιογόνοι προσωπίδες καὶ ὅλα τὰ ἄλλα εἴδη, ἅτινα ἐδόθησαν εἰς αὐτοὺς διὰ τὴν προσωπικήν των προστασίαν. Θὰ παραμείνουν ἐπίσης εἰς τὴν κατοχήν των τὰ εἴδη καὶ τὰ ἀντικείμενα τὰ χρησιμεύοντα διὰ τὸν ἱματισμὸν καὶ τὴν διατροφήν των, ἔστω καὶ ἐὰν τὰ εἴδη καὶ ἀντικείμενα ταῦτα ἀποτελοῦν μέρος τοῦ ἐπισήμου στρατιωτικοῦ ἐφοδιασμοῦ των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οὐδέποτε πρέπει νὰ εὑρεθοῦν ἄνευ ταυτότητος τινός. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγήσῃ τοιαύτην εἰς τοὺς στερουμένους.

Τὰ σήματα τοῦ βαθμοῦ καὶ τῆς ἐθνικότητός των, τὰ παράσημα καὶ τὰ ἀντικείμενα τὰ ἔχοντα κυρίως προσωπικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν δὲν δύνανται νὰ ἀφαιρεθοῦν ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Τὰ χρηματικὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα φέρουν οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν δύνανται νὰ τοῖς ἀφαιρεθοῦν εἰμὴ κατὰ διαταγὴν ἀξιωματικοῦ καὶ ἀφοῦ καταγραφοῦν εἰς εἰδικὸν βιβλίον τὸ ποσὸν τῶν χρημάτων καὶ τὰ στοιχεῖα τοῦ κατόχου των καὶ ἀφοῦ οὗτος παραλάβει λεπτομερῆ ἀπόδειξιν φέρουσαν εὐαναγνώστως τὸ ὄνομα, τὸν βαθμὸν καὶ τὴν μονάδα εἰς τὴν ὁποίαν ἀνήκει τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον παρέδωκε τὴν ἐν λόγῳ ἀπόδειξιν. Τὰ χρηματικὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα εἶναι εἰς νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ τὰ ὁποῖα, τῇ αἰτήσει τοῦ αἰχμαλώτου, μετετράπησαν εἰς τὸ νόμισμα τοῦτο θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν λογαριασμοῦ τοῦ αἰχμαλώτου συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 64.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ ἀφαιρέσῃ ἀπὸ αἰχμαλώτους πολέμου ἀντικείμενα ἀξίας εἰμὴ διὰ λόγους ἀσφαλείας. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ἡ ἐφαρμοζομένη διαδικασία θὰ εἶναι ἡ ἰδία ὡς ἡ τῆς ἀφαιρέσεως χρηματικῶν ποσῶν.

Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ὡς καὶ τὰ ἀφαιρεθέντα χρηματικὰ ποσά, τὰ ὁποῖα θὰ εἶναι εἰς νόμισμα ἄλλο ἢ τὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τῶν ὁποίων ὁ κάτοχος δὲν θὰ ἐζήτει τὴν μετατροπήν, ὀφείλουν νὰ φυλαχθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ ἀποδοθοῦν εἰς τὸν αἰχμάλωτον, ὑπὸ τὴν ἀρχικήν των μορφὴν κατὰ τὸ τέλος τῆς αἰχμαλωσίας του.

Ἄρθρον 19.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ μεταφέρωνται, ὡς οἷόν τε τάχιον, ἀφ' ἧς συλληφθοῦν, εἰς στρατόπεδα κείμενα ἀρκούντως μακρὰν τῆς ζώνης τῶν ἐπιχειρήσεων ὥστε νὰ εἶναι ἐκτὸς κινδύνου. Δὲν θὰ δύνανται νὰ κρατηθοῦν προσκαίρως εἰς ἐπικίνδυνον ζώνην εἰμὴ μόνον οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες, λόγῳ τραυμάτων ἢ ἀσθενείας θὰ διέτρεχον μεγαλύτερον κίνδυνον μεταφερόμενοι ἢ παραμένοντες ἐπὶ τόπου.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ ἐκτίθενται ἀσκόπως εἰς κίνδυνον ἐν ἀναμονῇ τῆς μεταφορᾶς των ἔξω τῆς ζώνης ἐπιχειρήσεων.

Ἄρθρον 20.

Ἡ μεταφορὰ τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου θὰ ἐκτελῆται πάντοτε μὲ ἀνθρωπισμὸν καὶ ὑπὸ συνθήκας ὁμοίας τῆς τῶν στρατευμάτων τῆς κατακρατούσης δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγῇ εἰς τοὺς μεταφερομένους αἰχμαλώτους πολέμου πόσιμον ὕδωρ καὶ ἐπαρκῆ τροφήν, ὡς καὶ τὰ ἀναγκαῖα ἐνδύματα καὶ τὴν ἀναγκαίαν ἰατρικὴν περίθαλψιν. Θὰ λάβῃ ὅλας τὰς ἐνδεικνυομένας προφυλάξεις πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀσφαλείας των κατὰ τὴν μεταφορὰν καὶ θὰ καταρτίσῃ ὅσον ἔνεστι τάχιστα τὸν κατάλογον τῶν μεταφερθέντων αἰχμαλώτων.

Ἐὰν οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου πρόκειται νὰ διέλθουν κατὰ τὴν μεταφορὰν των διὰ στρατοπέδων διαμετακομίσεως ἡ παραμονὴ αὐτῶν εἰς τὰ στρατόπεδα ταῦτα θὰ εἶναι ὅσον ἐνεστι συντομωτέρα.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Περιορισμὸς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Γενικότητες

Ἄρθρον 21.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δύναται νὰ θέσῃ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ὑπὸ περιορισμόν. Δύναται νὰ ἐπιβάλλῃ εἰς αὐτοὺς τὴν ὑποχρέωσιν νὰ μὴ ἀπομακρύνωνται πέραν ὡρισμένου ὁρίου ἀπὸ τὸ στρατόπεδον ὅπου κρατοῦνται ἢ ἐὰν τὸ στρατόπεδον τοῦτο εἶναι περιπεφραγμένον νὰ μὴ ἐξέρχωνται αὐτοῦ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῇ παρούσης Συμβάσεως περὶ ποινικῶν καὶ πειθαρχικῶν κυρώσεων, οἱ αἰχμάλωτοι δύνανται νὰ ἐγκλεισθοῦν ἢ νὰ τεθοῦν ὑπὸ κράτησιν μόνον ἂν τὸ μέτρον τοῦτο καθίσταται ἀναγκαῖον διὰ τὴν προστασίαν τῆς ὑγείας των. Ἡ κατάστασις αὕτη δὲν θὰ δύναται, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ παραταθῇ πέραν τῆς διαρκείας τῶν περιστατικῶν, ἅτινα κατέστησαν ταύτην ἀναγκαίαν.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται μερικῶς ἢ ὁλοσχερῶς νὰ ἀπελευθερωθοῦν ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἀναλήψει ὑποχρεώσεως ἢ ἐπὶ ἀναλήψει ἄλλης ὑποχρεώσεως ἐφ' ὅσον οἱ νόμοι τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται ἐπιτρέπουστ τοῦτο. Τὸ μέτρον τοῦτο θὰ λαμβάνεται ἰδίᾳ εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς δύναται νὰ συμβάλῃ εἰς τὴν βελτίωσιν τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας τῶν αἰχμαλώτων. Οὐδεὶς αἰχμάλωτος θὰ ἐξαναγκάζεται νὰ δεχθῇ τὴν ἐλευθερίαν του ἐπὶ τῷ λόγῳ του ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρεώσεως.

Ἅμα τῇ ἐνάρξει τῶν ἐχθροπραξιῶν ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θ' ἀνακοινώσῃ εἰς τὸν ἀντίπαλον τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐπιτρέποντας ἢ ἀπαγορεύοντας εἰς τοὺς ὑπηκόους του νὰ δεχθοῦν τὴν ἐλευθερίαν των ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρεώσεως. Οἱ αἰχμάλωτοι οἱ ἀπελευθερούμενοι ἐπὶ τῷ λόγῳ των ἢ ἔναντι ἄλλης ὑποχρεώσεως συμφώνως πρὸς τοὺς οὕτω κοινοποιηθέντας νόμους καὶ κανονισμοὺς ὑποχρεοῦνται ἐπὶ τῆς προσωπικῆς των τιμῆς νὰ ἐκπληρώσουν αὐστηρῶς τόσον ἔναντι τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται ὅσον καὶ ἔναντι τῆς αἰχμαλωτισάσης αὐτούς, τὰς ὑποχρεώσεις ἃς θὰ ἀνελάμβανον. Εἰς τοιαύτας περιπτώσεις ἡ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας οὗτοι ἐξαρτῶνται ὑποχρεοῦται νὰ μὴ ἀπαιτῇ οὔτε νὰ δέχεται παρ' αὐτῶν ὑπηρεσίαν ἀντίθετον πρὸς τὸν δοθέντα λόγον ἢ τὴν ἀναληφθεῖσαν ὑποχρέωσιν.

Ἄρθρον 22.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ δύνανται νὰ τεθοῦν ὑπὸ περιορισμὸν εἰμὴ μόνον εἰς ἐγκαταστάσεις εὑρισκομένας ἐπὶ τῆς ξηρᾶς καὶ παρεχούσας ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ὑγιεινῆς καὶ καθαριότητος. Πλὴν εἰδικῶν περιπτώσεων, δικαιολογουμένων ἐκ τοῦ συμφέροντος αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων, οὗτοι δὲν θὰ περιορίζωνται εἰς σωφρονιστήρια.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ περιοριζόμενοι εἰς ἀνθυγιεινὰς περιοχὰς ἢ εἰς περιοχὰς τῶν ὁποίων τὸ κλῖμα εἶναι ἐπιβλαβὲς εἰς τὴν ὑγείαν αὐτῶν θὰ μεταφέρωνται τὸ ταχύτερον εἰς εὐνοϊκώτερον κλῖμα.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συγκεντρώνῃ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς στρατόπεδα ἢ τομεῖς στρατοπέδων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἐθνικότητα, τὴν γλῶσσαν ἢ τὰς συνηθείας των ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι οἱ αἰχμάλωτοι δὲν θὰ ἀποχωρισθοῦν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς τὰς ὁποίας οἱ ἴδιοι ὑπηρέτουν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς αἰχμαλωσίας των, πλὴν ἐὰν συγκατατίθενται εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 23.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου ἐπιτρέπεται ὁποτεδήποτε νὰ ἀποσταλῇ ἢ νὰ κρατηθῇ εἰς περιοχὴν εἰς τὴν ὁποίαν θὰ ἦτο ἐκτεθειμένος εἰς τὰ πυρὰ τῆς ζώνης ἐπιχειρήσεων οὔτε νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ νὰ προφυλάξῃ διὰ τῆς παρουσίας του ὡρισμένα σημεῖα ἢ περιοχὰς τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ διαθέτουν εἰς ἴσην μοῖραν πρὸς τὸν ἐγχώριον ἄμαχον πληθυσμόν, καταφύγια κατὰ τῶν ἐναερίων βομβαρδισμῶν καὶ ἄλλων κινδύνων πολέμου, ἐξαιρέσει ἐκείνων ἐξ αὐτῶν οἱ ὁποῖοι θὰ συμμετεῖχον εἰς τὴν προστασίαν τῶν καταυλισμῶν των κατὰ τῶν ἐν λόγῳ κινδύνων, θὰ δύνανται νὰ μεταβαίνουν εἰς τὰ καταφύγια τὸ ταχύτερον, εὐθὺς ὡς δοθῇ τὸ σύνθημα συναγερμοῦ. Πᾶν ἄλλο μέτρον προστασίας τὸ ὁποῖον ἤθελε ληφθῇ ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ, θὰ ἐκτείνεται καὶ εἰς αὐτούς.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἀνακοινοῦν πρὸς ἀλλήλας, διὰ τῶν προστατίδων Δυνάμεων, πᾶν χρήσιμον στοιχεῖον ἐπὶ τῆς γεωγραφικῆς θέσεως τῶν στρατοπέδων αἰχμαλώτων πολέμου.

Ὅσάκις αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἐπιτρέπουν, τὰ στρατόπεδα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ ἐπισημαίνονται κατὰ τὴν ἡμέραν διὰ τῶν γραμμάτων PG ἢ PW τοποθετημένων κατὰ τρόπον ὥστε νὰ εἶναι ὁρατὰ ἀπὸ τοῦ ἀέρος.

Οὐχ' ἧττον αἱ ἐνδιαφερόμεναι Δυνάμεις δύνανται νὰ συμφωνήσωσιν ἐπὶ ἄλλου τρόπου σημάνσεως. Μόνον τὰ στρατόπεδα αἰχμαλώτων πολέμου θὰ δύνανται νὰ σημανθοῦν διὰ τοῦ τρόπου τούτου.

Ἄρθρον 24.

Τὰ μόνιμα στρατόπεδα διαμετακομίσεως ἢ διαλογῆς θὰ ὀργανωθοῦν κατὰ τρόπον ὅμοιον πρὸς τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ παρὸν Τμῆμα, καὶ οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἀπολαύουν ἐντὸς αὐτῶν τῶν ἰδίων ὡς καὶ εἰς τὰ ἄλλα στρατόπεδα συνθηκῶν διαβιώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ

Στέγασις, Διατροφὴ καὶ Ἀμφίεσις τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου.

Ἄρθρον 25.

Οἱ ὅροι στεγάσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ εἶναι ἐξ ἴσου ἱκανοποιητικοὶ ὅσον καὶ οἱ τῶν στρατευμάτων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τῶν καταυλισμένων εἰς τὴν αὐτὴν περιοχήν. Οἱ ὅροι οὗτοι ὀφείλουν νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰ ἤθη καὶ ἔθιμα τῶν αἰχμαλώτων, καί, ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ ἐπιβλαβεῖς εἰς τὴν ὑγείαν των.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις θὰ ἐφαρμόζωνται ἰδίᾳ ὡς πρὸς τοὺς κοιτῶνας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τόσον προκειμένου περὶ τῆς συνολικῆς ἐπιφανείας καὶ τοῦ ἐλαχίστου κυβικοῦ ὁρίου ἀερισμοῦ ὅσονκαὶ προκειμένου περὶ τῆς διαρρυθμίσεως καὶ τῶν εἰδῶν κλινοστρωμνῆς, συμπεριλαμβανομένων τῶν κλινοσκεπασμάτων. Τὰ κτίρια τὰ προοριζόμενα εἴτε διὰ τὴν ἀτομικὴν εἴτε διὰ τὴν ὁμαδικὴν χρῆσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὀφείλουν νὰ εἶναι τελείως ἀπηλλαγμένα ὑγρασίας, νὰ θερμένωνται καὶ φωτίζονται ἐπαρκῶς ἰδίᾳ μεταξὺ λυκόφωτος καὶ σβέσεως τῶν φωτῶν. Δέον νὰ λαμβάνηται πᾶσα προφύλαξις κατὰ τῶν κινδύνων πυρκαϊᾶς.

Εἰς ὅλα τὰ στρατόπεδα ὅπου καταυλίζονται γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου ὁμοῦ μετὰ αἰχμαλώτων ἀνδρῶν θὰ διατίθενται δι' αὐτὰς χωριστοὶ κοιτῶνες.

Ἄρθρον 26.

Ἡ ἡμερησία βασικὴ μερὶς θὰ εἶναι ἐπαρκὴς εἰς ποιότητα, ποσότητα καὶ ποικιλίαν διὰ τὴν διατήρησιν τῶν αἰχμαλώτων ἐν καλῇ ὑγείᾳ καὶ τὴν πρόληψιν ἀπωλείας βάρους ἢ διαταραχῶν ὀφειλομένων εἰς τὸν ὑποσιτισμόν. Θὰ λαμβάνηται ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἡ δίαιτα εἰς ἣν οἱ αἰχμάλωτοι εἶναι συνηθισμένοι.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ προμηθεύῃ εἰς τοὺς ἐργαζομένους αἰχμαλώτους πολέμου τὸ ἀναγκαιοῦν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἐργασίας εἰς ἣν χρησιμοποιοῦνται πρόσθετον συσσίτιον.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους θὰ χορηγῆται ἐπαρκὲς πόσιμον ὕδωρ. Θὰ ἐπιτρέπηται ἡ χρῆσις τοῦ καπνοῦ.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ λαμβάνουν ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ μέρος εἰς τὴν παρασκευὴν τῆς τροφῆς των. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ δύνανται οὗτοι νὰ χρησιμοποιοῦνται εἰς τὰ μαγειρεῖα. Θὰ παρέχωνται ἐπὶ πλέον εἰς αὐτοὺς τὰ μέσα νὰ παρασκευάζουν οἱ ἴδιοι τὴν πρόσθετον τροφήν, τὴν ὁποίαν διαθέτουν.

Κατάλληλα διαμερίσματα θὰ διατίθενται διὰ τὴν ἑστίασίν των.

Ἀπαγορεύεται πᾶν συλλογικὸν πειθαρχικὸν μέτρον σχετικὸν πρὸς τὴν διατροφήν.

Ἄρθρον 27.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ παρέχωνται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐπαρκῆς ὑπόδησις, ἐνδύματα, ἐσώρουχα καὶ ὑποδήματα, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ κλίματος τῆς περιοχῆς ὅπου εὑρίσκονται οἱ αἰχμάλωτοι. Αἱ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως κατασχεθεῖσαι στολαὶ τῶν ἐχθρικῶν στρατευμάτων θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὸν ἱματισμὸν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐὰν τὸ κλῖμα τῆς χώρας τὸ ἐπιτρέπει.

Ἡ ἀντικατάστασις καὶ ἡ ἐπιδιόρθωσις τῶν εἰδῶν τούτων θὰ γίνηται τακτικῶς ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ἐπὶ πλέον, εἰς τοὺς ἐργαζομένους αἰχμαλώτους πολέμου θὰ χορηγῆται κατάλληλος ἀμφίεσις ὁσάκις ἀπαιτεῖ τοῦτο ἡ φύσις τῆς ἐργασίας των.

Ἄρθρον 28.

Εἰς ὅλα τὰ στρατόπεδα θὰ ἐγκαθίστανται πρατήρια ἐκ τῶν ὁποίων οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται νὰ προμηθεύωνται τρόφιμα, εἴδη καθημερινῆς χρήσεως σάπωνα καὶ καπνόν. Αἱ τιμαὶ πωλήσεως τῶν εἰδῶν τούτων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ ὑπερβαίνωσι τὰς τιμὰς τοῦ ἐγχωρίου ἐμπορίου.

Τὰ κέρδη τῶν πρατηρίων θὰ διατίθενται ὑπὲρ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ σχηματίζεται εἰδικὸν κεφάλαιον. Ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ δικαιοῦται νὰ συνεργάζεται εἰς τὴν διαχείρισιν τοῦ πρατηρίου καὶ τοῦ κεφαλαίου τούτου.

Κατὰ τὴν διάλυσιν στρατοπέδου τινὸς τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ εἰδικοῦ τούτου κεφαλαίου θὰ παραδίδηται εἰς διεθνῆ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ὅπως χρησιμοποιηθῇ ὑπὲρ αἰχμαλώτων πολέμου τῆς ἰδίας ἐθνικότητος πρὸς τοὺς εἰσενεγκόντας διὰ τὸν σχηματισμόν του. Εἰς περίπτωσιν γενικοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τὰ κέρδη ταῦτα θ' ἀπομείνουν εἰς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας συναφθησομένης μεταξὺ ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Ὑγιεινὴ καὶ Ἰατρικὴ Περίθαλψις.

Ἄρθρον 29.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει σὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα ὑγειονομικὰ μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς καθα-

ριότητος καὶ τῆς ὑγιεινῆς τῶν στρατοπέδων καὶ πρὸς πρόληψιν ἐπιδημιῶν.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν εἰς τὴν διάθεσίν των νυχθημερὸν ἐγκαταστάσεις συμφώνους πρὸς τοὺς κανόνας τῆς ὑγιεινῆς καὶ διατηρουμένας συνεχῶς καθαρᾶς. Εἰς τὰς στρατόπεδα ὅπου διαμένουν γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ διατίθενται χωρισταὶ δι' αὐτὰς ἐγκαταστάσεις.

Ἐπὶ πλέον, ἀνεξαρτήτως τῶν λουτρῶν καὶ καταιωνιστήρων διὰ τῶν ὁποίων τὰ στρατόπεδα θὰ εἶναι ἐφωδιασμένα, θὰ παρέχηται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ὕδωρ καὶ σάπων εἰς ἐπαρκεῖς ποσότητας διὰ τὰς καθημερινὰς ἀνάγκας τῆς σωματικῆς των καθαριότητος καὶ διὰ τὸ πλύσιμον τῶν ἐσωρρούχων των. Θὰ παρέχωνται πρὸς αὐτοὺς τόσον αἱ ἀναγκαῖαι πρὸς τοῦτο ἐγκαταστάσεις καὶ εὐκολίαι ὅσον καὶ ὁ ἀπαιτούμενος χρόνος.

Ἄρθρον 30.

Ἕκαστον στρατόπεδον θὰ ἔχῃ κατάλληλον νοσηλευτήριον ὅπου οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν τῆς περιθάλψεως ἧς ἔχουν ἀνάγκην ὡς καὶ τῆς καταλλήλου διαίτης. Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης θὰ διατίθενται χῶροι ἀπομονώσεως διὰ τοὺς πάσχοντας ἐκ μεταδοτικῶν ἢ διανοητικῶν νοσημάτων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ προβληθέντες ὑπὸ βαρείας νόσου ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ εἰδικὴν νοσηλείαν, χειρουργικὴν ἐπέμβασιν ἢ παραμονὴν εἰς νοσοκομεῖον, ὀφείλουν νὰ γίνωνται δεκτοὶ εἰς πᾶν στρατιωτικὸν ἢ πολιτικὸν ἵδρυμα κατάλληλον ὅπως νοσηλεύσῃ αὐτούς, ἔστω καὶ ἂν προβλέπεται, ὁ εἰς τὸ προσεχὲς μέλον ἐπαναπατρισμός των. Εἰδικαὶ εὐκολίαι θὰ παρέχωνται διὰ τὴν περιποίησιν τῶν ἀναπήρων, ἰδίως δὲ τῶν τυφλῶν ὡς καὶ διὰ τὴν ἀναμόρφωσίν των ἐν ἀναμονῇ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ νοσηλεύωνται κατὰ προτίμησιν ὑπὸ ἰατρικοῦ προσωπικοῦ τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται καί, εἰ δυνατόν, τῆς ἐθνικότητός των.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν ἐπιτρέπεται νὰ παρεμποδίζωνται νὰ παρουσιασθοῦν εἰς τὰς ἰατρικὰς ἀρχὰς πρὸς ἐξέτασιν. Αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ παραδώσουν, τῇ αἰτήσει του, εἰς πάντα αἰχμάλωτον νοσηλευθέντα ἐπίσημον δήλωσιν ἐμφαίνουσαν τὴν φύσιν τῶν τραυμάτων του ἢ τῆς νόσου του, τὴν διάρκειαν τῆς νοσηλείας καὶ τὴν περίθαλψιν τῆς ὁποίας ἔτυχεν. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης θ' ἀποστέλληται εἰς τὸ κεντρικὸν Γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὰ ἔξοδα νοσηλείας, συμπεριλαμβανομένων τῶν διὰ πᾶσαν συσκευὴν ἀναγκαίαν διὰ τὴν διατήρησιν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου εἰς καλὴν ὑγιεινὴν κατάστασιν, ἰδίᾳ δὲ προθέσεων ὀδοντοϊατρικῶν ἢ ἄλλων καὶ ὁμματουαλίων θὰ ἐπιβαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

Ἄρθρον 31.

Ἰατρικαὶ ἐπιθεωρήσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ γίνωνται τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ μηνός. Αὗται θὰ περιλαμβάνουν τὸν ἔλεγχον καὶ τὴν καταγραφὴν τοῦ βάρους ἑκάστου αἰχμαλώτου. Θὰ ἀποβλέπουν εἰδικῶς εἰς τὸν ἔλεγχον τῆς γενικῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας καὶ διατροφῆς, τῆς καταστάσεως καθαριότητος ὡς καὶ εἰς τὴν ἀνακάλυψιν μεταδοτικῶν νόσων καὶ ἰδίᾳ τῆς φυματιώσεως, τῆς ἑλονοσίας καὶ τῶν ἀφροδισίων νοσημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ γίνεται χρῆσις τῶν ἀποτελεσματικωτέρων διαθεσίμων μεθόδων, ὡς, ἐπὶ παραδείγματι, τῆς περιοδικῆς κατὰ ὁμαδικὰς σειρὰς ραδιογραφίας ἐπὶ μικροφίλμ, διὰ τὴν ἀνακάλυψιν τῆς φυματιώσεως κατὰ τὰ πρῶτα της στάδια.

Ἄρθρον 32.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ ὁποῖοι χωρὶς νὰ ἔχουν τοποθετηθῇ εἰς τὴν Ὑγειονομικὴν Ὑπηρεσίαν τῶν ἐνόπλων δυνάμεών των, τυγχάνουν ἰατροί, ὀδοντιατροί, νοσοκόμοι ἄρρενες ἢ θήλεις, δύνανται νὰ κληθοῦν παρὰ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως νὰ ἀσκήσουν τὰ ἰατρικά των καθήκοντα πρὸς ὄφελος τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἐξαρτωμένων ἐκ τῆς ἰδίας ὡς καὶ ἐκείνοι Δυνάμεως. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ εἶναι αἰχμάλωτοι πολέμου, ἀλλὰ θὰ δεήσῃ νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὅπως τὰ ἀντίστοιχα μέλη τοῦ κρατηθέντος ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἰατρικοῦ προσωπικοῦ. Θὰ ἀπαλλάσσωνται πάσης ἄλλης ἐργασίας ἡ ὁποία θὰ ἠδύνατο νὰ τοῖς ἐπιβληθῇ κατὰ τὸ ἄρθρον 49.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4ον

Ἰατρικὸν καὶ Θρησκευτικὸν Προσωπικὸν Κρατηθὲν πρὸς Περίθαλψιν τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου.

Ἄρθρον 33.

Τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, τὰ εἰς διάθεσιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς περίθαλψιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου δὲν θὰ θεωροῦνται αἰχμάλωτοι πολέμου. Οὐχ' ἧττον θὰ ἀπολαύουν τοὐλάχιστον πάντων τῶν πλεονεκτημάτων καὶ τῆς προστασίας τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ πασῶν τῶν εὐκολιῶν τῶν ἀναγκαίων ἵνα δυνηθοῦν νὰ προσφέρουν τὰς ἰατρικάς των ὑπηρεσίας καὶ τὴν θρησκευτικήν των ἀρωγὴν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ἀσκοῦν, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ στρατιωτικῶν κανονισμῶν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν ἁρμοδίων αὐτῆς ὑπηρεσιῶν καὶ συμφώνως πρὸς τὴν ἐπαγγελματικήν των συνήθειαν, τὰ ἰατρικὰ ἢ πνευματικά των καθήκοντα ὑπὲρ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἀνηκόντων κατὰ προτίμησιν εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις εἰς τὰς ὁποίας καὶ αὐτοὶ ἀνήκουν, θὰ χαίρουν ἐπὶ πλέον, διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς ἰατρικῆς ἢ πνευματικῆς των ἀποστολῆς τῶν κάτωθι εὐκολιῶν :

α) Θὰ ἐπιτρέπεται εἰς αὐτὰ νὰ ἐπισκέπτωνται περιοδικῶς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, τοὺς εὑρισκομένους εἰς ἀποσπάσματα ἐργασίας ἢ εἰς νοσοκομεῖα κείμενα ἐκτὸς τοῦ στρατοπέδου. Ἡ κατακρατοῦσα ἀρχὴ θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσίν των, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τὰ ἀναγκαῖα μεταφορικὰ μέσα.

β) Εἰς ἕκαστον στρατόπεδον ὁ ἀρχαιότερος στρατιωτικὸς ἰατρὸς τοῦ ἀνωτέρου βαθμοῦ θὰ εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου διὰ πᾶν ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν δρᾶσιν τοῦ κρατουμένου ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν ἐπὶ τῆς ἀντιστοιχίας τῶν βαθμῶν τοῦ ὑγειονομικοῦ των προσωπικοῦ, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ τῶν ἑταιρειῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 26 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949. Δι' ὅλα τὰ ζητήματα τὰ ἀναγόμενα εἰς τὴν ἀποστολήν των, ὁ ἰατρὸς οὗτος, ὡς ἄλλωστε καὶ οἱ στρατιωτικοὶ ἱερεῖς θὰ δύνανται νὰ ἔρχωνται ἀπ' εὐθείας εἰς ἐπαφὴν μετὰ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου. Αὗται θὰ τοῖς παρέχουν πάσας τὰς ἀναγκαίας εὐκολίας διὰ τὴν ἐπὶ τῶν θεμάτων τούτων ἀλληλογραφίαν.

γ) Καίτοι τὸ κρατηθὲν προσωπικὸν ὑπόκειται εἰς τὴν ἐσωτερικὴν πειθαρχίαν τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται, εἰς οὐδεμίαν δύναται νὰ ὑποβληθῇ ἐργασίαν ξένην πρὸς τὴν ἰατρικὴν ἢ θρησκευτικὴν του ἀποστολήν.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐμπόλεμα μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐνδεχομένην ἀντικατάστασιν τοῦ κρατηθέντος προσωπικοῦ καὶ θὰ ὁρίσουν τὰς λεπτομέρειας της.

Οὐδεμία ἐκ τῶν προηγουμένων διατάξεων ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεων τὰς ὁποίας ἔχει ἔναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπὶ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ πεδίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5ον.

Θρησκεία, Πνευματικαὶ καὶ Σωματικαὶ Ἀσκήσεις.

Ἄρθρον 34.

Πλήρης ἐλευθερία θὰ παρέχεται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς θρησκείας των περιλαμβανομένης καὶ τῆς παρακολουθήσεως τῶν λειτουργειῶν τοῦ θρησκεύματός των ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν ὁριζόμενα συνήθη πειθαρχικὰ μέτρα.

Διὰ τὰς θρησκευτικὰς τελετὰς θὰ διατεθοῦν κατάλληλα διαμερίσματα.

Ἄρθρον 35.

Εἰς τοὺς στρατιωτικοὺς ἱερεῖς, οἵτινες πίπτουν εἰς χεῖρας τῆς ἐχθρικῆς Δυνάμεως καὶ οἱ ὁποῖοι παρέμειναν, ἢ ἐκρατήθησαν ἵνα παράσχουν τὴν ἀρωγή των εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ ἐπιτρέπεται νὰ προσφέρουν πρὸς αὐτοὺς τὴν βοήθειαν τοῦ ὑπουργήματός των καὶ ν'ἀσκοῦν αὐτὸ ἐλευθέρως μεταξὺ τῶν ὁμοθρήσκων των, συμφώνως πρὸς τὴν θρησκευτικὴν των συνείδησιν. Οὗτοι θὰ κατανέμωνται μεταξὺ τῶν διαφόρων στρατοπέδων καὶ ἀποσπασμάτων ἐργασίας εἰς ἃ εὑρίσκονται αἰχμάλωτοι πολέμου ἀνήκοντες εἰς τὰς ἰδίας ἐνόπλους δυνάμεις, ὁμιλοῦντες τὴν ἰδίαν γλῶσσαν ἢ ἀνήκοντες εἰς τὴν ἰδίαν θρησκείαν. Θὰ τύχουν τῶν ἀναγκαίων εὐκολιῶν καί, εἰδικῶς, τῶν μέσων μεταφορᾶς τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 33 πρὸς ἐπίσκεψιν τῶν ἐκτὸς τοῦ στρατοπέου των αἰχμαλώτων πολέμου. Θὰ ἀπολαύουν διὰ τὰς θρησκευτικὰς πράξεις τοῦ ὑπουργήματός των ἐλευθερίας ἀλληλογραφίας,ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς λογοκρισίας, μὲ τὰς ἐκκλησιαστικὰς ἀρχὰς τῆς κατακρατούσης χώρας καὶ τὰς διεθνεῖς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις. Αἱ ἐπιστολαὶ καὶ τὰ δελτάρια τὰ ὁποῖα θὰ ἀποστέλλωνται πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν θὰ λογίζωνται ὡς ἐπὶ πλέον τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 71, ποσοστείσεως.

Ἄρθρον 36.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες εἶναι ἱερεῖς χωρὶς νὰ ὑπῆρξαν στρατιωτικοὶ ἱερεῖς εἰς τὸν ἴδιόν των στρατὸν θὰ τ χουν ἀδείας, οἱονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ θρήσκευμά των, νὰ ἀσκήσουν πλήρως τὰ ὑπουργήματά των μεταξὺ τῶν ὁμοθρήσκων των. Θὰ τύχουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον μεταχειρίσεως ὁμοίως ὡς πρὸς τὴν τῶν στρατιωτικῶν ἱερέων τῶν κρατηθέντων ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Εἰς οὐδεμίαν θὰ ὑποβάλλωνται ἄλλην ἐργασίαν.

Ἄρθρον 37.

Ὅταν οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν ἔχουν τὴν ἀρωγὴν στρατιωτικοῦ ἱερέως τοῦ θρησκεύματός των, δύναται νὰ ὑποδειχθῇ τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων αἰχμαλώτων, πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων αὐτῶν, ἱερεὺς ἀνῆκον εἴτε εἰς τὸ θρήσκευμά των εἴτε εἰς ἀνάλογον θρήσκευμα ἢ ἐλλείψει τοιούτου καὶ κατάλληλος λαϊκὸς ὁσάκις τοῦτο ἐπιτρέπεται ἀπὸ τὴν θρησκείαν. Ἡ ὑπόδειξις αὕτη ὑποβαλλομένη εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως θὰ γίνῃ ἀπὸ συμφώνου μὲ τὴν ὁμάδα τῶν ἐνδιαφερομένων αἰχμαλώτων καί, ὅπου ἀπαιτεῖται τοῦτο κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς τοπικῆς ἀρχῆς τοῦ αὐτοῦ θρησκεύματος. Τὸ οὕτω ὑποδειχθησόμενον πρόσωπον ὀφείλει νὰ συμμορφωθῇ πρὸς ὅλους τοὺς ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, διὰ λόγους πειθαρχίας καὶ στρατιωτικῆς ἀσφαλείας θεσπισθέντας κανονισμούς.

Ἄρθρον 38.

Καίτοι σεβομένη τὰς ἀτομικὰς προτιμήσεις ἑκάστου αἰχμαλώτου, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐνθαρρύνῃ τὰς πνευματικάς, ἐκπαιδευτικὰς , ψυχαγωγικὰς καὶ ἀθλητικὰς ἀσκήσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα καταστήσῃ ταύτας δυνατάς, θέτουσα εἰς τὴν διάθεσίν των τὰ κατάλληλα διαμερίσματα καὶ τὰ ἀναγκαῖα ἐφόδια.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου πρέπει νὰ ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ἐπιδίδωνται εἰς σωματικὰς ἀσκήσεις περιλαμβανομένων τῶν ἀθλημάτων καὶ παιγνίων καὶ νὰ ἀπολαύουν τῆς ὑπαίθρου. Ἐπαρκεῖς ἐλεύθεροι χῶροι θὰ διατίθενται πρὸς τοῦτο εἰς ὅλα τὰ στρατόπεδα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6ον.

Πειθαρχία

Ἄρθρον 39.

Ἕκαστον στρατόπεδον αἰχμαλώτων πολέμου θὰ τελεῖ ὑπὸ τὴν ἄμεσον διοίκησιν ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ ἀνήκοντος εἰς τὰς τακτικὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ὁ ἀξιωματικὸς οὗτος θὰ εἶναι κάτοχος τοῦ κειμένου τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ μεριμνᾷ ὥστε αἱ διατάξεις αὐτῆς νὰ εἶναι γνωσταὶ εἰς τὸ ὑπὸ τὰς διαταγάς του προσωπικὸν καὶ θὰ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἐφαρμογήν των, ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς κυβερνήσεώς του.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐξαιρέσει τῶν ἀξιωματικῶν, ὀφείλουν τὸν χαιρετισμὸν καὶ τὰς λοιπὰς ἰσχυούσας εἰς τὸν ἴδιον αὐτῶν στρατὸν δημοσίας ἐκδηλώσεις σεβασμοῦ πρὸς ὅλους τοὺς ἀξιωματικοὺς τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Οἱ ἀξιωματικοὶ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ χαιρετοῦν μόνον τοὺς ἀξιωματικοὺς ἀνωτέρου βαθμοῦ τῆς Δυνάμεως ταύτης. Ἐν τούτοις ὀφείλουν τὸν χαιριετισμὸν εἰς τὸν διοικητὴν τοῦ στρατοπέδου οἱοσδήποτε καὶ εἶναι ὁ βαθμὸς αὐτοῦ.

Ἄρθρον 40.

Ἐπιτρέπεται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους νὰ φέρουν τὰ διάσημα τοῦ βαθμοῦ καὶ τῆς ἐθνικότητός των ὡς καὶ τὰ παράσημά των.

Ἄρθρον 41.

Εἰς ἕκαστον στρατόπεδον θὰ εἶναι τοιχοκολλημένα, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, τῶν παραρτημάτων της ὡς καὶ τὸ περιεχόμενον τῶν προβλεπομένων ἐν ἄρθρῳ 6 εἰδικῶν συμφωνιῶν, εἰς τὴν γλῶσσαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ εἰς τοποθεσίαν ὅπου ὅλοι οἱ αἰχμάλωτοι θὰ δυνανται νὰ τὰ συμβουλευθοῦν. Τὰ κείμενα ταῦτα θὰ κοινοποιοῦνται, τῇ αἰτήσει των, εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς ἀδυνατοῦντας νὰ λάβουν γνῶσιν τοῦ τοιχολλημένου κειμένου.

Οἱ κανονισμοί, διαταγαί, εἰδοποιήσεις καὶ δημοσιεύσεις πάσης φύσεως αἱ ἀφορῶσαι τὴν συμπεριφορὰν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ ἀνακοινοῦνται πρὸς αὐτοὺς εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν κατανοοῦν. Θὰ τοιχοκολλῶνται κατὰ τὰ ἀνωτέρω καὶ ἀντίτυπά των θὰ δίδωνται εἰς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης. Ὅλαι αἱ διαταγαὶ καὶ ἐντολαὶ αἱ ἀτομικῶς ἀπευθυνόμεναι πρὸς αἰχμαλώτους ὀφείλουν ἐπίσης νὰ δίδωνται εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν οὗτοι κατανοοῦν.

Ἄρθρον 42.

Ἡ χρῆσις ὅπλων ἐναντίον τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, εἰδικῶς ἐναντίον ἐκείνων οἵτινες δραπετεύουν ἢ ἀποπειρῶνται νὰ δραπετεύσουν, θ'ἀποτελῇ ἔσχατον μόνον μέσον οὗτινος θὰ πρηγοῦνται πάντοτε αἱ ἐνδεικνυόμεναι, ἀναλόγως τῶν περιστάσεων κλήσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7ον.

Βαθμοὶ τῶν Αἰχμαλώτων Πολέμου.

Ἄρθρον 43.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν, τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ ἀνακοινώσουν πρὸς ἄλληλα τοὺς τίτλους καὶ βαθμοὺς ὅλων τῶν προσώπων, ἅτινα ἀναφέρονται εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συβάσεως, πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἰσοτιμίας μεταχειρίσεως μεταξὺ τῶν αἰχμαλώτων ἀντιστοίχων βαθμοῦ. Ἐὰν τίτλοι καὶ βαθμοὶ δημιουργηθοῦν μεταγενεστέρως, θ' ἀποτελέσουν ἀντικείμενον ἀναλόγου ἀνακοινώσεως.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀναγνωρίζῃ τὰς κατὰ βαθμὸν προαγωγὰς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, αἱ ὁποῖαι θὰ ἀνακοινοῦνται εἰς αὐτὴν τακτικὰ ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οὗτοι ἐξαρτῶνται.

Ἄρθρον 44.

Οἱ ἀξιωματικοὶ καὶ οἱ ἀφομοιωμένοι πρὸς αὐτοὺς αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως συμφώνου πρὸς τὴν ὀφειλομένην εἰς τὸν βαθμὸν καὶ τὴν ἡλικίαν των τιμήν.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ὑπηρεσίας τῶν στρατοπέδων ἀξιωματικῶν θ' ἀποσπᾶται εἰς αὐτὰ ἐπαρκής, ἐν συγκρίσει πρὸς τὸν βαθμὸν τῶν ἀξιωματικῶν καὶ ἄλλων ἀφομοιωμένων προσώπων, ἀριθμὸς στρατιωτῶν τῶν αὐτῶν ἐμπολέμων δυνάμεων, καὶ ὁμιλούντων, κατὰ τὸ δυνατόν, τὴν αὐτὴν γλῶσσαν. Οἱ στρατιῶται οὗτοι εἰς οὐδεμίαν ἄλλην ἐργασίαν δύνανται νὰ ὑποχρεωθοῦν.

Θὰ διευκολύνεται παντὶ τρόπῳ ἡ διαχείρισις τοῦ συσσιτίου των ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν ἀξιωματικῶν.

Ἄρθρον 45.

Οἱ ἄλλοι αἰχμάλωτοι πολέμου, οἱ μὴ ἀξιωματικοὶ ἢ ἀφομοιωμένοι, θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως ἀναλόγου πρὸς τὸν βαθμὸν καὶ τὴν ἡλικίαν των.

Θὰ διευκολύνεται παντὶ τρόπῳ ἡ διαχείρισις τοῦ συσσιτίου των, ὑπὸ αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8ον

Μεταστάθμευσις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μετὰ τὴν ἀφιξίν των εἰς τὸ στρατόπεδον.

Ἄρθρον 46.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ὅταν ἀποφασίσῃ τὴν μεταστάθμευσιν αἰχμαλώτων πολέμου, ὀφείλει νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα αὐτῶν καὶ δὴ τὸ ζήτημα τῆς μὴ αὐξήσεως τῶν δυσχερειῶν τοῦ ἐπαναπατρισμού των.

Ἡ μεταφορὰ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ γίνηται πάντοτε μὲ ἀνθρωπισμὸν καὶ ὑπὸ ὅρους οὐχὶ δυσμενεστέρους ἐκείνων ὧν ἀπολαύουν τὰ στρατεύματα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των. Θὰ λαμβάνωνται πάντοτε ὑπ' ὄψιν αἱ κλιματολογικαὶ συνθῆκαι εἰς τὰς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι συνηθισμένοι, οἱ δὲ ὅροι τῆς μεταφορᾶς ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται νὰ εἶναι ἐπ.ζήμιοι διὰ τὴν ὑγείαν των.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ παρέχῃ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς των, πόσιμον ὕδωρ καὶ τροφὴν ἐπαρκῆ ἵνα διατηρηθοῦν ἐν καλῇ ὑγείᾳ, καὶ ἐνδύματα, στέγασιν καὶ ἰατρικὴν περίθαλψιν ἀνάλογον πρὸς τὰς ἀνάγκας των. Θὰ λαμβάνῃ πᾶν χρήσιμον μέτρον, καὶ δὴ εἰς περίπτωσιν ταξειδίου θαλασσίου ἢ ἀεροπορικοῦ, διὰ τὴν ἀσφάλειάν των διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς, θὰ συντάσσῃ δέ, πρὸ τῆς ἀναχωρήσεώς των πλήρη κατάλογον τῶν μεταφερθησομένων αἰχμαλώτων.

Ἄρθρον 47.

Οἱ ἀσθενεῖς ἢ τραυματίαι αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ μεταφέρωνται ἐφ' ὅσον τὸ ταξείδιον θὰ ἠδύνατο νὰ δυσχεράνῃ τὴν θεραπεία των, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἀσφάλειά των ἀπαιτῇ ἐπιτακτικῶς τὴν μετακίνησιν.

Ἐὰν τὸ μέτωπον πλησιάζει πρὸς στρατόπεδον, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου τοῦ στρατοπέδου τούτου δὲν θὰ μετακινοῦνται πλὴν ἐὰν ἡ μεταφορὰ δύναται νὰ ἐνεργηθῇ ὑπὸ συνθήκας ἐπαρκοῦς ἀσφαλείας ἢ ἐὰν οὗτοι διατρέχουν μεγαλύτερον κίνδυνον ἐκ τῆς παραμονῆς των ἢ ἐκ τῆς μεταφορᾶς των.

Ἄρθρον 48.

Εἰς περίπτωσιν μεταστάθμευσεως οἱ ἐγκλειστοι θὰ εἰδοποιῶνται ἐπισήμως περὶ τῆς ἀναχωρήσεώς των καὶ τῆς νέας διευθύνσεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ τοὺς παρέχεται ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ δύνανται νὰ ἑτοιμάσουν τὰς ἀποσκευάς των καὶ νὰ προειδοποιήσουν τὰς οἰκογενείας των.

Θὰ δικαιοῦνται νὰ συμπαραλάβουν τὰ ἀτομικά των εἴδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφικόμενα ὑπὲρ αὐτῶν δέματα. Τὸ βάρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων θὰ δύναται νὰ περιορισθῇ, ἐὰν αἱ συνθῆκαι μεταφορᾶς τὸ ἀπαιτοῦν, εἰς ὅτι ὁ αἰχμώλωτος δύναται μόνος, λογικῶς νὰ βαστάσῃ, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὸ ἐπιτρεπόμενον βάρος θὰ ὑπερβαίνῃ τὰ εἴκοσι πέντε χιλιόγραμμα.

Ἡ ἀλληλογραφία καὶ τὰ δέματα τ' ἀποσταλέντα εἰς τὸ παλαιὸν στρατόπεδον, θὰ διαβιβάζωνται πρὸς αὐτοὺς ἄνευ καθυστερήσεως. Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ λαμβάνῃ ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς τῆς συλλογικῆς περιουσίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ τῶν ἀποσκευῶν τὰς ὁποίας οἱ ἔγκλειστοι δὲν θὰ δύνανται νὰ συμπεριλάβουν συνεπείᾳ περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων, δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Τὰ ἔξοδα μεταστάθμευσεως θὰ βαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ

Ἐργασία τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 49.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιήσῃ τοὺς ὑγιεῖς αἰχμαλώτους πολέμου ὡς ἐργάτας, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἡλικίαν των, τὸ φῦλον των, τὸν βαθμὸν των ὡς καὶ τὰς σωματικάς των ἱκανότητας, πρὸς τὸν σκοπὸν ἰδίως τῆς διατηρήσεώς των ἐν καλῇ σωματικῇ καὶ ἠθικῇ ὑγείᾳ.

Οἱ ὑπαξιωματικοὶ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰμὴ μόνον εἰς ἔργα ἐπιτηρήσεως. Ὅσοι δὲν ὑποχρεωθοῦν εἰς τοιαύτην ἐργασίαν δύνανται νὰ ζητήσουν ἄλλην κατάλληλον ἀπασχόλησιν, ἥτις θὰ τοὺς παρασχεθῇ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ.

Ἐὰν οἱ ἀξιωματικοὶ ἢ οἱ εἰς αὐτοὺς ἀφομοιωμένοι ζητήσουν κατάλληλον ἐργασίαν, αὕτη θὰ παρασχεθῇ εἰς τούτους ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑποχρεοῦνται εἰς ἐργασίαν.

Ἄρθρον 50.

Πλὴν τῶν ἐργασιῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν διοίκησιν, τὴν διαρρύθμισιν ἢ τὴν συντήρησιν τῶν στρατοπέδων των, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δύνανται νὰ ὑποχρεωθοῦν μόνον εἰς ἐργασίαν ἀναγομένην εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

α) Γεωργία β) βιομηχανίαι παραγωγικαί, ὀρυχεῖα ἢ ἐργοστάσια, ἐξαιρέσει τῶν βιομηχανιῶν μεταλλουργείας, μηχανικῆς, χημικῶν προϊόντων, τῶν δημοσίων ἔργων καὶ τῆς οἰκοδομῆς στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἢ στρατιωτικοῦ προορισμοῦ. γ) μεταφοραὶ καὶ φορτοεκφορτώσεις ἄνευ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος, ἢ προορισμοῦ. δ) Ἐμπορικαὶ ἢ καλλιτεχνικαὶ ἀσχολίαι. ε) Οἰκιακαὶ ὑπηρεσίαι. ζ) Δημόσιαι ὑπηρεσίαι ἄνευ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἢ προορισμοῦ.

Ἐν περιπτώσει παραβιάσεως τῶν ὡς ἄνω διατάξεων, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δικαιοῦνται νὰ ἀσκήσουν τὸ δικαίωμά των διατυπώσεως παραπόνου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 78.

Ἄρθρον 51.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ ἀπολαύουν καταλλήλων συνθηκῶν ἐργασίας, ἰδίως εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν στέγασιν, τὴν τροφήν, τὸν ἱματισμὸν καὶ τὰ ἐφόδια. Αἱ συνθῆκαι αὗται δὲν δύνανται νὰ εἶναι κατώτεραι ἐκείνων, αἵτινες ἰσχύουν διὰ τοὺς ὑπηκόους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τοὺς χρησιμοποιουμένους εἰς παρεμφερῆ ἔργα. Θὰ λαμβάνωνται ἐπίσης ὑπ' ὄψιν αἱ κλιματολογικαὶ συνθῆκαι.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ἡ ὁποία χρησιμοποιεῖ τὴν ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, θὰ ἐξασφαλίζῃ εἰς τὰς περιοχὰς ὅπου οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι ἐργάζονται, τὴν ἐφαρμογὴν τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας περὶ προστασίας τῆς ἐργασίας καὶ εἰδικώτερον, τῶν κανονισμῶν περὶ ἀσφαλείας τῶν ἐργατῶν.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ὀφείλουν νὰ ἐκπαιδεύωνται καὶ νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι διὰ μέσων προστασίας προσηρμοσμένων εἰς τὴν ἐργασίαν ἣν θὰ ἐκτελοῦν καὶ ὁμοίων πρὸς τὰ προβλεπόμενα διὰ τοὺς ὑπηκόους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 52, οἱ αἰχμάλωτοι δύνανται νὰ ἐκτεθοῦν εἰς τοὺς συνήθεις κινδύνους οὓς διατρέχουν καὶ οἱ κοινοὶ ἐργάται.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει αἱ συνθῆκαι θὰ δύνανται νὰ καταστοῦν ἐπαχθέστεραι λόγῳ πειθαρχικῶν μέτρων.

Ἄρθρον 52.

Μόνον ἐθελουσίως δύνανται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου νὰ χρησιμοποιηθοῦν εἰς ἀνθυγιεινὰς ἢ ἐπικινδύνους ἐργασίας.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ χρησιμοποιῆται εἰς ἐργασίαν, ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ θεωρηθῇ ταπεινωτικὴ διὰ μέλος τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Ἡ ἀφαίρεσις ναρκῶν ἢ ἄλλων ἀναλόγων μηχανημάτων λογίζεται ὡς ἐπικίνδυνος ἐργασία.

Ἄρθρον 53.

Ἡ διάρκεια τῆς ἡμερησίας ἐργασίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, περιλαμβανομένης τῆς διαδρομῆς μεταβάσεως καὶ ἐπιστροφῆς δὲν θὰ εἶναι ὑπερβολικὴ καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνῃ τὴν παραδεδειγμένην διὰ τοὺς πολίτας ἐργάτας τῆς περιοχῆς, ὑπηκόους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τοὺς χρησιμοποιουμένους εἰς τὴν αὐτὴν ἐργασίαν.

Θὰ παρέχηται ὑποχρεωτικῶς εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου μετὰ τὸ πρῶτον ἥμισυ τῆς ἡμερησίας ἐργασίας τοὐλάχιστον ὡριαία ἀνάπαυσις. Ἡ ἀνάπαυσις αὕτη θὰ εἶναι ἰσόχρονος πρὸς τὴν προβλεπομένην διὰ τοὺς ἐργάτας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἐὰν αὕτη εἶναι μεγαλυτέρας διαρκείας. Θὰ παρέχεται ἐπίσης εἰς αὐτοὺς ἑβδομαδιαίως ἀνάπαυσις εἰκοσιτεσσάρων συνεχῶν ὡρῶν, κατὰ προτίμησιν τὴν Κυριακὴν ἢ τὴν ἡμέραν ἀναπαύσεως τὴν τηρουμένην εἰς τὴν χώραν τῆς προελεύσεώς των. Ἐπὶ πλέον πᾶς ἐργάτης ὁ ὁποῖος ἠργάσθη ἐπὶ ἓν ἔτος, θὰ ἀπολαμβάνῃ ἀναπαύσεως ὀκτὼ συνεχῶν ἡμερῶν κατὰ τὰς ὁποίας ἡ ἀποζημίωσις τῆς ἐργασίας του θὰ τῷ καταβάλλεται.

Ἐὰν εἶναι ἐν χρήσει μέθοδοι ἐργασίας οἷα ἡ κατὰ τεμάχια, δὲν πρέπει αὗται νὰ καθιστοῦν ὑπερβολικὴν τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας.

Ἄρθρον 54.

Ἡ ὀφειλομένη εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἀποζημίωσις ἐργασίας, ὁρίζεται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 62 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες καθίστανται θύματα ἐργατικῶν ἀτυχημάτων ἢ ἀσθενειῶν κατὰ τὴν διάρκειαν ἢ ἕνεκα τῆς ἐργασίας των, θὰ τυγχάνουν πάσης τῆς ἀναγκαιούσης εἰς τὴν κατάστασίν των φροντίδος. Ἐπὶ πλέον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ εἰς αὐτοὺς ἰατρικὸν πιστοποιητικὸν τὸ ὁποῖον θὰ τοῖς ἐπιτρέπῃ νὰ διεκδικήσουν τὰ δικαιώματά των παρὰ τῇ Δυνάμει ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται, θὰ διαβιβάσῃ δὲ ἀντίτυπον αὐτοῦ εἰς τὸ Κεντρικὸν Γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 123.

Ἄρθρον 55.

Ἡ ἱκανότης πρὸς ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ ἐλέγχηται περιοδικῶς δι' ἰατρικῶν ἐξετάσεων, τοὐλάχιστον δὲ ἅπαξ τοῦ μηνός. Κατὰ τὰς ἐξετάσεις αὐτὰς θὰ λαμβάνηται ἰδιαιτέρως ὑπ' ὄψιν ἡ φύσις τῆς ἐργασίας εἰς ἣν ὑποβάλλονται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου.

Ἐὰν αἰχμάλωτος πολέμου φρονεῖ ὅτι εἶναι ἀνίκανος πρὸς ἐργασίαν, θὰ δικαιοῦται νὰ παρουσιασθῇ ἐνώπιον τῶν ἰατρικῶν ἀρχῶν τοῦ στρατοπέδου του. Οἱ ἰατροὶ θὰ δύνανται νὰ συστήσουν ὅπως οἱ αἰχμάλωτοι, οἵτινες, κατὰ τὴν γνώμην των, εἶναι ἀνίκανοι πρὸς ἐργασίαν, ἀπαλλάσσονται αὐτῆς.

Ἄρθρον 56.

Οἱ ἰσχύοντες διὰ τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας ὅροι θὰ εἶναι οἱ αὐτοὶ πρὸς τοὺς τῶν στρατοπέδων αἰχμαλώτων πολέμου.

Πᾶν ἀπόσπασμα ἐργασίας θὰ ἐξακολουθῇ νὰ διατελῇ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον στρατοπέδου αἰχμαλώτων πολέμου καὶ νὰ ἐξαρτᾶται διοικητικῶς ἐξ αὐτοῦ. Αἱ στρατιωτικαὶ ἀρχαὶ καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου τούτου θὰ εἶναι ὑπεύθυνοι ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Κυβερνήσεώς των, διὰ τὴν τήρησιν, εἰς τὸ ἀπόσπασμα ἐργασίας, τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ κρατῇ ἐνημερωμένον κατάλογον τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας, τῶν ἐξαρτωμένων ἐκ τοῦ στρατοπέδου του καὶ θὰ ἀνακοινοῖ αὐτὸν εἰς τοὺς ἀπεσταλμένους τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ ἄλλων ὀργανισμῶν, βοηθούντων τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, οἱ ὁποῖοι ἤθελον ἐπισκεφθῇ τὸ στρατόπεδον.

Ἄρθρον 57.

Τὰ ἡμερομίσθια τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, τῶν ἐργαζομένων διὰ λογαριασμὸν ἰδιωτῶν καὶ ἂν ἔτι οὗτοι ἐξασφαλίζουν τὴν φύλαξιν καὶ τὴν προστασίαν αὐτῶν ὑπὸ ἰδίαν των εὐθύνην, θὰ εἶναι τοὐλάχιστον ἴσα πρὸς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, αἱ στρατιωτικαὶ ἀρχαὶ καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου, εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκουν οἱ αἰχμάλωτοι, θὰ ἀναλάβουν πλήρη εὐθύνην διὰ τὴν συντήρησιν τὴν νοσηλείαν τὴν μεταχείρισιν καὶ τὴν πληρωμὴν τῆς ἀποζημιώσεως ἐργασίας τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τούτων.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οὗτοι θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραμείνουν εἰς ἐπαφὴν μὲ τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης τοῦ στρατοπέδου εἰς τὸ ὁποῖον ἀνήκουν.

ΤΜΗΜΑ IV.

Χρηματικοὶ πόροι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου

Ἄρθρον 58.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν καὶ ἐν ἀναμονῇ ἐπὶ τοῦ θέματος συμφωνίας μὲ τὴν προστάτιδα Δύναμιν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ καθορίσῃ τὸ ἀνώτατον ποσὸν εἰς μετρητὰ ἢ ὑπὸ ἀνάλογον μορφήν, τὸ ὁποῖον οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται νὰ φέρουν μεθ' ἑαυτῶν. Πᾶν ὑπερβάλλον, ὅπερ εὑρίσκεται νομίμως εἰς τὴν κατοχήν των, ἔχει ἀφαιρεθῇ ἢ ἔχει κρατηθῇ, θὰ πιστοῦται, ὡς ἐπίσης καὶ πᾶσα κατάθεσις χρημάτων ἐνεργηθεῖσα παρ' αὐτῶν εἰς τὸν λογαριασμόν των καὶ δὲν θὰ δύναται νὰ μετατραπῇ εἰς ἄλλο νόμισμα ἄνευ τῆς συναινέσεώς των.

Ὁσάκις ἐπιτρέπεται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου νὰ προβαίνουν εἰς ἀγορὰς ἢ νὰ δέχωνται ὑπηρεσίας ἔναντι πληρωμῆς τοῖς μετρητοῖς, ἔξω τοῦ στρατοπέδου, αἱ πληρωμαὶ αὗται θὰ ἐνεργοῦνται ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων ἢ ὑπὸ τῆς διοικήσεως τοῦ στρατοπέδου, ἡ ὁποία θὰ φέρῃ τὰς πληρωμὰς αὐτὰς εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ τῶν ἐνδιαφερομένων αἰχμαλώτων. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ θεσπίσῃ τὰς ἀπαιτουμένας ἐν προκειμένῳ διατάξεις.

Ἄρθρον 59.

Τὰ ποσὰ εἰς νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς αἰχμαλωσίας των, θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ ἑκάστου,

ἐξ αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 64 τοῦ παρόντος Τμήματος.

Θὰ ἀχθοῦν ἐπίσης εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ τούτου τὰ ποσὰ εἰς νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μετατροπῆς τῶν ἀφαιρεθέντων κατὰ τὴν ἰδίαν στιγμὴν ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, ποσῶν εἰς ἄλλα νομίσματα.

Ἄρθρον 60.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ καταβάλῃ εἰς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου προκαταβολὴν μηνιαίων ἀποδοχῶν, ἧς ἡ ἀξία θὰ καθορισθῇ ἐκ τῆς μετατροπῆς εἰς τὸ νόμισμα τῆς ἀναφερομένης Δυνάμεως τῶν ἀκολούθων ποσῶν :

Κατηγορία I.	Αἰχμάλωτοι βαθμοῦ κατωτέρου τοῦ λοχίου: ὀκτὼ Ἑλβετικὰ φράγκα.
Κατηγορία II.	Λοχίαι καὶ ἕτεροι ὑπαξιωματικοὶ ἢ αἰχμάλωτοι πολέμου ἰσοτίμου βαθμοῦ: δώδεκα Ἑλβετικὰ φράγκα.
Κατηγορία III.	Ἀξιωματικοὶ μέχρι τοῦ βαθμοῦ τοῦ λοχαγοῦ, ἢ αἰχμάλωτοι ἰσοτίμου βαθμοῦ : 50 Ἑλβετικὰ φράγκα.
Κατηγορία IV.	Ταγματάρχαι, Ἀντισυνταγματάρχαι, Συνταγματάρχαι, ἢ αἰχμάλωτοι ἰσοτίμου βαθμοῦ : 60 Ἑλβετικὰ φράγκα.
Κατηγορία V.	Στρατηγοὶ ἢ αἰχμάλωτοι πολέμου ἰσοτίμου βαθμοῦ: 75 Ἑλβετικὰ φράγκα.

Τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράξει Μέρη δύνανται, οὐχ' ἧττον, νὰ τροποποιήσουν, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, τὸ ποσὸν τῶν προκαταβολῶν ἀποδοχῶν τῶν ὀφειλομένων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τῶν ὡς ἄνω ἀπαριθμουμένων κατηγοριῶν.

Ἐπὶ πλέον, ἐὰν τὰ ποσὰ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ὡς ἄνω πρῶτον ἐδάφιον, εἶναι δυσαναλόγως μεγάλα ἐν συγκρίσει μὲ τὸν καταβαλλόμενον εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως μισθόν, ἢ ἐάν, δι' οἱονδήποτε ἄλλον λόγον, ἐδημιούργουν σοβαρὰν δυσχέρειαν εἰς τὴν εἰρημένην Δύναμιν, αὐτη, ἐν ἀναμονῇ τῆς συνάψεως εἰδικῆς συμφωνίας μὲ τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου πρὸς τροποποίησιν τῶν ποσῶν τούτων δύναται :

α') Εἴτε νὰ ἐξακολουθήσῃ πιστώνουσα τοὺς λογαριασμοὺς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μὲ τὰ καθοριζόμενα εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον ποσά,

β') Εἴτε προσωρινῶς νὰ περιορίσῃ, εἰς ἐπίπεδα ἅτινα θὰ παραμείνουν λογικὰ τὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα θὰ θέτῃ, ὑπὸ τύπον προκαταβολῆς ἀποδοχῶν, εἰς διάθεσιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διὰ τὰς ἀνάγκας των. Οὐχ' ἧττον, προκειμένου περὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς κατηγορίας I τὰ ποσὰ ταῦτα δὲν πρέπει ποτὲ νὰ εἶναι κατώτερα ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις καταβάλλει εἰς τὰ μέλη τῶν ἰδίων της ἐνόπλων δυνάμεων.

Οἱ λόγοι τοῦ τοιούτου περιορισμοῦ θὰ ἀνακοινοῦνται ἄνευ χρονοτριβῆς εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν.

Ἄρθρον 61.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δέχηται τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ ὁποῖα ἡ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἀποστέλλῃ ὡς συμπλήρωμα μισθοῦ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ποσὰ ταῦτα θὰ εἶναι τὰ αὐτὰ δι' ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τῆς αὐτῆς κατηγορίας, ὅτι θὰ καταβάλλωνται εἰς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τῆς κατηγορίας αὐτῆς τοὺς ἐξαρτωμένους ἐκ τῆς Δυνάμεως αὐτῆς καὶ ὅτι θὰ φέρωνται, εὐθὺς ὡς εἶναι δυνατόν, εἰς πίστωσιν τῶν ἀτομικῶν λογαριασμῶν τῶν αἰχμαλώτων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 64. Ἡ συμπλήρωσις αὕτη μισθοῦ δὲν ἀπαλλάσσει τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν οὐδεμιᾶς τῶν ὑποχρεώσεων ἃς ὑπέχει κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 62.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ λαμβάνουν ἀπ' εὐθείας παρὰ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν δικαίαν ἐργατικὴν ἀποζημίωσιν, τῆς ὁποίας τὸ ἀντίτιμον θὰ καθορίζηται παρὰ τῶν ἀρχῶν αὐτῶν, ἥτις ὅμως δὲν δύναται ποτὲ νὰ εἶναι κατωτέρα τοῦ ἑνὸς τετάρτου τοῦ ἑλβετικοῦ φράγκου διὰ πλήρη ἡμέραν ἐργασίας. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, θὰ καθιστᾷ γνωστὸν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους ὡς καὶ εἰς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τὸ ἀντίτιμον τῶν ἡμερησίων ἐργατικῶν ἀποζημιώσεων τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ καθορίσει.

Ἀποζημίωσις ἐργασίας καταβάλλεται ἐπίσης παρὰ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς χρησιμοποιουμένους μονίμως εἰς ὑπηρεσίας ἢ εἰς βιοτεχνικὰς ἐργασίας σχετικὰς μὲ τὴν διοίκησιν, τὴν ἐσωτερικὴν διαρρύθμισιν ἢ τὴν συντήρησιν τῶν στρατοπέδων, ὡς καὶ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς ἐπιφορτισμένους ν' ἀσκοῦν πνευματικὰ ἢ ἰατρικὰ καθήκοντα ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν συναδέλφων των.

Ἡ ἀποζημίωσις ἐργασίας τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης, τῶν βοηθῶν του καί, ἐνδεχομένως, τῶν συμβούλων του, θὰ ἀναλαμβάνηται ἐκ τοῦ ταμείου τοῦ τροφοδοτουμένου ἐκ τῶν κερδῶν τοῦ πρατηρίου. Τὸ ἀντίτιμόν της θὰ καθορίζηται παρὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης καὶ θὰ ὑποβάληται εἰς τὴν ἔγκρισιν τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου. Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ τοιοῦτον ἀπόθεμα, αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ καταβάλλουν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους αὐτοὺς δικαίαν ἀποζημίωσιν ἐργασίας.

Ἄρθρον 63.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτρέπηται νὰ λαμβάνουν τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ ὁποῖα θὰ ἀποστέλλωνται εἰς αὐτοὺς ἀτομικῶς ἢ συλλογικῶς.

Ἕκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διαθέτῃ τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ του, ὡς προβλέπεται ἐν τῷ ἑπομένῳ ἄρθρῳ, ἐντὸς ὁρίων καθοριζομένων παρὰ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἡ ὁποία θὰ ἐνεργῇ τὰς ζητουμένας πληρωμάς. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν οἰκονομικῶν ἢ νομισματικῶν περιορισμῶν τοὺς ὁποίους κρίνει αὐτη βασικούς, θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου νὰ ἐνεργοῦν πληρωμὰς εἰς τὸ ἐξωτερικόν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ εὐνοῇ εἰδικῶς τὰ ἐμβάσματα, τὰ ὁποῖα, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ διενεργοῦν ὑπὲρ προσώπων, ἅτινα οὗτοι συντηροῦν.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ δύνανται, ἐὰν ἡ Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται συγκατατίθεται εἰς τοῦτο νὰ προβαίνουν εἰς τὴν διενέργειαν πληρωμῶν εἰς τὴν ἰδίαν αὐτῶν χώραν κατὰ τὴν ἀκόλουθον διαδικασίαν: ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀποστέλλῃ εἰς τὴν εἰρημένην Δύναμιν, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, εἰδοποίησιν περὶ τοῦ ἀποστολέως καὶ τοῦ ἀποδέκτου τοῦ ἐμβάσματος ὡς καὶ τοῦ καταβλητέου ποσοῦ ἐκπεφρασμένου εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ ὑπογράφηται ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου καὶ θὰ προσυπογράφηται ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χρεώσῃ τὸν λογαριασμὸν τοῦ αἰχμαλώτου μὲ τὸ ποσὸν τοῦτο. Τὰ οὕτω χρεωθέντα ποσὰ θὰ φέρωνται ὑπ' αὐτῆς εἰς πίστωσιν τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἀνωτέρω διατάξεων, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται ὠφελίμως νὰ συμβουλευθῇ τὸν τύπον κανονισμοῦ τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸ παράρτημα V τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 64.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ τηρῇ δι' ἕκαστον αἰχμαλώτου πολέμου λογαριασμὸν ὁ ὁποῖος θὰ παρέχῃ τοὐλάχιστον τὰς κάτωθι ἐνδείξεις :

1. τὰ ὀφειλόμενα εἰς τὸν αἰχμάλωτον ἢ ληφθέντα ὑπ'

αὐτοῦ ὑπὸ τύπον προκαταβολῆς μισθοῦ, ἀποζημιώσεως ἐργασίας ἢ διὰ πάντα ἄλλον λόγον, τὰ εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ποσὰ ἅτινα ἀφηρέθησαν ἀπὸ τὸν αἰχμάλωτον. Τὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τὸν αἰχμάλωτον καὶ μετατραπέντα τῇ αἰτήσει του εἰς τὸ νόμισμα τῆς εἰρημένης Δυνάμεως ποσά.

2. Τὰ καταβληθέντα εἰς τὸν αἰχμάλωτον τοῖς μετρητοῖς ἢ ὑπὸ ἀνάλογον μορφὴν ποσά. Τὰς ἐνεργηθείσας διὰ λογαριασμόν του καὶ τῇ αἰτήσει του πληρωμάς. Τὰ ποσὰ τὰ μεταφερθέντα συμφώνως τῷ τρίτῳ ἐδαφίῳ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου.

"Αρθρον 65.

Πᾶσα ἐγγραφὴ γινομένη εἰς τὸν λογαριασμὸν αἰχμαλώτου πολέμου θὰ πρυσυπογράφηται ἢ μονογραφῆται ὑπ' αὐτοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης ἐνεργοῦντος ἐξ ὀνόματός του.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ τυγχάνουν ἐν παντὶ χρόνῳ λογικῶν εὐκολιῶν ἵνα συμβουλευθοῦν τὸν λογαριασμόν των καὶ λάβουν ἀντίγραφον αὐτοῦ. Ὁ λογαριασμὸς θὰ δύναται νὰ ἐλέγχηται ἐπίσης παρὰ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως κατὰ τὰς ἐπισκέψεις τοῦ στρατοπέδου.

Κατὰ τὴν μεταφορὰν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐξ ἑνὸς στρατοπέδου εἰς ἕτερον, ὁ προσωπικὸς των λογαριασμὸς θὰ ἀκολουθῇ αὐτούς. Ἐν περιπτώσει μεταφορᾶς ἐκ μιᾶς κατακρατούσης Δυνάμεως εἰς ἑτέραν, τὰ ἀνήκοντα εἰς αὐτοὺς ποσὰ τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως θὰ ἀκολουθοῦν αὐτούς. Θὰ παραδωθῇ εἰς αὐτοὺς ἀπόδειξις δι' ὅλα τὰ ἄλλα ποσά, τὰ ὁποῖα θὰ παρέμενον εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ των.

Τὰ ἐνδιαφερόμενα ἐν συρράξει Μέρη δύνανται νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἀνακοινοῦν πρὸς ἄλληλα μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ καθ' ὡρισμένα χρονικὰ διαστήματα ἀντίγραφα τῶν λογαριασμῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

"Αρθρον 66.

"Αμα τῷ πέρατι τῆς κρατήσεως τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, λόγῳ ἀπελευθερώσεως ἢ ἐπαναπατρισμοῦ, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ παραδώσῃ εἰς αὐτὸν δήλωσιν ὑπογεγραμμένην ὑπὸ ἁρμοδίου ἀξιωματικοῦ καὶ βεβαιοῦσαν τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον, ὅπερ ὀφείλεται εἰς αὐτὸν κατὰ τὸ τέλος τῆς αἰχμαλωσίας του. Ἀφ' ἑτέρου ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀποστείλῃ εἰς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, καταλόγους παρέχοντας ὅλα τὰ στοιχεῖα περὶ τῶν αἰχμαλώτων, τῶν ὁποίων ἡ αἰχμαλωσία ἔληξε δι' ἐπαναπατρισμοῦ, ἀπελευθερώσεως, ἀποδράσεως, θανάτου ἢ οἱουδήποτε ἄλλου τρόπου, καὶ βεβαιοῦντας ἰδίως τὰ πιστωτικὰ ὑπόλοιπα τῶν λογαριασμῶν των. Ἕκαστον φύλλον τῶν καταλόγων αὐτῶν θὰ ἐπικυρωθῇ παρ' ἐξουσιοδοτημένου ἀντιπροσώπου τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Αἱ ἀναφερόμεναι Δυνάμεις θὰ δύνανται δι' εἰδικῆς συμφωνίας νὰ μεταβάλουν ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰς ὡς ἄνω διατάξεις.

Ἡ Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ἐξαρτᾶται θὰ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὸν διακανονισμὸν μετ' αὐτοῦ τοῦ πιστωτικοῦ ὑπολοίπου, τὸ ὁποῖον τῷ ὀφείλεται κατὰ τὸ τέλος τῆς αἰχμαλωσίας του ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

"Αρθρον 67.

Αἱ καταβαλλόμεναι συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 60 πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, προκαταβολαὶ μισθοῦ, θὰ θεωροῦνται γενόμεναι διὰ λογαριασμὸν τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται. Αἱ προκαταβολαὶ αὗται μισθοῦ ὡς καὶ ὅλαι αἱ πληρωμαὶ αἱ ἐκτελούμεναι ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Δυνάμεως βάσει τοῦ ἄρθρου 63, τρίτου ἐδαφίου καὶ τοῦ ἄρθρου 68, θὰ ἀποτελέσουν τὸ ἀντικείμενον συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, κατὰ τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν.

"Αρθρον 68.

Πᾶσα αἴτησις ἀποζημιώσεως ἐκ μέρους αἰχμαλώτου πολέμου λόγῳ ἀτυχήματος ἢ ἄλλης ἀναπηρίας ὀφειλομένης εἰς ἐργασίαν, θὰ ἀνακοινοῦται εἰς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οὗτος ἐξαρτᾶται μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 54, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν πάσῃ περιπτώσει εἰς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου μίαν δήλωσιν πιστοποιοῦσαν τὴν φύσιν τοῦ τραύματος ἢ τῆς ἀναπηρίας, τὰς συνθήκας ὑπὸ τὰς ὁποίας συνέβη ὡς καὶ τὰς σχετικὰς μὲ τὴν ἰατρικὴν ἢ νοσοκομειακὴν περίθαλψιν ἥτις τῷ παρεσχέθη, πληροφορίας. Ἡ δήλωσις αὕτη θὰ ὑπογράφεται ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ αἱ ἰατρικῆς φύσεως πληροφορίαι θὰ βεβαιωθοῦν ὡς πρὸς τὴν ἀκρίβειάν των, παρὰ ἰατροῦ τῆς ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀνακοινοῖ ἐπίσης εἰς τὴν Δύναμιν ἀπὸ τῆς ὁποίας ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου πᾶσαν ὑποβληθησομένην ὑπὸ αἰχμαλώτου αἴτησις ἀποζημιώσεως δι' ἀτομικὰ εἴδη, ποσὰ ἢ ἀντικείμενα ἀξίας, ἅτινα τῷ ἀφηρέθησαν βάσει τοῦ ἄρθρου 18 καὶ δὲν τῷ ἐπεστράφησαν κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν του, καθὼς καὶ πᾶσαν αἴτησιν ἀποζημιώσεως δι' ἀπώλειαν τὴν ὁποίαν ὁ αἰχμάλωτος καταλογίζει εἰς σφᾶλμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ ἑνὸς τῶν ὀργάνων της. Ἐξ ἄλλου ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἀντικαθιστᾷ δι' ἐξόδων της, τὰ ἀτομικὰ εἴδη τῶν ὁποίων ὁ αἰχμάλωτος θὰ ἔχῃ ἀνάγκην κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς αἰχμαλωσίας του. Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐπιδώσῃ εἰς τὸν αἰχμάλωτον δήλωσιν ὑπογεγραμμένην ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ, παρέχουσα ὅλας τὰς χρησίμους πληροφορίας ἐπὶ τῶν λόγων διὰ τοὺς ὁποίους δὲν ἐπεστράφησαν τὰ ὡς ἄνω εἴδη, χρηματικὰ ποσά, ἢ ἀντικείμενα ἀξίας. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης θὰ ἀπευθύνηται πρὸς τὴν Δύναμιν ἐκ τῆς ὁποίας ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος μέσῳ τοῦ κεντρικοῦ γραφείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123.

ΤΜΗΜΑ V

Σχέσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μετὰ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

"Αρθρον 69.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, εὐθὺς ὡς θὰ ἔχῃ ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν της αἰχμαλώτους πολέμου, θ' ἀνακοινώσῃ πρὸς αὐτοὺς καθὼς καὶ πρὸς τὴν Δύναμιν ἀπὸ τὴν ὁποίαν ἐξαρτῶνται οὗτοι, μέσῳ τῆς προστατίδος Δυνάμεως, τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἔλαβε διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Τμήματος. Θ' ἀνακοινοῖ ἐπίσης κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον κάθε ἐπιφερομένην τροποποίησιν εἰς τὰ μέτρα ταῦτα.

"Αρθρον 70.

"Ἑκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ τὴν δυνατότητα, ἅμα τῇ αἰχμαλωσίᾳ του ἢ τὸ ἀργότερον μετὰ μίαν ἑβδομάδα ἀπὸ τῆς ἀφίξεώς του εἰς στρατόπεδον, ἔστω καὶ ἂν πρόκειται περὶ στρατοπέδου διαμετακομίσεως καθὼς καὶ εἰς περίπτωσιν ἀσθενείας ἢ μεταφορᾶς εἰς νοσοκομεῖον ἢ εἰς ἄλλο στρατόπεδον, νὰ στείλῃ ἀφ' ἑνὸς ἀπ' εὐθείας εἰς τὴν οἰκογένειάν του καὶ ἐφ' ἑτέρου πρὸς τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 123 κεντρικὸν γραφεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, δελτάριον διατυπωμένον ἢ δυνατὸν κατὰ τὸ προσηρτημένον εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὑπόδειγμα, πληροφορῶν αὐτούς διὰ τὴν αἰχμαλωσίαν του, τὴν διεύθυνσίν του καὶ τὴν κατάστασιν τῆς ὑγείας του. Τὰ ὡς ἄνω δελτάρια θὰ διαβιβάζωνται εἰς τὸν πρὸς ὃν ὅρον ὅσον οἷόν τε τάχιστα, κατ' οὐδένα δὲ τρόπον θὰ ἐπιτρέπεται ἡ ἐπιβράδυνσις τῆς ἀποστολῆς των.

"Αρθρον 71.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτρέπηται νὰ ἀποστέλλουν καὶ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολὰς καὶ δελτάρια. Ἐὰν

ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις νομίζῃ ἀναγκαῖον νὰ περιορίσῃ τὴν ἀλληλογραφίαν ταύτην θὰ ὀφείλῃ τοὐλάχιστον νὰ ἐπιτρέπῃ τὴν ἀποστολὴν δύο ἐπιστολῶν καὶ τεσσάρων δελταρίων μηνιαίως συντεταγμένων κατὰ τὸ δυνατὸν συμφώνως πρὸς τὰ προσηρτημένα εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὑποδείγματα, τοῦτο δὲ χωρὶς νὰ ληφθοῦν ὑπ' ὄψιν τὰ δελτάρια, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 70.). Ἄλλοι περιορισμοὶ δὲν δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν παρὰ μόνον ὅταν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις κρίνει ὅτι ἀποβαίνει τοῦτο πρὸς τὸ συμφέρον αὐτῶν τούτων τῶν αἰχμαλώτων, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν δυσκολιῶν τὰς ὁποίας συναντᾷ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις εἰς τὴν ἐξεύρεσιν ἱκανοῦ ἀριθμοῦ μεταφραστῶν ἁρμοδίων διὰ τὴν ἀναγκαίαν λογοκρισίαν. Ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη περιορισμοῦ τῆς ἀποστελλομένης πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους ἀλληλογραφίας, ἡ σχετικὴ ἀπόφασις δὲν δύναται νὰ ληφθῇ εἰμὴ μόνον ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἀπὸ τὴν ὁποίαν οὗτοι ἐξαρτῶνται, τῇ αἰτήσει ἐνδεχομένως, τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Αἱ ἐπιστολαὶ αὗται καὶ τὰ δελτάρια ὀφείλουν νὰ κατευθύνωνται μὲ τὰ ταχύτερα μέσα τὰ ὁποῖα διαθέτει ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, δὲν θὰ δύνανται δὲ νὰ ἐπιβραδυνθοῦν ἢ νὰ κρατηθοῦν διὰ πειθαρχικοὺς λόγους.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οἵτινες τελοῦν ἀπὸ καιροῦ ἄνευ εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ οἱ ὁποῖοι εὑρίσκονται ἐν ἀδυναμίᾳ νὰ λάβουν ἢ νὰ δώσουν νέα διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, καθὼς ἐπίσης καὶ ἐκεῖνοι οἵτινες χωρίζονται ἀπὸ τῶν οἰκείων των διὰ μεγάλων ἀποστάσεων θὰ δικαιοῦνται νὰ ἀποστέλλουν τηλεγραφήματα τῶν ὁποίων τὰ τέλη θὰ ἄγονται εἰς χρέωσιν τοῦ λογαριασμοῦ των παρὰ τῇ κατακρατούσῃ Δυνάμει ἢ θὰ πληρώνωνται διὰ τῶν χρημάτων τὰ ὁποῖα οἱ αἰχμάλωτοι διαθέτουν.

Οἱ αἰχμάλωτοι θὰ ἀπολαύουν ἐπίσης παρομοίου μέτρου εἰς περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης.

Κατὰ γενικὸν κανόνα ἡ ἀλληλογραφία τῶν αἰχμαλώτων θὰ συντάσσεται εἰς τὴν μητρικήν των γλῶσσαν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δύνανται ὅμως νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀλληλογραφίαν εἰς ἄλλας γλώσσας.

Οἱ σάκκοι οἱ περιέχοντες τὸ ταχυδρομεῖον τῶν αἰχμαλώτων θὰ εἶναι ἐπιμελῶς ἐσφραγισμένοι, θὰ φέρουν δὲ πινακίδας ἐμφαινούσας σαφῶς τὸ περιεχόμενόν των καὶ φερούσας τὴν διεύθυνσιν τοῦ ταχυδρομικοῦ γραφείου τοῦ προορισμοῦ των.

Ἄρθρον 72.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἐπιτρέπεται νὰ λαμβάνουν διὰ τοῦ ταχυδρομείου ἢ δι' ὁποιουδήποτε ἄλλου μέσου ἀτομικὰ δέματα ἢ συλλογικὰ τοιαῦτα περιέχοντα, πλὴν ἄλλων, τρόφιμα, ἐνδύματα, φάρμακα καὶ εἴδη προοριζόμενα νὰ ἱκανοποιήσουν τὰς ἀνάγκας των ἀπὸ ἀπόψεως θρησκείας, σπουδῶν ἢ ἀναψυχῆς περιλαμβανομένων βιβλίων, ἱερῶν σκευῶν, ἐπιστημονικοῦ ὑλικοῦ, θεμάτων ἐξετάσεων, μουσικῶν ὀργάνων, εἰδῶν ἀθλητισμοῦ καὶ ὑλικοῦ ἐπιτρέποντος εἰς τοὺς αἰχμαλώτους νὰ συνεχίσουν τὰς σπουδάς των ἢ νὰ ἀσκοῦνται εἰς τὴν καλλιτεχνίαν.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται δὲν θὰ ἀπαλάσσουν ποσῶς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ὑποχρεώσεων, αἵτινες βαρύνουν αὐτὴν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱ μόνοι περιορισμοί, οἵτινες δύνανται νὰ ἐπιβληθοῦν εἰς τὰς ἀποστολὰς ταύτας εἶναι ἐκεῖνοι, οἱ ὁποῖοι, θὰ προταθοῦν ἀπὸ τὴν προστατίδα Δύναμιν, πρὸς αὐτὰ ταῦτα τὰ συμφέροντα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἢ, προκειμένου μόνον περὶ τῆς μεταφορᾶς των, λόγῳ τοῦ ἐξαιρετικοῦ φόρτου τῶν μεταφορικῶν καὶ συγκοινωνιακῶν μέσων, κατόπιν εἰσηγήσεως τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ ἄλλου ὀργανισμοῦ βοηθοῦντος τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Αἱ διατάξεις αἱ σχετικαὶ πρὸς τὴν ἀποστολὴν δεμάτων ἀτομικῶν ἢ συλλογικῶν, θ' ἀποτελέσουν, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη, ἀντικείμενον εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, αἱ ὁποῖαι ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ ἐπιβραδύνουν τὴν διανομὴν τῶν δεμάτων βοηθείας εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Αἱ ἀποστολαὶ τροφίμων ἢ ἐνδυμάτων δὲν θὰ περιλαμβάνουν βιβλία· τὰ ἰατρικὰ βοηθήματα θὰ στέλλωνται γενικῶς εἰς συλλογικὰ δέματα.

Ἄρθρον 73.

Ἐλλείψει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων ἐν σχέσει πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παραλαβῆς καθὼς καὶ τῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων, θὰ ἐφαρμόζεται ὁ συνημμένος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν κανονισμὸς περὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

Αἱ ὡς ἄνω προβλεπόμεναι εἰδικαὶ συμφωνίαι ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης νὰ παραλαμβάνουν τὰς συλλογικὰς ἀποστολὰς βοηθημάτων τὰς προοριζομένας διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, νὰ προβαίνουν εἰς τὴν διανομήν των, καὶ νὰ διαθέτουν ταύτας ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν αἰχμαλώτων των.

Αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν δύνανται ἐπίσης νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα ἐλέγχου τῆς πρὸς τοὺς παραλήπτας διανομῆς, τὸ ὁποῖον ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ οἱουδήποτε ἄλλου ὀργανισμοῦ ἐρχομένου ἀρωγοῦ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους, ὅστις θὰ εἶχεν ἐπιφορτισθῇ τὴν διαβίβασιν τῶν συλλογικῶν ἀποστολῶν.

Ἄρθρον 74.

Ὅλαι αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων αἱ προοριζόμεναι διὰ τοὺς αἰχμαλώτους θὰ ἀπαλλάσσωνται παντὸς φόρου εἰσαγωγῆς, τελωνειακῶν δασμῶν καὶ ἄλλων τελῶν.

Ἡ ἀλληλογραφία, αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων καὶ τὰ ἐπιτρεπόμενα χρηματικὰ ἐμβάσματα, τόσον τὰ πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἀπευθυνόμενα ὅσον καὶ τὰ ὑπ' αὐτῶν ἀποστελλόμενα διὰ τοῦ ταχυδρομείου, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε μέσῳ τῶν γραφείων πληροφοριῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 122 καὶ τοῦ κεντρικοῦ Γραφείου τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123, θὰ εἶναι ἀπηλλαγμένα ταχυδρομικῶν τελῶν τόσον εἰς τὰς χώρας ἀποστολῆς ἢ προορισμοῦ ὅσον καὶ εἰς τὰς ἐνδιαμέσους τοιαύτας.

Τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου αἵτινες λόγῳ βάρους ἢ δι' οἱανδήποτε ἄλλην αἰτίαν, δὲν δύνανται νὰ διαβιβασθοῦν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ, βαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν ἐφ' ὅλης τῆς ἐκτάσεως τῶν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον της ἐδαφῶν. Αἱ ἄλλαι μετέχουσαι εἰς τὴν Σύμβασιν Δυνάμεις θὰ ἐπιβαρύνωνται μὲ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς εἰς τὰ ἀντίστοιχα ἐδάφη των.

Ἐλλείψει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, τὰ ἔξοδα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ τὰ ὁποῖα δὲν καλύπτονται ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω προβλεπομένων ἀτελειῶν θὰ εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἀποστολέως.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐλαττώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσότερον τὰ τηλεγραφικὰ τέλη διὰ τὰ τηλεγραφήματα τ' ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῶν ἐγκλείστων ἢ τὰ πρὸς αὐτοὺς ἀπευθυνόμενα.

Ἄρθρον 75.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ στρατιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις θὰ ἐμπόδιζον τὰς ἐνδιαφερομένας δυνάμεις νὰ ἐκπληρώσουν τὰς ὑποχρεώσεις των ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 70, 71, 72 καὶ 77 ἀποστολῶν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ἐγκεκριμένος ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ δύνανται ν' ἀναλάβουν νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν ἀποστολῶν τούτων μὲ τὰ κατάλληλα μέσα (σιδηροδρομικὰ ὀχήματα,

φορτηγὰ αὐτοκίνητα, πλοῖα, ἢ ἀεροπλάνα κ.λ.π.). Πρὸς τοῦτο τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ τοῖς χορηγήσουν τὰ μέσα ταῦτα μεταφορᾶς καὶ νὰ ἐπιτρέψουν τὴν κυκλοφορίαν των καὶ δὴ διὰ χορηγείας τῶν ἀναγκαίων ἀδειῶν ἐλευθέρας κυκλοφορίας.

Τὰ τοιαῦτα μεταφορικὰ μέσα δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν καὶ διὰ τὴν μεταφοράν :

α) τῆς ἀλληλογραφίας, τῶν καταλόγων καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν ἀνταλλασσομένων μεταξὺ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν καὶ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 122 ἐθνικῶν Γραφείων.

β) τῆς ἀλληλογραφίας καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν σχετικῶν μὲ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τὰς ὁποίας ἀνταλλάσσουν αἱ προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ὅστις ἔρχεται ὡς ἀρωγὸς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους εἴτε μὲ τοὺς ἰδίους των ἀντιπροσώπους εἴτε μὲ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Αἱ παροῦσαι διατάξεις κατ' οὐδὲν περιορίζουν τὸ δικαίωμα παντὸς ἐν συρράξει Μέρους νὰ ὀργανώσῃ, ἂν τὸ προτιμᾷ, ἄλλας μεταφορὰς καὶ νὰ ἐκδώσῃ ἀδείας κυκλοφορίας ὑπὸ συμφωνηθησομένους ἄλλους ὅρους.

Τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν μεταφορικῶν τούτων μέσων ἔξοδα θὰ ἐπιβαρύνουν κατ' ἀναλογίαν τοῦ ὄγκου καὶ βάρους τῶν ἀποστολῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη τῶν ὁποίων οἱ ὑπήκοοι ἀπολαύουν τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

Ἄρθρον 76.

Ἡ λογοκρισία τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἢ ἀποστελλομένης ὑπ' αὐτῶν ἀλληλογραφίας ὀφείλει νὰ ἐνεργῆται ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς διορίας. Δύναται νὰ ἐνεργηθῇ μόνον ὑπὸ τοῦ ἀποστέλλοντος Κράτους καὶ τοῦ παραλαμβάνοντος τὴν ἀλληλογραφίαν, ἅπαξ δὲ μόνον ὑφ' ἑκατέρου.

Ὁ ἔλεγχος τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους ἀποστολῶν δὲν θὰ πρέπει νὰ διενεργῆται κατὰ τρόπον ἐκθέτοντα εἰς φθορὰν τὰ τρόφιμα ἅτινα περιέχουν. Θὰ διενεργῆται δέ, ἐκτὸς ἂν πρόκειται περὶ ἐγγράφου ἢ ἐντύπου, παρουσίᾳ τοῦ παραλήπτου ἢ συναδέλφου δεόντως ἐξουσιοδοτημένου, ὑπ' αὐτοῦ. Ἡ παράδοσις τῶν ἀτομικῶν ἢ τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους δὲν θὰ δύναται νὰ καθυστερήσῃ ὑπὸ τὸ πρόσχημα δυσχερειῶν λογοκρισίας.

Πᾶσα ἀπαγόρευσις ἀλληλογραφίας ἀποφασιζομένη ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, διὰ στρατιωτικοὺς ἢ πολιτικοὺς λόγους, δὲν δύναται νὰ εἶναι παρὰ προσωρινή, ἡ δὲ διάρκειά της θὰ εἶναι ὅσον τὸ δυνατὸν συντομωτέρα.

Ἄρθρον 77.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἐξασφαλίσουν κάθε εὐκολίαν διὰ τὴν ἀποστολὴν μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ κεντρικοῦ Γραφείου αἰχμαλώτων πολέμου τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 123, τῶν πιστοποιητικῶν, πράξεων καὶ ἄλλων ἐγγράφων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἢ τῶν προερχομένων ἐξ αὐτῶν, εἰδικῶς δὲ πληρεξουσίων καὶ διαθηκῶν.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ διευκολύνουν, εἰς πᾶσαν περίπτωσιν, τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς τὴν σύνταξιν τῶν ἐγγράφων τούτων, εἰδικώτερον δὲ θὰ τοῖς ἐπιτρέπουν νὰ συμβουλεύωνται νομομαθεῖς καὶ θὰ λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν πιστοποίησιν τοῦ γνησίου τῆς ὑπογραφῆς των.

ΤΜΗΜΑ VI

Σχέσεις τῶν αἰχμαλώτων πολέμου μὲ τὰς ἀρχάς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I

Παράπονα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου κατὰ τῶν ὅρων τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ διαβιώσεώς των.

Ἄρθρον 78.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρουσιάζουν εἰς τὰς στρατιωτικὰς ἀρχὰς ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῶν ὁποίων εὑρίσκονται, αἰτήσεις ἀφορώσας τοὺς ὅρους τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ διαβιώσεώς των.

Θὰ ἔχουν ἐπίσης ἄνευ περιορισμοῦ τὸ δικαίωμα νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε μέσῳ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης εἴτε ἀπ' εὐθείας ἐὰν κρίνουν τοῦτο ἀναγκαῖον, πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων, πρὸς ὑπόδειξιν τῶν σημείων ἐπὶ τῶν ὁποίων ἔχουν νὰ διατυπώσουν παράπονα ὅσον ἀφορᾷ τὸ καθεστὼς τῆς αἰχμαλωσίας.

Αἱ αἰτήσεις αὗται καὶ τὰ παράπονα δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς περιορισμὸν οὔτε θὰ λογίζωνται ὅτι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ποσοστώσεως τῆς ἀλληλογραφίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὸ ἄρθρον 71. Δέον νὰ διαβιβάζωνται ἐπειγόντως εἰς τὸν πρὸς ὃν ὅρον. Εἰς οὐδεμίαν τιμωρίαν δύνανται νὰ δώσουν λαβὴν ἔστω καὶ ἂν ἀποδειχθοῦν ἀβάσιμα.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης δύνανται νὰ στέλλουν, κατὰ καιρούς, εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς καταστάσεως εἰς τὰ στρατόπεδα καὶ τῶν ἀναγκῶν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Ἀντιπρόσωποι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 79.

Παντοῦ ὅπου εὑρίσκονται αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐξαιρέσει τῶν μερῶν ὅπου εὑρίσκονται ἀξιωματικοί, οἱ αἰχμάλωτοι θὰ ἐκλέγουν ἐλευθέρως καὶ διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας, ἀνὰ ἑξάμηνον, ἢ καὶ συχνώτερον, ἂν ἡ θέσις εἶναι κενή, ἄνδρας ἐμπιστοσύνης, ἐπιφορτισμένους νὰ τοὺς ἀντιπροσωπεύουν ἐνώπιον τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν, τῶν προστατίδων Δυνάμεων, τῆς διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ παντὸς ἄλλου ὀργανισμοῦ ἐρχομένου πρὸς αὐτοὺς ἀρωγοῦ. Οἱ ἄνδρες οὗτοι ἐμπιστοσύνης εἶναι ἐπανεκλέξιμοι.

Εἰς τὰ στρατόπεδα ἀξιωματικῶν καὶ ἐξομοιουμένων πρὸς αὐτοὺς καὶ εἰς τὰ μικτὰ στρατόπεδα, ὁ ἀρχαιότερος τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἀξιωματικὸς ὁ ἔχων τὸν ἀνώτερον βαθμὸν θὰ ἀναγνωρίζεται ὡς ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης. Οὗτος εἰς τὰ στρατόπεδα ἀξιωματικῶν θὰ βοηθῆται ἀπὸ ἕνα ἢ πλείονας συμβούλους ἐκλεγομένους ὑπὸ τῶν ἀξιωματικῶν, εἰς τὰ μικτὰ στρατόπεδα οἱ βοηθοί του θὰ λαμβάνωνται μεταξὺ τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων πολέμου, πλὴν τῶν ἀξιωματικῶν καὶ θὰ ἐκλέγωνται ὑπ' ἐκείνων.

Εἰς τὰ στρατόπεδα ἐργασίας διὰ αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ τοποθετοῦνται ἀξιωματικοὶ αἰχμάλωτοι πολέμου τῆς ἰδίας μὲ τοὺς ἄνδρας ἐθνικότητος ἵνα ἐκπληροῦν τὰ διοικητικὰ καθήκοντα τοῦ στρατοπέδου, τὰ βαρύνοντα τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Οἱ ἀξιωματικοὶ οὗτοι θὰ δύνανται νὰ ἐκλεγοῦν καὶ εἰς τὸ ἀξίωμα τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ παρόντος ἄρθρου. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν οἱ βοηθοὶ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης θὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων πολέμου πλὴν τῶν ἀξιωματικῶν.

Κάθε ἐκλεγόμενος ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης ὀφείλει ν' ἀναγνωρισθῇ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸ τῆς ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων του. Ἐὰν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἀρνηθῇ νὰ ἀναγνωρίσῃ ἕνα αἰχμάλωτον πολέμου ἐκλεγέντα ὑπὸ τῶν ἐν αἰχμαλωσίᾳ συναδέλφων του, ὀφείλει ν' ἀνακοινώσῃ εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν τοὺς λόγους τῆς ἀρνήσεώς της.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ εἶναι τῆς αὐτῆς ἐθνικότητος, γλώσσης καὶ ἐθίμων πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου οὓς ἀντιπροσωπεύει. Οὗτοι εἰς τὰ διάφορα τμήματα ἑνὸς στρατοπέδου κατανεμημένοι αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἔχουν ἀναλόγως πρὸς τὴν ἐθνικότητα, τὴν γλῶσσαν ἢ τὰ ἔθιμά των δι' ἕκαστον τμῆμα, τὸν ὑπ' αὐτῶν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προηγουμένων παραγράφων.

Ἄρθρον 80.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης ὀφείλουν νὰ συμβάλουν εἰς τὴν σωματικήν, ἠθικὴν καὶ πνευματικὴν εὐημερίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Εἰδικῶς, ἐὰν οἱ αἰχμάλωτοι ἀπεφάσιζον νὰ ὀργανώσουν μεταξύ των σύστημα ἀλληλοβοηθείας, ἡ ὀργάνωσις αὕτη θὰ ἦτο τῆς ἁρμοδιότητος τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης, ἀνεξαρτήτως τῶν εἰδικῶν καθηκόντων τὰ ὁποῖα ἄλλαι διατάξεις τῆς παρούσης συμβάσεως ἔχουν ἐμπιστευθῇ εἰς αὐτούς.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης δὲν θὰ εἶναι ὑπεύθυνοι, λόγῳ καὶ μόνον τῶν καθηκόντων των, τῶν διαπραττομένων ὑπὸ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου παραβάσεων.

Ἄρθρον 81.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης δὲν θὰ ὑποχρεοῦνται εἰς ἄλλην τινα ἐργασίαν ἐὰν τοῦτο ἤθελε δυσχεράνει τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των.

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης δύνανται νὰ ὑποδείξουν μεταξὺ τῶν αἰχμαλώτων τοὺς βοηθοὺς οἵτινες τοῖς εἶναι ἀναγκαῖοι. Πᾶσα ὑλικὴ εὐκολία θὰ παρέχηται εἰς αὐτούς, καὶ δὴ ὡρισμένη ἐλευθερία κινήσεως ἀναγκαία εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των (ἐπισκέψεις ἀποσπασμάτων ἐργασίας, παραλαβὴ ἀποστολῶν βοηθημάτων κ.λ.π.).

Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης θὰ ἔχουν τὴν ἄδειαν νὰ ἐπισκέπτωνται τὰ οἰκήματα ὅπου διαμένουν οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, οὗτοι δὲ θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ συμβουλεύωνται ἐλευθέρως τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης των.

Θὰ παρέχητε ὡσαύτως πᾶσα εὐκολία εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης διὰ τὴν ταχυδρομικὴν καὶ τηλεγραφικὴν των ἀλληλογραφίαν μὲ τὰς κατακρατούσας ἀρχὰς μὲ τὰς προστατιδας Δυνάμεις, τὴν διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τοὺς ἀπεσταλμένους των, μὲ τὰς Μικτὰς Ἰατρικὰς Ἐπιτροπὰς καθὼς καὶ μὲ τοὺς Ὀργανισμοὺς οἵτινες ἤθελον ἔλθῃ ἀρωγοὶ πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Οἱ ἄνδρες ἐμπιστοσύνης τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας θὰ χαίρουν τῶν αὐτῶν εὐκολιῶν διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν των μὲ τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης τοῦ κυρίου στρατοπέδου. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη δὲν θὰ ὑπόκειται εἰς περιορισμοὺς οὔτε θὰ θεωρῆται ὡς ἀποτελοῦσα μέρος τῆς ἐνάρθρου 72, ἀναφερομένης ποσοστεύσεως.

Οὐδεὶς ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης ἐπιτρέπεται νὰ μετατεθῇ χωρὶς νὰ τῷ δοθῇ ὁ λογικὸς ἀναγκαῖος χρόνος ἵνα κατατοπίσῃ τὸν διάδοχόν του ἐπὶ τῶν ἐκκρεμῶν ζητημάτων.

Ἐν περιπτώσει καθαιρέσεως, τὰ αἴτια τῆς ἀποφάσεως ταύτης θὰ κοινοποιοῦνται εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III

Ποινικαὶ καὶ πειθαρχικαὶ Κυρώσεις.

1. Γενικαὶ Διατάξεις

Ἄρθρον 82.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς νόμους, τοὺς κανονισμοὺς καὶ τὰς γενικὰς διαταγὰς οἵτινες διέπουν τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Αὕτη ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ δικαστικὰ ἢ πειθαρχικὰ μέτρα καθ' οἱουδήποτε αἰχμαλώτου πολέμου ὅστις θὰ ἔχῃ παραβῇ τοὺς νόμους, τοὺς κανονισμοὺς ἢ τὰς γενικὰς αὐτῆς διαταγάς. Οὐχ' ἧττον, οὐδεμία θα ἐπιτραπῇ δίωξις ἢ κύρωσις ἀντίθετος πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Ἂν νόμοι, κανονισμοί, ἢ γενικαὶ διαταγαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ὁρίζουν ὡς ἀξιοποίνους, πράξεις διαπραχθείσας ὑπὸ αἰχμαλώτου πολέμου, ἐνῷ αὗται, διαπραττόμεναι ὑπὸ μέλους τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δὲν θεωροῦνται τοιαῦται, αἱ πράξεις αὐταὶ θὰ συνεπάγωνται μόνον πειθαρχικὰς κυρώσεις.

Ἄρθρον 83.

Ὅταν θὰ πρόκειται νὰ κριθῇ κατὰ πόσον παράβασις διαπραχθεῖσα ὑπὸ αἰχμαλώτου πολέμου πρέπει νὰ τιμωρηθῇ πειθαρχικῶς ἢ δικαστικῶς, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ μεριμνήσῃ ἵνα αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἐπιδείξουν τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν ἐπιείκειαν κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τοῦ πράγματος καὶ προσφύγουν εἰς πειθαρχικὰ μέτρα μᾶλλον ἢ εἰς δικαστικὴν δίωξιν ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν.

Ἄρθρον 84.

Στρατιωτικὰ μόνον Δικαστήρια δύνανται νὰ δικάσουν αἰχμάλωτον πολέμου, πλὴν ἐὰν ἡ νομοθεσία τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐπιτρέπει ρητῶς εἰς τὰ πολιτικὰ δικαστήρια νὰ δικάζουν μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς ἐν λόγῳ Δυνάμεως διὰ τὴν αὐτὴν παράβασιν διὰ τὴν ὁποίαν διώκεται ὁ αἰχμάλωτος πολέμου.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θέλει ἀχθῇ αἰχμάλωτος πολέμου ἐνώπιον οἱουδήποτε δικαστηρίου μὴ παρέχοντος τὰς γενικῶς ἀνεγνωρισμένας ὡς ἀπαραιτήτους ἐγγυήσεις ἀνεξαρτησίας καὶ ἀμεροληψίας, εἰδικῶς δὲ ἐνώπιον δικαστηρίου οὗτινος ἡ διαδικασία δὲν θα ἐξησφάλιζεν αὐτῷ τὰ δικαιώματα καὶ μέσα ἀμύνης τὰ προβλεπόμενα ἐν ἄρθρῳ 105.

Ἄρθρον 85.

Αἰχμάλωτοι πολέμου διωκόμενοι δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως διὰ πράξεις διαπραχθείσας πρὸ τῆς αἰχμαλωσίας των, θὰ παραμείνουν, καὶ ἐὰν καταδικασθοῦν, ὑπὸ τὸ εὐεργέτημα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 86.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ τιμωρῆται πλέον ἢ ἅπαξ διὰ τὴν αὐτὴν πρᾶξιν ἢ βάσει τῆς αὐτῆς κατηγορίας.

Ἄρθρον 87.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ καταδικάζωνται ὑπὸ τῶν στρατιωτικῶν ἀρχῶν καὶ τῶν δικαστηρίων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως εἰς ποινὴν ἄλλην πλὴν τῆς προβλεπομένης διὰ τὰς αὐτὰς πράξεις τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς Δυνάμεως ταύτης.

Διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ποινῆς, τὰ δικαστήρια ἢ αἱ ἀρχαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως θὰ λαμβάνουν ἐν τῷ μεγαλυτέρῳ δυνατῷ μέτρῳ ὑπ' ὄψιν τὸ γεγονὸς ὅτι ὁ κατηγορούμενος, μὴ ὢν ὑπήκοος τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δὲν δεσμεύεται ἔναντι αὐτῆς παρ' οἱασδήποτε ὑποχρεώσεως πίστεως καὶ ὅτι εὑρίσκεται ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν της ἕνεκα περιστάσεων ἀνεξαρτήτων τῆς ἰδίας αὐτοῦ θελήσεως. Τὰ εἰρημένα δικαστήρια ἢ ἀρχαὶ θὰ ἔχουν τὴν εὐχέρειαν νὰ μειώσουν ἐλευθέρως τὴν προβλεπομένην διὰ τὴν παράβασιν δι' ἣν ὁ αἰχμάλωτος κατηγορεῖται ποινήν, καὶ δὲν θὰ δεσμεύονται ἐν προκειμένῳ ἀπὸ τὸ καθωρισμένον ἐλάχιστον ὅριον τῆς ποινῆς ταύτης.

Ἀπαγορεύεται πᾶσα συλλογικὴ ποινὴ δι' ἀτομικὰς πράξεις, πᾶσα σωματικὴ ποινή, πᾶσα ἐγκάθειρξις εἰς χῶρον μὴ φωτιζόμενον ὑπὸ τοῦ φωτὸς τῆς ἡμέρας καὶ γενικῶς, πάσα βάσανος ἢ ἀπανθρωπία.

Πρὸς τούτοις, οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου δύναται νὰ στερηθῇ τοῦ βαθμοῦ του ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ νὰ ἐμποδισθῇ νὰ φέρῃ τὰ σήματα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 88.

Οἱ ἀντιστοίχων βαθμῶν ἀξιωματικοί, ὑπαξιωματικοὶ καὶ ὁπλῖται αἰχμάλωτοι πολέμου, ὑφιστάμενοι δικαστικὴν ἢ πειθαρχικὴν ποινήν, δὲν θὰ ὑπόκεινται εἰς μεταχείρισιν αὐστηροτέραν ἐκείνης, ἥτις προβλέπεται διὰ τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, διὰ τὴν αὐτὴν ποινήν.

Γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου δὲν θὰ καταδικάζωνται εἰς ποινὴν αὐστηροτέραν, ἢ, καθ' ὃν χρόνον ἐκτίουν τὴν ποινὴν των, δὲν θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως αὐστηροτέρας τῆς τῶν

γυναικῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως τῶν τιμωρηθεισῶν δι' ἀνάλογον παράπτωμα.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ καταδικάζωνται εἰς ποινὴν αὐστηροτέραν, ἢ, καθ' ὃν χρόνον ἐκτίουν τὴν ποινὴν των, θὰ τυγχάνουν μεταχειρίσεως αὐτηροτέρας τῆς τῶν ἀρρένων μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως τῶν τιμωρηθέντων δι' ἀνάλογον παράπτωμα.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου, ἀφοῦ ἐκτίσουν τὰς εἰς αὐτοὺς ἐπιβληθείσας πειθαρχικὰς ἢ δικαστικὰς ποινάς, δὲν θὰ τύχουν μεταχειρίσεως διαφόρου τῆς τῶν ἄλλων αἰχμαλώτων.

II. Πειθαρχικαὶ Κυρώσεις.

Ἄρθρον 89.

Αἱ ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐφαρμόσιμοι πειθαρχικαὶ ποιναὶ εἶναι αἱ ἑξῆς :

1) πρόστιμον μέχρι πεντήκοντα τοῖς ἑκατὸν τῆς προκαταβολῆς μισθοῦ καὶ τῆς ἀποζημιώσεως ἐργασίας περὶ ὧν προβλέπουν τὰ ἄρθρα 60 καὶ 62, τοῦτο δὲ ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μὴ ὑπερβαίνον τὰς τριάκοντα ἡμέρας.

2) διακοπὴ τῶν πλεονεκτημάτων τῶν χορηγηθέντων ἐπὶ πλέον τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3) ἀγγαρεῖαι μὴ ὑπερβαίνουσαι τὰς δύο ὥρας ἡμερησίως.

4) περιορισμός.

Ἐν τοσούτῳ, ἡ ποινὴ ἡ προβλεπομένη ὑπ' ἀριθ. 3 δὲν θὰ ἐπιβάλλεται εἰς ἀξιωματικούς.

Αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ εἶναι ἀπάνθρωποι, βάναυσοι ἢ ἐπικίνδυνοι διὰ τὴν ὑγείαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 90.

Ἡ διάρκεια μιᾶς καὶ τῆς αὐτῆς ποινῆς οὐδέποτε θὰ ὑπερβαίνῃ τὰς 30 ἡμέρας. Εἰς περίπτωσιν πειθαρχικοῦ παραπτώματος αἱ περίοδοι προληπτικῆς κρατήσεως αἱ διαδραμοῦσαι πρὸ τῆς ἐπ' ἀκροατηρίῳ διαδικασίας ἢ τῆς ἀπαγγελείας τῆς ποινῆς θὰ ἐκπίπτωνται ἀπὸ τὴν ἀπαγγελθεῖσαν ποινήν.

Τὸ ἀνώτατον ὅριον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν τὸ ἀνωτέρω προβλεπόμενον, δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ὑπερβληθῇ, ἔστω καὶ ἂν ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ἔχει νὰ λογοδοτήσῃ πειθαρχικῶς διὰ πολλὰ παραπτώματα καθ' ἣν ὥραν λαμβάνεται περὶ αὐτοῦ ἀπόφασις, εἴτε τὰ παραπτώματα ταῦτα συμπλέκονται εἴτε οὔ.

Ἡ διορία μεταξὺ ἀπαγγελίας πειθαρχικῆς ἀποφάσεως καὶ ἐκτελέσεως αὐτῆς δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὸν μῆνα.

Ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ὑπεβάλλετο εἰς νέαν πειθαρχικὴν ποινήν, χρονικὸν διάστημα τοὐλάχιστον τριῶν ἡμερῶν θὰ χωρίζῃ τὴν ἐκτέλεσιν ἑκάστης ποινῆς, ἐὰν ἡ διάρκεια τῆς μιᾶς τούτων εἶναι δεκαήμερος ἢ μεγαλυτέρα.

Ἄρθρον 91.

Ἡ ἀπόδρασις αἰχμαλώτου πολέμου θὰ θεωρῆται ἐπιτυχοῦσα ὅταν : 1) ἔχει ἐπανέλθῃ εἰς τὰς τάξεις τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται, ἢ εἰς τὰς δυνάμεις συμμάχου Κράτους.

2) ἔχει ἐγκαταλείψῃ τὸ ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ συμμάχου αὐτῆς ἔδαφος.

3) ἔχει ἐπιβιβασθῇ σκάφους φέροντος τὴν σημαίαν τῆς Δυνάμεως εἰς ἣν ἀνήκει ἢ συμμάχου αὐτῆς, τὸ ὁποῖον θὰ ἔτυχε νὰ εὑρίσκεται ἐντὸς τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῆς κατακρατούσης δυνάμεως, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ μὴ εὑρίσκεται τὸ σκάφος τοῦτο ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς τελευταίας ταύτης.

Αἰχμάλωτοι πολέμου οἵτινες ἀφοῦ ἐπέτυχον ν' ἀποδράσουν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἰχμαλωτισθοῦν ἐκ νέου, εἰς οὐδεμίαν ὑπόκεινται ποινὴν διὰ τὴν προηγουμένην ἀπόδρασίν των.

Ἄρθρον 92.

Αἰχμάλωτος πολέμου ἀποπειρώμενος νὰ δραπετεύσῃ καὶ συλλαμβανόμενος πρὶν ἐπιτύχῃ τὴν ἀπόδρασίν του, ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 91, ὑπόκειται μόνον, ἔστω καὶ εἰς περίπτωσιν ὑποτροπῆς, εἰς πειθαρχικὴν ποινήν.

Αἰχμάλωτος ἐπανασυλληφθεὶς θὰ παραδίδηται εὐθὺς ὡς δυνατὸν πρὸς τὰς ἁρμοδίας στρατιωτικὰς ἀρχάς.

Κατὰ παρέκκλησιν τοῦ ἄρθρου 88, ἐδάφιον 4, αἰχμάλωτοι πολέμου τιμωρηθέντες συνεπείᾳ ἀποτυχούσης ἀποπείρας ἀποδράσεως, δύνανται νὰ ὑποβληθοῦν εἰς καθεστὼς εἰδικῆς ἐπιτηρήσεως ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως τὸ καθεστὼς τοῦτο νὰ μὴ παραβλάπτῃ τὴν ὑγείαν των, νὰ ἐπιβάλληται ἐντὸς στρατοπέδου αἰχμαλώτων πολέμου καὶ νὰ μὴ συνεπάγηται κατάργησιν οἱασδήποτε τῶν ἐξασφαλιζομένων εἰς αὐτοὺς διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐγγυήσεων.

Ἄρθρον 93.

Ἡ ἀπόδρασις ἢ ἀπόπειρα ἀποδράσεως, ἔστω καὶ ἂν ὑρίσταται ὑποτροπή δὲν θὰ θεωρεῖται ὡς ἐπιβαρυντικὸν στοιχεῖον ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ αἰχμάλωτος πολέμου παραπεμφθῇ εἰς τὰ δικαστήρια διὰ παράπτωμα διαπραχθὲν διαρκούσης τῆς ἀποδράσεως ἢ τῆς ἀποπείρας ἀποδράσεως.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 83, αἱ παραβάσεις αἱ διαπραχθεῖσαι παρὰ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου πρὸς μόνον σκοπὸν νὰ διευκολύνουν τὴν ἀπόδρασίν των καὶ αἱ ὁποῖαι οὐδεμίαν βίαν συνυπῆχθησαν, κατὰ προσώπου, εἴτε πρόκειται περὶ προσβολῶν κατὰ τῆς δημοσίας περιουσίας, περὶ κλοπῆς ἄνευ προθέσεως πλουτισμοῦ, καταρτίσεως καὶ χρήσεως πλαστῶν ἐγγράφων, ἢ χρήσεως πολιτικῆς περιβολῆς, θὰ δίδουν λαβὴν εἰς πειθαρχικὰς μόνον ποινάς.

Αἰχμάλωτοι πολέμου συνεργασθέντες εἰς ἀπόδρασιν ἢ ἀπόπειραν ἀποδράσεως ὑπόκεινται διὰ τὰς πράξεις των ταύτας εἰς πειθαρχικὴν μόνον ποινήν.

Ἄρθρον 94.

Ἐὰν ἀποδράσας αἰχμάλωτος πολέμου συλληφθῇ θ' ἀνακοινοῦται τοῦτο εἰς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται, κατὰ τὴν προβλεπομένην ἐν ἄρθρῳ 122 διαδικασίαν, ἐφ' ὅτον ἔχει ἀνακοινωθῇ πρὸς αὐτὴν καὶ ἡ ἀπόδρασις.

Ἄρθρον 95.

Οἱ κατηγορούμενοι διὰ πειθαρχικὰ παραπτώματα αἰχμάλωτοι δὲν θὰ παραμένουν ὑπὸ προληπτικὴν κράτησιν ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως, πλὴν ἐὰν τὸ αὐτὸ μέτρον ἐφαρμόζεται εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δι' ἀνάλογα παραπτώματα, ἢ ἐὰν ἀνώτεροι λόγοι διατηρήσεως τῆς ἐν τῷ στρατοπέδῳ τάξεως καὶ πειθαρχίας ἐπιβάλλουν τοῦτο.

Δι' ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἡ πειθαρχικὴ κράτησις, εἰς περίπτωσιν πειθαρχικῶν παραπτωμάτων θὰ περιορίζηται εἰς τὸ ἐλάχιστον, καὶ δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὰς δέκα τέσσαρας ἡμέρας.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 97 καὶ 98 τοῦ παρόντος κεφαλαίου θὰ ἐφαρμόζωνται εἰς αἰχμαλώτους πολέμου ὑπὸ προληπτικὴν κράτησιν διὰ πειθαρχικὰ παραπτώματα.

Ἄρθρον 96.

Τ' ἀποτελοῦντα πειθαρχικὸν παράπτωμα γεγονότα θὰ γίνωνται ἀντικείμενον ἀμέσου ἀνακρίσεως.

Μὴ θιγομένης τῆς ἁρμοδιότητος τῶν δικαστηρίων καὶ τῶν ἀνωτέρω στρατιωτικῶν ἀρχῶν, αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ ὀφείλουν ν' ἀπαγγέλλωνται ὑπὸ ἀξιωματικοῦ περιβεβλημένου πειθαρχικὴν ἐξουσίαν ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου, ἢ ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ ὅστις ἀντικαθιστᾷ αὐτὸν ἢ πρὸς τὸν ὁποῖον ἔχει οὗτος μεταβιβάσῃ τὴν πειθαρχικὴν του ἐξουσίαν.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει εἶναι δυνατὸν τοιαύτη ἐξουσία

νὰ μεταβιβασθῇ εἰς αἰχμάλωτον πολέμου ἢ ν' ἀσκῆται ὑπὸ τοιούτου.

Πρὸ πάσης ἀπαγγελίας πειθαρχικῆς ποινῆς, ὁ κατηγορούμενος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἐνημεροῦται ἐπακριβῶς περὶ τῶν γεγονότων διὰ τὰ ὁποῖα κατηγορεῖται. Θὰ τῷ παρέχηται ἡ εὐχέρεια νὰ ἐξηγήσῃ τὴν διαγωγήν του καὶ νὰ ὑπερασπίσῃ ἑαυτόν. Θὰ δικαιοῦται νὰ καλέσῃ μάρτυρας καί, ἐν ἀνάγκη, νὰ προσφύγῃ εἰς τὰς ὑπηρεσίας καταλλήλου διερμηνέως. Ἡ ἀπόφασις θ' ἀναγγελθῇ εἰς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου καὶ τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης.

Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου ὀφείλει νὰ τηρῇ μητρῶον τῶν ἐπιβληθεισῶν πειθαρχικῶν ποινῶν. Τοῦτο θὰ εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως.

Ἄρθρον 97.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου νὰ μεταφερθοῦν εἰς ποινικὰ ἱδρύματα (φυλακαί, σωφρονιστήρια, κάτεργα) ἵνα ἐκτίσουν ἐκεῖ τὰς πειθαρχικάς των ποινάς.

Τὰ οἰκήματα εἰς ἃ θὰ ἐκτίωνται αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ θὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 25. Εἰς τοὺς τιμωρημένους ἐγκλείστους θὰ παρέχωνται τὰ ἀναγκαῖα μέσα καθαριότητος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 29.

Οἱ ἀξιωματικοὶ καὶ οἱ τούτοις ἐξομοιούμενοι δὲν θὰ κρατῶνται εἰς τὰ αὐτὰ οἰκήματα μὲ τοὺς ὑπαξιωματικοὺς καὶ ὁπλίτας.

Αἱ ὑποβαλλόμεναι εἰς πειθαρχικὴν ποινὴν γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ κρατῶνται εἰς διαμερίσματα διάφορα τῶν τῶν ἀνδρῶν, καὶ θὰ τελοῦν ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

Ἄρθρον 98.

Αἰχμάλωτοι πολέμου κρατούμενοι συνεπείᾳ πειθαρχικῆς ποινῆς θὰ ἐξακολουθοῦν ἀπολαύοντες τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως πλὴν τοῦ μέτρου καθ' ὃ αὐτὴ αὕτη ἡ κράτησίς των καθιστᾷ ταύτην ἀνεφάρμοστον. Ἐν οὐδεμιᾷ ὅμως περιπτώσει ἐπιτρέπεται ν' ἀφαιρεθῇ ἀπὸ αὐτοὺς τὸ εὐεργέτημα τῶν ἄρθρων 78 καὶ 126.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τιμωρηθέντες πειθαρχικῶς δὲν δύνανται νὰ στερηθοῦν τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τοῦ βαθμοῦ των προνομίων.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τιμωρηθέντες πειθαρχικῶς θὰ ἔχουν τὴν εὐχέρειαν ν' ἀσκοῦνται καὶ νὰ παραμένουν εἰς τὴν ὕπαιθρον ἐπὶ δύο τοὐλάχιστον ὥρας ἡμερησίως.

Θὰ δικαιοῦνται νὰ παρουσιάζωνται, τῇ αἰτήσει των, εἰς τὴν ἡμερησίαν ἰατρικὴν ἐξέτασιν. Θὰ συγχάνουν τῆς ἀντιλήψεως ἣν ἀπαιτεῖ ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των καὶ θὰ μεταφέρωνται ἐνδεχομένως εἰς τὸ ἀναρρωτήριον τοῦ στρατοπέδου ἢ εἰς νοσοκομεῖον.

Θὰ δικαιοῦνται ν' ἀναγινώσκουν καὶ νὰ γράφουν ὡς ἐπίσης καὶ ν' ἀποστέλλουν καὶ λαμβάνουν ἐπιστολάς. Ἀντιθέτως, ἐπιτρέπεται ὅπως δέματα καὶ χρηματικὰ ἐμβάσματα παραδοθοῦν εἰς αὐτοὺς μόνον μετὰ τὴν ἔκτισιν τῆς ποινῆς των. Ταῦτα, ἐν τῷ μεταξὺ θὰ δοθοῦν πρὸς φύλαξιν εἰς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης ὅστις θὰ παραδώσῃ εἰς τὸ ἀναρρωτήριον τὰ ὑποκείμενα εἰς φθορὰν τρόφιμα τὰ εὑρισκόμενα ἐντὸς τῶν δεμάτων.

III. Δικαστικὴ Δίωξις.

Ἄρθρον 99.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διώκηται ἢ θὰ καταδικάζηται διὰ πράξεις μὴ ρητῶς τιμωρουμένας ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ ὑπὸ τοῦ διεθνοῦς δικαίου, τῶν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμέραν καθ' ἣν ἔλαβε χώραν ἡ πρᾶξις αὕτη.

Οὐδεμία ἠθικὴ ἢ σωματικὴ πίεσις ἐπιτρέπεται ν' ἀσκηθῇ ἐπὶ αἰχμαλώτου πολέμου ἵνα δεχθῇ οὗτος ν' ἀναγνωρίσῃ ἑαυτὸν ἔνοχον πράξεως δι' ἣν κατηγορεῖται.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου ἐπιτρέπεται νὰ καταδικασθῇ χωρὶς νὰ παρασχεθῇ εἰς αὐτὸν ἡ δυνατότης νὰ ὑπερασπισθῇ καὶ χωρὶς νὰ ἔχῃ τὴν ἀρωγὴν καταλλήλου συνηγόρου.

Ἄρθρον 100.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ αἱ προστάτιδες Δυνάμεις θὰ εἰδοποιοῦνται τὸ ταχύτερον δυνατὸν περὶ τῶν παραβάσεων αἵτινες, δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τιμωροῦνται διὰ τῆς ποινῆς τοῦ θανάτου.

Κατὰ τὴν εἰδοποίησιν αὐτῶν οὐδεμία παράβασις δύναται νὰ θεσπισθῇ ὡς συνεπαγομένη ποινὴ θανάτου ἄνευ συναινέσεως τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι ἐξαρτῶνται.

Ἡ ποινὴ τοῦ θανάτου δὲν δύναται ν' ἀπαγγελθῇ κατὰ αἰχμαλώτου εἰ μὴ ἀφοῦ ἡ προσοχὴ τοῦ δικαστηρίου ἔχει εἰδικῶς ἐπιστηθῇ, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 87, ἐδάφιον δεύτερον, ἐπὶ τοῦ γεγονότος ὅτι ἐφ' ὅσον ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, δὲν δεσμεύεται ἔναντι αὐτῆς ὑπὸ οἱουδήποτε καθήκοντος πίστεως καὶ ὅτι εὑρίσκεται ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν της λόγῳ περιστάσεων ἀνεξαρτήτων τῆς θελήσεώς του.

Ἄρθρον 101.

Ἐὰν ἡ ποινὴ τοῦ θανάτου ἀπαγγελθῇ κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου ἡ ἀπόφασις δὲν θὰ ἐκτελεσθῇ πρὸ τῆς προθεσμίας ἓξ τοὐλάχιστον μηνῶν ἀφ' ἧς ἡμέρας ἡ προβλεπομένη ἐν ἄρθρῳ 107 λεπτομερὴς ἀνακοίνωσις, περιέλθη εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν εἰς τὴν ὑπ' αὐτῆς ὑποδειχθεῖσαν διεύθυνσιν.

Ἄρθρον 102.

Αἰχμάλωτος πολέμου δύναται νὰ καταδικασθῇ ἐγκύρως μόνον ἐὰν ἡ καταδίκη ἐπιβληθῇ ὑπὸ τοῦ αὐτοῦ δικαστηρίου καὶ συμφώνως πρὸς τὴν αὐτὴν διαδικασίαν ὡς καὶ περὶ προσώπου ἀνήκοντος εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, καὶ ἐάν, ἐπὶ πλέον, ἔχουν τηρηθῇ αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 103.

Πᾶσα δικαστικὴ ἀνάκρισις ἀφορῶσα αἰχμάλωτον πολέμου θὰ διεξάγηται ὅσον αἱ περιστάσεις ἐπιτρέπουν συντομώτερον καὶ κατὰ τρόπον ὥστε ἡ δίκη νὰ λάβῃ χώραν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον. Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διατηρῆται ἐν προφυλακίσῃ ἐκτὸς ἐὰν τὸ αὐτὸ μέτρον ἐφαρμόζεται εἰς τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δι' ἀναλόγους παραβάσεις, ἢ ἐὰν λόγοι ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἀπαιτοῦσι τοῦτο. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται ἡ προφυλάκισις αὕτη νὰ ὑπερβῇ τοὺς τρεῖς μῆνας.

Ὁ χρόνος προφυλακίσεως αἰχμαλώτου πολέμου θὰ συνυπολογίζηται εἰς οἱανδήποτε στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας καταδίκην. Θὰ λαμβάνηται ἄλλωστε ὁ χρόνος οὗτος ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν καθορισμὸν τῆς ποινῆς.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἐξακολουθοῦν, διαρκούσης τῆς προφυλακίσεώς των, νὰ χαίρουν τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 97 καὶ 98 τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Ἄρθρον 104.

Εἰς οἱανδήποτε περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἤθελεν ἀποφασίσῃ ν' ἀρχίσῃ δικαστικὴν δίωξιν κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου, αὕτη θέλει γνωστοποιήσῃ τοῦτο εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον καὶ τοὐλάχιστον τρεῖς ἑβδομάδας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης. Ἡ περίοδος αὕτη τῶν τριῶν ἑβδομάδων ἀρχεται μόνον ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς λήψεως τῆς κοινοποιήσεως ὑπὸ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως εἰς τὴν διεύθυνσιν ἥτις θὰ ἔχει προηγουμένως ὑποδειχθῇ ὑπ' αὐτῆς πρὸς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

Ἡ γνωστοποίησις αὕτη θὰ περιλαμβάνῃ τ' ἀκόλουθα στοιχεῖα :

1) Ὀνοματεπώνυμον τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, βαθμόν, ἀριθμὸν μητρώου, πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως καί, ἐνδεχομένως, ἐπάγγελμα αὐτοῦ.

2) τόπον περιορισμοῦ ἢ κρατήσεως.

3) καθορισμὸς τῆς ἢ τῶν κατηγοριῶν μετὰ μνείας τῶν ἐφαρμοσίμων νομοθετικῶν διατάξεων.

4) δικαστήριον ὅπερ θέλει διεξαγάγῃ τὴν δίκην, ὡς καὶ προβλεπόμενος χρόνος καὶ τόπος ἐνάρξεως τῆς δίκης.

Ἡ αὐτὴ κοινοποίησις θὰ γίνῃ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς δίκης δὲν προσκομισθῇ ἀπόδειξις ὅτι ἡ ὡς ἄνω κοινοποίησις ἐλήφθη ὑπὸ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης τοὐλάχιστον τρεῖς ἑβδομάδας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης, αὕτη δὲν δύναται ν' ἀρχίσῃ ἀλλὰ θέλει ἀναβληθῇ.

Ἄρθρον 105.

Ὁ αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ τύχῃ τῆς ἀρωγῆς **ενὸς** συναδέλφου του αἰχμαλώτου καὶ τῆς ὑπερασπίσεως ἑνὸς καταλλήλου συνηγόρου τῆς ἐκλογῆς του, νὰ κλητεύῃ μάρτυρας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον καὶ νὰ ἐπικαλῆται τὰς ὑπηρεσίας ἁρμοδίου διερμηνέως. Θέλει κατατοπισθῇ ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων του τούτων ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐγκαίρως, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐπ' ἀκροατηρίῳ ἐκδικάσεως.

Εἰς περίπτωσιν μὴ ἐκλογῆς συνηγόρου ὑπὸ τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, ἡ προστάτις Δύναμις θὰ προμηθεύσῃ εἰς αὐτὸν τοιοῦτον. Θὰ ἔχει πρὸς τοῦτο εἰς διάθεσίν της τοὐλάχιστον μίαν ἑβδομάδα. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, αἰτήσει τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, θὰ παράσχῃ πρὸς αὐτὴν κατάλογον καταλλήλων διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς ὑπερασπίσεως προσώπων. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οὔτε ὁ αἰχμάλωτος πολέμου οὔτε ἡ προστάτις Δύναμις ἐξέλεγον συνήγορον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ διορίσῃ ἐξ ἐπαγγέλματος ἁρμόδιον τινὰ συνήγορον ἵνα ὑπερασπίσῃ οὗτος τὸν κατηγορούμενον.

Ὁ συνήγορος θὰ ἔχῃ εἰς τὴν διάθεσίν του περίοδον τοὐλάχιστον δύο ἑβδομάδων καὶ τὰς ἀναγκαίας εὐκολίας διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῆς ὑπερασπίσεως τοῦ κατηγορουμένου. Θὰ ἐπιτρέπηται ἰδίως εἰς αὐτὸν νὰ ἐπισκέπτηται ἐλευθέρως τὸν κατηγορούμενον καὶ νὰ ἔχῃ μετ' αὐτοῦ κατ' ἰδίαν συνεντεύξεις. Θὰ ἐπιτρέπηται ἐπίσης εἰς αὐτὸν νὰ συσκέπτηται μετὰ τῶν μαρτύρων τῆς ὑπερασπίσεως, περιλαμβανομένων τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Θὰ χαίρῃ τῶν εὐκολιῶν τούτων μέχρι τῆς ἐκπνοῆς τῶν προθεσμιῶν προσφυγῆς.

Ὁ κατηγορούμενος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ λάβῃ γνῶσιν, ἀρκετὰ πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς δίκης, εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν κατανοεῖ, τοῦ κατηγορητηρίου καθὼς καὶ τῶν ἄλλων ἐγγράφων τὰ ὁποῖα γενικῶς κοινοποιοῦνται εἰς τὸν κατηγορούμενον δυνάμει τῆς ἰσχυούσης διὰ τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως νομοθεσίας. Αἱ αὐταὶ ἀνακοινώσεις καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους, θὰ γίνωνται πρὸς τὸν συνήγορον αὐτοῦ.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραστοῦν εἰς τὴν δίκην ἐκτὸς ἐάν, ἐξαιρετικῶς, ἤθελεν αὕτη διεξαχθῇ, διὰ λόγους ἀσφαλείας, κεκλεισμένων τῶν θυρῶν. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ εἰδοποιήσῃ σχετικῶς τὴν προστάτιδα Δύναμιν.

Ἄρθρον 106.

Ἕκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ ἔχῃ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς καὶ τὰ μέλη τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ὅρους, τὸ δικαίωμα ἐφέσεως, ἀναιρέσεως ἢ ὑποβολῆς αἰτήσεως ἀναθεωρήσεως κατὰ οἱασδήποτε ἐναντίον του ἀποφάσεως.

Οὗτος θὰ ἐνημεροῦται πλήρως ἐπὶ τῶν δικαιωμάτων του αὐτῶν ὡς καὶ ἐπὶ τῶν προβλεπομένων προθεσμιῶν διὰ τὴν ἄσκησίν των.

Ἄρθρον 107.

Οἱαδήποτε ἀπόφασις κατὰ αἰχμαλώτου πολέμου θὰ φέρηται ἀμέσως εἰς γνῶσιν τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ὑπὸ τύπον συνοπτικῆς ἀνακοινώσεως εἰς ἣν θ' ἀναφέρηται ἐπίσης ἐὰν ὁ αἰχμάλωτος ἔχει δικαίωμα ν' ἀσκήσῃ ἔφεσιν, ἀναίρεσιν ἢ νὰ ὑποβάλῃ αἴτησιν ἀναθεωρήσεως. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θ' ἀπευθυνθῇ ἐπίσης καὶ πρὸς τὸν ἐνδιαφερόμενον ἄνδρα ἐμπιστοσύνης. Θὰ γίνῃ αὕτη ἐπίσης καὶ πρὸς τὸν αἰχμάλωτον πολέμου, εἰς γλῶσσαν ἣν οὗτος κατανοεῖ, ἐφ' ὅσον ἡ ἀπόφασις δὲν ἀπηγγέλθη ἐπὶ παρουσίᾳ του. Ἐπὶ πλέον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ γνωρίσῃ ἀμέσως πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν τὴν ἀπόφασιν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου ὡς πρὸς τὴν χρῆσιν ἢ οὐ τῶν δικαιωμάτων του προσφυγῆς.

Πλὴν τούτου, ἐν περιπτώσει τελεσιδίκου καταδίκης καὶ ἐὰν πρόκειται περὶ θανατικῆς ποινῆς, ἐπιβληθείσης διὰ πρωτοδίκου ἀποφάσεως, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θ' ἀποστείλῃ τὸ ταχύτερον πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν λεπτομερῆ ἀνακοίνωσιν περιέχουσαν :

1) Τὸ ἀκριβὲς κείμενον τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως.

2) Περιληπτικὴν ἔκθεσιν περὶ τῶν ἀνακρίσεων καὶ τῆς ἐπ' ἀκροατηρίῳ ἐκδικάσεως, ἀναπτύσσουσαν ἰδιαιτέρως τὰς βάσεις τῆς κατηγορίας καὶ τῆς ὑπερασπίσεως.

3) Ἀνακοίνωσιν, ἐνδεχομένως τοῦ ἱδρύματος ὅπου θὰ ἐκτιθῇ ἡ ποινή.

Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον ἀνακοινώσεις θ' ἀποσταλοῦν πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν εἰς τὴν διεύθυνσιν ἣν αὕτη ἔχει προγενεστέρως ὑποδείξῃ πρὸς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν.

Ἄρθρον 108.

Αἱ ποιναὶ αἱ ἐπιβαλλόμεναι εἰς αἰχμαλώτους πολέμου διὰ κανονικῶν δικαστικῶν ἀποφάσεων, αἵτινες κατέστησαν ἐκτελεσταί, θὰ ἐκτίωνται εἰς τὰ αὐτὰ ἱδρύματα καὶ ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὅρους ὡς καὶ αἱ τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Οἱ ὅροι οὗτοι θὰ εἶναι, ἐν πάσῃ περιπτώσει, σύμφωνοι πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς καὶ τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

Γυνὴ αἰχμάλωτος πολέμου κατὰ τῆς ὁποίας ἀπηγγέλθη τοιαύτη ποινὴ θὰ ἐγκλεισθῇ εἰς χωριστὸν διαμέρισμα καὶ θὰ τεθῇ ὑπὸ τὴν ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, αἰχμάλωτοι πολέμου καταδικασθέντες εἰς ποινὴν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας των θὰ ἐξακολουθήσουν χαίροντες τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 78 καὶ 126 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἐπὶ πλέον, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν καὶ ἀποστέλλουν ἐπιστολάς, νὰ λαμβάνουν τοὐλάχιστον ἓν δέμα βοηθείας μηνιαίως καὶ ν' ἀσκοῦνται τακτικὰ εἰς τὴν ὕπαιθρον. Θὰ τύχουν τῆς ἀναγκαίας εἰς τὴν ὑγείαν των ἰατρικῆς περιθάλψεως καὶ τῆς πνευματικῆς ἀρωγῆς τὴν ὁποίαν θὰ ἐπεζήτουν. Αἱ ποιναὶ αἵτινες θὰ ἐπρόκειτο νὰ τοῖς ἐπιβληθοῦν θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 87, παράγραφος **τρίτη.**

ΜΕΡΟΣ IV

Τέλος τῆς αἰχμαλωσίας

Ἄμεσος ἐπαναπατρισμὸς καὶ περίθαλψις εἰς οὐδετέραν χώραν

Ἄρθρον 109

Ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τοῦ τρίτου ἐδαφίου τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ παλινοστήσουν ἀδιακρίτως ἀριθμοῦ καὶ βαθμοῦ καὶ ἀφοῦ καταστήσουν αὐτοὺς ἱκανοὺς νὰ ὑποστοῦν τὴν μεταφοράν, τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου βαρέως ἀσθενοῦντας καὶ βαρέως τραυματισθέντας, συμφώνως πρὸς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ ἑπομένου ἄρθρου.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν τὰ ἐν συρράξει

Μέρη, βοηθούμενα ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων οὐδετέρων Δυνάμεων θὰ προσπαθήσουν νὰ διοργανώσουν τὴν ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ περίθαλψιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν περὶ ὧν τὸ δεύτερον ἐδάφιον τοῦ ἑπομένου ἄρθρου. Δύνανται, ἐπὶ πλέον, νὰ συνάψουν συμφωνίας διὰ τὸν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμὸν ἢ τὸν ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ περιορισμὸν τῶν ἐν καλῇ ὑγείᾳ αἰχμαλώτων, οἵτινες ὑπέστησαν μακρὰν αἰχμαλωσίαν.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου τραυματίας ἢ ἀσθενὴς ἐξ ἐκείνων ὧν προβλέπεται ἡ παλινόστησις κατὰ τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ ἐπαναπατρισθῇ παρὰ τὴν θέλησίν του διαρκούσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 110.

Θὰ ἐπαναπατρισθοῦν ἀπ' εὐθείας :

1) Οἱ ἀνίατοι ἀσθενεῖς καὶ τραυματίαι τῶν ὁποίων ἡ πνευματικὴ καὶ σωματικὴ ἱκανότης φαίνεται σημαντικῶς μειωθεῖσα.

2) Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς οἱ ὁποῖοι, συμφώνως πρὸς τὰς ἰατρικὰς προβλέψεις δὲν εἶναι ἐπιδεκτικοὶ θεραπείας ἐντὸς περιόδου ἑνὸς ἔτους, τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ νοσηλείαν, καὶ τῶν ὁποίων ἡ σωματικὴ καὶ πνευματικὴ ἱκανότης φαίνεται σημαντικῶς μειωθεῖσα.

3) Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς οἱ ὁποῖοι ἔχουν θεραπευθεῖ ἀλλὰ τῶν ὁποίων ἡ πνευματικὴ ἢ σωματικὴ ἱκανότης φαίνεται σημαντικῶς καὶ μονίμως μειωθεῖσα.

Δύνανται νὰ τύχουν περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν:

1) Οἱ ἀσθενεῖς καὶ τραυματίαι τῶν ὁποίων ἡ ἀνάρρωσις ἐνδέχεται νὰ συντελεσθῇ ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ τραυματισμοῦ ἢ τῆς ἀσθενείας, ἐφ' ὅσον ἡ θεραπεία των εἰς οὐδετέραν χώραν ἐπιτρέπει πρόβλεψιν ἀσφαλεστέρας καὶ ταχυτέρας ἀναρρώσεως.

2) Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου τῶν ὁποίων ἡ πνευματικὴ ἢ σωματικὴ κατάστασις κατὰ τὰς ἰατρικὰς προβλέψεις, ἀπειλεῖται σοβαρῶς ἐκ τῆς ἐν αἰχμαλωσίᾳ παραμονῆς των, ἐν ᾧ διὰ τῆς περιθάλψεως των εἰς οὐδετέραν χώραν ἠδύνατο ν' ἀποφευχθῇ ἡ ἀπειλὴ αὕτη.

Οἱ ὅροι ὑπὸ τοὺς ὁποίους αἰχμάλωτοι πολέμου περιθαλπόμενοι εἰς οὐδετέραν χώραν θὰ ἠδύνατο ἐκεῖθεν νὰ ἐπαναπατρισθοῦν, καθὼς ἐπίσης καὶ τὸ καθεστὼς ὑπὸ τὸ ὁποῖον τελοῦν, θὰ κανονισθοῦν διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν. Γενικῶς, θὰ ἐπαναπατρίζονται αἰχμάλωτοι πολέμου περιθαλπόμενοι εἰς οὐδετέραν χώραν ὅταν ἀνήκουν εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας :

1) Ἐκεῖνοι τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ὑγείας ἐπιδεινωθῇ εἰς τρόπον ὥστε νὰ πληροῦν τὰς προϋποθέσεις ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ των.

2) Ἐκεῖνοι τῶν ὁποίων αἱ πνευματικαὶ ἢ σωματικαὶ ἱκανότητες παραμένουν καὶ μετὰ τὴν θεραπείαν, σοβαρῶς μειωμέναι.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχουν εἰδικαὶ συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν, πρὸς καθορισμὸν τῶν περιπτώσεων ἀναπηρίας ἢ ἀσθενείας τῶν συνεπαγομένων τὸν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμὸν ἢ περίθαλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν αἱ περιπτώσεις αὐταὶ θὰ καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ ὑποδείγματος Συμφωνίας περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ καὶ περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν αἰχμαλώτων πολέμου, καὶ τοῦ κανονισμοῦ περὶ μικτῶν ἰατρικῶν Ἐπιτροπῶν, αἵτινες εἶναι συνημμέναι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 111.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ἡ Δύναμις ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτῶνται καὶ οὐδετέρα τις Δύναμις γενομένη δεκτὴ ὑπὸ τῶν δύο πρώτων Δυνάμεων, θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάψουν συμφωνίας αἵτινες θὰ καταστήσουν δυνατὸν τὸν περιορισμὸν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου εἰς ἐδάφη τῆς ρηθείσης οὐδετέρας Δυνάμεως μέχρι πέρατος τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 112.

Εὐθὺς ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν θὰ διορίζωνται Μικταὶ Ἰατρικαὶ Ἐπιτροπαὶ πρὸς ἐξέτασιν ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ λῆψιν ἀπάντων τῶν ἀφορωσῶν αὐτοὺς χρησίμων ἀποφάσεων. Ὁ διορισμὸς τὰ καθήκοντα καὶ ἡ λειτουργία τῶν Ἐπιτροπῶν τούτων θὰ συμφωνοῦσι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ προσηρτισμένου εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Κανονισμοῦ.

Οὐχ' ἧττον, αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ ὁποῖοι κατὰ τὴν γνώμην τῶν ἰατρικῶν ἀρχῶν τῆς Κατακρατούσης Δυνάμεως, εἶναι ἐκδήλως σοβαρῶς τραυματισμένοι ἢ βαρέως ἀσθενεῖς θὰ δύνανται νὰ ἐπαναπατρισθοῦν χωρὶς νὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ὑποχρέωσιν ἐξετάσεως παρὰ τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 113.

Τραυματίαι ἢ ἀσθενεῖς αἰχμάλωτοι πολέμου, ἐκτὸς ἐκείνων τοὺς ὁποίους θὰ ὑποδείξουν αἱ ἰατρικαὶ ἀρχαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα ἐφ' ὅσον ἀνήκουν εἰς τὰς κάτωθι κατηγορίας, νὰ παρουσιάζωνται πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὴν Μικτὴν Ἰατρικὴν Ἐπιτροπὴν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον.

1. Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προτεινόμενοι παρ' ἰατροῦ συμπατριώτου των ἢ ὑπηκόου ἐν συρράξει Δυνάμεως συμμάχου ἐκείνης ἀπὸ τὴν ὁποίαν οὗτοι ἐξαρτῶνται ὅστις ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του εἰς τὸ στρατόπεδον.

2) Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προτεινόμενοι παρὰ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης των.

3) Τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς προταθέντες παρὰ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται ἢ ὑπὸ ὀργανώσεως τινὸς ἀνεγνωρισμένης ὑπὸ τῆς ρηθείσης Δυνάμεως καὶ ἐρχομένης ἀρωγοῦ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους.

Οὐχ' ἧττον αἰχμάλωτοι πολέμου μὴ ἀνήκοντες εἰς μίαν τῶν ὡς ἄνω τριῶν κατηγοριῶν δύνανται νὰ παρουσιάζωνται πρὸς ἐξέτασιν εἰς τὰς Μικτὰς Ἰατρικὰς Ἐπιτροπὰς ἀλλὰ θὰ ἐξετάζωνται μόνον μετὰ τοὺς ἀνήκοντας εἰς τὰς ρηθείσας κατηγορίας.

Θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τὸν συμπατριώτην ἰατρὸν τῶν ἐπιβαλλομένων εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς αἰχμαλώτων πολέμου, ὡς καὶ εἰς τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης αὐτῶν νὰ παρίστανται κατὰ τὴν ἐξέτασιν.

Ἄρθρον 114.

Αἰχμάλωτοι πολέμου, ὑποστάντες ἀτυχήματα θ' ἀπολαμβάνουν τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅσον ἀφορᾷ τὸν ἐπαναπατρισμὸν καὶ τὴν περιθάλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων αὐτοτραυματισμοῦ.

Ἄρθρον 115.

Οὐδεὶς αἰχμάλωτος πολέμου εἰς τὸν ὁποῖον ἔχει ἐπιβληθῇ πειθαρχικὴ ποινὴ καὶ ὅστις θὰ συνεκέντρου τὰς προϋποθέσεις ἐπαναπατρισμοῦ ἢ περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν, δύναται νὰ κρατηθῇ μὲ τὴν δικαιολογίαν ὅτι δὲν ἐξέτισε τὴν ποινήν του.

Αἰχμάλωτοι πολέμου διωκόμενοι δικαστικῶς ἢ καταδικασθέντες, τῶν ὁποίων προβλέπεται ὁ ἐπαναπατρισμὸς ἢ εἰς οὐδετέραν χώραν περίθαλψις, δύνανται νὰ ἐπωφεληθοῦν τῶν μέτρων τούτων πρὸ τῆς λήξεως τῆς διαδικασίας ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των, ἐφ' ὅσον συγκατετίθετο εἰς τοῦτο ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ κοινοποιοῦν πρὸς ἄλληλα τὰ ὀνόματα ἐκείνων οἱ ὁποῖοι θὰ κρατηθοῦν μέχρι λήξεως τῆς διαδικασίας ἢ τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των.

Ἄρθρον 116.

Τὰ ἔξοδα ἐπαναπατρισμοῦ ἢ μεταφορᾶς εἰς οὐδετέραν χώραν, τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, θὰ βαρύνουν ἀπὸ τῶν

συνόρων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι ἐξαρτῶνται.

Ἄρθρον 117.

Οὐδεὶς ἐπαναπατρισθεὶς δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ εἰς ἐνεργὸν στρατιωτικὴν ὑπηρεσίαν.

ΤΜΗΜΑ ΙΙ.

Ἀπελευθέρωσις καὶ ἐπαναπατρισμὸς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου κατὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἄρθρον 118.

Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου θὰ ἀπελευθεροῦνται καὶ θὰ ἐπαναπατρίζωνται ἄνευ ἀναβολῆς μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐνεργῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἐλλείψει σχετικῶν πρὸς τ' ἀνωτέρω διατάξεων εἰς συμφωνίαν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν περὶ καταπαύσεως τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ ἂν δὲν ὑπάρχῃ καμμιὰ συμφωνία, ἑκάστη τῶν κατακρατουσῶν Δυνάμεων θὰ καταρτίσῃ καὶ θὰ ἐκτελέσῃ ἀμέσως σχέδιον ἐπαναπατρισμοῦ συμφώνως, πρὸς τὴν εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον διατυπουμένην ἀρχήν.

Εἰς ἀμφοτέρους τὰς περιπτώσεις, τὰ υἱοθετούμενα μέτρα θὰ κοινοποιοῦνται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Τὰ ἔξοδα ἐπαναπατρισμοῦ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ κατανέμωνται πάντως κατὰ δίκαιον τρόπον μεταξὺ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι ἐξαρτῶνται.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, κατὰ τὴν κατανομὴν θὰ ἀκολουθοῦνται αἱ κάτωθι ἀρχαί:

α) Ἐὰν αἱ δύο χῶραι ἔχουσι κοινὰ σύνορα ἡ Δύναμις ἐξ ἧς οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτῶνται θ' ἀναλάβῃ τὰ ἔξοδα ἐπαναπατρισμοῦ ἐντεῦθεν τῶν συνόρων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

β) Ἐὰν αἱ δύο χῶραι δὲν ἔχουσι κοινὰ σύνορα, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θ' ἀναλάβῃ τὰ ἔξοδα τῆς μεταφορᾶς τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της μέχρι τῶν συνόρων της ἢ μέχρι τοῦ πλησιεστέρου πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς οὗτοι ἐξαρτῶνται λιμένος ἐπιβιβάσεως. Τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη θὰ συμφωνήσουν διὰ τὴν μεταξὺ αὐτῶν δικαίαν κατανομὴν τῶν ὑπολοίπων δαπανῶν ἐπαναπατρισμοῦ.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἡ ἀνάγκη συνάψεως τοιαύτης συμφωνίας θ' ἀποτελέσῃ δικαιολογίαν οἱασδήποτε καθυστερήσεως τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 119.

Ὁ ἐπαναπατρισμὸς θὰ συντελῆται ὑπὸ ὅρους ὁμοίους πρὸς τοὺς καθοριζομένους εἰς τὰ ἄρθρα 46 καὶ 48 τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ τὴν μεταφορὰν αἰχμαλώτων πολέμου, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν καὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 118 ὡς καὶ τῶν κατωτέρω:

Κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν, τὰ ἀφαιρεθέντα ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 18, ἀντικείμενα ἀξίας καθὼς καὶ τὰ εἰς ξένον νόμισμα χρηματικὰ ποσά, ἅτινα δὲν μετετράπησαν εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, θ' ἀποδοθοῦν πρὸς αὐτούς. Τὰ ἀντικείμενα ἀξίας καὶ τὰ εἰς ξένον νόμισμα ποσὰ τὰ ὁποῖα, δι' ἕνα οἱονδήποτε λόγον δὲν ἀπεδόθησαν εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν των θὰ παραδοθοῦν εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 122 Γραφεῖον Πληροφοριῶν.

Εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου θὰ ἐπιτραπῇ νὰ συναποκομίσουν τὰ ἀτομικά των εἴδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφιχθέντα ἐπ' ὀνόματί των δέματα. Τὸ βάρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων δύναται νὰ περιορισθῇ ἐὰν οἱ ὅροι τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τὸ ἀπαιτοῦν εἰς ὅτι εὐλόγως δύναται ὁ αἰχμάλωτος νὰ βαστάσῃ. Πάντως εἰς ἕκαστον αἰχμάλωτον θὰ ἐπιτρέπηται νὰ παραλάβῃ τοὐλάχιστον εἴκοσι πέντε χιλιόγραμμα.

Τὰ ἄλλα ἀτομικὰ εἴδη τοῦ ἐπαναπατρισθέντος αἰχμαλώτου θὰ φυλάσσωνται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἤτις θ' ἀποστείλῃ, ταῦτα πρὸς αὐτόν, εὐθὺς ὡς συνάψῃ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον μετὰ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος, συμφωνίαν κανονίζουσαν τοὺς ὅρους τῆς μεταφορᾶς καὶ τὴν πληρωμὴν τῶν σχετικῶν ἐξόδων.

Αἰχμάλωτοι πολέμου τελοῦντες ὑπὸ ποινικὴν δίωξιν διὰ κακούργημα ἢ πλημμέλημα ποινικοῦ δικαίου δύνανται νὰ κατακρατηθοῦν μέχρι πέρατος τῆς διαδικασίας καί, ἐὰν τοιαύτη εἶναι ἡ περίπτωσις, μέχρι τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των. Τὸ αὐτὸ θὰ ἐφαρμόζεται καὶ διὰ τοὺς ἤδη καταδικασθέντας διὰ κακούργημα ἢ πλημμέλημα ποινικοῦ δικαίου.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα τὰ ὀνόματα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου οἵτινες κατακρατοῦνται μέχρι πέρατος τῆς διαδικασίας ἢ ἐκτίσεως τῆς ποινῆς των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν σύστασιν ἐπιτροπῶν πρὸς τὸν σκοπὸν τῆς ἀναζητήσεως τῶν ἐν διασπορᾷ αἰχμαλώτων καὶ ἐξασφαλίσεως τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ αὐτῶν ὅσον οἷόν τε τάχιστα.

ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ.

Θάνατος αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 120.

Αἱ διαθῆκαι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου θὰ συντάσσωνται κατὰ τρόπον πληροῦντα τοὺς ὅρους ἐγκυρότητος τῆς νομοθεσίας τῆς χώρας ἐξ ἧς προέρχηται, ἤτις καὶ θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὴν ἐνημέρωσιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἐπὶ τῶν ὅρων αὐτῶν. Τῇ αἰτήσει τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου, καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει μετὰ τὸν θάνατον αὐτοῦ ἡ διαθήκη θὰ διαβιβάζεται ἄνευ χρονοτριβῆς εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν, κεκυρωμένον δὲ ἀντίγραφον αὐτῆς θ' ἀποστέλλεται εἰς τὸ Κεντρικὸν Ἡρακτορεῖον Πληροφοριῶν.

Πιστοποιητικὰ θανάτου, κατὰ τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ συμβάσει τύπον ἢ πίνακες ὅλων τῶν ἀποθνησκόντων ἐν αἰχμαλωσίᾳ αἰχμαλώτων πολέμου κεκυρωμένοι ὑπὸ ὑπευθύνου ἀξιωματικοῦ θ' ἀποστέλλωνται τὸ ταχύτερον εἰς τὸ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 122 ἱδρυθησόμενον Γραφεῖον πληροφοριῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Τὰ πιστοποιητικὰ θανάτου ἢ οἱ κεκυρωμένοι οὗτοι πίνακες θὰ ἀναφέρουν τὰς περὶ ταὐτότητος πληροφορίας ὧν κατάλογος δίδεται εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ ἄρθρου 17, τὸν τόπον καὶ χρόνον τοῦ θανάτου, τὰ αἴτια τοῦ θανάτου, τὸν χρόνον καὶ τόπον ταφῆς ὡς καὶ πᾶσαν ἀναγκαίαν πληροφορίαν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν τάφων.

Τῆς ταφῆς ἢ τῆς ἀποτεφρώσεως θέλει προηγηθῇ ἰατρικὴ ἐξέτασις τοῦ σώματος ἵνα πιστοποιηθῇ ὁ θάνατος, καταστῇ δυνατὴ ἡ σύνταξις ἀναφορᾶς καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, ἐξακριβωθῇ ἡ ταὐτότης τοῦ θανόντος

Αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ μεριμνήσουν ἵνα οἱ ἐν αἰχμαλωσίᾳ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου ἐνταφιασθοῦν τιμητικῶς, εἰ δυνατὸν κατὰ τοὺς τύπους τῆς θρησκείας εἰς ἣν ἀνήκουν καὶ ἵνα οἱ τάφοι των παραμείνουν σεβαστοὶ συντηρηθοῦν εὐτρεπῶς καὶ σημανθοῦν εἰς τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσίς των. Ὅσάκις τοῦτο εἶναι δυνατὸν οἱ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου ἐξαρτώμενοι ἐκτῆς αὐτῆς Δυνάμεως θέλουν ταφῇ εἰς τὴν αὐτὴν τοποθεσίαν.

Οἱ θανόντες αἰχμάλωτοι πολέμου θέλουν ἐνταφιασθῇ ἀτομικῶς πλὴν περιπτώσεως ἀνωτέρας βίας ἐπιβαλλούσης συλλογικὴν ταφήν. Αἱ σωροὶ δύνανται ν' ἀποτεφρωθοῦν μόνον ὅσάκις τὸ ἀπαιτοῦν ἐπιτακτικοὶ λόγοι ὑγιεινῆς ἢ ἡ θρησκεία τοῦ θανόντος ἢ ἀκόμη ἐὰν ὁ ἴδιος ἐξέφρασε τοιαύτην ἐπιθυμίαν. Ἐν περιπτώσει ἀποτεφρώσεως θέλει γίνῃ μνεία ἐπὶ τῆς πράξεως θανάτου ὅπου καὶ θέλουν καταχωρηθῇ τὰ αἴτιά της.

Ἵνα καθίστανται πάντοτε δυνατὴ ἡ ἀνεύρεσις τῶν τάφων, ἅπασαι αἱ σχετικαὶ πρὸς τοὺς ἐνταφιασμοὺς καὶ τοὺς τάφους

πληροφορίαι θὰ καταχωροῦνται ὑπὸ Ὑπηρεσίας Τάφων δημιουργηθησομένης ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Κατάλογοι τῶν τάφων καὶ πληροφορίαι σχετικαὶ πρὸς τοὺς ἐνταφιασμένους, εἰς τὰ Νεκροταφεῖα ἢ ἀλλαχοῦ, αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ διαβιβασθοῦν πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι.

Εἰς τὴν ἐλέγχουσαν τὸ ἔδαφος Δύναμιν ἀπόκειται, ἐὰν εἶναι Μέρος εἰς τὴν Σύμβασιν, νὰ συντηρῇ τοὺς τάφους τούτους καὶ νὰ καταχωρήσῃ πᾶσαν μεταγενεστέραν μετακομιδὴν σωρῶν. Αἱ διατάξεις αὗται ἐφαρμόζονται καὶ περὶ τῶν τεφρῶν αἵτινες θὰ φυλάσσωνται ὑπὸ τῆς Ὑπηρεσίας Τάφων μέχρις οὗ ἡ χώρα καταγωγῆς ἀνακοινώσῃ τὰ ὁριστικὰ μέτρα ἅτινα ἐπιθυμεῖ νὰ λάβῃ σχετικῶς.

Ἄρθρον 121.

Πᾶς θάνατος ἢ πᾶς σοβαρὸς τραυματισμὸς αἰχμαλώτου πολέμου ὅστις προεκλήθη ἢ ὑπάρχει ὑπόνοια ὅτι προεκλήθη ὑπὸ σκοποῦ, ὑπὸ ἄλλου ἐγκλείστου ἢ ὑπὸ οἱουδήποτε ἄλλου προσώπου, ὡς καὶ πᾶς ἄλλος θάνατος τοῦ ὁποίου ἡ αἰτία εἶναι ἄγνωστος θὰ ἀκολουθῆται ἀμέσως ὑπὸ ἐπισήμου ἀνακρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Σχετικὴ κοινοποίησις θὰ διαβιβάζηται ἀμέσως εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν. Θὰ συλλέγωνται αἱ καταθέσεις παντὸς μάρτυρος καὶ ἀναφορὰ περιέχουσα ταύτας θὰ συντάσσηται καὶ θὰ κοινοποιῆται πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν.

Ἐὰν ἡ ἀνάκρισις ἀποδείξῃ τὴν ἐνοχὴν ἑνὸς ἢ πλειόνων ἀτόμων, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν δικαστικὴν δίωξίν του ἢ τῶν ὑπευθύνων.

ΜΕΡΟΣ V.

Γραφεῖον πληροφοριῶν καὶ Ἑταιρεῖαι Περιθάλψεως αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἄρθρον 122.

Εὐθὺς ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς συρράξεως καὶ εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατοχῆς, ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ ἱδρύσῃ ἐπίσημον Γραφεῖον πληροφοριῶν περὶ τῶν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν του τελούντων αἰχμαλώτων πολέμου.

Αἱ οὐδέτεροι ἢ μὴ ἐμπόλεμοι Δυνάμεις αἵτινες θὰ ἔχουν δεχθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 4 ἀναφερομένων κατηγοριῶν, θὰ λάβουν τὸ αὐτὸ μέτρον ὡς πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα. Ἡ ἐνδιαφερομένη Δύναμις θὰ μεριμνήσῃ ἵνα τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν διαθέτει τὰ ἀναγκαῖα οἰκήματα καὶ ἐφόδια καὶ προσωπικὸν ἵνα δυνηθῇ νὰ λειτουργήσῃ ἀποτελεσματικῶς. Εἶναι ἐλεύθερα νὰ χρησιμοποιήσῃ ἐκεῖ αἰχμαλώτους πολέμου ἐφ' ὅσον σεβασθῇ τοὺς ἐν τῷ τμήματι τῆς παρούσης Συμβάσεως τῷ σχετικῷ πρὸς τὴν ἐργασίαν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου διατυπωθέντας ὅρους.

Ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ παράσχῃ πρὸς τὸ Γραφεῖον του τὰς πληροφορίας περὶ ὧν γίνεται λόγος εἰς τὰ ἐδάφια τέταρτον, πέμπτον καὶ ἕκτον τοῦ παρόντος ἄρθρου περὶ παντὸς ἐχθρικοῦ προσώπου ἀνήκοντος εἰς μίαν τῶν ἐν ἄρθρῳ 4 ἀναφερομένων κατηγοριῶν καὶ περιπεσόντος εἰς τὴν ἐξουσίαν του. Αἱ οὐδέτεραι ἢ μὴ ἐμπόλεμοι Δυνάμεις θὰ ἐνεργήσουν ὁμοίως ὡς πρὸς τὰ ἀνήκοντα εἰς τὰς κατηγορίας ταύτας πρόσωπα, ἅτινα ἐγένοντο δεκτὰ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των.

Τὸ Γραφεῖον θ' ἀνακοινώσῃ ἐπειγόντως καὶ διὰ τῶν ταχυτέρων μέσων τὰς πληροφορίας ταύτας πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις, μέσῳ ἀφ' ἑνὸς τῶν προστατίδων Δυνάμεων καὶ ἀφ' ἑτέρου, τοῦ ἐν ἄρθρῳ 123 προβλεπομένου Κεντρικοῦ Πρακτορείου.

Αἱ πληροφορίαι αὗται πρέπει νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ταχείαν ἐνημέρωσιν τῶν ἐνδιαφερομένων οἰκογενειῶν. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 17, ἐφ' ὅσον τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ κατέχῃ τ' ἀναγκαῖα στοιχεῖα, αἱ πληροφορίαι αὗται θὰ περιλαμβάνουν δι' ἕκαστον αἰχμάλωτον πολέμου, τὸ ὀνοματεπώνυμον, τὸν βαθμόν, τὸν ἀριθμὸν μητρώου, τὸν τόπον καὶ τὴν πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως, ἔνδειξιν περὶ τῆς Δυνάμεως ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται, ὄνομα πατρός, ἐπώνυμον μητρός, ὄνομα καὶ διεύθυνσιν τοῦ εἰδοποιητέου προσώπου ὡς καὶ τὴν διεύθυνσιν εἰς τὴν ὁποίαν δύναται ν' ἀπευθυνθῇ ἡ πρὸς τὸν αἰχμάλωτον ἀλληλογραφία.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν ὀφείλει νὰ λαμβάνῃ ἀπὸ τὰς διαφόρους ἁρμοδίας ὑπηρεσίας πληροφορίας περὶ τῶν μεταστάθμεύσεων, ἀπελευθερώσεων, ἐπαναπατρισμῶν, μεταφορῶν εἰς νοσοκομεῖα, θανάτων καὶ θέλει διαβιβάσῃ ταύτας κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἀνωτέρω ἐδάφιον 3 τρόπον.

Ἐπίσης θέλουν διαβιβασθῇ τακτικῶς καὶ εἰ δυνατὸν καθ' ἑβδομάδα πληροφορίαι περὶ τῆς καταστάσεως ὑγείας αἰχμαλώτων πολέμου βαρέως ἀσθενούντων ἢ τραυματισθέντων.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θ' ἀναλάβῃ ἐπίσης ν' ἀπαντᾷ εἰς πάσας τὰς ἀπευθυνομένας αὐτῷ ἐρωτήσεις τὰς ἀφορώσας αἰχμαλώτους πολέμου, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐν αἰχμαλωσίᾳ θανόντων, θὰ προβαίνῃ εἰς τὰς ἀναγκαίας ἐρεύνας ἵνα προμηθευθῇ τὰς πληροφορίας ἃς δὲν κατέχει.

Πᾶσα ἔγγραφος ἀνακοίνωσις τοῦ Γραφείου θὰ κυροῦται εἴτε διὰ μιᾶς ὑπογραφῆς, εἴτε διὰ σφραγῖδος.

Τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν θ' ἀναλάβῃ ἐπιπροσθέτως νὰ συλλέγῃ καὶ νὰ διαβιβάζῃ πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις πᾶν ἀντικείμενον προσωπικὸν ἢ ἀξίας, περιλαμβανομένων καὶ τῶν χρηματικῶν ποσῶν τῶν εἰς νόμισμα ἄλλο, πλὴν τοῦ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καθὼς καὶ τὰ σημαντικὰ διὰ τοὺς πλησιεστέρους συγγενεῖς ἔγγραφα, τὰ ὁποῖα κατέλιπεν ὁ αἰχμάλωτος πολέμου ἅμα τῷ ἐπαναπατρισμῷ του, τῇ ἀπελευθερώσει του, τῇ ἀποδράσει του ἢ τῷ θανάτῳ του. Τ' ἀντικείμενα ταῦτα θ' ἀποστέλλωνται διὰ δεμάτων ἐσφραγισμένων ὑπὸ τοῦ Γραφείου. Εἰς τὰ δέματα ταῦτα θὰ ἐπισυνάπτωνται δηλώσεις ἐπακριβῶς καθορίζουσαι τὴν ταυτότητα τῶν προσώπων εἰς τὰ ὁποῖα τὰ ἀντικείμενα ἀνῆκον ὡς καὶ πλήρης ἀπογραφὴ τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος. Τὰ ἄλλα προσωπικὰ εἴδη τῶν περὶ ὧν πρόκειται αἰχμαλώτων θ' ἀποστέλλωνται συμφώνως πρὸς τὰς συναφθησομένας μεταξὺ ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν συμφωνίας.

Ἄρθρον 123.

Θὰ ἱδρυθῇ ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν περὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ προτείνῃ πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις, ἐὰν θεωρήσῃ τοῦτο ἀναγκαῖον τὴν ὀργάνωσιν τοῦ τοιούτου Πρακτορείου.

Τὸ Πρακτορεῖον τοῦτο θ' ἀναλάβῃ νὰ συγκεντρώνῃ ὅλας τὰς ἐνδιαφερούσας τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου πληροφορίας, ἃς θὰ δυνηθῇ νὰ ἐπιτύχῃ δι' ἐπισήμου ἢ ἰδιωτικῆς ὁδοῦ. Θὰ διαβιβάζῃ ταύτας, τὸ ταχύτερον δυνατὸν πρὸς τὴν χώραν καταγωγῆς τῶν αἰχμαλώτων ἢ πρὸς τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται. Θὰ τυγχάνῃ, ἀπὸ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν πάσης εὐκολίας διὰ τὴν ὡς ἄνω διαβίβασιν.

Τὰ Ὑγιῆ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων οἱ ὑπήκοοι ἀπολαμβάνουν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου, καλοῦνται νὰ παράσχουν πρὸς αὐτὸ τὴν οἰκονομικὴν ἐνίσχυσιν τῆς ὁποίας θὰ εἶχεν ἀνάγκην.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθοῦν ὡς περιορίζουσαι τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν ἐν ἄρθρῳ 125 μνημονευομένων Ἑταιρειῶν βοηθείας.

Ἄρθρον 124.

Τὰ ἐθνικὰ γραφεῖα πληροφοριῶν καὶ τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν θ' ἀπολαμβάνουν ἀτελείας καθὼς καὶ ὅλων τῶν ἐν ἄρθρῳ 74 προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τηλεγραφικῆς ἀτελείας ἢ τουλάχιστον σημαντικῆς ἐκπτώσεως ἐπὶ τῶν τηλεγραφικῶν τελῶν.

Ἄρθρον 125.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων, ἅτινα ἤθελον θεωρήσῃ ἀπαραίτητα διὰ τὴν κοτοχύρωσιν τῆς ἀσφαλείας των ἢ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης ἄλλης λογικῆς ἀνάγκης, αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἐπιφυλάξουν τὴν καλλιτέραν ὑποδοχὴν εἰς τὰς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις, ἑταιρείας βοηθείας, ἢ πάντας ἄλλους ὀργανισμούς αἵτινες ἔρχονται ἀρωγοὶ πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου. Θὰ παράσχουν πρὸς αὐτὰς ὡς καὶ πρὸς τοὺς κανονικῶς διαπεπιστευμένους ἀντιπροσώπους των, πᾶσαν ἀναγκαῖαν εὐκολίαν ἵνα ἐπισκέπτωνται τοὺς αἰχμαλώτους, διανέμουν πρὸς αὐτοὺς βοηθήματα καὶ ἐφόδια πάσης προελεύσεως προοριζόμενα διὰ θρησκευτικούς, μορφωτικοὺς καὶ ψυχαγωγικοὺς σκοπούς, ἢ διὰ νὰ βοηθήσουν αὐτοὺς νὰ ὀργανώσουν τὰς ὥρας τῆς σχολῆς των ἐντὸς τῶν στρατοπέδων. Αἱ προμνησθεῖσαι ἑταιρεῖαι καὶ ὀργανώσεις δύνανται νὰ ἱδρυθοῦν, εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, εἴτε εἰς ἄλλην χώραν, εἴτε ἀκόμη καὶ νὰ ἔχουν διεθνῆ χαρακτῆρα.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δύναται νὰ περορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἑταιρειῶν καὶ ὀργανώσεων εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν ὁποίων θὰ ἐπιτρέπηται ν' ἀσκοῦν τὴν δρᾶσιν των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχόν της, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι ὁ τοιοῦτος περιορισμὸς δὲν θὰ ἐμποδίσῃ τὴν παροχὴν ἀποτελεσματικῆς καὶ ἐπαρκοῦς ἀρωγῆς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου.

Ἡ εἰδικὴ ἐν προκειμένῳ θέσις τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θέλει πάντοτε ἀναγνωρισθῆ καὶ παραμείνῃ σεβαστή.

Καθ' ἣν στιγμὴν θὰ παραδίδωνται εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου βοηθήματα ἢ ἐφόδια διὰ τοὺς ὡς ἄνω μνημονευομένους σκοπούς, ἢ τοὐλάχιστον ἐντὸς βραχείας προθεσμίας, θ' ἀπευθύνονται πρὸς τὴν δωρήτριαν ἑταιρείαν ἢ ὀργανισμὸν ἀποδείξεις ὑπογεγραμμέναι ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης τῶν αἰχμαλώτων καὶ σχετικαὶ πρὸς ἑκάστην ἀποστολήν. Σχετικαὶ πρὸς τὰς ἀποστολὰς ταύτας ἀποδείξεις θὰ παρέχωνται ταὐτοχρόνως καὶ ὑπὸ τῶν ἐχουσῶν τὴν φρούρησιν τῶν αἰχμαλώτων διοικητικῶν ἀρχῶν.

ΤΙΤΛΟΣ VI

Ἐκτέλεσις τῆς συμβάσεως

Τμῆμα I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 126.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν προστατίδων Δυνάμεων θὰ ἐξουσιοδοτηθοῦν νὰ μεταβαίνουν εἰς ὅλα τὰ μέρη ὅπου εὑρίσκονται αἰχμάλωτοι πολέμου καὶ δὴ εἰς τοὺς τόπους περιορισμοῦ, φυλακίσεως καὶ ἐργασίας. Θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται ἡ εἴσοδος εἰς ὅλα τὰ διαμερίσματα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῶν αἰχμαλώτων. Θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται ἐπίσης νὰ μεταβαίνουν εἰς τοὺς τόπους ἀναχωρήσεως, διόδια ἢ ἀφίξεως τῶν μετασταθμευόντων αἰχμαλώτων. Θὰ δύνανται νὰ συνδιαλεχθοῦν ἄνευ τῆς παρουσίας τρίτων μὲ τοὺς αἰχμαλώτους καί, εἰδικῶς, μὲ τὸν ἄνδρα ἐμπιστοσύνης των, ἐν ἀνάγκῃ μέσῳ διερμηνέως.

Θ' ἀρεθῆ πᾶσα ἐλευθερία εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους καὶ ἀπεσταλμένους τῶν προστατίδων Δυνάμεων ὡς πρὸς τὴν ἐκλογὴν τοῦ τόπου ὃν ἐπιθυμοῦν νὰ ἐπισκεφθοῦν. Ἡ διάρκεια καὶ ἡ συχνότης τῶν ἐπισκέψεων δὲν δύνανται νὰ περιορισθοῦν. Αἱ ἐπισκέψεις δύνανται ν' ἀπαγορευθοῦν μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῆς στρατιωτικῆς ἀνάγκης τοῦτο δὲ μόνον ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς.

Ἡ προστάτις Δύναμις καὶ ἡ Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου δύνανται, ἐνδεχομένως, νὰ συνεννοηθοῦν ἵνα ἐπιτραπῇ εἰς συμπατριώτας τῶν αἰχμαλώτων νὰ μετάσχουν τῶν ἐπισκέψεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θ' ἀπολαμβάνουν τῶν αὐτῶν προνομίων. Ὁ διορισμὸς τῶν ἀντιπροσώπων τούτων θὰ ὑποβάλληται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὑρίσκονται οἱ πρὸς ἐπίσκεψιν αἰχμάλωτοι πολέμου.

Ἄρθρον 127.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρύτερον ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμου τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς χώρας των καὶ δὴ ὅπως περιλάβουν τὴν μελέτην εἰς ταύτης τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως ὥστε αἱ ἀρχαὶ της ν' ἀποβοῦν γνωσταὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.

Αἱ πολιτικαί, στρατιωτικαί, ἀστυνομικαὶ καὶ ἄλλαι ἀρχαί, αἵτινες ἐν καιρῷ πολέμου ἀναλαμβάνουν εὐθύνας ἔναντι τῶν προστατευομένων προσώπων, δέον ὅπως κατέχουν τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως καὶ ὅπως ἔχουν ἐκπαιδευθῆ ἰδιαιτέρως ἐπὶ τῶν διατάξεών της.

Ἄρθρον 128

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα μέσῳ τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἑλβετικοῦ Συμβουλίου καί, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστάτιδων Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους θὰ υἱοθετήσουν πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς της.

Ἄρθρον 129

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν καταλλήλων κυρώσεων ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα, ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐκ τῶν καθοριζομένων εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραμπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων του, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύναται ἐπίσης ἐὰν τὸ προτιμᾷ καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξίν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος τοῦτο ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μηνυόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἑπόμενα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 130.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις, περὶ τῶν ὁποίων πραγματεύεται τὸ προηγούμενον ἄρθρον, εἶναι ἐκεῖναι αἱ ὁποῖαι συνεπάγονται οἱανδήποτε τῶν ἀκολούθων πράξεων, ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ ἰδιοκτησιῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ὁ ἐκ προθέσεως φόνος, ἡ βάσανος ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις περιλαμβανομένων τῶν βιολογικῶν πειραμάτων, ἡ ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ ἡ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς ὑγείας, ὁ ἐξαναγκασμὸς αἰχμαλώτου πολέμου νὰ ὑπηρετήσῃ εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις τῆς ἐχθρικῆς Δυνάμεως ἢ ἡ στέρησις τοῦ δικαιώματος ὅπως τύχῃ τακτικῆς καὶ ὁμερο

λήπτου ἐκδικάσεως κατὰ τὰς παραγγελείας τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 131.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ ν' ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν ἃς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

Ἄρθρον 132.

Αἰτήσει ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἧς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συμβάσεως.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἅπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 133.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσσικὴν καὶ τὴν ἱσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 134.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἀντικαθιστᾷ εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν τὴν Σύμβασιν τῆς 27ης Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 135.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν Δυνάμεων τῶν δεσμευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης τῆς ἀφορώσης τοὺς Νόμους καὶ τὰ Ἔθιμα τοῦ κατὰξηρὰν πολέμου, εἴτε πρόκειται περὶ τῆς ἀπὸ 29 Ἰουλίου 1899 εἴτε περὶ τῆς ἀπὸ 18 Ὀκτωβρίου 1907, καὶ μετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, αὕτη θέλει ἀποτελέσῃ συμπλήρωμα τοῦ Κεφαλαίου ΙΙ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὰς ἀνωτέρω Συμβάσεις τῆς Χάγης Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 136.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἡ ὁποία φέρει τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν μέχρι τῆς 12ης Φεβρουαρίου 1950 ἀπὸ μέρους τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν ἀρξαμένην ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 συνδιάσκεψιν, ὡς καὶ Δυνάμεων μὴ ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν συνδιάσκεψιν ταύτην ἀλλὰ μετεχουσῶν εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς 27ης Ἰουλίου 1929.

Ἄρθρον 137.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις της θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνῃ.

Δι' ἑκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῇ πρωτόκολλον οὗτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου εἰς πάσας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ὑπεγράφη ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 138.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοὐλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 139.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος της ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφῇ.

Ἄρθρον 140.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχωσι περιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσδονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφῇ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 141.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχὺν εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας, ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 142.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον, ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίστανται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησίν της πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ' ἧττον, καταγγελεία κοινοποιηθεῖσα καθ' ὃν χρόνον ἡ καταγγέλλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῇ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῇ εἰρήνη, καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἔναντι τῆς καταγγελλούσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων ἃς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνοῦς δικαίου ὡς αὗται προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ πεπολιτισμένων ἐθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 143.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν καταχώρησιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφορήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ἃς θὰ λάβῃ περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες κατάθεσι εἰς ἕκαστος τὰ πληρεξούσιά του, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσδονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη ἅτινα ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀργανιστάν ;
Μ. Ὀσμὰν Ἀμρί.

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῶν ἄρθρων 10, 12 καὶ 85 (1)
Ι. ΜΑΛΟ

Διὰ τὴν Ἀργεντινήν :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων (2)
ΓΚΟΥΙΛΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
ὑπὸ τὴν αἵρεσιν τῆς ἐπικυρώσεως (3)
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
Δρ. ΡΟΥΝΤ ΜΠΑΥΝΤΟΡΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Λευκορωσσικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 10, 12, 85 (1)
ὁ ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆ. Ε.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΚΟΥΤΣΕ·Ι·ΝΙΚΩΦ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕ·Ι·ΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΙΩ. ΠΙΝΤΟ ΝΤΑ ΣΙΛΒΑ
Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΙΝΕΡ

Διὰ τὴν Βουλγαρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
Κ. Β. ΣΒΕΤΑΩΦ

Διὰ τὸν Καναδᾶν :
ΜΑΞ. Χ. ΒΕΡΣΩΦ

Διὰ τὴν Κεϋλάνην :
Β. ΚΟΥΜΕΡΑΣΒΑΜΗ

Διὰ τὴν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διὰ τὴν Κίναν :
ΓΟΥ·ΝΑΝ-ΤΣΟΥ

Διὰ τὴν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΕΛ ΡΟΚΑ ΣΑΟΣ

Διὰ τὴν Κούβαν :
Ι. ΝΤΕ. ΛΑ ΛΟΥΖ ΛΕΩΝ

Διὰ τὴν Δανειμαρκίαν :
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝ, ΠΑΥΛΟΣ ΙΨΕΝ, ΜΠΑΓΚΕ

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΟΥΦΑΤ

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ΛΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΔΕΡΟΝ

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
ΛΕΛΑΝ ΧΑΡΙΣΟΝ ΡΑ·Υ·ΜΟΝΔΟΣ Ι. ΓΙΓΚΛΙΓΚ

(1) Ἴδε ἐπιφυλάξεις εἰς σελίδα
(2) Ἴδε ἐπιφύλαξιν εἰς σελίδα
(3) Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ὁ Αὐστραλὸς Πληρεξούσιος ἐδήλωσεν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του διατηρῇ τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλαξεις ἅμα τῇ ἐπικυρώσει.
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(5) » » » » »
(6) » » » » »
(7) » » » » »

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΕΚΕ

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
ΡΕ·Ι·ΝΟΛΝΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
ΓΚ. ΚΑΕΝ-ΣΑΛΒΑΝΤΟΡ, ΖΑΚΙΝΟ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΛΟΥ

Διὰ τὴν Γουατεμάλλαν :
Α. ΝΤΥΠΟΝ-ΒΙΑΛΕΜΙΝ

Διὰ τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
ΝΤ. ΜΠ. ΝΤΕΣΑΙ

Διὰ τὸ Ἰράν :
Α. Χ. ΜΕ·Ι·ΚΑΝΤΕΧ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΗΝ-ΜΑΚ-ΜΠΡΑΙΝΤ

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
ΤΖΑΚΙΝΤΟ ΑΟΥΡΙΤΙ, ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ

Διὰ τὸν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ

Διὰ τὸ Λίχτεβστάιν :
Κόμης Φ. ΒΙΑΤΣΕΚ

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Ι. ΣΤΟΥΡΜ

Διὰ τὸ Μεξικόν :
ΠΕΤΡΟ ΝΤΕ ΛΑΜΠΑ Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ

Διὰ τὸ Πριγκιπᾶτον τοῦ Μονακό :
Μ. ΛΟΖΕ

Διὰ τὴν Νικαράγουα :
AD. REFEBENDUM
ΛΙΦΣΙΤΣ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
Γ. Ρ. ΛΕΚΙΝΚ

Διὰ τὸ Πακιστάν :
Σ.Μ. Α. ΦΑΡΟΥΚ, Μ.Γ. Α.Χ. ΣΑΙΧ

Διὰ τὴν Παραγουάην :
ΚΟΓΡΑΝΤ ΦΕΡ

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
Ι. ΜΠΟΣ ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

Διὰ τὸ Περοῦ :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΠΙΖΑΡΟ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :
Π. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ (1)

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) » » » » »
(4) » » » » »
(5) Ὑπὸ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῆς Γερουσίας τῶν Φιλιππίνων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Συντάγματος.
(6) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΡΖΥΜΠΟΣ

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
Γ. ΚΑΛΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγ. Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :
ΡΟΜΠΕΡΤ ΚΡΕΙΓΚΙ, Χ. Α. ΣΠΡΟΥΤ, Β. Χ. ΓΚΑΡΔΝΕΡ

Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἕδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΝΤΙΝΙ

Διὰ τὸ Ἓλ Σαλβαντόρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΑΝΤΕ

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως παρὰ τῆς Α. Μ. τοῦ Βασιλέως τῆς Σουηδίας καὶ τὴν ἔγκρισιν τοῦ ΡΙΚΣΤΑΓΚ
ΣΤΑΦΑΝ ΣΕΝΤΕΡΜΠΛΟΜ

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΠΙΕΡ
Συντ)χης ΜΕΡ. ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ ΠΛΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ
Φ.. ΖΟΥΤΤΕΡ Χ. ΜΕΛΙ

Διὰ τὴν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΕΛ ΝΤΖΑΜΠΡΙ, Λ. ΤΖΕΝΑΟΥΙ

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΤΑΟΥΜΠΕΡ

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ

Διὰ τὴν Οὐκρανικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 10, 12, 85. Κατὰ πληρεξουσιότητα τῆς Κυβερνήσεως Ο.Υ.Σ.Σ.Δ.(5)
Καθηγητής. Ο. ΜΠΟΓΚΟΜΟΛΕΤΣ

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :
μὲ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 10, 12, 85 (3)
Ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Ε.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΣΛΑΒΙΝ

Διὰ τὴν Οὐραγουάην :
Σύμβουλος Συντ)ρχης ΕΚΤΩΡ Ι. ΜΠΛΑΝΚΟ

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Λ. ΠΟΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας :
μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ

---

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) » » » » »
(4) » » » » »
(5) » » » » »
(6) » » » » »
(7) » » » » »

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Τύπος συμφωνίας περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ καὶ εἰς οὐδετέραν χώραν περιθάλψεως αἰχμαλώτων πολέμου
Τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν
(ἴδε ἄρθρον 110).

1. Ἀκολουθητέαι ἀρχαὶ περὶ ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ ἢ περιθάλψεως εἰς οὐδετέραν χώραν.

Α. Ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμός.

Θέλουσιν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισθῆ :

1) Ὅλοι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ προσβληθέντες, συνεπείᾳ τραυματισμοῦ, ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀκολούθων ἀναπηριῶν: ἀπώλεια ἄκρου, παράλυσις, ἀναπηρεία ἀρθρώσεως ἢ ἄλλη ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἀναπηρεία συνίσταται τοὐλάχιστον εἰς τὴν ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδὸς ἢ ἰσοδυναμεῖ πρὸς τὴν ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδός.

Μὴ ἀποκλειομένης εὐρυτέρας ἑρμηνείας, αἱ κάτωθι περιπτώσεις θὰ θεωρηθοῦν ὡς ἰσοδυναμοῦσαι πρὸς τὴν ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδὸς :

α) Ἀπώλεια χειρὸς, ἁπάντων τῶν δακτύλων ἢ τοῦ ἀντίχειρος καὶ τοῦ δείκτου μιᾶς χειρός, ἀπώλεια ποδὸς ἢ πάντων τῶν δακτύλων καὶ τοῦ μεταταρσίου ἑνὸς ποδός.

β) Ἀγκύλωσις, ἀπώλεια ὀστεϊκοῦ ἱστοῦ, οὐλόδης στένωσις ἀπαγορεύουσα τὴν λειτουργίαν μιᾶς τῶν μεγάλων ἀρθρώσεων ἢ ἁπασῶν τῶν δακτυλικῶν ἀρθρώσεων μιᾶς χειρός.

γ) Ψευδάρθρωσις τῶν μακρῶν ὀστῶν.

δ) Παραμορφώσεις ὀφειλόμεναι εἰς θλᾶσιν ἢ ἄλλην τινὰ βλάβην καὶ συνεπαγόμεναι σοβαρὰν μείωσιν δραστηριότητος καὶ ἱκανότητος εἰς τὸ βαστάζειν βάρη.

2) Ὅλοι οἱ τραυματίαι αἰχμάλωτοι πολέμου τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπέβη χρονία, εἰς σημεῖον ὥστε ἡ πρόγνωσις νὰ φαίνεται ἀποκλείουσα παρὰ τὴν Θεραπείαν, τὴν ἀνάρρωσιν ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμέρας τοῦ τραυματισμοῦ, ὡς λ.χ., εἰς τὰς ἑξῆς περιπτώσεις :

α) βλῆμα ἐντὸς τῆς καρδίας, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἰατρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν διεπίστωσε, κατὰ τὴν ἐξέτασιν της, σοβαρὰς ἀνωμαλίας.

β) Μεταλλικὸν θραῦσμα ἐντὸς τοῦ ἐγκεφάλου ἢ τῶν πνευμόνων, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἰατρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν διεπίστωσε, κατὰ τὴν ἐξέτασίν της, τοπικὰς ἢ γενικὰς ἀντιδράσεις.

γ) ὀστεομυελίτης ἧς δὲν εἶναι δυνατὸν νὰ προβλεφθῇ ἡ ἴασις ἐντὸς τοῦ ἑπομένου τοῦ τραυματισμοῦ ἔτους καὶ ἥτις φαίνεται μέλλουσα νὰ καταλήξῃ εἰς ἀγκύλωσιν μιᾶς ἀρθρώσεως ἢ εἰς ἄλλην βλάβην ἰσοδυναμοῦσαν πρὸς τὴν ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδός.

δ) διατριταίνουσα καὶ διαπυητικὴ κάκωσις τῶν μεγάλων ἀρθρώσεων.

ε) κάκωσις τοῦ κρανίου μετ' ἀπωλείας ἢ μεταθέσεως ὀστεϊκοῦ ἱστοῦ.

στ) κάκωσις ἢ ἔγκαυμα τοῦ προσώπου μετ' ἀπωλείας ἱστοῦ καὶ λειτουργικῶν βλαβῶν.

ζ) κάκωσις τοῦ νωτιαίου μυελοῦ.

η) βλάβη τῶν περιφερικῶν νεύρων ἧς τὰ ἐπακόλουθα ἰσοδυναμοῦν πρὸς ἀπώλειαν χειρὸς ἢ ποδὸς καὶ τῆς ὁποίας ἡ ἴασις ἀπαιτεῖ πλέον τοῦ ἔτους ἀπὸ τοῦ τραυματισμοῦ, λχ. κάκωσις τοῦ βραχιονίου ἢ τοῦ ὀσφυϊκοῦ πλέγματος, τοῦ μέσου ἢ τοῦ ἰσχιακοῦ νεύρου, ἐπίσης καὶ συνδεδυασμένη βλάβη τοῦ κερκιδικοῦ καὶ ὠλενίου νεύρου, ἢ τοῦ πλαγίου ἰγνυακοῦ καὶ μέσου ἰγνυακοῦ νεύρου κλπ. Ἡ μεμονωμένη ὅμως βλάβη τοῦ κερκιδικοῦ, τοῦ ὠλενίου, τοῦ πλαγίου ἰγνυακοῦ ἢ τοῦ μέσου ἰγνυακοῦ νεύρου, δὲν δικαιολογεῖ τὸν ἐπα-

ναπατρισμὸν ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων ρικνωτικῶν ἐξεργασιῶν ἢ σοβαρὰν νευροτροφικῶν διαταραχῶν.

θ) κάκωσις τοῦ οὐρικοῦ συστήματος ἐκθέτουσα σοβαρῶς εἰς κίνδυνον τὴν λειτουργίαν του

3) Ὅλοι οἱ ἀσθενεῖς αἰχμάλωτοι πολέμου ὧν ἡ κατάστασις ἀπέβη χρονία εἰς βαθμὸν ὥστε ἡ πρόγνωσις ν' ἀποκλείει τὴν ἴασιν, παρὰ τὴν θεραπείαν, ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐκδηλώσεως τῆς νόσου, ὡς λ.χ. εἰς τὰς κάτωθι περιπτώσεις:

α) Προκεχωρημένη φυματίωσις οἱουδήποτε ὀργάνου μὴ δυναμένη πλέον, κατὰ τὴν ἰατρικὴν πρόγνωσιν, νὰ ἰαθῇ ἢ τοὐλάχιστον σημαντικῶς νὰ βελτιωθῇ διὰ θεραπείας εἰς οὐδετέραν χώραν.

β) Ἐξοδρυματικὴ πλευρίτις

γ) Σοβαραὶ νόσοι τῶν ἀναπνευστικῶν ὀργάνων μὴ φυματιώδους αἰτιολογίας, προβλεπόμεναι ἀνίατοι ὡς λ.χ. σοβαρὸν πνευμονικὸν ἐμφύσημα (μετὰ ἢ ἄνευ βρογχίτιδος): χρόνιον ἄσθμα (1), χρονία βρογχίτις, (1) διαρκέσασα πλέον, τοῦ ἔτους ἐν αἰχμαλωσίᾳ βρογχιέκτασις (1) κλπ.

δ) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τοῦ κυκλοφοριακοῦ συστήματος, λ.χ. : βαλβιδικαὶ βλάβαι καὶ μυοκαρδίτις, (1) ἐμφανίσασαι σημεῖα κυκλοφορ.ακῆς ἀνεπαρκείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς αἰχμαλωσίας, καὶ ἂν ἔτι ἡ Μικτὴ Ἰατρικὴ Ἐπιτροπὴ δὲν δύναται νὰ διαπιστώσῃ τοιαῦτα σημεῖα κατὰ τὴν ὥραν τῆς ἐξετάσεως, πκθήσεις τοῦ περικκρδίου καὶ τῶν ἀγγείων (ἀσθένεια τοῦ Μποῦργκερ ἀνευρίσματα τῶν μεγάλων ἀγγείων κ.λ.π.

ε) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τῶν πεπτικῶν ὀργάνων, λ.χ. ἕλκος τοῦ στομάχου ἢ τοῦ δωδεκαδακτύλου, ἐπακόλουθα ἐγχειρίσεων τοῦ στομάχου γενομένων ἐν αἰχμαλωσίᾳ, χρονία γαστρίτις, ἐντερίτις ἢ κολίτις. διαρκέσασα πέραν τοῦ ἔτους καὶ σοβαρῶς ἐπιρρεάζουσα τὴν γενικὴν κατάστασιν, κύρωσις τοῦ ὕπατος χρονία χολοκυστοπάθεια (1) κλπ.

στ) Σοβαραὶ χρόνιαι παθήσεις τῶν οὐρογενητικῶν ὀργάνων, λ.γ. χρόνιαι νόσοι τῶν νεφρῶν μὲ ἐπακολουθούσας διαταραχάς, νεφρεκτομία λόγῳ φυματιῶντος νεφροῦ, χρονία πυελίτις ἢ χρονία κυστίτις, ὑδρονέφρωσις ἢ πυονέφρωσις, σοβαραὶ χρόνιαι γυναικολογικαὶ παθήσεις, ἐγκυμωσύνη καὶ μαιευτικαὶ παθήσεις, ὅταν εἶναι ἀδύνατος ἡ εἰς οὐδετέραν χώραν περίθαλψις κ.λ.π.

ζ) Σοβαραὶ χρόνιαι νόσοι τοῦ κεντρικοῦ καὶ περιφερικοῦ νευρικοῦ συστήματος λ.χ. ὅλαι αἱ ἔκδηλοι ψυχώσεις, καὶ ψυχονευρώσεις ὡς σοβαρὰ ὑστερία, σοβαρὰ ψυχονεύρωσις αἰχμαλωσίας κλπ. δεόντως διαπιστωθεῖσα ὑπὸ εἰδικοῦ (1), πᾶσα ἐπιληψία δεόντως διαπιστωθεῖσα ὑπὸ τοῦ ἰατροῦ τοῦ στρατοπέδου (1), ἐγκεφαλικὴ ἀρτηριοσκλήρωσις, χρονία νευρίτις διαρκέσασα πέραν τοῦ ἔτους κλπ.

η) Σοβαραὶ χρόνιαι νόσοι τοῦ νευρο-φυτικοῦ συστήματος μετὰ σημαντικῆς μειώσεως τῆς διανοητικῆς ἢ σωματικῆς ἱκανότητος, ἀξιοσημείωτος ἀπώλεια βάρους καὶ γενικὴ ἀσθένεια.

θ) Τύφλωσις ἀμφοτέρων τῶν ὀφθαλμῶν ἢ τοῦ ἑνὸς τούτων ὁσάκις ἡ ὅρασις τοῦ ἑτέρου εἶναι μικροτέρα τοῦ Ι, παρὰ τὴν χρῆσιν διορθωτικῶν φακῶν, μείωσις τῆς ὀξύτητος τῆς ὁράσεως εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς εἶναι ἀδύνατος ἡ ἀποκατάστασις αὐτῆς διὰ διορθώσεως εἰς ὀξύτητα 1)2 διὰ τὸν ἕνα τοὐλάχιστον ὀφθαλμὸν 1. ἄλλαι σοβαραὶ ὀφθαλμικαὶ παθήσεις, λ. χ. γλαύκωμα, ἰρίτις, χωροειδίτις, τράχωμα κλπ.

ι) Ἀκουστικαὶ διαταραχαὶ ὡς ἡ τελεία μονόπλευρος κώφωσις ὅταν τὸ ἕτερον οὖς δὲν διακρίνει τὴν κανονικὴν ὁμιλίαν εἰς ἀπόστασιν ἑνὸς μέτρου (1) κλπ.

ια) Σοβαραὶ παθήσεις τοῦ μεταβολισμοῦ ὡς λ.χ. σακχαρώδης διαβήτης ἀπαιτῶν θεραπείαν δι' ἰνσουλίνης κλπ.

ιβ) Σοβαραὶ διαταραχαὶ τῶν ἐνδοκρίνων ἀδένων ὡς λ.χ. θυριειδοτοξίνωσις, ὑποθυρεοείδωσις, νόσος τοῦ Ἄδδισον, καχεξία τοῦ Σάϊμοντς, τετανία, κλπ.

ιγ) Σοβαραὶ καὶ χρόνιαι διαταραχαὶ τοῦ αἱμοποιητικοῦ συστήματος.

ιδ) Σοβαραὶ περιπτώσεις χρονίου δηλητηριάσεως ὡς λ.χ. μολύβδωσις, ὑδραργύρωσις, μορφινισμός, κοκαϊνισμὸς ἀλκοολισμός, δηλητηρίασις δι' ἀερίου, ἢ ἀκτινοβολίας κλπ.

ιε) Χρόνιαι παθήσεις τῆς κινητικότητος μετ' ἐκδήλων λειτουργικῶν διαταραχῶν ὡς λ.χ. παραμορφωτικὴ ἀρθρίτις, πρωτογενὴς ἢ δευτερογενὴς προϊοῦσα χρονία πολυαρθρίτις, ρευματισμὸς μετὰ σοβαρῶν κλινικῶν συμπτωμάτων κλπ.

ιστ) Σοβαραὶ χρόνιαι δερματικαὶ παθήσεις μὴ ἐνδίδουσαι εἰς θεραπείαν.

ιζ) Πᾶς κακοήθης ὄγκος.

ιη) Σοβαραὶ χρόνιαι μολυσματικαὶ νόσοι ἐπιμείνασαι ἐπὶ ἓν ἔτος μετὰ τὴν ἐκδήλωσίν των ὡς λ χ. ἑλονοσία μετὰ ἐκδήλων ὀργανικῶν βλαβῶν, ἀμοιβαδικὴ ἢ μικροβιακὴ δυσεντερία μετὰ σοβαρῶν διαταραχῶν, τριτογενὴς σύφιλις τῶν σπλάγχνων μὴ ἐνδίδουσα εἰς τὴν θεραπείαν, λέπρα, κλπ.

ιθ) Σοβαραὶ ἀβιταμινώσεις ἢ σοβαρὰ ἀσιτία.

Β. Περίθαλψις εἰς οὐδετέραν χώραν.

Θέλουσι παρουσιασθῇ πρὸς περίθαλψιν εἰς οὐδετέραν χώραν.

1. Ὅλοι οἱ τραυματίαι αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ μὴ ἐπιδεκτικοὶ ἰάσεως ἐν αἰχμαλωσίᾳ ἀλλ' οἵτινες δυνατὸν νὰ ἰαθοῦν ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἐνδέχεται σαφῶς νὰ βελτιωθῇ διὰ τῆς περιθάλψεώς των εἰς οὐδετέραν χώραν.

2. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ φυματιώσεως οἱασδήποτε μορφῆς, οἱουδήποτε ὀργάνου καὶ τῶν ὁποίων ἡ θεραπεία εἰς οὐδετέραν χώραν πιθανῶς νὰ ὁδήγῃ πρὸς ἴασιν ἢ τοὐλάχιστον, πρὸς ἱκανὴν βελτίωσιν, ἐξαιρουμένης τῆς πρωτογενοῦς φυματιώσεως τῆς ἰαθείσης πρὸ τῆς αἰχμαλωσίας.

3. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ παθήσεων ἀπαιτουσῶν θεραπείαν τῶν ἀναπνευστικῶν, κυκλοφοριακῶν, πεπτικῶν, νευρικῶν, αἰσθητηρίων, οὐρογενητικῶν, δερματικῶν, κινητικῶν, κλπ. ὀργάνων, ἐὰν ἡ τοιαύτη θεραπεία θὰ εἶχε καταφανῶς καλλίτερα ἀποτελέσματα ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ ἢ ἐν αἰχμαλωσίᾳ.

4. Αἰχμάλωτοι πολέμου ὑποστάντες νεφροκτομίαν ἐν αἰχμαλωσίᾳ διὰ μὴ φυματιώδη οὐρικὴν πάθησιν, ἢ προσβληθέντες ὑπὸ ὀστεομυελίτιδος ἰαινομένης ἢ λανθανούσης, ἢ ὑπὸ σακχαρώδους διαβήτου μὴ ἀπαιτοῦντος θεραπείαν δι' ἰνσουλίνης κλπ.

5. Αἰχμάλωτοι πολέμου πάσχοντες ἐκ πολεμικῶν νευρώσεων ἢ νευρώσεων αἰχμαλωσίας.

Περιπτώσεις νευρώσεως αἰχμαλωσίας μὴ θεραπευθεῖσαι τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν εἰς οὐδετέραν χώραν περίθαλψιν ἢ αἵτινες, μετὰ τὴν χρονικὴν ταύτην περίοδον δὲν εὑρίσκονται σαφῶς εἰς τὴν ὁδὸν τῆς τελείας ἰάσεως, θὰ ἐπαναπατρίζωνται.

6. Ὅλοι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ πάσχοντες ἐκ χρονίας δηλητηριάσεως (ἀέρια, μέταλλα, ἀλκαλοειδῆ κλπ.) διὰ τοὺς ὁποίους ἡ προοπτικὴ τῆς ἰάσεως εἶναι ἰδιαιτέρως εὐνοϊκὴ ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ.

7. Ὅλαι αἱ γυναῖκες αἰχμάλωτοι πολέμου αἵτινες ἐγκυμονοῦν ἢ εἶναι μητέρες μετὰ βρεφῶν καὶ νηπίων.

Ἀποκλείονται τῆς ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ περιθάλψεως :

1. Πᾶσαι αἱ δεόντως διαπιστωθεῖσαι ψυχώσεις,

2. Πᾶσαι αἱ θεωρούμεναι ἀνίατοι ὀργανικαὶ ἢ λειτουργικαὶ νευρικαὶ παθήσεις.

3. Πᾶσαι αἱ μεταδοτικαὶ νόσοι, κατὰ τὴν περίοδον καθ' ἣν εἶναι μεταδόσιμοι, ἐξαιρουμένης τῆς φυματιώσεως.

---

(1) Ἡ ἀπόφασις τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς θὰ βασισθῇ κατὰ μέγα μέρος ἐπὶ τῶν διατυπώσεων τοῦ ἰατροῦ τοῦ στρατοπέδου καὶ τῶν συμπατριωτῶν τοῦ αἰχμαλώτου ἰατρῶν ἢ ἐπὶ ἐξετάσεως εἰδικῶν ἰατρῶν τῆς κατεχρατούσης Δυνάμεως.

II. Γενικαὶ Παρατηρήσεις.

1. Οἱ ἀνωτέρω καθοριζόμενοι ὅροι δέον γενικῶς νὰ ἑρμηνευθοῦν καὶ νὰ ἐφαρμοσθοῦν μετὰ τῆς μεγαλυτέρας δυνατῆς εὐρύτητος ἀντιλήψεως.

Αἱ νευροπαθητικαὶ καὶ ψυχοπαθητικαὶ καταστάσεις αἱ προκληθεῖσαι ὑπὸ τοῦ πολέμου ἢ τῆς αἰχμαλωσίας, ὡς καὶ αἱ περιπτώσεις φυματιώτεως παντὸς βαθμοῦ πρέπει, πρὸ παντός, νὰ τύχουν τῆς εὐρείας ταύτης ἀντιλήψεως. Οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ ὑποστάντες πολλὰ τραύματα ὧν οὐδέν, κεχωρισμένως λαμβανόμενον, δικαιολογεῖ τὸν ἐπαναπατρισμόν, θὰ ἐξετασθοῦν μὲ τὴν αὐτὴν εὐρύτητα ἀντιλήψεως καὶ θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ ἐκ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν τραυμάτων των ψυχικὸς τραυματισμός.

2. Πᾶσαι αἱ περιπτώσεις αἱ ἀναντιρρήτως παρέχουσαι δικαίωμα ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμοῦ. (ἀκρωτηριασμός, ὀλικὴ τύφλωσις, ἢ κώφωσις, ἀνοικτὴ πνευμονικὴ φυματίωσις, ψυχικὴ πάθησις, κακοήθης ὄγκος κλπ.) θὰ ἐξετάζωνται καὶ θὰ ἐπαναπατρίζωνται τὸ ταχύτερον δυνατὸν ὑπὸ τῶν ἰατρῶν τοῦ στρατοπέδου ἢ ὑπὸ ἐπιτροπῶν στρατιωτικῶν ἰατρῶν διοριζομένων ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

3. Τὰ προγενέστερα τοῦ πολέμου τραύματα καὶ νοσήματα, τὰ μὴ χειροτερεύσαντα ὡς καὶ τὰ πολεμικὰ τραύματα ἅτινα δὲν ἐμπόδισαν τὴν ἐκ νέου ἀνάληψιν στρατιωτικῆς ὑπηρεσίας δὲν παρέχουν δικαίωμα εἰς τὸν ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμόν.

4. Αἱ παροῦσαι διατάξεις θὰ τύχουν ἀναλόγου ἑρμηνείας καὶ ἐφαρμογῆς εἰς ὅλα τὰ Κράτη τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως. Αἱ ἐνδιαφερόμεναι Δυνάμεις καὶ ἀρχαὶ θέλουν παράσχῃ εἰς τὰς Μικτὰς Ἰατρικὰς Ἐπιτροπὰς πᾶσαν εὐκολίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.

5. Τὰ ὑπὸ στοιχεῖον 1 ἀνωτέρω μνημονευόμενα παραδείγματα ἀποτελοῦν ἁπλῶς τυπικὰς περιπτώσεις. Περιπτώσεις μὴ ἀπολύτως σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις ταύτας θὰ ἐξετασθοῦν ἐν τῷ πνεύματι τῶν θεσπιζομένων ἐν ἄρθρῳ 110 τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς τιθεμένας ἐν τῇ παρούσῃ συμφωνίᾳ ἀρχάς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II.

Κανονισμὸς ἀφορῶν τὰς μικτὰς ἰατρικὰς ἐπιτροπάς.
(Ἴδε ἄρθρον 112.)

Ἄρθρον 1.

Αἱ Μικταὶ Ἰατρικαὶ Ἐπιτροπαὶ περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 112 τῆς Συμβάσεως, θ' ἀποτελοῦνται ἐκ τριῶν μελῶν ἐξ ὧν δύο θ' ἀνήκουν εἰς οὐδετέραν χώραν, τοῦ τρίτου ὁριζομένου ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Θὰ προεδρεύῃ ἓν τῶν οὐδετέρων μελῶν.

Ἄρθρον 2.

Τὰ δύο οὐδέτερα μέλη θὰ διορίζωνται ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἐνεργούσης ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῇ αἰτήσει τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ταῦτα δύνανται ἀδιαφόρως νὰ ἔχουν κατοικίαν ἐντὸς τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας, ἢ εἰς οἱανδήποτε ἄλλην οὐδετέραν χώραν ἢ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 3.

Τὰ οὐδέτερα μέλη δέον νὰ τύχουν τῆς ἐγκρίσεως τῶν ἐνδιαφερομένων ἐν συρράξει Μερῶν, ἅτινα θὰ γνωστοποιοῦν τὴν ἔγκρισίν των πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν. Ἀπὸ τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης ὁ διορισμὸς τῶν μελῶν θὰ θεωρεῖται ἰσχυρός.

Ἄρθρον 4.

Θὰ διορίζηται ἐπίσης ἐπαρκὴς ἀριθμὸς ἀναπληρωματικῶν μελῶν πρὸς ἀντικατάστασιν τῶν τακτικῶν μελῶν ἐν περιπτώσει ἀνάγκης. Ὁ διορισμὸς τούτων θὰ γίνηται ταὐτοχρόνως μὲ τὸν διορισμὸν τῶν τακτικῶν μελῶν ἢ, τοὐλάχιστον, ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας.

Ἄρθρον 5.

Ἐάν, δι' οἱονδήποτε λόγον, ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ δὲν δύναται νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τῶν οὐδετέρων μελῶν, θέλει προβῇ εἰς τοῦτον ἡ προστάτις Δύναμις.

Ἄρθρον 6.

Κατὰ τὸ μέτρον τοῦ δυνατοῦ, τὸ ἓν τῶν οὐδετέρων μελῶν θὰ εἶναι χειροῦργος τὸ δὲ ἕτερον παθολόγος.

Ἄρθρον 7.

Τὰ οὐδέτερα μέλη θ' ἀπολαύουν πλήρους ἀνεξαρτησίας ἐναντι τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἅτινα θὰ τοῖς ἐξασφαλίσουν πᾶσαν εὐκολίαν διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ἀποστολῆς των.

Ἄρθρον 8.

Ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ὅταν προβῇ εἰς τοὺς προβλεπομένους ἐν ἄρθροις 2 καὶ 4 τοῦ παρόντος κανονισμοῦ διορισμούς., θὰ καθορίσῃ ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως τοὺς ὅρους ὑπηρεσίας τῶν ἐνδιαφερομένων.

Ἄρθρον 9.

Εὐθὺς ὡς τύχουν ἐγκρίσεως τὰ οὐδέτερα μέλη, αἱ Μικταὶ Ἰατρικαὶ Ἐπιτροπαὶ θὰ ἐπιληφθοῦν, ὅσον ἔνεστι ταχύτερον, τοῦ ἔργου των, πάντως δὲ ἐντὸς τριμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς ἐγκρίσεως.

Ἄρθρον 10.

Αἱ Μικταὶ Ἰατρικαὶ Ἐπιτροπαὶ θὰ ἐξετάσουν ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 113 τῆς Συμβάσεως. Θὰ προτείνουν τὸν ἐπαναπατρισμόν, τὸν ἀποκλεισμὸν ἀπὸ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ ἢ τὴν ἀναβολὴν μέχρι νέας μεταγενεστέρας ἐξετάσεως. Αἱ ἀποφάσεις των θὰ λαμβάνωνται κατὰ πλειοψηφίαν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ λαμβανόμεναι ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς ἀποφάσεις, ἐπὶ ἑκάστης εἰδικῆς περιπτώσεως θὰ κοινοποιῶνται, ἐντὸς τοῦ ἑπομένου τῆς ἐξετάσεως μηνὸς εἰς τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν, εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν καὶ εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ. Ἡ Μικτὴ Ἰατρικὴ Ἐπιτροπὴ θέλει ἐπίσης ἀνακοινώσῃ εἰς ἕκαστον τῶν ἐξετασθέντων αἰχμαλώτων πολέμου τὴν περὶ αὐτοῦ ληφθεῖσαν ἀπόφασιν καὶ θὰ χορηγήσῃ εἰς ἐκείνους ὧν ἐπροτάθη ὁ ἐπαναπατρισμός, πιστοποιητικὸν σύμφωνον πρὸς τὸν προσηρτημένον εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν τύπον.

Ἄρθρον 12.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὑποχρεοῦται νὰ ἐκτελέσῃ τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀφ' ἧς ἤχθησαν κανονικῶς εἰς γνῶσιν της.

Ἄρθρομν 13.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχουν οὐδέτεροι ἰατροὶ εἰς χώραν ὅπου φαίνεται ἀναγκαία ἡ λειτουργία Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς, καὶ ἐάν, δι' οἱονδήποτε λόγον, εἶναι ἀδύνατος ὁ διορισμὸς ἰατρῶν κατοικούντων εἰς ἑτέραν χώραν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἐνεργοῦσα ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, θὰ συγκροτήσῃ Ἰατρικὴν Ἐπιτροπὴν ἥτις θ' ἀναλάβῃ τὰ αὐτὰ ὡς καὶ τῆς Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς καθήκοντα ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 1,2,3,4,5, καὶ 8 τοῦ παρόντος κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 14.

Αἱ Μικταὶ ἰατρικαὶ Ἐπιτροπαὶ θὰ λειτουργοῦν μονίμως καὶ θὰ ἐπισκέπτωνται ἕκαστον στρατόπεδον κατὰ διαστήματα οὐχὶ μεγαλύτερα τῶν ἓξ μηνῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

Κανονισμὸς Ἀφορῶν τὰ πρὸς τοὺς Αἰχμαλώτους πολέμου Συλλογικὰ Βοηθήματα

Ἄρθρον 1.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ ἐπιτραπῇ νὰ διανέμουν τὰς ἀποστολὰς συλλογικῶν βοηθημάτων διὰ τὰς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνοι, πρὸς ὅλους τοὺς αἰχμαλώτους τοὺς διοικητικῶς ἐξαρτωμένους ἀπὸ τὸ στρατόπεδόν των, περιλαμβανομένων καὶ τῶν εὑρισκομένων εἰς νοσοκομεῖα, φυλακὰς ἢ ἄλλα σωφρονιστικὰ ἱδρύματα.

Ἄρθρον 2.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν συλλογικῆς βοηθείας θὰ διενεργῆται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῶν δωρητῶν καὶ βάσει σχεδίου καταρτισθησομένου ὑπὸ τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης. Οὐχ ἧττον, ἡ διανομὴ τῶν ἰατρικῶν βοηθημάτων θὰ γίνηται κατὰ προτίμησιν κατόπιν συνεννοήσεως μὲ τοὺς ἀρχιάτρους καὶ οὗτοι, προκειμένου περὶ νοσοκομείων καὶ ἀπομονωτηρίων, θὰ δύνανται καὶ νὰ παρίδουν τὰς ρηθείσας ὁδηγίας ἐὰν αἱ ἀνάγκαι τῶν ἀσθενῶν των τὸ ἀπαιτοῦν. Ἐντὸς τοῦ οὕτω καθοριζομένου πλαισίου, ἡ διανομὴ θὰ διεξάγηται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀκριβοδίκαιον.

Ἄρθρον 3.

Ἵνα καταστῇ δυνατὴ ἡ ἐξακρίβωσις τῆς ποιότητος καὶ ποσότητος τῶν παραλαμβανομένων ἐμπορευμάτων, καὶ ἡ σύνταξις λεπτομερῶν ἐκθέσεων πρὸς χρῆσιν τῶν δωρητῶν, θὰ ἐπιτραπῇ εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης νὰ μεταβαίνουν εἰς τοὺς σταθμοὺς καὶ ἄλλους τόπους ἀφίξεως παρακειμένους εἰς τὸ στρατόπεδον ὅπου καταφθάνουν αἱ ἀποστολαὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ παρέχωνται αἱ ἀνάγκαῖαι εὐκολίαι ἵνα ἐξακριβώνουν ἐὰν ἡ διανομὴ τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων ἐκτελεῖται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας των εἰς ὅλα τὰ τμήματα καὶ παραρτήματα τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

Ἄρθρον 5.

Εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης θὰ ἐπιτρέπεται νὰ συμπληροῦν οἱ ἴδιοι καὶ νὰ ἐπιμελοῦνται τήν, ὑπὸ τῶν ἀνδρῶν ἐμπιστοσύνης τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας ἢ ὑπὸ τῶν ἀρχιάτρων τῶν ἀπομονωτηρίων καὶ νοσοκομείων, συμπλήρωσιν ἐγγράφων ἢ ἄλλων ἐρωτηματολογίων προοριζομένων διὰ τοὺς δωρητὰς καὶ σχετικῶν πρὸς τὰ συλλογικὰ βοηθήματα (διανομή, ἀνάγκαι, ποσότητες κλπ.) Τὰ τοιαῦτα ἔγγραφα καὶ ἐρωτηματολόγια προσηκόντως συμπεπληρωμένα θὰ διαβιβάζωνται εἰς τοὺς δωρητὰς ἄνευ χρονοτριβῆς.

Ἄρθρον 6.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τοῦ στρατοπέδου των καὶ πρὸς ἐνδεχομένην ἀντιμετώπισιν τῶν ἀναγκῶν αἵτινες δυνατὸν νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἀφίξεως νέων ὁμάδων αἰχμαλώτων, θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τοὺς ἄνδρας ἐμπιστοσύνης νὰ σχηματίζουν καὶ διατηροῦν ἐπαρκῆ ἀποθέματα συλλογικῶν βοηθημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ ἔχουν εἰς τὴν διάθεσίν των καταλλήλους ἀποθήκας. Ἑκάστη ἀποθήκη θὰ ἔχῃ δύο κλεῖθρα . Ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ κρατῇ τὰς κλεῖδας τοῦ ἑνὸς καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου τὰς κλεῖδας τοῦ ἑτέρου.

Ἄρθρον 7.

Εἰς περίπτωσιν συλλογικῆς ἀποστολῆς ἱματισμοῦ,ἕκαστος αἰχμάλωτος πολέμου θὰ διατηρήσῃ τὴν ἰδιοκτησίαν μιᾶς πλήρους σειρᾶς ἐνδυμάτων. Ἐὰν αἰχμάλωτοι τινὲς κατέχουν περισσότερα ἐνδύματα, ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης δικαιοῦται ν' ἀφαιρέσῃ ἀπὸ τοὺς εὐνοηθέντας τὰ πλεονάζοντα εἴδη ρουχισμοῦ, ἢ ὡρισμένα μόνον εἴδη τῶν ὁποίων ὁ ἐνδιαφερόμενος διαθέτει πλείονα, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη λήψεως τοιούτου μέτρου πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν ἄλλων αἰχμαλώτων ὀλιγότερον εὐνοηθέντων . Δὲν δικαιοῦται ὅμως ν' ἀφαιρέσῃ δευτέραν σειρὰν ἐσωρρούχων, καλτσῶν ἢ ὑποδημάτων, ἐκτὸς ἂν δὲν ὑπάρχει ἄλλος τρόπος προμηθείας των εἰς αἰχμαλώτους πολέμου μὴ ἔχοντας τοιαῦτα.

Ἄρθρον 8.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις, θὰ ἐπιτρέπουν, ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περὶ ἀνεφοδιασμοῦ τοῦ πληθυσμοῦ κανονισμῶν, πᾶσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀγοράν, πρὸς διανομὴν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὰ ἐμβάσματα κεφαλαίων καὶ ἄλλα δημοσιονομικά, τεχνικὰ ἢ διοικητικὰ μέτρα σχετικὰ πρὸς τὰς ἀγοράς.

Ἄρθρον 9.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀντίκεινται πρὸς τὸ δικαίωμα τῶν αἰχμαλώτων πολέμου νὰ λαμβάνουν συλλογικὰ βοηθήματα πρὸ τῆς ἀφίξεώς των εἰς στρατόπεδον ἢ διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς των, οὔτε καὶ εἰς τὴν δυνατότητα τὴν ὁποίαν ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἱασδήποτε ἄλλης ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως ἐρχομένης ἀρωγοῦ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ ἐπιφορτισμένης τὴν διαβίβασιν τῶν βοηθημάτων τούτων, νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν πρὸς τοὺς παραλήπτας των διανομὴν δι' ὅλων τῶν μέσων ἅτινα ἤθελον κρίνῃ ἐνδεδειγμένα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.

Α. ΔΕΛΤΙΟΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΟΣ

(ἴδε ἄρθρον 4).

Ἀνάστημα	Βάρος	Ὀφθαλμοί	Κόμη
.....	.....	.....	.....

Δακτυλικὰ Ἀποτυπώματα (προαιρετικά)

(δεξιὸς δείκτης) (ἀριστερὸς δείκτης)

Ἕτερα ἐμφανίσιμα στοιχεῖα

Φωτογραφία κατόχου

.....

.....

.....

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.
Β. ΔΕΛΤΙΟΝ ΑΙΧΜΑΛΩΣΙΑΣ
(ἴδε ἄρθρον 70).
Ταχυδρομεῖον αἰχμαλώτων πολέμου, ἀτελῶς.
Δελτίον συλλήψεως αἰχμαλώτων πολέμου.

ΠΡΟΣΟΧΗ

Ἐμπροσθία ὄψις:

Τὸ δελτίον τοῦτο δέον νὰ συμπληρωθῇ ὑφ' ἑκάστου αἰχμαλώτου ἅμα ὡς συλληφθῇ καὶ καθ' ἑκάστην ἀλλαγὴν διευθύνσεώς του (λόγῳ μεταφορᾶς εἰς νοσοκομεῖον ἢ εἰς ἕτερον στρατόπεδον).

Τὸ δελτίον τοῦτο εἶναι ἀνεξάρτητον τοῦ εἰδικοῦ δελταρίου τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπεται εἰς ἕκαστον αἰχμάλωτον ν' ἀποστείλῃ πρὸς τοὺς συγγενεῖς του.

Συμπληρώσατε εὐαναγνώστως μὲ κεφαλαῖα γράμματα

1. Δύναμις ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ὁ αἰχμάλωτος.

Ὀπισθία ὄψις:

2. Ἐπώνυμον. 3. Ὀνόματα (πλήρη). 4. Πατρώνυμον
....
5. Ἡμερομηνία γεννήσεως ..... 6. Τόπος γεννήσεως...
7. Βαθμὸς .....
8. Ἀριθμὸς Μητρώου .....
9. Διεύθυνσις πλησιεστέρου συγγενοῦς .....

(1) 10. Συνελήφθη αἰχμάλωτος τὴν: (ἢ)
Ἀφίκετο ἐκ (στρατόπεδον ὑπ' ἀριθ. Νοσοκομεῖον κλπ. .....
(1) 11. (α) ἐν καλῇ ὑγείᾳ, (β) μὴ τραυματισθείς, (γ) ἀναρρώσας, (δ) ἀναρρωνύων, (ε) ἀσθενής, (στ) ἐλαφρῶς τραυματισθείς, (ζ) βαρέως τραυματισθείς.

12. Ἡ παροῦσα διεύθυνσίς μου εἶναι:
Αἰχμάλωτος ὑπ' ἀριθμ. .....
Ὄνομα Στρατοπέδου. .....
13. Ἡμερομηνία ..... 14. Ὑπογραφὴ .....

(1) Διαγράψατε ὅ,τι δὲν σᾶς ἀφορᾷ. Μὴ προσθέσετε παρατηρήσεις. Ἴδατε ἐξηγήσεις ὄπισθεν.

ΚΕΝΤΡΙΚΟΝ ΠΡΑΚΤΟΡΕΙΟΝ ΑΙΧΜΑΛΩΤΩΝ ΠΟΛΕΜΟΥ
ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΟΥ ΕΡΥΘΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ
ΓΕΝΕΥΗΝ — ΕΛΒΕΤΙΑΝ

Παρατηρήσεις: Τὸ ἔντυπον τοῦτο δέον νὰ διατυπωθῇ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Πραγματικὸν μέγεθος: 15 ἐπὶ 10,5 ἑκατοστά

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.

Γ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΟΛΗ ΑΛΛΗΛΟΓΡΑΦΙΑΣ
(Ἴδε ἄρθρον 71).

1. Δελτάριον.

1. Ἐμπροσθία ὄψις:

Ἀλληλογραφία αἰχμαλώτων πολέμου.
ΑΤΕΛΩΣ

ΤΑΧΥΔΡΟΜΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

ΑΠΟΣΤΟΛΕΥΣ
Ὀνοματεπώνυμον
.....
Τόπος καὶ χρόνος γεννήσεως
.....
Ἀριθμὸς αἰχμαλώτου.
.....
Στρατόπεδον
.....
Χώρα ἀποστολῆς
.....

Πρὸς .....
.....
Τόπος προορισμοῦ.
.....
Ὁδὸς .....
Χώρα .....
Νομὸς .....

2. Ὀπισθία ὄψις:

Ἡμερομηνία
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Γράφετε μόνον ἐπὶ τῶν γραμμῶν καὶ λίαν εὐαναγνώστως.

Παρατηρήσεις: Τὸ παρὸν ἔντυπον δέον νὰ διατυπωθῇ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Πραγματικαὶ διαστάσεις: 15 ἐπὶ 10 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ IV.

Γ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΟΛΗ ΑΛΛΗΛΟΓΡΑΦΙΑΣ
(Ἴδε ἄρθρον 71).

2. Ἐπιστολή.

Ἀλληλογραφία αἰχμαλώτου πολέμου ἀτελῶς.
ΑΤΕΛΩΣ

Πρὸς .....
.....
Τόπος .....
Ὁδὸς .....
Χώρα .....
Νομὸς ἢ Ἐπαρχία .....
.....

Ἀποστολεύς:

Ὀνοματωπώνυμον .....
Ἡμερομηνία καὶ τόπος γεννήσεως.....
Αἰχμάλωτος πολέμου ὑπ' ἀριθμ.....
Ὄνομα στρατοπέδου .....
Χώρα ἀποστολῆς .....

Παρατηρήσεις: Τὸ ἔντυπον τοῦτο δέον νὰ διατυπωθῇ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Διπλοῦται κατὰ μῆκος τῶν διακεκομμένων γραμμῶν, τοῦ ἄνω μέρους εἰσαγομένου εἰς τὴν σχισμὴν (δι' ἀστερίσκων σημειουμένην) καὶ ἔχει ὄψιν φακέλλου. Ἐπὶ τῆς ἄλλης ὄψεως ἔχει γραμμὰς ὡς τὸ ἀνωτέρω ταχυδρομικὸν δελτάριον, (Ἴδε Παράρτημα IV Γ. 1.), διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ δύναται νὰ περιλάβῃ 250 λέξεις. Πραγματικαὶ διαστάσεις τοῦ ἐντύπου ἀνοικτοῦ: 29 Χ 15 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΓ.

Δ. ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ ΘΑΝΑΤΟΥ

(Ἴδε ἄρθρον 120)

Ὄνομα ὑπευθύνου
Ἀρχῆς

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΙΣ ΘΑΝΑΤΟΥ

Δύναμις ἐκ τῆς ὁποίας ἐξηρτᾶτο ὁ αἰχμάλωτος .....

Ὀνοματεπώνυμον	.....
ατρώνυμον.	
όπος καὶ χρόνος γεννήσεως	.....
Τόπος καὶ χρόνος θανάτου	.....
Βαθμὸς καὶ ἀριθ. μητρώου (ὡς ἀνεφέρονται ἐπὶ πινακίδος ταὐτότητος).	.....
Διεύθυνσις πλησιεστέρου συγγενοῦς.	.....
Ποῦ καὶ πότε συνελήφθη ὁ αἰχμάλωτος.	.....
Αἴτια καὶ συνθῆκαι θανάτου.	.....
Τόπος ταφῆς.	.....
Ἔχει σημανθῇ ὁ τάφος καὶ δύναται ν' ἀνευρεθῇ βραδύτερον ὑπὸ τῶν συγγενῶν;	.....
Παραμένουν ἀτομικὰ ἀντικείμενα τῆς κληρονομίας εἰς κατοχὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἢ διεβιβάσθησαν ταῦτα ταὐτοχρόνως μὲ τὴν παροῦσαν γνωστοποίησιν.....	.....
Ἐὰν διεβιβάσθησαν, διά τινος μέσου ἐγένετο τοῦτο ;.....	.....
Δύναται τὸ ἄτομον τὸ περιποιηθὲν τὸν θανόντα κατὰ τὴν ἀσθένειάν του ἢ τὰς τελευταίας του στιγμὰς (ἰατρός, νοσοκόμος, κληρικός, συνάδελφος ἐν αἰχμαλωσίᾳ) ν' ἀναφέρουν ἐδῶ ἢ ἐπὶ συνημμένου φύλλου διὰ βραχέων περὶ τῶν συνθηκῶν τοῦ θανάτου καὶ τῆς ταφῆς ;	.....
(ἡμερομηνία, σφραγὶς καὶ ὑπογραφὴ ὑπευθύνου Ἀρχῆς).	(Ὑπογραφὴ καὶ διεύθυνσις δύο μαρτύρων). .....

Παρατηρήσεις: Τὸ παρὸν ἔγγραφον δέον νὰ διατυπωθῇ εἰς δύο ἢ τρεῖς γλώσσας καὶ δὴ εἰς τὴν μητρικὴν γλῶσσαν τοῦ αἰχμαλώτου καὶ εἰς τὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Πραγματικαὶ διαστάσεις τοῦ παρόντος ἐντύπου 21 ἐπὶ 30 ἑκατοστά.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΓ.

Ε.—ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΠΑΝΑΠΑΤΡΙΣΜΟΥ

(Ἴδε παράρτημα ΙΙ, ἄρθρον 11.)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΠΑΝΑΠΑΤΡΙΣΜΟΥ

Ἡμερομηνία :

Στρατόπεδον :

Νοσοκομεῖον :

Ἐπώνυμον :

Ὀνόματα :

Ἡμερομηνία γεννήσεως :

Βαθμός :

Ἀριθμὸς Μητρώου :

Ἀριθμὸς Αἰχμαλώτου :

Τραῦμα - Ἀσθένεια :

Ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς :

Ὁ Πρόεδρος τῆς
Μικτῆς Ἰατρικῆς Ἐπιτροπῆς

Α = Ἀπ' εὐθείας ἐπαναπατρισμός.
Β = Περίθαλψις εἰς οὐδετέραν χώραν.
Γ = Ἐπανεξέτασις ὑπὸ τῆς ἑπομένης Ἐπιτροπῆς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Υ.

ΥΠΟΔΕΙΓΜΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΣΧΕΤΙΚΟΥ ΜΕ ΤΑ ΧΡΗΜΑΤΙΚΑ ΕΜΒΑΣΜΑΤΑ ΤΩΝ ΑΙΧΜΑΛΩΤΩΝ ΠΟΛΕΜΟΥ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΧΩΡΑΝ ΤΩΝ

(Ἴδε ἄρθρον 63)

1. Ἡ εἰδοποίησις περὶ ἧς μνημονεύεται εἰς τὴν τρίτην παράγραφον τοῦ ἄρθρου 63, θὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἀκολούθους ἐνδείξεις :

α) Τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 17 ἀριθμὸν μητρώου, τὸν βαθμὸν καὶ τὸ ὀνοματεπώνυμον τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου ὅστις προβαίνει εἰς τὴν καταβολήν.

β) Τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ παραλήπτου τῆς καταβολῆς ἐν τῇ χώρᾳ καταγωγῆς.

γ) Τὸ πληρωτέον ποσὸν ἐκπεφρασμένον εἰς τὸ νόμισμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

2. Ἡ εἰδοποίησις θὰ ὑπογραφῇ ὑπὸ τοῦ αἰχμαλώτου πολέμου. Ἐὰν οὗτος δὲν γνωρίζῃ γραφήν, θὰ θέσῃ ἐπ' αὐτῆς σῆμα ὅπερ θὰ ἐπιβεβαιώσῃ μάρτυς. Ὁ ἀνὴρ ἐμπιστοσύνης θὰ προσυπογράψῃ ἐπίσης τὴν εἰδοποίησιν ταύτην.

3. Ὁ διοικητὴς τοῦ στρατοπέδου θὰ ἐπισυνάψῃ εἰς τὴν εἰδοποίησιν ταύτην βεβαίωσιν ὅτι τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ ἐνδιαφερομένου αἰχμαλώτου πολέμου δὲν εἶναι κατώτερον τοῦ καταβλητέου ποσοῦ.

4. Αἱ ὡς ἄνω εἰδοποιήσεις δύνανται νὰ συνταχθοῦν ὑπὸ μορφὴν καταλόγων. Ἕκαστον φύλλον τῶν καταλόγων τούτων θὰ ἐπικυροῦται ὑπὸ τοῦ ἀνδρὸς ἐμπιστοσύνης καὶ τὸ ἀκριβὲς αὐτοῦ θὰ βεβαιοῦται ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ στρατοπέδου.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΣ ΓΕΝΕΥΗΣ

Περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν Καιρῷ πολέμου.
τῆς 2 Αὐγούστου 1949

Οἱ ὑπογεγραμμένοι, πληρεξούσιοι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν Διπλωματικὴν Διάσκεψιν τὴν συνελθοῦσαν ἐν Γενεύῃ ἀπὸ τῆς 21 Ἀπριλίου μέχρι τῆς 12 Αὐγούστου 1949 πρὸς κατάρτισιν συμβάσεως διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

ΜΕΡΟΣ I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν καὶ νὰ ἐξασφαλίσουν τὸν σεβασμὸν τῆς παρούσης συμβάσεως ἀνὰ πᾶσαν περίπτωσιν.

Ἄρθρον 2

Ἐκτὸς τῶν διατάξεων αἵτινες θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἤδη καὶ ἐν καιρῷ εἰρήνης, ἡ παροῦσα σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς περίπτωσιν κεκηρυγμένου πολέμου, ἢ ἄλλης τινὸς ἐνόπλου συρράξεως ἥτις ἤθελεν ἀνακύψῃ μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐμπόλεμος κατάστασις δὲν ἀναγνωρίζεται ὑπὸ τινος ἐξ αὐτῶν.

Ἡ σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπίσης εἰς πᾶσαν περίπτωσιν μερικῆς ἢ ὁλικῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ ἂν ἔτι ἡ ἐν λόγῳ κατάληψις δὲν ἀντιμετωπίση ἔνοπλον ἀντίστασιν.

Καὶ εἰς περίπτωσιν ἀκόμη καθ' ἣν μία τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων δὲν συμμετέχει τῆς παρούσης συμβάσεως, αἱ εἰς ταύτην μετέχουσαι δυνάμεις θὰ ἐξακολουθήσουν δεσμευόμεναι ὑπὸ ταύτης ὡς πρὸς τὰς ἀμοιβαίας των σχέσεις. Θὰ δεσμεύωνται ὅμως ἐπὶ πλέον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως καὶ ἐν σχέσει μὲ τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν, ἐὰν αὕτη ἀποδεχθῇ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰς διατάξεις αὐτῆς.

Ἄρθρον 3

Εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος ἀλλ' ἀνακυπτούσης ἐντὸς τῆς ἐδαφικῆς περιοχῆς ἑνὸς τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἕκαστον Μέρος εἰς τὴν σύρραξιν ὑποχρεοῦται νὰ ἐφαρμόσῃ τοὐλάχιστον τὰς ἀκολούθους διατάξεις :

1) Ἄτομα μὴ λαμβάνοντα ἐνεργὸν μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν μελῶν τῶν ἐνόπλων δυνάμεων τῶν καταθεσάντων τὰ ὅπλα καὶ τῶν τεθέντων ἐκτὸς μάχης ἕνεκα νόσου. τραυμάτων, κρατήσεως ἢ ἄλλης αἰτίας θὰ τύχουν ἐν πάσῃ περιπτώσει ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως ἀνευ οἱασδήποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης εἰς τὴν φυλήν, τὸ χρῶμα, τὴν θρησκείαν ἢ πίστιν, τὸ φῦλον, τὴν γέννησιν ἢ τὸν πλοῦτον ἢ εἰς οἱοδήποτε ἀνάλογον κριτήριον.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον εἶναι καὶ θὰ παραμείνουν ἀπηγορευμέναι καθ' οἱονδήποτε χρόνον καὶ τόπον ὡς πρὸς τὰ ἀνωτέρω πρόσωπα :

α) Προσβολαὶ κατὰ τῆς ζωῆς καὶ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος, ἰδίως ὁ φόνος ὑφ' ὅλους αὐτοὺς τοὺς τύπους, ὁ ἀκρωτηριασμός, ἡ σκληρὰ μεταχείρισις καὶ τὰ παντὸς εἴδους βασανιστήρια.

β) Ἡ κράτησις ὁμήρων.

γ) Αἱ προσβολαὶ κατὰ τῆς ἀνθρωπίνης ἀξιοπρεπείας καὶ εἰδικῶς ἡ ταπεινωτικὴ καὶ ἐξευτελιστικὴ μεταχείρισις.

δ) Αἱ ἀπαγγελίαι καταδικῶν καὶ αἱ ἐκτελέσεις αἱ γενόμεναι χωρὶς νὰ προηγηθῇ διεξαγωγὴ δίκης ὑπὸ κανονικῶς συσταθέντος δικαστηρίου, παρέχοντος τὰς δικαστικὰς ἐγγυήσεις τὰς ἀναγνωριζομένας ὡς ἀπαραιτήτους ὑπὸ τῶν πεπολιτισμένων ἐθνῶν.

2) Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς θὰ συλλέγωνται καὶ θὰ περιθάλπωνται.

Ἀμερόληπτός τις ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμός, ὡς ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, θὰ δύναται νὰ προσφέρῃ τὰς ὑπηρεσίας του εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν ἐξ ἄλλου νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ, δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν, ὅλας ἢ μέρος τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δὲν θὰ ἐπηρεάσῃ τὴν νομικὴν θέσιν τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν.

Ἄρθρον 4.

Ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προστατεύονται τὰ πρόσωπαι ἐκεῖνα τὰ ὁποῖα εἰς οἱανδήποτε στιγμὴν καὶ καθ' οἱονδήποτε τρόπον εὑρίσκονται, ἐν περιπτώσει συρράξεως ἢ κατοχῆς, ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν Μέρους μετέχοντος τῆς συρράξεως ἢ Δυνάμεως Κατοχῆς τῆς ὁποίας δὲν τυγχάνουν πολῖται.

Πολῖται κράτους μὴ δεσμευμένου ὑπὸ τῆς Συμβάσεως δὲν προστατεύονται ὑπ' αὐτῆς. Πολῖται οὐδετέρου Κράτους εὑρισκόμενοι εἰς τὸ ἔδαφος ἐμπολέμου κράτους καὶ πολῖται συνεμπολέμου κράτους δὲν θεωροῦνται πρόσωπα προστατευόμενα ἐν ὅσω τὸ Κράτος τοῦ ὁποίου τυγχάνουν πολῖται ἔχει κανονικὴν διπλωματικὴν ἐκπροσώπησιν παρὰ τῷ κράτει εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται.

Ἐν τούτοις αἱ Διατάξεις τοῦ Μέρους II ἔχουν εὐρυτέραν ἐφαρμογὴν ἥτις καθορίζεται εἰς τὸ ἄρθρον 13.

Πρόσωπα προστατευόμενα ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949, ἢ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν ἐν θαλάσσῃ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949 ἢ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ Μεταχειρίσεως Αἰχμαλώτων Πολέμου τῆς 12 Αὐγούστου 1949 δὲν θεωροῦνται προστατευόμενα πρόσωπα κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης συμβάσεως.

Ἄρθρον 5.

Ἐὰν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, τὸ Μέρος τοῦτο ἔχει σοβαροὺς λόγους νὰ θεωρήσῃ ὅτι ἕν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προστατευόμενον πρόσωπον προκαλεῖ ἀτομικῶς τὴν δεδικαιολογημένην ὑπόνοιαν ὅτ ἔχει δρᾶσιν ἐπιζημίαν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀποδειχθῇ ὅτι πράγματι ἔχει τοιαύτην δρᾶσιν, τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον δὲν θὰ δικαιοῦται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια τὰ παρεχόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἐὰν ταῦτα παρεχόμενα αὐτῷ ἠδύναντο νὰ ζημιώσουν τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

Ἐὰν εἰς καταληφθὲν ἔδαφος, πρόσωπον προστατευόμενον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως συλληφθῇ ὡς κατάσκοπος ἢ δολιοφθορεὺς ἢ διότι ὑπάρχει κατ' αὐτοῦ ἀτομικῶς ἡ δεδικαιολογημένη ὑπόνοια ὅτι ἔχει δρᾶσιν ἐπιζημίαν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῆς Δυνάμεως Κατοχῆς, δύναται τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον ἐὰν ἡ στρατιωτικὴ ἀσφάλεια τὸ ἀπαιτῇ ἀπολύτως νὰ στερηθῇ τοῦ ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένου δικαιώματος ἐπικοινωνίας.

Οὐχ' ἧττον, εἰς τοιαύτας περιστάσεις τὰ πρόσωπα περὶ ὧν αἱ ἀνωτέρω παράγραφοι θὰ τύχουν ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ εἰς περίπτωσιν διώξεως δὲν θὰ στερηθοῦν τῶν δικαιωμάτων δικαίας καὶ κανονικῆς διαδικασίας τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Θὰ ἐπανακτήσουν δὲ ὅλα τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια τῶν προστατευομένων προσώπων κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅσον ἐνεστι τάχιον λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς ἀσφα-

λείας τοῦ Κράτους ἢ τῆς Δυνάμεως Κατοχῆς, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

Ἄρθρον 6.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως οἱασδήποτε συρράξεως ἢ κατοχῆς ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 3.

Εἰς τὸ ἔδαφος Μερῶν μετεχόντων τῆς συρράξεως ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παύσῃ ὅταν παύσουν γενικῶς αἱ στρατιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις.

Εἰς κατεχομένας περιοχὰς ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παύσῃ ἓν ἔτος μετὰ τὸ γενικὸν τέλος τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων οὐχ' ἧττον ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ δεσμεύεται καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς κατοχῆς ἐὰν καὶ ἐφ' ὅσον ἡ ἐν λόγῳ Δύναμις ἀσκῇ κυβερνητικὰς λειτουργίας ἐπὶ τῆς ἐν λόγῳ περιοχῆς, ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν ἀκολούθων ἄρθρων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

1 ἕως 12, 27, 29 ἕως 34, 47, 49, 51, 52, 53, 59, 61 ἕως 77, 143.

Προστατευόμενα πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ ἀπελευθέρωσις ὁ ἐπαναπατρισμὸς ἢ ἡ ἐπανεγκατάστασις θὰ λάβουν χώραν μετὰ τὰς ἡμερομηνίας ταύτας, θὰ ἐξακολουθήσουν ἐν τῷ μεταξὺ νὰ τυγχάνουν προστασίας βάσει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 7.

Πλὴν τῶν συμφωνιῶν τῶν ρητῶς ὑπὸ τῶν ἄρθρων 11, 14, 15, 17, 36, 108, 109, 132, 133 καὶ 149 προβλεπομένων, τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάψουν καὶ ἑτέρας εἰδικὰς συμφωνίας ἐπὶ παντὸς θέματος τὸ ὁποῖον θὰ θεωρηθῇ σκόπιμον νὰ ρυθμισθῇ ἰδιαιτέρως. Οὐδεμία εἰδικὴ συμφωνία δύναται ν' ἀποβῇ πρὸς ζημίαν τῆς θέσεως τῶν προστατευομένων προσώπων, ὡς αὕτη καθορίζεται διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως οὔτε νὰ περιορίσῃ τὰ δι' αὐτῆς παρεχόμενα εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα δικαιώματα.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ ἐξακολουθήσουν ν' ἀπολαύουν τῶν εὐεργετημάτων τῶν τοιούτων συμφωνιῶν ἐφ' ὅσον καὶ ἡ Σύμβασις θὰ εἶναι ἐπ' αὐτῶν ἐφαρμοστέα, ἐκτὸς ἐὰν περιληφθοῦν ρηταὶ περὶ τοῦ ἐναντίου διατάξεις εἰς τὰς προμνησθείσας συμφωνίας ἢ εἰς ἄλλας μεταγενεστέρως συναφθησομένας, ἢ ἐὰν ἐλήφθησαν εὐνοϊκώτερα δι' αὐτοὺς μέτρα ὑπὸ τοῦ ἑνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ παραιτηθοῦν ἐν μέρει ἢ ἐνόλῳ τῶν δικαιωμάτων τῶν ἐξφασφαλιζομένων αὐτοῖς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὑπὸ τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον ἐὰν συνήφθησαν τοιαῦται.

Ἄρθρον 9.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ τῇ συνεργασίᾳ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν Προστατίδων Δυνάμεων τῶν ἐπιφορτισμένων τὴν περιφρούρησιν τῶν συμφερόντων τῶν μετεχόντων εἰς τὴν σύρραξιν Μερῶν. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται ἐπὶ πλέον τοῦ διπλωματικοῦ καὶ προξενικοῦ των προσωπικοῦ, νὰ διορίσουν ἀντιπροσώπους ἐκ τῶν ἰδίων των πολιτῶν ἢ τῶν πολιτῶν ἑτέρων οὐδετέρων Δυνάμεων. Οἱ ὡς ἄνω ἀντιπρόσωποι θὰ ὑπόκεινται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως παρὰ τῇ ὁποίᾳ πρόκειται νὰ ἐνασκήσουν τὰ καθήκοντά των.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ διευκολύνουν κατὰ τὸν εὐρύτερον δυνατὸν τρόπον τὴν ἀποστολὴν τῶν ἀντιπροσώπων ἢ ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν Προστατίδων Δυνάμεων ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑπερβαίνουν τὰ ὅρια τῆς ἀποστολῆς των ὡ ταῦτα καθορίζονται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰδικῶς θὰ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὰς ἐπιτακτικὰς ἀνάγκας τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἐν τῷ ὁποίῳ ἐνασκοῦν τὰ καθήκοντά των.

Ἄρθρον 10.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐναντιοῦνται εἰς τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν ἣν ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἱαδήποτε ἄλλη ἀμερόληπτος ἀνθρωπιστικὴ ὀργάνωσις θ' ἀναλάβουν, τῇ συναινέσει τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων Μερῶν, διὰ τὴν προστασίαν καὶ βοήθειαν τῶν πολιτῶν.

Ἄρθρον 11.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δύνανται ὁποτεδήποτε νὰ συμφωνήσουν, ἵνα ἀναθέσουν εἰς ὀργανισμὸν παρέχοντα πᾶσαν ἐγγύησιν ἀμεροληψίας καὶ ἱκανότητος τὰ καθήκοντα ἅτινα διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνατίθενται εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις.

Ὅταν πρόσωπα προστατευόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἀπολαύουν ἢ παύσουν δι' οἱονδήποτε λόγον ν' ἀπολαύουν τῆς φροντίδος Προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ ὀργανισμοῦ περὶ οὗ προβλέπει ἡ ἀνωτέρω πρώτη παράγραφος, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ζητήσῃ εἴτε ἀπὸ οὐδέτερον κράτος εἴτε ἀπὸ ἕνα ἄλλον ἀνάλογον ὀργανισμὸν ν' ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις τὰς ὁρισθείσας ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Ἐὰν δὲν καταστῇ δυνατὴ ἡ ὡς ἄνω ἐξασφάλισις τῆς προστασίας ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ ζητήσῃ ἀπὸ ἀνθρωπιστικὴν τινὰ ὀργάνωσιν, ὡς εἶναι ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ν' ἀναλάβῃ τὰ ἀνθρωπιστικὰ καθήκοντα ἅτινα ἡ παροῦσα σύμβασις ἀναθέτει εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ὀφείλει ν' ἀποδεχθῇ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰς προτάσεις ὑπηρεσίας ἃς ἤθελε λάβῃ παρὰ τοιαύτης ὀργανώσεως.

Πᾶσα οὐδετέρα Δύναμις ἢ πᾶσα ὀργάνωσις καλουμένη ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης Δυνάμεως ἢ προσφερομένη πρὸς τὸν ἀνωτέρω ἀναφερόμενον σκοπὸν ὀφείλει κατὰ τὴν δρᾶσιν της νὰ ἔχῃ συναίσθησιν τῆς εὐθύνης της ἐναντι τοῦ ἐν συρράξει Μέρους ἐκ τοῦ ὁποίου ἐξαρτῶνται τὰ διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως προστατευόμενα πρόσωπα καὶ ὀφείλει νὰ παράσχῃ ἐπαρκεῖς ἐγγυήσεις ὅτι εἶναι ἱκανὴ ν' ἀναλάβῃ τὰ περὶ οὗ πρόκειται καθήκοντα καὶ νὰ ἐκτελέσῃ αὐτὰ ἀμερολήπτως.

Οὐδεμία ἐπιτρέπεται παρέκτασις ἀπὸ τῶν ἀνωτέρω διατάξεων δι' εἰδικῆς συμφωνίας μεταξὺ Δυνάμεων τῶν ὁποίων ἡ μία εὑρίσκεται, ἔστω καὶ προσωρινῶς, ἀπέναντι τῆς ἄλλης, ἢ τῶν συμμάχων τῆς ἄλλης εἰς μειωνεκτικὴν ἀπὸ ἀπόψεως ἐλευθερίας διαπραγματεύσεως θέσιν λόγῳ στρατιωτικῶν γεγονότων ὡς, λόγῳ χάριν τῆς κατοχῆς παῦ ὅλου ἢ σημαντικοῦ μέρους τοῦ ἐδάφους της.

Ὁποτεδήποτε γίνεται, εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, μνεία περὶ Προστάτιδος Δυνάμεως, ἢ μνεία αὕτη ἀφορᾷ ὡσαύτως καὶ τὰς ὀργανώσεις αἵτινες δύνανται νὰ τὴν ὑποκαταστήσουν ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐπεκτείνονται καὶ ἐφαρμόζονται εἰς τὰς περιπτώσεις πολιτῶν οὐδετέρου Κράτους εὑρισκομένων εἰς κατεχόμενον ἔδαφος ἢ εἰς ἔδαφος ἐμπολέμου κράτους παρὰ τῷ ὁποίῳ τὸ κράτος οὗτινος τυγχάνουν πολῖται δὲν ἔχει κανονικὴν διπλωματικὴν ἀντιπροσώπευσιν.

Ἄρθρον 12.

Εἰς πᾶσαν περίπτωσιν καθ' ἣν ἤθελον θεωρήσῃ τοῦτο χρήσιμον εἰς τὰ συμφέροντα τῶν προστατευομένων προσώπων ἰδίως δὲ εἰς περιπτώσεις διαφωνίας μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν ἢ τὴν ἑρμηνείαν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως, αἱ Προστάτι-

δες Δυνάμεις θὰ προσφέρουν τὰς καλάς των ὑπηρεσίας ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ διακανονισμοῦ τῆς διαφορᾶς.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἑκάστη τῶν Προστατίδων Δυνάμεων δύναται εἴτε τῇ προσκλήσει ἑνὸς Μέρους εἴτε ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας νὰ προτείνῃ εἰς τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Μέρη σύσκεψιν τῶν ἀντιπροσώπων των καὶ ἰδίως τῶν ἀρχῶν αἵτινες ἔχουν τὴν φροντίδα τῶν προστατευομένων προσώπων εἰ δυνατὸν ἐπὶ καταλλήλως ἐκλεγομένου οὐδετέρου ἐδάφους. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ δώσουν συνέχειαν εἰς τὰς τοιαύτας προτάσεις. Αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται, ἐὰν παραστῇ ἀνάγκη νὰ προτείνουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν προσωπικότητα ἀνήκουσαν εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀπεσταλμένην τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἥτις θέλει κληθῇ νὰ λάβῃ μέρος εἰς τὴν τοιαύτην σύσκεψιν.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ.

Γενικὴ Προστασία τῶν πληθυσμῶν ἔναντι ὡρισμένων συνεπειῶν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 13.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Μέρους καλύπτουν τὸ σύνολον τῶν πληθυσμῶν τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχουσῶν χωρῶν ἄνευ οἱασδήποτε δυσμενοῦς διακρίσεως στηριζομένης ἰδίᾳ ἐπὶ ζητημάτων φυλῆς, ἐθνικότητος, θρησκείας ἢ πολιτικῶν πεποιθήσεων καὶ τείνουν νὰ μετριάσουν τὰ ὑπὸ τοῦ πολέμου προκαλούμενα δεινά.

Ἄρθρον 14.

Ἐν καιρῷ εἰρήνης ἤδη τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καί, μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα Μέρη, δύνανται νὰ ἐγκαταστήσουν ἐπὶ τοῦ ἰδίου αὐτῶν ἐδάφους καί, ἂν παραστῇ ἀνάγκη, εἰς τὰς κατεχομένας περιοχάς, ζώνας καὶ τόπους, ὑγειονομικοὺς καὶ ἀσφαλείας, οὕτω ὠργανωμένους ὥστε νὰ προστατεύωνται ἐντὸς αὐτῶν ἀπὸ τὰ ἀποτελέσματα τοῦ πολέμου οἱ τραυματίαι, οἱ ἀσθενεῖς, τὰ ἡλικιωμένα ἄτομα, παιδία κάτω τῶν δεκαπέντε ἐτῶν, ἐγκυμονοῦσαι γυναῖκες καὶ μητέρες τέκνων κάτω τῶν ἑπτὰ ἐτῶν.

Ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη δύνανται νὰ συνάπτουν συμφωνίας διὰ τὴν ἀμοιβαίαν ἀναγνώρισιν τῶν δημιουργηθεισῶν ζωνῶν καὶ τόπων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον δύνανται νὰ θέσουν ἐν ἰσχύϊ τὰς διατάξεις τοῦ εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν προσηρτημένου Σχεδίου Συμφωνίας, ἐπιφέρουσαι εἰς αὐτὸ οἵας τροποποιήσεις ἤθελον θεωρήσει ἀναγκαίας.

Αἱ Προστάτιδες Δυνάμεις καὶ ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καλοῦνται νὰ προσφέρουν τὰς καλάς των ὑπηρεσίας ἵνα διευκολυνθῇ ἡ ἐγκαθίδρυσις καὶ ἀναγνώρισις τῶν ἐν λόγῳ ὑγειονομικῶν ζωνῶν καὶ τόπων ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 15.

Οἱονδήποτε τῶν ἐν συρράξει Μερῶν δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὸν ἀντίπαλον, εἴτε ἀπ' εὐθείας εἴτε δι' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως τὴν ἐγκατάστασιν, εἰς τὰς περιοχὰς εἰς ἃς λαμβάνουν χώραν μάχαι, οὐδετεροποιημένων ζωνῶν προοριζομένων νὰ ἐξασφαλίσουν ἀπὸ τοὺς κινδύνους τοῦ πολέμου ἄνευ οἱασδήποτε διακρίσεως τὰ ἑπόμενα πρόσωπα :

α) τραυματίαι ἢ ἀσθενεῖς μαχόμενοι ἢ ἄμαχοι.

β) πολῖται μὴ λαμβάνοντες μέρος εἰς τὰς ἐχθροπραξίας οἵτινες κατὰ τὴν διαμονήν των ἐντὸς τῶν ζωνῶν οὐδὲν ἐκτελοῦν ἔργον στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος.

Ὅταν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη συμφωνήσουν ἐπὶ τῆς γεωγραφικῆς τοποθεσίας, τῆς διοικήσεως, τοῦ ἐφοδιασμοῦ διὰ τροφίμων καὶ τοῦ ἐλέγχου τῆς προταθείσης οὐδετεροποιημένης ζώνης θὰ συναφθῇ καὶ θὰ ὑπογραφῇ ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἔγγραφος περὶ αὐτοῦ συμφωνία. Ἡ συμφωνία θὰ καθορίζῃ τὴν ἔναρξιν καὶ διάρκειαν τῆς οὐδετεροποιήσεως τῆς ζώνης.

Ἄρθρον 16.

Οἱ τραυματίαι καὶ ἀσθενεῖς ὡς καὶ οἱ ἀνάπηροι καὶ αἱ ἐγκυμονοῦσαι γυναῖκες θὰ εἶναι ἀντικείμενα ἰδιαιτέρας προστασίας καὶ σεβασμοῦ.

Ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουν τοῦτο αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ διευκολύνῃ τὰ μέτρα τὰ λαμβανόμενα πρὸς ἀναζήτησιν τῶν νεκρῶν καὶ τραυματιῶν, πρὸς βοήθειαν τῶν ναυαγῶν καὶ ἄλλων προσώπων ἐκτεθειμένων εἰς δεινὸν κίνδυνον καὶ πρὸς προστασίαν αὐτῶν ἀπὸ τῆς λεηλασίας καὶ τῆς κακομεταχειρίσεως.

Ἄρθρον 17.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάψουν τοπικὰς συμφωνίας διὰ τὴν ἐκκένωσιν τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν, ἀναπήρων καὶ ἡλικιωμένων ἀτόμων, παίδων καὶ λεχῶν ἐκ τῶν πολιορκουμένων ἢ περικυκλωμένων περιοχῶν καὶ διὰ τὴν εἰς τὰς περιοχὰς ταύτας εἴσοδον ἱερέων οἱασδήποτε θρησκείας, ἰατρικοῦ προσωπικοῦ καὶ ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ.

Ἄρθρον 18.

Πολιτικὰ νοσοκομεῖα ὀργανωθέντα πρὸς περίθαλψιν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν, ἀναπήρων καὶ λεχῶν εἰς οὐδεμίαν περίπτωσιν δύνανται ν' ἀποτελέσουν στόχον ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν πάντοτε σεβασμοῦ καὶ προστασίας ἐκ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν.

Τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως Κράτη θὰ ἐφοδιάσουν πάντα τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα διὰ πιστοποιητικῶν ἐμφαινόντων τὸν χαρακτῆρα των ὡς πολιτικῶν νοσοκομείων καὶ ἀποδεικνυόντων ὅτι τὰ ὑπ' αὐτῶν κατεχόμενα κτίρια δὲν χρησιμοποιοῦνται δι' ἕτερον τινὰ σκοπόν, ὅστις συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 19 θὰ ἠδύνατο νὰ στερήσῃ αὐτὰ τῆς προστασίας.

Τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα θὰ φέρουν τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ Ἐνόπλων Δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949, καθοριζόμενα ἐμβλήματα, ἐὰν ἔχουν πρὸς τοῦτο τὴν ἔγκρισιν τοῦ Κράτους.

Τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, ἐφ' ὅσον αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἐπιτρέπουν, ἵνα κατακτήσουν τὰ διακριτικὰ ἐμβλήματα τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων εὐδιάκριτα εἰς τὰς κατὰ ξηράν, ἀέρα καὶ θάλασσαν δυνάμεις τοῦ ἐχθροῦ ὥστε νὰ ἀποσοβηθῇ ἡ δυνατότης ἐπιθετικῆς κατ' αὐτῶν ἐνεργείας.

Ἐν ὄψει τῶν κινδύνων εἰς οὓς δυνατὸν νὰ ἐκτεθοῦν τὰ νοσοκομεῖα ἐὰν εὑρίσκονται πλησίον στρατιωτικῶν ἐγκαταστάσεων θὰ δεήσῃ νὰ ληφθῇ φροντὶς ὥστε τὰ νοσοκομεῖα νὰ κεῖνται εἰς τὴν μεγαλυτέραν δυνατὴν ἀπὸ αὐτὰ ἀπόστασιν.

Ἄρθρον 19.

Ἡ ὀφειλομένη εἰς τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα προστασία δὲν θὰ παύσῃ εἰ μὴ μόνον ἐὰν χρησιμοποιοῦνται ἐκτὸς τῶν ἀνθρωπιστικῶν των καθηκόντων, δι' ἐνεργείας ἐπιζημίας εἰς τὸν ἐχθρόν. Οὐχ ἧττον ἡ προστασία θὰ παύσῃ μόνον ἀφοῦ δοθῇ κατάλληλος προειδοποίησις καθορίζουσα εἰς ὅλας τὰς δυνατὰς περιπτώσεις λογικὴν προθεσμίαν καὶ ἀφοῦ παρέλθῃ αὕτη ἄπρακτος.

Ἡ περίθαλψις ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν ἀνηκόντων εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις καὶ ἡ ὕπαρξις φορητῶν ὅπλων καὶ πυρομαχικῶν παραληφθέντων ἐκ τῶν τοιούτων μαχητῶν καὶ μήπω παραδοθέντων εἰς τὴν ἁρμοδίαν ὑπηρεσίαν δὲν θὰ θεωροῦνται ἐπιζήμιαι διὰ τὸν ἐχθρὸν πράξεις.

Ἄρθρον 20.

Τὰ πρόσωπα τὰ ἀσχολούμενα κανονικῶς καὶ ἀποκλειστικῶς μὲ τὴν λειτουργίαν καὶ διοίκησιν τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων, συμπεριλαμβανομένων τῶν προσώπων τῶν ἀσχολουμένων μὲ τὴν ἀναζήτησιν, διακομιδὴν καὶ μεταφορὰν καὶ μὲ τὴν περίθαλψιν τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιτῶν, τῶν ἀναπήρων καὶ τῶν λεχῶν θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ προστασίας.

Εἰς τὰ κατεχόμενα ἐδάφη καὶ εἰς τὰς ζώνας πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων τὸ ἀνωτέρω προσωπικὸν θὰ ἀναγνωρίζεται διὰ δελτίου ταυτότητος βεβαιοῦντος τὴν ἰδιότητά του, φέροντος τὴν φωτογραφίαν τοῦ κατόχου καὶ τὴν σφραγῖδα τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς καὶ ἐπίσης δι' ἑνὸς περιβραχιονίου ἐσφραγισμένου καὶ ἀνθεκτικοῦ εἰς τὴν ὑγρασίαν ὅπερ κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῆς ὑπηρεσίας θὰ φέρεται εἰς τὸν ἀριστερὸν βραχίονα.

Τὸ περιβραχιόνιον τοῦτο θὰ χορηγῆται ὑπὸ τοῦ Κράτους καὶ θὰ φέρῃ τὰ ἐμβλήματα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Τὸ ὑπόλοιπον προσωπικὸν τὸ ἀπασχολούμενον εἰς τὴν λειτουργίαν καὶ διοίκησιν τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων θέλει τύχῃ σεβασμοῦ καὶ προστασίας καὶ θὰ δικαιοῦται κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του νὰ φέρῃ τὸ περιβραχιόνιον περὶ οὗ ἀνωτέρω προβλέπεται, ὑπὸ τοὺς ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ τιθεμένους ὅρους. Τὸ δελτίον ταυτότητος θὰ ἀναγράφῃ τὰ καθήκοντα εἰς ἃ εἷς ἕκαστος ἀπασχολεῖται.

Ἡ διεύθυνσις ἑκάστου νοσοκομείου θὰ τηρῇ πάντοτε εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἐθνικῶν ἢ κατοχῆς ἐνημερωμένον πίνακα τοῦ τοιούτου προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 21.

Φάλαγγες ὀχημάτων ἢ νοσοκομειακοὶ σιδηροδρομικοὶ συρμοὶ ἢ εἰδικῶς ἐν θαλάσσῃ χρησιμοποιούμενα πλοῖα, μεταφέροντα τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς πολίτας, ἀναπήρους καὶ λεχοὺς θὰ τυγχάνουν τοῦ αὐτοῦ σεβασμοῦ καὶ προστασίας ὅπως καὶ τὰ νοσοκομεῖα περὶ ὧν προβλέπει τὸ Ἄρθρον 18, θὰ φέρουν δὲ κατόπιν συνεννοήσεως τοῦ κράτους, ἀνηρτημένον τὸ διακριτικὸν ἔμβλημα περὶ οὗ προνοεῖ τὸ Ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 22.

Ἀεροσκάφη χρησιμοποιούμενα ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν μεταφορὰν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν πολιτῶν, ἀναπήρων καὶ λεχῶν ἢ διὰ τὴν μεταφορὰν ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ καὶ ἐφοδίων, δὲν θὰ ὑρίστανται ἐπίθεσιν, ἀλλὰ θὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ ἐφ' ὅσον ἵπτανται εἰς ὕψη, εἰς ὥρας καὶ συμφώνως πρὸς δρομολόγια εἰδικῶς συμπεφωνημένα μεταξὺ ὅλων τῶν εἰς τὴν σύρραξιν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

Δύνανται νὰ φέρουν τὸ διακριτικὸν ἔμβλημα περὶ οὗ προνοεῖ τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12 Αὐγούστου 1949.

Ἐξαιρέσει ἐναντίας συμφωνίας πτῆσις ὑπεράνω τοῦ ἐχθρικοῦ ἢ τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατεχομένου ἐδάφους ἀπαγορεύεται.

Τὰ τοιαῦτα ἀεροσκάφη θὰ ὑπακούουν εἰς ἑκάστην κλῆσιν πρὸς προσγείωσιν. Εἰς περίπτωσιν οὕτω ἐπιβληθείσης προσγειώσεως τὸ ἀεροσκάφος μετὰ τῶν ἐν αὐτῷ προσώπων θὰ δύναται νὰ συνεχίσῃ τὴν πτῆσιν του ἀφοῦ ἐνδεχομένως ὑποστῇ ἔλεγχον.

Ἄρθρον 23.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐλευθέραν δίοδον πάσης ἀποστολῆς φαρμάκων καὶ ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ ὡς καὶ τῶν ἀναγκαίων εἰς τὴν θρησκευτικὴν λατρείαν ἀντικειμένων ἐφ' ὅσον προορίζονται ἀποκλειστικῶς διὰ τὸν ἄμαχον πληθυσμὸν ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους, ἔστω καὶ ἐχθρικοῦ. Θὰ ἐπιτρέψῃ ἐπίσης τὴν ἐλευθέραν δίοδον πασῶν τῶν ἀποστολῶν ἀπαραιτήτων τροφίμων, ἐνδυμάτων καὶ δυναμωτικῶν προοριζομένων διὰ παιδιὰ κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν, ἐγκυμονούσας γυναῖκας καὶ λεχούς.

Ἡ ὑποχρέωσις Ὑψηλοῦ Συμβαλλομένου Μέρους νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ἐλευθέραν δίοδον τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον ἀποστολῶν ὑπόκειται εἰς τὸν ὅρον ὅτι τὸ Μέρος τοῦτο θὰ ἔχῃ βεβαιωθῇ ὅτι οὐδένα ἐχει σοβαρὸν λόγον νὰ φοβῆται :

α) ὅτι αἱ ἀποστολαὶ δυνατὸν νὰ παρεκλίνουν τοῦ προορισμοῦ των.

β) ὅτι ὁ ἔλεγχος δυνατὸν νὰ μὴν εἶναι ἀποτελεσματικὸς ἢ

γ) ὅτι προφανῆ πλεονεκτήματα δυνατὸν νὰ προκύψουν διὰ τὰς πολεμικὰς προσπαθείας ἢ τὴν οἰκονομίαν τοῦ ἐχθροῦ ἐκ τῆς ὑποκαταστάσεως ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω ἀποστολῶν ἄλλων ἐμπορευμάτων τῶν ὁποίων ἄλλως ἡ προμήθεια ἢ ἡ παραγωγὴ θὰ ἐγίνετο ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ ἢ διὰ ἐλευθερώσεως ὑλικῶν προϊόντων ἢ ὑπηρεσιῶν ἄτινα ἄλλως θὰ ἀπητοῦντο διὰ τὴν παραγωγὴν τοιούτων ἐμπορευμάτων.

Ἡ δύναμις ἡ ἐπιτρέπουσα τὴν διάβασιν τῶν ἀποστολῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δυνατὸν νὰ θέσῃ ὡς ὅρον τῆς παροχῆς τῆς ἀδείας ταύτης ὅτι ἡ διανομὴ εἰς τὰ εὐεργετούμενα πρόσωπα θὰ γίνῃ ὑπὸ ἔλεγχον ἀσκηθησόμενον ἐπὶ τόπου ὑπὸ τῶν Προστατίδων Δυνάμεων.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται θὰ προωθοῦνται ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον καὶ ἡ Δύναμις ἥτις ἐπιτρέπει τὴν ἐλευθέραν δίοδόν των θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ καθορίσῃ τὰς τεχνικὰς συνθήκας ὑφ' ἃς ἐπιτρέπεται ἡ τοιαύτη δίοδος.

Ἄρθρον 24

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τὰ κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν παιδία τὰ καταστάντα ὀρφανὰ ἢ τὰ ἀποχωρισμένα ἀπὸ τὰς οἰκογενείας των ὡς ἐκ τοῦ πολέμου, μὴν ἐγκαταλειφθοῦν ἔρμαια τῆς τύχης των, καὶ ἵνα διευκολυνθῇ εἰς πᾶσαν περίπτωσιν ἡ συντήρησίς των, ἡ ἐκτέλεσις τῶν θρησκευτικῶν καθηκόντων των καὶ ἡ ἐκπαίδευσίς των. Αὕτη θέλει κατὰ τὸ δυνατὸν ἀνατεθῇ εἰς ἄτομα ἀνήκοντα εἰς τὴν αὐτὴν μορφωτικὴν παράδοσιν

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ διευκολύνουν τὴν ἐν οὐδετέρᾳ χώρᾳ φιλοξενίαν τῶν παίδων τούτων διὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως, κατόπιν συγκαταθέσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἐὰν ὑπάρχῃ τοιαύτη καὶ ἐφ' ὅσον ὑπάρχει ἐγγύησις ὅτι θὰ τηρηθοῦν αἱ ἐν τῇ πρώτῃ παραγράφῳ ἀναφερόμεναι ἀρχαί.

Θὰ προσπαθήσουν ἐπὶ πλέον νὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε πάντα τὰ κάτω τῶν δώδεκα ἐτῶν παιδία νὰ ἀναγνωρίζωνται διὰ πινακίδος ταυτότητος ἣν θὰ φέρουν, ἢ δι' ἄλλου τινὸς μέσου.

Ἄρθρον 25.

Πάντα τὰ ἄτομα τὰ εὑρισκόμενα ἐπὶ ἐδάφους Μέρους μετέχοντος εἰς σύρραξιν ἢ ἐπὶ ἐδάφους κατεχομένου ὑπ' αὐτοῦ θὰ δύνανται νὰ ἀποστέλλουν εἰδήσεις αὐστηρῶς οἰκογενειακῆς φύσεως εἰς μέλη τῆς οἰκογενείας των, ὁπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκονται καὶ νὰ λαμβάνουν εἰδήσεις ἐξ αὐτῶν. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη θὰ διαβιβάζεται ταχέως καὶ ἄνευ ἀδικαιολογήτου καθυστερήσεως.

Ἐὰν ὡς ἐκ τῶν ἐπικρατουσῶν συνθηκῶν καθίσταται δυ-

σχερὴς ἡ ἀδύνατος ἡ ἀνταλλαγὴ οἰκογενειακῆς ἀλληλογραφίας διὰ τοῦ κανονικοῦ ταχυδρομείου τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη τὰ μετέχοντα τῆς συρράξεως θὰ ἀποταθοῦν εἰς οὐδέτερον μεσολαβητὴν, ὡς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ Ἄρθρου 140, ἵνα καθορίσουν ἐν συνεννοήσει μετὰ τούτου, τὰ ληπτέα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑποχρεώσεών των ὑπὸ τοὺς καλλιτέρους δυνατοὺς ὅρους, καὶ δὴ ἐν συμπράξει μετὰ τῶν Ἐθνικῶν Ὀργανώσεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου).

Ἐὰν τὰ εἰς τὴν σύρραξιν μετέχοντα μέρη θεωρήσουν ἀναγκαίαν τὴν περιστολὴν τῆς οἰκογενειακῆς ἀλληλογραφίας, ἡ περιστολὴ αὕτη θὰ περιορισθῇ τὸ πολὺ εἰς τὴν ὑποχρεωτικὴν χρησιμοποίησιν τυποποιημένων ἐντύπων περιεχόντων εἴκοσι πέντε λέξεις ἐλευθέρως ἐκλεγομένας καὶ εἰς τὸν περιορισμὸν τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἀποστελλομένων τοιούτων ἐντύπων εἰς ἕνα κατὰ μῆνα.

Ἄρθρον 26

Ἕκαστον τῶν εἰς τὴν σύρραξιν μετεχόντων μερῶν θὰ διευκολύνῃ ἐρεύνας γενομένας ὑπὸ μελῶν διασκορπισμένων, συνεπείᾳ ὑπὸ τοῦ πολέμου, οἰκογενειῶν μὲ σκοπὸν τὴν ἀποκατάστασιν τῆς μετ?ξὺ των ἐπαφῆς καὶ τὴν εἰ δυνατὸν συνάντησιν. Θὰ ἐνθαρρύνῃ δὲ ἰδιαιτέρως τὴν δρᾶσιν τῶν ὀργανώσεων αἵτινες ἀφιεροῦνται εἰς τὸ ἔργον τοῦτο, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἔχει ἐγκρίνῃ τὰς ὀργανώσεις αὐτὰς καὶ ὅτι αὗται συμμορφοῦνται πρὸς τὰ μέτρα ἅτινα λαμβάνει διὰ τὴν ἀσφάλειαν του.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ

Κατάστασις καὶ Μεταχείρησις τῶν προστατευομένων Προσώπων

ΤΜΗΜΑ Ι

Κοιναὶ διατάξεις διὰ τὰ ἐδάφη τῶν ἐν συρράξει Μερῶν καὶ διὰ τὰ κατεχόμενα ἐδάφη

Ἄρθρον 27

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δικαιοῦνται εἰς πᾶσαν περίπτωσιν σεβασμοῦ πρὸς τὸ πρόσωπόν των, τὴν τιμήν των, τὰ οἰκογενειακὰ των δικαιώματα, τὰς θρησκευτικὰς των πεποιθήσεις καὶ λατρείας καὶ τὰς συνηθείας των καὶ ἔθιμά των. Θὰ τυγχάνουν πάντοτε ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως καὶ προστασίας ἰδίως ἐναντίον πάσης πράξεως βίας ἢ ἀπειλῆς τοιαύτης καὶ ἐναντίον ὕβρεων καὶ δημοσίας περιεργείας.

Αἱ γυναῖκες θὰ τυχγάνουν εἰδικῆς προστασίας ἐναντίον πάσης ἐπιθέσεως κατὰ τῆς τιμῆς των, ἰδίως ἐναντίον βιασμοῦ ἐξαναγκασμοῦ εἰς πορνείαν ἢ οἱασδήποτε μορφῆς ἀσέμνου ἐπιθέσεως.

Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν μὲ τὴν κατάστασιν τῆς ὑγείας, τὴν ἡλικίαν καὶ τὸ φῦλον, πάντα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ τυγχάνουν τῆς αὐτῆς μεταχειρήσεως ὑπὸ τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται, ἄνευ δυσμενοῦς τινὸς διακρίσεως στηριζομένης ἰδίως εἰς τὴν φυλὴν τὴν θρησκείαν ἢ τὰς πολιτικὰς πεποιθήσεις.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται ἐν τούτοις νὰ λάβουν ἔναντι τῶν προστατευομένων προσώπων τὰ μέτρα ἐλέγχου ἢ ἀσφαλείας ἅτινα ὁ πόλεμος καθιστᾷ ἀναγκαῖα.

Ἄρθρον 28

Οὐδὲν προστατευόμενον πρόσωπον δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ κατὰ τρόπον ὥστε νὰ ἐξασφαλισθοῦν ἀπὸ τῶν πολεμικῶν ἐπιχειρήσεων, ὡς ἐκ τῆς παρουσίας τοῦ προσώπου αὐτοῦ, ὡρισμένα σημεῖα ἢ ὡρισμέναι περιοχαί.

Ἄρθρον 29

Τὸ ἐν συρράξει Μέρος εἰς τὴν ἐξουσίαν τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται προστατευόμενα πρόσωπα, εἶναι ὑπεύθυνον τῆς μεταχειρίσεως ἣν ὑφίστανται ταῦτα ἀπὸ μέρους τῶν ὀργάνων του, ἀσχέτως τῶν ἀτομικῶς ὑπὸ τῶν ὡς ἄνω ὀργάνων ὑπεχομένων εὐθυνῶν.

Ἄρθρον 30.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ ἔχουν πᾶσαν εὐκολίαν νὰ ἀποτείνωνται πρὸς τὰς προστάτιδας δυνάμεις, τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ, Σταυροῦ, τὴν Ὀργάνωσιν τοῦ Ἐθνικοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, Ἐρυθροῦ Λέοντος Ἡλίου) τῆς χώρας ὅπου εὑρίσκονται ὡς καὶ εἰς πᾶσαν ὀργάνωσιν δυναμένην νὰ τοὺς βοηθήσῃ.

Αἱ διάφοροι αὗται ὀργανώσεις θὰ ἀπολαύουν παρὰ τῶν ἀρχῶν πάσης εὐκολίας πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐντὸς τῶν ὁρίων τὰ ὁποῖα χαράσσουν αἱ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι καὶ ἡ ἀσφάλεια.

Ἐκτὸς τῶν ἐπισκέψεων τῶν ἀπεσταλμένων τῶν Προστατίδων Δυνάμεων καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 143 αἱ Κρατοῦσαι ἢ Κατέχουσαι Δυνάμεις θά διευκολύνουν ὅσον τὸ δυνατὸν τὰς ἐπισκέψεις εἰς ἃς θὰ ἐπεθύμουν νὰ προβοῦν πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἀντιπρόσωποι ἑτέρων ὀργανώσεων σκοπὸν ἐχουσῶν τὴν χορήγησιν πνευματικῆς ἢ ὑλικῆς βοηθείας πρὸς τὰ πρόσωπα ταῦτα.

Ἄρθρον 31

Οὐδεμία φυσικὴ ἢ ἠθικὴ πίεσις θὰ ἀσκῆται ἐπὶ τῶν προστατευομένων προσώπων ἰδίως πρὸς λῆψιν πληροφοριῶν παρ' αὐτῶν ἢ παρὰ τρίτων.

Ἄρθρον 32

Ἀπαγορεύεται ρητῶς εἰς τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἡ λῆψις παντὸς μέτρου τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ προκαλῇ εἴτε σωματικοὺς πόνους εἴτε τὴν ἐξόντωσιν τῶν εἰς χεῖρας των προστατευομένων προσώπων. Ἡ ἀπαγόρευσις αὕτη ἀφορᾷ οὐχὶ μόνον τὸν φόνον, τὰ βασανιστήρια τὰς σωματικὰς ποινάς, τὸν ἀκρωτηριασμὸν καὶ τὰ ἰατρικὰ ἢ ἐπιστημονικὰ πειράματα τὰ μὴ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν τοῦ προστατευομένου προσώπου, ἀλλ' ἐπίσης καὶ οἱανδήποτε ἑτέραν βαναυσότητα προερχομένην εἴτε ἀπὸ πολιτικὰ ὄργανα εἴτε ἀπὸ στρατιωτικὰ τοιαῦτα.

Ἄρθρον 33

Οὐδὲν προστατευόμενον πρόσωπον θὰ τιμωρῆται διὰ παράβασιν μὴ προσωπικῶς ὑπ' αὐτοῦ διαπραχθεῖσαν. Ἀπαγορεύονται αἱ συλλογικαὶ ποιναὶ ὡς καὶ πάντα τὰ μέτρα ἐκφοβισμοῦ καὶ τρομοκρατίας.

Ἀπαγορεύεται ἡ λεηλασία

Ἀπαγορεύονται τὰ μέτρα ἀντεκδικήσεως ἐπὶ προστατευομένων προσώπων καὶ τῆς περιουσίας των.

Ἄρθρον 34

Ἀπαγορεύεται ἡ λῆψις ὁμήρων

ΤΜΗΜΑ ΙΙ

Ἀλλοδαποὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν ἐν Συρράξει μερῶν

Ἄρθρον 35

Πάντα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ ὁποῖα θὰ ἐπεθύμουν νὰ ἐγκαταλείψουν τὸ ἔδαφος κατὰ τὴν ἔναρξιν ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συρράξεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ πράξουν τοῦτο, ἐκτὸς ἐὰν ἡ ἀναχώρησίς των εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὰ ἐθνικὰ συμφέροντα τοῦ Κράτους. Αἱ ἀποφάσεις ἐπὶ αἰτήσεων ἀναχωρήσεως θὰ λαμβάνωνται συμφώνως πρὸς κανονικὴν διαδικασίαν καὶ κατὰ τὸν ταχύτερον δυνατὸν τρόπον. Τὰ πρόσωπα εἰς ἃ θὰ ἐπιτραπῇ ἡ ἀναχώρησις δικαιοῦνται νὰ ἐφοδιασθοῦν μὲ τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὸ ταξείδιον χρήματα καὶ νὰ συναποκομίσουν μίαν λογικὴν ποσότητα εἰδῶν καὶ ἀντικειμένων προσωπικῆς των χρήσεως.

Τὰ πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ ἄδεια ἀναχωρήσεως ἐκ τοῦ

ἐδάφους τῆς κρατούσης Δυνάμεως ἀπερρίφθη θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιτύχουν τὴν ὑπὸ δικαστηρίου ἢ ἁρμοδίου διοικητικοῦ συμβουλίου συσταθέντος πρὸς τοῦτο ὑπ' αὐτῆς, ἐπανεξέτασιν τῆς ἀπορριφθείσης αἰτήσεώς των ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας.

Ἐὰν ὑποβληθῇ σχετικὴ αἴτησις, καὶ ἐφ' ὅσον λόγοι ἀσφαλείας δὲν τὸ ἀπαγορεύουν καὶ οἱ ἐνδιαφερόμενοι δὲν ἐγείρουν ἀντιρρήσεις, ἀντιπρόσωποι τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως δύνανται νὰ λάβουν γνῶσιν τῶν λόγων διὰ τοὺς ὁποίους ἀπερρίφθησαν αἰτήσεως ἀδείας ἐγκαταλείψεως τοῦ ἐδάφους ὡς καὶ τὸ ταχύτερον δυνατόν, τῶν ὀνομάτων ὅλων τῶν προσώπων ἅτινα εὑρίσκονται εἰς αὐτὴν τὴν κατηγορίαν.

Ἄρθρον 36

Αἱ ἐπιτραπεῖσαι ὑπὸ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου ἀναχωρήσεις θὰ πραγματοποιοῦνται ὑπὸ ἱκανοποιητικοὺς ὅρους ἀσφαλείας, ὑγιεινῆς, καθαριότητος καὶ διατροφῆς. Πᾶσα σχετικὴ δαπάνη ἀπὸ τοῦ σημείου ἐξόδου ἐκ τοῦ ἐδάφους τῆς Κρατούσης Δυνάμεως θὰ βαρύνῃ τὴν χώραν προορισμοῦ ἢ, εἰς τὴν περίπτωσιν διαμονῆς εἰς οὐδετέραν χώραν, τὴν δύναμιν τῆς ὁποίας οἱ ἐνδιαφερόμενοι τυγχάνουν πολῖται. Αἱ πρακτικαὶ λεπτομέρειαι τῶν τοιούτων μετακινήσεων δύνανται ἐν ἀνάγκῃ νὰ διακανονισθοῦν δι' εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων δυνάμεων.

Τὰ ἀνωτέρω, θεσπίζονται ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν ἂς δυνατὸν νὰ συνάψουν τὰ ἐν συρράξει Μέρη διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν καὶ παλινόστησιν τῶν εἰς χώρας τοῦ ἐχθροῦ περιελθόντων ὑπηκόων των.

Ἄρθρον 37

Προστατευόμενα πρόσωπα εὑρισκόμενα ἐν προφυλακίσει ἢ ἐκτίουν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας των ποινὴν θέλουν τύχῃ ἀνθρωπιστικῆς μεταχειρίσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ περιορισμοῦ των.

Ἅμα τῇ ἀπολύσει των δύνανται νὰ ζητήσουν νὰ ἀναχωρήσουν ἐκ τῆς περιοχῆς συμφώνως πρὸς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἄρθρον 38

Ἐξαιρέσει τῶν εἰδικῶν μέτρων ἅτινα ἐνδέχεται νὰ ληφθοῦν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰδικῶς δὲ βάσει τῶν ἄρθρων αὐτῆς 27 καὶ 41, ἡ κατάστασις τῶν προστατευομένων προσώπων θὰ ἐξακολουθήσῃ νὰ ρυθμίζεται κατ' ἀρχὴν ὑπὸ τῶν διατάξεων περὶ ἀλλοδαπῶν ἐν καιρῷ εἰρήνης. Ἐν πάσει περιπτώσει θὰ τοὺς παρέχωνται τὰ κάτωθι δικαιώματα :

(1) Θὰ δύνανται νὰ λάβουν τὰ ἀτομικὰ ἢ συλλογικὰ βοηθήματα ἅτινα θ' ἀποστέλλωνται εἰς αὐτούς.

(2) Θὰ ἀπολαμβάνουν ἰατρικῆς μερίμνης καὶ θεραπείας εἰς νοσοκομεῖον, ἐὰν ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των τὸ ἀπαιτεῖ καθ' ὃ μέτρον καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους.

(3) Θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται νὰ ἀσκοῦν τὴν θρησκείαν των καὶ νὰ δέχωνται πνευματικὴν ἀρωγὴν ἀπὸ κληρικὸν τῆς πίστεώς των.

(4) Ἐὰν κατοικοῦν εἰς περιοχὴν ἰδιαιτέρως ἐκτεθειμένην εἰς πολεμικοὺς κινδύνους θὰ τοὺς ἐπιτρέπεται ἡ ἐκ τῆς περιοχῆς ταύτης μετακίνησις, ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ εἰς τοὺς πολίτας τοῦ ἐνδιαφερομένου κράτους.

(5) Παῖδες κάτω τῶν δεκαπέντε ἐτῶν, γυναῖκες εἰς κατάστασιν ἐγκυμοσύνης καὶ μητέρες παιδίων κάτω τῶν ἑπτὰ ἐτῶν θὰ ἀπολαμβάνουν πάσης προνομοιούχου μεταχειρίσεως ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐν λόγῳ κράτους.

Ἄρθρον 39

Εἰς προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα ὡς ἐκ τοῦ πολέμου ἀπώλεσαν τὰς ἐπικερδεῖς ἀπασχολήσεις των θὰ παρέχεται εὐχέρια νὰ ἐξεύρουν ἐργασίαν ἐπὶ πληρωμῇ. Πρὸς τοῦτο θὰ ἀπολαύουν, ὑπὸ ἐπιφύλαξιν λόγῳ ἀσφαλείας, καὶ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 40, τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων ὧν ἀπολαύουν καὶ οἱ πολῖται τῆς Δυνάμεως εἰς τὸ ἔδαφος τῆς ὁποίας εὑρίσκονται.

Ἐὰν ἓν τῶν ἐν συρράξει Μερῶν ἐφαρμόσῃ ἐπὶ προστατευομένου προσώπου μέτρα ἐλέγχου ἅτινα ἔχουν ὡς ἀποτέλεσμα νὰ τὸ καταστήσουν ἀνίκανον νὰ συντηρῇ ἑαυτὸ καὶ εἰδικῶς ἐὰν τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν δύναται διὰ λόγους ἀσφαλείας νὰ ἐξεύρῃ ἐργασίαν ἐπὶ πληρωμῇ ὑπὸ λογικοὺς ὅρους, τὸ ἐν λόγῳ Μέρος θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν συντήρησιν αὐτοῦ καὶ τῶν ἐξ αὐτοῦ ἐξαρτωμένων προσώπων.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται ἐν πάσῃ περιπτώσει νὰ λαμβάνουν ἐπιδόματα ἐκ τῆς χώρας καταγωγῆς των, τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τῶν φιλανθρωπικῶν ὀργανώσεων περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὸ ἄρθρον 30.

Ἄρθρον 40

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται νὰ ἐξαναγκασθοῦν εἰς ἐργασίαν μόνον ἐν ᾧ μέτρῳ καὶ οἱ πολῖται τοῦ ἐν συρράξει Μέρους εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ὁποίου εὑρίσκονται.

Ἐὰν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἔχουν ἐχθρικὴν ὑπηκοότητα δὲν δύνανται νὰ ὑποχρεωθοῦν παρὰ μόνον εἰς ἐργασίας αἵτινες εἶναι, ὁμαλῶς ἐχόντων τῶν πραγμάτων, ἀναγκαῖαι πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς διατροφῆς τῆς στεγάσεως, τοῦ ἱματισμοῦ, τῆς μεταφορᾶς καὶ τῆς ὑγείας τῶν ἀνθρωπίνων ὑπάρξεων ὑπὸ τὸν ὅρον αἱ ἐργασίαι αὐταὶ νὰ μὴ εἶναι εἰς ἄμεσον σχέσιν μὲ τὴν διεξαγωγὴν τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰ προηγούμενα ἐδάφια, τὰ ὑποχρεούμενα εἰς ἐργασίαν προστατευόμενα πρόσωπα θὰ τυγχάνουν τῶν αὐτῶν συνθηκῶν ἐργασίας καὶ τῶν αὐτῶν μέτρων προστασίας ὅπως καὶ οἱ ἐθνικοὶ ἐργάται, ἰδιαιτέρως ὅσον ἀφορᾷ τὸν μισθὸν τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας, τὰ ἐφόδια ἐργασίας, τὴν πρῳκαταρτικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τὴν ἐπανόρθωσιν τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων ἢ τῶν ἐπαγγελματικῶν ἀσθενειῶν.

Εἰς περίπτωσιν παραβιάσεως τῶν ὡς ἄνω διατάξεων θὰ ἐπιτρέπηται εἰς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ἀσκήσουν τὸ δικαίωμα τῆς προσφυγῆς, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 30.

Ἄρθρον 41.

Ἐὰν ἡ Δύναμις εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὑρίσκονται τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θεωρεῖ ἀνεπαρκῆ τὰ ἄλλα μέτρα ἐλέγχου τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παροῦσαν Συνθήκην, τὰ αὐστηρότερα μέτρα ἐλέγχου εἰς τὰ ὁποῖα θὰ δύναται νὰ καταφύγῃ εἶναι ὁ καθορισμὸς ὑποχρεωτικῆς κατοικίας ἢ ὁ περιορισμὸς συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 42 καὶ 43.

Ὅταν ἐφαρμόζει τὰς διατάξεις τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 39 εἰς τὰς περιπτώσεις τῶν προσώπων τὰ ὁποῖα ὑπεχρεώθησαν νὰ ἐγκαταλείψουν τὸν συνήθη τόπον διαμονῆς των δυνάμει ἀποφάσεως, ἤτις τοὺς περιορίζει εἰς ὑποχρεωτικὴν διαμονὴν εἰς ἄλλον τόπον, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συμμορφοῦται ὅσον τὸ δυνατὸν ἐπακριβέστερον μὲ τοὺς κανόνας τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν μεταχείρισιν τῶν ἐγκλείστων (Τμῆμα IV, Τίτλος III τῆς παρούσης Συνθήκης).

Ἄρθρον 42.

Ὁ περιορισμὸς ἢ ἡ ὑποχρεωτικὴ διαμονὴ τῶν προστατευομένων προσώπων θὰ διατάσσωνται μόνον ἐὰν ἡ ἀσφάλεια τῆς Δυνάμεως εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὑρίσκονται καθιστᾷ τὰ μέτρα ταῦτα ἀπολύτως ἀναγκαῖα.

Ἐὰν πρόσωπόν τι ζητήσῃ, μέσῳ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τὸν ἐθελούσιον περιορισμόν του καὶ ἂν ἡ περίπτωσίς του τὸ ἀπαιτῇ, ἡ Δύναμις εἰς τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὑρίσκεται θὰ λάβῃ τὸ ὡς ἄνω μέτρον.

Ἄρθρον 43.

Πᾶν προστατευόμενον πρόσωπον τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ τεθῇ ὑπὸ περιορισμὸν ἢ εἰς τὸ ὁποῖον ἔχει ὁρισθῇ ὑποχρεωτικὴ διαμονὴ θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ ὅπως δικαστήριον ἢ ἁρμόδιον διοικητικὸν σῶμα, δημιουργηθησόμενον πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἀναθεωρήσῃ ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὴν ληφθεῖσαν περὶ αὐτοῦ ἀπόφασιν ταύτην. Ἐὰν ὁ περιορισμὸς ἢ ὁ καθορισμὸς ὑποχρεωτικῆς διαμονῆς διατηρηθῇ τὸ δικαστήριον ἢ τὸ διοικητικὸν σῶμα θὰ προβῇ περιοδικῶς, καὶ τοὐλάχιστον δὶς τοῦ ἔτους εἰς τὴν ἐξέτασιν τῆς περιπτώσεως τοῦ προσώπου τούτου πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως τροποποιήσῃ ὑπὲρ αὐτοῦ τὴν ἀρχικὴν ἀπόφασιν ἐὰν τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις.

Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν τὰ ἐνδιαφερόμενα προστατευόμενα πρόσωπα ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ φέρῃ ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον, εἰς γνῶσιν τῆς προστάτιδος Δυνάμεως τὰ ὀνόματα τῶν προστατευομένων προσώπων τὰ ὁποῖα ἐτέθησαν ὑπὸ περιορισμὸν ἢ εἰς ὑποχρεωτικὴν διαμονήν.

Ὑπὸ τὴν αὐτὴν ἐπιφύλαξιν, αἱ ἀποφάσεις τῶν δικαστηρίων ἢ τῶν σωμάτων, ἅτινα μνημονεύονται εἰς τὸ πρῶτον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ κοινοποιῶνται ἐπίσης ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν.

Ἄρθρον 44.

Κατὰ τὴν λῆψιν τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προβλεπομένων μέτρων ἐλέγχου ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν θὰ μεταχειρίζηται ὡς ἐχθρικοὺς ξένους ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τῇ βάσει τῆς κατὰ νόμον ἐξαρτήσεώς των ἀπὸ ἐχθρικὸν Κράτος, τοὺς πρόσφυγας οἵτινες δὲν ἀπολαμβάνουν εἰς τὴν πραγματικότητα τῆς προστασίας οἱασδήποτε κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 45.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δὲν θὰ δύνανται νὰ παραδοθοῦν εἰς Δύναμιν μὴ μέλος τῆς Συμβάσεως.

Ἡ διάταξις αὕτη δὲν δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἐμπόδιον εἰς τὸν ἐπαναπατρισμὸν τῶν προστατευομένων προσώπων ἢ εἰς τὴν ἐπιστροφὴν των εἰς τὴν χώραν τῆς διαμονῆς των μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δύνανται νὰ παραδοθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως εἰς Δύναμιν μέλος τῆς Συμβάσεως μόνον ἀφ' οὗ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις διαπιστώσῃ ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Δύναμις ἐπιθυμεῖ καὶ εἶναι εἰς θέσιν νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν. Ὅταν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα οὕτω παραδίδονται, ἡ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συνθήκης βαρύνῃ τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ κατὰ τὴν περίοδον καθ' ἣν παραμένουν ἐμπεπιστευμένα εἰς αὐτήν. Οὐχ' ἧττον, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Δύναμις αὕτη δὲν ἐφήρμοζε τὰ διατάξεις τῆς Συνθήκης, ἐπὶ τινος σημαντικοῦ σημείου, ἡ Δύναμις ὑπὸ τῆς ὁποίας παρεδόθησαν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ὀφείλει, βάσει εἰδοποιήσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως νὰ λάβῃ ἀποτελεσματικὰ μέτρα διὰ τὴν ἐπανόρθωσιν τῆς καταστάσεως ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐπιστραφοῦν εἰς αὐτήν.

Ἡ τοιαύτη αἴτησις πρέπει νὰ γίνῃ δεκτή.

Προστατευόμενον πρόσωπον ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ μεταφερθῇ εἰς χώραν ὅπου φοβεῖται διωγμοὺς λόγῳ τῶν πολιτικῶν ἢ θρησκευτικῶν του πεποιθήσεων.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐμποδίζουν τὴν ἔκδοσιν βάσει συμβάσεων περὶ ἐκδόσεως συναφθεισῶν πρὸ τῶν ἐχθροπραξιῶν, προστατευομένων προσώπων κατηγορουμένων δι' ἐγκλήματα κοινοῦ δικαίου.

Ἄρθρον 46.

Ἐν ᾧ μέτρῳ δὲν θὰ ἔχουν προηγουμένως καταργηθῇ τὰ ληφθέντα διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα περιοριστικὰ μέτρα, ταῦτα θὰ λήξουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον μετὰ τὴν λῆξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Τὰ ληφθέντα περὶ τῆς περιουσίας των περιοριστικὰ μέτρα θὰ λήξουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον μετὰ τὴν λῆξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν, συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

ΤΜΗΜΑ III

Κατεχόμενα Ἐδάφη.

Ἄρθρον 47.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα εὑρίσκονται ἐπὶ κατεχομένου ἐδάφους ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει καὶ ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ θὰ στερηθοῦν τοῦ εὐεργετήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως οὔτε λόγῳ οἱασδήποτε ἐπελθούσηςἀλλαγῆς συνεπείᾳ τῆς κατοχῆς εἰς τοὺς θεσμοὺς ἢ τὴν κυβέρνησιν τοῦ ἐν λόγῳ ἐδάφους, οὔτε κατόπιν συναφθείσης συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀρχῶν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καὶ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως, οὔτε λόγῳ τῆς προσαρτήσεως ὑπὸ τῆς τελευταίας ταύτης μέρους ἢ ὁλοκλήρου τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

Ἄρθρον 48.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα δὲν εἶναι ὑπήκοοι τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας κατέχεται τὸ ἔδαφος, δύνανται νὰ ἐπικαλεσθοῦν τὸ δικαίωμα νὰ ἐγκαταλείψουν τὸ ἔδαφος συμφώνως πρὸς τοὺς εἰς τὸ ἄρθρον 35 προβλεπομένους ὅρους, αἱ δὲ σχετικαὶ ἀποφάσεις θὰ λαμβάνωνται συμφώνως πρὸς τὴν διαδικασίαν τὴν ὁποίαν ἡ κατέχουσα δύναμις ἔχει ὑποχρέωσιν νὰ θεσπίσῃ συμφώνως πρὸς τὸ ὡς ἄνω ἄρθρον.

Ἄρθρον 49.

Αἱ ὑποχρεωτικαὶ ἀτομικαὶ ἢ ὁμαδικαὶ μεταφοραὶ ὡς καὶ ἡ ἐξορία προστατευομένων προσώπων ἔξω τοῦ κατεχομένου ἐδάφους πρὸς τὸ ἔδαφος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἢ πρὸς τὸ ἔδαφος οἱουδήποτε ἄλλου Κράτους, κατεχομένου ἢ μὴ ἀπαγορεύονται οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ αἰτία των.

Οὐχ' ἧττον ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ὁλοκληρωτικὴν ἢ τὴν μερικὴν ἐκκένωσιν μιᾶς ὡρισμένης κατεχομένης περιοχῆς ἐὰν ἡ ἀσφάλεια τοῦ πληθυσμοῦ ἢ ἐπιτακτικοὶ στρατιωτικοὶ λόγοι τὸ ἀπαιτοῦν. Αἱ ἐκκενώσεις δὲν δύνανται νὰ συνεπαγάγουν τὴν μετακίνησιν τῶν προστατευομένων προσώπων εἰ μὴ μόνον εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους, πλὴν τῆς περιπτώσεως ὑλικῆς ἀδυναμίας. Ὁ οὕτω ἐκκενωθεὶς πληθυσμὸς θὰ ἐπαναφέρηται εἰς τὰς ἑστίας του εὐθὺς ὡς λήξουν αἱ ἐχθροπραξίαι εἰς τὸν τομέα τοῦτον.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις ἐνεργοῦσα τὰς μεταφορὰς ἢ τὰς ἐκκενώσεις ταύτας, πρέπει νὰ μεριμνήσῃ ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ ἵνα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἐγκατασταθοῦν εἰς εὐπρεπῆ καταλύματα, ἵνα αἱ μετακινήσεις γίνουν ὑπὸ ἱκανοποιητικὰς συνθήκας καθοριότητος ὑγιεινῆς ἀσφαλείας καὶ τροφῆς καὶ ἵνα τὰ μέλη τῆς αὐτῆς οἰκογενείας μὴ χωρισθοῦν ἀπ' ἀλλήλων.

Ἡ προστάτις Δύναμις θὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τῶν μεταφορῶν καὶ ἐκκενώσεων εὐθὺς ὡς αὗται λάβουν χώραν.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ κρατήσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς περιοχὴν ἰδιαιτέρως ἐκτεθειμένην εἰς τοὺς κινδύνους τοῦ πολέμου, ἐκτὸς ἂν ἡ ἀσφάλεια τοῦ πληθυσμοῦ ἢ ἐπιτακτικαὶ στρατιωτικαὶ ἀνάγκαι τὸ ἀπαιτοῦν.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ ἐξορίσῃ ἢ νὰ μεταφέρῃ μέρος τοῦ ἰδικοῦ της ἀμάχου πληθυσμοῦ εἰς τὸ κατεχόμενον ὑπ' αὐτῆς ἔδαφος.

Ἄρθρον 50.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ διευκολύνῃ τῇ συνεργασίᾳ τῶν ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἀρχῶν, τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἱδρυμάττων τῶν ἀφιερωμένων εἰς τὴν περιποίησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν τῶν παίδων.

Θὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως διευκολύνῃ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ταὐτότητός των. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ δύναται νὰ προβῇ εἰς ἀλλοίωσιν τῆς προσωπικῆς των καταστάσεως οὔτε νὰ τοὺς ἐντάξῃ εἰς σχηματισμοὺς ἢ ὀργανώσεις ἐξαρτωμένας ἀπ' αὐτήν.

Ἐὰν τὰ τοπικὰ ἱδρύματα εἶναι ἀνεπαρκῆ, ἡ κατέχουσα Δύναμις ὀφείλει νὰ λάβῃ μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν συντήρησιν καὶ τὴν ἐκπαίδευσιν εἰ δυνατὸν διὰ προσώπων τῆς ἐθνικότητος των τῆς γλώσσης των καὶ τῆς θρησκείας των, τῶν ὀρφανῶν παίδων ἢ τῶν ἀποχωρισθέντων ἀπὸ τοὺς γονεῖς των λόγῳ τοῦ πολέμου, ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ὑπῆρχε στενὸς συγγενὴς ἢ φίλος, ὅστις θὰ ἠδύνατο νὰ μεριμνήσῃ σχετικῶς.

Εἰς εἰδικὸν τμῆμα τοῦ ἱδρηθησομένου δυνάμει τοῦ ἄρθρου 136 γραφείου θὰ ἀνατεθῇ νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐξακρίβωσιν τῆς οἰκογενειακῆς καταστάσεως τῶν παίδων τῶν ὁποίων ἡ ταὐτότης εἶναι ἀμφίβολος. Αἱ ὑπάρχουσαι πληροφορίαι περὶ τοῦ πατρὸς καὶ τῆς μητρὸς των ἢ περὶ ἄλλων στενῶν συγγενῶν θὰ καταγραφοῦν ἐκεῖ.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν πρέπει νὰ ἐμποδίσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων προτιμήσεως ἅτινα θὰ εἶχον ἐνδεχομένως θεσπισθῇ, πρὸ τῆς κατοχῆς, ὑπὲρ τῶν παίδων κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν, ὑπὲρ τῶν ἐγκύων γυναικῶν καὶ μητέρων παίδων κάτω τῶν ἑπτὰ ἐτῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὴν τροφήν, τὰς ἰατρικὰς περιποιήσεις καὶ τὴν προστασίαν ἐναντίον τῶν συνεπειῶν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 51.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν θὰ δύναται νὰ ὑποχρεώσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ὑπηρετήσουν εἰς τὰς ἐνόπλους ἢ βοηθητικὰς της δυνάμεις. Ἀπαγορεύεται οἱαδήποτε πίεσις ἢ προπαγάνδα τείνουσα εἰς τὴν διενέργειαν ἐθελοντικῶν κατατάξεων.

Δὲν δύναται νὰ ὑποχρεώνῃ εἰς ἐργασίαν προστατευόμενα πρόσωπα ἐκτὸς ἂν εἶναι ἡλικίας ἄνω τῶν δεκαοκτὼ ἐτῶν. Δὲν θὰ πρόκειται δὲ πάντως παρὰ μόνον δι' ἐργασίας σχετικὰς μὲ τὰς ἀνάγκας τοῦ στρατοῦ κατοχῆς ἢ διὰ τὰς ὑπηρεσίας δημοσίου ἐνδιαφέροντος διὰ τὴν τροφοδοσίαν, τὴν κατοικίαν, τὸν ἱματισμόν, τὰς μεταφορὰς ἢ τὴν ὑγείαν τῆς κατεχομένης χώρας. Δὲν θὰ ὑποχρεῶνται τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς οἱανδήποτε ἐργασίαν ἥτις θὰ τοὺς ὑπεχρέωνε νὰ συμμετάσχουν εἰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις. Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ὑποχρεώσῃ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα νὰ ἀναλάβουν διὰ τῆς βίας τὴν ἀσφάλειαν τῶν ἐγκαταστάσεων ὅπου ἐκτελοῦν ὑποχρεωτικὴν ἐργασίαν.

Ἡ ἐργασία θὰ γίνηται μόνον ἐντὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους ὅπου τὰ περὶ ὧν πρόκειται πρόσωπα εὑρίσκονται. Ἕκαστον προσκαλούμενον εἰς ἐργασίαν πρόσωπον θὰ διατηρῆται κατὰ τὸ δυνατὸν εἰς τὸν συνήθη τόπον ἐργασίας του. Ἡ ἐργασία θὰ ἀνταμοίβηται δικαίως καὶ θὰ εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὰς σωματικὰς καὶ διανοητικὰς ἱκανότητας τῶν ἐργαζομένων. Ἡ ἰσχύουσα εἰς τὴν κατεχομένην χώραν νομοθεσία σχετικῶς πρὸς τοὺς ὅρους ἐργασίας καὶ τὰ μέτρα προστασίας, εἰδικῶς ὅσον ἀφορᾷ τὸν μισθόν, τὴν διάρκειαν τῆς ἐργασίας, τὸν ἐφοδιασμὸν εἰς ἐργαλεῖα τὴν προκαταρτικὴν ἐκπαίδευσιν καὶ τὴν ἐπανόρθωσιν τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων, θὰ ἐφαρμόζηται διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ ὑποβληθησόμενα εἰς τὰς ἐργασίας, αἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, ἡ ἀναγκαστικὴ πρόσκλησις πρὸς ἐργασίαν δύναται νὰ καταλήξῃ εἰς ἐπιστράτευσιν ἐργατῶν, οἵτινες νὰ τεθοῦν ὑπὸ καθεστὼς στρατιωτικὸν ἢ ἡμιστρατιωτικόν.

Ἄρθρον 52.

Οὐδὲν συμβόλαιον, συμφωνία ἢ κανονισμὸς δύναται νὰ θίξῃ τὸ δικαίωμα παντὸς ἐργάτου ἐθελοντοῦ ἢ μὴ ὁπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκηται ὅπως ἀπευθύνηται πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστάτιδος Δυνάμεως διὰ νὰ ζητήσῃ τὴν ἐπέμβασίν της.

Ἀπαγορεύεται οἱονδήποτε μέτρον τεῖνον νὰ προκαλέσῃ ἀνεργίαν, ἢ νὰ περιορίσῃ τὰς δυνατότητας ἐργασίας διὰ τοὺς ἐργάτας κατεχομένης χώρας πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως προτραποῦν νὰ ἐργασθοῦν διὰ λογαριασμὸν τῆς κατεχούσης χώρας.

Ἄρθρον 53.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὴν κατέχουσαν Δύναμιν νὰ καταστρέψῃ τὴν κινητὴν ἢ ἀκίνητον περιουσίαν τὴν ἀνήκουσαν ἀτομικῶς ἢ ὁμαδικῶς εἰς ἰδιώτας, εἰς τὸ Κράτος ἢ πρόσωπα δημοσίου δικαίου, εἰς κοινωνικὰς ἢ εἰς συνεργατικὰς ὀργανώσεις, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων ὅπου αἱ καταστροφαὶ αὗται θὰ καθίσταντο ἀπολύτως ἀναγκαῖαι λόγῳ τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

Ἄρθρον 54.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὴν κατέχουσαν Δύναμιν νὰ μεταβάλῃ τὴν κατάστασιν τῶν Δημοσίων Ὑπαλλήλων ἢ τῶν δικαστῶν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους ἢ νὰ ἐπιβάλῃ κατ' αὐτῶν κυρώσεις ἢ οἱαδήποτε μέτρα ἐξαναγκασμοῦ ἢ διακρίσεως διότι θὰ ἀπεῖχον οὗτοι ἀπὸ τὰ καθήκοντά των διὰ λόγους συνειδήσεως.

Ἡ τελευταία αὕτη ἀπαγόρευσις δὲν ἐμποδίζει τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 51. Δὲν θίγει τὸ δικαίωμα τῆς κατεχούσης Δυνάμεως νὰ ἀπομακρύνῃ ἐκ τῶν καθηκόντων των τοὺ κατόχους δημοσίων θέσεων.

Ἄρθρον 55.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις ἔχει καθῆκον, ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιτρέπουν τὰ μέσα της νὰ ἐξασφαλίσῃ τὸν ἐφοδιασμὸν τοῦ πληθυσμοῦ εἰς τρόφιμα καὶ ἰατρικά. Εἰδικῶς, ὀφείλει νὰ εἰσαγάγῃ τὰ τρόφιμα, τὰ ἰατρικὰ εἴδη καὶ πᾶν ἄλλο ἀναγκαῖον προϊὸν ὅταν οἱ πόροι τοῦ κατεχομένου ἐδάφους εἶναι ἀνεπαρκεῖς.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ἐπιτάξῃ τρόφιμα, ἢ εἴδη ἰατρικὰ ὑλικὰ εὑρισκόμενα εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος εἰ μὴ μόνον διὰ τὰς δυνάμεις καὶ τὴν διοίκησιν κατοχῆς : Ὀφείλει νὰ λαμβάνῃ ὑπ' ὄψιν τὰς ἀνάγκας τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων ἄλλων διεθνῶν συνθηκῶν, ἡ κατέχουσα Δύναμις ὀφείλει νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε πᾶσα ἐπίταξις ν' ἀποζημιοῦται εἰς τὴν πραγματικήν της ἀξίαν.

Αἱ προστάτιδες Δυνάμεις δύνανται ὁποτεδήποτε νὰ ἐλέγξουν χωρὶς ἐμπόδια τὴν κατάστασιν τοῦ ἀνεφοδιασμοῦ εἰς τρόφιμα καὶ φάρμακα εἰς τὰ κατεχόμενα ἐδάφη ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προσωρινῶν περιορισμῶν οἱ ὁποῖοι θὰ ἐπεβάλλοντο ὑπὸ ἐπιτακτικῶν στρατιωτικῶν ἀναγκῶν.

Ἄρθρον 56.

Ἐν ᾧ μέτρῳ τὸ ἐπιτρέπουν τὰ μέσα της, ἡ κατέχουσα Δύναμις ἔχει καθῆκον νὰ ἐξασφαλίσῃ καὶ νὰ διατηρήσῃ τῇ συνεργασίᾳ τῶν ἐθνικῶν καὶ τοπικῶν ἀρχῶν, τὰς ἰατρικὰς καὶ νοσοκομειακὰς ὑπηρεσίας, καὶ ἱδρύματα, ὡς ἐπίσης καὶ τὴν ὑγείαν καὶ δημοσίαν ὑγιεινὴν εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος, καὶ δὴ νὰ θεσπίσῃ καὶ ἐφαρμόσῃ τὰ ἀναγκαῖα προφυλακτικὰ καὶ προληπτικὰ μέτρα πρὸς καταπολέμησιν τῶν μεταδοτικῶν νόσων καὶ ἐπιδημιῶν. Τὸ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν πάσης κατηγορίας θὰ ἔχῃ τὴν ἄδειαν νὰ ἐκτελέσῃ τὴν ἀποστολήν του.

Ἐὰν νέα νοσοκομεῖα δημιουργοῦνται εἰς κατεχόμενον ἔδαφος καὶ ἂν τὰ ἁρμόδια ὄργανα τοῦ κατεχομένου Κράτους δὲν εὑρίσκωνται πλέον ἐν ὑπηρεσίᾳ, αἱ ἀρχαὶ κατοχῆς θὰ προβοῦν ἂν παραστῇ ἀνάγκη εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 18 προβλεπομένην ἀναγνώρισιν. Εἰς παρομοίας περιστάσεις αἱ ἀρχαὶ κατοχῆς ὀφείλουν ἐπίσης νὰ προβοῦν εἰς τὴν ἀναγνώρισιν τοῦ προσωπικοῦ τῶν νοσοκομείων καὶ τῶν μεταφορικῶν ὀχημάτων, δυνάμει τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 20 καὶ 21.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις, ὅταν θεσπίζῃ μέτρα ὑγιεινῆς καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογήν των θὰ λαμβάνῃ ὑπ' ὄψιν τὰς ἠθικὰς ἀπαιτήσεις καὶ συνηθείας τοῦ πληθυσμοῦ τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

Ἄρθρον 57.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ ἐπιτάξῃ τὰ πολιτικὰ νοσοκομεῖα εἰμὴ μόνον προσωρινῶς καὶ ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης ἀνάγκης διὰ τὴν νοσηλείαν τῶν στρατιωτικῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ληθοῦν τὰ κατάλληλα μέτρα ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς νοσηλείας καὶ θεραπερείας τῶν ἐν νοσοκομείοις νοσηλευτέων, καὶ ἐξασφάλισιν τῶν ἀναγκῶν τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ.

Τὸ ὑλικὸν καὶ αἱ παρακαταθῆκαι τῶν πολιτικῶν νοσοκομείων δὲν δύνανται νὰ ἐπιταχθοῦν, ἐν ὅσῳ εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὸν ἄμαχον πληθυσμόν.

Ἄρθρον 58.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ ἐπιτρέπῃ εἰς τοὺς ἱερεῖς τῶν διαφόρων θρησκευμάτων νὰ παρέχουν πνευματικὴν ἀρωγὴν εἰς τοὺς ὁμοθρήσκους των.

Θὰ δέχηται ἐπίσης τὰς ἀποστολὰς βιβλίων καὶ ἄλλων ἀντικειμένων ἀνταποκρινομένων εἰς θρησκευτικὰς ἀνάγκας καὶ θὰ διευκολύνῃ τὴν διανομήν των ἐντὸς τοῦ κατεχομένου ἐδάφους.

Ἄρθρον 59.

Ὅταν ὁ πληθυσμὸς κατεχομένου ἐδάφους ἢ μέρος τούτου τροφοδοτεῖται ἀνεπαρκῶς, ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ δέχηται τὰς ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ τούτου βοηθητικὰς ἐνεργείας καὶ θὰ τὰς διευκολύνῃ ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τῶν δυνάμεών της.

Αἱ ἐνέργειαι αὗται αἵτινες θὰ δύνανται νὰ ἀναλαμβάνωνται εἴτε ὑπὸ Κρατῶν, εἴτε ὑπὸ ἀμερολήπτου ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ, ὅπως ἡ Διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, θὰ συνίστανται εἰδικώτερον εἰς ἀποστολὰς τροφίμων, ὑγειονομικοῦ ὑλικοῦ καὶ ἱματισμοῦ. Ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ὀφείλουν νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἐλευθέραν διέλευσιν τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ νὰ ἐξασφαλίζουν τὴν προστασίαν των.

Δύναμις ἐπιτρέπουσα τὴν ἐλευθέραν διέλευσιν ἀποστολῶν προοριζομένων δι' ἔδαφος κατεχόμενον ὑπὸ ἐχθρικοῦ πρὸς αὐτὴν Μέρους θὰ ἔχῃ ἐν τούτοις τὸ δικαίωμα νὰ ἐλέγχῃ τὰς ἀποστολάς, νὰ κανονίζῃ τὰ τῆς διελεύσεώς των συμφώνως πρὸς καθωρισμένα δρομολόγια, καὶ νὰ ζητῇ ἱκανοποιητικὴν διαβεβαίωσιν ἐκ μέρους τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως ὅτι αἱ ἀποστολαὶ αὗται προορίζονται διὰ τὴν ἀνακούφισιν πληθυσμοῦ εὑρισκομένου εἰς ἀνάγκην, καὶ δὲν χρησιμοποιοῦνται πρὸς ὄφελος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 60.

Αἱ ἀποστολαὶ βοηθημάτων οὐδαμῶς ἀποδεσμεύουν τὴν κατέχουσαν Δύναμιν ἀπὸ τὰς εὐθύνας ἃς ἐπιβάλλουν αὐτῇ τὰ ἄρθρα 55, 56 καὶ 59. Δὲν θὰ δύναται ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ νὰ μεταβάλῃ τὸν προορισμὸν τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων, ἐκτὸς εἰς τὴν περίπτωσιν ἐπειγούσης ἀνάγκης, πρὸς τὸ συμφέρον τοῦ πληθυσμοῦ τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καὶ τῇ συναινέσει τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως.

Ἄρθρον 61.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ προηγούμενα ἄρθρα θὰ γίνηται τῇ συνεργασίᾳ καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς προστάτιδος Δυνάμεως. Τὰ καθήκοντα ταῦτα θὰ δύνανται ἐπίσης νὰ ἀνατεθοῦν, κατόπιν συμφωνίας μεταξὺ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως καὶ τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως, εἰς οὐδέτερον Κράτος, εἰς τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ εἰς οἱονδήποτε ἄλλον ἀμερόληπτον ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμόν.

Αἱ ἀποστολαὶ αὗται θὰ εἶναι ἀπηλλαγμέναι παντὸς δασμοῦ, τέλους ἢ φόρου εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος ἐκτὸς ἂν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον πρὸς τὸ συμφέρον τῆς οἰκονομίας τοῦ ἐδάφους. Ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ πρέπει νὰ διευκολύνῃ τὴν ταχεῖαν διανομὴν τῶν ἀποστολῶν τούτων.

Ἅπαντα τὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐπιτρέψουν τὴν δωρεὰν διακομιστικὴν καὶ τὴν μεταφορὰν τῶν βοηθημάτων τούτων τῶν προοριζομένων διὰ τὰ κατεχόμενα ἐδάφη.

Ἄρθρον 62.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν ἀσφαλείας, τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἅτινα εὑρίσκονται εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος, δύνανται νὰ λαμβάνουν τὰς ἀτομικὰς ἀποστολὰς βοηθημάτων, αἵτινες θ' ἀπευθύνωνται πρὸς αὐτά.

Ἄρθρον 63.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προσωρινῶν καὶ ἐκτάκτων μέτρων ἅτινα ἤθελον ἐξαιρετικῶς ἐπιβληθῇ συνεπείᾳ ἐπιτακτικῶν ἀναγκῶν ἀσφαλείας τῆς κατεχούσης Δυνάμεως:

α) αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἐθνικαὶ Ἑταιρεῖαι τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ (τῆς Ἐρυθρᾶς Ἡμισελήνου, τοῦ Ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίου) θὰ δύνανται νὰ ἐξακολουθήσουν τὴν σύμφωνον πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ δρᾶσίν των ὡς αὕτη καθωρίσθη ὑπὸ τῶν διεθνῶν διασκέψεων τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ. Αἱ ἄλλαι ἑταιρεῖαι περιθάλψεως πρέπει ἐπίσης ν' ἀφεθοῦν νὰ ἐξακολουθήσουν τὴν ἀνθρωπιστικήν των δρᾶσιν ὑπὸ ἀναλόγους ὅρους.

β) Ἡ κατέχουσα Δύναμις οὐδεμίαν δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὡς πρὸς τὸ προσωπικὸν καὶ τὴν διάρθρωσιν τῶν ἑταιρειῶν τούτων ἀλλαγὴν ἥτις θὰ ἠδύνατο νὰ ζημιώσῃ τὴν ὡς ἄνω δρᾶσιν.

Αἱ αὐταὶ ἀρχαὶ θὰ ἰσχύουν διὰ τὴν δρᾶσιν καὶ τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν ὀργανισμῶν μὴ στρατιωτικοῦ χαρακτῆρος ἤδη ὑπαρχόντων ἢ μὴ μελλόντων νὰ δημιουργηθοῦν πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν ὅρων διαβιώσεως τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ διὰ τῆς διατηρήσεως τῶν ἀπαραιτήτων ὑπηρεσιῶν δημοσίας ὠφελείας, διὰ τῆς διανομῆς βοηθημάτων καὶ τῆς ὀργανώσεως ναυαγοσωστικῆς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 64.

Ἡ ποινικὴ νομοθεσία τοῦ κατεχομένου ἐδάφους θὰ παραμένῃ ἐν ἰσχύϊ, πλὴν τοῦ μέτρου καθ' ὃ ἐπιτρέπεται ν' ἀκυρωθῇ ἢ νὰ ἀνασταλῇ ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἐὰν ἡ νομοθεσία αὕτη ἀποτελῇ ἀπειλὴν διὰ τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἐν λόγῳ Δυνάμεως ἢ ἐμπόδιον εἰς τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ὡς ἄνω περιορισμοῦ καὶ τῆς ἀνάγκης τῆς ἐξασφαλίσεως τῆς ἀποτελεσματικῆς ἀπονομῆς τῆς δικαιοσύνης τὰ δικαστήρια τοῦ κατεχομένου ἐδάφους θὰ ἐξακολουθοῦν νὰ λειτουργοῦν διὰ πᾶσαν ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ταύτης προβλεπομένην παράβασιν.

Οὐχ' ἧττον ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ ὑποβάλῃ τὸν πληθυσμὸν τοῦ κατεχομένου ἐδάφους εἰς διατάξεις ἀπαραιτήτους διὰ νὰ ἀποβῇ δυνατὴ ἡ ἐκτέλεσις τῶν ὑποχρεώσεών της τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ διὰ νὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ κανονικὴ διοίκησις τῆς περιοχῆς ὡς καὶ ἡ ἀσφάλεια τόσον τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ὅσον καὶ τῶν μελῶν καὶ τῶν ἰδιοκτησιῶν τῶν δυνάμεων ἢ τῆς διοικήσεως κατοχῆς ὡς ἐπίσης καὶ τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν γραμμῶν συγκοινωνίας αἵτινες χρησιμοποιοῦνται ὑπ' αὐτῆς.

Ἄρθρον 65.

Αἱ θεσπισθεῖσαι ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ποιναὶ διατάξεις θὰ τίθενται ἐν ἰσχύϊ μόνον ἀφ' οὗ δημοσιευθοῦν καὶ λάβῃ γνῶσιν αὐτῶν ὁ πληθυσμὸς εἰς τὴν γλῶσσαν του, δὲν θὰ δύνανται δὲ νὰ ἔχουν ἀναδρομικὴν ἰσχύν.

Ἄρθρον 66.

Ἡ κατέχουσα Δύναμις δύναται εἰς περίπτωσιν παραβάσεως τῶν ὑπ' αὐτῆς, δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 64, ἐκδοθεισῶν ποινικῶν διατάξεων νὰ παραπέμψῃ

τοὺς κατηγορουμένους εἰς στρατιωτικὰ δικαστήρια, μὴ πολιτικοῦ χαρακτῆρος καὶ κανονικῶς συγκροτηθέντα ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ταῦτα ἐδρεύουν εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος. Τὰ δευτεροβάθμια τοιαῦτα δικαστήρια θὰ ἐδρεύουν κατὰ προτίμησιν εἰς τὴν κατεχομένην χώραν.

Ἄρθρον 67.

Τὰ δικαστήρια δὲν δύνανται νὰ ἐφαρμόσουν εἰ μὴ μόνον νομίμους διατάξεις προγενεστέρας τῆς παραβάσεως καὶ συμφώνους πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς τοῦ δικαίου, καὶ δὴ ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἀρχὴν τῆς ἀναλογίας τῶν ποινῶν πρὸς τὸ ἀδίκημα. Δέον νὰ λάβουν ὑπ' ὄψιν τὸ γεγονὸς ὅτι ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 68.

Ὅταν προστατευόμενον πρόσωπον προβῇ εἰς παράβασιν μὲ μόνον σκοπὸν νὰ ζημιώσῃ τὴν κατέχουσαν Δύναμιν, ἀλλ' ἡ παράβασις αὕτη δὲν ἀποτελεῖ ἀπόπειραν ἐναντίον τῆς ζωῆς ἢ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος τῶν μελῶν τῶν δυνάμεων ἢ τῆς διοικήσεως κατοχῆς, δὲν δημιουργεῖ σοβαρὸν ὁμαδικὸν κίνδυνον καὶ δὲν ζημιοῖ σοβαρῶς τὴν ἰδιοκτησίαν τῶν δυνάμεων ἢ τῆς διοικήσεως κατοχῆς ἢ τὰς ἐγκαταστάσεις τὰς χρησιμοποιουμένας ὑπ' αὐτῶν, τὸ πρόσωπον τοῦτο ὑπόκειται εἰς περιορισμὸν ἢ εἰς ἁπλῆν φυλάκισιν. Ἐννοεῖται δὲ ὅτι ἡ διάρκεια τοῦ περιορισμοῦ ἢ τῆς φυλακίσεως ταύτης θὰ εἶναι ἀνάλογος πρὸς τὴν διαπραχθεῖσαν παράβασιν. Ἐπὶ πλέον, ὁ περιορισμὸς ἢ ἡ φυλάκισις θὰ εἶναι διὰ τοιαύτας παραβάσεις, τὸ μόνον στερητικὸν τῆς ἐλευθερίας μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ δύνανται νὰ ληφθῇ ἔναντι τῶν προστατευομένων προσώπων. Τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 66 τῆς παρούσης Συμβάσεως Δικαστήρια θὰ δύνανται ἐλευθέρως νὰ μεταφέρουν τὴν ποινὴν φυλακίσεως εἰς μέτρον περιορισμοῦ ἴσης διαρκείας.

Αἱ ἐκδοθησόμεναι ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 64 καὶ 65 ποιναὶ διατάξεις δὲν δύνανται νὰ προβλέψουν ποινὴν θανάτου διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ταῦτα εἶναι ἔνοχα κατασκοπείας, σοβαρῶν πράξεων δολιοφθορᾶς κατὰ στρατιωτικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἢ σκοπίμων παραβάσεων, αἵτινες προὐκάλεσαν τὸν θάνατον ἑνὸς ἢ πλειόνων προσώπων ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ νομοθεσία τοῦ κατεχομένου ἐδάφους ἐν ἰσχύϊ πρὸ τῆς ἀρχῆς τῆς κατοχῆς προβλέπει τὴν θανατικὴν ποινὴν διὰ τοιαύτας περιπτώσεις.

Δὲν δύναται νὰ ἀπαγγελθῇ ποινὴ θανάτου κατὰ προστατευομένου προσώπου εἰμὴ μόνον ἀφ' οὗ ἐπιστηθῇ ἰδιαιτέρως ἡ προσοχὴ τοῦ δικαστηρίου ἐπὶ τοῦ γεγονότος ὅτι ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς κατεχούσης Δυνάμεως καὶ οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν πίστεως ὑπέχει ἔναντι αὐτῆς.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ ἐπιβληθῇ ἡ ποινὴ τοῦ θανάτου εἰς προστατευόμενον πρόσωπον ἄγον ἡλικίαν κάτω τῶν δεκαοκτὼ ἐτῶν, κατὰ τὸν χρόνον τῆς παραβάσεως.

Ἄρθρον 69.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ διάρκεια τῆς προφυλακίσεως θὰ ἐκπίπτεται ἐκ πάσης ποινῆς φυλακίσεως εἰς τὴν ὁποίαν θὰ ἠδύνατο νὰ καταδικασθῇ προστατευόμενον πρόσωπον.

Ἄρθρον 70.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δὲν θὰ συλλαμβάνωνται, δὲν θὰ διώκωνται καὶ δὲν θὰ καταδικάζωνται ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως διὰ πράξεις διαπραχθείσας ἢ διὰ γνώμας ἐκφρασθείσας πρὸ τῆς κατοχῆς ἢ κατὰ προσωρινὴν διακοπὴν ταύτης ἐξαιρέσει τῶν παραβάσεων τῶν νόμων καὶ τῶν ἐθίμων τοῦ πολέμου.

Οἱ ὑπήκοοι τῆς κατεχούσης Δυνάμεως, οἵτινες πρὸ τῆς ἀρχῆς τῆς συρράξεως θὰ ἔχουν καταφύγῃ εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος δὲν δύνανται νὰ συλληφθοῦν, νὰ καταδικασθοῦν καὶ νὰ ἀπελαθοῦν ἔξω τοῦ κατεχομένου ἐδάφους παρὰ μόνον διὰ παραβάσεις διαπραχθείσας μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ δι' ἀδίκημα κοινοῦ δικαίου τὸ ὁποῖον διεπράχθη πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῶν ἐχθροπραξιῶν καὶ τὸ ὁποῖον συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου κατέχεται τὸ ἔδαφος θὰ εἶχε δικαιολογήσῃ τὴν ἔκδοσιν ἐν καιρῷ εἰρήνης.

Ἄρθρον 71.

Τὰ ἁρμόδια δικαστήρια τῆς κατεχούσης Δυνάμεως οὐδεμίαν δύνανται νὰ ἀπαγγείλουν καταδίκην ἐὰν δὲν ἔχῃ προηγηθῇ αὐτῆς κανονικὴ δίκη.

Πᾶς κατηγορούμενος διωκόμενος ὑπὸ τῆς κατεχούσης Δυνάμεως θὰ λαμβάνῃ γνῶσιν χωρὶς καθυστέρησιν, δι' ἐγγράφου εἰς γλῶσσαν τὴν ὁποίαν ἐννοεῖ τῶν λεπτομερειῶν τῆς ἐναντίον του κατηγορίας καὶ θὰ διεκπεραιοῦται ἡ ὑπόθεσίς του ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον. Ἡ Προστάτις Δυναμις θὰ λαμβάνῃ γνῶσιν πάσης διώξεως τὴν ὁποίαν θὰ ἔχῃ κινήσει ἡ κατέχουσα Δύναμις ἐναντίον τῶν προστατευομένων προσώπων ὅταν ἡ κατηγορία δύναται νὰ ἐπιφέρῃ θανατικὴν καταδίκην ἢ ποινὴν φυλακίσεως δύο ἢ περισσοτέρων ἐτῶν. Θὰ δύναται ὁποτεδήποτε νὰ λάβῃ πληροφορίας περὶ τοῦ σημείου εἰς ὃ εὑρίσκεται ἡ διαδικασία. Ἐπὶ πλέον ἡ Προστάτις Δυναμις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ τῇ αἰτήσει της, πᾶσαν πληροφορίαν σχετικῶς μὲ τὰς διαδικασίας ταύτας, ὡς καὶ περὶ πάσης ἄλλης διώξεως προστατευομένων προσώπων ὑπὸ τῆς κατεχουσης Δυνάμεως.

Ἡ κοινοποίησις εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν, ὡς αὕτη προβλέπεται εἰς τὸ δεύτερον ἐδάφιον τοῦ παρόντος ἄρθρου ὀφείλει νὰ γίνηται ἀμέσως καὶ νὰ περιέρχηται ἐν πάσῃ περιπτώσει εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν τρεῖς ἑβδομάδας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς πρώτης ἐπ' ἀκροατηρίῳ συνεδριάσεως τοῦ Δικαστηρίου. Ἐὰν κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς δίκης δὲν προσκομισθῇ ἡ ἀπόδειξις ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐγένοντο πλήρως σεβασταί, ἡ δίκη δὲν δύναται νὰ λάβῃ χώραν. Ἡ κοινοποίησις θὰ πρέπει νὰ περιλαμβάνῃ εἰδικῶς τὰ κάτωθι στοιχεῖα:

α') Ταυτότητα τοῦ κατηγορουμένου.

β') Τοπον διαμονῆς ἢ φυλακίσεως.

γ') Καθορισμὸν τῆς κατηγορίας ἢ τῶν κατηγοριῶν μὲ μνείαν τῶν ποινικῶν διατάξεων ἐπὶ τῶν ὁποίων βασίζονται.

δ') Καθορισμὸν τοῦ Δικαστηρίου τὸ ὁποῖον θὰ δικάσῃ τὴν ὑπόθεσιν.

ε') Τόπον καὶ ἡμερομηνίαν τῆς πρώτης συνεδριάσεως.

Ἄρθρον 72.

Πᾶς κατηγορούμενος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ προσκομίσῃ τὰς ἀναγκαίας διὰ τὴν ὑπεράσπισίν του ἀποδείξεις καὶ δὴ νὰ κλητεύσῃ μάρτυρας.

Θὰ δικαιοῦται εἰς τὴν συνδρομὴν ἀνεγνωρισμένου δικηγόρου τῆς ἐκλογῆς του ὅστις θὰ δύναται νὰ τὸν ἐπισκέπτηται ἐλευθέρως καὶ εἰς τὸν ὁποῖον θὰ δοθῇ πᾶσα ἀναγκαία διευκόλυνσις διὰ νὰ ἑτοιμάσῃ τὴν ὑπεράσπισιν.

Ἐὰν ὁ κατηγορούμενος δὲν ἐξέλεξεν συνήγορον ἡ Προστάτις Δύναμις θὰ τοῦ προμηθεύσῃ δικηγόρον.

Ἐὰν ὁ κατηγορούμενος ἔχει ν' ἀντιμετωπίσῃ σοβαρὰν κατηγορίαν καὶ ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προστάτις Δύναμις ἡ κατέχουσα Δύναμις ὀφείλει ὑπὸ τὴν αἵρεσιν τῆς συγκαταθέσεως τοῦ κατηγορουμένου, νὰ τῷ προμηθεύσῃ δικηγόρον.

Διερμηνεὺς θὰ παρίσταται τόσον, κατὰ τὴν ἀνάκρισιν ὅσον καὶ κατὰ τὴν ἀκρόασιν τοῦ κατηγορουμένου ἐνώπιον τοῦ δικαστηρίου ἐκτὸς ἂν οὗτος παραιτηθῇ ἐλευθέρως τῆς τοιαύτης ἀρωγῆς. Θὰ δύναται ὁποτεδήποτε ν' ἀποκλείσῃ τὸν διερμηνέα καὶ νὰ ζητήσῃ τὴν ἀντικατάστασίν του.

Ἄρθρον 73.

Πᾶς κατάδικος θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιήσῃ τὰ ἔνδικα μέσα ἅτινα προβλέπονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τῆς

ἐφαρμοζομένης ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου. Θὰ λαμβάνῃ γνῶσιν τοῦ δικαιώματός του ἀσκήσεως ἐνδίκων μέσων, ὡς καὶ τῶν προθεσμιῶν ἐντὸς τῶν ὁποίων δύναται νὰ ἀσκήσῃ ταῦτα.

Ἡ ποινικὴ διαδικασία ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ παρὸν τμῆμα θὰ ἐφαρμόζηται κατ' ἀναλογίαν καὶ ἐπὶ τῶν ἐνδίκων μέσων. Ἐὰν ἡ ἐφαρμοζομένη ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου νομοθεσία δὲν προβλέπει δυνατότητα ἀσκήσεως ἐνδίκων μέσων ὁ κατάδικος θὰ ἔχῃ δικαίωμα νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως καὶ τῆς καταδίκης εἰς τὴν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τῆς κατεχούσης Δυνάμεως.

Ἄρθρον 74.

Οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται εἰς τὴν συνεδρίασιν παντὸς δικαστηρίου τὸ ὁποῖον δικάζει προστατευόμενον πρόσωπον, ἐκτὸς ἐάν, ἐξαιρετικῶς, αἱ συνεδριάσεις δέον νὰ λάβουν χώραν κεκλεισμένων τῶν θυρῶν διὰ τὸ συμφέρον τῆς ἀσφαλείας τῆς κατεχούσης Δυνάμεως. Αὕτη θὰ εἰδοποιήσῃ τότε σχετικῶς τὴν προστάτιδα Δύναμιν. Κοινοποίησις καθορίζουσα τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐνάρξεως τῶν συνεδριάσεων δέον νὰ ἀποστέλληται εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν.

Ὅλαι αἱ καταδικαστικαὶ ἀποφάσεις θανατικῆς ποινῆς ἢ φυλακίσεως δύο ἐτῶν καὶ πλέον θὰ κοινοποιοῦνται εἰς τὴν προστάτιδα Δύναμιν μετὰ τῆς σχετικῆς αἰτιολογίας καὶ τοῦτο ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον. Θὰ ποιῶνται μνείαν τῆς γενομένης, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 71, κοινοποιήσεως καὶ εἰς περίπτωσιν καταδικαστικῆς ἀποφάσεως εἰς στέρησιν ἐλευθερίας θὰ περιλαμβάνουν τὸν τόπον ὅπου ὁ κατάδικος θὰ ἐκτίσῃ τὴν ποινήν του. Αἱ ἄλλαι ἀποφάσεις θὰ καταγράφωνται εἰς τὰ πρακτικὰ τοῦ δικαστηρίου καὶ θὰ δύνανται νὰ ἐξετασθοῦν ὑπὸ τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως. Εἰς περίπτωσιν καταδίκης εἰς θάνατον ἢ εἰς στέρησιν τῆς ἐλευθερίας ἐπὶ δύο ἢ πλείονα ἔτη αἱ προθεσμίαι προσφυγῆς θ' ἀρχίζουν μόνον ἀπὸ τῆς στιγμῆς ὅπου ἡ προστάτις Δύναμις θὰ ἔχῃ λάβῃ κοινοποίησιν τῆς ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 75.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὰ εἰς θάνατον καταδικασθέντα πρόσωπα θὰ στερῶνται τοῦ δικαιώματος νὰ ζητήσουν χάριν.

Οὐδεμία θανατικὴ καταδίκη θὰ ἐκτελῆται πρὸ τῆς παρελεύσεως προθεσμίας τουλάχιστον ἓξ μηνῶν ἀφ' ἧς στιγμῆς ἡ προστάτις Δύναμις θὰ ἔχῃ λάβῃ κοινοποίησιν τῆς ὁριστικῆς ἀποφάσεως τῆς ἐπικυρούσης τὴν θανατικὴν ταύτην καταδίκην ἢ τῆς ἀποφάσεως τῆς ἀπορριπτούσης τὴν χάριν.

Ἡ ἓξάμηνος αὕτη προθεσμία δύναται νὰ συντονισθῇ εἰς ὡρισμένας συγκεκριμένας περιπτώσεις, ὅταν λόγῳ σοβαρῶν καὶ κρισίμων περιστάσεων ἡ ἀσφάλεια τῆς κατεχούσης Δυνάμεως ἢ τῶν ἐνόπλων δυνάμεών της εἶναι ἐκτεθειμένη εἰς ὀργανωμένην ἀπειλήν. Ἡ προστάτις Δύναμις θὰ λαμβάνῃ πάντοτε κοινοποίησιν τῆς μειώσεως τῆς προθεσμίας καὶ θὰ ἔχῃ πάντοτε τὴν δυνατότητα νὰ προβῇ εἰς παραστάσεις πρὸς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς κατοχῆς ἐν σχέσει πρὸς τὰς ἐν λόγῳ θανατικὰς καταδίκας.

Ἄρθρον 76.

Τὰ κατηγορούμενα προστατευόμενα πρόσωπα θὰ προφυλακίζωνται ἐντὸς τῆς κατεχομένης χώρας καί, ἐὰν καταδικασθοῦν, ἐκεῖ θὰ ἐκτίουν τὴν ποινήν των.

Θὰ χωρισθοῦν, εἰ δυνατόν, τῶν ἄλλων φυλακισμένων καὶ θὰ ὑποβληθοῦν εἰς καθεστὼς διατροφῆς καὶ ὑγιεινῆς ἐπαρκὲς ἵνα διατηρηθοῦν ἐν καλῇ καταστάσει ὑγείας, ἀνταποκρινόμενον τουλάχιστον εἰς τὸ καθεστὼς τῶν φυλακῶν τῆς κατεχομένης χώρας.

Θὰ δικαιοῦνται τῆς ἰατρικῆς περιθάλψεως τὴν ὁποίαν ἐπιβάλλει ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των.

Θὰ ἔχουν ἐπίσης δικαίωμα νὰ λαμβάνουν τὴν πνευματικὴν ἀρωγὴν τῆς ὁποίας ἔχουν ἀνάγκην.

Αἱ γυναῖκες θὰ στεγάζωνται εἰς κεχωρισμένα οἰκήματα καὶ θὰ εἶναι ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπίβλεψιν γυναικῶν.

Θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν τὸ προβλεπόμενον ὑπὲρ τῶν ἀνηλίκων εἰδικὸν καθεστώς.

Τὰ κρατούμενα προστατευόμενα πρόσωπα θὰ δικαιῶνται νὰ δέχωνται τὴν ἐπίσκεψιν τῶν ἐκπροσώπων τῆς προστάτιδος Δυνάμεως καὶ τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 143.

Ἐξ ἄλλου, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν τουλάχιστον ἕν δέμα βοηθείας μηνιαίως.

Ἄρθρον 77.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ἢ καταδικασθέντα ὑπὸ τῶν δικαστηρίων τοῦ κατεχομένου ἐδάφους θὰ παραδίδωνται εἰς τὸ τέλος τῆς κατοχῆς μὲ τὸν φάκελλον ὁ ὁποῖος τοὺς ἀφορᾷ εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἀπελευθερωθέντος ἐδάφους.

Ἄρθρον 78.

Ἐὰν ἡ κατέχουσα Δύναμις θεωρῇ ἀναγκαῖον δι' ἐπιτακτικοὺς λόγους ἀσφαλείας νὰ λάβῃ μέτρα ἀσφαλείας ἔναντι προστατευομένων προσώπων θὰ δύναται τὸ πολὺ νὰ τοῖς ἐπιβάλῃ ἀναγκαστικὴν διαμονὴν ἢ νὰ προβῇ εἰς τὸν περιορισμόν των.

Αἱ σχετικαὶ μὲ τὴν ἀναγκαστικὴν διαμονὴν ἢ τὸν περιορισμὸν ἀποφάσεις θὰ λαμβάνωνται κατόπιν τακτικῆς διαδικασίας ἣν ἡ κατέχουσα Δύναμις θὰ καθορίσῃ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ διαδικασία αὕτη ὀφείλει νὰ προβλέπῃ τὸ δικαίωμα ἐφέσεως τῶν ἐνδιαφερομένων. Θὰ λαμβάνηται ἀπόφασις ἐπὶ τῆς ἐφέσεως ταύτης ὅσον τὸ δυνατὸν συντομώτερον. Ἂν διατηρηθῇ ἡ ἀρχικὴ ἀπόφασις, αὕτη θὰ ὑπόκειται εἰς περιοδικὴν ἀναθεώρησιν, εἰ δυνατὸν κατὰ ἑξάμηνον τῇ φροντίδι ἑνὸς ἁρμοδίου ὀργανισμοῦ συγκροτηθησομένου ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Δυνάμεως.

Τὰ προστατευόμενα πρόσωπα τὰ ὑποβληθέντα εἰς τὴν ἀναγκαστικὴν διαμονὴν καὶ ὑποχρεωμένα συνεπῶς νὰ ἀπομακρυνθοῦν τῆς κατοικίας των θὰ ἀπολαμβάνουν ἄνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 39 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ΤΜΗΜΑ IV

Κανόνες σχετικοὶ μὲ τὴν μεταχείρισιν τῶν ὑπὸ περιορισμὸν τελούντων προσώπων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I

Γενικοὶ κανόνες

Ἄρθρον 79.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη δὲν θὰ δύνανται νὰ θέσουν ὑπὸ περιορισμὸν προστατευόμενα πρόσωπα εἰμὴ μόνον συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 41, 42, 43, 68 καὶ 78.

Ἄρθρον 80.

Οἱ ὑπὸ περιορισμὸν τελοῦντες θὰ διατηροῦν τὰ πλήρη πολιτικά των δικαιώματα καὶ θὰ ἐξασκοῦν ταῦτα ἐν ᾧ μέτρῳ συμβιβάζονται μὲ τὸν περιορισμόν των.

Ἄρθρον 81.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη ἅτινα θὰ ἐγκλείουν προστατευόμενα πρόσωπα ὑποχρεοῦνται νὰ φροντίζουν δωρεὰν διὰ τὴν συντήρησίν των καὶ νὰ χορηγοῦν ἐπίσης εἰς αὐτὰ τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν τὴν ὁποίαν ἀπαιτεῖ ἡ ὑγεία των.

Οὐδεμία κράτησις θὰ γίνῃ ἐπὶ τῶν ἐπιδομάτων, μισθῶν ἢ πιστώσεων τῶν ἐγκλείστων διὰ τὴν ἀποπληρωμὴν τῶν ἐν λόγῳ ἐξόδων.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει νὰ φροντίζῃ διὰ τὴν συντήρησιν τῶν προσώπων τῶν ἐξαρτωμένων ἐκ τῶν ἐγκλείστων ἐὰν ταῦτα στεροῦνται ἐπαρκῶν μέσων διαβιώσεως ἢ ἂν εἶναι ἀνίκανα νὰ κερδίσουν μόνα των τὴν ζωήν των.

Ἄρθρον 82.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ συγκεντρώνῃ κατὰ τὸ δυνατὸν τοὺς ὑπὸ περιορισμὸν τελοῦντας συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικότητά των, τὴν γλῶσσαν των καὶ τὰ ἔθιμά των. Οἱ ἔγκλειστοι ὑπήκοοι τῆς αὐτῆς χώρας δὲν θὰ χωρίζωνται διὰ τὸν μόνον λόγον ὅτι ἔχουν διάφορον γλῶσσαν.

Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τοῦ περιορισμοῦ των τὰ μέλη τῆς αὐτῆς οἰκογενείας, καὶ δὴ οἱ γονεῖς καὶ τὰ τέκνα των, θὰ συγκεντρώνωνται εἰς τὸν αὐτὸν τόπον περιορισμοῦ, ἐξαιρέσει τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς αἱ ἀνάγκαι τῆς ἐργασίας, λόγοι ὑγείας, ἢ ἡ ἐφαρμογὴ των εἰς τὸ κεφάλαιον IX τοῦ παρόντος Τμήματος προβλεπομένων διατάξεων καθιστᾶ ἀναγκαῖον τὸν προσωρινὸν χωρισμόν. Οἱ ἔγκλειστοι θὰ δύνανται νὰ ζητήσουν ὅπως τὰ τέκνα των, ἀφεθέντα ἐλεύθερα ἄνευ ἐπιβλέψεως συγγενῶν ἐγκλεισθοῦν μετ' αὐτῶν.

Ἐν ὅλῳ τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, τὰ ἔγκλειστα μέλη τῆς αὐτῆς οἰκογενείας θὰ συγκεντρώνωνται εἰς τὰ αὐτὰ οἰκήματα καὶ θὰ στεγάζωνται χωριστὰ ἀπὸ τοὺς ἄλλους ἐγκλείστους. Πρέπει ἐπίσης νὰ τοῖς παρέχωνται αἱ ἀπαιτούμεναι εὐκολίαι διὰ νὰ διάγουν βίον οἰκογενειακόν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II

Τόποι περιορισμοῦ

Ἄρθρον 83.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν δύναται νὰ καθορίσῃ τόπους περιορισμοῦ εἰς περιοχὰς εἰδικῶς ἐκτεθειμένας εἰς τοὺς κινδύνους τοῦ πολέμου.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ κοινοποιῇ μέσῳ τῶν προστατίδων Δυνάμεων εἰς τὰς ἐχθρικὰς Δυνάμεις πᾶσαν χρήσιμον πληροφορίαν διὰ τὴν γεωγραφικὴν τοποθεσίαν τῶν τόπων περιορισμοῦ.

Ὅσάκις τὸ ἐπιτρέπουν αἱ στρατιωτικαὶ συνθῆκαι τὰ στρατόπεδα συγκεντρώσεως θὰ σημειώνωνται μὲ τὰ γράμματα IC τοποθετημένα εἰς τρόπον ὥστε νὰ φαίνωνται κατὰ τὴν ἡμέραν εὐδιακρίτως ἀπὸ τὸν ἀέρα. Οὐχ ἧττον αἱ ἐνδιαφερόμεναι Δυνάμεις θὰ δύνανται νὰ συμφωνήσουν ἐπὶ ἄλλου τρόπου σημάνσεως. Οὐδεμία ἄλλη τοποθεσία πλὴν τῶν στρατοπέδων συγκεντρώσεως δύναται νὰ ἐπισημανθῇ κατ' αὐτὸν τὸν τρόπον.

Ἄρθρον 84.

Οἱ ἔγκλειστοι δέον νὰ στεγάζωνται καὶ διαιτῶνται κεχωρισμένως ἀπὸ τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καὶ ἀπὸ τὰ πρόσωπα ἅτινα ἐστερήθησαν τῆς ἐλευθερίας των δι' οἱανδήποτε ἄλλην αἰτίαν.

Ἄρθρον 85.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἔχει καθῆκον νὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀναγκαῖα καὶ δυνατὰ μέτρα ὅπως τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ περιορισμοῦ των, στεγασθοῦν εἰς κτίρια ἢ καταυλισμοὺς παρέχοντας ὅλας τὰς ἐγγυήσεις ὑγιεινῆς καὶ καθαριότητος καὶ ἐξασφαλίζοντας ἀποτελεσματικὴν προστασίαν ἐναντίον τῆς δριμύτητος τοῦ κλίματος καὶ τῶν συνεπειῶν τοῦ πολέμου. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, οἱ τόποι μονίμου περιορισμοῦ θὰ εὑρίσκωνται εἰς ἀνθυγιεινὰς περιοχὰς ἢ εἰς περιοχὰς τὸ κλῖμα τῶν ὁποίων θὰ ἦτο ἐπιβλαβὲς διὰ τοὺς ἐγκλείστους. Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἤθελον προσωρινῶς ἐγκλεισθῇ εἰς ἀνθυγιεινὴν περιοχήν, ἢ εἰς περιοχὴν τῆς ὁποίας τὸ κλῖμα θὰ ἦτο ἐπιβλαβὲς διὰ τὴν ὑγείαν των τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δέον νὰ μεταφερθοῦν ὅσον αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέπουν ταχύτερον εἰς τόπον περιορισμοῦ ὅπου δὲν ὑπάρχουν οἱ κίνδυνοι αὐτοί.

Τὰ οἰκήματα θὰ πρέπει νὰ εἶναι ἐντελῶς προφυλαγμένα ἀπὸ τὴν ὑγρασίαν μὲ ἐπαρκῆ θέρμανσιν καὶ φωτισμὸν ἰδίως μεταξὺ τοῦ λυκόφωτος καὶ τῆς σβέσεως τῶν φώτων. Οἱ κοιτῶνες θὰ πρέπει νὰ εἶναι ἀρκετὰ εὐρύχωροι καὶ εὐάεροι, καὶ οἱ ἔγκλειστοι θὰ διαθέτουν κατάλληλον κλινοστρωμνὴν καὶ ἐπαρκεῖ σκεπάσματα, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τοῦ κλίματος καὶ τῆς ἡλικίας, τοῦ φύλου καὶ τῆς ὑγείας τῶν ἐγκλείστων.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ διαθέτουν κατὰ τὴν ἡμέραν καὶ κατὰ τὴν νύκτα ὑγιεινομικὰς ἐγκαταστάσεις συμφώνους πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ τηροῦνται διαρκῶς καθαραί. Θὰ χορηγοῦνται εἰς αὐτοὺς ἐπαρκεῖς ποσότητες ὕδατος καὶ σάπωνος διὰ τὴν καθημερινὴν προσωπικὴν καθαριότητα καὶ τὸ πλύσιμον τοῦ ἱματισμοῦ των. Θὰ τοὺς παρέχωνται πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον αἱ ἀπαιτούμεναι ἐγκαταστάσεις καὶ αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολίαι. Θὰ διαθέτουν ἐπὶ πλέον καταιονητῆρας καὶ λουτρά. Θὰ τοῖς παρέχηται ὁ ἀπαιτούμενος χρόνος διὰ τὴν ἀτομικήν των ὑγιεινὴν καὶ δι' ἔργα καθαριότητος.

Ὅσάκις παραστῇ ἀνάγκη, ὡς προσωρινὸν καὶ ἐξαιρετικὸν μέτρον, νὰ στεγασθοῦν ἔγκλειστοι γυναῖκες αἵτινες δὲν ἀνήκουν εἰς οἰκογενειακὴν ὁμάδα εἰς τὸν αὐτὸν τόπον περιορισμοῦ μὲ ἄνδρας δέον ὑποχρεωτικῶς νὰ δοθοῦν εἰς αὐτὰς χωριστοὶ κοιτῶνες καὶ χωρισταὶ ὑγιεινομικαὶ ἐγκαταστάσεις.

Ἄρθρον 86.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ θέτῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἐγκλείστων, οἱαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ θρησκεία των κατάλληλα οἰκήματα διὰ τὴν τέλεσιν τῆς λατρείας των.

Ἄρθρον 87.

Πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν οἱ ἔγκλειστοι θὰ διαθέτουν ἄλλας ἀναλόγους εὐκολίας, θὰ ἐγκατασταθοῦν πρατήρια εἰς ὅλους τοὺς τόπους περιορισμοῦ ἵνα ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ἀγοράσουν μὲ τιμὰς ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἀνωτέρας τῶν τοῦ τοπικοῦ ἐμπορίου, τρόφιμα καὶ ἄλλα κοινῆς χρήσεως εἴδη περιλαμβανομένου τοῦ σάπωνος καὶ τοῦ καπνοῦ, τὰ ὁποῖα νὰ βελτιώσουν τοὺς ὅρους διαβιώσεώς των καὶ τὴν προσωπικήν των ἄνεσιν.

Τὰ κέρδη τῆς καντίνας θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν εἰδικοῦ ταμείου βοηθείας τὸ ὁποῖον θὰ ἱδρυθῇ εἰς κάθε τόπον περιορισμοῦ. Ἡ διαχείρισις τοῦ ἐν λόγῳ ταμείου θὰ γίνεται πρὸς ὄφελος τῶν ἐγκλείστων τοῦ ἐν λόγῳ τόπου περιορισμοῦ. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ ἄρθρον 102 ἐπιτροπὴ ἐγκλείστων θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐλέγχῃ τὴν διαχείρισιν τῆς καντίνας καὶ τοῦ ἀνωτέρω ταμείου.

Ἅμα τῇ διαλύσει ἑνὸς τόπου περιορισμοῦ, τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ ταμείου βοηθείας θὰ μεταφέρηται εἰς τὸ ταμεῖον βοηθείας ἑνὸς ἄλλου κέντρου περιορισμοῦ διὰ ἐγκλείστους τῆς αὐτῆς ἐθνικότητος, ἢ ἐάν, δὲν ὑπάρχει τοιοῦτος τόπος, εἰς γενικὸν ταμεῖον βοηθείας ὅπερ θὰ διαχειρίζηται πρὸς ὄφελος ὅλων τῶν ἐγκλείστων οἵτινες παραμένουν ὑπὸ τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν. Ἐν περιπτώσει γενικῆς ἀπελευθερώσεως τὰ κέρδη ταῦτα θὰ κρατῶνται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, πλὴν ἀντιθέτου συμφωνίας συναφθησομένης μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν.

Ἄρθρον 88.

Εἰς ὅλους τοὺς τόπους περιορισμοῦ οἵτινες εἶναι ἐκτεθειμένοι εἰς ἀεροπορικοὺς βομβαρδισμοὺς καὶ ἄλλους κινδύνους πολέμου, θὰ ἐγκατασταθοῦν καταφύγια κατάλληλα καὶ ἐπαρκῆ πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἀναγκαίας προστασίας. Ἐν περιπτώσει συναγερμοῦ, οἱ ἔγκλειστοι θὰ δικαιοῦνται νὰ μεταβοῦν τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς τὰ καταφύγια, ἐκτὸς ἐκείνων οἵτινες συμμετέχουν εἰς τὴν προστασίαν τῶν κα-

ταυλισμῶν των ἐναντίον τῶν κινδύνων τούτων. Πᾶν μέτρον ἀσφαλείας ὅπερ θὰ ληφθῇ ὑπὲρ τοῦ πληθυσμοῦ θὰ ἐφαρμοσθῇ καὶ εἰς αὐτούς.

Ἐπαρκεῖς προφυλάξεις δέον νὰ ληφθοῦν εἰς τοὺς τόπους περιορισμοῦ κατὰ τῶν κινδύνων πυρκαϊᾶς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Τροφὴ καὶ ἱματισμὸς

Ἄρθρον 89.

Ἡ καθημερινὴ τροφὴ τῶν ἐγκλείστων θὰ εἶναι ἐπαρκὴς εἰς ποσότητα, ποιότητα καὶ ποικιλίαν ἵνα ἐξασφαλισθῇ ἡ κανονικὴ των ὑγεία καὶ ν' ἀποφευχθοῦν αἱ ἐκ τοῦ ὑποσιτισμοῦ διαταραχαί. Θὰ ληφθῇ ἐπίσης ὑπ' ὄψιν ἡ δίαιτα εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι συνηθισμένοι οἱ ἔγκλειστοι.

Θὰ δοθοῦν, ἐξ ἄλλου, εἰς τοὺς ἐγκλείστους τὰ μέσα νὰ ἑτοιμάζουν μόνοι των τὴν συμπληρωματικὴν τροφὴν τὴν ὁποίαν θὰ διέθετον.

Θὰ χορηγεῖται εἰς αὐτοὺς ἐπαρκὴς ποσότης ποσίμου ὕδατος. Θὰ ἐπιτρέπεται ἡ χρῆσις καπνοῦ.

Οἱ ἐργάται θὰ λαμβάνουν συμπληρωματικὴν τροφὴν ἀνάλογον μὲ τὴν φύσιν τῆς ἐργασίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦν.

Αἱ ἔγκυοι καὶ λεχὼ γυναῖκες ὡς καὶ τὰ παιδία κάτω τῶν δέκα πέντε ἐτῶν θὰ λαμβάνουν συμπληρωματικὴν τροφὴν ἀνάλογον πρὸς τὰς φυσιολογικάς των ἀνάγκας.

Ἄρθρον 90.

Πᾶσα εὐκολία θὰ παρέχηται πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἵνα ἐφοδιασθοῦν μὲ ἱματισμόν, ὑποδήματα καὶ ἐσώρουχα ἅμα τῇ συλλήψει των, καὶ ἵνα προμηθευθοῦν τοιαῦτα ἀργότερον ἐὰν εἶναι ἀνάγκη. Ἐὰν οἱ ἔγκλειστοι δὲν ἔχουν ἀρκετὸν ἱματισμὸν ἐν συγκρίσει πρὸς τὸ κλῖμα καὶ δὲν δύνανται νὰ ἐφοδιασθοῦν μὲ τοιοῦτον ἱματισμόν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ τοῖς χορηγήσῃ τοῦτον δωρεάν.

Τὰ ἐνδύματα ἅτινα θὰ χορηγοῦνται εἰς τοὺς ἐγκλείστους ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τὰ ἐξωτερικὰ σήματα τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ θέσῃ ἐπ' αὐτῶν δὲν πρέπει νὰ ἔχουν χαρακτῆρα ἐξευτελιστικὸν ἢ γελοῖον.

Οἱ ἐργαζόμενοι θὰ λαμβάνουν ἐνδύματα ἐργασίας περιλαμβανομένων καὶ τῶν καταλλήλων ἐνδυμάτων προστασίας ἐκεῖ ὅπου ἡ φύσις τῆς ἐργασίας των τὸ ἀπαιτεῖ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙV.

Ὑγιεινὴ καὶ ἰατρικὴ περίθαλψις.

Ἄρθρον 91.

Πᾶς χῶρος περιορισμοῦ θὰ ἔχῃ ἀνάλογον ἰατρεῖον τελοῦν ὑπὸ τὰς διαταγὰς ἰατροῦ ἁρμοδίου, ὅπου οἱ ἔγκλειστοι θὰ τυγχάνουν τῆς περιθάλψεως τῆς ὁποίας ἔχουν ἀνάγκην ὡς καὶ τῆς καταλλήλου διαίτης. Ἀπομονωτήρια θὰ ὑπάρχουν διὰ τοὺς ἀσθενεῖς τοὺς προσβληθέντας ὑπὸ μεταδοτικῆς ἢ ψυχικῆς νόσου.

Αἱ λεχὼ καὶ οἱ ἐγκάθειρκτοι οἱ προσβληθέντες ὑπὸ σοβαρᾶς ἀσθενείας ἢ τῶν ὁποίων ἡ κατάστασις ἀπαιτεῖ εἰδικὴν θεραπείαν, χειρουργικὴν ἐπέμβασιν ἢ νοσοκομειακὴν περίθαλψιν, ὀφείλουν νὰ γίνωνται δεκτοὶ εἰς κατάλληλον διὰ τὴν νοσηλείαν των ἵδρυμα θὰ τύχουν δὲ ἐκεῖ περιθάλψεως οὐχὶ κατωτέρας τῆς παρεχομένης εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.

Ἡ θεραπεία τῶν ἐγκλείστων θὰ παρέχηται, κατὰ προτίμησιν, ὑπὸ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ τῆς ἐθνικότητός των.

Οἱ ἔγκλειστοι δὲν θὰ ἐμποδίζωνται νὰ παρουσιασθοῦν εἰς ὑγειονομικὰς ἀρχὰς πρὸς ἐξέτασιν. Αἱ ὑγειονομικαὶ ἀρχαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως θὰ παραδίδουν εἰς πάντα νοσηλευθέντα ἔγκλειστον τῇ αἰτήσει του, ἐπίσημον δήλωσιν ἀναγράφουσαν τὴν φύσιν τῆς ἀσθενείας ἢ τῶν τραυμάτων του, τὴν διάρκειαν τῆς θεραπείας καὶ τὴν παρασχεθεῖσαν αὐτῷ περίθαλψιν. Ἀντίγραφον τῆς δηλώσεως ταύτης θ' ἀποστέλληται εἰς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 140.

Ἡ θεραπεία ὡς καὶ ἡ χορήγησις παντὸς ἀντικειμένου ἀναγκαίου διὰ τὴν διατήρησιν τῶν ἐγκλείστων εἰς καλὴν κατάστασιν ὑγείας καὶ δὴ τῶν προθέσεων, ὀδοντιατρικῶν ἢ ἄλλων καὶ τῶν ὁμματοϋάλων, θὰ χορηγῶνται δωρεὰν εἰς τοὺς ἐγκλείστους.

Ἄρθρον 92.

Ἰατρικαὶ ἐπιθεωρήσεις τῶν ἐγκλείστων θὰ γίνωνται τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ μηνός. Θὰ ἀποβλέπουν ἰδιαιτέρως εἰς τὸν ἔλεγχον τῆς γενικῆς καταστάσεως ὑγείας καὶ διατροφῆς καὶ τῆς καθαριότητος, ὡς καὶ τὴν ἀνακάλυψιν μεταδοτικῶν νόσων, ἰδίως δὲ τῆς φυματιώσεως, τῶν ἀφροδισίων νοσημάτων καὶ τῆς ἑλονοσίας.

Θὰ περιλαμβάνουν ἰδίᾳ τὸν ἔλεγχον τοῦ βάρους ὅλων τῶν ἐγκλείστων καὶ τοὐλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, ἀκτινοσκοπικὴν ἐξέτασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Θρησκεία πνευματικαὶ καὶ σωματικαὶ ἀσκήσεις.

Ἄρθρον 93.

Πλήρης ἐλευθερία θὰ παρέχεται εἰς τοὺς ἐγκλείστους διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς θρησκείας των περιλαμβανομένης καὶ τῆς παρακολουθήσεως τῶν λειτουργειῶν τοῦ θρησκεύματός των ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ συμμορφοῦνται πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν ὁριζόμενα συνήθη πειθαρχικὰ μέτρα.

Οἱ ἐγκάθειρκτοι οἵτινες τυγχάνουν θρησκευτικοὶ λειτουργοί, θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἀσκοῦν πλήρως τὸ ὑπούργημά των μεταξὺ τῶν ὁμοθρήσκων των. Πρὸς τοῦτο ἡ κρατοῦσα Δύναμις θὰ μεριμνήσῃ ἵνα οὗτοι κατανεμηθοῦν καταλλήλως μεταξὺ τῶν διαφόρων χώρων περιορισμοῦ ὅπου ὑπάρχουν ἐγκάθειρκτοι ὁμιλοῦντες τὴν αὐτὴν γλῶσσαν καὶ ἀνήκοντες εἰς τὴν αὐτὴν θρησκείαν.

Ἐὰν δὲν ὑπάρχουν ἀρκετοὶ λειτουργοί, θὰ παρέχωνται εἰς αὐτοὺς αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολίαι καί, πλὴν ἄλλων, τὰ ἀπαιτούμενα μεταφορικὰ μέσα ἵνα μεταβαίνουν ἀπὸ τοῦ ἑνὸς τόπου περιορισμοῦ εἰς τὸν ἄλλον, θὰ εἶναι δὲ ἐξουσιοδοτημένοι νὰ ἐπισκέπτωνται τοὺς ἐγκλείστους τοὺς εὑρισκομένους εἰς νοσοκομεῖα.

Οἱ θρησκευτικοὶ λειτουργοὶ θὰ ἔχουν, διὰ τὰ καθέκαστα τοῦ ὑπουργήματός των, ἐλευθερίαν νὰ ἀλληλογραφοῦν μὲ τὰς θρησκευτικὰς ἀρχὰς τῆς χώρας κατακρατήσεως καί, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, μὲ τὰς διεθνεῖς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις τοῦ δόγματος των. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη δὲν θὰ θεωρῆται ὅτι περιλαμβάνεται εἰς τὸ ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ ἄρθρου 107 δυνάμενον νὰ ὁρισθῇ ἀνώτατον ὅριον ἀλλὰ θὰ ὑπόκειται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 112.

Ὁσάκις οἱ ἔγκλειστοι δὲν διαθέτουν τὴν ἀρωγὴν θρησκευτικοῦ λειτουργοῦ τοῦ δόγματός των ἢ ἐὰν οὗτοι δὲν εἶναι ἀρκετοί, ἡ τοπικὴ θρησκευτικὴ ἀρχὴ τοῦ αὐτοῦ δόγματος θὰ δύναται νὰ ὁρίσῃ κατόπιν συμφωνίας μετὰ τῆς κρατούσης Δυνάμεως, λειτουργὸν τοῦ αὐτοῦ δόγματος μὲ τοὺς ἐγκλείστους, ἢ ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀδύνατον ἀπὸ δογματικῆς ἀπόψεως, ὁρίσῃ θρησκευτικὸν λειτουργὸν παραπλησίου δόγματος ἢ κατάλληλον λαϊκόν.

Οὗτος θὰ ἀπολαμβάνῃ τῶν εὐκολιῶν τῶν σχετικῶν πρὸς τὰ καθήκοντα τὰ ὁποῖα ἀνέλαβε.

Τὰ οὕτω ὁρισθέντα πρόσωπα ὀφείλουν νὰ συμμορφοῦνται πρὸς τοὺς κανονισμοὺς τοὺς καταρτισθέντας ὑπὸ τῆς κρατούσης Δυνάμεως, πρὸς τήρησιν τῆς πειθαρχίας καὶ τῆς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 94.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἀπασχόλησιν τῶν ἐγκλείστων εἰς τὸν πνευματικόν, ἐκπαιδευτικόν, ψυχαγωγικὸν καὶ ἀθλητικὸν τομέα ἀφήνουσα τούτους ἐντελῶς ἐλευθέρους ὅπως συμμετάσχουν εἰς ταύτην ἢ μή.

Θὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα ἵνα καταστήσῃ δυνατὰς τὰς ὡς ἄνω ἀσκήσεις καὶ θὰ θέσῃ εἰδικῶς εἰς διάθεσιν τῶν ἐγκλείστων κατάλληλα πρὸς τοῦτο διαμερίσματα.

Πᾶσα δυνατὴ διευκόλυνσις θὰ παρέχηται εἰς τοὺς ἐγκλείστους ἵνα δυνηθοῦν νὰ συνεχίσουν τὰς σπουδὰς των ἢ ν' ἀναλάβουν νέας τοιαύτας. Θὰ ἐξασφαλισθῇ ἡ ἐκπαίδευσις τῶν παίδων καὶ τῶν ἐφήβων, θὰ δύνανται δὲ οὗτοι νὰ παρακολουθοῦν σχολεῖα εἴτε ἐντὸς εἴτε ἐκτὸς τῶν χώρων περιορισμοῦ.

Οἱ ἔγκλειστοι πρέπει νὰ ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὴν γυμναστικήν, νὰ συμμετέχουν εἰς τὸν ἀθλητισμὸν καὶ εἰς ὑπαίθρια παίγνια. Δέον νὰ ὑπάρχουν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἐπαρκῆ ἐλεύθερα γήπεδα εἰς πάντας τοὺς χώρους περιορισμοῦ. Εἰδικὰ γήπεδα θὰ ὑπάρχουν διὰ τὰ παιδία καὶ τοὺς ἐφήβους.

Ἄρθρον 95.

Ἡ κρατοῦσα Δύναμις θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιῇ ἐγκλείστους ὡς ἐργάτας, μόνον ἐὰν οἱ ἐνδιαφερόμενοι τὸ ἐπιθυμοῦν. Πάντως ἀπαγορεύεται πᾶσα ἐργασία ἥτις ἐπιβαλλομένη εἰς προστατευόμενον πρόσωπον μὴ ἔγκλειστον, θὰ ἀπετέλει παράβασιν τῶν ἄρθρων 40 ἢ 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἀπαγορεύεται ἐπίσης ἡ χρησιμοποίησις τῶν ἐγκλείστων εἰς ἐργασίας ἐξευτελιστικοῦ ἢ ταπεινωτικοῦ χαρακτῆρος

Μετὰ περίοδον ἐργασίας ἓξ ἑβδομάδων, οἱ ἔγκλειστοι θὰ δύνανται νὰ ἐγκαταλείψουν τὴν ἐργασίαν των ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν, μὲ ὀκταήμερον προειδοποίησιν.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις δὲν ἀποτελοῦν ἐμπόδιον εἰς τὸ δικαίωμα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως νὰ ὑποχρεώσῃ τοὺς ἐγκλείστους ἰατρούς, ὀδοντιάτρους καὶ ἄλλα μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ εἰς τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των ὑπὲρ τῶν ἄλλων ἐγκλείστων, νὰ χρησιμοποιῇ ἐγκλείστους εἰς διοικητικὰς ἐργασίας ἢ διὰ τὴν συντήρησιν τοῦ χώρου περιορισμοῦ νὰ ἀναθέτῃ εἰς τὰ πρόσωπα ταῦτα μαγειρικὰς. ἐργασίας ἢ ἄλλας οἰκιακὰς ἐργασίας, τέλος νὰ χρησιμοποιῇ αὐτὰ εἰς ἔργα προοριζόμενα νὰ προφυλάξουν τοὺς ἐγκλείστους κατὰ τῶν ἀεροπορικῶν βομβαρδισμῶν ἢ ἄλλων πολεμικῶν κινδύνων. Οὐχ' ἧττον οὐδεὶς ἔγκλειστος δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς ἐκτέλεσιν ἐργασίας διὰ τὴν ὁποίαν, ἰατρὸς τῆς διοικήσεως τὸν ἔχῃ χαρακτηρίσῃ ἀκατάλληλον.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ὑπέχῃ ὁλόκληρον τὴν εὐθύνην διὰ πάσας τὰς συνθήκας ἐργασίας, τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν, τὴν καταβολὴν τῶν μισθῶν καὶ τὴν ἐπανόρθωσιν τῶν ἀτυχημάτων ἐργασίας καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων. Αἱ συνθῆκαι ἐργασίας ὡς καὶ ἡ ἐπανόρθωσις τῶν ἀτυχημάτων ἐργασίας καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων θὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὴν ἐθνικὴν νομοθεσίαν καὶ τὰ ἔθιμα, ἐν οὐδεμιᾷ δὲ περιπτώσει κατώτεραι τῶν ἐφαρμοζομένων διὰ ἐργασίαν τῆς αὐτῆς φύσεως εἰς τὴν αὐτὴν περιοχήν. Οἱ μισθοὶ θὰ καθορίζωνται δικαίως διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, τῶν ἐγκλείστων καὶ ἐνδεχομένως τῶν ἐργοδοτῶν ἄν οὗτοι εἶναι ἄλλοι καὶ ὄχι ἡ ἰδία ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις. Θὰ ληφθῇ ὑπ' ὄψιν ἡ ὑποχρέωσις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως νὰ παρέχῃ δωρεὰν τὴν συντήρησιν τῶν ἐγκλείστων ὡς καὶ τὴν ἰατρικὴν περίθαλψιν τὴν ὁποίαν δικαιολογεῖ ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των.

Οἱ ἔγκλειστοι οἱ μονίμως χρησιμοποιούμενοι εἰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν τρίτην παράγραφον ἐργασίας θὰ λαμβάνουν παρὰ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως δίκαιον μισθόν. Αἱ συνθῆκαι ἐργασίας καὶ ἡ ἐπανόρθωσις τῶν ἐργατικῶν ἀτυχημάτων καὶ τῶν ἐπαγγελματικῶν νόσων δὲν θὰ εἶναι κατώτεραι τῶν ἐφαρμοζομένων διὰ ἐργασίαν τῆς αὐτῆς φύσεως εἰς τὴν αὐτὴν περιοχήν.

Ἄρθρον 96.

Πᾶν ἀπόσπασμα ἐργασίας θὰ ἐξαρτᾶται ἀπό τινα χῶρον περιορισμόν. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου τούτου περιορισμοῦ θὰ εἶναι ὑπεύθυνοι διὰ τὴν τήρησιν εἰς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ὁ διοικητὴς θὰ κρατῇ ἐνημερωμένον πίνακα τῶν ἀποσπασμάτων ἐργασίας τὰ ὁποῖα ἐξαρτῶνται ἀπ' αὐτὸν καὶ θὰ κοινοποιῇ τοῦτον εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν ἄλλων ἀνθρωπιστικῶν ὀργανώσεων αἵτινες θὰ ἐπισκεφθοῦν τοὺς τόπους περιορισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI

Προσωπικὴ Ἰδιοκτησία καὶ χρηματικοὶ πόροι.

Ἄρθρον 97.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ διατηροῦν τὰ εἴδη καὶ τὸν ρουχισμὸν τῆς προσωπικῆς των χρήσεως. Τὰ χρηματικὰ ποσά, αἱ ἐπιταγαί, οἱ τίτλοι κλπ. ὡς καὶ τὰ εἰς τὴν κατοχήν των ἀντικείμενα ἀξίας δὲν δύνανται νὰ τοῖς ἀφαιρεθοῦν εἰ μὴ μόνον συμφώνως πρὸς καθωρισμένην διαδικασίαν. Λεπτομερὴς ἀπόδειξις θὰ παρέχηται εἰς αὐτούς.

Τὰ χρηματικὰ ποσὰ ὀφείλουν ν' ἀχθοῦν εἰς πίστωσιν τοῦ λογαριασμοῦ ἑνὸς ἑκάστου ἐγκλείστου ὡς προβλέπει τὸ ἄρθρον 98. Δὲν δύνανται νὰ μετατραποῦν εἰς ἄλλο νόμισμα ἐκτὸς ἂν ἀπαιτῇ τοῦτο ἡ νομοθεσία τοῦ τόπου εἰς τὸν ὁποῖον ὁ κάτοχος εὑρίσκεται ἔγκλειστος ἢ ἂν ὁ ἔγκλειστος παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν του.

Δὲν ἐπιτρέπεται ἡ ἀπὸ τὸν ἔγκλειστον ἀφαίρεσις ἀντικειμένων ἐχόντων πρὸ παντὸς προσωπικὴν ἢ αἰσθηματικὴν ἀξίαν.

Ἔγκλειστος γυνὴ δύναται νὰ ἐρευνηθῇ μόνον ὑπὸ ἄλλης γυναικός.

Ἅμα τῇ ἐλευθερώσει των ἢ τῷ ἐπαναπατρισμῷ των, οἱ ἔγκλειστοι θὰ λαμβάνουν, εἰς ρευστόν, τὸ πιστωτικὸν ὑπόλοιπον τοῦ λογαριασμοῦ των τοῦ τηρουμένου συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 98, ὡς καὶ ὅλα τὰ ἀντικείμενα ποσά, ἐπιταγάς, τίτλους κλπ. τὰ ὁποῖα θὰ τοῖς εἶχον ἀφαιρεθῇ κατὰ τὸν περιορισμὸν ἐξαιρέσει τῶν ἀντικειμένων ἢ ἀξιῶν τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ φυλάξῃ ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δυνάμει τῆς ἐν ἰσχύϊ νομοθεσίας. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἀγαθὸν ἀνῆκον εἰς ἔγκλειστον κρατηθῇ λόγῳ τῆς νομοθεσίας ταύτης, ὁ ἐνδιαφερόμενος θὰ λάβῃ λεπτομερῆ τούτου ἀπόδειξιν.

Τὰ οἰκογενειακὰ ἔγγραφα καὶ τὰ πιστοποιητικὰ ταυτότητος τὰ ὁποῖα φέρουν οἱ ἐγκάθειρκτοι δύναται νὰ τοῖς ἀφαιρεθοῦν μόνον ἔναντι ἀποδείξεως. Ἐν οὐδεμιᾷ στιγμῇ πρέπει οἱ ἔγκλειστοι νὰ μείνουν χωρὶς πιστοποιητικὸν ταυτότητος. Ἐὰν δὲν ἔχουν τοιοῦτον θὰ λάβουν εἰδικὰ πιστοποιητικὰ ἐκδοθησόμενα ὑπὸ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν καὶ τὰ ὁποῖα θὰ χρησιμεύουν εἰς αὐτοὺς ὡς πιστοποιητικὰ μέχρι τοῦ τέλους τοῦ περιορισμοῦ των.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ δύνανται νὰ ἔχουν ἐπ' αὐτῶν ὡρισμένον ποσόν, εἴτε εἰς χρῆμα εἴτε ὑπὸ μορφὴν δελτίων ἀγορᾶς, ἵνα δύνανται νὰ προβαίνουν εἰς ἀγορᾶς.

Ἄρθρον 98.

Πάντες οἱ ἔγκλειστοι θὰ λαμβάνουν τακτικῶς ἐπιδόματα ἵνα δύνανται νὰ ἀγοράζουν τρόφιμα καὶ εἴδη ὡς λ.χ. καπνὸν καὶ εἴδη καθαριότητος. Τὰ ἐπιδόματα ταῦτα δύνανται νὰ ἔχουν μορφὴν πιστώσεων ἢ δελτίων ἀγορᾶς.

Ἐπὶ πλέον οἱ ἔγκλειστοι θὰ δύνανταί νὰ λαμβάνουν ἐπιχορηγήσεις ἀπὸ τὴν Δύναμιν τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι, ἀπὸ πάντα ὀργανισμόν, ὁ ὁποῖος θὰ τοὺς ἔλθῃ ἐνδεχομένως ἀρωγὸς ἢ ἀπὸ τὰς οἰκογενείας των, ὡς καὶ ἀπὸ τὰ εἰσοδήματα τῆς περιουσίας των συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ἡ ἀξία τῆς ἐπιχορηγήσεως τῆς παρεχομένης ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἐκ τῆς ὁποίας κατάγονται οἱ ἔγκλειστοι θὰ εἶναι τὸ αὐτὸ διὰ πάντας τοὺς ἐγκλείστους τῆς αὐτῆς κατηγορίας (ἀνάπηροι, ἀσθενεῖς, ἔγκυοι γυναῖκες κ.λ.π.).

Δὲν δύναται νὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ταύτης οὔτε νὰ διανεμηθοῦν αἱ ἐπιχορηγήσεις ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἐπὶ τῇ βάσει διακρίσεων ἀπαγορευομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 27 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ τηρῇ διὰ πάντα ἔγκλειστον τακτικὸν λογαριασμὸν εἰς πίστωσιν τοῦ ὁποίου θὰ φέρωνται τὰ ἐπιδόματα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον οἱ μισθοὶ τοὺς ὁποίους θὰ ἔχῃ κερδίσῃ ὁ ἔγκλειστος ὡς καὶ αἱ γενόμεναι εἰς αὐτὸν ἀποστολαὶ χρημάτων. Θὰ φέρωνται ἐπίσης εἰς πίστωσίν του, τὰ ποσὰ τὰ ὁποῖα θὰ τῷ εἶχον τυχὸν ἀφαιρεθῇ καὶ τὰ ὁποῖα θὰ ἦσαν διαθέσιμα βάσει τῆς ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ ἔδαφος ὅπου εὑρίσκεται ὁ ἔγκλειστος νομοθεσίας. Θὰ παρέχηται πρὸς αὐτὸν πᾶσα εὐκολία συμβιβαζομένη πρὸς τὴν ἰσχύουσαν εἰς τὸ ἐν λόγῳ ἔδαφος νομοθεσίαν ἵνα ἀποστέλλῃ χρηματικὰ βοηθήματα εἰς τὴν οἰκογένειάν του ἢ εἰς τὰ πρόσωπα τὰ ἐξαρτώμενα οἰκονομικῶς ἀπ' αὐτόν.

Θὰ δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἀνάληψιν, ἐκ τοῦ λογαριασμοῦ τούτου τῶν ἀναγκαίων διὰ τὰ προσωπικὰ του ἔξοδα ποσῶν ἐντὸς τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῆς κατακρατούσης δυνάμεως ὁρίων. Θὰ παρέχωνται πρὸς αὐτὸν πάντοτε λογικαὶ εὐκολίαι ἵνα λάβῃ γνῶσιν τοῦ λογαριασμοῦ του ἢ λάβῃ ἀπόσπασμα αὐτοῦ. Ὁ λογαριασμὸς οὗτος θὰ κοινοποιῆται τῇ αἰτήσει του πρὸς τὴν προστάτιδα Δύναμιν καὶ θὰ ἀκολουθῇ τὸν ἔγκλειστον εἰς περίπτωσιν μετασταθμεύσεως του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII

Διοίκησις καὶ πειθαρχία.

Ἄρθρον 99.

Πᾶς χῶρος περιορισμοῦ θὰ τεθῇ ὑπὸ τὴν διοίκησιν ἀξιωματικοῦ ἢ ὑπευθύνου ὑπαλλήλου, προερχομένου ἐκ τῶν τακτικῶν στρατιωτικῶν δυνάμεων ἢ ἐκ τῶν στελεχῶν τῆς τακτικῆς πολιτικῆς διοικήσεως τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Ὁ ἀξιωματικὸς ἢ ὁ ὑπάλληλος διοικητὴς τοῦ τόπου περιορισμοῦ θὰ διαθέτῃ εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν ἢ εἰς μίαν τῶν ἐπισήμων γλωσσῶν τῆς χώρας του, τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἶναι δὲ ὑπεύθυνος διὰ τὴν ἐφαρμογήν της. Τὸ ἐποπτικὸν προσωπικὸν θὰ διδαχθῇ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐφαρμογήν της.

Τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τὰ κείμενα τῶν εἰδικῶν συμφωνιῶν τῶν συναφθεισομένων συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν θὰ τοιχοκολληθοῦν ἐντὸς τοῦ χώρου περιορισμοῦ εἰς γλῶσσαν ἣν ἐννοοῦν οἱ ἔγκλειστοι ἢ θὰ εὑρίσκωνται εἰς χεῖρας τῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλείστων.

Οἱ κανονισμοί, διαταγαί, προειδοποιήσεις καὶ πάσης φύσεως εἰδοποιήσεις ὀφείλουν νὰ κοινοποιῶνται πρὸς τοὺς ἐγκλείστους καὶ νὰ τοιχοκολλῶνται ἐντὸς τῶν χώρων περιορισμοῦ εἰς γλῶσσαν ἣν οὗτοι ἐννοοῦν.

Ἅπασαι αἱ ἐντολαὶ καὶ διαταγαὶ αἱ ἀπευθυνόμεναι πρὸς τοὺς ἐγκλείστους πρέπει ἐπίσης νὰ δίδωνται εἰς γλῶσσαν ἣν ἐννοοῦν.

Ἄρθρον 100

Ἡ πειθαρχία εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ θὰ πρέπει νὰ συμβιβάζεται πρὸς τὰς ἀρχὰς τοῦ ἀνθρωπισμοῦ καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ περιλαμβάνῃ κανονισμοὺς οἵτινες ἐπιβάλλουν εἰς τοὺς ἐγκλείστους σωματικὴν κόπωσιν ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ὑγείαν των ἢ βασάνους σωματικὰς ἢ ἠθικάς. Ἡ ἐνδερμοστιξία ἢ ἐπιβολὴ σωματικῶν σημάτων ἢ σημείων ταὐτότητος ἀπαγορεύεται.

Εἰδικῶς ἀπαγορεύονται αἱ παρατεταμέναι σταθμεύσεις καὶ τὰ παρετεταμένα προσκλητήρια, αἱ σωματικαὶ ἀσκήσεις ὑπὸ τύπον ποινῆς, αἱ στρατιωτικαὶ ἀσκήσεις καὶ γυμνάσια καὶ οἱ περιορισμοὶ τροφῆς.

Ἄρθρον 101.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρουσιάσουν εἰς τὰς ἀρχὰς ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τῶν ὁποίων εὑρίσκονται τὰ σχετικὰ μὲ τὸ καθεστὼς εἰς τὸ ὁποῖον ὑποβάλλονται αἰτήματά των.

Θὰ ἔχουν ἐπίσης ἀπεριόριστον δικαίωμα νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε μέσῳ τῆς ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλείστων εἴτε κατ' εὐθεῖαν ἂν θεωροῦν τοῦτο ἀναγκαῖον πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστάτιδος δυνάμεως διὰ νὰ τοὺς ὑποδείξουν τὰ σημεῖα ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ εἶχον νὰ διατυπώσουν παράπονα ὡς πρὸς τὰς συνθήκας περιορισμοῦ.

Τὰ αἰτήματα καὶ παράπονα αὐτὰ ὀφείλουν νὰ διαβιβάζωνται ἐπειγόντως καὶ ἄνευ τροποποιήσεως. Τὰ παράπονα ἔστω καὶ ἂν εἶναι ἀβάσιμα, δὲν δύνανται νὰ προκαλέσουν τιμωρίαν.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλείστων θὰ δύνανται ν' ἀποστέλλουν περιοδικῶς ἀναφορὰς πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἐπὶ τῆς καταστάσεως εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ καὶ ἐπὶ τῶν ἀναγκῶν τῶν ἐγκλείστων.

Ἄρθρον 102.

Εἰς πάντα χῶρον περιορισμοῦ, οἱ ἔγκλειστοι θὰ ἐκλέγουν ἐλευθέρως κάθε ἑξαμηνίαν καὶ διὰ μυστικῆς ψηφοφορίας, τὰ μέλη ἐπιτροπῆς ἐξουσιοδοτημένης νὰ τοὺς ἀντιπροσωπεύῃ ἐνώπιον τῶν ἀρχῶν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἐνώπιον τῶν προστατίδων Δυνάμεων τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ παντὸς ἄλλου ὀργανισμοῦ ὅστις θὰ τοὺς ἤρχετο ἀρωγός.

Τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς ταύτης εἶναι ἐπανεκλέξιμα.

Οἱ ἐκλεγέντες ἔγκλειστοι θὰ ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα των ἀφ' οὗ ἡ ἐκλογὴ των ἐγκριθῇ ὑπὸ τῆς κατακρατούσης ἀρχῆς. Τὰ αἴτια τῆς ἀρνήσεως ἢ τῆς ἐνδεχομένης παύσεως των ἀνακοινοῦνται πρὸς τὰς ἐνδιαφερομένας προστάτιδας Δυνάμεις.

Ἄρθρον 103.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλείστων ὀφείλουν νὰ συντελοῦν εἰς τὴν σωματικήν, ἠθικὴν καὶ πνευματικὴν εὐημερίαν τῶν ἐγκλείστων.

Εἰδικῶς εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οἱ ἔγκλειστοι ἀπεφάσιζον νὰ ὀργανώσουν μεταξύ των σύστημα ἀμοιβαίας βοηθείας ἡ ὀργάνωσις αὕτη θὰ ἦτο τῆς ἁρμοδιότητος τῶν ἐπιτροπῶν ἀνεξαρτήτως τῶν εἰδικῶν καθηκόντων ἅτινα ταῖς ἀνατίθενται διὰ ἄλλων διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 104.

Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν δὲν θὰ ὑποχρεῶνται εἰς ἄλλην ἐργασίαν, ἐὰν τοῦτο δυσχεραίνει τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των

Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν θὰ δύνανται νὰ ὁρίσουν μεταξὺ τῶν ἐγκλείστων τοὺς ἀναγκαίους βοηθούς των. Πᾶσα ὑλικὴ διευκόλυνσις θὰ τοῖς παρέχηται καὶ ἰδίως ὡρισμέναι ἐλευθερίαι κινήσεως ἀναγκαῖαι εἰς τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων των. (Ἐπισκέψεις πρὸς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας, παραλαβὴ ἐμπορευμάτων). κλπ.

Πᾶσα διευκόλυνσις θὰ παρέχηται ἐπίσης εἰς τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν διὰ τὴν ταχυδρομικὴν καὶ τηλεγραφικὴν των ἐπικοινωνίαν μὲ τὰς κατακρατούσας ἀρχὰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, τὴν Διεθνῆ Ἐπιτροπὴν Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τοὺς ἀπεσταλμένους της ὡς καὶ τοὺς ὀργανισμοὺς οἵτινες θὰ ἤρχοντο ἐνδεχομένως εἰς βοήθειαν τῶν ἐγκλείστων. Τὰ μέλη τῶν ἐπιτροπῶν τὰ εὑρισκόμενα εἰς ἀποσπάσματα θὰ ἀπολαμβάνουν τῶν αὐτῶν εὐκολιῶν διὰ τὴν ἀλληλογραφίαν των μὲ τὴν ἐπιτροπὴν τοῦ κυριωτέρου χώρου περιορισμοῦ. Ἡ ἀλληλογραφία αὕτη δὲν ὑπόκειται εἰς περιορισμοὺς οὔτε θὰ θεωρηθῇ ὡς ὑπαγομένη εἰς τὴν ποσόστευσιν περὶ ἧς τὸ ἄρθρον 107.

Οὐδὲν μέλος ἐπιτροπῆς δύναται νὰ μετατεθῇ χωρὶς νὰ τῷ δοθῇ λογικὸν χρονικὸν διάστημα διὰ νὰ ἐνημεσώσῃ τὸν διάδοχόν του ἐπὶ τῶν ἐκκρεμῶν ζητημάτων.

ΚΕΦΑΛΙΟΝ VIII

Σχέσεις μετὰ τοῦ ἐξωτερικοῦ.

Ἄρθρον 105.

Εὐθὺς ὡς ἐγκλεισουν προστατευόμενα πρόσωπα, αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ φέρουν εἰς γνῶσιν τῶν προσώπων τούτων, τῆς Δυνάμεως τῆς ὑποίας εἶναι ὑπήκοοι καὶ τῆς Προστάτιδος Δυνάμεως, τὰ προβλεπόμενα μέτρα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ κοινοποιήσουν κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον πᾶσαν μεταβολήν, ἥτις θὰ ἐπήρχετο εἰς τὰ μέτρα ταῦτα.

Ἄρθρον 106.

Θὰ παρασχεθῇ εἰς πάντα ἔγκλειστον ἡ δυνατότης εὐθὺς ὡς τεθῇ ὑπὸ περιορισμόν, ἢ τὸ ἀργότερον μίαν ἑβδομάδα μετὰ τὴν ἄφιξίν του εἰς χῶρον περιορισμοῦ καὶ ὡσαύτως εἰς περίπτωσιν ἀσθενείας ἢ μεταθέσεως εἰς ἄλλον χῶρον περιορισμοῦ ἢ εἰς νοσοκομεῖον, ν' ἀπευθύνῃ κατ' εὐθεῖαν πρὸς τὴν οἰκογένειαν του, ἀφ' ἑνός, καὶ πρὸς τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 140 κεντρικὸν Πρακτορεῖον, ἀφ' ἑτέρου, δελτάριον περιορισμοῦ συντεταγμένον, εἰ δυνατὸν κατὰ τὸ συνημμένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑπόδειγμα ἵνα τοὺς πληροφορήσῃ περὶ τοῦ περιορισμοῦ του, τῆς διευθύνσεώς του καὶ τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας του. Τὰ ἐν λόγῳ δελτάρια θὰ διαβιβασθοῦν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον κατ' οὐδένα δὲ τρόπον ἐπιτρέπεται ἡ καθυστέρησίς των.

Ἄρθρον 107.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ δικαιοῦνται νὰ ἀποστέλλουν καὶ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολὰς καὶ δελτάρια. Ἐὰν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θεωρεῖ ἀναγκαῖον νὰ περιορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐπιστολῶν καὶ τῶν δελταρίων ἅτινα θὰ ἀποστέλλωνται παρ' ἑκάστου ἐγκλείστου, ὁ ἀριθμὸς οὗτος δὲν δύναται νὰ εἶναι κατώτερος τῶν δύο ἐπιστολῶν καὶ τεσσάρων δελταρίων μηνιαίως. συντεταγμένων εἰ δυνατὸν κατὰ τὰ συνημμένα τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑποδείγματα. Ἐὰν ἐπρόκειτο νὰ ἐπιβληθοῦν περιορισμοὶ καὶ ἐπὶ τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἀλληλογραφίας οὗτοι δύνανται νὰ διαταχθοῦν μόνον ὑπὸ τῆς Δυνάμεως τῆς καταγωγῆς των, τῇ αἰτήσει ἐνδεχομένως τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Αἱ ἐπιστολαὶ καὶ τὰ δελτάρια ταῦτα ὀφείλουν νὰ μεταφέρωνται ἐντὸς λογικοῦ χρονικοῦ διαστήματος, δὲν δύνανται δὲ νὰ καθυστερήσουν ἢ νὰ κατακρατηθοῦν διὰ πειθαρχικοὺς λόγους.

Οἱ ἔγκλειστοι οἵτινες στεροῦνται ἀπὸ πολλοῦ εἰδήσεων τῆς οἰκογενείας των ἢ οἵτινες δὲν δύνανται νὰ λάβουν ἢ νὰ παράσχουν εἰδήσεις διὰ τῆς συνήθους ὁδοῦ, ὡς καὶ ἐκεῖνοι οἵτινες εὑρίσκονται εἰς σημαντικὴν ἀπόστασιν τῆς οἰκογενείας των θὰ δικαιοῦνται νὰ στέλλουν τηλεγραφήματα, ἐναντι καταβολῆς τῶν τηλεγραφικῶν τελῶν διὰ τῶν εἰς διαθεσίν των νομισμάτων. Θὰ τύχουν ἐπίσης τοιαύτης εὐκολίας ἐν περιπτώσει ἀνεγνωρισμένης ἐπειγούσης ἀνάγκης.

Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἡ ἀλληλογραφία τῶν ἐγκλείστων θὰ συντάσσηται εἰς τὴν μητρικὴν των γλῶσσαν. Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ δύνανται νὰ ἐπιτρέψουν τὴν ἀλληλογραφίαν εἰς ἄλλας γλώσσας.

Ἄρθρον 108

Εἰς τοὺς ἐγκλείστους θὰ ἐπιτρέπηται νὰ λαμβάνουν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ ἢ διὰ παντὸς ἄλλου μέσου ἀτομικὰ ἢ ὁμαδικὰ δέματα καὶ δὴ τοιαῦτα περιέχοντα τρόφιμα, ἱματισμόν, φάρμακα ὡς καὶ βιβλία καὶ ἀντικείμενα προοριζόμενα διὰ τὰς θρησκευτικὰς ἐκπαιδευτικὰς ἢ ψυχαγωγικὰς των ἀνάγκας. Αἱ ἀποστολαὶ αὗται κατ' οὐδένα τρόπον δύνανται ἀπαλλάξουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν τῶν ἐπεβαλλομένων αὐτῇ,δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑποχρεώσεων.

Εἰς ἣν περίπτωσιν καθίστατο ἀναγκαῖος, διὰ λόγους στρατιωτικῆς φύσεως ὁ περιορισμὸς τῆς ποσότητος τῶν ἀποστολῶν τούτων ἡ προστάτις Δύναμις; ἡ διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος Ὀργανισμὸς ἐρχόμενος εἰς ἀρωγὴν τῶν ἐγκλείστων καὶ ἀναλαβῶν τὴν μεταφορὰ τῶν ὡς ἄνω ἀποστολῶν δέον νὰ εἰδοποιηθοῦν σχετικῶς.

Τὰ τῆς ἀποστολῆς τῶν ἀτομικῶν ἢ ὁμαδικῶν δεμάτων θ' ἀποτελέσουν ἂν παραστῇ ἀνάγκη θέμα εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων αἵτινες ἐπ' οὐδενὶ λόγῳ δύνανται νὰ καθυστερήσουν τὴν παραλαβὴν παρὰ τῶν ἐγκλείστων τῶν ἀποστελλομένων βοηθημάτων. Τὰ δέματα τροφίμων ἢ ἱματισμοῦ δὲν θὰ περιέχουν βιβλία. Τὰ ὑγειονομικὰ βοηθήματα θὰ ἀποστέλλωνται, ἐν γένει, ὑπὸ τύπον ὁμοδικῶν δεμάτων.

Ἄρθρον 109.

Ἐλλείψει εἰδικῶν συμφωνιῶν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων ἐπὶ τῶν ὅρων παραλαβῆς ὡς καὶ διανομῆς τῶν ὁμαδικῶν βοηθημάτων, θέλει ἐφαρμοσθῇ ὁ ἐπισυναπτόμενος τῇ παρούσῃ Συμβάσει κανονισμὸς περὶ ὁμαδικῶν ἀποστολῶν.

Αἱ προβλεπόμεναι ὡς ἄνω εἰδικαὶ συμφωνίαι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τῆς ἐπιτροπῆς ἐγκλείστων νὰ παραλάβῃ τὰς ἀποστολὰς ὁμαδικῶν βοηθημάτων τὰς προοριζομένας διὰ τοὺς ἐγκλείστους, νὰ προβῇ εἰς τὴν διανομὴν των, καὶ νὰ τὰ διαθέτῃ πρὸς ὄφελος τῶν παραληπτῶν.

Δὲν δύνανται ἐπίσης νὰ περιορίσουν τὸ δικαίωμα τὸ ὁποῖον θὰ ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ παντὸς ἄλλου ὀργανισμοῦ ἐρχομένου ἀρωγοῦ εἰς τοὺς ἐγκλείστους καὶ ἔχοντος ἀναλάβῃ τὴν μεταβίβασιν τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν νὰ ἐλέγχουν τὰ τῆς διανομῆς των πρὸς τοὺς παραλήπτας των.

Ἄρθρον 110.

Ἅπασαι αἱ προοριζόμεναι διὰ τοὺς ἐγκλείστους ἀποστολαὶ θὰ εἶναι ἀπηλλαγμέναι ἀπὸ παντὸς δικαιώματος εἰσαγωγῆς τελωνείου ἢ ἄλλου.

Ἅπαντα τὰ εἴδη συμπεριλαμβανομένων τῶν ταχυδρομικῶν δεμάτων βοηθείας ὡς καὶ τὰ χρηματικὰ ἐμβάσματα τὰ προερχόμενα ἀπὸ ἄλλας χώρας καὶ ἀπευθυνόμενα πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἢ ἀποστελλόμενα ὑπὸ αὐτῶν διὰ τοῦ ταχυδρομείου ἢ κατ' εὐθεῖαν ἢ μέσῳ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 γραφείων πληροφορειῶν ἢ μέσῳ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν, ἀπαλλάσσονται παντὸς ταχυδρομικοῦ τέλους τόσον εἰς τὰς χώρας προελεύσεως καὶ προορισμοῦ ὅσον καὶ εἰς τὰς ἐνδιαμέσους χώρας. Εἰδικώτερον, αἱ ἀπαλλαγαὶ αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παγκόσμιον ταχυδρομικὴν Συνθήκην τοῦ 1947 καὶ εἰς τὰς συμφωνίας τῆς διεθνοῦς ταχυδρομικῆς Ἑνώσεως, ὑπὲρ τῶν πολιτῶν ἐχθρικῆς ὑπηκοότητος τῶν κατακρατουμένων εἰς τὰ στρατόπεδα ἢ πολιτικὰς φυλακὰς θέλουν ἐπεκταθῇ καὶ εἰς τά ἄλλα ἔγκλειστα πρόσωπα τὰ προστατευόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αἱ χῶραι αἵτινες δὲν συμμετέχουν εἰς τὰς ὡς ἄνω συμφωνίας ὀφείλουν νὰ χορηγοῦν ὑπὸτοὺς αὐτοὺς ὅρους τὰς προβλεπομένας ἀτελείας.

Τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν βοηθημάτων τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλείστους αἵτινες λόγῳ βάρους ἢ δι' οἱανδήποτε ἄλλην αἰτίαν, δὲν δύνανται νὰ διαβιβασθοῦν διὰ τῆς ταχυδρομικῆς ὁδοῦ, βαρύνουν τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν ἐφ' ὅλης τῆς ἐκτάσεως τῶν ὑπὸ τὸν ἔλεγχον της ἐδαφῶν. Αἱ ἄλλαι μετέχουσαι εἰς τὴν Σύμβασιν Δυνάμεις θὰ ἐπιβαρύνωνται μὲ τὰ ἔξοδα μεταφορᾶς εἰς τὰ ἀντίστοιχα ἐδάφη των.

Τὰ ἔξοδα τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς μεταφορᾶς τῶν ἀποστολῶν τούτων καὶ τὰ ὁποῖα δὲν καλύπτονται ὑπὸ τῶν προηγουμένων παραγράφων θὰ εἶναι εἰς βάρος τοῦ ἀποστολέως.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ ἐλαττώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν περισσότερον τὰ τηλεγραφικὰ τέλη διὰ τὰ τηλεγραφήματα τ' ἀποστελλόμενα ὑπὸ τῶν ἐγκλείστων ἢ τὰ πρὸς αὐτοὺς ἀπευθυνόμενα.

Ἄρθρον 111.

Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ στρατιωτικαὶ ἐπεχειρήσεις θὰ ἠμπόδιζον τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις νὰ ἐκπληρώσουν τὰς ὑποχρεώσεις των ὅπως ἐξασφαλίσουν τὴν μεταφορὰν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 106, 107, 108 καὶ 113 ἀποστολῶν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ἐγκεκριμένος ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ δύναται ν' ἀναλάβῃ τὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν μεταφορὰν τῶν ἀποστολῶν τούτων μὲ κατάλληλα μέσα (σιδηροδρομικὰ ὀχήματα, φορτηγὰ αὐτοκίνητα, πλοῖα ἢ ἀεροπλάνα κ.τ.λ.)

Πρὸς τοῦτο τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ τοῖς χορηγήσουν τὰ μέσα ταῦτα μεταφορᾶς καὶ νὰ ἐπιτρέψουν τὴν κυκλοφορίαν των. καὶ δὴ διὰ χορηγείας τῶν ἀναγκαίων ἀδειῶν ἐλευθέρας κυκλοφορίας.

Τὰ τοιαῦτα μεταφορικὰ μέσα δύνανται ἐπίσης νὰ χρησιμοποιηθοῦν καὶ διὰ τὴν μεταφορὰν.

α) τῆς ἀλληλογραφίας τῶν καταλόγων καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν ἀνταλλασσομένων μεταξὺ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου πληροφοριῶν καὶ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 ἐθνικῶν Γραφείων.

β) τῆς ἀλληλογραφίας καὶ τῶν ἐκθέσεων τῶν σχετικῶν μὲ τοὺς ἐγκλείστους τὰς ὁποίας ἀνταλλάσσουν αἱ προστάτιδες Δυνάμεις, ἡ διεθνὴς Ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ πᾶς ἄλλος ὀργανισμὸς ὅστις ἔρχεται ὡς ἀρωγὸς πρὸς τοὺς ἐγκλείστους εἴτε μὲ τοὺς ἰδίους των ἀντιπροσώπους εἴτε μὲ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Αἱ παροῦσαι διατάξεις κατ' οὐδὲν περιορίζουν τὸ δικαίωμα παντὸς ἐν συρράξει Μέρους νὰ ὀργανώσῃ ἄν τὸ προτιμᾷ, ἄλλας μεταφορὰς καὶ νὰ ἐκδώσῃ ἀδείας κυκλοφορίας ὑπὸ συμφωνηθησομένους ἄλλους ὅρους.

Τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν μεταφορικῶν τούτων μέσων ἔξοδα θὰ ἐπιβαρύνουν κατ' ἀναλογίαν τοῦ ὄγκου καὶ βάρους τῶν ἀποστολῶν τὰ ἐν συρράξει Μέρη τῶν ὁποίων οἱ ὑπήκοοι ἀπολαύουν τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

Ἄρθρον 112.

Ἡ λογοκρισία τῆς ἀπευθυνομένης πρὸς τοὺς ἐγκλείστους ἢ ἀποστελλομένης ὑπ' αὐτῶν ἀλληλογραφίας θὰ πρέπει νὰ ἐνεργῆται ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς διορίας.

Ὁ ἔλεγχος τῶν προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλείστους ἀποστολῶν δὲν θὰ πρέπει νὰ διενεργῆται κατὰ τρόπον ἐκθέτοντα εἰς φθορὰν τὰ τρόφιμα ἅτινα περιέχουν, θὰ διενεργῆται δὲ παρουσίᾳ τοῦ παραλήπτου ἢ ἄλλου ἐγκλείστου δεόντως ἐξουσιοδοτημένου ὑπ' αὐτοῦ. Ἡ παράδοσις τῶν ἀτομικῶν ἢ τῶν ὁμαδικῶν ἀποστολῶν εἰς τοὺς ἐγκλείστους δὲν θὰ δύναται νὰ καθυστερήσῃ ὑπὸ τὸ πρόσχημα δυσχερειῶν λογοκρισίας.

Πᾶσα ἀπαγόρευσις τῆς ἀλληλογραφίας ἀποφασιζομένη ὑπὸ τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, διὰ στρατιωτικοὺς ἢ πολιτικοὺς λόγους, δὲν δύναται νὰ εἶναι παρὰ προσωρινή, ἡ δὲ διάρκειά της θὰ εἶναι ὅσον τὸ δυνατὸν σύντομος.

Ἄρθρον 113

Αἱ κατακρατοῦσαι Ἀρχαὶ θὰ παρέχουν πᾶσαν λογικὴν εὐκολίαν διὰ τὴν διαβίβασιν, μέσῳ τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἢ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 140 κεντρικοῦ Πρακτορείου ἢ δι' ἄλλων καταλλήλων μέσων, τῶν διαθηκῶν, τῶν πληρεξουσίων, ἢ ἄλλων ἐγγράφων προοριζομένων διὰ τοὺς ἐγκλείστους ἢ προερχομένων ἀπ' αὐτούς.

Αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ διευκολύνουν ἐν πάσῃ περιπτώσει εἰς τοὺς ἐγκλείστους τὴν σύνταξιν καὶ τὴν κανονικὴν νομιμοποίησιν τῶν ἐγγράφων τούτων θὰ τοῖς ἐπιτρέπουν δέ, εἰδικῶς νὰ συμβουλεύωνται νομομαθεῖς.

Ἄρθρον 114.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ χορηγῇ εἰς τοὺς ἐγκλείστους πᾶσαν εὐκολίαν συμβιβαζομένην μὲ τοὺς ὅρους τοῦ περιορισμοῦ των καὶ τὴν ἰσχύουσαν νομοθεσίαν ἵνα δύνανται νὰ διαχειρίζωνται τὴν περιουσίαν των.

Πρὸς τοῦτο δύναται νὰ τοῖς παράσχῃ ἄδειαν ἐξόδου ἀπὸ τὸν χῶρον περιορισμοῦ, εἰς περιπτώσεις ἐπειγούσης ἀνάγκης, καὶ ἂν τὸ ἐπιτρέπουν αἱ περιστάσεις.

Ἄρθρον 115.

Εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἔγκλειστός τις μετέχει εἰς δίκην ἐνώπιον δικαστηρίου, οἱονδήποτε καὶ ἂν εἶναι τοῦτο, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ὀφείλει, τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου, νὰ εἰδοποιήσῃ τὸ δικαστήριον περὶ τοῦ περιορισμοῦ του καὶ ὀφείλει, ἐντὸς τῶν νομίμων προθεσμιῶν νὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν λῆψιν ὅλων τῶν ἀναγκαίων μέτρων, ὥστε νὰ μὴ ὑποστῇ οὗτος ζημίαν λόγῳ τοῦ περιορισμοῦ των, ὅσον ἀφορᾷ τὴν προπαρασκευὴν καὶ τὴν διεξαγωγὴν τῆς δίκης του, ἢ τὴν ἐκτέλεσιν πάσης ἀποφάσεως τοῦ δικαστηρίου.

Ἄρθρον 116.

Πᾶς ἔγκλειστος θὰ δικαιοῦται νὰ λαμβάνῃ κατὰ τακτικὰ διαστήματα καὶ ὅσον τὸ δυνατὸν συχνότερα, ἐπισκέψεις καὶ ἰδίως τῶν συγγενῶν του.

Ἐν περιπτώσει ἐπειγούσης ἀνάγκης καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ εἰδικῶς δὲ εἰς περίπτωσιν θανάτου ἢ σοβαρᾶς ἀσθενείας συγγενοῦς, θὰ ἐπιτρέπεται εἰς τὸν ἔγκλειστον νὰ μεταβῇ παρὰ τῇ οἰκογενείᾳ του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX

Ποιναὶ καὶ πειθαρχικαὶ ποιναί.

Ἄρθρον 117.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος κεφαλαίου θὰ ἐξακολουθῇ νὰ ἐφαρμόζηται διὰ τοὺς ἐγκλείστους οἵτινες προβαίνουν εἰς παραβάσεις διαρκοῦντος τοῦ περιορισμοῦ των, ἡ ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὅπου εὑρίσκεται νομοθεσία.

Ἐὰν οἱ νόμοι, διατάξεις ἢ γενικαὶ διαταγαὶ καταλογίζουν ὡς τιμωρητέας πράξεις τινὰς τῶν ἐγκλείστων, ἐνῶ αἱ αὐταὶ πράξεις δὲν εἶναι τιμωρητέαι ὅταν διαπράττονται ὑπὸ μὴ ἐγκλείστων προσώπων, αἱ πράξεις αὗται θὰ συνεπάγωνται μόνον πειθαρχικὰς κυρώσεις.

Ὁ ἔγκλειστος ἅπαξ μόνον δύναται νὰ τιμωρηθῇ διὰ τὴν αὐτὴν πρᾶξιν ἢ τὴν αὐτὴν κατηγορίαν.

Ἄρθρον 118.

Τὰ δικαστήρια, ἢ αἱ ἀρχαί, προκειμένου νὰ ὁρίσουν τὴν ποινήν, θὰ λάβουν ὑπ' ὄψιν, ἐν τῇ εὐρυτέρᾳ δυνατῇ μοίρᾳ τὸ γεγονὸς ὅτι ὁ κατηγορούμενος δὲν εἶναι ὑπήκοος τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως. Θὰ ἔχουν ἐλευθερίαν νὰ μετριάσουν τὴν διὰ τὴν παράβασιν διὰ τὴν ὁποίαν κατηγορεῖται ὁ ἔγκλειστος ποινὴν καὶ δὲν θὰ ἔχουν σχετικῶς ὑποχρέωσιν νὰ σεβασθοῦν τὸ ἐλάχιστον ὅριον τῆς προβλεπομένης ποινῆς.

Ἀπαγορεύονται πᾶσα κράτησις εἰς διαμερίσματα μὴ φωτισμένα διὰ τοῦ φωτὸς τῆς ἡμέρας, καί, γενικῶς, πάσης μορφῆς σκληρότητες.

Μετὰ τὴν ἔκτισιν τῶν δικαστικῶς ἢ πειθαρχικῶς ἐπιβληθεισῶν ποινῶν οἱ τιμωρηθέντες ἔγκλειστοι δὲν θὰ τύχουν μεταχειρίσεως διαφόρου ἐκείνης εἰς ἣν ὑποβάλλονται οἱ ἄλλοι ἔγκλειστοι.

Ἡ διάρκεια τῆς προφυλακίσεως ἣν θὰ ὑποστῇ ἔγκλειστος ἐκπίπτεται πάσης ποινῆς στερητικῆς τῆς ἐλευθερίας, ἥτις θὰ τῷ ἐπιβληθῇ πειθαρχικῶς ἢ δικαστικῶς.

Αἱ Ἐπιτροπαὶ ἐγκλείστων θὰ λαμβάνουν γνῶσιν πάσης δικαστικῆς διαδικασίας ἐναντίον τῶν ἐγκλείστων τῶν ὁποίων εἶναι ἀντιπρόσωποι, ὡς καὶ τῶν ἀποτελεσμάτων της.

Ἄρθρον 119.

Αἱ δυνάμεναι νὰ ἐφαρμοσθοῦν ἐπὶ τῶν ἐγκλείστων πειθαρχικαὶ ποιναὶ εἶναι αἱ ἑξῆς :

1) πρόστιμον μέχρι ἀναλογίας 50ο)ο τοῦ μισθοῦ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 95 καὶ τοῦτο κατὰ τὴν διάρκειαν χρονικοῦ διαστήματος οὐχὶ μεγαλυτέρου τῶν τριάκοντα ἡμερῶν.

2) κατάργησις προνομίων παρεχομένων ἐπὶ πλέον τῆς μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3) ἀγγαρεῖαι μὴ ὑπερβαίνουσαι τὰς δύο ὥρας ἡμερησίως καὶ ἐκτελούμεναι πρὸς συντήρησιν τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

4) σωματικαὶ κρατήσεις.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ θὰ εἶναι ἀπάνθρωποι κτηνώδεις ἢ ἐπικίνδυνοι διὰ τὴν ὑγείαν τῶν ἐγκλείστων. Κατὰ τὴν ἐπιβολὴν των δέον νὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψιν ἡ ἡλικία, τὸ φῦλον καὶ ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των.

Ἡ διάρκεια μιᾶς μόνης ποινῆς οὐδέποτε θὰ ὑπερβῇ τὸ ἀνώτατον ὅριον τριάκοντα συναπτῶν ἡμερῶν ἔστω καὶ ἐὰν ἔγκλειστός τις κατηγορεῖται διὰ πλείονας τῆς μιᾶς πειθαρχικῆς παραβάσεως καθ' ὃν χρόνον δικάζεται ἡ ὑπόθεσίς του, εἴτε αἱ παραβάσεις αὗται εἶναι συναφεῖς εἴτε ὄχι.

Ἄρθρον 120.

Οἱ δραπετεύσαντες ἔγκλειστοι, ἢ οἱ ἀποπειραθέντες νὰ δραπετεύσουν, οἱ ἐπανασυλλαμβανόμενοι θὰ ὑπόκεινται διὰ τὴν πρᾶξιν ταύτην εἰς πειθαρχικὰς μόνον ποινάς, ἔστω καὶ ἂν ὑπάρχῃ ὑποτροπή.

Κατὰ παράβασιν τοῦ τρίτου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 118, οἱ τιμωρηθέντες διὰ δραπέτευσιν ἢ ἀπόπειραν δραπετεύσεως ἔγκλειστοι δύνανται νὰ ὑποβληθοῦν εἰς εἰδικὴν ἐπιτήρησιν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι αὕτη δὲν θὰ βλάψῃ τὴν κατάστασιν τῆς ὑγείας των, ὅτι ἡ ἐπιτήρησις θὰ ἀσκῆται ἐντὸς τοῦ χώρου περιορισμοῦ καὶ ὅτι δὲν θὰ συνεπάγεται τὴν κατάργησιν οὐδεμιᾶς τῶν ἐγγυήσεων, αἵτινες τοῖς παρέχονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἱ ἔγκλειστοι οἱ συμπράξαντες εἰς ἀπόδρασιν ἢ εἰς ἀπόπειραν ἀποδράσεως θὰ ὑπόκεινται σχετικῶς εἰς πειθαρχικὴν μόνον ποινήν.

Ἄρθρον 121.

Ἡ δραπέτευσις ἢ ἡ ἀπόπειρα δραπετεύσεως, ἔστω καὶ ἂν ἐπαναληφθῇ δὲν θὰ θεωρῆται ὡς ἐπιβαρυντικὸν στοιχεῖον ἐν ᾗ περιπτώσει παραπεμφθῇ ὁ ἔγκλειστος ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων διὰ παράβασεις διαπραχθείσας διαρκούσης τῆς δραπετεύσεως.

Τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ μεριμνήσουν ἵνα αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν ἐπισκείς κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τοῦ ἂν παράβασις τοῦ ἐγκλείστου δέον νὰ τιμωρηθῇ πειθαρχικῶς ἢ δικαστικῶς, καὶ δὴ ὅσον ἀφορᾷ γεγονότα συναφῆ μὲ τὴν δραπέτευσιν ἢ τὴν ἀπόπειραν δραπετεύσεως.

Ἄρθρον 122.

Τὰ γεγονότα τ' ἀποτελοῦντα παράβασιν τῆς πειθαρχίας θὰ γίνουν ἀντικείμενον ἀμέσου ἀνακρίσεως. Τοῦτο θὰ ἰσχύῃ ἰδίως διὰ τὴν δραπέτευσιν ἢ τὴν ἀπόπειραν δραπετεύσεως καὶ ὁ ἐπανασυλληφθεὶς ἔγκλειστος θὰ παραδίδηται ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχάς.

Δι' ὅλους τοὺς ἐγκλείστους, ἡ προφυλάκισις εἰς περίπτωσιν πειθαρχικῆς παραβάσεως θὰ περιορίζηται εἰς τὸ ἀπόλυτον ἐλάχιστον ὅριον καὶ δὲν θὰ ὑπερβαίνῃ τὰς δέκα τέσσαρας ἡμέρας, ἐν πάσῃ δὲ περιπτώσει ἡ διάρκειά της θὰ ἐκπίπτηται ἀπὸ τὴν ἐπιβληθησομένην τυχὸν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινήν.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 124 καὶ 125 θὰ ἰσχύουν διὰ τοὺς λόγῳ πειθαρχικῆς παραβάσεως προφυλακίσθέντας ἐγκλείστους.

Ἄρθρον 123.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἁρμοδιότητος τῶν δικαστηρίων καὶ τῶν ἀνωτέρων ἀρχῶν, αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ θὰ ἐπιβάλλωνται μόνον ὑπὸ τοῦ διοικητοῦ τοῦ χώρου περιορισμοῦ ἢ ὑπὸ ἀξιωματικοῦ ἢ ὑπευθύνου ὑπαλλήλου εἰς τὸν ὁποῖον θὰ ἔχῃ μεταβιβάσῃ οὗτος τὴν πειθαρχικὴν του ἐξουσίαν.

Πρὶν ἢ ἐπιβληθῇ πειθαρχικὴ ποινή, ὁ κατηγορούμενος ἔγκλειστος θὰ λαμβάνῃ λεπτομερῆ γνῶσιν τῶν πράξεων διὰ τὰς ὁποίας κατηγορεῖται. Θὰ τοῦ ἐπιτρέπεται νὰ δικαιολογήσῃ τὴν διαγωγήν του, νὰ ὑπερασπίσῃ ἑαυτὸν νὰ καλέσῃ μάρτυρας, καὶ νὰ καταφύγῃ ἂν εἶναι ἀνάγκη εἰς τὰς ὑπηρεσίας ἱκανοῦ διερμηνέως. Ἡ ἀπόφασις θὰ ἐκδίδηται παρουσίᾳ τοῦ κατηγορουμένου καὶ ἑνὸς μέλους τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ἐγκλείστων.

Δὲν θὰ παρέλθῃ πλέον τοῦ ἑνὸς μηνὸς μεταξὺ τῆς πειθαρχικῆς ἀποφάσεως καὶ τῆς ἐκτελέσεώς της.

Ὅταν ὁ ἔγκλειστος τιμωρηθῇ διὰ νέας πειθαρχικῆς ποινῆς, προθεσμία τουλάχιστον τριῶν ἡμερῶν θὰ μεσολαβήσῃ μεταξὺ τῆς ἐκτελέσεως τῶν δύο ποινῶν, ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ μία ἐξ αὐτῶν εἶναι διαρκείας δέκα ἡμερῶν ἢ περισσοτέρων.

Ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου περιορισμοῦ ὀφείλει νὰ τηρῇ κατάστασιν τῶν ἐπιβληθεισῶν πειθαρχικῶν ποινῶν, ἥτις θὰ τίθηται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων τῆς προστατίδος Δυνάμεως.

Ἄρθρον 124.

Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται οἱ ἔγκλειστοι νὰ μεταφερθοῦν εἰς σωφρονιστικὰ ἱδρύματα (φυλακαί, σωφρονιστήρια, κάτεργα) ἵνα ἐκτίσουν ἐκεῖ τὰς πειθαρχικὰς των ποινάς.

Τὰ οἰκήματα εἰς τὰ ὁποῖα θὰ ἐκτίωνται αἱ πειθαρχικαὶ ποιναὶ θὰ εἶναι σύμφωνα πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τῆς ὑγιεινῆς καὶ δὴ ἐφωδιασμένα μὲ ἐπαρκεῖς ἐγκαταστάσεις. Εἰς τοὺς τιμωρημένους ἐγκλείστους, θὰ παρέχωνται τὰ ἀναγκαῖα μέσα καθαριότητος.

Αἱ ἔγκλειστοι γυναῖκες αἵτινες ὑφίστανται πειθαρχικὴν ποινὴν θὰ κρατῶνται εἰς οἰκήματα χωριστὰ ἐκείνων τῶν ἀνδρῶν καὶ θὰ τελοῦν ὑπὸ τὴν ἄμεσον ἐπιτήρησιν γυναικῶν.

Ἄρθρον 125.

Οἱ τιμωρηθέντες διὰ πειθαρχικῆς ποινῆς ἔγκλειστοι θὰ ἔχουν τὴν δυνατότητα ν' ἀσκῶνται καθημερινῶς καὶ νὰ παραμένουν εἰς τὴν ὕπαιθρον τουλάχιστον ἐπὶ δύο ὥρας.

Δικαιοῦνται νὰ παρουσιάζωνται τῇ αἰτήσει των εἰς τὴν καθημερινὴν ἰατρικὴν ἐπιθεώρησιν. Θὰ δικαιοῦνται εἰς τὴν περίθαλψιν ἣν καθιστᾷ ἀναγκαίαν ἡ κατάστασις τῆς ὑγείας των καὶ ἐν ἀνάγκῃ θὰ μεταφέρωνται εἰς τὸ ἰατρεῖον τοῦ χώρου περιορισμοῦ ἢ εἰς νοσοκομεῖον.

Θὰ ἔχουν τὴν ἄδειαν νὰ ἀναγιγνώσκουν καὶ νὰ γράφουν ὅς καὶ νὰ ἀποστέλλουν ἢ νὰ λαμβάνουν ἐπιστολάς. Ἀντιθέτως, ὡς πρὸς τὰ δέματα καὶ τὰς ἐπιταγὰς ἐπιτρέπεται ὅπως τοῖς παραδοθοῦν ταῦτα μόνον μετὰ τὴν λῆξιν τῆς ποινῆς των. Θὰ παραδίδωνται ἐν τῷ μεταξὺ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τῶν ἐγκλείστων, ἥτις θὰ παραδώσῃ εἰς τὸ ἰατρεῖον τὰ ἐντὸς τῶν ὡς ἄνω δεμάτων, τρόφιμα τὰ ὑποκείμενα εἰς φθοράν.

Οὐδεὶς ἔγκλειστος πειθαρχικῶς τιμωρημένος θὰ δύναται νὰ στερηθῇ τοῦ εὐεργετήματος τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 107 καὶ 143.

Ἄρθρον 126.

Τὰ ἄρθρα 71 μέχρι 76ου συμπεριλαμβανομένου ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν κατὰ τὰς διωξεις ἐναντίον ἐγκλείστων εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ ἐθνικοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Χ

Μεταστάθμευσις ἐγκλείστων

Ἄρθρον 127.

Ἡ μεταστάθμευσις τῶν ἐγκλείστων θὰ ἐκτελῆται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀνθρωπιστικόν. Θὰ γίνηται κατὰ κανόνα σιδηροδρομικῶς ἢ δι' ἄλλων μεταφορικῶν μέσων καὶ ὑπὸ συνθήκας τοιλάχιστον ὁμοίας πρὸς ἐκείνας ὧν ἀπολαμβάνουν τὰ στρατεύματα τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως κατὰ τὰς μετακινήσεις των. Ἐὰν ἐκτάκτως, ἡ μεταστάθμευσις πρόκειται νὰ γίνῃ πεζῇ, αὕτη θὰ λαμβάνῃ χώραν μόνον ἂν ἡ σωματικὴ κατάστασις τῶν ἐγκλείστων τὸ ἐπιτρέπει καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ἐπιβάλλεται εἰς αὐτούς, ὑπερβολικὴ κόπωσις.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ παρέχῃ, κατὰ τὴν μεταφοράν, εἰς τοὺς ἐγκλείστους πόσιμον ὕδωρ καὶ τροφὴν εἰς ἐπαρκῆ ποσότητα, ποιότητα καὶ ποικιλίαν ἵνα διατηρηθοῦν ἐν καλῇ ὑγείᾳ ὡς καὶ ἱματισμόν, κατάλληλα καταλύματα καὶ τὰ ἀναγκαῖα μέσα ἰατρικῆς περιθάλψεως. Θὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα ἵνα κατοχυρώσῃ τὴν ἀσφάλειάν των διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς καὶ θὰ συντάξῃ, πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως, πλήρη κατάλογον τῶν μεταφερομένων ἐγκλείστων.

Οἱ ἀσθενεῖς, τραυματίαι ἢ ἀνάπηροι ἔγκλειστοι ὡς καὶ αἱ λεχὼ δὲν θὰ μεταφέρωνται ἐφ' ὅσον τὸ ταξείδιον θὰ ἠδύνατο νὰ ἀποβῇ ἐπιζήμιον διὰ τὴν ὑγείαν των ἐκτὸς ἂν τὸ ἀπαιτῇ ἐπιτακτικῶς ἡ ἀσφάλεια των.

Ἐὰν τὸ μέτωπον πλησιάζῃ πρὸς χῶρον περιορισμοῦ, οἱ εὑρισκόμενοι ἐκεῖ ἔγκλειστοι θὰ μεταστασθμεύουν μόνον ἂν ἡ μεταφορὰ των δύναται νὰ πραγματοποιηθῇ ὑπὸ ὅρους ἐπαρκοῦς ἀσφαλείας ἢ ἂν διατρέχουν μεγαλύτερον κίνδυνον παραμένοντες ἐπὶ τόπου παρὰ μεταφερόμενοι.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, ὅταν ἀποφασίζῃ τὴν μεταστάθμευσιν τῶν ἐγκλείστων δέον νὰ λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντά των, καὶ ἰδίως τὸ ζήτημα τῆς μὴ αὐξήσεως τῶν δυσχερειῶν ἐπαναπατρισμοῦ των ἢ ἐπιστροφῆς των εἰς τὰς ἑστίας των.

Ἄρθρον 128.

Εἰς περίπτωσιν μεταστασθμεύσεως οἱ ἔγκλειστοι θὰ εἰδοποιῶνται ἐπισήμως περὶ τῆς ἀναχωρήσεώς των καὶ τῆς νέας των διευθύνσεως. Ἡ εἰδοποίησις αὕτη θὰ τοὺς παρέχεται ἀρκετὰ ἐνωρὶς ὥστε νὰ δύνανται νὰ ἑτοιμάσουν τὰς ἀποσκευάς των καὶ νὰ προειδοποιήσουν τὰς οἰκογενείας των.

Θὰ δικαιῶνται νὰ συμπλαραλάβουν τὰ ἀτομικά των εἴδη, τὴν ἀλληλογραφίαν των καὶ τὰ ἀφικόμενα ὑπὲρ αὐτῶν δέματα. Τὸ βάρος τῶν ἀποσκευῶν τούτων θὰ δύναται νὰ μειωθῇ ἐὰν αἱ συνθῆκαι μεταφορᾶς τὸ ἀπαιτοῦν, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, εἰς βάρος ὀλιγώτερον τῶν εἴκοσι πέντε χιλιογράμμων δι' ἕκαστον ἔγκλειστον.

Ἡ ἀλληλογραφία καὶ τὰ δέματα τ' ἀποσταλέντα εἰς τὸν παλαιὸν χῶρον περιορισμοῦ δὰ διαβιβάζωνται πρὸς αὐτοὺς ἄνευ καθυστερήσεως.

Ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου περιορισμοῦ θὰ λαμβάνῃ ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τῆς Ἐπιτροπῆς ἐγκλείστων, τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἐκτέλεσιν τῆς μεταφορᾶς τῆς συλλογικῆς περιουσίας τῶν ἐγκλείστων καὶ τῶν ἀποσκευῶν τὰς ὁποίας οἱ ἔγκλειστοι δὲν δύνανται νὰ συμπαραλάβουν συνεπείᾳ περιορισμῶν ἐπιβαλλομένων δυνάμει τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ παρόντος ἄρθρου

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙ.

Θάνατοι.

Ἄρθρον 129.

Οἱ ἔγκλειστοι θὰ δύνανται νὰ παραδώσουν τὰς διαθήκας των εἰς τὰς ὑπευθύνους ἀρχὰς αἵτινες θὰ ἐξασφαλίσουν τὴν φύλαξίν των. Εἰς περίπτωσιν θανάτου τῶν ἐγκλείστων αἱ διαθῆκαι αὗται θὰ μεταβιβάζωνται ταχέως πρὸς τὰ ὑπὸ τῶν ἐγκλείστων ὁριζόμενα πρόσωπα.

Ὁ θάνατος ἑκάστου ἐγκλείστου θὰ πιστοποιῆται ὑπὸ ἰατροῦ καὶ θὰ συντάσσηται πιστοποιητικὸν ἐκθέτον τοὺς λόγους τοῦ θανάτου καὶ τὰς συνθήκας ὑπὸ τὰς ὁποίας συνέβη.

Ἐπίσημος ληξιαρχικὴ πρᾶξις, δεόντως κατεχωρημένη θὰ συντάσσηται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τὰς ἰσχυούσας εἰς τὸ ἔδαφος ὅπου εὑρίσκεται ὁ χῶρος περιορισμοῦ καὶ κεκυρωμένων ἀντιγράφων ταύτης θὰ ἀποστέλληται ταχέως εἰς τὴν Προστάτιδα Δύναμιν ὡς καὶ εἰς τὸ ἐν ἄρθρῳ 140 προβλεπόμενον Κεντρικὸν Πρακτορεῖον.

Ἄρθρον 130.

Αἱ κατακρατοῦσαι ἀρχαὶ θὰ φροντίζουν ὅπως οἱ ἀποβιώσαντες ἐν περιορισμῷ ἔγκλειστοι ἐνταφιασθοῦν μετὰ τῶν προσηκουσῶν τιμῶν, εἰ δυνατὸν συμφώνως μὲ τὸ τυπικὸν τῆς θρησκείας εἰς τὴν ὁποίαν ἀνῆκον, ὅπως οἱ τάφοι των παραμείνουν σεβαστοί, ὅπως συντηρηθοῦν οὗτοι εὐπρεπῶς καὶ σημειωθοῦν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ δύνανται πάντοτε ν' ἀνευρεθοῦν.

Οἱ ἀποβιώσαντες ἔγκλειστοι θὰ ἐνταφιάζωνται κεχωρισμένως πλὴν περιπτώσεως ἀνωτέρας βίας, ἥτις θὰ ἐπέβαλε ὁμαδικὴν ταφήν. Τὰ σώματα θὰ ἀποτεφρώνωνται μόνον δι' ἐπιτακτικοὺς λόγους ὑγιεινῆς, ἢ λόγῳ τῆς θρησκείας τοῦ ἀποβιώσαντος ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐξέφρασεν οὗτος τοιαύτην ἐπιθυμίαν. Εἰς περίπτωσιν ἀποτεφρώσεως θὰ γίνῃ μνεία τοῦ γεγονότος τούτου καὶ τῶν αἰτίων του ἐπὶ τῆς ληξιαρχικῆς πράξεως θανάτου τοῦ ἐγκλείστου. Ἡ τέφρα θὰ διατηρηθῇ μετὰ προσοχῆς ὑπὸ τῶν κατακρατουσῶν ἀρχῶν καὶ θὰ παραδοθῇ ὅσον ἐνεστι συντομώτερον εἰς τοὺς συγγενεῖς, ἐὰν οὗτοι τὸ ζητήσουν.

Εὐθὺς ὡς αἱ περιστάσεις τὸ ἐπιτρέψουν καὶ τὸ ἀργότερον εἰς τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις, θὰ μεταβιβάσῃ, μέσῳ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 Γραφείων πληροφοριῶν, εἰς τὰς Δυνάμεις ἀπὸ τὰς ὁποίας ἐξηρτῶντο οἱ ἀποθανόντες, καταλόγους τῶν τάφων τῶν ἀποθανόντων ἐγκλείστων. Οἱ ἐν λόγῳ κατάλογοι θὰ παρέχουν πᾶσαν λεπτομέρειαν ἀναγκαίαν διὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῶν ἀποθανόντων ἐγκλείστων καὶ τὸν ἀκριβῆ προσδιορισμὸν τῶν τάφων αὐτῶν.

Ἄρθρον 131.

Πᾶς θάνατος ἢ πᾶς σοβαρὸς τραυματισμὸς ἐγκλείστου ὅστις προεκλήθη ἢ ὑπάρχει ὑπόνοια ὅτι προεκλήθη ὑπὸ σκοποῦ, ὑπὸ ἄλλου ἐγκλείστου ἢ ὑπὸ οἱουδήποτε ἄλλου προσώπου, ὡς καὶ πᾶς ἄλλος θάνατος τοῦ ὁποίου ἡ αἰτία εἶναι ἄγνωστος θὰ ἀκολουθῆται ἀμέσως ὑπὸ ἐπισήμου ἀνακρίσεως ἀπὸ μέρους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως.

Σχετικὴ κοινοποίησις θὰ διαβιβάζηται ἀμέσως εἰς τὴν προστάτιδα δύναμιν. Θὰ συλλέγωνται αἱ καταθέσεις παντὸς μάρτυρος καὶ ἀναφορὰ περιέχουσα ταύτας θὰ συντάσσηται καὶ θὰ κοινοποιῆται πρὸς τὴν ἐν λόγῳ Δύναμιν.

Ἐὰν ἡ ἀνάκρισις ἀποδείξῃ τὴν ἐνοχὴν ἑνὸς ἢ πλειόνων ἀτόμων, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα διὰ τὴν δικαστικὴν δίωξιν τοῦ ἢ τῶν ὑπευθύνων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΧΙΙ.

Ἀπελευθέρωσις, ἐπαναπατρισμὸς καὶ νοσηλεία εἰς οὐδετέρας Χώρας.

Ἄρθρον 132.

Πᾶν πρόσωπον ἔγκλειστον θὰ ἀπελευθεροῦται ὑπὸ τῆς κατακρατούσης δυνάμεως εὐθὺς ὡς οἱ λόγοι οἵτινες ἐπέφεραν τὸν περιορισμὸν ἔπαυσαν νὰ ὑφίστανται.

Ὑπὶ πλέον τὰ ἐν διενέξει Μέρη θὰ προσπαθήσουν νὰ συνάψουν, διαρκουσῶν τῶν ἐχθροπραξιῶν συμφωνίας διὰ τὴν ἀπελευθέρωσιν, τὸν ἐπαναπατρισμόν, τὴν ἐπιστροφὴν εἰς τὰς οἰκείας των ἢ τὴν φιλοξενίαν εἰς οὐδετέραν χώραν

ὡρισμένων κατηγοριῶν ἐγκλείστων καὶ ἰδιαιτέρως παιδίων, γυναικῶν ἐγκύων καὶ μητέρων ἐχουσῶν βρέφη καὶ παιδία εἰς μικρὰν ἡλικίαν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν ἢ ἐγκλείστων ἐχόντων ὑποστῇ μακρὰν αἰχμαλωσίαν.

Ἄρθρον 133.

Ὁ περιορισμὸς θὰ παύσῃ τὸ ταχύτερον δυνατὸν μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν.

Ἐν τούτοις, οἱ εἰς τὸ ἔδαφος ἑνὸς ἐνσυρράξει Μέρους ἐγκλειστοι, οἵτινες θὰ ἐδιώκοντο ποινικῶς δι' ἀδικήματα, μὴ συνεπαγόμενα ἀποκλειστικῶς πειθαρχικὴν μόνον ποινήν, δύνανται νὰ κρατηθοῦν μέχρι πέρατος τῆς διαδικασίας καὶ ἐνδεχομένως μέχρι τῆς ἐκτίσεως τῆς ποινῆς. Τὸ αὐτὸ θὰ συμβῇ καὶ διὰ τοὺς ἤδη καταδικασθέντας εἰς ποινὴν στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας των.

Διὰ συμφωνίας μεταξὺ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Δυνάμεων, δέον μετὰ τὸ πέρας τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς τοῦ ἐδάφους νὰ καταρτισθοῦν ἐπιτροπαὶ διὰ τὴν ἀναζήτησιν τῶν διεσκορπισμένων ἐγκλείστων.

Ἄρθρον 134.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη θὰ προσπαθήσουν, εἰς τὸ τέλος τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν ἐπιστροφὴν ὅλων τῶν ἐγκλείστων εἰς τὸν τελευταῖον τόπον διαμονῆς των, ἢ νὰ διευκολύνουν τὸν ἐπαναπατρισμόν των.

Ἄρθρον 135.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις θὰ ὑποστῇ τὰ ἔξοδα τῆς ἐπιστροφῆς τῶν ἀπελευθερουμένων ἐγκλείστων εἰς τὸν τόπον ὅπου εἶχον τὴν κατοικίαν των κατὰ τὸν χρόνον τοῦ περιορισμοῦ των ἢ, ἐὰν συνέλαβεν αὐτοὺς κατὰ τὴν διάρκειαν ταξειδίου των ἢ εἰς ἀνοικτὴν θάλασσαν, τὰ ἀναγκαῖα ἔξοδα διὰ νὰ τοὺς ἐπιτραπῇ νὰ συμπληρώσουν τὸ ταξείδιόν των ἢ νὰ ἐπιστρέψουν εἰς τὸ σημεῖον τῆς ἀναχωρήσεώς των.

Ἐὰν ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις ἀρνηθῇ τὴν ἄδειαν μονίμου παραμονῆς εἰς ἀπελευθερωθέντα ἔγκλειστον, ὅστις, προηγουμένως εἶχε τὴν μόνιμον κατοικίαν του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της, αὕτη θὰ καταβάλῃ τὰ ἔξοδα ἐπαναπατρισμοῦ του.

Οὐχ' ἧττον, ἐὰν ὁ ἔγκλειστος προτιμᾷ νὰ ἐπιστρέψῃ εἰς τὴν πατρίδα του, ὑπὸ ἰδίαν αὐτοῦ εὐθύνην, ἢ ἵνα ὑπακούσῃ εἰς ἐντολὴν τῆς Κυβερνήσεως εἰς τὴν ὁποίαν ὀφείλει ὑπακοήν, ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν ὑποχρεοῦται εἰς τὴν καταβολὴν τῶν δαπανῶν του πέραν τοῦ ἐδάφους της. Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δὲν ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλῃ τὰ ἔξοδα ἐπαναπατρισμοῦ ἐγκλείστου ὅστις θὰ εἶχεν ἐγκλεισθῇ τῇ αἰτήσει του.

Ἐὰν οἱ ἔγκλειστοι μετασταθμεύσουν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 45 ἡ μεταφέρουσα τούτους Δύναμις καὶ ἡ ὑποδεχομένη αὐτοὺς θέλουν συνεννοηθῇ ἐπὶ τῆς ἀναλογίας τῶν ἐξόδων τῶν ὁποίων θὰ καταβάλῃ ἑκάστη.

Αἱ ὡς ἄνω διατάξεις δὲν θίγουν τὰς εἰδικὰς συμφωνίας αἱ ὁποῖαι θὰ ἠδύναντο νὰ συναφθοῦν μεταξὺ τῶν ἐν συρράξει Δυνάμεων περὶ τῆς ἀνταλλαγῆς καὶ τοῦ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν εἰς ἐχθρικὰς χεῖρας εὑρισκομένων ὑπηκόων των.

ΤΜΗΜΑ V.

Γραφεῖα καὶ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον Πληροφοριῶν.

Ἄρθρον 136.

Ἅμα τῇ ἐνάρξει τῆς συρράξεως καὶ εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατοχῆς ἕκαστον τῶν ἐν διενέξει Μερῶν θὰ συγκροτήσῃ ἐπίσημον Γραφεῖον πληροφοριῶν ὑπεύθυνον διὰ τὴν λῆψιν καὶ μετάδοσιν πληροφοριῶν περὶ τῶν ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν του εὑρισκομένων προστατευομένων προσώπων.

Ἕκαστον τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ διαβιβάζῃ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας εἰς τὸ ἐν λόγῳ Γραφεῖον, πληροφορίας περὶ τῶν ὑπὸ τούτου ληφθέντων μέτρων κατὰ παντὸς προστατευομένου προσώπου, συλληφθέντος ἀπὸ πλέον τῶν δύο ἑβδομάδων, ὑποβληθέντος εἰς ἀναγκαίαν διαμονὴν ἢ περιορισθέντος. Ἐπὶ πλέον θὰ ἀναθέσῃ εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας ὑπηρεσίας του ὅπως παράσχουν ταχέως εἰς τὸ προμνησθὲν γραφεῖον πληροφορίας σχετικῶς μὲ τὰς ἐπισυμβάσας εἰς τὴν κατάστασιν τῶν προστατευομένων τούτων προσώπων, μεταβολάς, οἷον μετακινήσεις, ἀπελευθερώσεις, ἐπαναπατρισμοί, δραπετεύσεις, νοσηλεῖαι εἰς νοσοκομεῖα, γεννήσεις καὶ θάνατοι.

Ἄρθρον 137.

Τὸ ἐθνικὸν γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ ἀποστέλλῃ ἀμέσως διὰ τῶν ταχυτέρων μέσων καὶ μεριμνῇ, ἀφ' ἑνὸς τῶν Προστάτιδων Δυνάμεων καὶ ἀφ' ἑτέρου, τοῦ εἰς τὸ ἄρθρον 140 προβλεπομένου Κεντρικοῦ Πρακτορείου, τὰς σχετικὰς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα πληροφορίας, εἰς τὴν Δύναμιν τῆς ὁποίας τὰ ἄνω ἀναφερόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι ἢ εἰς τὴν Δύναμιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας εἶχον ταῦτα τὴν κατοικίαν των. Τὰ γραφεῖα θὰ ἀπαντοῦν ἐπίσης εἰς ὅλας τὰς αἰτήσεις αἵτινες θὰ τοῖς ἀπευθύνωνται περὶ προστατευομένων προσώπων.

Τὰ γραφεῖα πληροφοριῶν θὰ διαβιβάζουν τὰς σχετικὰς πρὸς προστατευόμενον πρόσωπον πληροφορίας, ἐκτὸς ἐὰν ἡ μετάδοσίς των ἐπρόκειτο νὰ ζημιώσῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον πρόσωπον ἢ τὴν οἰκογένειάν του. Ἀλλὰ καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν ἀκόμη ταύτην τὰ γραφεῖα δὲν θὰ δύνανται ν' ἀρνηθοῦν τὴν ἀποστολὴν πληροφοριῶν πρὸς τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον τὸ ὁποῖον, προειδοποιούμενον περὶ τῶν περιστάσεων, θὰ λάβῃ τὰ ὑποδεικνυόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 140 ἀναγκαῖα προφυλακτικὰ μέτρα.

Πᾶσαι αἱ ὑπὸ τοῦ Γραφείου συντασσόμεναι ἔγγραφοι ἀνακοινώσεις θὰ ἐπισημοποιοῦνται δι' ὑπογραφῆς ἢ σφραγῖδος.

Ἄρθρον 138.

Αἱ εἰς τὸ Γραφεῖον πληροφοριῶν λαμβανόμεναι καὶ ὑπ' αὐτοῦ μεταδιδόμεναι πληροφορίαι θὰ εἶναι τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ ἐπιτρέπουν τὴν ἐξακρίβωσιν τῆς ταυτότητος τοῦ προστατευομένου προσώπου καὶ τὴν ταχεῖαν εἰδοποίησιν τῆς οἰκογενείας του. Θὰ περιλαμβάνουν δι' ἕκαστον πρόσωπον τοὐλάχιστον τὸ ὀνοματεπώνυμον, τὸν τόπον καὶ τὴν πλήρη ἡμερομηνίαν γεννήσεως, τὴν ἐθνικότητα, τὸν τόπον τῆς τελευταίας κατοικίας, τὰ ἰδιαίτερα χαρακτηριστικά, τὸ ὄνομα πατρὸς καὶ τὸ οἰκογενειακὸν ὄνομα τῆς μητρός τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὴν φύσιν τοῦ ἐναντίου τοῦ προσώπου ληφθέντος μέτρου, ὡς καὶ τὸν τόπον ὅπου τὸ μέτρον τοῦτο ἐλήφθη, τὴν διεύθυνσιν εἰς τὴν ὁποίαν δύναται νὰ τῷ ἀπευθύνεται ἡ ἀλληλογραφία του ὡς καὶ τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον πρέπει νὰ εἰδοποιηθῇ.

Ὡσαύτως πληροφορίας περὶ τῆς καταστάσεως τῆς ὑγείας τῶν εἰς σοβαρὰν θέσιν ἀσθενῶν ἢ τραυματιῶν ἐγκλείστων, θὰ μεταδίδονται τακτικῶς καὶ εἰ δυνατὸν καθ' ἑβδομάδα.

Ἄρθρον 139.

Τὸ ἐθνικὸν γραφεῖον πληροφοριῶν θὰ εἶναι, ἐξ ἄλλου ἐντεταλμένον τὴν συλλογὴν ὅλων τῶν προσωπικῶν ἀντικειμένων ἀξίας, τῶν ἐγκαταλειφθέντων ὑπὸ τῶν προστατευομένων προσώπων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 136 καὶ δὴ κατὰ τὸν ἐπαναπατρισμόν των, τὴν ἀπελευθέρωσίν των. τὴν δραπέτευσίν των ἢ τὸν θάνατόν των, ὡς καὶ τὴν ἀποστολὴν τούτων εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους ἀπ' εὐθείας ἢ ἐν ἀνάγκῃ μέσῳ τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου. Τὰ ἀντικείμενα ταῦτα θὰ ἀποστέλλονται ἐντὸς δεμάτων ἐσφραγισμένων ὑπὸ τοῦ Γραφείου. Εἰς τὰ δέματα ταῦτα θὰ ἐπισυνάπτωνται δηλώσεις καθορίζουσαι μετ' ἀκριβείας τὴν ταυτότητα τῶν προσώπων εἰς τὰ ὁποῖα τὰ ἀντικείμενα ταῦτα ἀνῆκον, ὡς καὶ πλήρης κατάλογος τοῦ περιεχομένου τοῦ δέματος. Ἡ παραλαβὴ καὶ ἀποστολὴ ἀντικειμένων ἀξίας θὰ σημειοῦται λεπτομερῶς εἰς τὰ οἰκεῖα βιβλία.

Ἄρθρον 140.

Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν διὰ τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἰδίως προκειμένου περὶ ἐγκλείστων, θὰ ἱδρυθῇ, εἰς οὐδετέραν χώραν. Ἡ διεθνὴς ἐπιτροπὴ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ προτείνῃ εἰς τὰς ἐνδιαφερομένας Δυνάμεις ἐὰν θεωρεῖ τοῦτο ἀναγκαῖον τὴν ὀργάνωσιν τοῦ Πρακτορείου τούτου ὅπερ δύναται νὰ ταυτίζηται μὲ τὸ προβλεπόμενον ἐν ἄρθρῳ 123 τῆς Συμβάσεως τῆ Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Τὸ Πρακτορεῖον τοῦτο θὰ ἐπιφορτισθῇ μὲ τὴν συγκέντρωσιν ὅλων τῶν πληροφοριῶν περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 136, τὰς ὁποίας θὰ δυνηθῇ νὰ λάβῃ ἐξ ἐπισήμων ἢ ἰδιωτικῶν πηγῶν· θὰ διαβιβάσῃ ταύτας τὸ ταχύτερον δυνατόν εἰς τὴν χώραν καταγωγῆς ἢ κατοικίας τῶν ἐνδιαφερομένων προσώπων, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ἡ μετάδοσις αὕτη θὰ ἠδύνατο νὰ βλάψῃ τὰ πρόσωπα ἢ τὰς οἰκογενείας τὰς ὁποίας ἀφοροῦν αἱ πληροφορίαι.

Θὰ τύχῃ ἀπὸ μέρους τῶν ἐν συρράξει Μερῶν πάσης λογικῆς εὐκολίας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν λόγῳ κοινοποιήσεων.

Τὰ Ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη, καὶ ἰδιαιτέρως ἐκεῖνα τῶν ὁποίων οἱ ὑπήκοοι ἀπολαύουν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Κεντρικοῦ Πρακτορείου, προσκαλοῦνται ὅπως παράσχουν εἰς τοῦτο τὴν ὑλικὴν ὑποστήριν τῆς ὁποίας θὰ εἶχεν ἀνάγκην.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν πρέπει νὰ ἑρμηνευθοῦν ὡς περιορίζουσαι τὴν ἀνθρωπιστικὴν δρᾶσιν τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ καὶ τῶν Ἑταιρειῶν Περιθάλψεως τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 142.

Ἄρθρον 141.

Τὰ Ἐθνικὰ Γραφεῖα πληροφοριῶν καὶ τὸ Κεντρικὸν Πρακτορεῖον πληροφοριῶν θὰ ἀπολαύουν ταχυδρομικῆς ἀτελείας ἐπὶ πάσης ταχυδρομικῆς ἀποστολῆς ὡς καὶ τῶν ἐν ἄρθρῳ 110 προβλεπομένων ἀπαλλαγῶν καί, κατὰ τὸ δυνατόν, τῆς τηλεγραφικῆς ἀτελείας ἢ τοὐλάχιστον σημαντικῆς ἐκπτώσεως ἐπὶ τῶν τηλεγραφικῶν τελῶν.

ΤΙΤΛΟΣ ΙΥ

Ἐκτέλεσις τῆς Συμβάσεως.

ΤΜΗΜΑ Ι

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 142.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων ἅτινα θὰ ἐθεώρουν ἀπαραίτητα διὰ τὴν περιφρούρησιν τῆς ἀσφαλείας των ἢ διὰ τὴν ἀντιμετώπισιν πάσης ἄλλης λογικῆς ἀνάγκης, αἱ Κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἐπιφυλάξουν τὴν καλλιτέραν ὑποδοχὴν εἰς τὰς θρησκευτικὰς ὀργανώσεις, τὰς ἑταιρείας περιθάλψεως ἢ πάντα ἄλλον ὀργανισμόν, ὅστις θὰ ἤρχετο ἀρωγὸς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα. Θὰ παράσχουν πρὸς αὐτοὺς ὡς καὶ πρὸς τοὺς δεόντως ἐξουσιοδοτημένους ἀντιπροσώπους των πάσας τὰς ἀναγκαίας εὐκολίας διὰ τὴν ἐπίσκεψιν τῶν προστατευομένων προσώπων, διὰ τὴν πρὸς ταῦτα διανομὴν βοηθημάτων, ὑλικοῦ πάσης προελεύσεως προοριζομένου διὰ μορφωτικοὺς ψυχαγωγικοὺς ἢ θρησκευτικοὺς σκοπούς, ἢ διὰ τὴν παροχὴν βοηθείας πρὸς ὀργάνωσιν τῆς ψυχαγωγίας των ἐντὸς τῶν χωρῶν περιορισμοῦ.

Αἱ προαναφερθεῖσαι ἑταιρεῖαι ἢ ὀργανισμοὶ δύνανται νὰ ἱδρυθοῦν εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, εἴτε εἰς ἄλλην χώραν, ἢ καὶ νὰ ἔχουν διεθνῆ χαρακτῆρα.

Ἡ κατακρατοῦσα Δύναμις δύναται νὰ περιορίσῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἑταιρειῶν καὶ ὀργανισμῶν εἰς τοὺς ἐκπροσώπους τῶν ὁποίων θὰ ἐπιτραπῇ ἡ ἄσκησις τῶν καθηκόντων των ἐπὶ τοῦ ἐδάφους της καὶ ὑπὸ τὸν ἔλεγχόν της, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅμως ὅτι ὁ τοιοῦτος περιορισμὸς δὲν θὰ παρεμποδίσῃ τὴν παροχὴν ἀποτελεσματικῆς καὶ ἐπαρκοῦς ἀρωγῆς πρὸς ὅλα τὰ προστατευόμενα πρόσωπα.

Ἡ ἰδιαιτέρα θέσις τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἐπὶ τοῦ πεδίου τούτου θὰ τύχῃ ἐν παντὶ καιρῷ ἀναγνωρίσεως καὶ σεβασμοῦ.

Ἄρθρον 143.

Οἱ ἀντιπρόσωποι ἢ ἀπεσταλμένοι τῶν προστατίδων Δυνάμεων θὰ ἐξουσιοδοτηθοῦν νὰ μεταβαίνουν εἰς ὅλα τὰ μέρη ὅπου εὑρίσκονται προστατευόμενα πρόσωπα, ἰδίως δὲ εἰς τοὺς χώρους περιορισμοῦ, φυλακίσεως καὶ ἐργασίας.

Θὰ τοῖς ἐπιτρέπεται ἡ εἴσοδος εἰς ὅλα τὰ διαμερίσματα τὰ χρησιμοποιούμενα ὑπὸ τῶν προστατευομένων προσώπων καὶ θὰ δύνανται νὰ συνομιλήσουν μετ' αὐτῶν ἄνευ τῆς παρουσίας μάρτυρος τῇ βοηθείᾳ δ ερμηνέως ἐὰν εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον.

Αἱ ἐπισκέψεις αὗται δὲν δύνανται νὰ ἀπαγορευθοῦν εἰ μὴ μόνον λόγῳ ἐπιτακτικῶν στρατιωτικῶν ἀναγκῶν τοῦτο δὲ μόνον ἐξαιρετικῶς καὶ προσωρινῶς. Ἡ συχνότης καὶ ἡ διάρκεια τῶν ἐπισκέψεων δὲν δύναται νὰ περιορισθῇ.

Θὰ παρέχεται πᾶσα ἐλευθερία ἐκλογῆς τῶν τόπων ἐπισκέψεως εἰς τοὺς ἀντιπροσώπους καὶ τοὺς ἐκπροσώπους τῶν προστατίδων Δυνάμεων. Ἡ κατακρατοῦσα ἢ κατέχουσα Δύναμις, ἡ προστάτις Δύναμις καί, ἐνδεχομένως, ἡ Δύναμις ἐξ ἧς κατάγωνται τὰ ἐπισκεπτὰ πρόσωπα δύνανται νὰ συνενοηθοῦν ὥστε νὰ ἐπιτραπῇ καὶ εἰς συμπατριώτας τῶν ἐγκλείστων νὰ μετέχουν τῶν ἐπισκέψεων.

Οἱ ἐκπρόσωποι τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ θὰ ἀπολαύουν τῶν ἰδίων προνομίων. Ὁ διορισμὸς τῶν ἐκπροσώπων τούτων θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῆς Δυνάμεως ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν τῆς ὁποίας εὑρίσκονται τὰ ἐδάφη ὅπου πρόκειται ν' ἀναπτύξουν τὴν δρᾶσίν των.

Ἄρθρον 144.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως διαδώσουν ὅσον τὸ δυνατὸν εὐρύτερον ἐν καιρῷ εἰρήνης καὶ ἐν καιρῷ πολέμῳ τὸ κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς χώρας των καὶ δὴ ὅπως περιλάβουν τὴν μελέτην ταύτης εἰς τὰ προγράμματα στρατιωτικῆς καὶ εἰ δυνατόν, πολιτικῆς ἐκπαιδεύσεως ὥστε αἱ ἀρχαὶ της ν' ἀποβοῦν γνωσταὶ εἰς τὸ σύνολον τοῦ πληθυσμοῦ.
Αἱ πολιτικαί, στρατιωτικαί, ἀστυνομικαὶ καὶ ἄλλαι ἀρχαί αἵτινες ἐν καιρῷ πολέμου ἀναλαμβάνουν εὐθύνας ἔναντι τῶν προστατευομένων προσώπων, δέον ὅπως κατέχουν τὸ κείμενον τῆς Συμβάσεως καὶ ὅπως ἔχουν ἐκπαιδευθῇ ἰδιαιτέρως ἐπὶ τῶν διατάξεών της.

Ἄρθρον 145.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ κοινοποιήσουν πρὸς ἀλλήλα μέσῳ τοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Ἑλβετικοῦ Συμβουλίου καί, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐχθροπραξιῶν, μέσῳ τῶν προστατίδων Δυνάμεων, τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ὁποίους θὰ υἱοθετήσουν ἐνδεχομένως πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 146.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ λάβουν ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα νομοθετικὰ μέτρα διὰ τὸν καθορισμὸν τῶν ἐνδεδειγμένων ποινικῶν κυρώσεων τῶν ἐπιβλητέων εἰς τὰ πρόσωπα ἅτινα προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε σοβαρὰν παράβασιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς αἱ παραβάσεις αὗται καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ ἔχῃ τὴν ὑποχρέωσιν ν' ἀναζητήσῃ τὰ πρόσωπα τὰ κατηγορούμενα ὅτι προέβησαν ἢ ἔδωσαν εἰς ἄλλους διαταγὴν νὰ προβοῦν εἰς οἱανδήποτε τῶν σοβαρῶν τούτων παραβάσεων καὶ ὀφείλει νὰ παραπέμψῃ τὰ πρόσωπα ταῦτα ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων

του οιαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ἐθνικότης των. Δύναται ἐπίσης, ἐὰν τὸ προτιμᾷ, καὶ ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῆς ἰδίας αὐτοῦ νομοθεσίας ὅρους, νὰ παραδώσῃ τὰ εἰρημένα πρόσωπα πρὸς ἐκδίκασιν εἰς ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον ἐνδιαφέρεται διὰ τὴν δίωξίν των, ἐφ' ὅσον τὸ Συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος ἔχει ἐναντίον των ἐπαρκεῖς λόγους διώξεως.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον Μέρος θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν κατάπαυσιν ἐνεργειῶν ἀντικειμένων εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ πέραν τῶν σοβαρῶν παραβάσεων, αἵτινες καθορίζονται εἰς τὸ ἑπόμενον ἄρθρον.

Εἰς πᾶσαν περίστασιν οἱ μηνυόμενοι θ' ἀπολαμβάνουν ἐγγυήσεων δικονομικῶν καὶ ἐλευθέρας ὑπερασπίσεως οὐχὶ κατωτέρων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 105 καὶ ἑπόμενα τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ἄρθρον 147.

Αἱ σοβαραὶ παραβάσεις, περὶ τῶν ὁποίων πραγματεύεται τὸ προηγούμενον ἄρθρον, εἶναι ἐκεῖναι αἱ ὁποῖαι συνεπάγονται οἱανδήποτε τῶν ἀκολούθων πράξεων, ἐφ' ὅσον διαπράττονται ἐναντίον προσώπων ἢ ἰδιοκτησιῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐκ προθέσεως φόνος, ἢ βάσανος ἢ ἄλλη ἀπάνθρωπος μεταχείρισις περιλαμβανομένων τῶν βιολογικῶν πειραμάτων ἐκ προθέσεως πρόκλησις μεγάλης ὀδύνης ἢ σοβαρὰ προσβολὴ κατὰ τῆς σωματικῆς ἀκεραιότητος ἢ τῆς ὑγείας, παράνομος ἐξορία ἢ μεταφορὰ ἢ παράνομος περιορισμός. ἐξαναγκασμὸς προστατευομένου τινὸς προσώπου ὅπως ὑπηρετήσῃ εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις ἐχθρικῆς Δυνάμεως ἢ ἐκ προθέσεως στέρησις τοῦ δικαιώματος τοῦ ἐκδικάζεσθαι κατὰ τρόπον κανονικὸν καὶ ἀμερόληπτον κατὰ τὰ ὁριζόμενα εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, σύλληψις ὁμήρων, καταστροφὴ ἢ ἰδιοποίησις ἀγαθῶν μὴ δικαιολογουμένη ὑπὸ τῶν στρατιωτικῶν ἀναγκῶν καὶ λαμβάνουσα χώραν εἰς μεγάλην κλίμακα κατὰ τρόπον παράνομον καὶ αὐθαίρετον

Ἄρθρον 148.

Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύναται ν' ἀπαλλάξῃ ἑαυτό, οὐδὲ ν' ἀπαλλάξῃ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τῶν εὐθυνῶν ἃς αὐτὸ τοῦτο ἢ ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος ὑπέχουν λόγῳ τῶν εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον προβλεπομένων παραβάσεων.

Ἄρθρον 149.

Αἰτήσει ἑνὸς τῶν ἐν συρράξει Μερῶν, θὰ διεξαχθῇ ἀνάκρισις, ἧς ὁ τρόπος ἐνεργείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν, ἐπὶ πάσης καταγγελίας περὶ παραβάσεως τῆς Συνθήκης.

Ἐὰν δὲν ἐπέλθῃ συμφωνία ἐπὶ τῆς διαδικασίας τῆς ἀνακρίσεως, τὰ Μέρη θὰ συνεννοηθοῦν διὰ τὴν ἐκλογὴν διαιτητοῦ, ὅστις θ' ἀποφασίσῃ περὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.

Ἅπαξ διαπιστωθῇ ἡ παράβασις τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ θέσουν τέρμα εἰς αὐτὴν καὶ θὰ ἐπιβάλουν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὰς δεούσας κυρώσεις.

Τελικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 150.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐγένετο εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν. Ἀμφότερα τὰ κείμενα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θέλει μεριμνήσῃ διὰ τὰς ἐπισήμους μεταφράσεις τῆς Συμβάσεως εἰς τὴν ρωσσικὴν καὶ τὴν ἱσπανικὴν γλῶσσαν.

Ἄρθρον 151.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἡ ὁποία φέρει τὴν ἡμερομηνίαν τῆς σήμερον εἶναι ἀνοικτὴ πρὸς ὑπογραφὴν μέχρι τῆς 12ης Φεβρουαρίου 1950 ἀπὸ μέρους τῶν Δυνάμεων τῶν ἀντιπροσωπευθεισῶν εἰς τὴν ἀρξαμένην ἐν Γενεύῃ τὴν 21ην Ἀπριλίου 1949 συνδιάσκεψιν.

Ἄρθρον 152.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐπικυρωθῇ ὅσον τὸ δυνατὸν συντομώτερον αἱ δὲ ἐπικυρώσεις της θὰ κατατεθοῦν ἐν Βέρνῃ.

Δι' ἑκάστην κατάθεσιν ὀργάνου ἐπικυρώσεως θέλει συνταχθῇ πρωτόκολλον οὗτινος ἀκριβὲς ἀντίγραφον θέλει ἐπιδοθῇ ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ ὑπογραφῇ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων θὰ ἔχῃ κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 153.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν δύο τοὐλάχιστον ὀργάνων ἐπικυρώσεως.

Κατόπιν, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύι δι' ἕκαστον Ὑψηλὸν Συμβαλλόμενον Μέρος ἓξ μῆνας μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 154.

Εἰς τὰς σχέσεις μεταξὺ Δυνάμεων δεσμευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης περὶ Νόμων καὶ Ἐθίμων τοῦ κατὰ ξηρὰν πολέμου, εἴτε πρόκειται περὶ τῆς ὑπογραφείσης τὴν 29ην Ἰουλίου 1899 εἴτε τῆς ὑπογραφείσης τὴν 18ην Ὀκτωβρίου 1907, καὶ συμμετεχουσῶν εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, θὰ θεωρηθῇ αὕτη συμπλήρωμα τῶν Τμημάτων ΙΙ καὶ ΙΙΙ τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν προαναφερθεῖσαν Σύμβασιν τῆς Χάγης κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 155.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ εἶναι ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἰσχύος της ἀνοικτὴ εἰς τὴν προσχώρησιν πάσης Δυνάμεως ἐπ' ὀνόματι τῆς ὁποίας δὲν ἔχει ὑπογραφῇ.

Ἄρθρον 156.

Αἱ προσχωρήσεις θὰ κοινοποιῶνται ἐγγράφως εἰς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον καὶ θὰ καθίστανται ἐνεργοὶ ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν θὰ τῷ ἔχωσι περιέλθῃ.

Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ ἀνακοινώσῃ τὰς προσχωρήσεις πρὸς ὅλας τὰς Δυνάμεις ἐπ' ὀνόματι τῶν ὁποίων ἔχει ὑπογραφῇ ἡ Σύμβασις ἢ τῶν ὁποίων ἔχει κοινοποιηθῇ ἡ προσχώρησις.

Ἄρθρον 157.

Αἱ εἰς τὰ ἄρθρα 2 καὶ 3 προβλεπόμεναι καταστάσεις θὰ προσδώσουν ἄμεσον ἰσχὺν εἰς τὰς πρὸ ἢ μετὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἢ τῆς κατοχῆς κατατεθείσας ἐπικυρώσεις καὶ κοινοποιηθείσας προσχωρήσεις τῶν ἐν συρράξει Μερῶν. Ἡ κοινοποίησις τῶν ληφθησομένων ἐπικυρώσεων ἢ προσχωρήσεων τῶν ἐν συρράξει Μερῶν θὰ γίνηται ὑπὸ τοῦ Ἑλβετικοῦ Ὁμοσπονδιακοῦ Συμβουλίου διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ.

Ἄρθρον 158.

Ἕκαστον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων μερῶν ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἡ καταγγελία θὰ κοινοποιῆται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον ὅπερ θ' ἀνακοινώσῃ τὴν κοινοποίησιν πρὸς τὰς Κυβερνήσεις ὅλων τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἡ καταγγελία θὰ καθίσταται ἐνεργὸς ἓν ἔτος μετὰ τὴν κοινοποίησίν της πρὸς τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον. Οὐχ ἧττον, καταγγελία κοινοποιηθεῖσα καθ' ὃν χρόνον ἡ καταγγέλουσα Δύναμις ἔχει ἐμπλακῇ εἰς σύρραξιν δὲν καθίσταται ἐνεργὸς ἐφ' ὅσον δὲν θὰ ἔχῃ συναφθῇ εἰρήνη, καὶ ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει πρὸ τοῦ τερματισμοῦ τοῦ

ἔργου ἀπελευθερώσεως καὶ ἐπαναπατρισμοῦ τῶν προστατευομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως προσώπων.

Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύῃ μόνον ἔναντι τῆς καταγγελλούσης Δυνάμεως. Αὕτη οὐδεμίαν θὰ ἔχῃ ἐπίδρασιν ἐπὶ τῶν ὑποχρεώσεων ἃς τὰ ἐν συρράξει Μέρη θὰ παραμείνουν ὑπόχρεα νὰ ἐκπληρώσουν δυνάμει τῶν ἀρχῶν τοῦ Διεθνοῦς δικαίου ὡς αὗται προκύπτουν ἐκ τῶν παραδεδεγμένων μεταξὺ πεπολιτισμένων ἐθνῶν ἐθίμων, τῶν κανόνων ἀνθρωπισμοῦ καὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῆς δημοσίας συνειδήσεως.

Ἄρθρον 159.

Τὸ ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ μεριμνήσῃ διὰ τὴν κατοχύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ πληροφορήσῃ ἐπίσης τὴν Γραμματείαν τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν περὶ τῶν ἐπικυρώσεων, προσχωρήσεων καὶ καταγγελιῶν ἃς θὰ λάβῃ περὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐφ' ᾧ, οἱ ὑπογεγραμμένοι, ἔχοντες κατάθεσιν εἷς ἕκαστος τὰ πληρεξούσιά των, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ, τὴν 12ην Αὐγούστου 1949, εἰς γαλλικὴν καὶ ἀγγλικὴν γλῶσσαν, τοῦ πρωτοτύπου μέλλοντος νὰ κατατεθῇ εἰς τὰ Ἀρχεῖα τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας. Τὸ Ἑλβετικὸν Ὁμοσπονδιακὸν Συμβούλιον θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τῆς Συμβάσεως εἰς ἕκαστον τῶν ὑπογραψάντων Κρατῶν ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη ἅτινα θὰ ἔχουν προσχωρήσῃ εἰς τὴν Συνθήκην.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :
M. ΟΣΜΑΝ ΑΜΙΡΙ

Διὰ τὴν λαϊκὴν δημοκρατίαν τῆς Ἀλβανίας :
Μετὰ τῶν συνημμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῶν ἄρθρων 11 καὶ 45 (1)
Ζ. ΜΑΛΟ

Διὰ τὴν Ἀργεντινήν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΓΚΟΥΙΛΕΡΜΟ Α. ΣΠΕΡΟΝΙ

Διὰ τὴν Αὐστραλίαν :
Ὑπὸ αἵρεσιν ἐπικυρώσεως (3)
ΝΟΡΜΑΝ Ρ. ΜΙΤΣΕΛ

Διὰ τὴν Αὐστρίαν :
Δρ. ΡΟΥΝΤ ΜΠΛΥΝΤΟΡΝ

Διὰ τὸ Βέλγιον :
ΜΩΡΙΣ ΜΠΟΥΡΚΕΝ

Διὰ τὴν Λευκορωσσικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις εἰς τὰ ἄρθρα 11 καὶ 45 (4)
ὁ ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Λ.Σ.Σ.Δ.
Ν. ΚΟΥΤΣΕΙΝΙΚΩΦ

Διὰ τὴν Βολιβίαν :
Γ. ΜΕΝΤΕΙΡΟΣ

Διὰ τὴν Βραζιλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (5)
10ΑΟ ΠΙΝΤΟ ΝΤΑΣΙΛΒΑ
Στρατηγὸς ΦΛΟΡΙΑΝΟ ΝΤΕ ΛΙΜΑ ΜΠΡΑΙΝΕΡ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ὁ Αὐστραλιανὸς Πληρεξούσιος ἐδήλωσεν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς του διετήρη τὸ δικαίωμα νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ἅμα τῇ ἐπικυρώσει.
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(5) » » » » »

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
Κ.Β. ΣΒΕΤΛΩΦ

Διὰ τὸν Καναδᾶ :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις
ΜΑΞ. Χ. ΒΕΡΣΩΦ

Διὰ τὴν Χιλήν :
Φ. ΣΙΣΤΕΡΝΑΣ ΟΡΤΙΖ

Διὰ τὴν Κίναν :
ΓΟΥ—ΝΑΝ—ΤΣΟΥ

Διὰ τὴν Κολομβίαν :
ΡΑΦΑΕΛ ΡΟΚΑ ΣΛΟΣ

Διὰ τὴν Κούβαν :
Ι. ΝΤΕ ΛΑ ΛΟΥΖ ΛΕΩΝ

Διὰ τὴν Δανεμαρκίαν :
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΚΟΝ
ΠΑΥΛΟΣ ΡΥΕΝ
ΜΠΑΓΚΕ

Διὰ τὴν Αἴγυπτον :
Α. Κ. ΣΑΦΟΥΑΤ

Διὰ τὸν Ἰσημερινόν :
ΑΛΕΞ. ΓΚΑΣΤΕΛΟΥ

Διὰ τὴν Ἱσπανίαν :
ΛΟΥΙΣ ΚΑΛΝΤΕΡΟΝ

Διὰ τὰς Ἡνωμένας Πολιτείας τῆς Ἀμερικῆς :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
ΙΩΑΝΝΗΣ ΚΑΡΤΕΡ ΒΙΝΣΕΝΤ

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν :
ΓΚΑΤΣΑΟΥ ΖΕΛΛΕΚΕ

Διὰ τὴν Φιλανδίαν :
ΡΕΙΝΟΛΝΤ ΣΒΕΝΤΟ

Διὰ τὴν Γαλλίαν :
Γκ. ΚΑΕΝ—ΣΑΛΒΑΝΤΟΡ ΖΑΚΙΝΟ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα :
Μ. ΠΕΣΜΑΤΖΟΓΛΟΥ

Διὰ τὴν Γουατεμάλαν :
Λ. ΝΤΥΠΟΝ—ΒΙΛΛΕΜΙΝ

Διὰ τὴν Οὐγγρικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (3)
ΑΝΝΑ ΚΑΡΑ

Διὰ τὰς Ἰνδίας :
ΝΤ. ΜΠ. ΝΤΕΣΑΙ

Διὰ τὸ Ἰράν :
Α. Χ. ΜΕΙΚΑΝΤΕΧ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰρλανδίας :
ΣΗΝ—ΜΑΚ—ΜΠΡΑΙΝΤ

Διὰ τὸ Ἰσραήλ :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
Μ. ΚΑΧΑΝΙ

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :
ΤΖΑΤΣΙΝΤΟ ΛΟΥΡΙΤΙ
ΕΤΤΟΡΕ ΜΠΑΙΣΤΡΟΚΙ

Διὰ τὸν Λίβανον :
ΜΙΚΑΟΥΙ

Διὰ τὸ Λιχτενστάϊν :
Κόμης Φ. ΒΙΑΤΣΕΚ

Διὰ τὸ Λουξεμβοῦργον :
Ι. ΣΤΟΥΡΜ

(1) Ἴδε κειμένων ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) » » » » »
(4) » » » » »

Διὰ τὸ Μεξικό :
ΠΕΤΡΟ ΝΤΕ ΑΛΜΠΑ
Β. Ρ. ΚΑΣΤΡΟ

Διὰ τὸ Πριγκιπᾶτον τοῦ Μονακό :
Μ. ΛΟΖΕ

Διὰ τὴν Νικαράγουα :
ΛΙΦΣΙΤΣ

Διὰ τὴν Νορβηγίαν :
ΡΟΛΦ ΑΝΤΕΡΣΕΝ

Διὰ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (1)
Γ. Ρ. ΛΕΚΙΝΚ

Διὰ τὸ Πακιστάν :
Σ. Μ. Α. ΦΑΡΟΥΚ Μ. Γ. Α. Χ. ΣΑΙΧ

Διὰ τὴν Παραγουάη :
ΚΟΥΡΑΝΤ ΦΕΡ

Διὰ τὰς Κάτω Χώρας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (2)
Ι. ΜΠΟΣ ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ

Διὰ τὸ Περοῦ :
ΓΚΟΝΖΑΛΟ ΜΙΖΑΡΟ

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων : (3)
Γ. ΣΕΜΠΑΣΤΙΑΝ

Διὰ τὴν Πολωνίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (4)
ΖΟΥΛΙΑΝ ΠΡΖΥΜΠΟΣ

Διὰ τὴν Πορτογαλίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (5)
Κ. ΚΛΑΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ

Διὰ τὴν Ρουμανικὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (6)
Ι. ΔΡΑΓΟΜΙΡ

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγ. Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (7)
ΡΟΜΠΕΡΤ ΚΡΕΙΓΚΙ
Χ. Α. ΣΠΡΟΥΤ
Β. Χ. ΓΚΑΡΔΝΕΡ

Διὰ τὴν Ἁγίαν Ἕδραν :
ΦΙΛΙΠΠΟΣ ΜΠΕΡΝΑΡΝΤΙΝΙ

Διὰ τὸ ΕΛ Σαλβαντόρ :
Ρ. Α. ΜΠΟΥΣΤΑΜΑΝΤΕ

Διὰ τὴν Σουηδίαν :
Μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως παρὰ τῆς Α. Μ. τοῦ Βασιλέως τῆς Σουηδίας καὶ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Ρίκσταγκ
ΣΤΑΦΑΝ ΣΕΝΤΕΡΜΠΛΟΜ

Διὰ τὴν Ἑλβετίαν :
ΜΑΞ ΠΕΤΙΠΙΕΡ Συνταγματάρχης ΜΕΡ. ΝΤΥ ΠΑΣΚΙΕ
ΠΑΙΝΙΟ ΜΠΟΛΛΑ Φ. ΖΟΥΤΤΕΡ Χ. ΜΕΛΙ

Διὰ τὴν Συρίαν :
ΟΜΑΡ ΕΛ ΝΤΖΑΜΠΡΙ, Α. ΤΖΕΝΑΟΥΙ

Διὰ τὴν Τσεχοσλοβακίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις (8)
ΤΛΟΥΜΠΕΡ

Διὰ τὴν Τουρκίαν :
ΡΑΝΑ ΤΑΡΧΑΝ

Διὰ τὴν Οὐκρανικὴν Σοβιετικὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 11 καὶ 45
Κατὰ πληρεξουσιότητα τῆς Κυβερνήσεως ΟΥ.Σ.Σ.Δ. (1)
Καθηγητής : Ο. ΜΠΟΓΚΟΜΟΛΕΤΣ

Διὰ τὴν Ἕνωσιν τῶν Σοβιετικῶν σοσιαλιστικῶν δημοκρατιῶν :
Μὲ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 11, 45 ὁ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Ε.Σ.Σ.Δ. (2)
Ν. ΣΛΑΒΙΝ

Διὰ τὴν Οὐγγαρίαν :
Σύμβουλος Συντ)ρχης ΕΚΤΩΡ Ι. ΜΠΛΑΝΚΟ

Διὰ τὴν Βενεζουέλαν :
Α. ΠΟΣΕ ΝΤΕ ΡΙΒΑΣ

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδιακὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Γιουγκοσλαυΐας :
Μὲ τὰς συνημμένας ἐπιφυλάξεις
ΜΙΛΑΝ ΡΙΣΤΙΤΣ

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(2) » » » » »
(3) Ὑπὸ αἴρεσιν ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῆς Γερουσίας τῶν Φιλιππίνων ἐν συμφώνῳ πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Συντάγματος ΤΟΡΝ
(4) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(5) » » » » »
(6) » » » » »
(7) » » » » »
(8) » » » » »

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Ι.

Σχέδιον συμφωνίας ἀφορώσης ὑγειονομικὰς ζώνας καὶ περιοχὰς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον 1.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ ἐπιφυλαχθοῦν αὐστηρῶς διὰ τὰ πρόσωπα τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 23 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς καταστάσεως τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 καὶ εἰς τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 ὡς καὶ διὰ τὸ προσωπικὸν εἰς τὸ ὁποῖον ἔχει ἀνατεθῇ ἡ ὀργάνωσις καὶ διοίκησις τῶν ζωνῶν καὶ περιοχῶν αὐτῶν καὶ ἡ περίθαλψις τῶν ἐν αὐταῖς συγκεντρωθησομένων ἀτόμων.

Οὐχ' ἧττον, πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ μόνιμος κατοικία εὑρίσκεται ἐντὸς τοιούτων περιοχῶν θὰ ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παραμένουν ἐκεῖ.

Ἄρθρον 2.

Οὐδὲν πρόσωπον ἐκ τῶν εὑρισκομένων, ὑπὸ οἱανδήποτε ἰδιότητα, ἐντὸς ζώνης τινὸς ὑγειονομικῆς καὶ ἀσφαλείας, δύναται νὰ ἐκτελέσῃ οἱανδήποτε ἐργασίαν, ἄμεσον σχέσιν ἔχουσαν μὲ τὰς στρατιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ μὲ τὴν παραγωγὴν πολεμικοῦ ὑλικοῦ ἐντὸς ἢ ἐκτὸς τῆς ζώνης.

Ἄρθρον 3.

Ἡ δημιουργοῦσα ζώνην ὑγειονομικὴν καὶ ἀσφαλείας Δύναμις, θὰ λάβῃ ὅλα τὰ ἀπαιτούμενα μέτρα πρὸς ἀπαγόρευσιν τῆς εἰσόδου εἰς ὅλα τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ μεταβοῦν ἢ νὰ παραμείνουν ἐκεῖ.

Ἄρθρον 4.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ πληροῦν τοὺς κάτωθι ὅρους:

α') Θὰ περιλαμβάνουν μικρὸν μόνον τμῆμα τοῦ ἐδάφους τὸ ὁποῖον ἐλέγχει ἡ δημιουργήσασα τὴν ζώνην Δύναμις.

β') Θὰ εἶναι ἀραιῶς κατωκημέναι ἐν σχέσει πρὸς τὰς δυνατότητας ἐγκαταστάσεως.

(1) Ἴδε κείμενον ἐπιφυλάξεων εἰς σελίδα
(3) » » » » »

γ') Θὰ κεῖνται μακρὰν καὶ θὰ στεροῦνται παντὸς στρατιωτικοῦ στόχου καὶ πάσης σημαντικῆς βιομηχανικῆς ἢ διοικητικῆς ἐγκαταστάσεως.

δ') Δὲν θὰ τοποθετηθοῦν εἰς περιοχὰς αἱ ὁποῖαι, κατὰ πᾶσαν πιθανότητα δυνατὸν νὰ ἔχουν σημασίαν διὰ τὴν διεξαγωγὴν τοῦ πολέμου.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ ὑπόκεινται εἰς τὰς ἀκολούθους ὑποχρεώσεις:

α')Τὸ δίκτυον συγκοινωνιῶν καὶ τὰ μέσα μεταφορᾶς τὰ ὁποῖα ἐνδέχεται νὰ περιλαμβάνουν δὲν θὰ χρησιμοποιοῦνται διὰ τὴν μεταφορὰν στρατιωτικοῦ προσωπικοῦ ἢ ὑλικοῦ ἔστω καὶ ἐν ἁπλῇ διαμετακομίσει.

β') Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑπερασπίζονται στρατιωτικῶς.

Ἄρθρον 6.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ ἐπισημαίνωνται διὰ διαγωνίων ἐρυθρῶν ταινιῶν ἐπὶ βάθους λευκοῦ τοποθετουμένων ἐπὶ τῆς περιφερείας τῆς ζώνης καὶ ἐπὶ τῶν κτιρίων. Αἱ προοριζόμεναι ἀποκλειστικῶς διὰ τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ζῶναι δύνανται νὰ σημανθοῦν δι' ἐρυθρῶν σταυρῶν (Ἐρυθρῶν ἡμισελήνων, ἐρυθροῦ Λέοντος καὶ Ἡλίων) ἐπὶ βάθους λευκοῦ.

Δύνανται ἐπίσης νὰ ἐπισημανθοῦν νύκτωρ διὰ καταλλήλου φωτισμοῦ.

Ἄρθρον 7.

Ἤδη ἐν καιρῷ εἰρήνης ἢ κατὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἐχθροπραξιῶν ἑκάστη Δύναμις θὰ κοινοποιήσῃ πρὸς ἅπαντα τὰ Ὑφηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη κατάλογον τῶν ζωνῶν ὑγειονομικῶν καὶ ἀσφαλείας αἵτινες, ἐδημιουργήθησαν ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τὰ ὁποῖα ἐλέγχει. Θὰ τὰ τηρήσῃ ἐπίσης ἐνήμερα τῆς δημιουργίας πάσης νέας ζώνης διαρκούσης τῆς συρράξεως.

Εὐθὺς ὡς τὸ ἀντίπαλον Μέρος λάβῃ τὴν ἀνωτέρω κοινοποίησιν, ἡ ζώνη θὰ ἔχῃ κανονικῶς συγκροτηθῇ.

Ἐὰν τὸ ἀντίπαλον Μέρος θεωρεῖ, οὐχ' ἧττον, ὅτι εἷς τῶν τιθεμένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας ὅρων προφανῶς δὲν τηρεῖται, δύναται ν' ἀρνηθῇ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς ζώνης κοινοποιοῦν ἐπειγόντως τὴν ἄρνησίν του πρὸς τὸ Μέρος ἀπὸ τὸ ὁποῖον ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται, ἢ νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν ἀναγνώρισίν της ἀπὸ τὴν ἐγκατάστασιν τοῦ ἐλέγχου περὶ οὗ προβλέπει τὸ ἄρθρον 8.

Ἄρθρον 8.

Πᾶσα Δύναμις ἔχουσα ἀναγνωρίσει μίαν ἢ περισσοτέρας ζώνας ὑγειονομικὰς καὶ ἀσφαλείας συσταθείσας ὑπὸ τοῦ ἀντιπάλου μέρους δικαιοῦται νὰ ζητήσῃ ὅπως μία ἢ πλείονες εἰδικαὶ ἐπιτροπαὶ ἐλέγξουν κατὰ πόσον ἡ ζώνη πληροῖ τὰς ὑποχρεώσεις καὶ τοὺς ὅρους τοὺς συνομολογηθέντας διὰ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Πρὸς τοῦτο τὰ μέλη τῶν εἰδικῶν ἐπιτροπῶν θὰ ἔχουν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἐλευθέραν εἴσοδον εἰς τὰς διαφόρους ζώνας καὶ θὰ δύνανται ἀκόμη καὶ νὰ διαμείνουν ἐκεῖ μονίμως. Θὰ παρασχεθῇ δὲ εἰς αὐτὰ πᾶσα εὐκολία διὰ τὴν ἄσκησιν τῆς ἐλεγκτικῆς των ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 9.

Ἐν ᾗ περιπτώσει αἱ ἐπιτροπαὶ διαπιστώσουν γεγονότα τὰ ὁποῖα θὰ τοῖς ἐφαίνοντο ἀντίθετα πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης συμφωνίας, θὰ εἰδοποιήσουν πάραυτα τὴν Δύναμιν ἐξ ἧς ἡ ζώνη ἐξαρτᾶται καὶ θὰ παράσχουν εἰς αὐτὴν διορίαν πέντε τὸ πολὺ ἡμερῶν πρὸς διόρθωσιν τῶν κακῶς ἐχόντων. Θὰ εἰδοποιήσουν σχετικῶς καὶ τὴν δύναμιν ἡ ὁποία ἔχει ἀναγνωρίσῃ τὴν ζώνην.

Ἐὰν ἅμα τῇ λήξει τῆς διορίας ἡ Κυβέρνησις ἐξ ἧς ἐξαρτᾶται ἡ ζώνη δὲν ἔχει δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν ἀπευθυνθεῖσαν αὐτῇ εἰδοποίησιν, τὸ ἀντίπαλον Μέρος δύναται νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν δεσμεύεται πλέον ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας ὡς πρὸς τὴν ζώνην ταύτην.

Ἄρθρον 10.

Ἡ ἱδρύσασα μίαν ἢ πλείονας ζώνας ὑγειονομικὰς καὶ ἀσφαλείας καὶ τὰ ἀντίπαλα Μέρη πρὸς τὰ ὁποῖα ἡ ὕπαρξις τῶν ζωνῶν αὐτῶν ἔχει γνωστοποιηθῇ θὰ διορίσουν ἢ θὰ ζητήσουν ἀπὸ τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ἢ ἀπὸ ἄλλας οὐδετέρας Δυνάμεις νὰ διορίσουν ἐκεῖναι τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα νὰ συμμετάσχουν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθροις 8 καὶ 9 εἰδικῶν ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 11.

Αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ γίνουν στόχος ἐπιθέσεως ἀλλὰ θὰ εἶναι πάντοτε ἀντικείμενον προστασίας καὶ σεβασμοῦ διὰ τὰ ἐν συρράξει Μέρη.

Ἄρθρον 12.

Εἰς περίπτωσιν κατοχῆς ἐδάφους τινὸς αἱ ἐν αὐτῷ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας θὰ ἐξακολουθήσουν νὰ τυγχάνουν σεβασμοῦ καὶ νὰ χρησιμοποιοῦνται ὡς τοιαῦται.

Οὐχ' ἧττον ἡ κατέχουσα Δύναμις δύναται νὰ μεταβάλῃ τὸν προορισμόν των ἀφοῦ ἐξασφαλίσῃ τὴν τύχην τῶν ἐν αὐταῖς περιθαλπομένων προσώπων.

Ἄρθρον 13.

Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἔχει ἐπίσης ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τοποθεσιῶν τὰς ὁποίας αἱ Δυνάμεις ἤθελον χρησιμοποιήσῃ διὰ τὸν ἴδιον σκοπὸν εἰς τὸ ὁποῖον ἀποβλέπουν αἱ ζῶναι ὑγειονομικαὶ καὶ ἀσφαλείας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Σχέδιον Κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὰ συλλογικὰβοηθήματα πρὸς ἐγκλείστους πολίτας.

Ἄρθρον 1.

Αἱ ἐπιτροπαὶ ἐγκλείστων θὰ διανέμουν τὰς ἀποστολὰς συλλογικῶν βοηθημάτων διὰ τὰς ὁποίας εἶναι ὑπεύθυνοι εἰς ὅλους τοὺς ἐγκλείστους τοὺς διοικητικῶς ἐξαρτωμένους ἀπὸ τὸν τόπον τοῦ περιορισμοῦ των καθὼς καὶ εἰς τοὺς εὑρισκομένους εἰς νοσοκομεῖα, φυλακὰς ἢ ἄλλα σωφρονιστικὰ ἱδρύματα.

Ἄρθρον 2.

Ἡ διανομὴ τῶν ἀποστολῶν συλλογικῆς βοηθείας θὰ διενεργῆται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας τῶν δωρητῶν καὶ βάσει σχεδίου τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐγκλείστων. Οὐχ' ἧττον ἡ διανομὴ τῶν ἰατρικῶν βοηθημάτων θὰ γίνεται κατὰ προτίμησιν κατόπιν συνεννοήσεως μὲ τοὺς ἀνωτέρους ὑγειονομικοὺς ἀξιωματικούς. Οὗτοι προκειμένου περὶ νοσοκομείων καὶ ἀπομονωτηρίων, δύνανται νὰ παρίδουν τὰς ρηθείσας ὁδηγίας ἐὰν αἱ ἀνάγκαι τῶν ἀσθενῶν των τὸ ἀπαιτοῦν. Ἐντὸς τοῦ οὕτω καθοριζομένου πλαισίου ἡ διανομὴ θὰ διεξάγεται πάντοτε κατὰ τρόπον ἀκριβοδίκαιον.

Ἄρθρον 3.

Ἵνα καταστῇ δυνατὴ ἡ ἐξακρίβωσις τῆς ποιότητος καὶ ποσότητος τῶν παραλαμβανομένων ἐμπορευμάτων καὶ ἡ σύνταξις λεπτομερῶν ἐκθέσεων πρὸς χρῆσιν τῶν δωρητῶν, θὰ ἐπιτραπῇ εἰς τὰ μέλη τῶν Ἐπιτροπῶν ἐγκλείστων νὰ μεταβαίνουν εἰς τοὺς σταθμοὺς καὶ ἄλλους τόπους ἀφίξεως παρακειμένους εἰς τὸν χῶρον περιορισμοῦ ὅπου καταφθάνουν αἱ ἀποστολαὶ συλλογικῶν βοηθημάτων.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς θὰ παρασχεθοῦν αἱ ἀναγκαῖαι εὐκολίαι ἵνα ἐξακριβώσουν ἐὰν ἡ διανομὴ τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων ἐκτελῆται συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας των εἰς ὅλα τὰ τμήματα καὶ παραρτήματα τοῦ χώρου περιορισμοῦ.

Ἄρθρον 5.

Θὰ ἐπιτρέπεται εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς ἐγκλείστων νὰ συμπληροῦν οἱ ἴδιοι καὶ νὰ ἐπιμελοῦνται τήν, ὑπὸ μελῶν τῆς ἐπιτροπῆς ἐγκλείστων εἰς τὰ ἀποσπάσματα ἐργασίας ἢ ὑπὸ τῶν ἀνωτέρων ὑγειονομικῶν ἀξιωματικῶν τῶν ἀπομονωτηρίων καὶ νοσοκομείων συμπλήρωσιν ἐγγράφων ἢ ἐρωτηματολογίων προοριζομένων διὰ τοὺς δωρητὰς καὶ σχετικῶν πρὸς τὰ συλλογικὰ βοηθήματα (διανομή, ἀνάγκαι, ποσότητες κ.λ.π.). Τὰ τοιαῦτα ἔγγραφα καὶ ἐρωτηματολόγια, προσηκόντως συμπεπληρωμένα θὰ διαβιβάζωνται εἰς τοὺς δωρητὰς ἄνευ χρονοτριβῆς.

Ἄρθρον 6.

Πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς διανομῆς τῶν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς ἐγκλείστους τοῦ οἰκείου χώρου περιορισμοῦ καὶ πρὸς ἐνδεχομένην ἀντιμετώπισιν τῶν ἀναγκῶν αἱ ὁποῖαι δυνατὸν νὰ προκύψουν ἐκ τῆς ἀφίξεως νέων ὁμάδων ἐγκλείστων, θὰ ἐπιτρέπεται εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς ἐγκλείστων νὰ σχηματίσουν καὶ διατηρήσουν ἐπαρκῆ ἀποθέματα, συλλογικῶν βοηθημάτων. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ ἔχουν εἰς τὴν διάθεσίν των καταλλήλους ἀποθήκας, ἑκάστη ἀποθήκη θὰ ἔχῃ δύο κλεῖθρα. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐγκλείστων θὰ κρατῇ τὰς κλείδας τοῦ ἑνὸς καὶ ὁ διοικητὴς τοῦ χώρου περιορισμοῦ τὰς κλείδας τοῦ ἑτέρου.

Ἄρθρον 7.

Τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη καὶ εἰδικῶς αἱ κατακρατοῦσαι Δυνάμεις θὰ ἐπιτρέπουν, ἐν ὅλῳ τῷ δυνατῷ μέτρῳ, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν περὶ ἀνεφοδιασμοῦ τοῦ πληθυσμοῦ κανονισμῶν, πᾶσαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀγοραπρὸς διανομὴν συλλογικῶν βοηθημάτων εἰς τοὺς ἐγκλείστους. Θὰ διευκολύνουν ἐπίσης τὰ ἐμβάσματα κεφαλαίων καὶ ἄλλα δημοσιονομικά, τεχνικὰ ἢ διοικητικὰ μέτρα σχετικὰ πρὸς τὰς ἀγοράς.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἀνωτέρω διατάξεις δὲν ἀντιτίθενται εἰς τὸ δικαίωμα τῶν ἐγκλείστων νὰ λαμβάνουν συλλογικὰ βοηθήματα πρὸ τῆς ἀφίξεώς των εἰς τὸν χῶρον περιορισμοῦ ἢ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς των, οὔτε καὶ εἰς τὴν δυνατότητα τὴν ὁποίαν ἔχουν οἱ ἀντιπρόσωποι τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, τῆς Διεθνοῦς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ ἢ οἱασδήποτε ἄλλης ἀνθρωπιστικῆς ὀργανώσεως ἐρχομένης ἀρωγοῦ εἰς τοὺς ἐγκλείστους καὶ ἐπιφορτισμένης τὴν διαβίβασιν τῶν βοηθημάτων τούτων νὰ ἐξασφαλίσουν τὴν πρὸς τοὺς παραλήπτας διανομὴν των δι' ὅλων τῶν μέσων ἄτινα ἤθελον κρίνῃ ἐνδεδειγμένα.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

Δελτάριον Περιορισμοῦ.

ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΚΡΑΤΟΥΜΕΝΩΝ — Ἐλεύθερον ταχ. τελῶν

ΤΑΧΥΔΡΟΜΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

Προσοχή.

1. Ἐμπροσθία ὄψις:

Τὸ δελτάριον τοῦτο δέον ὅπως συμπληρωθῇ ὑπὸ ἑκάστου ἐγκλείστου εὐθὺς ὡς οὗτος περιορισθῇ καὶ ὁσάκις ἡ διεύθυνσις του ἀλλάξῃ κατόπιν μεταφορᾶς του εἰς ἄλλον χῶρον περιορισμοῦ ἢ εἰς Νοσοκομεῖον.

Τὸ δελτάριον τοῦτο εἶναι ἄσχετον τοῦ εἰδικοῦ δελταρίου τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπεται εἰς τὸν ἔγκλειστον ν' ἀποστείλῃ πρὸς τὴν οἰκογένειάν του.

ΚΕΝΤΡΙΚΟΝ ΠΡΑΚΤΟΡΕΙΟΝ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΠΡΟΣΤΑΤΕΥΟΜΕΝΩΝ ΠΡΟΣΩΠΩΝ

ΔΙΕΘΝΗΣ ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΟΥ ΕΡΥΘΡΟΥ ΣΤΑΥΡΟΥ

Γράψατε εὐαναγνώστως μὲ κεφαλαῖα γράμματα. 1. Ἐθνικόπης

2. Ἐπώνυμον — 3. Ὄνομα (πλῆρες) — 4. Ὄνομα πατρὸς

5. Χρονολογία γεννήσεως — 6. Τόπος Γεννήσεως
2. Ὀπισθία πλευρά:
7. Ἐπάγγελμα
8. Διεύθυνσις πρὸ τῆς κρατήσεως
9. Διεύθυνσις οἰκογενείας

10. Περιωρίσθη τὴν .....
Προερχόμενος ἀπὸ (νοσοκομεῖον κλπ.) .....
11. Κατάστασις ὑγείας

12. Παροῦσα Διεύθυνσις
13. Χρονολογία — 14. Ὑπογραφή

Διαγράψατε ὅτι δὲν σᾶς ἀφορᾷ.–Μὴν προσθέσετε ἄλλον τι προσέξατε τὰς ὄπισθεν τοῦ παρόντος ἐξηγήσεις.

(Μέγεθος τοῦ δελταρίου περιορισμοῦ. 10Χ15 ἑκατ. τοῦ μέτρου).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

ΙΙ. Ἐπιστολή

Ὑπηρεσία Πολιτικῶν Κρατουμένων.

Ἐλεύθερον ταχυδρομικῶν τελῶν.

Πρὸς.....
Ὁδὸς καὶ ἀριθμὸς .....
Τόπος προορισμοῦ (μὲ κεφαλαῖα) .....
Ἐπαρχία ἢ Νομαρχία .....
Χώρα (μὲ κεφαλαῖα) .....

Ἀποστολεύς:
Ἐπώνυμον καὶ ὄνομα.
Τόπος καὶ χρονολογία γεννήσεως.
Διεύθυνσις τόπου κρατήσεως.

(Μέγεθος ἐπιστολῆς - 29Χ15 ἑκατοστομέτρων).

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

ΕΠΙΣΤΟΛΙΚΟΝ ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΚΡΑΤΟΥΜΕΝΩΝ — Ἐλεύθερον ταχυδρομικῶν τελῶν

1. Ἐμπροσθία ὄψις:

ΤΑΧΥΔΡ. ΔΕΛΤΑΡΙΟΝ

Πρὸς

Ὁδὸς καὶ ἀριθμὸς
Τόπος προορισμοῦ (μὲ κεφαλαῖα)
Ἐπαρχία ἢ Νομαρχία.
Χῶρα (μὲ κεφαλαῖα)

Ἡμερομηνία :

2. Ὀπισθία ὄψις:

Γράψατε μόνον ἐπὶ τῶν γραμμῶν καὶ πολὺ εὐανάγνωστα

(Διαστάσεις δελταρίου: 10Χ15 ἑκατοστόμετρα).

ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Γενόμεναι ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς ὑπογραφῆς τῶν Συμβάσεων τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949

«περὶ προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου»

ΛΑΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΑΛΒΑΝΙΑΣ

Ὁ κ. ΜΑΛΟ, πρῶτος γραμματεὺς τῆς ἐν Παρισίοις Ἀλβανικῆς Πρεσβείας :

1) Σύμβασις διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θὰ ἀναγνωρίσῃ αἴτησιν προερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἢ οὐδέτερον Κράτος, περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

2) Σύμβασις περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἴτησιν προερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἢ οὐδέτερον Κράτος περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

3) Σύμβασις περὶ τῆς μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἴτησιν, προερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἢ οὐδέτερον Κράτος περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θεωρεῖ ὅτι ἐν περιπτώσει αἰχμάλωτοι πολέμου παραδοθοῦν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως εἰς ἄλλην Δύναμιν ἡ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τούτους θὰ ἐξακολουθῇ πάντοτε νὰ βαρύνῃ τὴν δύναμιν ἡ ὁποία τοὺς ἠχμαλώτησε».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θεωρεῖ ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα κατὰ τὴν νομοθεσίαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης, διὰ ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος δέον νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως μὲ πρόσωπα καταδικασθέντα εἰς τὴν ἐν λόγῳ χώραν. Ἡ Ἀλβανία συνεπῶς δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 85 εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὴν παροῦσαν ἐπιφύλαξιν κατηγορίαν προσώπων».

4) Σύμβασις περὶ προστασίας πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11. «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ἀλβανίας θ' ἀναγνωρίσῃ αἴτησιν προερχομένην ἀπὸ κατακρατοῦσαν Δύναμιν καὶ ἀπευθυνομένην πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἢ οὐδετέρου χώραν περὶ ὑποκαταστάσεως τῆς προστάτιδος δυνάμεως ὡς κανονικὴν μόνον ἐν περιπτώσει συγκαταθέσεως τῆς Δυνάμεως τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία θεωρεῖ ὅτι εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν προστατευόμενα πρόσωπα παραδοθοῦν εἰς ἄλλην Δύναμιν ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἡ εὐθύνη τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ προστατευόμενα αὐτὰ πρόσωπα θὰ ἐξακολουθῇ νὰ βαρύνῃ τὴν κατακρατοῦσαν Δύναμιν».

ΑΡΓΕΝΤΙΝΗ

«Ὁ κ. ΣΠΕΡΟΝΙ, πρῶτος γραμματεὺς τῆς ἐν Βέρνῃ Ἀργεντινῆς Πρεσβείας διετύπωσε τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τῶν τεσσάρων Συμβάσεων τῆς Γενεύης.

«Ἡ Ἀργεντινὴ κυβέρνησις παρηκολούθησε τὰς ἐργασίας τῆς διασκέψεως μετὰ ἐνδιαφέροντος καὶ ἡ Ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεία εὐχαρίστως ἔλαβεν μέρος εἰς αὐτάς. Τὸ ἔργον ὑπῆρξεν δυσχερὲς ἀλλὰ ὡς εἶπε καὶ ὁ Πρόεδρος ἡμῶν κατὰ τὴν τελευταίαν συνεδρίασιν, ἐπετύχαμεν τοῦ σκοποῦ μας.

«Ἡ Ἀργεντινή, κύριοι, ἔλαβε πάντοτε θέσιν πλέον προκεχωρημένην πολλῶν ἄλλων ἐθνῶν ἐπὶ τῶν θεμάτων περὶ ὧν περιεστράφησαν αἱ συζητήσεις μας. Θὰ ὑπογράψω συνεπῶς τὰς τέσσαρας Συμβάσεις ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς μου, καὶ Ad Referendum μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι τὸ ἄρθρον 3 κοινὸν εἰς τὰς τέσσαρας συμβάσεις θὰ εἶναι τὸ μόνον ἄρθρον, ἀποκλειομένου παντὸς ἄλλου τὸ ὁποῖον θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς περίπτωσιν ἐνόπλου συρράξεως οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος. Θὰ ὑπογράψω ὡσαύτως τὴν σύμβασιν περὶ προστασίας πολιτῶν μὲ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 68».

ΣΟΒΙΕΤΙΚΗ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΛΕΥΚΟΡΩΣΙΑΣ

Ὁ κ. Κουτέϊνικωφ ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας.

1. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας διατυποῖ τὴν ἀκόλουθον ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἵνα ἀναλάβουν τὸ ἔργον προστατίδων Δυνάμεων εἰ μὴ μόνον ἐὰν συναινέσῃ ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

2. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας διατυποῖ τὴν ἀκόλουθον ἐπιφύλαξιν.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν ἵνα ἀναλάβῃ τὸ ἔργον προστάτιδος Δυνάμεως εἰ μὴ μόνον ἐὰν συναινέσῃ ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

3. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως περὶ τὴν μεταχείρισιν τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας διατυποῖ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους τὰς αἰτήσεις τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὴν ὀργάνωσιν, ὅπως ἀναλάβῃ τὸ ἔργον Προστάτιδος Δυνάμεως εἰμὴ ἐὰν μόνον συναινέσῃ ἡ Δύναμις τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θεωρεῖ ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν κατακρατούσης Δυνάμεως ἡ ὁποία μετέφερεν αἰχμαλώτους πολέμου, εἰς ἄλλην δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως ἐπὶ τῶν αἰχμαλώτων πολέμου

καθ' ὅ διάστημα ἐχει ἐμπιστευθῆ αὐτούς εἰς Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85. «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς ὑποχρεώσεως τῆς προκυπτούσης ἐκ τοῦ ἄρθρου 85 περὶ ἐπεκτάσεως τῆς ἐφαρμογῆς τῆς συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας κατὰ τοὺς νόμους τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐπικρατησάσας κατὰ τὴν δίκην τῆς Νυρεμβέργης ἀρχάς, δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος, δεδομένου ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα πρέπει νὰ ὑπόκεινται εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν τῇ ἐν λόγῳ χώρᾳ καθεστὸς διὰ τὰ πρόσωπα τὰ ἐκτίοντα τὰς ποινάς των.

4. Κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς σχετικῆς μὲ τὴν προστασίαν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας θεωρεῖ ἐπάναγκες νὰ δηλώσῃ τὰ ἑξῆς :

«Καίτοι ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν καλύπτει τὸν πολιτικὸν πληθυσμὸν πέραν τῶν κατεχομένων ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ ἐδαφῶν καὶ δὲν ἀνταποκρίνεται, συνεπῶς, πλήρως πρὸς τὰς ἀνάγκας τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοσιαλιστικῆς Σοβιετικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας, ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ εἰρημένη σύμβασις περιέχει ἀξιοσημείωτον προσπάθειαν διὰ τὴν προστασίαν τοῦ πολιτικοῦ πληθυσμοῦ, εἰς κατεχόμενα ἐδάφη, καὶ εἰς ὡρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Λευκορωσίας νὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μετὰ τῶν ἀκολούθων ἐπιφυλάξεων :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ τὸ κῦρος αἰτήσεων τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὴν τινὰ ὀργάνωσιν, ἵνα ἀναλάβουν τὸ ἔργον προστάτιδος Δυνάμεως, ἐκτὸς ἐὰν συναινέσῃ ἡ χώρα τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἡ ὁποία ἔχει παραδώσῃ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταφερθέντα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εὑρίσκονται ὑπὸ τὴν ἐπιτήρησιν τῆς Δυνάμεως ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΒΡΑΖΙΛΙΑ

Ὁ κ. ΠΙΝΤΟ ΝΤΑ ΣΙΛΒΑ, Γενικὸς Πρόξενος τῆς Βραζιλίας ἐν Γενεύῃ, διατυποῖ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ τῆς προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

«Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν τὴν σχετικὴν μὲ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Βραζιλία ὀφείλει νὰ διατυπώσῃ δύο ρητὰς ἐπιφυλάξεις, ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 44, διότι ἐνδέχεται νὰ παραβλάψῃ τὴν ἐνέργειαν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, καὶ ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 46, διότι τὸ περιεχόμενον τοῦ ἐδαφίου 2 τοῦ ἄρθρου αὐτοῦ ἐξέρχεται τῶν ὁρίων τῆς Συμβάσεως, τῆς ὁποίας κύριος καὶ εἰδικὸς ἀντικειμενικὸς σκοπὸς εἶναι ἡ προστασία τῶν προσώπων καὶ οὐχὶ τῆς ἰδιοκτησίας των».

ΛΑΪΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΒΟΥΛΓΑΡΙΑΣ

Ὁ κ. ΚΩΣΤΑ Β. ΣΒΕΤΑΩΦ, Πρέσβυς τῆς Βουλγαρίας ἐν Ἑλβετίᾳ, ποιεῖται τὴν κάτωθι δήλωσιν :

«Ὡς ἀντιπρόσωπος τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ἔχω τὸ εὐχάριστον καθῆκον νὰ ἐκφράσω ἐδῶ τὴν ἱκανοποίησίν μου διότι ἠδυνήθην νὰ συμμετάσχω εἰς τὴν διατύπωσιν ἀνθρωπιστικῆς πράξεως μεγίστης διεθνοῦς σημασίας, τῶν συμβάσεων διὰ τὴν προστασίαν ὅλων τῶν θυμάτων πολέμου.

«Οὐχ' ἧττον, ἐκφράζω τὴν εὐχὴν ὅπως ἡ ἐφαρμογὴ των μὴ καταστῇ ἀναγκαία, δηλαδὴ ὅπως ὅλοι ἡμεῖς ἀναπτύξωμεν ἁπάσας τὰς προσπαθείας μας διὰ νὰ ἐμποδίσωμεν ἕνα νέον πόλεμον, ὥστε νὰ μὴν χρειασθῇ νὰ παρέχωμεν κατόπιν βοήθειαν εἰς τὰ θύματά του, βάσει τῶν κανόνων τῆς Συμβάσεως.

«Ὀφείλω νὰ ἐκφράσω πρωτίστως τὴν βαθεῖαν λύπην τῆς Κυβερνήσεως μου διὰ τὴν μὴ ἀποδοχὴν ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῆς διπλωματικῆς διασκέψεως, τῆς προτάσεως τῆς Σοβιετικῆς Ἑνώσεως τῆς ἀφορώσης τὴν ἄνευ ὅρων ἀπαγόρευσιν τῶν ἀτομικῶν καὶ ἄλλων ὅπλων μαζικῆς ἐξοντώσεως πληθυσμῶν».

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, ὑπογράφουσα τὰς συμβάσεις, διατυποῖ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις, αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος αὐτῶν.

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας, διατυποῖ τὰς ἀκολούθους ἐπιφυλάξεις, ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως, ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11.

«Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονὸς ὅτι, Δύναμις κατακρατοῦσα πολίτας ἐν καιρῷ πολέμου θὰ ἀπευθυνθῇ πρὸς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα τοῖς ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των, ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆςΒουλγαρίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ Δύναμιν κατακρατοῦσαν πολίτας ἐν καιρῷ πολέμου, ἥτις παρέδωσε τοὺς πολίτας ταύτης εἰς ἑτέραν τινὰ Δύναμιν δεχθεῖσαν νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ, ὡς ἀπηλλαγμένην τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς εἰς τὰ ἐν λόγῳ πρόσωπα τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως καθ' ὃ χρονικὸν διάστημα κατακρατοῦνται ταῦτα ὑπὸ τῆς ἄλλης Δυνάμεως».

2. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Συνθήκην, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας διατυποῖ τὴν κάτωθι ἐπιφύλαξιν, ἥτις ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον τμῆμα τῆς Συνθήκης :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονὸς ὅτι Δύναμις κατακρατοῦσα τραυματίας, ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς ἢ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων ἀπευθύνεται πρὸς οὐδετέραν δύναμιν ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμόν, μὲ σκοπὸν νὰ τῷ ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των, ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Κράτους οὗτινος εἶναι ὑπήκοος».

3. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου τῆς 12ης Αὐγούστου 1949.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἀποτελοῦν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονὸς ὅτι Δύναμις κατακρατοῦσα αἰχμαλώτους πολέμου ἀπευθύνεται εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ εἰς ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα τῷ ἐμπιστευθῇ τὴν προστασίαν των ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς χώρας τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι.»

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12: «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θὰ θεωρήσῃ Δύναμιν κατακρατοῦσαν αἰχμαλώτους

πολέμου ἤτις παρέδωκεν αὐτούς εἰς ἑτέραν Δύναμιν δεχθεῖσαν νὰ τούς φιλοξενήσῃ, ὡς ἀπηλλαγμένην τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς εἰς τὰ ἐν λόγῳ πρόσωπα τῆς Συμβάσεως, καθ' ὃ χρονικὸν διάστημα κατακρατοῦνται ταῦτα ὑπὸ τῆς ἄλλης Δυνάμεως».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν ὑπόχρεον νὰ ἐφαρμόσῃ κατ' ἐπέκτασιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 85 εἰς αἰχμαλώτους πολέμου, καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης διὰ ἐγκλήματα πολέμου ἢ ἐγκλήματα κατὰ τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, διαπραχθέντα πρὶν ἢ συλληφθοῦν αἰχμάλωτοι, καθ' ὅσον οἱ κατάδικοι οὗτοι πρέπει νὰ ὑποβληθοῦν εἰς τοὺς κανονισμοὺς τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν πρόκειται νὰ ἐκτίσουν τὴν ποινήν των».

4. Σύμβασις τῆς Γενεύης τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Βουλγαρίας διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν ἥτις ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Βουλγαρίας δὲν θ'ἀναγνωρίσῃ ὡς ἔγκυρον τὸ γεγονὸς ὅτι Δύναμις κατακρατοῦσα τραυματίας, αἰχμαλώτους ἢ ὑγειονομικὸν προσωπικὸν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων ἀπευθύνεται εἰς οὐδετέραν Δύναμιν ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα τῷ ἀναθέσῃ τὴν προστασίαν των ἄνευ τῆς συγκαταθέσεως τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ πρόσωπα ταῦτα εἶναι ὑπήκοοι».

ΚΑΝΑΔΑΣ

Ὁ κ. ΟΥΕΡΣΩΦ, Σύμβουλος, Πρεσβείας ὑπηρετῶν παρὰ τῇ Ὑπάτῃ Ἁρμοστείᾳ τοῦ Καναδᾶ ἐν Λονδίνῳ, διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν ἐν σχέσει πρὸς τὴν προστασίαν τῶν ἰδιωτῶν ἐν καιρῷ πολέμου :

«Ὁ Καναδᾶς ἐπιφυλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν θανατικὴν ποινήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ δευτέρου ἐδαφίου τοῦ ἄρθρου 68, ἀσχέτως τοῦ γεγονότος ὅτι αἱ μνημονευόμεναι εἰς τὸ κείμενον τοῦτο παραβάσεις δύνανται ἢ μὴ νὰ τιμωρηθοῦν διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς συμφώνως πρὸς τὸν νόμον τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἡ κατοχή».

ΙΣΠΑΝΙΑ

Ὁ κ ΚΑΛΤΕΡΟΝ Υ ΜΑΡΤΙΝ, Πρεσβευτὴς τῆς Ἱσπανίας ἐν Ἑλβετίᾳ, διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου. Τὸ κείμενον τῆς ἀνωτέρω ἐπιφυλάξεως κατετέθη εἰς τὴν Ἱσπανικήν, τὴν Γαλλικὴν καὶ τὴν Ἀγγλικήν :

«Εἰς ζητήματα ἐγγυήσεως διαδικασίας ὡς καὶ ποινικῶν καὶ πειθαρχικῶν κυρώσεων, ἡ Ἱσπανία θὰ παρέχει εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου τὴν αὐτὴν μεταχείρισιν ἣν προβλέπει ἡ νομοθεσία της προκειμένου περὶ τῶν ἰδίων της ἐνόπλων δυνάμεων».

Διὰ τῶν λέξεων «ἐν ἰσχύι διεθνὲς δίκαιον» (ἄρθρον 99) ἡ Ἱσπανία ἐννοεῖ ν' ἀποδεχθῇ μόνον διατάξεις δικαίου ἐχούσας συμβατικὴν πηγὴν ἢ ἐκείνας ἅς θὰ ἔχουν προηγουμένως ἐπεξεργασθῇ ὀργανισμοὶ εἰς τοὺς ὁποίους ἡ ἰδία συμμετέχει.

ΗΝΩΜΕΝΑΙ ΠΟΛΙΤΕΙΑΙ ΑΜΕΡΙΚΗΣ

Ὁ κ. ΒΙΝΣΕΝΤ, Πρεσβευτὴς τῶν Η.Π.Α. ἐν Ἑλβετίᾳ προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, τῆς 12ης Αὐγούστου 1949 :

«Ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ἐγκρίνει πλήρως τοὺς σκοποὺς οὓς ἐπιδιώκει ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης σχετικῶς μὲ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

«Ἔλαβον ὁδηγίαν ἀπὸ τὴν Κυβέρνησίν μου νὰ ὑπογράψω τὴν Σύμβασιν ταύτην μὲ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν ἀναφορικῶς πρὸς τὸ ἄρθρον 68 :»

«Αἱ Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, ἐπιφυλάσσουν ἑαυτοῖς τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσουν τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 68, παράγραφος 2, ἀσχέτως πρὸς τὸ γεγονὸς ὅτι αἱ ἀναφερόμεναι παραβάσεις καταδικάζονται ἢ μὴ διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς συμφώνως πρὸς τὸν νόμον τοῦ κατεχομένου ἐδάφους καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἡ κατοχή».

Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Οὐγγαρίας

Ἡ Κα ΚΑΡΑ διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

«Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας,, ἐπεφυλάχθη, κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 11ης Αὐγούστου 1949, τῆς διπλωματικῆς Διασκέψεως, τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς ρητὰς ἐπιφυλάξεις κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν συμβάσεων ἀφ' οὗ τὰς ἐξετάσῃ. Παρετήρησε, διαρκοῦντος τοῦ ἐκφωνηθέντος, κατὰ τὴν συνεδρίασιν ἐκείνην λόγου της, ὅτι δὲν ἦτο σύμφωνος μὲ ὅλας τὰς διατάξεις τῶν Συμβάσεων τούτων. Κατόπιν ἐπισταμένης ἐξετάσεως τῶν κειμένων τῆς Συμβάσεως, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἀπεφάσισε νὰ ὑπογράψῃ τὰς Συμβάσεις παρὰ τὰς καταφανεῖς ἀνεπαρκείας των διότι εἶναι τῆς γνώμης ὅτι αἱ Συμβάσεις ἀποτελοῦν πρόοδον ἐν συγκρίσει μὲ τὴν σημερινὴν κατάστασιν τόσον ἀπὸ ἀπόψεως ἐφαρμογῆς ἀνθρωπιστικῶν ἀρχῶν ὅσον καὶ ἀπὸ ἀπόψεως προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου.».

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ὑποχρεοῦται νὰ διαπιστώσῃ ὅτι τὰ πραγματικὰ ἀποτελέσματα τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως ἥτις ἔληξε τὴν 12ην Αὐγούστου δὲν ἀνταποκρίνονται πρὸς τὰς ἐλπίδας της, δεδομένου ὅτι ἡ πλειοψηφία τῶν μελῶν τῆς Συνδιασκέψεως δὲν ἐνέκρινε τὰ σχέδια τῆς σοβιετικῆς ἀντιπροσωπείας ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀτομικὸν ὅπλον καὶ τὰ ἄλλα μέσα μαζικῆς ἐξοντώσεως τῶν πληθυσμῶν».

«Ἡ Ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας, ἐσημείωσε μετὰ λύπης τὴν ἄποψιν ταύτην τῆς πλειοψηφίας τῆς Συνδιασκέψεως ἥτις εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν ἐπιθυμίαν τῶν λαῶν τῶν ἐμπλακέντων εἰς τὸν ἀγῶνα ὑπὲρ τῆς εἰρήνης καὶ τῆς ἐλευθερίας των. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας εἶναι πεπεισμένη ὅτι ἡ ἀποδοχὴ τῶν σοβιετικῶν προτάσεων θ' ἀπετέλει τὸ ἀποτελεσματικώτερον μέτρον προστασίας τῶν θυμάτων πολέμου Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἐπιθυμεῖ ἰδιαιτέρως νὰ καταδείξῃ τὰς οὐσιωδεστέρας ἐλλείψεις τῆς Συμβάσεως σχετικῶς μὲ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου. ἐλλείψεις ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπέστησε, διαρκουσῶν τῶν συνεδριάσεων, τὴν προσοχὴν τῶν Κρατῶν ἅτινα συμμετεῖχον εἰς τὴν Συνδιάσκεψιν. Πρόκειται ἰδιαιτέρως διὰ τὸ ἄρθρον 4 τῆς Συμβάσεως δυνάμει τοῦ ὁποίου αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν δὲν ἐπεκτείνονται εἰς πρόσωπα τινά, διότι τὸ Κράτος τοῦ ὁποίου εἶναι ὑπήκοοι δὲν προσεχώρησεν εἰς τὴν Σύμβασιν. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας, θεωρεῖ ὅτι αἱ διατάξεις αὗται εἶναι ἀντίθετοι πρὸς τὰς ἀνθρωπιστικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας θέλει νὰ ἐξασφαλίσῃ ἡ Σύμβασις.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἔχει ἐπίσης σοβαρὰς ἀντιρρήσεις ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ἐν λόγῳ συμβάσεως. δυνάμει τοῦ ὁποίου δεδικαιολογημένη ὑποψία περὶ δράσεως ἐπιζημίας διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἀρκεῖ ἤδη ἵνα στερήσῃ τὰ προστατευόμενα

πρόσωπα τῆς ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ἐξασφαλιζομένης προστασίας. Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἡ διάταξις αὕτη καθιστᾶ ἐκ τῶν προτέρων ἀπατηλὴν τὴν ἐφαρμογὴν τῶν βασικῶν ἀρχῶν τῆς Συμβάσεως.

Αἱ ρηταὶ ἐπιφυλάξεις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας σχετικῶς μὲ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως, εἶναι αἱ ἀκόλουθοι :

1. «Κατὰ τὴν γνώμην τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας, αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 10 τῶν Συμβάσεων «τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν», «θαλάσσης» καὶ «αἰχμαλώτων πολέμου» ὡς καὶ τὸ ἄρθρον 11 τῆς Συμβάσεως περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν, αἱ ἀφορῶσαι τὴν ἀντικατάστασιν τῆς προστάτιδος Δυνάμεως, δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Κυβέρνησις τοῦ Κράτους τοῦ ὁποίου ὑπήκοοι εἶναι τὰ προστατευόμενα πρόσωπα δὲν ὑφίστανται πλέον·

2. «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας δὲν δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 11 τῶν Συμβάσεων «τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν», «θαλάσσης» καὶ «αἰχμαλώτων πολέμου» καὶ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς Συμβάσεως περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ὁποίας ἡ ἁρμοδιότης τῆς προστάτιδος Δυνάμεως ἐπεκτείνεται καὶ εἰς τὴν ἑρμηνείαν τῶν Συμβάσεων·

3. «Ὡς πρὸς τὸ ἄρθρον 12 τῆς Συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἐπιμένει ἐπὶ τῆς ἀπόψεώς της κατὰ τὴν ὁποίαν ἐν περιπτώσει παραδόσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑπὸ μιᾶς Δυνάμεως εἰς ἄλλην, ἡ εὐθύνη διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν Συμβάσεων βαρύνει τὰς δύο ταύτας Δυνάμεις·

4. «Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας ἐπαναλαμβάνει τὴν διαμαρτυρίαν ἣν ἤγειρε κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῶν σχετικῶν μὲ τὸ ἄρθρον 85 τῆς Συμβάσεως περὶ αἰχμαλώτων πολέμου καὶ ἐπιμένει ὅτι οὗτοι δικαζόμενοι δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ δι' ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς Νυρεμβέργης, δέον νὰ τύχουν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως ὡς καὶ οἱ ἐγκληματίαι οἱ καταδικασθέντες δι' ἄλλα ἐγκλήματα·

5. «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐγγαρίας διατηρεῖ τελικῶς τὴν ἐκφρασθεῖσαν ἄποψίν της, σχετικῶς μὲ τὸ ἄρθρον 45 τῆς Συμβάσεως τῆς ἀφορώσης τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν, συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν, ἐν περιπτώσει μεταβιβάσεως τῶν προστατευομένων προσώπων ἀπὸ μιᾶς Δυνάμεως εἰς τὴν ἄλλην, ἡ εὐθύνη διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ὀφείλει νὰ ἐπιβαρύνῃ τὰς δύο ταύτας Δυνάμεις».

ΙΣΡΑΗΛ

Ὁ Κύριος ΚΑΧΑΝΥ, ἀντιπρόσωπος τοῦ Ἰσραὴλ παρὰ τῷ εὐρωπαϊκῷ Γραφείῳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῇ Διεθνεῖ Ἐπιτροπῇ τοῦ Ἐρυθροῦ Σταυροῦ, προβαίνει εἰς τὴν κάτωθι δήλωσιν :

«Συμφώνως πρὸς τὰς ὁδηγίας ἃς ἔλαβον παρὰ τῆς Κυβερνήσεώς μου, θὰ ὑπογράψω τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἄνευ οὐδεμιᾶς ἐπιφυλάξεως. Ἀλλὰ δι' ἑκάστην τῶν τριῶν ἄλλων Συμβάσεων ἡ ὑπογραφή μας θὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἑξῆς ἐπιφυλάξεων :

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν αἰχμαλώτων καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων.

«Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαραβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῆς Συμβάσεως, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ὡς διακριτικὸν ἔμβλημα καὶ σῆμα τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῶν ἐνόπλων του δυνάμεων».

2. «Σύμβασις τῆς Γενεύης διὰ τὴν βελτίωσιν τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων.

«Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαραβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῆς Συνθήκης, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ἐπὶ τῶν σημαιῶν, τῶν περιβραχιονίων, ὡς καὶ ἐφ' ὁλοκλήρου τοῦ ὑλικοῦ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας (περιλαμβανομένων καὶ τῶν νοσοκομειακῶν σκαφῶν)».

3. Ἡ Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

«Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι, καίτοι σεβόμενον τὸ ἀπαραβίαστον τῶν διακριτικῶν ἐμβλημάτων καὶ σημάτων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 38 τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων τῆς 12ης Αὐγούστου 1949, τὸ Ἰσραὴλ θὰ χρησιμοποιήσῃ τὴν Ἐρυθρὰν Ἀσπίδα τοῦ Δαυὶδ ὡς διακριτικὸν ἔμβλημα καὶ σῆμα προβλεπόμενον εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην.»

ΙΤΑΛΙΑ

Ὁ Κύριος ΛΟΥΡΙΤΙ, Πρέσβυς τῆς Ἰταλίας, προβαίνει εἰς τὰς ἑξῆς δηλώσεις ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου καὶ τὰς Ἀποφάσεις ὑπ' ἀριθ. 6, 7 καὶ 9 τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης :

1. Σύμβασις τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

«Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις δηλοῖ ὅτι ἔχει ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὸ τελευταῖον ἐδάφιον τοῦ ἄρθρου 66 τῆς Συμβάσεως περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου.

2. Ἀπόφασις Νο 6 τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης.

«Ἐπειδὴ ἡ Συνδιάσκεψις ἐξέφρασε τὴν ἐπιθυμίαν «ὅπως τὰ Ὑψηλὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ἀναθέσουν εἰς τὸ προσεχὲς μέλλον εἰς Ἐπιτροπὴν Ἐμπειρογνωμόνων τὴν φροντίδα νὰ ἐξετάσῃ τὴν τεχνικὴν βελτίωσιν τῶν συγχρόνων μέσων ἐπικοινωνίας μεταξὺ ἀφ' ἑνὸς τῶν νοσοκομειακῶν πλοίων καὶ ἀφ' ἑτέρου τῶν πολεμικῶν πλοίων, σκαφῶν καὶ στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν, ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἐκφράζει τὴν ἐλπίδα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Ἐπιτροπὴ Ἐμπειρογνωμόνων θὰ συγκληθῇ, εἰ δυνατόν, κατὰ τοὺς προσεχεῖς μῆνας διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν διεθνοῦς κώδικος κανονίζοντος κατὰ τρόπον ἀκριβῆ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ἀνωτέρω μέσων.

Αἱ Ἰταλικαὶ ἔνοπλοι δυνάμεις ἀνέλαβον ἤδη τὴν ἐπισταμένην μελέτην τοῦ ζητήματος τούτου καὶ θὰ ἦσαν ἕτοιμοι νὰ παρουσιάσουν, ἂν παραστῇ ἀνάγκη, συγκεκριμένας τεχνικὰς προτάσεις αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ χρησιμοποιηθοῦν ὡς βάσις συζητήσεως».

3. Ὑπ' ἀριθ. 7 Ἀπόφασις τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως.

«Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι ἑτοίμη νὰ λάβῃ ὅλα τὰ χρήσιμα μέτρα ἵνα τὰ νοσοκομειακὰ πλοῖα ἐκπέμπουν ἀνὰ συχνὰ καὶ κανονικὰ διαστήματα ὅλας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μὲ τὴν θέσιν των, τὴν κατεύθυνσίν των καὶ τὴν ταχύτητά των.

4. Ὑπ' ἀριθ. 9 Ἀπόφασις τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως.

«Ὅσον ἀφορᾷ τὴν δευτέραν παράγραφον τῆς ὑπ' ἀριθ. 9 Ἀποφάσεως ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι αἱ ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνίας τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὀφείλουν νὰ συνεργασθοῦν ἵνα δημιουργήσουν σύστημα συγκεντρώσεως τηλεγραφημάτων τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὥστε νὰ διευκολυνθῇ ἡ διαβίβασις κρυπτογραφημένων σημάτων πρὸς ἀποφυγὴν λαθῶν καὶ διπλῶν διεθνῶν διαβιβάσεων συνεπαγομένων αὔξησιν τοῦ

ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΝ

Ὁ Κύριος ΣΤΟΥΡΝ, Ἐπιτετραμμένος τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, ἐν Ἑλβετίᾳ, δεόντως ἐξουσιοδοτούμενος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως του, ὑπέγραψε σήμερον τὴν 8ην Δεκεμβρίου 1949, τὴν καταρτισθεῖσαν ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν :

«Ὅτι ὁ ὑπάρχων ἐθνικὸς νόμος θὰ ἐξακολουθήσῃ ἰσχύων ὡς πρὸς τὰς ὑπὸ διεκπεραίωσιν διαδικασίας».

ΝΕΑ—ΖΗΛΑΝΔΙΑ

Ὁ Κύριος Ροβέρτος ΛΑΙΚΙΓΚ, Σύμβουλος παρὰ τῇ Πρεσβείᾳ τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐν Οὐασιγκτῶνι, προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν :

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐπιθυμεῖ ὅπως δηλώσω, ἅμα τῇ ὑπογραφῇ τῶν τεσσάρων Συμβάσεων τῶν καταρτισθεισῶν ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως τῆς Γενεύης τοῦ 1949, ὅτι ἐπειδὴ δὲν εἶχε ἀρκετὸν χρόνον ἵνα ἐξετάσῃ τὰς διατυπωθείσας ὑπὸ ἄλλων Κρατῶν ἐπιφυλάξεις, ἐπιφυλάσσει πρὸς τὸ παρὸν τὰς ἀπόψεις της ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐν λόγῳ ἐπιφυλάξεις.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Νέας Ζηλανδίας ἐπιθυμεῖ ὅπως ἅμα τῇ ὑπογραφῇ τῆς Συμβάσεως, περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, προβῶ εἰς τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

1. «Ἡ νέα Ζηλανδία ἐπιφυλλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιβάλῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 68, παράγραφος δευτέρα, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἱ ἐν αὐτῷ ἀναφερόμεναι παραβάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ μὴ διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ κατεχομένου, ἐδάφους, καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἡ κατοχή.

2. «Δεδομένου ὅτι ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἀφ' οὗ ἐνέκρινε τὰς τεθείσας ὑπὸ τοῦ χάρτου καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δικαστηρίου τῆς Νυρεμβέργης ἀρχάς, ἀνέθεσεν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Διεθνοῦς Δικαίου νὰ συμπεριλάβῃ τὰς ἀρχὰς ταύτας εἰς γενικὸν κώδικα τῶν παραβάσεων κατὰ τῆς εἰρήνης καὶ τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπότητος, ἡ Νέα Ζηλανδία ἐπιφυλάσσει ἑαυτῇ, τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν τιμωρίαν τοιούτων παραβάσεων, παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 70, παράγραφος πρώτη».

ΚΑΤΩ—ΧΩΡΑΙ

Ὁ Κύριος ΜΠΟΣ, Ἱππότης ΝΤΕ ΡΟΖΕΝΤΑΛ, Πρεσβευτὴς τῶν Κάτω —Χωρῶν ἐν Ἑλβετίᾳ, δηλοῖ τὰ ἑξῆς :

«Ἡ Κυβέρνησίς μου, μοὶ παρέσχε ὁδηγίαν νὰ ὑπογράψω τὰς τέσσαρας Συμβάσεις τὰς καταρτισθείσας ὑπὸ τῆς διπλωματικῆς Συνδιασκέψεως ἥτις συνῆλθε εἰς τὴν Γενεύην ἀπὸ 21ης Ἀπριλίου μέχρι 12ης Αὐγούστου 1949. Ἡ Κυβέρνησίς μου ἐπιθυμεῖ οὐχ ἧττον νὰ διατυπώσῃ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω—Χωρῶν ἐπιφυλάσσει ἑαυτῷ τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 68 παράγραφος 2, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἱ ἀναφερόμεναι ἐν αὐτῷ παραβάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ ὄχι διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ ἐδάφους τοῦ καταληφθέντος καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἡ κατοχή.

ΠΟΛΩΝΙΑ

Ὁ Κύριος ΠΣΥΜΠΟΣ, Πρεσβευτὴς τῆς Πολωνίας ἐν Ἑλβετίᾳ διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὰς τέσσαρας Συμβάσεις τῆς Γενεύης :

1. «Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν ἀσθενῶν καὶ τραυματιῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν μὲ ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος, ἢ διεθνὴς ὀργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

2. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν ἐν θαλάσσῃ ἐνόπλων δυνάμεων δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, μὲ ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνὴς ὀργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας ἀσθενεῖς καὶ ναυτικούς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

3. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ τῆς μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ὑπὸ ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄρθρα της 10, 12 καὶ 85.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 10 ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνὴς Ὀργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου ἐφ' ὅσον ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 12 ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν Δυνάμεως ἥτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν αἰχμαλώτων πολέμου ἀπὸ τῆς εὐθύνης της διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι θὰ ἔχουν περιέλθη εἰς τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 85, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν συνέχισιν τῆς ὑπαγωγῆς ὑπὸ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως αἰχμαλώτων πολέμου καταδικασθέντων δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῶν εἰς τὴν δίκην τῆς Νυρεμβέργης ἀναπτυχθεισῶν ἀρχῶν δεδομένου ὅτι οἱ καταδικασθέντες διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα αἰχμάλωτοι πολέμου δέον νὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς ἐν ἰσχύι ἐν τῇ ἐνδιαφερομένῃ χώρᾳ κανονισμοὺς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν.

4. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ τῆς προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ὑπὸ ἐπιφύλαξιν τῶν ἄρθρων αὐτῆς 11 καὶ 45.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 11, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆ Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρα-

τούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὸ ν' ἀναλάβῃ οὐδέτερον Κράτος ἢ διεθνὴς ὀργανισμὸς ἢ ἀνθρωπιστικὸς ὀργανισμὸς τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς Προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Πολωνικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν Δυνάμεως ἥτις προβαίνει εἰς παράδοσιν προστατευομένων προσώπων, ἀπὸ τῆς εὐθύνης ὅπως ἐφαρμόσῃ τὴν Σύμβασιν ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον κατ' ὃν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα θὰ ἔχουν περιέλθῃ εἰς τὴν δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΠΟΡΤΟΓΑΛΛΙΑ

Ὁ Κύριος ΓΚΟΝΣΑΛΟ ΚΑΑΝΤΕΙΡΑ ΚΟΕΛΟ, Ἐπιτετραμμένος τῆς Πορτογαλίας ἐν Ἑλβετίᾳ, διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

α') Ἄρθρον 3, κοινὸν καὶ τὰς τέσσαρας Συμβάσεις «Δεδομένου ὅτι δὲν καθωρίσθη ἐπακριβῶς τὶ δέον νὰ κληθῇ σύρραξις οὐχὶ διεθνοῦς χαρακτῆρος καὶ δεδομένου ὅτι ἐν ᾗ περιπτώσει ὁ ὁρισμὸς οὗτος ἀναφέρεται μόνον εἰς τὸν ἐμφύλιον πόλεμον, δὲν καθορίζεται σαφῶς πότε ἕνοπλος ἀνταρσία ἐσωτερικῆς φύσεως πρέπει νὰ θεωρῆται ὡς τοιοῦτος, ἡ Πορτογαλία ἐπιφυλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἐφαρμόσῃ εἰς ὅλα τὰ ὑπὸ τὴν κυριαρχίαν της ἐδάφη εἰς οἱονδήποτε μέρος τοῦ κόσμου, τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 εἰς ὅ,τι δύναται ν' ἀντιτίθεται πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πορτογαλικοῦ Νόμου.

β') Ἄρθρον 10, τῶν Συμβάσεων I, II, III καὶ ἄρθρον 11 τῆς Συμβάσεως IV.

«Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις δέχεται τὰ ὡς ἄνω ἄρθρα μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι αἱ ἀπευθυνόμεναι αἰτήσεις ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα κανονικῶς εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις θέλουν τύχει τῆς συγκαταθέσεως ἢ τῆς ἐγκρίσεως τῆς Κυβερνήσεως τῆς ὁποίας εἶναι ὑπήκοοι τὰ προστατευθησόμενα πρόσωπα (Δυνάμεις καταγωγῆς).

γ') Ἄρθρον 13 τῆς Συμβάσεως I καὶ ἄρθρον 4 τῆς Συμβάσεως III.

«Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις διατυποῖ ἐπιφύλαξιν ὡς πρὸς τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων τούτων εἰς ὅλας τὰς περιπτώσεις κατὰ τὰς ὁποίας ἡ νόμιμος Κυβέρνησις ἔχει ἤδη ζητήσει καὶ ἀποδεχθῇ ἀνακωχὴν ἢ οἱασδήποτε φύσεως ἀναστολὴν τῶν στρατιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, ἀκόμη καὶ ἂν αἱ ἐν ἐκστρατείᾳ ἕνοπλοι δυνάμεις δὲν ἔχουν εἰσέτι συνθηκολογήσει».

δ') Ἄρθρον 60 τῆς Συμβάσεως III.

«Ἡ Πορτογαλικὴ Κυβέρνησις ἀποδέχεται τὸ ἀνωτέρω ἄρθρον μὲ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θὰ ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλλῃ εἰς τοὺς αἰχμαλώτους μισθὸν ἀνώτερον τοῦ 50 ο/ο τοῦ μισθοῦ τοῦ καταβαλλομένου εἰς τοὺς πορτογάλους στρατιωτικοὺς ἰσοτίμου βαθμοῦ ἢ κατηγορίας οἵτινες εὑρίσκονται ἐν ἐνεργῷ ὑπηρεσίᾳ εἰς τὴν ζώνην τῆς μάχης».

ΛΑΪΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΡΟΥΜΑΝΙΑΣ

Ὁ Κύριος ΙΩΑΝΝΗΣ ΝΤΡΑΓΚΟΜΙΡ, Ἐπιτετραμμένος τῆς Ρουμανίας ἐν Ἑλβετίᾳ, προβαίνει εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἑνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὴν ἀκόλουθον ἐπιφύλαξιν :

Ἄρθρον 10: «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἑνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν:

Ἄρθρον 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τ' ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι.

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἄρθρον 10 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τ' ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ συγκατάθεσις τῆς χώρας τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπήκοοι.

Ἄρθρον 12 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἥτις μετεβίβασε τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου καθ' ὃν χρόνον οὗτοι εὑρίσκονται ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Δυνάμεως ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

Ἄρθρον 85 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀπορρεουσῶν ἀπὸ τὸ ἄρθρον 85 ὅπως ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης, δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα κατὰ τῆς ἀνθρωπότητος, καθ' ὅσον τὰ διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα καταδικασθέντα πρόσωπα δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ προβλεπόμενον ἐν τῇ χώρᾳ ταύτῃ καθεστὼς ὡς πρὸς τὴν ἔκτισιν τῶν ποινῶν.

4. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, εἶμαι ἐξουσιοδοτημένος νὰ δηλώσω τὰ ἑξῆς :

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας θεωρεῖ ὅτι ἡ Σύμβασις αὕτη λόγῳ τοῦ ὅτι δὲν ἰσχύε διὰ τὸν ἀμαχον πληθυσμὸν ὅστις εὑρίσκεται ἐκτὸς τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατεχομένου ἐδάφους, δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ.

«Παρὰ ταῦτα, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ γεγονότος ὅτι ἡ Σύμβασις προτίθεται ὅπως ὑπερασπίσῃ τὰ συμφέροντα τοῦ ἀμάχου πληθυσμοῦ τοῦ εὑρισκομένου εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος, εἶμαι ἐξουσιοδοτημένος ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουμανίας νὰ ὑπογράψω τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν μὲ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11.

«Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ὅπως ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐφ' ὅσον δὲν ἐπιτευχθῇ ἡ συγκατάθεσις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι». ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς Ρουμανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἥτις μετεβίβα-

σε τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην Δύναμιν, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταφερθέντα πρόσωπα καθ' ὅν χρόνον ταῦτα εὑρίσκονται ὑπὸ τὴν προστασίαν τῆς Δυνάμεως ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ.

ΗΝΩΜΕΝΟΝ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ

Ὁ Ἐντιμότατος Σὲρ Ρόμπερτ ΚΡΑΙΓΚΙ, τοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν, προέβη εἰς τὴν ἀκόλουθον δήλωσιν :

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Αὐτοῦ Μεγαλειότητος μοῦ ἀνέθεσε νὰ διατυπώσω τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης διὰ τὴν προστασίαν τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου.

Τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας ἐπιφυλάσσεται τὸ δικαίωμα νὰ ἐφαρμόσῃ τὴν θανατικὴν ποινὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 68, παράγραφος 2, ἀνεξαρτήτως τοῦ ἂν αἱ ἀναφερόμεναι ἐν αὐτῷ παραβιάσεις εἶναι τιμωρητέαι ἢ μὴ διὰ τῆς θανατικῆς ποινῆς κατὰ τὸν νόμον τοῦ καταληφθέντος ἐδάφους, καθ' ἣν ἐποχὴν ἀρχίζει ἡ κατοχή».

ΤΣΕΧΟΣΛΟΒΑΚΙΑ

Ὁ Κύριος ΤΑΟΥΜΠΕΡ, Πρεσβευτὴς τῆς Τσεχοσλοβακίας ἐν Ἑλβετίᾳ διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

«Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, μὲ ἐπιφύλαξιν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους, ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

1. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν μὲ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10, αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας καὶ ἀσθενεῖς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ ἢ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

2. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν μὲ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς τραυματίας, τοὺς ἀσθενεῖς καὶ ναυαγοὺς ἢ τὰ μέλη τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

3. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν μὲ ἐπιφυλάξεις ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄρθρα 10, 12 καὶ 85.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 10 ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ, ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τοὺς αἰχμαλώτους πολέμου, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι οὗτοι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 12, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν μιᾶς Δυνάμεως ἥτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν αἰχμαλώτων πολέμου ἀπὸ τῆς εὐθύνης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως, ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν, οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τοὺς ἐδέχθη.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 85, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὸ γεγονὸς ὅτι αἰχμάλωτοι πολέμου καταδικασθέντες δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῶν ἀρχῶν τῆς Νυρεμβέργης, ἐξακολουθοῦν νὰ τυγχάνουν τοῦ εὐεργετήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως, δεδομένου ὅτι οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου οἱ καταδικασθέντες διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα πρέπει νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ ἐν ἰσχύϊ εἰς τὸ Κράτος ὅπου κατεδικάσθησαν καθεστὼς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν.

4. Προβαίνων εἰς τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας προσχωρεῖ εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν, μὲ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τῶν ἄρθρων 11 καὶ 45.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 11, ἡ Κυβέρνησις τῆς Τσεχοσλοβακικῆς Δημοκρατίας, δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν ἀνάληψιν ὑπὸ οὐδετέρου Κράτους ἢ διεθνοῦς ὀργανισμοῦ ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ὡς πρὸς τὰ προστατευόμενα πρόσωπα ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας εἶναι ταῦτα ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Τσεχοσλοβακίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς νόμιμον τὸ γεγονὸς ὅτι Δύναμις ἥτις προβαίνει εἰς τὴν μεταβίβασιν προστατευομένων προσώπων ἀπαλλάσσεται τῆς εὐθύνης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως ἔστω καὶ διὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν τὰ προστατευόμενα ταῦτα πρόσωπα φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τὰ ἐδέχθη.

Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας

Ὁ Κύριος ΜΠΟΓΚΟΜΟΛΕΤΖ, Ἀρχηγὸς τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων Δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σο-

βιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας, διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι πολέμου εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12 : Ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν αἰχμαλώτους πολέμου, ἀπὸ τὴν εὐθύνην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τούτους καθ' ὃν χρόνον οὗτοι θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τοὺς ἐδέχθη.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85 : Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θεωρεῖ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς ὑποχρεώσεως τῆς προκυπτούσης ἀπὸ τὸ ἄρθρον 85 νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης δι' ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τῆς ἀνθρωπότητος, δεδομένου ὅτι διὰ τὰ ἐγκλήματα ταῦτα τὰ καταδικασθέντα πρόσωπα δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ καθιερωθὲν ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ χώρας καθεστὼς περὶ ἐκτίσεως τῶν ποινῶν».

4. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας νομίζει ὅτι ἔχει καθῆκον νὰ δηλώσῃ τὰ ἑξῆς :

Καίτοι ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐπεκτείνεται εἰς τὸν ἄμαχον πληθυσμὸν τὸν εὑρισκόμενον πέραν τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατειλημμένου ἐδάφους καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Κυβερνήσεως τῆς Οὐκρανίας ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Σύμβασις μεριμνᾷ διὰ τὰ συμφέροντα τοῦ εὑρισκομένου εἰς κατεχόμενον ἔδαφος ἀμάχου πληθυσμοῦ, καὶ διὰ ὡρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σοβιετικῆς Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Οὐκρανίας νὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μὲ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11 : Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις κατακρατούσης Δυνάμεως ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἀνάληψιν παρ' οὐδετέρου Κράτους, ἢ ἀνθρωπιστικοῦ ὀργανισμοῦ τῶν καθηκόντων τῶν ἀνατεθέντων εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Κυβέρνησις τῆς Οὐκρανίας δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως ἥτις μετεβίβασεν εἰς ἄλλην Δύναμιν προστατευόμενα πρόσωπα ἀπὸ τὴν εὐθύνην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συνθήκης εἰς τὰ μεταφερόμενα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα θὰ φιλοξενοῦνται ὑπὸ τῆς Δυνάμεως ἥτις τὰ ἐδέχθη».

ΕΝΩΣΙΣ ΤΩΝ ΣΟΒΙΕΤΙΚΩΝ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΩΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΩΝ

Ὁ Στρατηγὸς ΣΑΛΒΙΝ, Ἀρχηγὸς τῆς Ἀντιπροσωπείας τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

1. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10: «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θ' ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνθείσας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.»

2. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, διατυποῖ τὴν ἑξῆς ἐπιφύλαξιν:

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10: «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θὰ ἀναγνωρίσῃ ὡς ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ἵνα ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.»

3. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν διατυποῖ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις:

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10: «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἐγκύρους τὰς αἰτήσεις τὰς ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ πρὸς ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμόν, ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας δυνάμεις, ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς Χώρας τῆς ὁποίας οἱ αἰχμάλωτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 12: «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δὲν θὰ θεωρήσῃ ὡς ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν αἰχμαλώτους πολέμου, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τοὺς αἰχμαλώτους τούτους καθ' ὃν χρόνον οὗτοι θὰ εἶναι ἐμπεπιστευμένοι εἰς τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 85: «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν

Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θεωρῇ ἑαυτὴν δεσμευμένην ὑπὸ τῆς ὑποχρεώσεως τῆς προκυπτούσης ἐκ τοῦ ἄρθρου 85 νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως εἰς αἰχμαλώτους πολέμου καταδικασθέντας δυνάμει τῆς νομοθεσίας τῆς κατακρατούσης Δυνάμεως, συμφώνως πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς δίκης τῆς Νυρεμβέργης, διότι διέπραξαν ἐγκλήματα πολέμου καὶ ἐγκλήματα ἐναντίον τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, δεδομένου ὅτι πρόσωπα καταδικασθέντα διὰ τοιαῦτα ἐγκλήματα δέον νὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ καθιερωμένον ὑπὸ τῆς ἐν λόγῳ Χώρας καθεστὼς περὶ προσώπων ἐκτιόντων τὴν ποινήν των».

4. Ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν νομίζει ὅτι ἔχει καθῆκον νὰ δηλώσῃ τὰ ἑξῆς :

Καίτοι ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐπεκτείνεται εἰς τὸν ἄμαχον πληθυσμὸν τὸν εὑρισκόμενον πέραν τοῦ ὑπὸ τοῦ ἐχθροῦ κατειλημμένου ἐδάφους καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν ἀνταποκρίνεται πλήρως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ ἀνθρωπισμοῦ, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν ἀναγνωρίζουσα ὅτι ἡ ἐν λόγῳ Σύμβασις μεριμνᾷ διὰ τὰ συμφέροντα τοῦ εἰς τὸ κατεχόμενον ἔδαφος εὑρισκομένου ἀμάχου πληθυσμοῦ καὶ δι' ὡρισμένας ἄλλας περιπτώσεις, δηλοῖ ὅτι εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑνώσεως τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν νὰ ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν μὲ τὰς ἑξῆς ἐπιφυλάξεις :

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 11 : «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν, δὲν θὰ θεωρήσῃ ἐγκύρους αἰτήσεις ἀπευθυνομένας ὑπὸ κατακρατούσης Δυνάμεως πρὸς οὐδέτερον Κράτος ἢ ἀνθρωπιστικὸν ὀργανισμὸν ὅπως ἀναλάβουν τὰ καθήκοντα τὰ ἀνατεθέντα εἰς τὰς προστάτιδας Δυνάμεις ἂν ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας τῆς ὁποίας τὰ προστατευόμενα πρόσωπα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παρέχῃ τὴν συγκατάθεσίν της».

Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 45 : «Ἡ Ἕνωσις τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν δὲν θὰ θεωρήσῃ ἔγκυρον τὴν ἀπαλλαγὴν κατακρατούσης Δυνάμεως, ἥτις μετεβίβασε εἰς ἄλλην Δύναμιν τὰ προστατευόμενα πρόσωπα, ἀπὸ τῆς εὐθύνης τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως εἰς τὰ μεταβιβασθέντα πρόσωπα καθ' ὃν χρόνον ταῦτα εἶναι ἐμπεπιστευμένα εἰς τὴν Δύναμιν ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ».

ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΛΑΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΥΙΑΣ

Ὁ Κύριος Μίλαν ΡΙΣΤΙΤΣ, Πρεσβευτὴς τῆς Γιουγκοσλαυΐας ἐν Ἑλβετίᾳ προβαίνει εἰς τὴν ἑξῆς δήλωσιν :

1. «Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν καὶ ἀσθενῶν τῶν ἐν ἐκστρατείᾳ ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας προσχωρεῖ εἰς τὴν εἰρημένην Σύμβασιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς :

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυίας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνὴς Ὀργάνωσις ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις, ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἔναντι τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν ἢ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ, ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

2. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης, περὶ βελτιώσεως τῆς τύχης τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν τῶν κατὰ θάλασσαν ἐνόπλων δυνάμεων, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν σύμβασιν μετ' ἐπιφυλάξεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 10 αὐτῆς.

«Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνὴς Ὀργάνωσις, ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔναντι τῶν τραυματιῶν, ἀσθενῶν καὶ ναυαγῶν ἢ τοῦ ὑγειονομικοῦ καὶ θρησκευτικοῦ προσωπικοῦ ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

3. Ὑπογράφων τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης περὶ μεταχειρίσεως τῶν αἰχμαλώτων πολέμου, δηλῶ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν Σύμβασιν μὲ τὰς ἐπιφυλάξεις ὡς πρὸς τὰ ἄρθρα 10 καὶ 12 αὐτῆς :

«Ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἄρθρον 10, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος ἢ Διεθνὴς Ὀργάνωσις ἢ ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔναντι τῶν αἰχμαλώτων πολέμου ἐὰν ἡ Κυβέρνησις τῆς ὁποίας οὗτοι εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

«Ἐν σχέσει πρὸς τὸ ἄρθρον 12, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως χώρας ἡ ὁποία μετεβίβασε αἰχμαλώτους πολέμου, καθ' ὅλον τὸ χρονικὸν διάστημα κατὰ τὸ ὁποῖον οἱ αἰχμάλωτοι οὗτοι θὰ εὑρίσκωνται παρὰ τῇ Δυνάμει ἥτις ἐδέχθη νὰ τοὺς φιλοξενήσῃ.

4. «Ὑπογράφων τὴν Συνθήκην τῆς Γενεύης περὶ προστασίας τῶν πολιτῶν ἐν καιρῷ πολέμου, δηλῶ ὅτ ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας, προσχωρεῖ εἰς τὴν ρηθεῖσαν Συνθήκην μετ' ἐπιφυλάξεων ὡς πρὸς τὰ ἄρθρα 11 καὶ 45 αὐτῆς.

«Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 11 ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν αἴτησιν κατακρατούσης Δυνάμεως ὅπως οὐδέτερον Κράτος, ἢ Διεθνὴς Ὀργάνωσις ἢ Ἀνθρωπιστικὴ Ὀργάνωσις ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντα προστάτιδος Δυνάμεως τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔναντι τῶν προστατευομένων προσώπων ἐὰν ἡ χώρα τῆς ὁποίας ταῦτα εἶναι ὑπήκοοι δὲν παράσχῃ τὴν συγκατάθεσίν της.

«Ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 45, ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὁμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαυΐας δὲν θὰ θεωρήσῃ νόμιμον τὴν ἀπαλλαγὴν ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως Δυνάμεως ἡ ὁποία μετεβίβασε προστατευόμενα πρόσωπα εἰς ἄλλην δύναμιν καθ' ὅλον τὸ χρονικὸν διάστημα κατὰ τὸ ὁποῖον τὰ προστατευόμενα ταῦτα πρόσωπα θὰ εὑρίσκωνται παρὰ τῇ Δυνάμει ἥτις ἐδέχθη νὰ τὰ φιλοξενήσῃ».

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ἰανουαρίου 1956 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς ἐκδιδομένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

		Ἐσωτ.	Ἐξωτ.
1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δρχ.	250	350
2. » » » Β'	»	150	200
3. » » » Γ'	»	150	200
4. » » Παράρτημα	»	150	200
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	400	500
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	150	200
7. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	100	150
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	1.000	1.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ποσοστὸν ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν ὡρίσθη ὡς ἑξῆς:

1. Διὰ τὸ τεῦχος Α'	Δραχ.	5,—
2. » » » Β'	»	7,50
3. » » » Γ'	»	7,50
4. » » Παράρτημα	»	7,50
5. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	20.—
6. » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.»	»	7,50
7. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	5.—
8. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	50.—

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, ἐξαιρέσει εἰδικῶν περιπτώσεων, τιμᾶται δραχ. 2.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	3.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	500
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	300
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
8. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ ἀναβολῆς συγκλήσεως τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
9. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	100
10. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	500
11. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν	»	200
12. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000

Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	300

ΙΙ. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	100
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	200

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο)ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ